



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

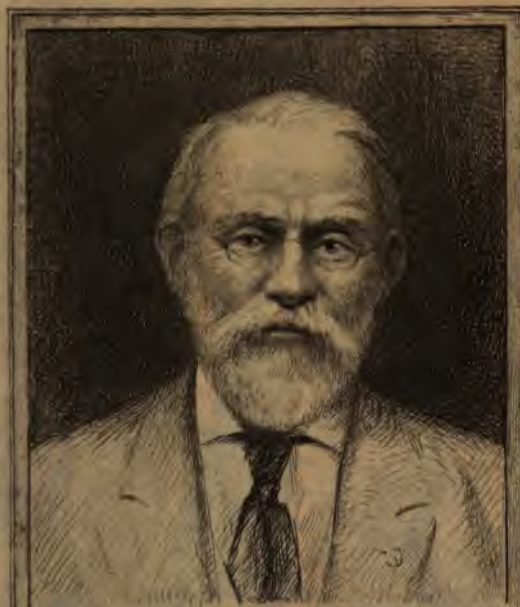
- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

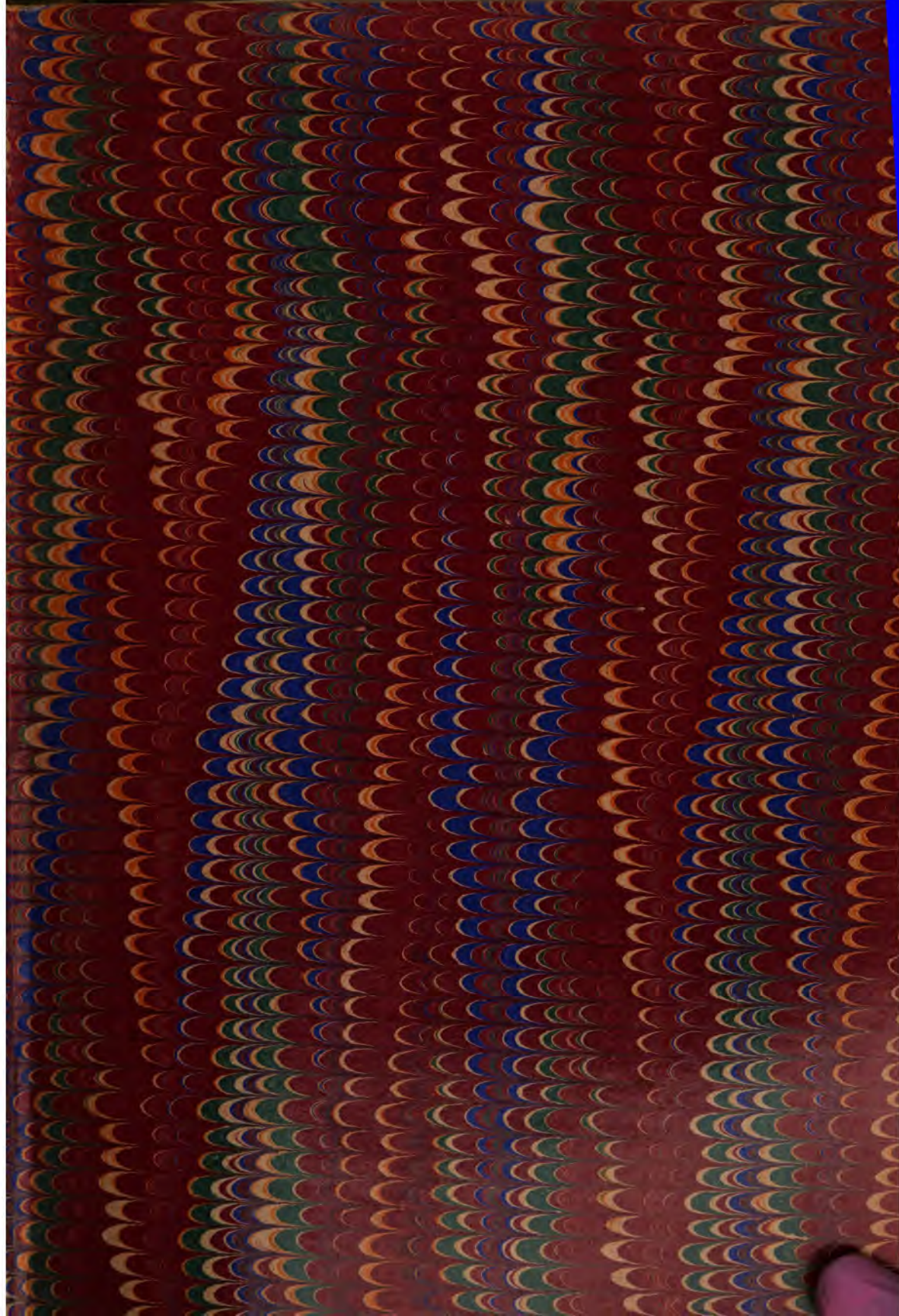
Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

B 50042 8

LIBRAIRIE ANCIENNE
et MODERNE
BADIOU-AMANT
7, Rue du Plat, LYON
ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



100/100

#C
611
#181
S8

140 . 140

SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE
D'ARCHÉOLOGIE ET DE STATISTIQUE
DE LA DROME

TOME TRENTE-SIXIÈME

VALENCE. — IMPRIMERIE JULES CÉAS ET FILS

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ (DÉPARTEMENTALE)
D'ARCHÉOLOGIE
ET
DE STATISTIQUE
DE LA DROME

Colligite ne pereant.

TOME TRENTE-SIXIÈME

— 1902 —



VALENCE
AU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ, RUE FARNERIE, 31.

—
M.DCCCII.

20

Dunning
Niphoff
5-4-27
13603

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DES

COMTÉS DE VALENTINOIS ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 122^e à 139^e livraisons.)

Comme nous l'avons dit, Louis XI ne traitait pas aussi favorablement les grandes familles ; il se plaisait, au contraire, à les abaisser et à les amoindrir. Il avait enlevé à Charles de Poitiers la baronnie d'Etoile (1) ; il cherchait maintenant, mettant en œuvre les sentences d'excommunication lancées par le métropolitain de Vienne et la violence, à dépouiller Aymar de Poitiers, fils et héritier de Charles, de ce qui avait été donné à sa famille en dédommagement de sa renonciation à l'héritage du dernier comte de Valentinois. Aymar dut comprendre que la lutte n'était pas égale, mais comme le roi voyait, en 1467, une nouvelle coalition se former contre lui, il fut bien aise de mettre dans ses intérêts le chef de la maison de Poitiers. On fut bientôt d'accord. Le roi fit cesser les tracasseries que créaient à ce seigneur les officiers delphinaux ; il lui restitua la terre de Chevrières, qui avait été confisquée sur son oncle Jean de Poitiers, frère de l'évêque de Valence, et, comme gage d'une paix durable, il lui donna en mariage, au mois de juin 1467, Marie, la seconde des filles naturelles qu'il

(1) Voir plus haut, p. 221-2.

avait eue de Félise Reynard ; non content de la légitimer, il l'autorisa à porter les armes de France, avec une bande d'or allant de gauche à droite, ainsi qu'il était d'usage pour les enfants naturels (1). La dot de Marie de France, épouse du seigneur de St-Vallier, fut de 2,000 livres tournois de rente, « pour être son propre héritage et celui de ses descendants légitimes. » Il est stipulé dans le contrat que cette rente de 2,000 livres est assignée sur les revenus de la portion de Pisançon qui appartient à sa majesté (l'autre portion appartenant au seigneur de Saint-Vallier), des terres et seigneuries de Rochefort en Valentinois, de la Roche-de-Glun, de la Beaume, de Châteaudouble, de la gabelle à sel de Romans, et du péage de la Sauvetat en Languedoc : ces terres et ces péages, le roi les remet au seigneur de Saint-Vallier, en toute propriété, ne s'y réservant que les droits de souveraineté, l'hommage et la faculté de les recouvrer moyennant le prix de 30,000 écus d'or, dont il serait fait emploi en héritages et rentes. « Au cas où les susdites terres cédées ne produiraient pas 2,000 livres, le roi ordonne au parlement et à la chambre des comptes du Dauphiné d'en assigner le complément sur d'autres terres du domaine. Au cas où la future épouse décéderait sans héritier direct, les terres cédées feraient retour au roi, à moins que précédemment elles n'aient été rachetées pour 30,000 écus, auquel cas le futur époux ou ses héritiers ne seront tenus de restituer que la moitié de cette somme ou la moitié des héritages ou rentes achetées. De son côté, Aymar de Poitiers fait don à Marie de France des baronnies terres et seigneuries de Privas, Tournon et St-Vincent, et promet sous l'obligation de tous ses biens, de payer à son épouse, sur le produit des dites, terres un douaire de 1.000 florins (2).

(1) COMINES, *Mémoires* (édition Godefroy. Bruxelles, 1723), t. III, p. 243-4. — PILOT, n° 943.

(2) Archives de l'Isère, B, 3049, f° 64. — Ces lettres furent enregistrées à la Chambre des Comptes de Grenoble le 22 août 1467.

Cette union qui portait avec elle de belles espérances, ne répondit pas aux calculs qui l'avaient formée. L'épouse d'Aymar de Poitiers mourut en 1469, en donnant le jour à un enfant qui ne vécut point (1). Les terres qui représentaient la dot de cette dame firent retour à la couronne (2). Devenu veuf, le seigneur de Saint-Vallier se remaria, par contrat passé à Montferrand en Auvergne, le 28 novembre 1472, avec Jeanne de la Tour, seconde fille de Bertrand, sire de la Tour, comte d'Auvergne et de Bologne, et de Louise de la Trémoille (3). Nous aurons à nous occuper plus loin de sa descendance.

Quelques années auparavant, il avait hérité de la terre de Sérignan dans le comtat, de son oncle Louis de Poitiers, évêque de Valence et de Die, mort à Amboise le 26 avril 1468. Ce prélat, qui cherchait de toutes manières à rentrer dans les bonnes grâces du roi, s'était rendu avec les délégués de la province aux Etats-généraux de Tours, et ce fut peu de jours après la tenue de cette grande assemblée, où la politique royale reçut une complète approbation (4), qu'il trouva la

(1) ANSELME, t. II, p. 205. — Le 28 août 1468, elle donnait encore quittance à Claude Cot, trésorier du Dauphiné, de 612 livres, 3 sols 9 den. tourn., « foible monnaie pour certains draps de soye, de layne et fourrures d'armes, letices et aultres habillemens et vestemens. » Lettres de Louis XI, t. IV, p. 6.

(2) Le 5 juillet 1469, Louis XI écrivait de Montils-lès-Tours à Jean Bourré, maître en la chambre des comptes de Paris, la lettre suivante : « Monseigneur du Plessiz, j'ay présentement sceu que ma fille de « Saint-Valier est allée de vie a trespas, dont je suis bien desplaisant. « Et pour ce que, comme savez, ledit Monseigneur de Saint-Valier a « certaines terres, lesquelles par le contrat de mariage, il doit rendre, « je vous prie que incontinent vous escripvez au président, trésorier « du Dauphiné et autres à qui il sera necessaire, pour recouvrer les « dictes terres, et y envoyer homme propre, de manière qu'il n'y ait « point de faulte. Donnè a Montilz-les-Tours, le v^e jour de juillet. » LOYS. *Et plus bas* TILHART.

(3) ANSELME, t. II, p. 205

(4) LEGEAY, *Hist. de Louis XI*, t. I, p. 527.

mort et une sépulture honorable chez les Cordeliers d'Amboise (1). Sur la présentation faite par le roi, en vertu de la pragmatique, abrogée de fait mais toujours en vigueur, les chanoines de Valence, et de Die, réunis à Valence sous la présidence de Pierre Richier, doyen de Die, lui donnèrent pour successeur Géraud de Crussol, troisième fils de Géraud IV Bastet, seigneur de Crussol, et d'Alix de Lastic (2).

On peut tout d'abord s'étonner de voir Géraud de Crussol, archevêque de Tours, renoncer à ce titre pour un autre plus modeste ; mais il ne faut pas oublier que les diocèses réunis de Valence et de Die présentaient plus de ressources que celui de Tours ; d'autre part, Géraud se fixait dans le Valentinois, où sa famille était puissante, et ce fut probablement à ce moment qu'il obtint, comme une sorte de compensation, le titre de patriarche d'Antioche. Quoi qu'il en soit, il bénéficia du crédit dont jouissait à la cour son frère Louis de Crussol, seigneur de Beaudiner et de Crussol, grand panetier de France. Le roi l'employa à divers négociations. C'est ainsi qu'en l'année 1470, il fut envoyé auprès d'Amédée IX, duc de Savoie, pour engager ce prince à renouveler les anciens traités d'alliance entre la France et la Savoie. Il remplit cette mission avec succès. Le 17 février 1470, un traité fut signé à Chambéry, par lequel le duc s'engageait à aider, secourir et défendre le roi et ses Etats envers et contre tous ceux « qui les voudroient invader et offendre (3). »

Louis XI songeait alors à se venger des humiliations de Péronne et à envahir la Picardie. On connaît les avantages qu'obtinrent ses armes, dans cette nouvelle campagne contre la Bourgogne, ce qui provoqua une troisième coalition de ses ennemis, le roi d'Angleterre, les ducs de Guyenne, de

(1) Voir notre *Essai hist. sur Die*, t. II, p. 430. — Une inscription placée dans les cloîtres du monastère rappelait la date de la mort et le lieu de la sépulture de l'évêque.

(2) COLUMBI, *Opuscula*, p. 326.

(3) Archives de l'Isère, B, 3275. PILOT, n° 1942, 1943.

Bretagne, de Bourgogne et de Lorraine. La mort de Charles de Guyenne son frère, arrivée si à propos, au moment où il se disposait à marcher contre lui, fut attribuée au poison, et le duc de Bourgogne, dans son fameux manifeste du 16 juillet 1472, voulant soulever l'indignation des princes, accusa publiquement Louis XI de fraticide (1). Ce manifeste n'était qu'une machine de guerre ; le roi, dans cette circonstance était bien innocent. Ces faits nous les relatons ici, parce qu'un personnage de nos pays s'y est trouvé intimement mêlé et y acquit une triste célébrité : nous voulons parler de l'abbé de Saint-Jean-d'Angely, Jourdain Faure de Vercors, natif de Die, qui fut accusé d'avoir empoisonné le duc de Guyenne et Colette de Chambes, sa maîtresse. Arrêté, jugé à Bordeaux, transféré à Nantes, il périt misérablement dans un étroit cachot. Nous avons montré ailleurs la complète innocence de cet abbé, qui fut une des nombreuses victimes de l'ignorance, ou plutôt de la perfidie de son siècle (2).

Dès les premiers jours de son pontificat, Sixte IV, successeur de Pie II, avait eu quelques difficultés avec le roi. Le plus ardent de ses vœux, digne vraiment du vicaire de Jésus-Christ, était de ramener la concorde entre les princes chrétiens et de tourner contre les Turcs leur humeur belliqueuse. Louis XI n'ayant rien à gagner en Orient et ne se voyant pas directement menacé, accueillit froidement les projets du pape, mais, comme pour tempérer l'effet de ce refus, il résolut enfin en 1472, d'envoyer à Rome l'ambassade d'obé-

(1) COMINES, *Mémoires* (édit. Godefroy), t. IV, p. 417-21.

(2) Voir nos *Mémoires des frères Gay*, p. 264-71. — Jourdain Faure de Vercors avait été nommé abbé de Saint-Jean d'Angely en 1471, succédant à Jean Balue. Sixte IV ordonna une enquête pour connaître s'il était réellement coupable ; il le déposa comme contumace le 21 janvier 1473 et le remplaça par Louis d'Amboise, évêque d'Alby. On trouvera dans les *Lettres de Louis XI* (t. V, p. 186-206) neuf pièces relatives au procès intenté à notre diois et à son compagnon d'infortune Henri de La Roche, pièces déjà publiées par Langlet-Dufrenoy, dans son édition de Comines, t. III, p. 283-8.

dience, formalité que tout prince chrétien se faisait un devoir de remplir à l'avènement d'un nouveau pontife. Parmi les membres de l'ambassade, nous trouvons l'évêque de Valence et Soffrey Alleman, seigneur de Châteauneuf, maréchal du Dauphiné (1). L'évêque avait encore pour mission de négocier avec la cour romaine un concordat, à l'effet de terminer les violents démêlés survenus entre Rome et la France, par suite des résistances des parlements à mettre à exécution les bulles du pape et les ordonnances du roi abolissant la pragmatique. Géraud de Crussol réussit à arrêter les bases d'un accord entre les deux pouvoirs qui exerçaient des droits et retiraient des avantages dans la distribution des bénéfices ecclésiastiques. Cet accord fut l'objet d'une bulle du 13 août 1472, que le roi ratifia le 11 octobre suivant et dont nous retrouvons le texte dans les *Statuta delphinalia* (2). Mais il en fut de ce règlement, comme de tous ceux qui n'étaient point pour plaire aux parlements et aux universités du royaume ; il demeura à l'état de lettre morte. L'évêque de Valence, négociateur du concordat, étant venu à mourir sur ces entrefaites, le 28 août, les chanoines de Valence et de Die s'assemblèrent pour faire l'élection de son successeur, et suivant sans doute la direction que sut leur imprimer le monarque, donnèrent leurs voix à Jacques de Bathernay, frère du célèbre Humbert de Bathernay, qui était alors à l'apogée de sa fortune. Ce nouvel évêque prit possession de son Eglise de Die le 11 décembre 1472, et fit son entrée solennelle à Valence le 24 janvier 1473. Quelques mois après, le 18 novembre, il rendait son âme à Dieu. Peut-être mourut-il des suites de la peste qui avait été très violente

(1) PASTOR, *Hist. des papes depuis la fin du moyen âge*, t. IV, p. 295. — Une lettre de Sixte IV, du 6 février 1473 (n. s.), nous montre Soffrey Alleman, chevalier, seigneur de Châteauneuf, du diocèse de Grenoble, qualifié *orator pro parte ipsius regis*, obtenant quelque faveur pour un de ses parents. Bibliothèque nationale. Nouvelles acquisitions lat. 2302.

(2) *Statuta Delphinalia*, Gratianopoli, 1619, in-4°, 2^e partie, fol. 24-8.

pendant l'été de cette année-là. Quoi qu'il en soit, le parlement, en vertu du droit de régale, nomma un administrateur des biens appartenant aux deux églises, et le 30 novembre, le roi faisait signifier aux chanoines réunis pour procéder à l'élection d'un évêque, d'avoir à porter leurs suffrages sur Antoine de Balsac, abbé de Sainte-Marie de Gimont, au diocèse d'Auch. Il appartenait à une famille d'Auvergne, que la faveur royale se plaisait alors à combler d'honneurs et de richesses (1).

En cette même année 1473, mourut à la Côte-Saint-André un des plus fidèles serviteurs de Louis XI, Jean, bâtard d'Armagnac, comte de Comminges, gouverneur du Dauphiné. Par un codicille du 1^{er} juin, huit jours avant son décès, il avait demandé à ce que son corps fût enseveli dans l'église collégiale de Bourg-lès-Valence (2). Le 15 juin, le roi informé de cette mort et se trouvant à Amboise, donna la charge de gouverneur à Louis, seigneur de Crussol (3), qui ne devait pas en jouir longtemps, car le 4 octobre suivant, le roi nommait un délégué pour recevoir l'hommage de la seigneurie d'Etoile, que devait lui prêter Jeanne de Lévis, veuve de Louis de Crussol et tutrice de ses enfants mineurs (4). Pendant la vacance de l'office de gouverneur, l'administration de la province fut confiée à Louis Richard de Saint-Priest, que le roi, alors qu'il n'était que dauphin, avait tenu sur les fonts du baptême (5). Louis était le fils de Gilles Richard et d'Antonie de Groslée, dame de Saint-Priest, personnages tout dévoués au prince (6). Un autre de leur fils, Antoine Richard

(1) Voir notre *Essai hist. sur Die*, t. II, 436-45.

(2) ANSELME, t. VII, p. 94. — PILOT, t. I, pp. 315, 512.

(3) Archives de l'Isère, B, 2904, fol. 400, et B, 3238. — PILOT, t. I, p. 36. — Louis de Crussol avait épousé, par contrat du 21 juillet 1452, Jeanne de Lévis, fille de feu Philippe de Lévis et d'Isabeau de Poitiers, sœur de Louis de Poitiers, évêque de Valence et de Die. Archives de la Drôme, E, 2482, fol. 62.

(4) Archives de l'Isère, B, 3049.

(5) Voir notre *Essai hist. sur Die*, t. II, p. 433.

(6) Sur cette famille Richard de Saint-Priest, voir PILOT, t. I, p. 34.

de Saint-Priest bénéficia encore à cette même époque des faveurs du monarque, qui en avait fait son chambellan, lui avait donné le 9 août 1471, la châtellenie de Château-double (1), et lui céda en récompense de ses services, le 3 décembre, 1473 la seigneurie de Rochefort en Valentinois, naguère retirée des mains du seigneur de Saint-Vallier, qui la tenait en garantie de la dot de Marie de France (2).

Par lettres datées de Senlis le 7 mars 1474 (n. s.), Louis XI confia le gouvernement du dauphiné à Jean de Daillon, seigneur de Lude, aussi habile capitaine que fin diplomate (3). Il fut aussitôt chargé de diriger, tout à la fois, les opérations militaires et les négociations entreprises pour la soumission du Roussillon, où de nombreux contingents dauphinois s'étaient déjà rendus sous la conduite de Soffrey Alleman, seigneur de Châteauneuf (4). Après s'être acquitté glorieusement de sa tâche, il vint en Dauphiné et fit son entrée solennelle à Grenoble le 25 avril 1475. Un de ses compagnons d'armes, Pierre de Roquebertin, nommé gouverneur de Roussillon, fut gratifié le 28 mars 1474, d'une rente de cinq cents livres tournois, pour la sûreté de laquelle le roi lui fit don de la terre et seigneurie de Crest. La chambre des comptes de Grenoble ayant refusé d'enregistrer les lettres du prince, celui-ci écrivit le 4 octobre suivant à son président pour faire cesser toute opposition. Nous « avons, lui dit-il, « le fait dudit Roquebertin fort à cueur. Et pour ce que nous « lui voulons entretenir le dit don et qui joisse entièrement

(1) *Pilote*, n° 1555. Archives de l'Isère, B, 3276, fol. 153.

(2) Archives de l'Isère, B, 2904, fol. 355. *Pilote*, n° 1596. — Antoine Richard de Saint-Priest, dont la sœur, Louise de Saint-Priest, avait épousé le 28 septembre 1467 Gaspard de Montauban, dit Artaud, seigneur d'Aix et de Montmaur, garda la seigneurie de Rochefort en Valentinois jusqu'à la mort du roi. Un arrêt du parlement du 6 septembre 1483 la fit rentrer dans le domaine, et le 12 septembre, Claude Bovier, secrétaire delphinal, en prit possession.

(3) *Pilote*, n° 1607.

(4) *Lettres de Louis XI*, t. V, p. 113.

« des dites V^e livres tournois de rente, lesquelles, comme
« nous sommes assez informez, se pourront bien aisement
« payer et prendre sur le revenu dudit Crest Arnault, nous
« vous mandons et commandons et très expressément enjoii-
« gnons sur tant que douppez nous desobéir et desplaire, que
« nos dites lettres patentes de don et transport vous vériffiez
« et expediez entierement et de leur contenu faictes et souffrez
« ledit Rocquebertin joir paisiblement, et quoy que soit
« faictes le entierement payer d'icelle somme de V^e livres
« tournois par chascun an de et sur les premiers et plus clers
« deniers de la revenu dudit Crest Arnault, en maniere que
« aucune faulte ne adviengne audit payement et que n'en
« n'ayons point de plaintes, car vous pouvez penser que se
« plus y est par vous dilayé, nous n'en serons pas contens et
« y pourveoirons par autre maniere que peut être ne vous
« sera agreable (1). »

Dans les dernières années de son règne, Louis XI paraît s'être souvenu avec une particulière complaisance de sa province du Dauphiné, où durant sa jeunesse il avait fait un séjour aussi agréable qu'utile à ses intérêts. Les actes qui témoignent de sa bienveillance envers les fidèles dauphinois se multiplient. Voici quelques-uns de ces actes, qui concernent le Valentinois et le Diois. Sa chancellerie délivre des lettres d'anoblissement, au mois de mars 1474, pour Jean Marcel, du lieu de Marsanne, et, au mois d'août suivant, pour Guillaume Gruel, du lieu de Saint-Vallier (2). Le 12 janvier 1475, il fait don à Guillaume Reynard, seigneur du Cheylard de la capitainerie et des revenus de Beaumont-en-Trièves, dont avait joui Félize Reynard, sa sœur, naguère décédée (3). Louis XI avait autrefois acquis de ses deniers le château et la terre de Pierrelate. Il en avait fait don comme nous l'avons

(1) *Lettres de Louis XI*, t. V, p. 292.

(2) *PiLOT*, n^o 1612. 1617.

(3) *PiLOT*, n^o 1618.

dit, à Charles des Astards. Cette localité prit alors une certaine importance. Elle était dans le voisinage des domaines du roi René et de ceux de Guillaume, prince d'Orange, sur lesquels le roi jetait depuis longtemps un œil d'envie, Guillaume, fait prisonnier, au moment où il traversait le Dauphiné pour aller rejoindre le duc de Bourgogne avait souscrit, en faveur du monarque, une rançon de 40,000 écus d'or ; pour s'en acquitter, il céda au roi, le 9 juin 1475, « les droits de fief, hommage lige, juridiction, obéissance et dernier ressort en souveraineté » qu'il possédait à Orange et dans le territoire de la principauté, reconnaissant qu'elle relèverait désormais du parlement de Grenoble (1). L'extension de l'autorité delphinale dans cette partie de la vallée du Rhône ne pouvait qu'être profitable à Pierrelate. En effet, par un acte daté de l'Abbaye de Notre-Dame de la Victoire, au mois d'août 1475, le roi érige à Pierrelate « une église ou chapelle collégiale, sous le vocable de Saint Michel archange, desservie par sept chanoines prêtres et quatre petits clercs, qui devront y célébrer chaque jour quatre messes, en l'honneur du Saint-Esprit, de la Vierge, de saint Michel et des saints Innocents, ainsi que les autres offices, selon la coutume de l'Eglise romaine. Pour dotation, le prince lui assigne la moitié des revenus de la terre de Pierrelate et lui confère, en outre, les mêmes privilèges que ceux dont jouissaient l'église de Saint-Martin de Tours et les autres églises de fondation royale (2). »

« Au mois de février 1475 (n. s. 1476), le roy qui estoit à Tours et à Amboise, s'en partit pour aller au pays de Bourbonnois et d'Auvergne, et de la s'en alla faire sa neufvaine à Nostre-Dame du Puy et de la en Lyonnois et au pays de Dauphiné (3). » Dès le commencement de mars, il était à Valence. Comme il approchait de cette ville, où, quand il

(1) CHORIER, t. II, p. 47. Archives de l'Isère, B, 3805.

(2) COMINES (édit. Godefroy), t. II. *Chronique scandaleuse*, p. 210.

(3) Archives de l'Isère, B, 3049, fol. 118. Archives de la Drôme, E, 7226. — PILOT, n° 1631.

n'était encore que dauphin, il avait fait de longs séjours, il « dit à ses fourriers, avant d'y arriver, qu'il avoit dans la ville « un bon ami, chez qui il vouloit aller loger. Effectivement, « il alla loger chez François de Genas et luy fit toutes sortes « d'amitiés, luy disant qu'il n'avoit point oublié les services « qu'il luy avoit rendus pendant sa jeunesse, et qu'ainsi il « n'avoit qu'à demander et que la chose seroit bien difficile « s'il ne la luy accordoit, qu'il examinât ce qui luy convien- « droit. François de Genas, le remercia et luy dit qu'il ne « voyoit, pour le moment, aucune place vacante et qu'il ne « vouloit déposséder personne ; il pria seulement le roi de « vouloir bien se souvenir de luy dans la suite. Peu de temps « après, Jean d'Amboise, seul président de la Chambre des « comptes de Dauphiné s'étant démis de sa charge, Louis XI « en pourvut de lui-même François de Genas et luy en fit « expédier les provisions le 19 mai 1476. Il l'honora presque « en même temps du collier de son ordre de Saint-Michel « qu'il avoit institué peu de temps auparavant (1). »

Le roi voulut témoigner aux Valentinois le bon souvenir qu'il gardait de leur ville. Il demeura plusieurs jours au milieu d'eux et leur accorda diverses faveurs. Le 3 mars, étant à Valence, il confirma les privilèges de l'université qu'il avait fondée ; il voulut qu'elle jouît dans tout le royaume des avantages dont elle jouissait en Dauphiné, l'assimilant à toutes les autres universités de France, et il établit conservateur de ses droits, le sénéchal de Beaucaire, les baillis du Vivarais et du Velay, le maître des ports et le visiteur des gabelles (2).

(1) *Généalogie de la maison de Génas*. Avignon. M. DCC. XIII. — Ce volume fort rare, dont nous possédons une copie manuscrite, a été réédité, complété par le marquis de Balincourt : *Histoire de la maison de Génas, originaire du Dauphiné et de quelques autres familles de Languedoc qui lui étaient alliées, 1260-1867*. Imprimé par l'auteur. Epinal, Bruyères-Melun, 1879-82, in-8°, 234 pp. Ce nouveau volume est non moins rare que le précédent, n'ayant été tiré qu'à 42 exemplaires.

(2) NADAL, *Hist. de l'université de Valence*, p. 26. — Archives de la Drôme, D, 1.

Pendant son séjour à Valence, il fit don à Jean de Conflans, concierge du palais delphinal, en considération de services autrefois rendus, de ce même palais, avec toutes ses dépendances et ses produits évalués à 35 sols tournois, pour en jouir à perpétuité, à charge toutefois de payer annuellement, à Noël, entre les mains du receveur ordinaire de Valence, une pension de 6 deniers tournois, « par pure manière de reconnaissance » (1). Sur la demande d'André Mondon, chanoine panetier du Bourg-lès-Valence, délégué par les habitants, qui se plaignaient des pertes considérables que les récentes inondations du Rhône leur avaient fait subir, il accorda à la localité, pour le samedi de chaque semaine, un marché franc et exempt de tous droits de péage, redevances, leydes, entrées, etc. (2).

Il était encore à Valence le 14 mars. Dans une lettre datée de ce jour, après avoir reçu, dit-il, « une supplication du « peuple juif des villes de Valence, Vienne et Montélimar, « contenant que jaçoit ce que par privilèges à eux par nos « prédécesseurs donnés et par nous confirmés, ils doivent « demeurer et résider en Dauphiné, mesmement aux trois « villes, sans que aucuns des sujets, ne autres, ne puissent « aucune chose imputer, ne demander, soit par raison de « leur loy, ne autrement, ce néanmoins, puis aucun temps « en ça, aucuns de nos subjects inadvertis des choses dessus « dictes et de nostre protection et sauvegarde en laquelle ils « sont, leur font plusieurs excès, voies de faits, pilleries et « aultres maux innumérables », il renouvelle leurs privilèges, et recommande aux juges des trois villes de les en faire jouir et de prendre leur défense (3).

Louis XI était venu dans le Lyonnais et le Dauphiné pour suivre de plus près les graves événements dont la Suisse était alors le théâtre, et qui pouvaient faire surgir tout à coup de

(1) PILOT, n° 1647. Archives de l'Isère, B, 2984, fol. 402.

(2) PILOT, n° 1647^{bis}. *Ordon. des rois de France*, t. XVIII, p. 189.

(3) Archives de l'Isère, B, 2984, fol. 96. PILOT, n° 1646.

terribles complications. Charles le Téméraire, obsédé par la pensée de créer un royaume, après s'être emparé de Nancy et de la Lorraine, voulait maintenant conquérir la Suisse. Ce fut au Puy, que le roi apprit le désastre de Granson (2 mars 1476). Comme il connaissait bien le duc de Bourgogne, il jugea que ce revers ne suffirait pas pour abattre son ambition et il résolut d'être prêt à défendre les intérêts de la province, s'ils étaient menacés. Les compagnies de francs-archers, qui venaient d'être établies en France, reçurent alors en Dauphiné leur complète organisation (1). Sur la demande des trois Etats du Dauphiné, au mois de mai 1476, Jean de Daillon seigneur de Lude et gouverneur de la province, avec l'assistance de Guyon Alain, capitaine des francs-archers du Dauphiné, de Jean de Ventes et de Jean Mottet, procureur des trois Etats, rédigea un règlement dont les divers articles font connaître dans les moindres détails le recrutement, l'équipement et le fonctionnement de cette milice. Chaque communauté devait fournir un franc-archer par six feux. Tout franc-archer devait avoir une arbalète avec sa trousse garnie de dix-huit traits, une bonne brigandine, une salade sans visière, une dague ou épée, un gorgerin, un hoqueton de gros drap à la livrée du Dauphin, pourpoint, bonnet blanc sous la salade, souliers, gants et cape doublée de gros drap (2). Avec l'activité que nous lui connaissons, Louis XI, secondé par de sages conseillers, eut bientôt, par une série d'ordonnances, prescrit toutes les mesures destinées à assurer l'approvisionnement et le paiement de ses troupes, leur prompt rassemblement en cas de danger, etc. Le premier capitaine des francs-archers du Dauphiné fut Guyon Alain : son rôle était de les réunir, de les passer en revue à certains jours, de les conduire

(1) Dès l'année 1475, on les voit établies en Dauphiné. La revision des feux faite à Die le 1^{er} juillet 1475 fait figurer au nombre de ceux qui sont exempts de la taille les onze francs-archers de la ville.

(2) PILOT, t. II, p. 228-9.

à l'armée et de veiller à ce que leur solde fût payée. Pour lui faire un traitement, le roi lui avait donné, le 16 janvier 1476 (n. s.), la terre et seigneurie de Saou, avec autorisation d'en percevoir, lui et ses successeurs, tous les revenus et profits, sans être tenus d'en rendre aucun compte. Trois jours après, il lui faisait encore don de la capitainerie de la Roche-de-Glun, ainsi que des revenus du port de Confolens (1).

Ce fut à Lyon que le roi fixa sa résidence, surveillant très attentivement ce qui se passait en Suisse et en Savoie, entretenant une active correspondance avec les habitants de Berne, qui étaient les plus exposés aux attaques du duc de Bourgogne, rendu furieux par sa défaite de Granson. Il ne tarda pas du reste à être pleinement rassuré de ce côté de la frontière. Charles le Téméraire essuya à Morat, le 22 juin 1476, une autre défaite, plus sanglante que la première et qui anéantit ses projets de conquête. Le roi envoya l'évêque de Grenoble porter aux Bernois ses félicitations (2).

Pendant ce séjour de près de trois mois en Lyonnais et en Dauphiné, Louis XI distribua quelques faveurs à ses amis, mais s'appliqua surtout à stimuler le zèle de tous les officiers préposés au gouvernement de la province. L'établissement des francs-archers, qui devaient être recrutés dans les diverses communautés selon le chiffre des feux, donna lieu à une enquête générale sur le nombre des habitants et les ressources de chaque localité. Nous possédons encore les registres où sont consignés les résultats de cette nouvelle revision des feux et nous ne répèterons pas ici ce que nous avons dit de l'intérêt qu'offrent ces sortes de mémoires statistiques. Les pertes qui venaient périodiquement ravager le pays, les mauvaises récoltes avaient diminué et appauvri nos populations. A Die, on fut obligé d'abaisser le chiffre des feux solvables à 32 ; à Valence, à 52 (3). Le *maître des œuvres* du Dauphiné,

(1) *Pilot*, n° 1642. Archives de l'Isère, B, 3276.

(2) *Lettres de Louis XI*, t. VI, p. 72.

(3) Archives de l'Isère, B, 2758, 2722, 2725.

sorte d'inspecteur des châteaux et des bâtiments du domaine delphinal, avait sous ses ordres des employés ou *vimaîtres*, qui le suppléaient dans ses fonctions. Il reçut l'ordre de visiter tous les châteaux et d'y faire exécuter les réparations jugées nécessaires à leur entretien. Les procès-verbaux de ces visites, les comptes des dépenses de toute nature occasionnées par ces travaux existent encore et sont une mine aussi abondante que précieuse, où devront puiser tous ceux qui tenteront d'écrire l'histoire, de reconstituer l'état primitif de ces antiques demeures féodales, qui ne nous apparaissent plus maintenant que comme des squelettes à moitié ensevelis au milieu des ronces sur le sommet des rochers (1). En 1477, on

(1) Archives de l'Isère, B, 2990. — Ces procès-verbaux de visites et de réparations des châteaux fourniraient, en outre, une abondante moisson de mots anciens et de renseignements sur le prix d'une multitude d'objets. Voici quelques lignes, prises au hasard, dans ce registre, fol. 297 : « L'an mil III^e LXXII et le viii jour du moys de janvier, s'en-
« suyt la visitation de la plasse et chasteau de Rochefort, fete par mais-
« tre Pierre de l'Eglise alias Forni, fete en la presence du chastellain
« dud. lieu et aussy de Humbert Sua, chappuis, Piarre Guignard,
« Jehan Faget et le curé dud. lieu, lesquels a fet promettre par leur
« serment de bien et loyement tasser la reformation de lad. plasse.

« Premièrement, dessous le fornél de la grand sale dud. chastel, a
« ordonné de mettre une pisse de rourre de quatre toyses, de un pié
« dont et un épars de large, laquelle tassons à, tant en la pisse que en
« reparer le foyeur dud. fornél, ... xviii gros.

« Item, plus au couvert de lad. sale, a l'angle de la porte du soleilh
« couchant, auquel a commandé et ordonné de y mettre cinq piesses de
« rourre de deux toyses et demi de lonc et troys dozennes de ponz,
« lesqueux ont tassé, tant pour lad. fuste que pour la main du mes-
« tre, à v flor.

« Item, plus a ordonné led. mestre de refere trois fenestres de lad.
« sale, lesquelles sont rompues, et par le deffaut d'isselles le vant
« amporte le couvert de lad. sale, an laquelle fault une dozenne et
« et demy de ponz valant rendues aud. chastel vi gr.

« Item, il y sont necesseres trois barres de fer chascune de un pié
« et demy de lonc.

« Item, il y sont necesseres III^e de clavaux, que vaut lad. ferrure.
[viii gr. demy.

fit d'importantes réparations à la tour de Crest, aux châteaux de Grâne, de Charpey, de Châteaudouble, de Beaufort, de Montclar, de Rochefort, etc. Le parlement et la chambre des comptes étendaient leur surveillance sur toutes les parties du domaine et mettaient un grand zèle à les maintenir intactes. Quelques particuliers ayant usurpé certaines terres de la forêt de Chabeuil, le parlement ouvrit en 1465, une enquête pour établir les droits du dauphin et remédier aux abus. Dix ans plus tard, un incendie dévora une portion considérable de cette forêt, qui avait une étendue de 200 sétérés ; on attribua cette destruction à la malveillance de ceux que l'on avait naguère poursuivis et à qui on avait interdit le déboisement. Etienne de Beaupon, procureur fiscal, vint à Chabeuil, et le 26 mars 1475 (n. s.), assisté d'André de Claveyson, écuyer, vice-châtelain, de Jean Bodrat, clerc, et de Perrot de Mirepoix, greffier de la cour du lieu, fit citer devant lui un grand nombre d'habitants. Mais tous les déposants s'accordèrent à ne voir dans ce triste événement qu'un malheur purement fortuit et dont personne ne devait être rendu responsable. Le procureur décida que tous les arbres qui avaient subi les atteintes du feu, seraient coupés « ras terre » et fit défendre « à cris public, sous peine de 50 livres d'amende » de mener paître de trois ans, dans la forêt, chevaux, chèvres, brebis, etc. (1).

Le 5 janvier 1477, Louis XI était délivré de son ennemi le plus redoutable, Charles le Téméraire, qui succombait devant Nancy. Cette mort enlevait à la grande féodalité son dernier et plus ferme appui. Désormais le roi va pouvoir, sans se heurter à de sérieux obstacles, poursuivre celui de ses projets qui lui tenait le plus au cœur, fonder l'unité politique du royaume. Pendant qu'il fait occuper la Bourgogne à titre d'apanage, ce qui l'entraîne bientôt à une guerre avec Maxi-

(1) Archives de l'Isère, B, 3509. — Archives du château de Châteaudouble. Note communiquée par M. l'abbé Magnat.

milien d'Autriche, l'époux de Marie de Bourgogne ; pendant qu'en Languedoc il arrondit ses domaines en s'emparant des terres de la maison d'Armagnac, il réunit au Dauphiné la principauté d'Orange et veille à ce que l'héritage de son oncle René, roi de Sicile et comte de Provence, ne puisse lui échapper. Jean II de Châlon, prince d'Orange, était feudataire de la couronne : en succédant à son père Guillaume VIII, il avait prêté hommage au roi le 7 décembre 1475 (1). Mécontent d'un jugement rendu par le duc de Bourgogne au profit de ses oncles, Louis et Hugues de Châlon, il s'était, après la mort de Charles le Téméraire, prononcé d'abord pour Louis XI ; mais, placé sous les ordres du sieur de Craon et n'ayant pu obtenir certaines terres qu'il convoitait, il revint au parti Bourguignon. Dès le 23 mars 1477, on le voit traiter avec les mandataires de Hugues de Châlon. Le châtiment ne se fit pas attendre ; le 13 avril le roi envoyait à Pierre Gruel l'ordre de faire déclarer la confiscation de la principauté d'Orange et des biens du prince en Dauphiné, comme aussi de dénoncer ses partisans (2). Dans l'enquête que fit le parlement de Grenoble, Jean de Châlon fut accusé de trahison et de tentative d'empoisonnement sur la personne du monarque. Il fut dégradé de l'ordre de Saint-Michel, et le 20 septembre, un arrêt du parlement prononçait, la confiscation au profit du roi, de toutes ses terres et seigneuries (3).

La Provence était un beau fleuron que Louis XI désirait vivement ajouter à sa couronne. Les compétiteurs ne manquèrent pas ; mais Louis XI, par une politique habile, sans employer la violence, sut déjouer leurs calculs, faire tomber l'héritage de René, roi de Sicile et comte de Provence, au successeur naturel Charles du Maine, dernier rejeton de la ligne masculine d'Anjou, qui ne devait point avoir d'enfant

(1) Archives de l'Isère, B, 3811.

(2) *Lettres de Louis XI*, t. VI, p. 157.

(3) Archives de l'Isère, B, 3811.

et qui, étant le protégé du roi de France, s'était engagé à lui laisser ce beau pays de Provence. On sait que le roi René mourut le 10 juillet 1480 et Charles, son successeur, le 11 décembre 1481. Dans les négociations qui amenèrent cet heureux résultat, nous rencontrons parmi les personnages qui y furent activement mêlés, François de Genas, ce bourgeois de Valence que Louis XI appelait son « bon ami » et chez qui il voulut loger lors de son séjour dans cette ville en 1475. Le roi l'avait fait « général des finances » du Languedoc, et l'avait chargé en 1478 de présider les Etats de cette province, convoqués à Montpellier. Il faut lire la correspondance échangée, en 1479 et 1480, à l'occasion de l'affaire de Provence, entre le rusé monarque et notre bourgeois de Valence, le digne confident de ses pensées, pour saisir sur le vif le caractère de l'un et de l'autre, les principes politiques dont ils s'inspiraient : leur doctrine était celle de la souveraineté du but ; l'honneur et la loyauté étaient bien vite sacrifiés en vue du résultat (1).

Louis XI, comme nous l'avons dit, était pourtant un prince religieux, d'une foi sincère ; mais ses croyances, ses craintes du jugement divin, ses scrupules, car il était parfois scrupuleux, ne l'arrêtaient plus quand son propre intérêt et celui du royaume se trouvaient en jeu. Ses rapports avec Sixte IV, le successeur de Pie II, furent toujours assez tendus. Il ne tint aucun compte du concordat de 1472 ; il écrivit au pape en 1473, une lettre hautaine et injurieuse ; Sixte IV s'étant ligué avec Naples, contre Florence, Ferrare, Venise et d'autres villes alliées de la France, le roi pour s'en venger le menaça d'un concile général dont la tâche serait « la réforme de l'Eglise » et l'élection régulière d'un pape, « celle de Sixte étant soupçonnée de simonie (2) ». La conjuration de Pazzi

(1) LECOY DE LA MARCHE. *Louis XI et la succession de Provence*, dans *Revue des questions historiques*, t. XLIII (1888), p. 117-57. — *Généalogie de la maison de Genas*, citée plus haut.

(2) PASTOR, t. IV, p. 205.

dont le pape était réputé l'instigateur, et l'assassinat de Julien de Médicis furent le signal de nouvelles violences. Une assemblée d'évêques à Orléans formula des principes absolument schismatiques et seconda toutes les rancunes du monarque (1). Ce fut à cette époque qu'il ordonna de suspendre les poursuites exercées contre les Vaudois des Alpes et de rendre à ces malheureux les biens dont ils avaient été dépouillés par l'Inquisition (2). Cette mesure, dont on doit le féliciter, paraît néanmoins lui avoir été inspirée par le désir d'apporter certaines entraves à l'action des délégués pontificaux. Il défendait en même temps l'expédition de sommes d'argent à destination de Rome, quelle qu'en fût l'importance (3).

Les événements seuls pouvaient ramener le calme et la paix. Les dangers d'une invasion musulmane dont se vit tout-à-coup menacée l'Italie, quand le 11 août 1480, la ville d'Otrante tomba au pouvoir des Turcs, obligèrent Sixte IV à se montrer conciliant et à songer aux moyens de grouper les forces de la chrétienté, en vue d'opposer une résistance efficace à l'ennemi commun (4). D'autre part, Louis XI venait de ressentir les premières atteintes du mal qui devait assombrir ses dernières années et le conduire au tombeau. C'est au mois de mars 1480 qu'il eut une première attaque d'apoplexie (5). Le cardinal Julien de la Rovère, venu en France avec le titre de légat, pour obtenir des subsides en faveur d'une croisade, le trouva très favorablement disposé à seconder les intentions du pape, et dès le 28 août, il transmettait au chef de la chré-

(1) HUIILLARD-BRÉHOLLES, *Louis XI protecteur de la confédération italienne*, dans *Revue des sociétés savantes*, 2^e série, t. V (1861), p. 317-8.

(2) Voir notre *Mémoire sur les hérésies en Dauphiné avant le XVI^e siècle*, Valence, 1880, in-4^e, p. 34-5.

(3) PILOT, n^o 1723. — PASTOR, t. IV, p. 299.

(4) PASTOR, t. IV, p. 307.

(5) COMINES (édit. Godefroy), t. I, p. 400.

tienté une lettre du roi, donnant les plus belles espérances (1). L'élargissement du cardinal La Balue était encore une nouvelle marque de la déférence royale aux demandes du pontife romain. On n'était pas habitué à Rome à tant d'égards de la part du roi de France. Les préparatifs de la sainte expédition furent activement poussés, et, dès le 30 juin de l'année suivante, une flotte chrétienne tenait la mer.

Sur ces entrefaites, Louis XI prit une seconde attaque. « A Tours,... lui reprit sa maladie, raconte Comines, et de « rechef perdit la parole, et fut quelques deux heures qu'on « cuidoit qu'il fut mort, et estoit en une galerie, couché sur « une paillasse, et plusieurs avec luy. Monseigneur du Bou- « chage et moy le vouasmes à Monseigneur Saint Claude, et « tous les aultres qui estoient présents le vouerent aussy. In- « continent la parole luy revint, et sur l'heure alla par la « maison très faible, et fut cette seconde maladie l'an 1481, et « alla chez moy à Argenton (là où il fut un mois fort malade) « et de là à Tours où semblablement fut malade, et de là en- « treprit le voyage de Saint-Claude, où il avoit été voué, « comme vous avez ouy (2). » Le pèlerinage de Saint-Claude dans le Jura, jouissait alors d'une grande célébrité ; le roi qui aimait ces sortes de dévotion, avait dès l'année 1480, accordé aux religieux de l'abbaye une rente annuelle de 1200 livres tournois (3). Non seulement il ratifia le vœu que de fidèles serviteurs avaient fait pour obtenir sa guérison, mais il voulut, avant de se rendre en personne au sanctuaire vénéré, donner un gage de sa dévotion, en y fondant une messe avec diacre et sous-diacre, qui devait se dire tous les jours après matines et pour laquelle il assigna aux religieux un revenu de 4000 livres, à prendre en divers lieux de ses Etats, notam-

(1) PASTOR, t. IV, p. 313.

(2) COMINES, *ibid.*, p. 403.

(3) BENOÎT, *Hist. de l'abbaye et de la terre de Saint-Claude*. Montreuil-sur-Mer, 1892, in-8°, p. 250.

ment à Crest, sur le greffe de la ville, à Montélimar, à Leyne et à Savasse, sur les péages (1). Le mois suivant, il arrivait lui-même à St-Claude comme pèlerin. Après s'être éloigné du monastère, suivant l'ancienne coutume qui ne voulait pas qu'on rédigeât un acte de donation dans l'endroit qui devait en bénéficier, il fit aux religieux de nouvelles et importantes concessions, par un acte daté d'Arbent, au mois d'avril 1482, qu'il compléta bientôt par un autre du mois de mai de cette même année (2). Le monastère de Saint-Antoine, en Viennois, où l'on croyait posséder le corps du patriarche des cénobites et qui était un autre lieu de pèlerinage très fréquenté, ne pouvait manquer d'éprouver les effets de la piété du prince qui invoquait la Vierge et tous les autres saints pour obtenir la guérison (3).

Dans son voyage à St-Claude, Louis XI eut l'occasion de passer par Lyon. Il était dans cette ville, lorsque son attention fut attirée sur les affaires d'Italie. Le pape était alors dans une fâcheuse situation, ayant contre lui une partie de la noblesse des Etats romains, que les projets d'agrandissement et les violences de Jérôme Riario, son neveu, avaient soulevés. Ferdinand, roi de Naples, soutenait les révoltés et faisait la

(1) Archives de l'Isère, B, 3049, fol. 189. « ... Donnons, cedons... auxdits religieux... les terres, seigneuries, membres et portions de nostre domaine audit pays de Dauphiné qui s'ensuyvent : C'est assavoir les chastellenies, terres et seigneuries de Champfort et Montoisier, estimées valoir chascun an 1030 livres 8 deniers tournois ; les grans gabelles de Briançonnois, estimées valoir chascun an 1525 livres 13 sols 1 den. tournois ; les notaireries et escriptures de Valentinois et Diois, seant au Castelnault, estimées valoir chascun an 300 livres tournois ; le sexteraige de Valence estimé valoir chascun an 200 livres ; le péage de Montélimar, Lène et les Anses de Savasse, estimés valoir chascun an 838 liv. 6 sols, et le péage de Allevard estimé valoir chascun an la somme de 100 livres tournois. » Tous ces revenus montaient à la somme de 4,000 livres. BENOÎT, Op. cit., p. 251.

(2) BENOÎT, Op. cit., p. 251-2.

(3) PILOT, n° 1800, 1808, 1823.

guerre à l'Eglise (1). Le roi, sous le coup de la maladie, désireux d'obtenir du ciel un remède, mettait alors tous ses soins à complaire au souverain pontife. Du reste, le fléau de la peste qui sévissait en ce moment disposait les esprits aux pensées, aux résolutions pieuses (2). Il envoya à Rome le sire de Rochechouart et maître Jean Rabot (3). En s'éloignant de Lyon, il se rendit à Notre-Dame de Cléry, où il demeura plusieurs jours. Le 22 juin 1482, il y donna des lettres de gouverneur du Dauphiné pour Jacques de Miolans, seigneur d'Anjou, qui succéda ainsi dans cette charge à Palamède de Forbins (4). Des lettres royales, datées encore de Cléry le 6 juillet confirmaient les ordonnances et règlements faits par le chapitre d'Embrun pour la célébration d'une messe perpétuelle fondée dans cette cathédrale par le pieux monarque (5). Quelques jours après de Méhung-sur-Loire, il envoyait encore un nouveau gage de sa dévotion au monastère de St-Antoine de Viennois, à la chapelle fondée en l'église de cette abbaye sous le vocable de Notre-Dame de Grâces : il lui assurait une rente de 4000 livres tournois, à condition que les religieux célébreraient chaque jour devant l'image de la Vierge une messe basse et l'office de *Beata* (6). Au mois de septembre, il était au château d'Amboise et donnait à son fils Charles, âgé alors de 12 ans, un ensemble de recommandations et de conseils, qui sont le testament politique d'un roi très chrétien (7).

(1) LEGEAY, t. II, p. 443.

(2) RAYNALDI, *Annales*, ad an. 1482, n° 46.

(3) LEGEAY, t. II, p. 444. — GODEFROY, *Hist. de Charles VIII par Guill. de Saligny*. Paris, 1684, in-fol., p. 511-4.

(4) *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*. Paris, t. XIII (1740), in-4°, p. 670.

(5) PILOT, n° 1807.

(6) PILOT, n° 1808. Archives de l'Isère, B, 3049, fol. 227.

(7) LEGEAY, t. II, p. 456-8. — GODEFROY, *Hist. du roy Charles VIII par Guillaume de Saligny*... Paris, 1684, in-fol., p. 307-10.

Cependant, le pape Sixte IV suivait avec attention les changements opérés chez le vieux monarque et faisait tous ses efforts pour l'entretenir dans des dispositions favorables au saint siège. Les envoyés du roi obtinrent de lui toutes les grâces, toutes les dispenses qu'ils avaient mission de solliciter. Ils revinrent spécialement chargés d'engager Louis XI à prendre en main les intérêts de la papauté, toujours en butte aux attaques du roi de Naples : on offrait maintenant à la France de l'aider de toutes manières à faire valoir ses droits dans le midi de l'Italie, et le dauphin recevrait le titre de gonfalonnier de l'Eglise romaine (1). Mais, en échange de tant de complaisances, le pape demandait une compensation ; il n'était que juste, ajoutait-il, de la lui accorder : c'était l'abandon à l'Eglise romaine des comtés de Valentinois et de Diois, sur lesquels on ne pouvait oublier qu'elle avait des droits. Pour mieux soutenir et défendre ses prétentions, il dépêcha à la cour de France un jurisconsulte habile, Jean Tixius, muni de toutes les pièces et documents relatifs à cette affaire. Il écrivit aussi à Georges d'Amboise, archevêque de Narbonne, qui était membre du conseil, pour le prier de s'intéresser à cette œuvre de justice et de réparation. Le pape ne s'était point trompé en jugeant que l'heure était venue de reprendre les négociations au sujet des comtés.

L'envoyé de la cour romaine présenta au conseil un mémoire, où toutes les raisons que le lecteur connaît déjà depuis longtemps, étaient développées en vue d'amener le roi à se dessaisir de l'héritage de Louis II de Poitiers, dernier comte de Valentinois. Il y fut répondu par un autre mémoire de Jean Rabot (2). Le roi flottait entre les réclamations d'une

(1) LEGRAY, t. II, p. 444.

(2) Archives de l'Isère, B, 3156. — Les mémoires se trouvent résumés dans le *Précis concernant le Valentinois*, pièce justificative, n° 45, qui se trouve à la bibliothèque de Montélimar et qui a été l'occasion de ce travail. Cette analyse n'apprendrait absolument rien de nouveau au lecteur ; aussi ne croyons-nous pas devoir en reproduire des extraits.

conscience troublée et les avis de ses conseillers qui voyaient, avant tout, les intérêts de la couronne. Le chancelier Pierre d'Oriol écrivait de Tours, le 12 septembre 1482, à l'archevêque de Narbonne : « Messieurs du conseil sont à Tours ;
 • « par chacun des articles qu'ils vous ont envoyés à l'égard du
 « Valentinois et du Diois, vous verrez bien que le roi y a fort
 « bon droit et que le pape ne sauroit y prétendre en quoi que
 « ce soit. » Puis il ajoutait : « Vous tous, messieurs de par
 « de là, ferez bien de remonstrer au roi lesdites choses en la
 « manière la plus convenable, et surtout de tenir la main
 « à ce que son plaisir ne soit pas de les aliéner (2) ».

Désireux de suivre l'avis de ses conseillers qui s'opposaient à toute cession, et d'autre part pressé par les remords de sa conscience (les religieux qui l'entouraient lui faisaient une obligation grave de restituer à l'Eglise des biens injustement détenus), Louis XI prit une de ces mesures qui caractérisent toute sa politique et révèlent le fond de son âme. Pendant qu'il donnerait d'une main, il retiendrait de l'autre. Le 1^{er} octobre 1482, au Plessis-les-Tours, il fit expédier par sa chancellerie deux documents : par le premier, il donnait commission à Antoine de Lamet, écuyer, de faire jouir le pape de tous les droits qu'il pourrait avoir sur les comtés et d'en mettre en possession ses délégués : par le second, il informait les gens du parlement et de la chambre des comptes du Dauphiné qu'il voulait bien consentir à ce que le pape entrât en possession des Comtés, si réellement ils lui appartenaient, mais il déclarait, protestait d'avance ne rien vouloir abandonner des droits de la couronne. Voici du reste le texte de ce curieux document, qui se recommande de lui-même à l'attention du lecteur.

« Comme après ce que nostre saint pèrè nous a par cy
 « devant fait remonstrer qu'il prétend et maincient les
 « comtés de Valentinois et Diois appartenir à luy et à l'Es-

(2) LEGEAY, t. II, p. 453.

« glise de Roume, au moyen du testament de feu Loys de
« Poitiers, dernier comte desdits comtés, iceluy testament
« faict le XXII^e jour du mois de juing l'an mil CCCC XIX,
« et sur ce nous faict requérir que l'en voulussions laisser
« joir : Nous, voulans et désirans nous exhiber envers nostre
« dit saint père en affectueuse dévotion, ayons aujourd'huy,
« par nos autres lettres patentes, accordé et consenti que
« nostre dit saint père le pape puisse dès à présent joir et
« et user de tel droit qu'il luy peut compéter et appartenir et
« avoir la possession telle que raisonnablement il doit avoir
« au moyen du testament dud. feu Loys de Poitiers, dernier
« comte desd. comtez, et sur ce ayons commandé nos lettres
« de commission adreçant à nostre amé et féal conseiller et
« chambellan Anthoine de Lamet, écuyer, seigneur de Saint
« Martin, bailly d'Ostun, et capitaine de nostre grosse tour
« de Bourges, pour faire joir et user nostre d. saint père
« de tel droict qui a luy et a l'Esglise de Roume peut com-
« péter et appartenir et avoir la possession, telle que raison-
« nablement il doit avoir, au moyen de testament dud. Loys
« de Poitiers, dernier comte desd. comtés, sans toutefois
« aulcunement nous despartir, ne faire quelque don, cession
« ou transport des droicts que nous ou aultres avons ou pou-
« vons avoir esdits comtés, avecques aultres conditions et
« modifications contenus esdites lettres, scavoir faisons que
« nous désirons toujours nos dictes volonté et intention estre
« plus clèrement entendues et cognues, touchant ceste ma-
« tière, afin que par nos dictes lettres de commission, ne aul-
« trement, ne soit ou puisse estre faict ou porté aulcun dom-
« maige à nous ne à aultres, ne en quelque manière déroger
« aux droicts ou titres que nous ou aultres y avons ou pou-
« vons avoir, nous avons dit et déclaré et expressément pro-
« testé, disons, déclarons et expressement protestons, que
« nous n'avons entendu et n'entendons rien donner, céder,
« ne transporter à nostre dit saint père, mais seulement le
« laisser joir et user et avoir la possession de tel droict qui à

« iceluy nostre dict saint père et à l'Esglise de Roume pour-
 « roit compéter et appartenir esdites comtés de Valentinois et
 « de Diois, à cause du testament dud. feu Loys de Poitiers,
 « dernier comte desd. comtez, faict led. XXII^e jour de juing
 « mil CCCC XIX, sans aulcunement nous despartir des
 « droicts que nous ou aultres avons ou pouvons avoir et
 « prétendu esd. comtés ne ès dependances d'icelles, ne
 « d'iceux droicts faire aulcune cession ne transport, ne aux-
 « dits droicts, à nous ou a aultres appartenant, comme dit
 « est, déroger, ne porter préjudice, en quelque manière que
 « ce soit, ne que par ce nous ou eux soyons ou puissions
 « estre empeschés en la poursuite desdits droicts. Avecque ce
 « n'entendons par quelque chose qui ait été ou soit faicte
 « estre soubmis ou tenus à aulcune garentie ou défense, ne
 « à quelque recompense envers quelconques personnes qu'ils
 « voudroient prétendre ou maintenir avoir eu ou avoir quel-
 « ques droicts esdits comtés, ne quelque chose faire par quoy
 « ils en puissent avoir quelque secours ou action contre
 « nous, ne aulcune chose en demander à nous, ne à nos hoirs
 « et successeurs et ayant cause. Et de ce ayons faict et fai-
 « sons déclaration et protestation expresse. En tesmoing de
 « ce, avons faict mettre nostre scel à ces présentes. Donné au
 « Plessis du Parc les Tours, le premier jour d'octobre mil
 « CCCC IIII^{xx} et deux, et de nostre règne le vingt et deu-
 « xième. Par le roy dauphin : PARENT (1).

Ces déclarations furent accueillies avec joie par les légistes du parlement et de la chambre des comptes, car elles allaient leur permettre de défendre l'intégrité de la province, en perpétuant le débat avec les délégués pontificaux. De part et d'autre, on fit grand étalage de science historique et juridique ; de nouveaux et importants mémoires, que nous possédons encore, furent rédigés par les parties, les uns au nom

(1) Archives de l'Isère, B, 3183.

du pape, pour établir les droits de l'Eglise romaine, les autres, au nom du parlement dauphinois, pour convaincre Louis X.I qu'il avait mille raisons de garder les comtés. Les mois d'octobre et de novembre se passèrent ainsi en discussions violentes, qui eurent leur écho dans toute la province et y produisirent une émotion profonde. Aussi Antoine de Lamet, délégué du prince pour faire aux gens du pape la cession des comtés, étant venu dans le Valentinois, ne put que constater l'effervescence des esprits, la vive répulsion qu'inspirait à tous la souveraineté pontificale. Les barons et vassaux du Valentinois et du Diois lui remirent par écrit une protestation énergique, où ils affirmaient leur dévouement à la couronne et leur volonté inébranlable de ne point séparer leurs intérêts de ceux de France. « Ils présentèrent ensuite au
« parlement, lisons-nous dans un *Mémoire* où ces faits sont
« résumés, les raisons de leur opposition, disant : 1° que le
« pape n'a aucun droit auxdits comtés ; — 2° qu'ils appar-
« tiennent par de légitimes titres au dauphin suivant les rai-
« sons exposées par l'avocat fiscal du Dauphiné, auxquelles
« ils s'en rapportent ; — 3° qu'ils sont unis au Dauphiné
« depuis longtemps, en sorte qu'il y a prescription ; — 4° que
« les subsides du Dauphiné, par suite de cette rémission, se-
« roient diminués du tiers ; — 5° que dans lesdits comtés il
« y a plusieurs chevaliers, nobles, barons, vassaux du Dau-
« phiné qui pourroient par lad. cession lui devenir infidèles ;
« — 6° qu'il pourroit arriver plusieurs inconvénients par lad.
« cession ; — 7° qu'il y a plusieurs chasteaux et forteresses
« qui en dépendent, capables de résister, et où pourroient
« se maintenir ceux qui voudroient faire la guerre au roi ; —
« 8° qu'en cas de guerre, qui pourroit arriver à cause des
« changements fréquents de papes, les habitants pourroient
« prendre parti avec les eveques de Valence et de Die et se
« jeter ensuite dans les différentes provinces du royaume ; —
« 9° que le sel et les finances qui se voïturent par eaux et par
« terre, seroient exposés à être enlevés ; — 10° qu'étant du

« patrimoine du Dauphin, lesdits comtés ne peuvent être
« cédés sans le consentement des vassaux ; — 11° que le roi
« n'a cédé au pape que les droicts qui compétoient à l'Eglise
« romaine qui n'a aucun droit ; — 12° que les causes patrimo-
« niales doivent être traitées au parlement de Dauphiné, sui-
« vant la coutume et les statuts ; — 13° que les opposants ne
« veulent, ni entendent être soumis à une puissance autre que
« celle du dauphin, comte desdits comtés, qui est plus puis-
« sant pour les défendre, aimant mieux quitter le pays que
« d'être soumis à une autre puissance que la sienne ; — 14° que
« dans le Dauphiné, il y a meilleure justice que dans les
« terres papales et dans le comtat Venaissin, où il y a beau-
« coup de voleurs, où on y fait plusieurs oppressions et où
« les juifs exercent des usures illicites. Lesdits opposants ne
« prétendent en aucune manière aller contre la volonté du
« roy, ni luy désobéir ; mais ils n'agissent que pour conser-
« ver l'union du pays, les droits, l'honneur du roy, et les
« leurs (1). »

Cependant l'état du roi, loin de s'améliorer, ne faisait qu'empirer. A mesure que le mal progressait, le vieux monarque, vivant presque seul dans son légendaire manoir du Plessis-lès-Tours, cherchait à se rattacher à la vie. Il envoyait quérir des remèdes jusque dans les pays les plus lointains (2). Il multipliait les pratiques pieuses, prodiguait les aumônes, s'entourait de reliques, espérant à chaque instant obtenir du ciel un miracle. Le pape l'ayant relevé de certains vœux, qui furent commués en aumônes ou dona-

(1) Extrait du *Précis concernant le Valentinois*, Ms. de la bibliothèque de Montélimar — Archives de l'Isère, B, 2992, fol. 87-92. Une autre copie de cette pièce se trouve dans le même registre, fol. 93 et suiv.

(2) Le roi avait envoyé quelques marins chercher jusqu'aux îles Canaries un certain remède, que la médecine d'alors jugeait efficace contre la lèpre, ce qui faisait croire qu'il y avait chez lui quelque chose de cette terrible maladie.

tions à quelques sanctuaires, il chargea notamment François de Genas de porter à Rome un calice d'or et une somme de 1,000 écus qu'il destinait à Saint-Jean-de-Latran (1). Dans de telles circonstances, tout préoccupé de trouver la guérison et ne l'attendant guère plus des hommes, on comprend aisément l'effet que durent produire sur lui et les demandes du représentant de Jésus-Christ et les avertissements des religieux auxquels il confiait son âme, qui lui faisaient un devoir de conscience de restituer les comtés à leur maître légitime. Aussi, n'écoutant plus les membres de son conseil politique, mais bien le cri de sa conscience, ou plutôt le désir de la guérison, il fit expédier par sa chancellerie, le 26 décembre 1482, l'ordre formel, absolu, de livrer au pape les comtés. Il est probable qu'il songeait dès lors à faire venir du fond de la Calabre le saint ermite François de Paule, dont la renommée célébrait alors les vertus et la merveilleuse puissance auprès de Dieu : or, pour décider le saint homme à quitter sa solitude et à se rendre en France, il ne fallait rien moins que l'intervention

(1) « Louis XI qui faisait sur la fin de sa vie grand nombre de donations pieuses, pensant par là obtenir le prolongement de sa vie, fit vœu, en 1482, de donner à Saint-Jean-de-Latran à Rome un calice d'or et 1,000 écus ; il en fit faire un de 52 marcs et chargea François de Genas de l'aller porter à Rome ; mais celui-ci ne pouvant y aller pour cause de maladie, remit ce calice et les 1000 écus à François de Seytres, son neveu, qui se rendit à Rome et donna le tout à Philibert, cardinal de Mâcon, qui en accusa réception au roi par une lettre du 16 mars 1483 et à François de Genas. Peu de temps avant, le roi ayant fait quelque fondation à Rome, y avait envoyé l'official du Puy pour les faire exécuter ; celui-ci, à son tour, lui apporta plusieurs bulles du pape pour lesquelles ce prince devait payer 110 ducats. Dès qu'il les eut reçues, il écrivit d'abord à François de Genas la lettre suivante datée de Saint-Laurent-de-Canes, le 3 août 1482 : « Je ne voudrois pour chose du monde que les 110 ducats ne fussent payés. Je vous prie, sur tous les plaisirs et services que jamais me désirés faire et surtout que vous aimés ma santé et le bien de ma conscience, vous fassiez délivrer aud. official lesd. 110 ducats d'or sans y faire faulte. » — *Généalogie de la maison de Genas.*

du pape. Quoi qu'il en soit, l'ordre de faire cesser toute opposition à la cession des comtés fut adressé « au sieur de « Saint-Pierre, grand sénéchal de Normandie, à Etienne de « Poissieu, bailliy des Montagnes de Dauphiné, et à Pierre « d'Aux, bailliy de la Montagne », au duché de Bourgogne. Après avoir sommairement rappelé qu'il avait naguère donné commission à Antoine Lamet de faire cette délivrance aux officiers pontificaux, mais que le parlement et la chambre des comptes y avaient mis obstacle, il ajoutait : « Scavoir « faisons que nous voulons et désirons accomplir ce que « nous avons accourdé à nostre dit saint père, ce que tous « jours avons entendu et voulu estre faict et accompli, vous « mandons et expressement comectons, et à chacun de vous, « par ces présentes, que incontinent et sans délai vous bail- « liez et délaissiez réalement et de faict, à nostre dit saint « père, ou à son procureur pour luy, la possession de ladite « comté de Valentinois, sans y faire quelconques difficultés... « Donné au Plessis du Parc les Tours, le XXVI^e jour de de- « cembre, l'an de grâce mil CCCC IIII^{xx} et deux et de « mon règne le XXII^e (1). »

Deux des commissaires nommés par le roi, le sénéchal de Normandie et le bailli de la Montagne au duché de Bourgogne, vinrent à Valence, où les attendaient les délégués pontificaux : c'est dans cette ville qu'eut lieu la remise solennelle des comtés à l'Eglise romaine, le 14 janvier 1483, et qu'en furent rédigés les actes authentiques. Restait à remplir une formalité, la prise de possession des diverses places au nom du souverain pontife. Par acte daté du même jour, les commissaires investirent des pouvoirs les plus étendus noble Jean, bâtard de Lastic, écuyer, le chargeant spécialement de remettre les villes, bourgs et forteresses du Valentinois aux mains des officiers du pape, comme aussi de contraindre, au besoin, les habitants à reconnaître leur nouveau souverain. Nous reproduisons ici le texte de cette délégation :

(1) Archives de l'Isère, B, 2984, f^o 339.

« Jean Blosset, chevalier, seigneur de Saint-Pierre, grand
« sénéchal de Normandie, et Pierre D'Aux, bailly de la Mon-
« tagne en la duché de Bourgogne, commissaire député de
« par le Roy Dauphin, comte de Valentinois et Diois, nostre
« seigneur, ainsi que de nostre commission appert..., à noble
« homme Jehan, bastard de Lastic, escuyer, salut et dilec-
« tion. Comme ensuyvant le contenu de nostre dite commis-
« sion ayons baillé et expédié les villes, places et seigneuries
« de la comté de Valentinois de la partie de l'Empire aux
« ambassadeurs de nostre dit saint père, pour ce vous man-
« dons et commandons et expressément enjoignons par vertu
« de nostre dite commission que lesdits ambassadeurs et
« procureurs de nostre dit saint père à prendre possession et
« saisine desdites places et seigneuries de ladite comté ac-
« compaigniés, et contraigniés ceulx qui seront à contrain-
« dre à bailher, expédier lesdites places et seigneuries de lad.
« comtés aux mains desdits ambassadeurs et procureurs, et
« d'icelles les faictes joyr et user pleinement et ainsy comme
« aux lettres de nostre dite commission est contenu et le bon
« plaisir du roy nostre seigneur est. Donné à Valence, soubz
« le scel de la court temporelle de la dite cité en deffaut de
« nos sceaux, le XIII^e jour de janvier l'an de grâce mil
« CCCC LXXXIII (1). »

Sans perdre un instant, les mandataires du pape se mirent en possession, avec le cérémonial accoutumé, d'un certain nombre de places du Valentinois, entre autres de Crest réputé alors la capitale des comtés, de Montélimar, de Châteaudouble, de Charpey, de Grâne, de Saou et de Gigors. Les armes pontificales remplacèrent sur la porte de ces diverses forteresses celles du roi dauphin. Mais les gens du parlement et de la chambre des comptes ne demeuraient point inactifs : le 8 janvier, ils protestaient contre la cession qui n'était point encore un fait accompli, et le 16, informés de ce qui

(1) Archives de l'Isère, B, 2984, f^o 340.

avait eu lieu, ils faisaient assigner devant le parlement de Grenoble le mandataire du pape et Martin Vital, son procureur (1). Ni l'un, ni l'autre, cela va sans dire ne comparurent. Là se bornèrent pour le moment les procédures des officiers delphinaux.

Sixte IV, confia le soin du petit Etat, qui venait s'ajouter à ses domaines, à un homme énergique et habile : il y nomma en qualité de gouverneur, Guillaume Ricci, docteur ès-lois, seigneur de Ménerbes, au diocèse de Cavaillon, et avocat consistorial. Celui-ci s'appliqua, avec beaucoup de tact et de prudence, à faire accepter partout la domination romaine. Il donna la charge de capitaine-châtelain de Montélimar à son frère Sébastien Ricci, homme d'une bravoure à toute épreuve dont nous aurons bientôt l'occasion de parler. Il ne nous reste plus que quelques rares documents de cette administration de Guillaume Ricci : il n'y a pas lieu de nous en étonner, car elle ne dura que quelques mois. Nous le voyons le 8 avril 1483, à Châteaudouble, autorisant noble Amédée de Gaste, seigneur de Chélus, à prendre les eaux de la Véore, pour arroser ses prés, et à les y conduire, en leur faisant franchir par un canal souterrain le chemin de Châteaudouble à Barcelonne. Le 30 juin suivant, le juge mage, tenant les assises à Châteaudouble, défend à qui que ce soit de troubler Peyrot Séguin, de Valence, qui a la gérance des propriétés et des biens d'un certain Lambert, habitant de Peyrus, débiteur d'une somme de 2 écus et demi d'or envers le couvent des frères mineurs de Valence, et ce sous peine d'une amende de 50 francs d'or applicables au *fisc papal* (2). Ce sont là de très

(1) *Pilot*, n° 1814, note (p. 329-30).

(2) Notes communiquées par M. l'abbé Magnat, curé de Châteaudouble. — Jean Lambert, de Peyrus, dont il est ici question, avait créé, l'année précédente, beaucoup d'ennuis aux habitants de cette petite localité, pour ne point avoir payé les arrérages de 2 écus d'or et demi de cens annuel qu'il devait aux frères mineurs de Valence. Ces religieux l'avaient fait excommunier par l'official pour ne pouvoir ou ne vouloir

petits détails ; ils témoignent, du moins, de l'occupation effective de nos contrées par la curie romaine.

Rinaldi, le continuateur des Annales de Baronius, à qui il avait été donné de compulsor les archives du Vatican, affirme que Louis XI, en *restituant* au pape les comtés de Valentinois et de Diois, avait stipulé que l'Eglise Romaine en conserverait toujours la souveraineté ou le haut domaine, mais qu'elle les remettrait, à titre de fief, à Jérôme Riario, ce neveu de Sixte IV, d'une si triste célébrité (1). Nous n'avons aucune raison pour récuser le témoignage d'un historien aussi bien informé. Il est, du reste, en parfait accord avec ce que nous savons d'autre part de l'ardent désir du pontife d'enrichir les membres de sa famille. Louis XI se trouvait dans un état à ne plus rien refuser. D'ailleurs le pape ne négligeait rien de ce qui pouvait contenter le royal malade et l'entretenir dans des

les payer, et comme l'excommunication ne le rendait pas solvable, ils obtinrent contre lui du même official un monitoire et, de plus, firent interdire l'église paroissiale de Peyrus, jusqu'à ce qu'ils fussent payés. Les habitants devenaient ainsi, d'une certaine façon, responsables des dettes de leur compatriote. Cette situation, faite à toute une paroisse, ne pouvait être que fort pénible. Jean Jobert, châtelain de Châteaudouble, fit tous ses efforts pour se saisir du débiteur et le faire incarcérer jusqu'à ce qu'il eût obtenu d'être relevé de son excommunication et qu'il eût payé sa dette. Mais Jean Lambert fut assez adroit pour se soustraire aux poursuites de la justice. L'interdit, pour la faute d'un seul, continuait à peser sur le pays. Jean Jobert se décida à aller à Valence prier l'official de lever l'interdit ; il s'engageait, au nom de la population, à mettre en vente les biens du coupable jusqu'à concurrence de la somme réclamée par le gardien du couvent de Valence. Ce fut à cette condition que l'official permit, le 9 juin 1481, qu'on pût de nouveau célébrer la messe et faire les autres fonctions religieuses dans la paroisse. Des tracasseries de ce genre n'étaient point faites pour concilier au clergé et aux moines le respect et l'affection du peuple. Elles préparaient la révolution religieuse du xvi^e siècle.

(1) RAYNALDI, ad an. 1483, n° 30. Restituit quoque romanæ ecclesiæ Diensem et Valentinensem comitatus atque in Hieronymum comitem Riarium, nepotem pontificum, transfundendos decrevit, qua de re actæ illi à Sixto gratiæ.

dispositions généreuses à l'égard des églises et des monastères. C'est ainsi que sur la demande du vieux roi, il donna l'ordre à François de Paule de se rendre au Plessis-lès-Tours, afin de lui faire entendre des paroles de consolation et surtout d'obtenir par ses prières sa guérison (1). Le saint arriva au Plessis le 24 avril. Sixte IV le félicitait le 2 juin d'avoir sans trop de peine accompli un si long voyage, et lui rappelait sa délicate mission (2). « Informé que par dévotion, dit « Comines, le roy désiroit avoir le corporal sur quoy chantoit Monseigneur Saint Pierre, tantost le luy envoya « avec plusieurs autres reliques, lesquelles luy furent renvoyées (3) ».

Mais la médecine et les prières ne rendirent point la santé au vieux roi : « le tout n'y fit rien, dit Comines, et falloit « qu'il passast par là où les autres sont passés. » Quand on eut appris à Grenoble que son état ne pouvait plus laisser aucune espérance, les gens du parlement et de la chambre des comptes ne se gênèrent plus tant pour susciter aux officiers pontificaux du Valentinois toute sorte d'ennuis, leur donnant à comprendre qu'on ne tolérât leur présence que pour complaire au royal malade, et que les comtés étaient toujours réputés faire partie des domaines de la couronne. Pour mieux accentuer à cet égard leurs sentiments, ils continuèrent à faire figurer les habitants du Valentinois sur les rôles des tailles et à convoquer aux Etats de la province les syndics des communautés. Non contents de cet attentat à la souveraineté du pape, ils poussèrent l'audace jusqu'à envoyer dans le pays un certain Pierre Tranais, qui, se qualifiant de vice-sénéchal et juge mage des comtés de Valentinois et de

(1) COMINES, t. I, p. 409.

(2) RAYNALDI, ad an. 1483, n° 28.— Le 29 juin 1482, Louis XI écrivait à François de Genas : « Monsieur le Général, je vous prie de m'envoyer des citrons et des oranges douces et des poires, et c'est pour le « saint homme qui ne mange ni chair ni poisson, et vous me ferez un « grand plaisir. »

(3) COMINES, t. I, p. 419.

Diois, vint établir son siège à Aouste, la ville de Crest, siège ordinaire de la sénéchaussée étant au pouvoir des soldats du pape. Ce prétendu vice-sénéchal citait à son tribunal les sujets de l'Eglise, les condamnait à des amendes et à d'autres peines ; il avait à son service un sergent d'armes pour se faire obéir. Le gouverneur Guillaume Ricci, ne pouvant compter sur l'appui des nobles et du peuple, qui ne subissaient qu'avec répugnance une domination étrangère et n'attendaient que l'heure favorable pour s'en délivrer, n'eut d'autre recours que de porter plainte au roi, au gouverneur du Dauphiné et au président du parlement. C'est ce qu'il fit dans une sorte de *mémoire*, écrit en latin, à Montélimar, lieu de sa résidence, le 4 août 1483 (1). Les détails qu'on vient de lire

(1) Archives de l'Isère, B. 2984, f° 342. «... Pro parte venerabilis viri procuratoris fiscalis dictorum comituum humiliter exponitur, quod, licet comitatus predicti fuerint et sunt a centum annis citra et ultra de ressortu et superioritate Romane Ecclesie, comitesque qui pro tempore fuerunt pro illis debite fidelitatis et homagii iuramenta pontificibus etiam qui pro tempore fuerunt et Romane ecclesie, cum denominatione locorum tam mediate quam immediate eisdem subditorum, prestiterunt, ac serenissimus princeps et d. d. Ludovicus, Dei gratia francorum rex christianissimus, pro eo tempore quo comitatus huiusmodi tenuit, reddere que sunt Dei Deo cupiens, vestigiis aliorum comitum insequendo, pro dictis comitatibus, cum simili devotione, in manibus felicitis recordationis d. Calixti pape III primo, et successive Pii pape II, fidelitatis et homagii iuramenta prestitit, ... et licet... rex... comitatus... remisit et signanter et nominatim locum Criste Arnaudi, tamquam caput istorum comituum s. d. n. pape et R. ecclesie liberando, ... mandando insuper gentibus trium statuum patrie Delphinalis... ne subditos et vassalos comituum huiusmodi vocarent, neque onera talliarum aut alia eisdem imponerent, ... spretis regiis mandatis, illis certa onera imponere conati sunt., his tamen non obstantibus, ... jacobus de Myolano, gubernator Delphinalis ceterique domini curiam parlamenti tenentes, non cogitantes quam sit grave jura et jurisdictionem apostolice sedis et Romane ecclesie occupare, et perturbare, neque animadvertentes ad penas et censuras... nec ad piam devotionem ipsius christianissimi regis, qui pro puritate, serenitate sue conscientie, comitatus predictos... pape... remisit, et, ut dictum est, expediri mandavit, quemdam d. Petrum Trauaisii, pretensum vicenescalem et majorem judicem ressortus comita-

sont tirés de ce curieux document. On peut déjà juger de l'accueil qu'il reçut à Grenoble. Fut-il présenté au roi ? C'est fort douteux. Quand le porteur arriva au Plessis-lès-Tours, Louis XI était bien près de sa fin. On sait qu'il mourut le 30 août, dans de grands sentiments de piété, un samedi, jour consacré à la sainte Vierge, comme il l'avait désiré.

Le jugement de Comines sur ce prince, qui a fait de si grandes choses pour la patrie française, sera toujours celui de l'impartiale histoire : « Une grâce luy fit Dieu, car comme
« il l'avoit créé plus sage, plus libéral et plus vertueux en
« toutes choses que les princes qui régnoient avec luy et de
« son temps, et qui estoient ses ennemis et voisins, avec ce
« qu'il les passa en toutes choses, aussi les passa il en longueur de vie, mais ce ne fut de guère... En tous y avoit du
« bien et du mal, car ils étoient hommes, mais, sans user de
« nulle flatterie, en luy avoit trop plus de choses appartenant
« à office de roy et de prince, qu'en nul des autres. Je les ay
« presque tous veus, et sceu ce qu'ils scavoient faire, par
« quoy je ne devine point (1).

tuum hujusmodi, auctoritate eorum, in loco Auguste, Dyensis diocesis, nulliter et de facto deputarunt, et quamvis pro parte ejusdem sanctissimi d. n. pape fuerint facte nonnullae protestationes in adversum, nichilominus tamen quidam Claudius Servonis, assertus commissarius pereosdem dictos officarios Dalphinales, ut asseritur deputatus, eundem judicem in sede Auguste predicta deputavit, ad inhibitiones penales et cominatorias contra omnes, tam officarios pape quam nobiles, vassallos et alios eidem s. d. n. pape tam mediate quam immediate subditos, falcem eorum in alienam messem immittendo, fieri mandavit, prout et de facto, licet nulliter facta fuerint, quod non solum cedit in dampnum et prejudicium s. d. n. pape et Rom. ecclesie et protestationis ejusmodi ac mandatorum regionum predictorum illiusque inobedientiam et contradictionem, sed et in spretum, villipendium et contemptum. Qua de re supplicat.... Datum Montilii Adhemaris, die quarta mensis Augusti anno Dni millesimo III^o LXXXIII^o, pontificatus ss. in Xpo patris et d. n. d. Sixti divine providentie pape quarti anno duodecimo.

(1) COMINES, t. I, p. 419-20.

(A suivre)

JULES CHEVALIER



NOUVELLE ÉTUDE CRITIQUE

SUR

CHAMPIONNET

En 1883, M. A. de B. a donné dans le "*Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*" (tome XVII), une :

"*Etude critique sur Championnet.*"

Cette *Etude* due à une plume autorisée, et appuyée sur des documents authentiques que l'auteur avait heureusement retrouvés, a, pour la première fois, établi la vérité sur la naissance et la jeunesse de Championnet, et démontré, quant à ce, les erreurs manifestes contenues dans toutes, ou presque toutes les biographies de ce personnage parues jusqu'alors.

L'un de nous (M. Tavenas), a eu la bonne fortune d'être mis récemment en possession d'un lot de papiers de Championnet (1) ; et mettant alors en collaboration le résultat de l'examen

(1) Ces papiers nous ont été obligeamment remis par M^{me} V. Perrin ; et c'est pour nous un agréable devoir de rappeler ici, à cette occasion, que son mari, M. Antoine-Joseph Perrin, ancien chef de comptabilité à la Direction des Domaines à Valence, décédé le 11 août 1878, avait fait don le mois précédent, au Musée de Valence, des Armes d'honneur de Championnet. La délibération de remerciement du Conseil municipal de Valence, en date du 16 août suivant, dit : « Ces armes, renfermées dans deux boîtes, furent décernées comme une récompense natio-

de ces papiers, et les recherches faites depuis de longues années, par l'autre signataire du présent travail, dans les dépôts publics ou les collections particulières qui lui ont été largement ouverts, nous avons jugé qu'il y avait là matière à une :

“ *Nouvelle Etude critique sur Championnet* ”,

ces papiers et ces recherches complétant les documents déjà publiés, resserrant les faits entre des dates plus précises, rectifiant à nouveau les biographies ou notices déjà parues, et constituant, en somme, une sérieuse contribution à l'histoire de Championnet qui n'a encore rien perdu de son intérêt jusqu'à aujourd'hui.



Le 27 mars 1742 décédait à Valence, Claude Grand, âgé d'environ 55 ans, traiteur au *Logis du Louvre*, maître de la Poste aux chevaux de cette ville, époux de D^{lle} Françoise de Richaud (1).

Claude Grand avait acquis, par acte du 7 juin 1736 : « une
« pièce de terre dans laquelle sont les bâtiments, écuries, jardin
« et basse-cour du *Logis du Louvre*, anciennement le *Point du*
« *Jour*, et encore plus anciennement l'Hôpital-Saint-Georges,

« nale au général Championnet, ainsi qu'en témoignent les inscriptions
« qu'elles portent. Elles sont un don magnifique au point de vue artisti-
« que; mais par les souvenirs historiques qui s'y rattachent, elles n'ont
« pas de prix. »

Antoine-Joseph Perrin descendait des Collion par sa mère, Marie-Anne Françon, et c'est ainsi qu'il avait hérité d'une partie des objets et papiers de Championnet. Ces derniers ont malheureusement été en grande partie brûlés ou détruits; espérons qu'au moins les papiers que nous avons examinés, qui constituent tout ce qu'il en reste dans la famille, seront déposés au Musée-Bibliothèque de Valence.

(1) Reg. de paroisse de St-Apollinaire. — Etat-civil de Valence.

« situés audit faubourg Saunière, terroir de Sainte-Marthe, de
« la contenance.... etc. »

Par un autre acte, reçu M^e Chorier, notaire, le 23 août 1736, Claude Grand avait acquis de Joseph Guilhermond, bourgeois, « une pièce de vigne, dans laquelle il y a un petit bâtiment tout « neuf, situé *terroir de Championnet*, de la contenance d'environ « sept sétérées, seize pugnérées, confrontant du levant, le grand « chemin d'Avignon, du couchant, le chemin de Championnet « allant de ladite ville de Valence au port de Soyon, de bise, « viol traversant de l'un à l'autre des susdits chemins, et du « vent, béal ou grand fossé servant à écouler les eaux venant « des Contants, appelé la Cascade, moyennant le prix et « somme de 3,000 livres.... etc. » (1).

Ainsi que le constate M. A. de B., le quartier de Championnet, en latin *Capionetus* et *Campionetus*, portait ce nom depuis le XIII^e siècle au moins ; nous aurons du reste l'occasion, au cours de ce travail, de revenir sur cette terre de *Championnet*, dont les confins n'ont été modifiés que du levant, du côté duquel ont été édifiées des maisons bordant le faubourg Saunière (avenue Victor-Hugo). Le restant, après avoir appartenu aux Levallois, Crozier et Forcheron, forme aujourd'hui le clos Doyon, qui vient d'être acquis par la ville, au prix global de 350,000 francs (juin 1901), pour y édifier le Collège communal.

De son mariage avec " noble " Dlle Françoise de Richaud, née le 11 septembre 1696 (2), dont le contrat civil, M^e Marie, notaire, est du 14 février 1715, et le mariage religieux, à St-Apollinaire, du 26 du même mois. Claude Grand avait eu

(1) Archives de l'Hôpital. — *Bull. soc. Archéol.* IV, p. 289 et suiv. — Papiers de Grand, communiqués par M. l'abbé Mazet.

(2) Françoise de Richaud était fille de Jean, qui obtint, le 11 juillet 1667, des lettres de maintenue de noblesse, délivrées à Grenoble par François Dugué, commissaire départi par le Roy pour la recherche des usurpateurs des titres de noblesse, etc. — Les armes des Richaud étaient : d'azur à la patte d'ours posée en bande (Papiers Mazet. — A. de B. Loc. cit.).

neuf enfants, dont trois seulement survécurent à leur père, savoir :

LOUIS, né à Valence, paroisse St-Apollinaire, le 9 janvier 1731 ; le 15 décembre 1746, il s'engagea pour six ans dans le Régiment-Infanterie de Bretagne, Compagnie La Rollière, et mourut à l'hôpital d'Antibes, le 9 juin 1747, âgé de 16 ans (1).

MARIE-ANNE, dite Marianne, née à Valence, même paroisse, le 4 novembre 1737 ; se maria le 4 juin 1853 à Claude-François Brohard, avocat. Décédée à Valence le 21 décembre 1771. Il sera souvent question d'elle au cours de cette étude.

Enfin, ETIENNE, né à Valence, même paroisse, le 2 janvier 1739, qui fut le père de Championnet.

Le 7 février 1742, M^e Mésangère, notaire, dressait acte du testament de Claude Grand, ainsi formulé (2) :

« Par devant le notaire royal de Valence soussigné, et en la
« présence des témoins bas-nommés, ce jourd'hui, 7^e février
« année 1742, après-midy, fut présent sieur Claude Grand,
« hoste au Logis du Louvre, hors et près la porte Saunière
« dudit Valence, y demeurant, lequel étant dans une pleine
« liberté d'esprit, quoy-qu'alité de maladie, après avoir donné
« des marques d'un vray chrétien, m'a dicté et prononcé à
« haute et intelligible voix son dernier testament nuncupatif,
« comme suit : il élit la sépulture de son corps dans l'église de
« la paroisse où il décèdera, et pour ses aumônes, œuvres pies
« et honneurs funèbres, il s'en rapporte à la piété et à la dis-

(1) Papiers de Grand, communiqués par M. l'abbé Mazet.

Nous appelons l'attention du lecteur sur les deux faits suivants, que nous classons parmi les *singularités* de l'histoire de Championnet :

1^o Louis Grand, son oncle *avant la lettre*, servit dans le Régiment de Bretagne : nombre de biographes ont avancé que c'est dans ce même régiment que Championnet fit ses premières armes.

2^o Le susdit Louis Grand meurt prématurément à Antibes ; c'est dans la même ville que Championnet finit également ses jours !

(2) Minutes anciennes de l'étude Dorival, notaire, à Valence.

« création de son héritière bas-nommée. Donne et lègue, ledit
 « sieur Grand, testateur, par droit d'institution héréditaire et
 « particulière à Louis, Etienne et Marianne Grand, ses trois
 « enfants, et de D^{lle} Françoise de Richaud, et au posthume, ou
 « posthumes dont ladite D^{lle} Richaud, sa femme, est ou pourrait
 « devenir enceinte, et à chacun d'eux leur légitime telle que de
 « droit pourra leur compéter sur ses biens, et telle qu'elle sera
 « réglée et fixée par ladite D^{lle} Richaud, auquel effet ledit sieur
 « testateur luy en donne tout pouvoir sans que l'héritier qu'elle
 « élira puisse, sous quelque prétexte que ce soit, faire réduire les-
 « dites légitimes, suivant qu'elles seront réglées, comme il a été
 « dit cy-dessus, jusqu'au quel temps le testateur ordonne que
 « sesdits enfants soient nourris et éduqués suivant leur état, en
 « travaillant de leur mieux, les exhortant d'avoir le respect
 « convenable, de luy obéir, et de répondre à ses intentions ; et
 « pour son héritière universelle, ledit sieur Grand, testateur, a
 « dicté et prononcé comme dessus, qu'il crée, nomme et ins-
 « titue ladite D^{lle} Françoise de Richaud, sa chère et bien
 « aymée femme, par laquelle il veut son entière hérédité être
 « recueillie, à la charge cependant par elle de la remettre à son
 « décès, sans aucune distraction de quarte, qu'il prohibe, à
 « celui de leurs enfants qu'elle voudra élire, sans que cependant
 « elle soit tenue de faire aucun inventaire des biens de ladite
 « hérédité, convaincu du bon usage qu'elle en fera, et de sa pro-
 « bité, ny de rendre aucun compte sous quelque prétexte que
 « ce soit, dont il la décharge, et sy de droit elle y était tenue,
 « le testateur luy lègue le reliquat, et lecture ainsy faite....

« GRAND.

MÉSANGÈRE, *notaire.* »

Notons en passant, que le 17 août 1748, Françoise de Richaud, veuve de Claude Grand, se remaria avec Jean Pacary de la Ménorye.

Louis, l'ainé des enfants de Claude Grand, étant décédé ab intestat, comme nous l'avons dit, le 9 juin 1747, à Antibes, l'héritage du père restait à Marie-Anne et à Etienne, les deux survivants.

Marie-Anne, dite : Marianne, fut mariée le 4 juin 1753, à Claude-François Brohard, docteur en droit, avocat en Parlement (Reg. GG. 52. St-Apollinaire. Etat-Civil, Valence). Par contrat, reçu Valdemer, notaire, le 2 juin (Etude Dorival), Françoise de Richaud, sa mère, lui constitua en dot 22,000 livres, dont 11,400 du chef paternel, et le surplus du chef maternel. De ce mariage furent issus :

Anne-Marie-Françoise, née à Valence le 6 mai 1754 ; y décédée le 2 août 1756.

Etienne-Alexandre, né à Valence le 6 octobre 1755 ; y décédé le 5 mai 1780, âgé de 25 ans, avocat (GG. 52 et 55).

Claude-François Brohard, né à Crest le 22 juin 1720, jurisconsulte, a été un personnage valentinois, et M. Lacroix dans *“Vingt Ecrivains dauphinois”*, et M. Brun-Durand dans le *“Dictionnaire Biographique de la Drôme”*, récemment paru, l'ont déjà fait connaître : les papiers récemment trouvés permettent de compléter sa biographie. Mais, ne voulant pas nous détourner du sujet principal de notre travail, nous renvoyons à une note additionnelle, en fin du présent, ce que nous avons à dire sur Brohard, nous contentant d'insérer ici que sa femme, Marie-Anne Grand, décéda à Valence le 21 décembre 1771 (Reg. GG. 54), après avoir fait au cours de la même année, deux testaments par lesquels elle instituait Etienne Grand, son frère, son héritier universel (papiers, collections Villard). Blessé de voir son fils ainsi deshérité, Brohard plaida longuement avec Grand, son beau-frère, et c'est précisément au cours de ce procès qu'il mourut à Aix-en-Provence, le 23 avril 1786.

Dans les différents factums de ce procès, Brohard a écrit :

— « qu'il avait présidé à l'éducation de Grand, auquel il
« avait fourni la table et le logement dans son adolescence ;
« il lui a prodigué son amitié ; il lui a procuré de puissants
« protecteurs dans une affaire de laquelle sa fortune dépen-
« dait... etc. »

— « Au commencement de mai 1771, la dame Brohard fit

« un voyage à Lyon avec le sieur Grand, son frère, et Magdeleine Collion, l'une de ses gouvernantes, pendant lequel ladite Collion manqua à la dame Brohard, au sujet de quelque argent que cette dernière lui avait remis ; ce qui occasionna une brouillerie entre le sieur Grand et sa sœur, qui amena les premières souffrances de la dame Brohard..... etc.

— « Le sieur Grand a un fils naturel âgé d'environ 14 ans (sic), qu'il élève avec soin, actuellement en pension au collège de Chabeuil (août 1773) : M^e Brohard respecte les droits de la nature ; il n'improove ni l'attachement du sieur Grand, ni le dessein qu'il a formé de lui laisser sa succession ; mais il serait bien déplorable pour le sieur Brohard fils, de se voir enlever la succession de sa mère en faveur d'un citoyen que les loix même désavouent... etc. »

Quoiqu'écloses au cours de violentes polémiques, il était bon de conserver ces notes et de les insérer ici.

Le 20 juin 1758, Françoise de Richaud, veuve de Claude Grand, et veuve en secondes noces de Jean Pacary de la Menorye, maître de la Poste aux chevaux, faisait son testament, reçu M^e Mésangère, notaire :

« et craignant ladite D^{lle} Richaud que la mort ne la prévienne avant que d'avoir fait la susdite élection, et exécuté la recommandation et charge expressive auriculaire à elle faite par ledit sieur Grand, son mary, elle a volontairement déclaré comme elle déclare par les présentes, qu'elle nomme et élit dès à présent pour recueillir l'entière hérédité dudit feu sieur Grand, sieur Etienne Grand, leur fils, étudiant ès-droits en l'Université de cette ville, pour ce icy présent et acceptant, pour en prendre possession toutefois après le décès de ladite D^{lle} Richaud, sa mère, et non avant, jusques auquel temps elle se réserve expressément les fruits et usufruits de la susdite hérédité dudit feu Grand, son mary..... ; les parties ont déclaré que tous les biens dépendants dudit, meubles, immeubles et autres dépendances, sont au dessous de la valeur de *vingt-quatre mille livres.* »

Etant donné ce que nous connaissons des propriétés que Claude Grand possédait rien qu'à Valence seulement, on doit admettre que l'évaluation de 24,000 livres ci-dessus, même en y ajoutant la dot de la femme Brohard, était de beaucoup au-dessous de la réalité, et qu'elle n'avait été ainsi fixée qu'en vue de diminuer les frais de succession à percevoir par le fisc : on ne procède pas autrement de nos jours !.

Françoise de Richaud décéda à Valence, le 15 février 1765, et fut inhumée le lendemain (Arch. de Valence, Reg. GG. 53, St-Apollinaire).

Et maintenant que nous avons établi la généalogie de la famille paternelle de Championnet, nous allons passer à la famille maternelle.

JULES TAVENAS.

MARIUS VILLARD.

(A suivre)



LES IMPRIMEURS ET LES JOURNAUX A VALENCE

(FIN. — Voir les 133^e à 139^e livraisons)

VEUVE JOLAND

1852. Antoine Ulrich ou motifs de préférence en faveur de la religion chrétienne.

Méthode de lecture, par M. Gresse, ancien instituteur.
Description des comètes.

Rentrée à Paris du prince président Louis Napoléon.

F. K*** de Valence. Un jeune homme qui a faim, vau-deville en un acte, in-8° de 16 pp. (1).

Le paradis terrestre, par Bellier.

Pensées et souvenirs d'un soldat laboureur, ou pensées, par Vesian aîné.

G. G***, chansons nouvelles, vii-200 pp. (2).

Connaissances utiles, recueil universel, prospectus, esquisses, pensées, s. n. d.

Manuel des voyages.

Physique amusante dévoilée.

1856. Nouvelles de la Guerre d'Orient. — Science des fontaines. — Lyre d'Orient.

Fin de la Guerre de Crimée, in-8°.

(1) Félix KELSE, *Anonymes dauphinois*, en note.

(2) Louis GALLET, *Anonymes dauphinois*, p. 138.

Voyage autour du monde.

Inondation du Rhône, de la Loire, de l'Isère.

1857. Notice biographique sur Mandrin et analyse du drame.

Un Mousu Souqué fa, comédie en deux actes, en vers patois.

Etudes sur les inondations, leurs causes et leurs effets, par J. Dumas, professeur.

Biographie et voyages d'un géant anglais (Halès Robert), in-8°.

Poésies patoises de Grivel, tailleur à Crest.

Vie de Raymond François de Nîmes.

1858. Gioventu, poésies par Marcelly (1). — Les Muses Valentinoises, 1^{re} série.

Affaire Orsini, en deux livraisons.

Sept ans d'exil, ou l'art de prolonger ses jours. (Prospectus).

CHALÉAT

1859. Le Curé d'Ars, sa vie, ses œuvres, par Joseph Odru.

Guerre d'Italie, dépêches, détails des batailles, Magenta, Marignan, etc. — Guerre d'Italie, Garibaldi et les Autrichiens. — Solférino et le traité de paix.

Magnétisme animal. Manlius Salles, in-8°.

1860. Secrets du menuisier-ébéniste, par Dessaignes.

Revue contemporaine des sciences occultes et naturelles. — Science du bonhomme Richard ou le secret de la fortune.

Massacres de Syrie.

Vie de sainte Galle, vierge et martyre.

(1) Voir dans la notice de M. Colomb (*Revue Dauphinoise*, 1899). l'explication de ce pseudonyme pris par Louis Gallet. — J'ajouterais qu'il a également travaillé chez Marc-Aurel.

1861. La magie dévoilée. — Notice historique sur Espeluche (Drôme), par l'abbé Vincent.

1862. Notice historique sur Tulette. — Sur Taulignan, par le même.

Expédition de Chine.

La diète de la Craque, lettres patentes de la très véridique cour de la Craque, en forme de privilèges.

Notice historique sur Beaumont-lès-Valence. — Notice historique sur Buis-les-Baronnies. — Notice historique sur Chabrillan, par l'abbé Vincent.

Paroissien de la Sainte Vierge.

1863. La liberté de l'Eglise dans ses rapports avec l'Etat, par l'abbé Bertrand.

Aventures d'un marin français.

Notice historique sur la ville de Tain. — Notice historique sur Châteauneuf-du-Rhône, par l'abbé Vincent.

Vie de M. Chosson de Perpignan.

1864. Aventures d'un marin, par Daniel Guy.

Notice historique sur la baronnie de Clérieux, par l'abbé Vincent. — Notice historique sur Soyons. — Sur Montélégier, par le même.

1865. Notice historique sur Roynac. — Sur la Roche-de-Glun, par le même.

1867. Tableau de l'histoire universelle, par d'Hallavin.

La vérité et les idées modernes, par l'abbé Bertrand. — Guide-almanach, par le même.

La Côte-St-André ancienne et moderne, par l'abbé Jacquier.

Annuaire de la Drôme pour 1867.

Vie et mœurs de la baleine.

Esquisses historiques sur St-André-en-Royans. — St-Robert et les Ecouges, par l'abbé Jacquier. — Notice historique sur Serves, par l'abbé Vincent. — Notice historique sur Montboucher, par le même.

Annuaire de la Drôme.

1868. 24 juin. Prospectus de l'Indépendant de la Drôme. — Question des alignements, au Préfet de la Drôme (pétition).

Notice historique sur Bourdeaux, par l'abbé Vincent.

Echos de Jacquemart, par Calixte Lafosse.

La Côte-St-André, (nouvelle édition).

Les apôtres au XIX^e siècle, par Louis de Lancel.

1869. Cantiques.

Voyage humoristique dans le midi, par Louis de Lancel.

Souvenirs et espérances, par l'abbé Bertrand.

Cathéchisme du contribuable, par Calixte Allecq.

1870. Affaire Troppmann, crime de Pantin.

Capoue en Crimée, capitaine Bédarides, in-8°.

Valence ancien et moderne, guide nouveau dans la ville et les environs, par A. Lacroix.

JOURNAUX ET REVUES

Bibliographie des journaux imprimés à Valence (1).

Journaux catholiques : L'Etoile de l'Union bienfaisante, 1853. — L'Ami des familles, 1856-1861. — La Famille Chrétienne, 1864-1866. — La Cour d'honneur de Marie, 1864. — Etudes sur les Saintes Lettres, 1867-1869. — Moniteur de l'Orphelinat, 1870. — L'Orphelin, 1874-1877. — La Semaine religieuse. — La Croix de la Drôme.

Journaux protestants : L'Evangéliste, 1837-1840, Marc-Aurel frères. — La Sentinelle, 1844-1852. — La Mission intérieure, 1872-1886. — L'Arc-en-ciel, 1881. — L'Etincelle, 1881-1884. — L'Espérance, 1885. — Le Protestant Valentinois, 1885.

(1) Notes de M. Rochas, à la bibliothèque publique de Valence.

Journaux politiques : La Vérité au peuple, 1793-1797, chez Pierre Aurel.

Ce journal n'est pas cité par Deschiens. Il eut trente-un numéros. Une note de l'imprimeur annonce que la plupart des rédacteurs ayant été nommés à des emplois publics, le journal cesse de paraître, on fera parvenir le journal le Perlet; ce journal fut pros crit du département de la Drôme par arrêté du Directoire de ce département du 19 décembre 1792, mais ayant manifesté des opinions républicaines, il parut de nouveau.

Journal de la Drôme, chez Marc-Aurel, puis chez Joland. — Coq Dauphinois, par Boveron-Desplaces et Henri Fiéron; il n'a paru que le prospectus chez Borel. — Courrier de la Drôme et de l'Ardèche, de 1832 à 1866, chez Marc-Aurel, puis chez M. Céas. — Voix d'un solitaire, 1847-1848, Mathieu, rédacteur.

1848. Assemblée nationale, chez Marc-Aurel. — Le Républicain, 1849, chez Joland. — La Semaine du Dauphiné et du Vivarais. — La Constitution, journal des intérêts démocratiques. — La Liberté, journal démocratique, Chaléat. — Echo du Midi, Chaléat. — Feuille des Communes. — L'Indépendant de la Drôme et de l'Ardèche, Chaléat, 1869 à 1871. — L'impartial, 1870. — Défense nationale, Ch. Brun, rédacteur en chef. — Union républicaine. — Patriote de la Drôme, quatre-vingt-onze numéros, du 28 mars au 31 juillet 1872. — Journal de Valence, Ch. Legrand, rédacteur en chef. — L'Ordre et la Liberté, 1871 à 1880. — Le Messager de Valence, 1880..... — La Drôme, 1876, Ulysse Pic. — Feuille de Jacques Bonhomme. — Le Radical, 1881. — Courrier du Dauphiné, 1883 au 1^{er} mai 1884. — Le tirailleur, neuf numéros, 1885. — La Sentinelle, 1882 à 1885. — Le Franc-Tireur, 1885. — L'Eclaireur de la Drôme. — L'Avenir Social, 1891. — La Revue de la Drôme, publiée à Valence. — L'Action. — La Drôme Républicaine.

Journaux de Romans imprimés à Valence : La Romanaise, 1861. — Jacquemart, chez Chaléat. — Radical de Romans. — Rappel Romanais, 1883. — Journal de Romans, 1885.

Journaux financiers, commerciaux et d'annonces : Affiches. Annonces, 1811 à 1815. — Feuilles d'affiches, 1819, chez Marc-Aurel. — Annonces judiciaires d'agriculture. — La Lumière, 1848. — Le Commerce, 1851, chez J. Marc-Aurel. — Le Vivarais, 1852. — Le Journal Séricicole, 1865. — Le Nouvelliste, 1855.

L'Epargne par la dépense, Société coopérative. 1866. — Vie commerciale, 1874. — Petites Affiches Dauphinoises. — Petites annonces locales. — Bulletin Commercial, 1884. — L'Econome, 1884. — Le Prévoyant, 1886. — L'Assurance populaire. — Les Affiches Valentinoises, Chabert et C^e. — L'Echo des receveurs buralistes et débitants de tabac, bi-mensuel.

Journaux artistiques et littéraires : Tablettes de la Drôme, chez Borel, 1823. — La Mosaïque Valentinoise. — Le Rodeur, 1857. — Roger-Bontemps, 1859. — Foyer littéraire, 1851. — Echo du Midi, 1865. — Avenir de la Drôme, 1882. — Valence artiste, 1884-1885. — Drôme littéraire, 1884-1886. — La Semaine Valentinoise, jeudis et dimanches. — Le Monde Valentinois, 1897, journal sportif, artistique et mondain, 4 numéros.

Journaux de fantaisie humoristiques : L'Affut, par Alex. Vernet. — Le Cagnard, chez Vaison, quatre numéros. — Le Curieux, 1863, quatre numéros. — Petite gazette à la main, par Sauvajon, chez Chaléat. — Le Furet, 1847, chez Jolland. — Le Guetteur, 1867 à 1868. — Le Mondain, 1886. — Le Loup-garou. — Le Carillon Valentinois.

Divers : Le Dauphiné, Marc-Aurel. — Idées d'un médecin, Courbassier, gérant (mensuel).

Pédagogie : L'ami des instituteurs, 1883.

Agriculture: Bulletin-journal. — Bulletin de la Société départementale d'Agriculture de la Drôme, Marc-Aurel frères, 1836 à 1837.

Le journal le Crussol. Bonjour, bon an : à la ligne au-dessous : numéro exceptionnel du 22 juillet 1888, organe des fêtes données à Valence à l'occasion de la visite en cette ville de M. Carnot, président de la République.

Le Conventionnel, publié à l'occasion du même événement, imprimerie Crémillieux.

Journal de la Vente de Charité, janvier, 1894, deux numéros.

Publications périodiques : Bulletin des travaux de la Société d'Agriculture de la Drôme, Marc-Aurel, 1836-1853. — Société départementale d'Agriculture, organisation, règlement, in-8°, 47 pp.

Jurisprudence des tribunaux de la Drôme, par Victor Augier, 1822. — Recueil des actes administratifs de la Préfecture, 1818-1837.

Revue : Revue du Dauphiné, chez Borel, in-8°, par Jules Ollivier, en six volumes. Principaux rédacteurs : Berriat-Saint-Prix, professeur à la faculté de droit de Paris ; Berriat-Saint-Prix, fils, professeur à la faculté de droit de Grenoble ; Badon, Champolion-Figeac, conservateur des manuscrits de la Bibliothèque Royale ; Colomb de Batines ; Delacroix, de Valence : Cournot, recteur de l'académie de Grenoble ; Duchesne, bibliothécaire à Grenoble ; Silvain-Eynard, etc.

Mélanges biographiques et bibliographiques, de Colomb de Batines et de Jules Ollivier, 1837 à 1839.

Bulletin de la Société des Arts utiles et des Sciences naturelles de la Drôme, 1837-1842.

Société de Statistique, d'Agriculture, 1851.

Bulletin de la Société départementale d'Archéologie et de Statistique de la Drôme, de 1866 à 1881, chez M. Chenevier, et à partir de 1881, chez M. Céas.

Bulletin d'histoire ecclésiastique, imprimé d'abord à Montbéliard, puis chez M. Céas.

1873. Le pouvoir de Marie, imprimerie Valentinoise.

1892. La Sentinelle, imprimerie Valentinoise.

Le Potache, littéraire, humoristique et sportif, imprimerie Chatagneret. — Le petit Valentinois, chez le même.

Le Tout Valence, imprimerie Valentinoise.

Programmes des Théâtres et des Concerts. — Le Nationaliste, imprimerie Valentinoise.

IMPRIMEURS EN 1901

Céas, rue du Tunnel.

Ducros, même rue.

Granger et Legrand, rue Madier-Montjau.

Vaison, même rue.

Chenevier et Peyssieux, rue Carlelet (1).

Imprimerie Valentinoise, place St-Jean et côte des Chapeliers.

Villard, Brise et Blache, Grande-Rue.

Chatagneret, place du Champ-de-Mars.

(1) Nous avons omis dans les ouvrages imprimés par eux : *l'Histoire des protestants du Dauphiné aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*, par E. Arnaud, pasteur. 3 vol. in-8°, 1875.

LÉON EMBLARD.



LES PÉAGES DE LA DROME

AVANT 1790

Il y avait, en 1771, dans le département, un certain nombre de péages par terre et par eau, sur lesquels les archives de la préfecture possèdent très peu de renseignements précis. Guy Allard, en a signalé plusieurs sur les chemins et routes (1) et Salvaing de Boissieu (2) énumère ceux du Rhône et de l'Isère en 1664. Or, une grande affiche, imprimée à Grenoble en 1772, permet de faire connaître ceux qui, à cette époque, étaient encore existants et ceux qui avaient été supprimés quelques années plus tôt.

Il a paru intéressant d'utiliser cette liste pour connaître les obstacles apportés au commerce par ces péages nombreux, et d'y ajouter quelques renseignements tirés des auteurs dauphinois.

I. PÉAGES PAR TERRE

Arrondissement de Die

Aix. Ce péage établi sans doute au pont de Quart, chef-lieu actuel de la commune, appartenant à M. de la Tour-Gouvernet, fut supprimé le 5 juillet 1740. Chorier (3) cite un arrêt du 22 août 1670 qui en avait maintenu la jouissance à Charles de la Tour.

(1) *Dictionnaire historique.*

(2) *De l'usage des fiefs.*

(3) *Jurisprudence de Guy Pape.*

Aouste. Mgr l'évêque de Die, malgré la production de ses titres, vit ce péage classé, en 1771, parmi ceux à vérifier.

Auriple. On trouve ce péage, qui avait été vendu par les commissaires du roi, en 1593 ou 1693 (il y a les deux dates), attribué en 1771 au prince de Monaco et à vérifier.

Châtillon. Mgr l'évêque de Die, en 1771, percevait les revenus de celui-ci, désigné pour être vérifié.

Cobonne. Le 5 juillet 1740, un arrêt du Conseil priva M. de Clermont-Montoison du produit de ce péage.

Crest en avait deux : l'un, propriété de la ville, maintenu par arrêt du 28 août 1753, et l'autre, propriété du prince de Monaco, désigné en 1771 pour être vérifié. Guy Allard affirme que l'un d'eux se levait sur le bétail seulement, comme à Auriple, d'après la vente du 10 juin 1693 et qu'AIMAR de Poitiers l'avait reconnu au Roi-Dauphin le 31 décembre 1445.

Divajeu. M. de Bayane (de Lattier) perdit le sien le 5 juillet 1740.

Gigors. La position de cette localité explique difficilement l'existence de ses deux péages, l'un appartenant à la commune et l'autre à M. Le Clerc de Ladevèze. Le premier disparut le 5 juillet 1740 et le second fut maintenu le 8 octobre 1754.

Luc. Le 18 juin 1740, M. de Salières de Montlaur fut privé de ce péage.

Lus-la-Croix-Haute. Celui-ci, propriété du marquis de Senas, se levait dans la seigneurie et fut aboli le 12 mai 1733.

Montclar. L'arrêt du 10 janvier 1771 enleva ce péage à M. le comte de Grammont.

Ombèse, Ansage et le *Pécher*, formaient-ils trois bureaux de perception ou un seul ? L'affiche ne le dit pas,

se bornant à classer ce péage parmi ceux à vérifier. Il était perçu au nom de M. de La Baume-Pluvinel.

Pontlaix. Celui-là, connu sous le nom de péage de St-Julien-en-Quint, relevait du même propriétaire et l'arrêt du 10 janvier 1771 le déclara uni au domaine royal, si dans trois mois, M. de La Baume-Pluvinel n'en produisait pas les titres. Selon Guy Allard, le Dauphin en jouissait en 1532. Louis XI, en 1467, en exempta les habitants de Die et deux ans plus tard révoqua cette faveur, sur la plainte de François d'Urre (1).

Saint-Nazaire-le-Désert. Le marquis de Montanègues, le 18 juin 1740, vit ce péage supprimé.

Soyans. Même sort atteignait, le 5 juillet 1740, celui de M. de Soyans.

Vaunaveys. L'arrêt du 10 janvier 1771, l'attribue au prince de Monaco et le range parmi les péages à vérifier. D'après Guy Allard, le bétail seul y était taxé en 1583.

Vacherie (La). M. de La Baume-Pluvinel levait un péage dans ce hameau, chef-lieu actuel de la commune du Chaffal. Un arrêt du 5 juillet 1740 l'avait supprimé et cependant celui du 10 janvier 1771, le met au nombre des péages sujets à une vérification.

Vassieux. Mgr de Die et M. de Bardonnenche, malgré la production de leurs titres, virent ce péage rangé parmi ceux qui devaient être vérifiés.

Il résulte des renseignements fournis par l'affiche de 1772, que la route actuelle de Valence à Gap, avait des péages à Crest, Aouste, Pontaix, Aix et Luc, et que sur celle de Montélimar à Beaurepaire, les voyageurs en trouvaient à Auriple, Crest et Vaunaveys. Quant à Cobonne,

(1) E. Pilot, *Catalogue des actes du Dauphin Louis.*

Gigors, Montclar, Soyans et Saint-Nazaire-le-Désert, ils devaient exister sur d'anciens chemins peu fréquentés, comme Ansage, Le Pêcher, Omblèze et la Vacherie. Celui de Lus-la-Croix-Haute rançonnait les voyageurs et les marchands allant de Gap à Grenoble.

Arrondissement de Montélimar.

Baume-Transit (La) avait un péage appartenant au marquis de Simiane et supprimé le 19 janvier 1755.

Charols perdit le sien le 5 juillet 1740 ; son produit allait au commandeur de Poët-Laval.

Châteauneuf-de-Mazenc. M. d'Yze obtint d'y conserver ses droits le 12 avril 1732.

Châteauneuf-du-Rhône en avait un qui disparut le 8 juillet 1751 ; il était perçu pour Mgr l'évêque de Viviers.

Comps. Selon Guy Allard, ce péage avait été transféré à Villeneuve-lès-Avignon, ce qui semble fort peu vraisemblable. L'affiche de 1772 n'en parle pas, car il était en Languedoc.

Derbières (sur Savasse), D'après ce document, ce péage relevait du prince de Monaco et fut classé dans ceux à vérifier en 1771.

Garde-Adhémar (La). Levé à la Berre par M. de Moreton, ce péage disparut par arrêts du 8 mars 1740 et du 12 août 1747.

Marsanne. Pareille mesure atteignit, le 2 septembre 1759, le péage que M. de Monteil (Adhémar de Brunier) y levait.

Montboucher. Même sort était réservé, le 29 mars 1729, à celui de M. de Vesc de Combemont.

Montélimar. Le péage par terre du prince de Monaco fut soumis à la vérification par l'arrêt du 10 mars 1771.

Pierrelate. Guy Allard y place trois péages au temps du Dauphin Louis (Louis XI); l'affiche de 1772 n'en parle pas.

Poët-Laval et Charols, le 5 juillet 1740, perdirent leurs péages.

Puy-St-Martin. M^{lre} de St-Maurice se vit enlever le sien à la même date.

Rac et Malataverne (sur Rac). Mgr de Viviers fut privé de ces péages et de celui de *Montpensier* sur Châteauneuf-du-Rhône, le 8 juillet 1751.

Roche-St-Secret (La). Même suppression pour M. de Mantin, en ce lieu, les 23 avril 1747 et 31 mai 1749. Selon Guy Allard, ce péage, en 1532, appartenait au roi-Dauphin.

St-Paul-Trois-Châteaux. Celui-ci, levé dans la ville et dans le mandement pour Mgr l'évêque, disparut le 8 mai 1744.

Suze-la-Rousse. M. de Suze y perdit le sien le 5 juillet 1740. Louis, Dauphin, en 1450 avait autorisé le seigneur à l'exiger sur les marchandises et denrées passant dans le mandement pour entretenir son château et protéger la circulation.

Taulignan. Ce péage avait été maintenu à M. de Senozan le 21 septembre 1756. Le Dauphin, en 1453 avait obligé les habitants de Romans et de St-Donat à le payer malgré leurs privilèges (1).

Valaurie. Moins heureux, le marquis de Castellane fut privé du sien le 27 janvier 1755.

Il suit de cet exposé que la route de Montélimar à Beaurepaire avait des péages à Montélimar, à Marsanne et à

(1) M. Pilot, ouvrage cité.

Puy-St-Martin, de là à Auriple, Crest et Vaunaveys, et celle plus ancienne de Provence en Allemagne, à Charols, Châteauneuf-de-Mazenc et Taulignan; St-Paul et Suzela-Rousse occupaient une autre voie. La grande route de Marseille à Lyon voyait ses voyageurs taxés à St-Paul-trois-Châteaux, à la Garde-Adhémar et par extension à Valaurie, ensuite à Malataverne (Rac) et Montpensier, à Derbières, Livron, Etoile, Valence, etc.

Montboucher, Châteauneuf-de-Mazenc et Poët-Laval, occupaient la route de Montélimar à Dieulefit.

La Roche-St-Secret taxait les voyageurs du midi allant à Dieulefit et la Baume-Transit ceux qui se dirigeaient de Suze vers St-Paul ou vers Grignan.

Arrondissement de Nyons

Ballons. Péage de M. de Gouvernet-Montauban supprimé le 3 février 1733.

Buis (Le). La commune perdit les revenus du sien le 5 juillet 1740.

Col de Soubeyran et Tarandol. Le premier sur Bellecombe et le deuxième sur Remuzat, perçus pour M. de Gouvernet, disparurent le 16 janvier 1742. L'affiche de 1772 dit qu'ils se levaient sous les ponts. Or, Tarendol est au sommet d'un coteau.

Condorcet. Péage de M. de Condorcet (Caritat) supprimé le 5 juillet 1740.

Mirabel. Celui-ci appartenait à la commune et le même arrêt l'abolit.

Mollans. Même sort attendait celui de M. de Simiane, le 3 octobre 1754.

Montauban. Ce péage vendu, en 1550, au profit du roi-Dauphin, d'après Guy Allard, n'est pas mentionné dans l'affiche de 1772.

Montbrun. En revanche elle attribue au marquis de Montbrun plusieurs péages dans la seigneurie : à Vergaux, à Château-Ribaud (Reybaud), *Collignac* et *Aguillon* ? qui furent supprimés le 26 mars 1737.

Nyons. Guy, baron de Montauban, avait obtenu les revenus de ce péage en 1309. Ils passèrent ensuite aux dauphins Guigues et Hubert II, qui le cédèrent aux de Carsan et aux Eustache. Comme il était advenu aux rois de France et qu'ils aliénèrent la seigneurie à la commune, le péage se trouva compris dans la vente ; mais un arrêt du Conseil d'État du 14 février 1733, le réunit au domaine de nouveau.

Penne (La). Suppression de celui de M. d'Aubery de la Penne, le 20 décembre 1740.

Remuzat. M. de Gouvernet y perdit le sien, le 16 janvier 1742. Il était perçu sous le pont de l'Eygues.

Roche-sur-le-Buis (La). Oté au seigneur du lieu le 5 juillet 1740.

Sahune. La commune perdit le produit de ce péage le 22 mai 1745.

Saint-Auban. Plus heureux, M. Albert de Lauzon obtint la conservation du sien, le 18 décembre 1742.

Sainte-Euphémie. Des Dauphins il échut aux rois de France, qui, selon Guy Allard le vendirent en 1593. La perception s'en affectuait au col de Dulion ou Doulion entre Sainte-Euphémie et la Bâtie-Verdun, section de Saint-Sauveur. L'affiche de 1772 n'en parle pas.

Sainte-Jalle. Péage levé au moulin du Plan au profit de la marquise de Sainte-Jalle, qui le perdit le 28 janvier 1738.

Saint-Maurice. M. de Villeneuve fut privé du sien le 3 mars 1733.

Tarandol. Péage qui disparut le 16 janvier 1742, avec celui du Col de Soubeyran.

Verclause et Villefranche, où M. de Gouvernet-Montauban percevait également des droits de péage, les perdit le 16 janvier 1742 pour Verclause et le 3 février 1733 pour Villefranche.

Villebois. Péage à M. de Saix (de Gruel) supprimé le 28 juin 1740.

Vinsobres. L'affiche de 1772, y place un péage appartenant à M. Moreau de Vérone, par terre et sur l'Eygues, et un autre à M. d'Oyze, sur l'Eygues aussi; l'un et l'autre abolis le 2 juillet 1737.

Cette liste nous révèle sur la route du Pont-Saint-Esprit à Sisteron des péages à Suze-la-Rousse, Saint-Maurice, Vinsobres, Nyons, Condorcet, Sahune, Remuzat et Verclause; celle de Nyons au Buis, outre ceux de ces deux villes, en avait à Mirabel, Mollans et la Penne. D'anciens chemins alimentaient ceux de La Roche sur le Buis, Montbrun, Villefranche, Ballons, Sainte-Euphémie, Sainte-Jalle, Tarandol et Col de Soubeyran.

Arrondissement de Valence

Beaumont. Péage de l'évêque de Valence exigé dans le bourg et le mandement, supprimé le 20 janvier 1739.

Chabeuil. Dépendant du domaine royal, aliéné en 1550 et en 1638, lui fut réuni de nouveau le 22 mai 1745. MM. Du Crest (de la Tour), du Vache et autres l'exigeaient dans le bourg et le mandement, en 1771, comme engagistes, sans doute.

Chantemerle, près de Tain, perdit son péage le 3 janvier 1736. Il était levé pour le comte de Saint-Vallier.

Charmagnieu (ou Pont-l'Isère). L'affiche de 1772 en

met un par terre et un autre sur l'Isère, en cet endroit, appartenant à M. de Chevrier (La Croix de Chevrières), supprimé le 21 octobre 1738.

Claveron. Enlevé à M. de Lyonne le 17 mars 1739.

Clérieux. Des arrêts du Conseil de 1664 et du 3 janvier 1736 confirmèrent ce péage aux successeurs des barons de Clérieux. A la dernière date, c'était le comte de Saint-Vallier, En 1152, l'empereur d'Allemagne le concéda à Silvion de Clérieux et ses pancartes remontaient à 1496 et 1530, selon Guy Allard. Il se levait à Curson, entre Tain et Romans.

Etoile avait un péage sur le Rhône et un autre à Parpaillon ou Papillon sur la route de Lyon à Marseille. Les Poitiers tenaient ce dernier des empereurs d'Allemagne et dans un hommage des comtes de Valentinois aux Dauphins, ils se le réservèrent. Vendu à M. de Ville par les commissaires du Roi, le 30 avril 1648, il fut conservé à sa famille le 28 janvier 1738 (1). L'affiche de 1772 mentionne en outre des péages par eau et par terre à Brumpt et Charmant ; mais ces deux bureaux ne sauraient être déterminés aujourd'hui.

Lens-Lestang et Moras. Les Dauphins y tenaient un bureau de recette en 1332. Mais l'affiche de 1772 ne mentionne ni l'un ni l'autre.

Livron. Péage confirmé à Mgr de Valence, le 28 février 1747.

(1) Dans une déclaration imprimée en 1781, M. de Ville se plaint de l'avoir perdu, de 1735 à 1740. La concession impériale de 1178 à Guillaume de Poitiers fixait ainsi les taxes à percevoir : 12 deniers par cheval ou mulet chargés ; 6, par âne, 1 par charge de sel ; 2, par cheval ou mulet non chargé et 1 par âne.

(U. Chevalier, *Inventaire des Dauphins* de 1277, p. 28).

Peyrins. Les revenus de ce péage delphinal appartenaient à M. de Chabrières, avec ceux de Saint-Paul-les-Romans et de Saint-Jean-d'Octavéon (Châtillon-St-Jean), en vertu d'un arrêt de maintenue du 18 octobre 1744.

Romans. Le même seigneur de Peyrins en levait un autre aux trois portes de Romans, supprimé aussi le même jour.

Saint-Barthélemy-de-Vals. Levé à la Villeneuve, ce péage des Poitiers-Saint-Vallier, mentionné en 1445, et confirmé en 1664, disparut le 3 janvier 1736.

Saint-Jean-d'Octavéon et *Saint-Paul-lès-Romans*, avaient été attribués à M. de Chabrières, avec celui de Peyrins, en 1744.

Valence. La ville en possédait un par terre et Mgr l'évêque un autre ; tous les deux furent classés parmi les péages à vérifier le 10 mars 1771.

On voit maintenant que la route de Marseille à Lyon avait des péages à Saint-Paul-trois-Châteaux, à la Berre, à Rac, à Montélimar, à Derbières, à Livron, à Etoile, Valence et Charmagnieu, que celle de Valence à Grenoble en possédait à Romans, Saint-Paul et Châtillon-St-Jean, et celle de Valence à Die, à Beaumont, Vaunaveys, Crest, Aouste, Pontaix, Aix et Luc. Des chemins anciens alimentaient ceux de Vals, de Claveyson, de Chantemerle, de Clérieux, de Peyrins et de Chabeuil.

En résumé, il y avait en 1771, dans les quatre arrondissements, sauf erreur, 90 péages dont 14 maintenus, 9 à vérifier et 4 réunis au domaine, ainsi répartis :

Die.	2	maintenus,	19	supprimés,	8	à vérifier
Montélimar	2	—	11	—	1	—
Nyons . . .	2	—	17	—	2	—
Valence. . .	8	—	5	—		

Il y avait à Séderon un péage aboli le 2 août 1747 et levé au profit de M. d'Astouaud, marquis de Murs (Drôme, E, 3321), à la charge d'entretenir un pont sur la Meuge. On manque de renseignements sur les péages des autres communes de la Drôme, dépendant alors de la Provence et du Comtat-Venaissin.

II. PÉAGES PAR EAU.

Les Romains connaissaient les péages et leurs revenus servaient à l'entretien des routes (1) ; après la chute de ce vaste empire, la circulation devint si dangereuse que le commerce fut contraint d'adopter la voie fluviale. Dès lors aussi les seigneurs établirent des péages le long des rivières et des cours d'eau importants. Le Rhône pour sa part, en eut sur chacune de ses rives : dans la Drôme, à Albion (Patte de Saint-Rambert), à Saint-Vallier, Servas, Roche-de-Glun, Valence, Etoile, Savasse, Ancone, Châteauneuf-du-Rhône et Donzère ; dans l'Ardèche, à Serrières, Arras, Crussol, Beauchastel, Lavoulte, Baix-sur-Baix, Viviers et le Teil.

L'Isère, la Durance, le Buesch et jusqu'à l'Eygues ne furent pas oubliés ; mais on manque de moyens de contrôle sur le produit qu'on retirait de ces péages.

L'affiche de 1772 n'est pas explicite sur ce point ; elle n'est pas d'ailleurs bien exacte dans tous ses détails : ainsi elle place le péage par terre d'Etoile au rang des péages maintenus, alors qu'en 1781, le propriétaire déclarait en avoir été privé de 1735 à 1740, et perdu ainsi 800 livres de revenu annuel ; enfin elle semble indiquer plusieurs péages à Montbrun, ce qui n'est guère vraisemblable.

(1) Voir Chorier, *Jurisprudence de Guy Pape*.

Cela dit énumérons, d'après elle, ceux du Rhône et de l'Isère dans le département de la Drôme.

Albon. En 1779, la Patte de Saint-Rambert appartenait au prince de Soubise.

Saint-Vallier. Péage du prieur, supprimé le 1^{er} octobre 1737.

Serves. Ceux de M. de Fontager, et de M. de Lionne (sur le sel) eurent le même sort le 2 février 1734 et le 17 mars 1739.

Roche-de-Glun. Le prince de Soubise, en 1770, retirait par an 19,037 livres des péages de Tournon, Arras et la Roche-de-Glun.

Valence. L'affiche mentionne un arrêt du Conseil du 20 janvier 1739 qui prive l'évêque de ce péage et un autre du 10 mars 1771 qui le met au rang de ceux à vérifier.

Etoile. Il sera question plus loin de ce péage.

Mirmande. Celui-là, bien que supprimé le 20 janvier 1739, figure en 1771 parmi ceux qui étaient soumis à la vérification. Il était acquitté à Valence en 1651 (1).

Ancône, eut le sien maintenu le 6 juin 1744 à MM. de Bimard, de Rozans, de Chambouet et d'Agoult, pour une moitié, l'autre appartenant au Roi.

Châteauneuf-du-Rhône. Le chapitre de Viviers obtint même faveur, le 18 août 1758 et l'évêque de Viviers, le 10 février 1754. Ce dernier se levait sur le sel, à Donzère.

Les péages sur l'Isère se trouvaient, dans la Drôme, en 1772 : à *Rochebrune*, près Saint-Nazaire-en-Royans, confirmé aux représentants du marquis de Sassenage, le 16 mars 1751 ; à *Pisançon* ou *Bourg-de-Péage* pour M. de La Croix ; à *Romans*, sous le nom de grandes ga-

(1) Inventaire des titres de l'évêché, par Molinier de la Fabrègue, (manuscrit).

belles, maintenu le 28 octobre 1744 à M. de Cézarges, héritier de M. d'Hautefort et consorts ; à *Châteauneuf-d'Isère*, ce péage par arrêt du 10 mars 1771, devait être vérifié. Il appartenait à l'évêché de Valence, avec celui de Valence sur le Rhône, qui subit le même sort.

Charmagnieu. Un plan communiqué par M. Mellier, notre obligé confrère, place ce péage à Pont-sur-l'Isère. Il appartenait aux La Croix-Chevrières et fut supprimé le 21 octobre 1738.

Jusqu'ici les renseignements sur les droits perçus nous ont fait défaut ; mais une ordonnance du 11 novembre 1747, rendue par l'Intendant de Dauphiné, fixe ainsi au prince de Monaco les chiffres de sa perception au péage d'Etoile sur le Rhône (1) :

9 sols par charge de drap, d'étoffes ou toiles descendues sur le fleuve et 4 sols 6 deniers en le remontant ; 4 sols par charge de poissons salés.

Coches d'eau grands et petits, ainsi que les bateaux, en montant et en descendant sont exempts ; mais la première fois qu'ils passent ils doivent le *neuvage* et un droit sur les planches neuves qui les couvrent.

5 sols 7 deniers obole pour les tonneaux vides neufs, d'un muid (5 sommées ou ànées et 1 barral) ; les demi-quarts de tonneaux à proportion. Les marchandises qui passent en transit sont exemptes tout comme les livres, tant manuscrits qu'imprimés ou gravés, reliés ou non, vieux ou neufs, les estampes et cartes géographiques, les fontes, encre, lettres et caractères d'imprimerie, vieux ou neufs, les glaces de la manufacture royale et les marchandises non comprises dans la pancarte.

(1) Archives de la Drôme, E, 1732.

Les glaces encadrées ou miroirs paient 4 sols 6 deniers par charge.

Les droits ne sont perçus que sur le pied du poids de marc comme ceux du demi-Montélimar.

Défense est faite d'exiger argent, fruits, denrées ou marchandises, sous prétexte d'étrennes ou de gratifications, même volontaires.

Les fermiers sont obligés de donner quittance de tout ce qu'ils reçoivent et de spécifier la qualité et la quantité des marchandises taxées, comme aussi d'afficher au port du Bourg-lès-Valence, le tarif de leur péage.

Ils ne peuvent exiger les 2 sols par livre du péage de Montélimar que sur le pied du tarif de 1744.

D'après un document publié par M. Mazon, les péages par eau de Lavoulte, Montélimar et Rochemaure, en 1770, avaient produit en douze ans, 437,382 livres ou 36,440 par an ; ceux de Tournon, la Roche-de-Glun et Arras 19,037 livres, celui de Beauchastel 1004 et la Patte de Saint-Rambert 1,419 (1).

Outre les péages par eau le prince de Soubise en possédait aussi par terre : à Montélimar d'un produit de 9,087 livres ; la moitié de ceux de Lène et Anses de Savasse, de 375 livres, à Rochemaure de 2,436 livres, à Lavoulte de 2,271 ; à Beauchastel de 175, à Tournon de 213, à la Roche-de-Glun de 2,374, à Arras de 60 et à Serrières, néant.

Le prince reçut 3,131,962 livres, 19 sols d'indemnité pour la suppression de ces divers péages, au denier 30.

A Châtillon, l'évêque de Die, en 1670, percevait pour son péage : 1 denier par quintal de fer brut, 1 par brebis ou mouton, 3 deniers par bœuf, 12, pour les chevaux,

(1) *Notice sur la baronnie de Lavoulte*, p. 308 et 309.

1, par quintal de fromage ; 4, par âne ou cheval chargé de blé ou d'avoine ; 2, si la charge était de sel, 12, si elle était d'huile, de fer ouvré, de métal ou de billon, d'épices, de toile ou de laine, de souliers ou de cuirs préparés ; 1 denier par charge de vaisselle de terre ou de chair salée, 4, par charge de vin (1).

J. Ollivier a donné le texte de la pancarte de Valence en 1724 (2).

La photographie de la pancarte de Châteaubourg, péage par terre, fort obligeamment communiquée par M. Mellier, donne à peu près les mêmes taxes et, à l'aide de ces indications, encore fort incomplètes, on peut se faire une idée des sommes prélevées sur le commerce avant 1790, et cela sans parler des *leydes* exigées sur les menues denrées à l'entrée des villes et de la douane de Lyon et Valence sur les soies et diverses marchandises, entre la rivière d'Ardèche et les Roches, près de Vienne.

(1) Archives de Châtillon, FF.

(2) *Essais historiques sur la ville de Valence*, nouvelle édition, p. 314.

A. LACROIX.



UN TORRENT LA DROME

(SUITE. — Voir les 127° à 139° livr.)

X

ENVIRONS DE CREST. — LA FORÊT DE SAOU. — ROCHECOURBE
ET ROCHECOLOMBE. — LE VILLAGE DE SAOU.

La tour de Crest n'arrête plus l'élan des cavaleries héroïques, mais qui douterait de son pouvoir à la considérer du haut de quelque tertre lointain ? Tout chemin par ces terres moutonnantes semble un ruban neuf dévidé par son caprice, et, humble sujette, l'amphithéâtrale petite cité dessine au-dessous d'elle comme les lignes géométriques d'un socle sur lequel reposerait le monument sang et or.

En signalant Crest, le paysan qui chemine dit : la Tour. Rendons hommage à cette idée simple.

Parmi les curiosités que ces rubans de route attirent et rattachent, en quelque sorte, aux destins de la vieille forteresse, la Forêt de Saou, la plus célèbre, peut se conquérir en un jour. A quelques pas de Crest, à cinq lieues du Rhône, ces montagnes menant leur ronde éperdue, sans intervalle entre elles, sans échappée visible, montrent bien que parfois la nature a ses jeux. — qui sont formidables. Tout de même — et cela n'étonne pas peu — on force ce

« rond », on entre dans la « danse », on s'insinue dans ce bassin fabuleusement retranché de la vie ambiante, mais par quels passages ! L'un, entaille du nord, dans la direction d'Aouste, c'est le *Pas de Lausens* ; l'autre, fissure méridionale, vers le vénérable village de Saou, c'est le *Pertuis de la Forêt* ou simplement le *Pertuis*. Ce dernier, plus pratiqué, est aussi plus sensationnel. La pure Vèbre, eau-enfant, eau de cache-cache comme telle font du Royannais ou du Vercors, défend, en noyant son seuil, la porte de mystère.

Un mémoire de 1772, nous apprend que « l'entrée connue sous le nom de Pertuis est placée à environ 2,000 toises de la poupe. » Ainsi nos pères identifiaient volontiers le site avec un vaisseau de haut bord, voguant de l'occident à l'orient. La proue, harmonieuse, façonnée en bravade à l'instar des galères, pointant un triple rostre à quelque 1,600 mètres au-dessus des mers. La poupe, abaissée à 888 mètres, moins ouvragée, arrondie, massive, conforme à son objet, suivie du vert sillage des collines. Rochecourbe et Rochecolombe. Treize kilomètres au moins de l'une à l'autre. Trois au plus en largeur. Quatre mille et quelques centaines de toises entre bords, soit deux mille et tant d'hectares de superficie totale. Telle est à grands traits, la forêt de Saou où vint chasser plus d'une fois le futur Louis XI. On la compare aussi à une corbeille, et l'image n'est ni moins réelle, ni moins séduisante. Car, si extérieurement, les roches trop fières, ne présentent que pics et bastions infranchissables, elles perdent ce caractère à l'intérieur, offrent des bois, des jasses, des granges, de douillels alpages où, sans avoir à frémir du lynx ou du loup, fort communs jadis, bœufs, vaches, moutons et chèvres paissent le bonheur. Parfois, un cri rauque sillonne douloureusement le calme im-

mense : c'est l'aigle dérangé à la vue d'un pâtre, ou bien la corneille qui conspue à sa manière le logis rococo enfoui dans les profondeurs de la « corbeille ». Ce château de carton, fardé, grîmé, vieillot, trivial, incapable de laisser après soi une seule pierre honorable, fut longtemps un fief de Crémieux, l'hilarant commis-voyageur de la Défense nationale. Il l'avait baptisé la *Villa Tibur* (1), ce qui prouve à la rigueur ses humanités, et il y reçut un jour Gambetta. Si l'on s'en rapporte à la tradition, le tribun aurait escaladé Rochecourbe après Bonaparte, et souri lui aussi, en « voyant l'Europe à ses pieds », à des rêves non moins léonins de liberté et de fraternité universelles. Crémieux, situant d'instinct les haltes de sa vie extraordinairement fiévreuse et dispersée entre ces monts étranges, dans cette cuve d'alpe où tout semble en retard sur le temps, ne penchait-il pas vers une sagesse inconnue de la plupart des politiciens ? A Saou, l'on se souvient du bonhomme ami de tout le monde, — de l'évêque comme du dernier paysan, — brusque, généreux, remplissant à lui seul ce canton grave, et on lui pardonne *Tibur* pour sa liaison ingénue avec la montagne, pour les ponts qu'il a jetés et les chemins qu'il a ouverts.

Tibur contemple un fougueux assaut de hêtres. On l'appelle *Bois-Vert*. Sans lui la Forêt de Saou, Hercynie une et compacte encore dans la première moitié du Moyen-Age, et aujourd'hui hermes, pâtures, maquis, touffes de buis, bouquets de chênes, terres pelées et surtout roches vives, serait un non sens. *Bois-Vert* sauve les apparences. Au-delà, la belle desserte pratiquée par Crémieux à travers les fayards, n'est plus qu'un sentier, raturé bientôt par l'herbe des pacages, mais on aborde

(1) Il acquit le domaine en 1850.

Rochecourbe, on met le pied sur la fameuse « proue » sculptée de rostres et armée en guerre.

On dit Rochecourbe (1) ou les Trois-Becs, la *Parre*, le *Signal* et le *Pré-de-l'Ane* désignant individuellement chaque pointe. La *Parre* (1,562 m.) regarde Saillans et vaut le Pélion ; le *Pré-de-l'Ane* (1,592 m.), vers Bourdeaux, égale l'Ossa ; entre eux bondit le *Signal*, à peine moins élancé que ses frères. Mais la légende ne les a point dorés à l'égal des monts grecs d'où coule avec les sources divines la poésie éternelle. Et pourtant, à ce qu'on rapporte, Gargantua (2) fréquentait ces parages, lui qui choisit le Diois pour y empiler pic sur pic et serre sur serre afin de sauter dans le ciel. Un autre souvenir embellit Rochecourbe, virginal comme les mousselines que l'air lui donne à déchirer. C'est celui de Blanche de Lastic, la fille du seigneur de Saou. Elle avait un âne qu'elle préférait, dit-on, à la plus fine, à la plus luisante des haquenées.

Un jour, elle mourut, fauchée dans sa fleur, et l'âne averti par son instinct sûr, s'enfuit au moment où les populations en larmes menaient les funérailles, et traversant bois et rocs avec la rapidité de la flèche, vint s'abattre sans souffle sur la crête la plus haute, en plein éther bleu, tout près de l'âme candide de son amie. Et voilà comment ce nom de *Pré-de-l'Ane* ou *Pas-de-l'Ane*, offert depuis des siècles en hommage à la fidélité, dépasse sa signification banale.

Glandas, acropole sereine, est trop empêtrée d'avant-monts et ne se juge pas d'ensemble. Ventoux, magnifi-

(1) Ainsi nommé dès le commencement du xvi^e s. M. Maurice Faure tient pour l'expression *Roche aux corbeaux* qu'il croit la primitive.

(2) Gargantua, le géant découvert par Rabelais dans nos contrées.

quement isolé, n'est que carrure, La forêt de Saou a l'isolement avec des grâces mouvantes et des traits de femme. A distance, elle est plus qu'aucune autre montagne, souple, exquise, tendrement azurée. Vers Tain, en amont de Valence, on s'égout de surprendre à l'horizon ces lignes pures et harmonieuses qui vous accompagneront avec cérémonie vingt lieues durant, passé Donzère, passé Pierrelatte, jusqu'au point où le Rhône dit adieu à la terre dauphinoise, et l'on s'oublie à les poursuivre encore, comme l'ombre d'une amante ou d'une fée, alors qu'elles se sont pour toujours évanouies. Mais l'ascension, très facile, surtout enchante, car Rochecourbe est un « œil », pour employer l'image orientale, et cet œil qui soupçonne Lyon en des limbes de brume d'où le fleuve soutire tout-à-coup son flot d'argent mat, surveille aussi la horde des monts, va-nu-pieds rués sur le Diois. A perte de vue, serres et rocs, courant à se dépasser, se défient, se heurtent, se broient, se piétinent. C'est la canaille du calcaire, nue, féroce, qui compte sur le vent lombard, fameux porteur d'eau, pour rapiécer ses guenilles, qui n'a rien à perdre et qui n'a peur de rien, qui secoue à les jeter par terre les pauvres, les faméliques villages hissés tant bien que mal sur sa rude échine. Couspeau (1), têtue comme une ligne droite, impassible comme une gendarmerie, l'affronte et en préserve la plaine.

On n'accorde pas assez de regards au grand fronton de l'occident, à Rochecolombe. Pareillement, ce bloc sévère vaut l'ascension. Il est l'effarement de la région sur laquelle il tombe tout-à-coup en arrêt, faisant lever devant soi des fermes, des hameaux, des bourgs, par centaines. Sur son flanc nord est une crevasse peu accessible. Un

(1) Chaîne de montagne du Val-Bourdeaux (1,585 m.)

pauvre amoureux s'y vint « périr ». On l'appelle depuis lors la grotte de *Brize*, du nom de ce désespéré⁽¹⁾. Jadis, la montagne était aussi le but d'un pèlerinage, mais quelle vieille du bas-pays, si vieille soit-elle, garde encore la mémoire de Colombe, une sainte sans bruit, vivant d'eau simple et de racines ? Sainte Colombe et saint Maurice, son frère, avaient, dit-on, choisi chacun le sommet d'une montagne pour y vivre dans la méditation et la prière. A de certaines fêtes, saint Maurice allumait sur les hauteurs qui dominent Dieulefit un feu de bois mort et d'herbes sèches, et sainte Colombe lui répondait de la même manière. Ne se voyant jamais ils s'entretenaient ainsi. Plus heureux que sainte Colombe dont l'oratoire ne laissera bientôt plus pierre-sur pierre, saint Maurice est toujours à la mode. N'ai-je pas ouï dire que les protestants lui brûlent des cierges, les plus beaux cierges, des cierges gros comme ça ? Qu'on me trouve un saint plus brave, moins discuté ?

La Forêt de Saou est un lac évaporé. Que l'on ferme ses portes et, en quelques semaines, resplendira l'émeraude qu'elle a perdue, à l'exemple de tant de coupes d'alpe. Mais le temps n'est pas à de telles restitutions, et prosaïquement, depuis des centaines de siècles sans doute, la forêt s'égoutte dans la Drôme par le ruisseau du Pas de Lausens, et surtout dans le Roubion, autre affluent du Rhône, par la Vèbre, émissaire des neuf-dixièmes de son territoire. Des Romains, évidemment partis d'Aouste, ayant regardé par la fente du nord, finirent par se risquer dans l'enceinte miraculeuse, car on a reconnu leurs traces à des vestiges de routes près *Tibur*. A la rigueur

(1) Son histoire a été racontée par Martial Moulin (*Bouquet de Nouvelles*),

même, on peut admettre, suivant l'opinion courante, qu'ils agrandirent le défilé ou Pas de Lausens et qu'ils le rendirent praticable dans une certaine mesure. Toutefois, malgré le bénéfice de cette exploration, la forêt demeure longtemps avec son mystère, car aucun acte n'en parle avant le ^{xiv}^e siècle (1). Elle appartient alors aux comtes de Valentinois. Puis elle passe au domaine delphinal. Concédée au chevalier de Bonnafau de Presque le 12 décembre 1772, « pour en jouir par lui, s'y croire successeur de sa Majesté, à titre d'inféodation et de propriété incommutable, avec toute justice, haute, moyenne et basse », elle devient aussitôt l'objet d'un procès entre le concessionnaire qui poursuit la réunion de tout ce qui a pu être empiété sur ses limites, et les communes et particuliers qui le considèrent comme un usurpateur. Falquet-Travail succède à Bonnafau de Presque en 1780, mais à peine a-t-il pris possession que le procès recommence ou plutôt continue. Nous ne suivrons pas les plaideurs dans l'inextricable maquis où ils s'enfoncent sous le regard bigle des juges de la Drôme, de l'Ardèche et de Vaucluse, cependant le recours en cassation de Falquet-Travail contre le jugement hâtif et inique du tribunal de Vaucluse, ne peut-être passé sous silence. Il est plein de la belle indignation, d'un homme conscient de sa valeur, il dégage l'odeur forte de l'époque révolutionnaire. Il faudrait citer le document en entier. Notons seulement le passage où il est question de la Forêt de Saou. « La montagne connue sous le nom de Forêt de Saou était inaccessible, dit Falquet. Elle occupait un espace inutile dans le territoire français sous les rapports commerciaux. Il s'agissait de lui don-

(1) Les plus anciens actes connus relatifs à la forêt de Saou portent les dates de 1318 et de 1322.

« ner la vie. L'âge, les infirmités du citoyen Bonafaux ne
« s'y prêtaient pas, en même temps que les goûts d'un
« vieux militaire étaient naturellement peu analogues à un
« pareil projet. J'étais jeune et j'ose dire laborieux, élevé
« dans une place qui m'attachant à l'intérêt public, avait
« dirigé constamment mon attention sur les projets qui
« pouvaient le servir, et fixé mon goût pour toutes les
« connaissances industrielles : la Forêt de Saou valait
« pour moi ce qu'elle ne valait pas pour le citoyen
« Bonafaux.

« Je crus qu'elle ne pouvait produire avantageusement
« que des combustibles et n'être vivifiée que par des manu-
« factures à feu ; mais sous ce rapport, elle me présentait
« des avantages rares.

« J'ai coupé le rocher le plus dur pour ouvrir une com-
« munication dont la possibilité même n'avait pas été
« conçue jusqu'à moi ; cette communication forme aujour-
« d'hui une route départementale (la grande carte de
« Cassini de 1780 n'annonce pas le vestige d'une route.
« — Elle est tracée dans la petite carte de 1789).

« J'ai fait les travaux de découverte d'une mine de char-
« bon pour laquelle j'obtins un arrêt de concession parti-
« culière en 1784, et je l'ai exploitée pendant plusieurs
« années jusqu'au moment où nos travaux ont été détruits.

« J'ai découvert et soumis aux épreuves : 1° une terre
« argileuse, mise par les maîtres de l'art, dans un rapport
« officiel, au nombre des trois plus belles de France, et
« déclarée propre à tous les genres de poterie fine. —
« 2° Une espèce de kaolin. — 3° Un sable spathique, peut-
« être le plus blanc et le plus beau de France. (Des ver-
« riers saxons s'étaient engagés, en 1788, sur l'échantillon,
« à venir faire un établissement). — 4° Une terre d'alu-
« mine, où ce sel germe avec une fécondité qui peut en

« rendre l'extraction précieuse. J'ai enfin toujours travaillé
« et commencé plusieurs établissements utiles. »

Accroupie sur des trésors qu'on ne lui dispute point, la Forêt de Saou attend toujours le successeur de Falquet. Nul n'a repris les fouilles, nul n'a relevé les murs des fabriques. Avec tant soit peu de songe, on se croirait là dans le Camp de l'Eternel, comme désignaient ce lieu les huguenots, autant par amour des rapprochements bibliques que par une sorte de résignation navrée. Le mot marquait d'ailleurs admirablement l'abandon de leur cause entre les mains de Dieu. Ils étaient alors (1) poursuivis sans trêve par St-Ruth, maréchal de camp de Sa Majesté Très Chrétienne, à la tête de ses régiments de Cravattes et de Condé. Le Camp de l'Eternel, rempli des mystères d'Isabeau Vincent, la Bergère de Crest ! le val où elle entendait des voix en gardant son troupeau, où, Débora laide et rousse, elle vidait au vent de révolte son sac à prophéties.

La population, d'une trentaine d'individus : fermiers, bergers, charbonniers troglodytes, est à peu près la même qu'autrefois.

En de telles chartreuses, la vie intérieure ne tire-t-elle pas doucement d'elle-même le rideau sur la vie extérieure ? Une chose étonnera peut-être, c'est que les fils de saint Bruno n'aient jamais possédé ce domaine. Ils en eurent envie, paraît-il, il y a quelque temps, mais l'affaire leur échappa. Ces moines n'ont pas seulement connu et apprécié bien avant nous les sites les plus mystérieux de la terre dauphinoise, et joui en philosophes, en doux sauvages, des agréments de leurs cachettes, ils ont encore, ingénieurs

(1) En 1685.

habiles et admirables conservateurs des eaux et forêts, mis en quelque sorte la nature à point, préparé le régal pour nos sensations futures.

A son tour, un officier du Génie — le bon génie ! — visitait l'endroit, et pour un peu, la Forêt de Saou devenait champ de tir. La beauté de ce plan, par bonheur, ne séduisit pas tout le monde. Maintenant, d'autres projets se mitonnent. Les frères Silvestre, de Saou, dont la tendresse pour la Forêt me ferait croire au magnétisme de certains noms, les frères Silvestre qui ont appris par l'image ce coin de terre à leurs amis et connaissances, en joignant au besoin leur conviction émue aux ressources de l'art, ambitionnent pour lui les plus hautes destinées. A l'exemple de Falquet-Travail, ils y ont fait des découvertes et ont exploité notamment la terre de deux grottes, Beaume-Sourde et Beaume-Claire. Analogue à la terre de Sienne, ce produit (1), employé pour teindre les tissus en rouge, ne put résister au coup d'état provoqué dans l'industrie par les révélations de l'aniline. Ce dont souffrent surtout ces bons dauphinois, c'est de l'ingratitude des guides et des itinéraires officiels vis-à-vis de Saou — leur enfant gâté. Ils voudraient en faire une station estivale et leur imagination magnifique élève ici des hôtels et des sanatoriaires ; là, donne au jovial soleil de la Drôme le bleu d'un lac à baiser ; plus loin, fore la montagne pour y glisser en douceur l'indispensable chemin de fer.

On sort de la forêt de Saou comme d'un conte, l'esprit escorté par des visions que les roches, avec leurs attitudes fantastiques, leurs masques de peur rendent quasiment

(1) La géodine.

réelles, palpables. La Vèbre, que l'on suit tantôt de près. tantôt à une certaine distance, murmure ses vertus. Elles sont merveilleuses à l'égal de celles de la fontaine de Brocéliante. On dit encore d'un homme fort, qu'il a bu des eaux de Vèbre et plonger un enfant nouveau-né dans cette onde cristalline, c'est le rendre inattaquable, voire invulnérable. Liserant d'un glissement clair le vert rude de prairies qui furent lac, puis marais (1), ce ruisseau court ensuite à la plaine embrasser le Roubion, son père morne et souvent colère.

« Il est défendu de trotter dans la ville de Saou. » On a envie de rire et pourtant comme il a raison cet avis municipal placardé au sein du plus vieillot, du plus pauvre carrefour ! Le bruit, le mouvement, attristent comme un viol parmi les choses défuntes, et il m'a semblé que, d'elles-mêmes, les bêtes respectaient à Saou ce silence des vieux pavés, des vieux murs, dont la mousse même ne veut plus ; qu'elles sentaient obscurément la résignation des vieilles gens assis sur des chaises branlantes devant des portails las du heurtoir et de la moulure, ces portails dont les chatières démesurément agrandies servent d'embuscade à des matous élimés. Et partout, le rire frais de l'eau qui semble se moquer de ces vieilles choses, de ces rides !

La ville de Saou, puisque ville il y a, possède les ruines intéressantes de l'abbaye de St-Tiers et du donjon de Lastic, une église très ancienne, de vieux logis, entre lesquels se distingue l'Hôtel d'Eurre, ex-maison forte, située pittoresquement au pied d'une formidable quille calcaire (2).

(1) Le Pré Roze.

(2) Cette ancienne « Bâtie » est actuellement la propriété de MM. Silvestre.

FÉLIX GRÉGOIRE.

(A continuer.)

LES NOTAIRES PIÉMONT

ET LA

FAMILLE DE NULLI DE FRIZE

DE SAINT-ANTOINE

(FIN. — Voir les 133° à 139° livr.)

XVII. — LA POSTÉRITÉ DE FRANÇOIS DE FRIZE.

Il nous reste à parler de la postérité de François de Frize.

François de Frize épousa, le 12 novembre 1580 (1), Dauphine du Terrail, fille de François du Terrail, seigneur de Bernin, et lui donna « par forme d'augment de dot ou pour bagues, quatre mil livres pour en disposer en faveur de leurs enfants commungs, soit qu'elle survesqueust ou predecadat à sondit mary. » Elle mourut la première *ab intestat*, laissant « deux filles de leur commun mariage », Anne et Marguerite. Le sieur de Frize donna la main de sa fille aînée, le 25 mai 1610, à noble Théodore de Salluard (*al.* Salvard), de Languedoc, et lui cons-

(1) Au cours de ses procès avec l'abbaye, l'avocat Ant. Piémont de Frize rapportait ce mariage au 12 octobre 1558; l'*Armorial de Dauphiné*, p. 246 et 721, lui assigne la date du 11 déc. 1580. Par suite d'une erreur que nous croyons purement typographique, le savant éditeur des *Mémoires d'Eust. Piémont*, p. 557, donne une autre date, le 11 déc. 1589. Nous préférons celle du « douziesme octobre mil cinq cent huictante », insérée dans la transaction du 15 juillet 1615, que nous analysons ici, et à laquelle assistait, comme partie, François de Frize lui-même. *Minutes d'Ann. PIÉMONT*, vol. F-1615, fol. 45-7.

titua en dot, « tant de son chef que pour ses droits maternels... la somme de douze mil six centz livres. » Marguerite épousa noble Gédéon Peccat, à une date que nous ignorons.

Si François de Frize avait établi la dot de ses filles sur de fortes sommes d'argent, il ne leur en avait toutefois payé qu'une faible partie, et les termes fixés pour le paiement du reste échurent sans qu'il parût songer à tenir ses promesses. — De plus, comme nous l'avons dit, par son codicille du 24 décembre 1579, leur aïeul, Pierre de Frize, avait substitué à son fils François ses enfants à naître. Mais, « au préjudice de ce fidéicommis, led. sieur François de Frize avoit, pour divers mauvais affaires à luy survenus, aliéné une bonne partie » de ces biens, et était en « voye d'en aliéner davantage ». Ses deux filles s'émurent de la situation financière qui les menaçait, et elles vinrent, le 15 juillet 1615, « assistées de leurs marys », requérir, sommer et prier leur père de leur « payer et acquicter promptement, tant les hypothecques pour les droicts de leur mère, revenant à 9150 livres, que le surplus de leurs constitutions dotalles, avec les interrests » échus. Il devait « leur remettre dès à présent le fideicommis » sous peine de se voir « actionner » en justice.

Devant cette alternative, à laquelle il ne pouvait échapper, François de Frize ne désavoua pas ses dettes ; mais il prétendit qu'à cause de sa qualité « d'usufruituaire » on ne pouvait le contraindre à les payer, « non plus qu'à la restitution du fidéicommis, duquel il n'estoit chargé que après son deceds » ; pour les constitutions dotales il « n'avait pour le présent moyen de les acquicter ».

Ces raisons ne furent pas trouvées satisfaisantes. Après des altercations assez vives on en vint à une transaction.

François de Frize dut se résigner à remettre incontinent à ses filles le fideïcommis qu'elles demandaient ; puis, en vertu de la faculté que son père lui avait laissée, il leur partagea les biens qu'il avait reçus de lui, attribuant la meilleure part à Marguerite ; enfin, il consentit à ce qu'elles en prissent « dès à present la réelle et actuelle possession... et jusques à lad. prinse de possession, confessa les tenir en leur nom en tiltre de precaire et constitut. » Il se réservait toutefois « les fruits et usufruits de sa maison » de Saint-Antoine, pour y habiter sa vie durant ; les hypothèques qui grevaient ses autres biens et droits particuliers assuraient le recouvrement intégral des droits maternels et constitutions dotales des deux intéressées. Pouvaient-elles exiger davantage de leur père ?

Quand mourut François de Frize ? Nous savons par les pièces d'un procès mentionné plus haut, qu'il vivait encore le 4 septembre 1621 (1). Les *Minutes* du même notaire nous apprennent d'autre part qu'il décéda avant le 29 janvier 1625 (2).

XVIII. — LA NOBLE FAMILLE DE PECCAT. — SES ALLIANCES AVEC LA FAMILLE DE FRIZE ET CELLE DES PIÉMONT.

L'acte de transaction du 15 juillet 1615, que nous venons d'analyser et qui se termina par le partage des biens de François de Frize, montre qu'à cette époque « feu damoizelle Dauphine du Terrail estoit décédée *ab intestat*, laissant à elle survivantes *deux filles* de leur

(1) *Minutes* d'Ann. PIÉMONT, vol. T-1621, fol. 146.

(2) Vol. 1625, fol. 16-25. — Son frère Pierre, marié à Dimanche Thomasset, lui survécut plusieurs années ; il vivait encore le 29 mars 1634.

commun mariage, scavoir, damoizelles Anne et Marguerite de Frize. » De ce texte si clair nous sommes en droit de conclure que François de Frize n'eut que ces deux enfants de Dauphiné du Terrail. Aucun écrivain n'a avancé le contraire. Nous devons cependant nommer une autre fille, Françoise (1). Comme il ne conste pas d'un autre mariage de François de Frize, et que d'autre part cette fille ne fut pas admise à recevoir une part dans la fortune de son père, il nous semble difficile de voir en elle autre chose qu'une enfant illégitime.

Nous avons nommé les deux gendres de François de Frize. Théodore de Salvard vivait encore le 11 sept. 1625 ; sa femme, Anne de Frize, mourut après le 31 octobre 1660. Ils « n'eurent point d'enfans » et moururent sans testament ; leur héritage passa à Marguerite, mariée à Gédéon Peccat.

D'après l'*Armorial de Dauphiné*, Jean de Peccat fut pourvu, en 1559, « de l'office de maître ordinaire et d'auditeur de la Chambre des Comptes de Dauphiné ». Il semble que ce personnage, originaire de Provence, fut la tige des diverses branches des Peccat que nous rencontrons au XVII^e siècle, à Saint-Antoine et dans la région Viennoise. Aucun texte formel, disons-le, ne nous montre d'une manière expresse le lien de parenté qui rattache ces rameaux entre eux. Le lecteur appréciera notre interprétation d'un texte cité plus loin. Cependant, malgré cette incertitude, nous oserions donner à Jean de Peccat trois enfants :

(1) Le 4 avril 1634, obligation de 66 liv. t. passée en faveur de Théophile de Lambert par *Françoise de Frixe, fille à feu M. M^r François de Frixe*, vivant docteur en droictz et advocat de Saint-Antoine. Antoine VIVIER, vol. R-1634, fol. 114. — Elle est encore mentionnée le 22 et le 27 déc. de la même année, où elle déclare ne pas savoir écrire. *Ibid.*, fol. 355-8, 363-4. •

Gédéon ; une fille, dont le nom ne nous est pas connu (1), et André.

Noble ANDRÉ de Peccat, sieur de Molheu, capitaine d'une compagnie de gens de pied au régiment de Saint-Paul, mourut en 1640. Il eut six enfants : 1° *Denis*, procureur héréditaire au parlement de Grenoble en 1627 ; — 2° *Anne* ; — 3° *Jacques*, de Ginodièrre, au mandement de l'Albenc, bourgeois de l'Albenc (2). Il mourut vers 1653, laissant de sa femme, Anne de Chatte : a) César, docteur en droit, avocat au parlement et lieutenant en la judicature ordinaire de l'Albenc (1669) ; b) Anne, habitant à Beaurepaire, mariée le 20 mars 1653 (3) à noble César de Bardonenche, seigneur de Champinet ; c) Jeanne, femme (1669) de noble Jacques d'Armand, seigneur de Brion (4) ; — 4° *Jeanne*, habitant à St-Antoine, mariée à Pierre Ageron, mort en 1622, dont elle eut trois fils : Jacques, Antoine et Guillaume. Elle épousa en secondes nocces, après 1637, Denis de Bouteroux, et mourut avant 1652 ; — 5° *Marie*, qui épousa Paul Champel, de Vinay (5) ; — 6° *Louise*, mariée le 27 mars 1629 à noble François de Fassion, sieur de la Bastie, de Roybon.

(1) Le 9 février 1636, Gédéon Peccat donnait une procuration à « Benoît Coindet, sieur de Sablonnières en l'Isle de Crémieu, son neveu, fils de Pierre. Ant. VIVIER, vol. de 1636, fol. 18.

(2) Non loin de l'Albenc subsiste encore le « château de Peccatière ».

(3) Cf. *Le Dauphiné*, t. XIII, pp. 187 et 202.

(4) D'autre part, nous avons rencontré, au 19 octobre 1661, César, Judith et Suzanne de Peccat, enfants de feu Jacques, fils de feu Pierre de l'Arbe..., qui vivait en 1579, fils de Raymond de Peccat. Ant. de RUSAN, not. de Saint-Marcellin, vol. de 1660-62, n° 73.

(5) Le 1^{er} janvier 1643, Marie Peccat est veuve de feu Paul Champel, mère d'autre Paul Champel, qui se marie ledit jour, et sœur de Jacques Peccat, bourgeois de l'Albenc. — L'époux est neveu de Jacques Peccat, et frère de Claude et Denis Champel, marchands de l'Albenc. Ant. VIVIER, vol. de 1643, fol. 1-4. — D'autre part, nous voyons dans

Noble **Gédéon Peccat** ou de Peccat épousa en premières noces Florie Vojon (1), et en eut deux fils, Gabriel et Pierre.

I. — **PIERRE**, sieur de Lerenne [*al.* de Larène], était « clerc de Saint-Antoine » le 8 février 1616. Il mourut avant le 29 juillet 1635, laissant deux fils : Jacob et Laurent.

Jacob, sieur de Piambert, au mandement de Vatilheu, habitait l'Albenc. Il vivait encore le 2 janvier 1669. Etant sur le point de partir en Italie pour le service de Sa Majesté « en l'arrière-ban de la noblesse de Dauphiné », il fit son testament (21 juillet 1640) : il donnait à « l'église refformée dud. lieu de l'Albenc, de pension annuelle et perpétuelle, durant le temps que lad. esglise subsistera aud. lieu, la somme de 12 livres tournois (2) ». Il établissait pour son héritière universelle sa femme, Renée Bressieu, fille de Philippin et de Ysabeau de Chatte (3), dont il avait eu trois enfants : 1. Ysabeau, veuve (1670-74) de Pierre de Bressieux, bourgeois de l'Albenc ; 2. Madeleine, mariée à Isaac Bonjour ; 3. Pierre, sieur de Piambert, qui était, le 1^{er} avril 1683, « donataire universel de sa mère (4). »

les minutes de ce notaire, qu'en oct. 1622, nov. 1626, en 1629-30, Pierre Champel, notaire de Vinay, fils de M^e Raymond Champel, aussi notaire, était *neveu de Marthe Peccat*, c'est-à-dire sans doute de *Marie*.

(1) D'après le testament de Gabriel Peccat, cité plus loin. Ant. VIVIER, vol. de 1657, fol. 265-9.

(2) Présents à ce testament : « Pierre Pistarel, ministre de la parolle de Dieu en l'esglise refformée dud. lieu » ; Claude et Denis Champel, de l'Albenc. *Minutes* du not. Jacob CHAMPEL, vol. de 1640.

(3) Ysabeau de Chatte, de la religion réformée, testa le 17 mars 1656, faisant des legs à sa fille Renée, et à ses fils Etienne et Pierre. Ant. VIVIER, vol. de 1656, fol. 33-6.

(4) *Minutes* du not. Ant. BLETON. — En 1764 vivait Jeanne Peccat, bienfaitrice des hospices de Grenoble.

Laurent, sieur de Larenne, mari de Madeleine Gesse, décéda avant le 6 juillet 1661 (1).

II. — GABRIEL de Peccat, — autre enfant du premier mariage de Gédéon, — habitait Saint-Antoine. Il testa le 26 sept. 1657, voulant être enterré « dans le sementière de ceux de sa religion appelée par l'Edict de Nantes pretendue refformée. » Il fait divers legs : au notaire Antoine Piémont, son beau-frère, et à Gabriel Piémont, fils dud. Antoine et de Marthe Peccat, « son fillieu » ; à ses sœurs

(1) Le 29 juillet 1635, « damoiselle Marthe Peccat, vefve à feu sieur Pierre de Lambert-Beauregard, de Saint-Antoine, confesse avoir receu de noble Jacob de Peccat, sieur de Piambert, son nepveu, habitant de Larbin, fils et héritier de feu noble Pierre de Peccat, sieur de Lerenne, cy-present » la somme de 375 livres tournois « ... à elle deube pour le compte final faict et arresté entre elle et sondit feu mary d'une part, et led. deffunct noble Pierre de Peccat, son frère, d'autre... pour tout reste du legat à elle faict par feu M. M^e Jean de Peccat, son père, par son dernier testament... Item, d'avoir receu dud. sieur de Piambert la somme de 184 livres tournois, qu'il dict estre tenu payer à l'acquit de noble Laurent de Peccat, son frère, autre filz et cohéritier avec luy dud. deffunct noble Pierre de Peccat.... sans rien préjudicier aux ypothecques » imposées sur « l'héritage dud. feu sieur Jean de Peccat son père... conformément à sond. testament. » *Minutes* du not. Ant. VIVIER, vol. de 1635, fol. 223.

Le 17 août 1636, Marthe Peccat donne quittance à « noble Laurent de Peccat, sieur de Lerenne [signé : de l'Arene], son nepveu, » de 375 livres « à elle deubes par le compte arresté entre elle., et deffunct sieur Pierre de Peccat, son frère,...pour tout reste du legat faict à lad. confessante par feu M. M^e Jean de Peccat leur père... » Ibid., fol. 251.

De ces deux citations, prises à la lettre, il résulterait que Pierre et Marthe Peccat, étaient enfants, non de Gédéon, mais de feu Jean de Peccat. Or, une foule d'autres textes (*Minutes* des notaires de Saint-Antoine, *passim*, même celles dudit Ant. Vivier), nous apprennent le contraire, et en 1635, Gédéon Peccat était encore vivant. Pour éviter des difficultés insolubles, nous devons donc admettre une erreur dans les deux textes de Vivier, et au lieu du terme « son père » nous lirions *son grand-père*, ce qui est très vraisemblable, si l'on se reporte à ce que nous avons dit de Jean Peccat, d'après l'*Armorial de Dauphiné*.

Françoise et Anne, et institue pour ses héritières universelles ses autres sœurs Marthe et Marguerite. Par un codicille du 28 mars 1661, il fit encore diverses donations à ses sœurs, notamment à Marthe, à qui devait appartenir « tout l'or et argent qui seroit trouvé dans son cabinet le jour de son décès. » Il mourut avant le 27 mai de la même année, sans avoir été marié.

Gédéon, devenu veuf, prit en secondes noces Marguerite de Frize, fille de François. Il habita dès lors Saint-Antoine et mourut vers 1640 (1). Sa veuve décéda vers 1650. Elle lui avait donné quatre filles : Marthe, l'aînée ; Françoise, Marguerite et Anne.

Le 31 mars 1657, « FRANÇOISE de Peccat, fille de feuz noble Gedeon de Peccat et de Marguerite de Frize, de St-Antoine, en qualité de cohéritière *ab intestat* pour une quatrième portion de l'héritage de lad. feu damoiselle de Frize, sa mère, céda tous ses droits à noble Gabriel de Peccat, son frère, habitant audit lieu. » Neuf jours après, le 8 avril 1657, elle épousait Pierre-François Chorier, marranguin et bourgeois de Beaurepaire, fils à feu Antoine et à Madeleine Allard (2). Elle restait veuve dès 1662 et testa en 1674.

MARGUERITE suivit l'exemple de sa sœur. Le 31 octobre 1660, elle transporta à son frère Gabriel tous ses droits sur l'héritage de sa mère, et épousa, le 5 novembre suivant, M^e Claude Sappey, procureur héréditaire au parlement de Grenoble, fils à feu M^e Léonard et à damoiselle Claire Callignon (3).

(1) Entre le 29 août 1639 et le 19 sept. 1641. *Min. d'Ann. Piémont* et d'Ant. VIVIER.

(2) Ant. VIVIER, vol. de 1657, fol. 63 et 71.

(3) IDEM, vol. de 1660, fol. 209-15.

ANNE, nommée par Gabriel au nombre de ses sœurs, apparaît encore avec elles dans deux actes des 19 septembre 1652 et 24 octobre 1655.

MARTHE, — l'aînée des enfants du second lit de Gédéon Peccat, — épousa en premières noces Pierre Bèche de Lambert, dit Beauregard (1). Elle restait veuve dès la fin

(1) Il n'est peut-être pas inutile de présenter ici quelques notes généalogiques sur la nombreuse famille Bèche de Lambert (ou dit Lambert) de Saint-Antoine.

PIERRE Bèche, bourgeois de Saint-Antoine, eut de sa femme Marguerite Rouzier, cinq enfants : 1° Jean ; 2° Luciane ; 3° Pierre, dit Beauregard, avocat consistorial au parlement de Grenoble ;

4° Antoine Bèche dit Lambert, qui épousa Jeanne Tougie, (remariée en 1587 à Jean Piémont,) et en eut trois fils : 1. Simon, bourgeois de Saint-Antoine, homme d'armes de la compagnie de M. le comte de Maugiron, marié le 31 décembre 1585 à Jeanne Grandis, fille d'Etienne, marchand de draps de Feurs en Forez ; 2. Messire Antoine Bèche dit Lambert, conseiller et aumônier ordinaire du roi, prieur de St-Bonnet en Champsaur (1607-37) ; chanoine et archidiacre d'Embrun dès 1585, jusqu'à sa mort arrivée après l'année 1637 ; 3. Ant. Lambert dit Caffiot, boulanger, marié à Marie Vourey et père d'André, Jean et Jeanne.

5° Claude Bèche de Lambert, bourgeois de Saint-Antoine, habitait le mandement de Montrigaud. Il testa et mourut le 2 janvier 1588, laissant de sa femme Bietrix Pain : 1. Pierre, l'aîné, dit Beauregard (comme héritier de son oncle Pierre), bourgeois de Saint-Antoine et avocat, qui épousa *Marthe Peccat* ; — 2. Théophile, consul de Saint-Antoine en 1612-3, marié à Madeleine Toussaint, fille de Barthélemy ; puis en nov. 1625, à Louise de Cussinnet ; père de Daniel, Ennemond et Françoise, mariée à noble Daniel de Fasson, sieur de la Bastie. Il testa le 27 novembre 1660. — 3. Jean († 2 septembre 1610), mari d'Esther Villon et père de Louise ; — 4. Françoise, mariée d'abord à Jean Reynaud, tué à la fin de 1587 ; puis en 1589, à Claude de Marne, sieur de Castillon ; — 5. Ysabel, mariée en 1585 à Christophle de Valloys, notaire de Romans, fils de M^e Odin de Valloys ; — 6. Claude ou Claudine, femme en premières noces de noble Jean de la Place, de Grenoble, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, père de Lucresse ; remariée le 17 avril 1614 à noble Antoine de Gérente, châtelain de St-Antoine de 1601 à 1649, veuf de Barbe Jacquemin (mariée en premières noces à noble Henri Corneil de Agrippa), sœur d'Antoine, chirurgien, père d'Isa-

de l'année 1621 (1), ayant eu deux fils, Pierre et François, et une fille, Louise.

Le 1^{er} novembre 1652, elle convolait à une seconde union, et épousait le notaire Antoine Piémont (2), fils à feu Annibal (3), « se constituant en augmentation de dot la somme de 2,480 livres. » Elle mourut, laissant de son

beau, Françoise, Gaspard et Théode Jacquemin. — Antoine de Gérente eut trois enfants de sa première femme : Jacques, Pierre et Isabeau. Jacques, mari de Odette de Chaye, était « précepteur de la jeunesse » de St-Antoine en 1617 ; Pierre lui succéda de 1620 à 1632. Celui-ci eut de sa femme, Catherine Esthier, deux filles, Françoise et Marthe. Il testa le 19 février 1632, et « choisit sa sépulture en la grande église de St-Antoine, au tombeau de ses prédécesseurs ». Ant. VIVIER, vol. de 1632, fol. 43.

(1) C'est-à-dire cinq ans avant la naissance de son second mari Antoine Piémont.

(2) Ant. VIVIER, vol. de 1652, fol. 231. — Présents au mariage : noble Jean-Claude de Beaumont, seigneur d'Autichamp ; Claude Yzérable Bontemps ; noble Gaspard de Richard, sieur du Plantier ; M^r Ant. Jassoud, procureur au parlement, « oncle et cousins du futur espoux. » — Gaspard de Richard était marié à Alix Yzérable, belle-sœur d'Annibal Piémont.

Le notaire Antoine Piémont fut « conseiller du roi, maire et capitaine-châtelain du bourg et mandement de St-Antoine ». Ant. BURLLET, au 20 novembre 1696. — « La charge de la mairie du lieu de Saint-Antoine fut acquise des deniers de l'Abbaye, vers 1695 » : pour ce motif l'abbé de Saint-Antoine, seigneur temporel, prenait quelquefois le titre de « maire perpétuel de Saint-Antoine » ; mais cette charge fut toujours exercée par un laïque, et Antoine Piémont en fut le premier investi. Cf. *Arch. dép. de la Drôme*, C, p. 96.

(3) Annibal, marié en 1626, veuf dès 1624, mourut *ab intestat* en 1649. Antoine « appréhendant que l'héritage de son père ne lui fust plus honnorable que profitable, auroit repudié icelluy par devant M. le juge ordinaire de Saint-Antoine. » Ant. VIVIER, vol. de 1651, fol. 243.

Mentionnons un autre testament. Bastienne Piémont, sœur d'Annibal, mariée le 17 janvier 1624 à Jean Civet, fils de Jean, de Tullins, testa le 6 novembre 1651, faisant son héritière universelle, sa fille Anne, femme d'Alexandre Arnaud-Baud, mère de Françoise et Alexandra. *Ibid.*, fol. 208-11.

second lit un fils, Gabriel, que nous avons déjà nommé, et une fille, Ysabeau ou « Elisabeth, morte fille avant son père (1). »

Certains auteurs se sont justement étonnés en voyant, « par une ironie du sort, l'une des petites-filles de François de Frize, héritière de sa maison, épouser le petit fils d'Eustache Piémont qui, dans ses *Mémoires*, n'a pas assez d'anathèmes contre les Frize (2). » A mesure que s'éloignait le temps des luttes sanglantes qui avaient bouleversé si profondément la province, l'animosité entre les catholiques et les protestants allait s'affaiblissant, et l'on voyait parfois s'opérer des rapprochements qui, plus tôt, eussent passé pour invraisemblables. Il ne faut pas non plus l'oublier : avant la fin du xvi^e siècle, une alliance avait établi entre les familles de Frize et Piémont un lien assez étroit, et l'auteur des *Mémoires* nous apprend lui-même que sa belle-mère était cousine du sieur de Frize (3).

Ainsi se trouvèrent unies les trois familles Piémont, de Frize et Peccat, dont nous avons successivement recher-

(1) Ainsi, d'après l'avocat Piémont de Frize, le notaire Ant. Piémont n'eut que « deux enfans », et son fils Gabriel en eut « plusieurs ». Nous en avons déjà nommé deux, Melchior et Antoine. Il eut aussi une fille, Madeleine. C'est ce qui résulte de l'acte du mariage de Fr. Mal-lain, reçu par le notaire Burlet, le 27 octobre 1718, auquel assistaient M^r Gabriel Piémont Saint-Didier, avocat; Melchior Piémont Saint-Didier et Antoine Piémont de Frize, avocats en la cour, et « dame Magdelaine Piémont, épouse de noble Antoine Anglancier, conseiller-secrétaire du roy au parlement de Dauphiné » (signée : Piémont-Anglancier). Ainsi se trouve résolue la difficulté soulevée par l'*Armorial de Dauphiné* (pp. 14 et 246), où l'on fait descendre « noble Gabriel-Antoine Anglancier de Saint-Germain... de Dauphine du Terrail, sa quatrième aïeule. »

(2) *Mémoires d'Eust. Piémont*, p. 567.

(3) *Ibid.*, p. 197.

ché l'origine ; nous avons donné leur généalogie presque complète, au moins pour le ^{xvii}^e siècle, et fait connaître plus particulièrement leurs membres qui ont joui de quelque notoriété dans l'ancienne ville de Saint-Antoine et la région circonvoisine. Entre tous apparaissent, d'un côté, au ^{xvi}^e siècle, Pierre et François de Frize, dont les noms rappellent une lamentable époque et de lugubres souvenirs ; d'un autre, au ^{xvii}^e siècle, les trois notaires Piémont, bons et paisibles bourgeois, sans ambition personnelle, tout occupés des devoirs de leur honnête profession. Rappelons avec bonheur, en terminant, le souvenir d'Eustache Piémont, auquel ses précieux *Mémoires* garderont une place marquée parmi les historiens du Dauphiné, et qui nous fournit, dans ses *Minutes*, la source la plus abondante et la plus sûre pour l'histoire de notre Abbaye à son époque.

DOM GERMAIN MAILLET-GUY,

Chan. rég. de l'Imm.-Conc.



ESSAI

DE

BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE

(SUITE. — Voir les 102^e à 138^e livraisons).

XI. — Procès de la Serre pour la terre de Triors.

Charles de Chabo, sieur de la Serre, avait acquis, en 1701, la seigneurie de Triors de la succession de l'abbé de Lesseins, et il refusait d'en payer les lods au Chapitre de Saint-Barnard, de la directe duquel relevait la dite terre. Il prétextait que le fief de Triors était *un fief d'honneur*, qui ne devait au seigneur que *la bouche et les mains*, c'est-à-dire le serment de fidélité, qui est le devoir de la bouche, et le secours en cas de guerre, ce qui est le devoir des mains ; mais non un fief de profit, se basant, pour étayer d'aussi singulières allégations, sur un acte de 1240 constitutif de la seigneurie du Chapitre sur la terre de Châtillon et sur celle de Triors, qui en dépendait. Le Chapitre ne pouvait admettre une semblable fin de non recevoir. Il intenta procès au récalcitrant par devant le Parlement. L'affaire fut menée rapidement, et, vu l'évidence du droit, elle fut terminée en quelques mois. Après cinq ou six mémoires échangés de part et d'autre, le sieur de la Serre fut condamné et au principal et aux dépens. C'est ce qui résulte d'une note manuscrite que nous trouvons sur l'un des mémoires du Chapitre (n° 343) ; elle est ainsi conçue : « Il a été rendu arrest, au raport de Monsieur de la Colombière, le 11 aoust 1712, par lequel Mons^r de la Serre, seig^r de Triols, est condamné à rendre hommage au Chapitre de St-Barnard de Romans, et au payement des laods, dépens compencés, sauf les épices, et la levée de l'arrest, auxquels led. seign^r de la Serre a esté condamné. »

Il nous manque au moins un des premiers mémoires du procès, et vraisemblablement deux ; car le factum ci-après est une *Réplique* du Chapitre, qui suppose une réponse de l'adversaire à une première sommation, par laquelle a dû s'ouvrir le débat.

343. — *Réplique contenant avertissement pour le sieur syndic du Chapitre de l'Insigne Eglise de Saint-Barnard de la Ville de Romans, Conseigneur avec le Roy de ladite Ville, Seigneur Dominant de Châtillon, Saint-Jean-Doctavéon, Triors et dépendances desdites Terres, Demandeur aux fins de son Exploit libellé exploité le 20 octobre 1710, tendantes à prestation d'hommage de la Terre de Triors et dépendances, et paiement des Lods d'une part ; — contre Messire Charles de Chabo, Seigneur de la Serre et autres lieux, en qualité d'acquéreur de la Terre de Triors, Deffendeur, d'autre.*

Petit in-fol. de 41 pp. (s. l. n. d.), signé : Piémont S. Disdier, Monsieur de la Colombière, Rapporteur ; Armand, Procureur. — (*Note mss.* : Taxé 85 liv. et 8 liv. 10 s. pour la minute). Cette pièce est du 20 juin 1712.

Le sieur de la Serre convient devoir au Chapitre cinq sols de plaît, qu'il est prêt à payer ; mais il n'admet pas qu'il soit redevable des lods. Il s'appuie pour cela sur l'acte de 1240, où il n'est pas fait mention de lods, et il en déduit différents arguments en faveur de ses prétentions. Le syndic les réfute l'un après l'autre, les réduisant à quatre points, qui font toute la division de son mémoire : 1° A la date de la constitution du fief de Triors (1240), on ne stipulait point de lods ; ce n'est qu'à partir de 1450 qu'on en trouve mention ; 2° les fiefs étant devenus dès lors patrimoniaux, l'obligation de payer les lods a été substituée à celle de ne pouvoir aliéner les fiefs sans le consentement du seigneur primitif ; 3° depuis l'introduction de la patrimonialité des fiefs en Dauphiné, tous les fiefs produisent lods, parce qu'ils sont devenus fiefs de profit, bien que l'acte d'inféodation n'en parle pas ; et pour ce qui est de la terre de Triors, le Chapitre a toujours exigé les lods des acquéreurs, comme on peut le voir par les

différents actes de mutation, jusqu'à l'abbé de Lesseins, dernier possesseur, en 1658 ; ce qui constitue un titre de possession indéniable en faveur du Chapitre ; 4° quand bien même cette possession ne serait pas prouvée, il suffirait de l'établir pour les terres de Châtillon et de Saint-Jean d'Autavéon, dont celle de Triors dépendait.

344. — *Réfutation des raisons contenues dans la Réplique que le sieur Syndic du Chapitre de St-Barnard a communiqué à M. de la Serre, acquéreur de la terre de Triols le 20 juin 1612* (lisez : 1712).

Petit in-fol. de 25 pp. (s. l. n. d.), signé : Dufresne, Monsieur de la Colombière, *Rapporteur* ; Brochier, *Procureur*. — Le défendeur s'applique à réfuter les quatre points discutés contre lui dans le mémoire qui précède.

345. — *Réplique sommaire pour M^r de la Serre contre le sieur Sindic du Chapitre de St-Barnard de Romans*.

Petit in-fol. de 11 pp., s. l. n. d., signé des mêmes noms.

Le syndic du Chapitre allègue un titre sans date, qu'il estime être de 1074, par lequel Châtillon aurait été homologué à Armand, archevêque de Vienne, par Aimar de Bressieux. Le mémoire refuse de voir Châtillon dans le *Castellonium* que mentionne la charte, et prétend qu'il s'agit ici du château de Pisançon ; ce qui est faux, les deux châteaux étant mentionnés dans le texte d'une manière parfaitement distincte (1). — Renseignements intéressants sur l'histoire de la terre de Triors.

346. — Fragment incomplet d'un mémoire (dont le titre manque), portant la date du 1^{er} juillet 1712, en faveur de M. de la Serre. A la p. 81 est le texte d'une charte du 10 des ides de juin, sans millésime ; c'est l'acte de

(1) Cette charte est le n° 18 bis du Cartulaire de Saint-Barnard.

donation de l'église de Châtillon-Saint-Jean au Chapitre de Saint-Barnard par deux frères, fils de Ménaldus, puis de la moitié des dîmes par Lantelme, dit le Moine, leur parent, moyennant certaines conditions, d'où le conseil de M. de la Serre prétend tirer avantage (1).

347. — *Requête remonstrative contenant réplique à l'Imprimé communiqué le premier juillet 1712, et aux Actes y employés.*

A Nosseigneurs de Parlement, supplie humblement le sieur syndic du Chapitre de l'Insigne Eglise Collégiale de Saint-Barnard de la Ville de Romans, Conseigneur avec le Roy de ladite Ville, Seigneur Dominant de Châtillon, Saint-Jean d'Octavéon, Triors et dépendances desdites Terres, Demandeur aux fins de sa demande libellée, exploitée le 20 Octobre 1710 en prestation d'hommage de la Terre de Triors, dépendances, et payement de lods. — Contre Messire Charles de Chabo, Chevalier Seigneur de la Serre, dudit Triors, Génissieux et autres places, Deffendeur.

Petit in-fol. de 59 pp., (s. l. n. d.), signé : Piémont S. Disdier, Monsieur de la Colombière, *Rapporteur*; Armand, *Procureur*. (Signifié le 11 juillet 1712.)

Ce mémoire est une réponse au numéro précédent. Le syndic oppose aux dénégations du s^r de Chabo les hommages qui lui furent rendus pour la terre de Châtillon, par Artaud de Chaste, le 17 décembre 1450, par François Vinay de Vinaria, le 29 octobre 1483, par François Ode,

(1) Cet acte est au supplément du Cartulaire publié par M. Giraud, n° 192 (p. 70). Le savant historien lui attribue la date de 1064; mais, dans la nouvelle édition in-4° donnée par M. Ul. Chevalier (où elle est au n° 171), celui-ci lui assigne pour millésime l'an 1075. La charte est du 6 des ides de juin, et non pas du 10, c'est-à-dire du 8 juin.

qui acquit le fief de Triors de Charles de Chaste, le 2 octobre 1515, etc. Les 13 objections du mémoire de l'adversaire sont ensuite discutées et réfutées.

348. — *A Nosseigneurs de Parlement, suplie humblement le sindic de l'Insigne Eglise Collégiale Saint-Barnard de la Ville de Romans.*

Petit in-fol. de 8 pp. (s. l. n. d.), signé des mêmes noms.

(*Note manuscrite* : Soit signifié..., fait en Parlement, la cour extraordinairement assemblée, le 26 juillet 1712.)

Le syndic observe qu'il a parfaitement établi, dans son imprimé, l'injustice des contestations du sieur de la Serre, Triors faisait partie anciennement du mandement de Châtillon, lequel relevait du fief du Chapitre. Son droit résulte, entre autres titres, d'un jugement rendu par le commissaire du roi en 1450, et encore de l'échange intervenu entre Humbert de Chatte et François Vinay de Vinaria, en 1483; que les lods de ces terres ont toujours été payés au Chapitre, depuis que les fiefs sont devenus patrimoniaux, etc.

XII. — Procès Espie.

Le sieur Jean Espie, ancien marchand de Romans, en résidence à Mours, possédait dans ce lieu un fond de terre asservi à une rente de deux quarts de seigle, mesure basse, au Chapitre de Saint-Barnard. Jusqu'en 1685, il fut fidèle à en payer les annuités; mais à partir de là, il prétendit qu'il ne possédait pas tout seul le fonds assujéti à cette rente. Il était ainsi en retard de quinze annuités, dont huit furent perdues pour le Chapitre, lorsque après une tentative de conciliation, par une descente de lieu qui n'aboutit à rien, le syndic lui fit signifier un avertissement, le 24 avril 1700, puis une assignation le 5 mai suivant. Le juge de Peyrins condamne le Chapitre au tiers des

dépens ; le syndic en appelle au vibailly de Saint-Marcellin, qui réforme cette sentence et décharge le Chapitre de tous les frais. Espie interjette appel de cette condamnation et le procès se poursuit jusqu'en 1704, sans que nous en voyons l'issue, qui dut être vraisemblablement en faveur du Chapitre de Saint-Barnard,

Ce procès est compliqué d'une infinité de détails qui le rendent très embrouillé. Nous avons eu peine à en suivre le fil dans les trois Mémoires qui nous en restent. (Nous n'en avons pas vu d'autres). Ceux du Chapitre nous représentent Espie comme un fieffé chicaneur, et il nous apparaît tel même dans le sien.

349. — *Avertissement pour le sieur syndic du Chapitre de l'insigne Eglise Collégiale de St-Barnard de Romans, Défendeur en Requête de Rabat, Intimé au principal en apel de sentence renduë par le Vibailly de St-Marcellin, pareillement Intimé à l'apel interjetté par Lettres Royaux de la sentence du Juge de Peyrins du 13 septembre 1702. Et Défendeur en homologation d'apointement. — Contre — sieur Jean Espie, cy-devant Marchand de Romans, habitant à présent à Mours, mandement de Peyrins, Demandeur en Requête de Rabat, Apellant de ladite sentence du Vibailly de St-Marcellin, et par Lettres Royaux de celle dudit Juge de Peyrins, et demandeur en homologation dudit apointement.*

Petit in-fol. de 40 pp., s. l. n. d., signé : Piémont St-Disdier, Monsieur Morel d'Arcy, Rapporteur, Armand, Procureur.

(Communiqué le 28 mai 1704).

Espie, possesseur d'une action hypothécaire sur un fonds situé à Mours, quartier du Clapier, asservi à une rente de deux quarts de seigle au Chapitre de Saint-Barnard, en demande le délaissement à Bonaventure Artaud, qui le possédait précédemment. Par transaction du 24 avril 1676, il rembourse à celui-ci les arrérages de

la rente et les lods qu'il avait payés au s^r Allegret, fermier du Chapitre. Espie continue de payer lui-même audit fermier la rente due jusqu'en 1685 inclusivement, et à partir de là, il se refuse à tout paiement, prétendant que cette rente n'est pas due exclusivement par le fonds qu'il possède, mais aussi par trois autres voisins. Il réclame une descente de lieux. On lui montre, dans les archives, les titres qui établissent cette rente en une reconnaissance passée par Pierre Mietton en 1465.

Ce mémoire est une réponse à une requête remonstrative signifiée au Chapitre le 27 juillet 1702.

350. — *Avertissement pour sieur Jean Espie, cy-devant Marchand de la Ville de Romans, habitant à présent à Mours, Mandement de Peyrins, demandeur en Requête de Rabat, et au principal Appellant de sentence du Vibailly de St-Marcellin, et incidemment aussi Appellant par Lettres Royaux d'un chef de la sentence du Juge de Peyrins. — Contre — le sieur Syndic et Chanoines du Chapitre de l'Eglise de St-Bernard (sic) de Romans, Défendeur et Intimé aux qualités.*

Petit in-fol. de 22 pp., s. l. n. d., signé : Payn Perron-Monsieur d'Arcit, Rapporteur, Vulpian, Procureur.

(Date manuscrite : 16 juin 1704).

C'est une réponse au « très long Avertissement » qui précède. Espie prétend que « pour prévenir les esprits des juges, le syndic n'a raisonné en toutes les questions du procez que sur des faits supposez, contraires aux actes et à l'état de la contestation. »

(A continuer.)

CYPRIEN PERROSSIER.



L'INVASION DU DUC DE SAVOIE EN 1692



La Statistique de la Drôme (p. 153) avait affirmé, que lors de l'invasion du duc de Savoie en Dauphiné, les communes circonvoisines s'étaient levées en masse pour défendre leurs foyers. Jusqu'ici pourtant les archives communales n'avaient point confirmé le fait : or, celles de Châtillon nous fournissent un document certain sur ce point d'histoire. Le voici en entier :

« Hugues du Bœuf, escuyer, docteur ès drois, subdélégué de Mgr. l'Intendant,

« Sur ce qui nous a esté représenté qu'il est nécessaire de pourvoir à ce que trois cents paysans qui se sont armés pour la défense de leur pays et en garder les avenues ne fassent du désordre, faute de pouvoir subsister,

« Nous ordonnons aux châtelain et consuls de Châtillon de tenir la main à ce que les boulangers et autres habitans de leur lieu, au moment de la remission de la présente, cuisent journellement jusqu'à nouvel ordre pour 300 rations de pain tous les jours qu'ils donneront, pour la subsistance des paysans qui ont pris les armes pour la deffense de leur pays, en payant par lesdits paysans la livre de pain suivant qu'il c'est vendu audit Châtillon depuis trois semaines en sça, et à faute par lesdits châtelain et consuls de satisfaire à l'exécution de la présente, ils seront punis comme coupables du deperissement desdits hommes et oposés au bien du servisse et du publiq.

« Fait à Die, le 4 septembre 1692. »

« Signé : Du Bœuf, subdélégué. »

(Archives de Châtillon, série EE. 9).



Une Lettre d'Étudiant Dauphinois

AU XVI^e SIÈCLE

Parmi les éloquents défenseurs du tiers état dauphinois, lors du procès des tailles, Antoine Rambaud occupe, sans contredit, une place éminente ; toutefois, il ne s'agit ici que de son père, alors étudiant en droit à l'université d'Avignon. La date de sa lettre a été omise ; seuls le style et l'écriture accusent très certainement les premières années du xvi^e siècle. L'adresse porte : « A mon très honouré père, messire Blaise Rambaud, à Châtillon, » et la signature : Gaspard Rambaud. Si l'éloquence fait encore défaut à l'avocat futur, venu à Die, vers 1549, où il devint conseiller et consul de cette ville, de 1562 à 1567 (1), son épître offre des particularités assez curieuses pour être citées. Gaspard Rambaud, à son départ, avait reçu la somme de quatre écus, et différentes causes en eurent bientôt raison. Mais laissons-le s'expliquer lui-même :

« Mon très honouré et aymé père, à vous le s^u mhumblement que fère puy s me recommande, sans houblieratr sè s honourée mère et tous les aultres.

« Mon père, despuys que ne vous rescripvis moy a fallu payer une quoute (cote) tant pour les réparations de l'estude que pour supplir aux aultres affères comme sonner la clouche et accoultrer les bancz de l'estude qui tumbarent la année passée,

(1) *Dictionnaire biographique de la Drôme*, par M. BRUN-DURAND.

On a de Blaise des actes notariés de 1532 et 1538, que son fils Gaspar fit expédier en 1552 et 1558.

que pour les bedeaux de la Université, que aussi pour supplier aux gaiges dez aulcuns docteurs qui lisent, 23 solz, laquelle chouse moy a esté bien amère et desplaisante de fère, mais il ny peult havoïr aultre remède que de payer, vous asseurant que tous ceulx là qui ne vouldrent payer spontaneement sont estés (inquiétés) et tous les jours encoures les gaigent l'on tant de leurs accoultremants que en livres, et ce par le commendement de Mgr. le légat. Et pour ce me a il esté force de payer, laquelle chouse à moy a esté en grand doumage, quar vous asseure que havés (avais) deslibéré de moy accoultrer d'unes bonnes chausses et d'ung porpoint et de ungs souliers, dezquelz ay bien besoing mayntenant, quar suys tout deschaux et sans porpoint, aynsi que sçavés et veistes dernièrement quant je y fus. Et ces vint et troys solz anveques vint et cinq solz que despandis en venant en cinq jours que demeurasmes en chemyn et la grosse dépence que faysons en este ville, à cause que l'on ne laysse poynt entrer le pain en steville de nulle part, et les boulangiers, ce voyans, font aussi petit pain que de ceste année. Ce, anveques la crainte que je ay de havoïr faulte d'argent aivant que m'en envoyés, me gardera de m'acoultrer, de quoy suys bien esbey et marri, veu et sceu et aperceu que suys tout dessiré et deschaux, et aynsi, comme sçavés, ne n'ay guères argent et pouvés estimer la reste que peux havoïr dez quatre escus que appourtis, premièrement havoïr compté lesdictz vint et cinq sols et lesdicts vint et troys sols. et aussi la despense d'ung moys tant pour le longis que l'aultre despence. »

L'étudiant invite son père à venir avant la Pentecôte ou bien à lui envoyer de l'argent, parce que plus tard il sera de retour au pays avec ses livres, qu'un cheval ou mulet loué à 5 sols par jour emportera. Il termine sa lettre par la citation latine d'un passage du droit, relative aux débiteurs en retard et aux créanciers dans la gêne. Ce prix de 5 sols comparé aux prix actuels donne une idée de la valeur du sol à cette époque (1).

(Aux archives de la Drôme, série E, familles, supplément).

(1) Un cheval loué 5 sols coûterait aujourd'hui 2, 3, 4 ou 5 francs par jour ; le sol d'alors vaudrait donc 40, 60, 80 centimes et 1 franc, et l'écu de 60 sols, 24, 36, 48 et 60 francs.

BIBLIOGRAPHIES

Les Sœurs aveugles. Psychologie de la femme aveugle. La communauté des Sœurs aveugles de Saint-Paul, par Maurice de la SIZERANNE. — Paris, Lecoivre, 1901, in-12 de VII-431 p.

Le nom de la Sizeranne appartient à l'histoire du Dauphiné ; celui qui a écrit ce beau livre appartient à l'histoire de la charité à l'égard des aveugles. Aveugle lui-même, il a voué généreusement sa vie à ceux qui sont frappés de cécité. Ce nouveau volume nous fait connaître notre éminent compatriote, non seulement comme un brillant écrivain, mais comme un psychologue bien spécial, puisqu'il s'y occupe de la psychologie de la femme aveugle.

Il décrit les impressions qu'elle éprouve au contact des personnes et des choses ; il examine quel peut être son rôle au foyer, son utilité, son activité, ses qualités affectives, en un mot qu'elle est, matériellement et moralement, sa part de vie dans la vie ? Et il a cité le plus possible des aveugles elles-mêmes, afin qu'on pût juger de la sincérité des impressions dont parle l'auteur. Il a puisé aussi dans des écrivains qui ont traduit des impressions purement auditives ou tactiles, afin de montrer que le « contact des aveugles avec la nature » n'est pas chimérique, puisque les impressions qu'il leur attribue, tel écrivain les a éprouvées, exprimées et a été lui-même compris et apprécié. Ces emprunts de M. de la Sizeranne sont de jolies pages qu'il encadre harmonieusement. Aussi lit-on son livre avec infiniment d'agrément.

La seconde partie de l'ouvrage est consacrées aux sœurs aveugles dites de Saint-Paul, qui toutes ne sont pas aveugles, mais toutes s'occupent des aveugles. Elle a pour objet : l'origine, le but, l'organisation, l'action charitable, l'avenir de la congrégation, son recrutement, ses ateliers d'imprimerie en relief, etc.

La nature bien particulière d'un sujet peu connu, le charme littéraire du livre intéresseront sûrement les amateurs de psychologie et les amis des œuvres de charitable assistance.

LOUIS ROBERT.

L'ambassade du comte de Castellane à Constantinople, 1741-1747, par M. François Rousseau, Paris, 1901, in-8°.

Intéressante pour tous ceux qui tiennent à être renseignés sur le rôle de notre diplomatie en Orient, au XVIII^e siècle, l'étude que M. Rousseau vient de publier est doublement intéressante pour nous, attendu que le diplomate de qui il y est question naquit à Venterol (Drôme), le 2 octobre 1703, et compte, par suite, parmi les notabilités de notre département. Fils puîné du seigneur de Noveysan, ce diplomate qui s'appelait Michel-Ange de Castellane et fut le bisayeul du maréchal de France de ce nom, étant entré tout d'abord dans la carrière des armes, était cornette de la première compagnie des mousquetaires avec le grade de brigadier des armées du roi, lorsqu'il débuta dans la diplomatie en qualité d'ambassadeur à Constantinople, grâce à la parenté de sa femme, qui était une La Treille-Sorbs, avec le cardinal de Fleury. C'était un magnifique début, trop magnifique même, car succédant au marquis de Villeneuve, qui s'était fait une situation privilégiée à la cour du Grand Turc, en dictant,

pour ainsi dire, la paix de Belgrade (18 septembre 1739), qui sauva l'empire ottoman, Castellane compromit plus qu'il ne consolida cette situation, pendant les sept ans qu'il représenta le roi de France auprès de la Porte.

Esprit pointilleux, trop préoccupé de questions d'étiquette et de la défense de ses prérogatives, pour ne pas perdre quelquefois de vue les grands intérêts dont il avait charge, manquant d'ailleurs de préparation, et, qui plus est, trop souvent abandonné à lui-même par la négligence, l'incertitude ou le mauvais vouloir du cabinet de Versailles, Michel-Ange de Castellane fut, en effet, plus d'une fois au-dessous de sa tâche, et son ambassade se termina, en somme, par un échec retentissant : J'entends qu'ayant pour principale mission de maintenir le Sultan dans une alliance voisine de la sujétion avec la France, et, de s'opposer pour cela, de toutes ses forces, à la reconnaissance du mari de l'impératrice Marie-Thérèse, comme empereur d'Autriche, par la Porte, il ne put ou ne sut pas empêcher la conclusion d'un traité *perpétuel* de cette dernière avec l'Autriche et la Toscane.

Partant, l'étude de M. Rousseau n'est donc pas une brillante page de notre histoire, mais ce n'en est pas moins une curieuse page, pleine de renseignements aussi intéressants qu'instructifs sur les mœurs orientales à cette époque, et sur les négociations et les intrigues qui se nouèrent et se dénouèrent en Orient, pendant la guerre de la succession d'Autriche. Je dirai plus, M. Rousseau a tiré un tel parti de la correspondance du comte de Castellane, faisant partie des archives des affaires étrangères, et d'autres papiers de ce diplomate, qu'on ne peut lire son excellente étude, sans désirer vivement qu'il en entreprenne maintenant une de tout à fait plus large envergure, parce qu'on sait d'avance que le sujet sera magistralement traité par lui.

B.-D.

L'enseignement secondaire à Grenoble avant la création du collège des Dominicains (1340-1606), par A. Prudhomme, archiviste de l'Isère. (Broch. in-8° de 48 p. Grenoble, Allier, frères.)

Il est intéressant de suivre pas à pas l'histoire de l'enseignement secondaire en France, et notre érudit confrère vient de nous la présenter complète pour la ville de Grenoble. Tout d'abord existe, en exécution des canons et des conciles, une école pour les jeunes clercs et quelques écoliers laïques, où les éléments de la grammaire, de la rhétorique et de la dialectique sont enseignés ; mais on manque de renseignements sur son organisation. Vient ensuite la grande école communale, du ^{xiv}^e au ^{xvii}^e siècle, que M. Prudhomme fait revivre avec tous les détails nécessaires. Les maîtres Hubert Sussanneau, ami de Rabelais et d'Etienne Dolet, et, après lui, Pontius donnent de tels exemples d'une vie désordonnée que les consuls se préoccupent du choix de régents irréprochables. Le traitement, les séances littéraires, les récréations, les punitions, les ressources, rien n'échappe aux recherches consciencieuses de l'auteur.

Comme, vers 1600, la grande école avait perdu en partie son renom et que les familles envoyaient leurs enfants à Tournon et à Vienne, les consuls de Grenoble appelèrent d'abord les Dominicains et, de 1651 à 1763, les Jésuites dans leur ville. L'expulsion de ces derniers religieux et leur remplacement par les Joséphistes amenèrent la chute de ce collège.

L'ouvrage de M. Prudhomme comble donc une lacune de notre histoire locale, et nul autre que l'auteur était mieux placé pour traiter ce sujet intéressant avec toute la compétence et l'impartialité nécessaires. Il l'a fait de main de maître.

A. LACROIX.

NÉCROLOGIE

M. MESSIÉ (ALFRED).

Dans les derniers jours d'octobre 1901, la Société d'Archéologie perdait encore un de ses membres les plus distingués. Fils d'un avoué auprès du Tribunal de Montélimar, notre cher confrère se fortifia de bonne heure dans l'étude du droit et joignit à cette science, la probité, l'honneur, la délicatesse et le dévouement qui rendent un avocat si puissant pour la défense des faibles et le triomphe de la justice.

Pendant plus de cinquante ans, il mérita l'estime de tous ses concitoyens ; aussi avait-il acquis une grande et légitime renommée dans les barreaux et les tribunaux du voisinage. Il ne quitta pas cependant sa ville natale et y donna toujours l'exemple de toutes les vertus dans la vie publique et dans la vie privée.

Une grande manifestation de sympathie l'a accompagné à l'église et au cimetière, et si, pour respecter sa volonté, aucun discours n'a été prononcé sur sa tombe, la voix publique lui a décerné sans hésitation le titre glorieux d'homme de bien et de chrétien sincère, universellement regretté.

N'est-ce pas là un éloquent éloge du regretté défunt.

A. LACROIX.



SÉANCE DU 4 NOVEMBRE 1901

PRÉSIDENCE DE M. NUGUES

A cause d'un deuil de famille, M. Vallentin avait prié M. Nugues de le remplacer. Lecture est donnée de sa lettre et de la réponse obligeante obtenue.

Sur la présentation de M. le Président et de M. le chanoine Perrossier, M. MONIER, curé de Châtuzange et chanoine honoraire, est proclamé *membre titulaire*.

Après l'énumération des antiquités romaines trouvées dans cette paroisse, M. Nugues rappelle la description qu'il a donnée d'un trésor, mis au jour en 1888, (t. XXII du Bulletin, p. 340 et suiv.) par M. Chabert, et il exprime le vœu que notre nouveau confrère fasse connaître en détail toutes les antiquités recueillies ou étudiées par lui.

Les membres présents s'associent à cette proposition.

M. Nugues donne encore des détails sur la découverte de fossiles dans la vallée de la Veaune près de Curson, vers 1882, acquis par le musée de Lyon.

Une lettre de M. Bernard, notaire de la même ville, invite la Société à acquitter les droits de succession pour le legs Pallias et M. le Président écrit pour en connaître le montant (1).

M. le curé de Châteaudouble ayant communiqué un inventaire ancien des archives de Chabeuil, M. le Secrétaire en présente le résumé qui sera donné dans la prochaine livraison du Bulletin.

(1) Ces droits ont été payés depuis, au commencement de décembre 1901.



CHRONIQUE

Avec cette livraison commence la 36^e année d'existence de notre Société ; nous faisons des vœux pour qu'elle lui soit moins funeste que l'année 1901 et, pour que la santé et le bonheur permettent à tous nos confrères de soutenir l'œuvre commune, par leurs travaux et leurs sympathies. Malgré les études déjà publiées sur le département, il reste encore bien des points à élucider et une ample moisson à recueillir.

Ajoutons que les quelques livraisons du *Bulletin* envoyées à l'Exposition universelle de 1900, lui ont valu une médaille de bronze et un diplôme gravé par M. Didier, notre habile compatriote.

OUVRAGES REÇUS DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Le *Bulletin du comité des travaux historiques et scientifiques. Section des sciences économiques et sociales*. Congrès des sociétés savantes de 1901, tenu à Nancy. — Paris, Imprimerie Nationale, 1901, 1 vol. in-8°, 247 p.

DONS DES AUTEURS.

— *Les possédées de Loudun et Urbain Grandier. Etude historique* par J. Bertrand. Paris, Bloud, 1902, in-8° de 62 pages. L'auteur a su rajeunir ce sujet déjà ancien par un exposé clair et littéraire.

— *Fêtes d'inauguration du monument élevé à la mémoire de Louis Gallet, à Valence, le 29 septembre 1901*. Discours de M. Maurice Faure, vice-président de la chambre des députés. Paris, L. Duc. Broch. in-16, 10 pages.

C'est un éloge très littéraire du Midi, de Valence et de l'écrivain de talent, poète, librettiste, prosateur, philanthrope et homme de cœur, enfant de notre ville.

— *Le Sceau matrice du comte d'Anjou Foulques-le-Jeune* (1109-1144), par Georges de Manteyer. Extrait des *Mémoires de la Société nationale des antiquaires de France*, Paris, 1901, broch. in-8°, 32 pages. Œuvre remarquable de critique historique et de science paléographique.

— *Notice sur Boffres*, par le docteur Francus (M. A. Mazon). Privas, Imprimerie Centrale de l'Ardèche, 1901, broch. in-8, 37 pages. Résumé des faits historiques concernant cette localité et notes sur ses illustrations, où l'auteur, comme toujours, fait preuve de connaissances profondes sur la région.

— *Comment je suis arrivé à croire. Confession d'un incroyant*, par le docteur Francus. Paris, Bloud, 1901, broch. in-16, 60 pages. Il y a là un exposé clair et sensé du chemin parcouru, où sans recourir aux arguments de la polémique se trouvent de sérieuses raisons de ses croyances. C'est un opuscule à lire et à méditer.

— *Statistique biographique de la Drôme*, d'après le *Dictionnaire biographique de ce département*, par M. J. Brun-Durand, membre non résidant du Comité des travaux historiques, *mis en regard de la Biographie du Dauphiné* de M. Rochas, par le chanoine Cyprien Perrossier, archiviste diocésain de Valence. Grenoble, 1901, Ed. Vallier et C^e, broch. petit in-4° de 30 pages. formant un complément très utile au Dictionnaire, où se révèle la grande science de l'auteur.

— *Almanach du Garde-champêtre et du Garde particulier pour 1902*, par Mélarès et C^e à St-Vallier (Drôme). Arrivée à sa 111^e année d'existence, cette publication populaire contient de nombreux portraits, des récits, des recettes agricoles et médicales fort utiles, et remplacera avantageusement au foyer domestique bien d'autres écrits similaires.

A. LACROIX.

NOUVELLE ÉTUDE CRITIQUE

SUR

CHAMPIONNET

(SUITE. — Voir la 140^e livraison).

LES COLLION

Au commencement du XVIII^e siècle, les COLLION (dont le nom est écrit parfois : *Colion*, *Colléon*, *Coléon*, etc.) étaient représentés à Alixan par *Joachim* et *Pierre*, frères, d'où sont sorties les différentes familles des Collion d'Alixan, Charpey, Romans, St-Marcel, Valence, etc.

L'aîné, *Joachim*, se maria à Alixan, le 3 janvier 1724, à Françoise Châtelan ou Châtelain, dont il eut huit enfants : de cette branche de la famille, nous n'avons pas à nous occuper ici.

Pierre, son frère, se maria également à Alixan, le 8 janvier 1724, à Marie Vachier.

Pierre Collion était fermier du domaine de Barlatier, sur Alixan, lorsque, le 24 mars 1748, Jean Paccary, « bourgeois de Valence », acheta ce domaine à Joseph de Chalvet, « conseiller « du Roy, maître ordinaire de la Chambre des Comptes de « cette province, » pour le prix de 24,000 livres, dont 12,000 payées comptant. Marcellin Bérenger, « procureur aux Cours « de Valence, y habitant, » fut l'un des témoins de cet acte, passé par M^e Seyvon, notaire à Romans. (Papiers d'Etienne Grand, communiqués par M. l'abbé Mazet).

Par le contrat de mariage du 17 août 1748, Jean Paccary, dit

alors : « de la Menorye », fit don de ce domaine à Françoise de Richaud, veuve Grand, sa femme, « pour le cas qu'elle lui « survive. »

C'est probablement à la suite de cela et en raison des bons services de Pierre Collion, que plusieurs de ses enfants vinrent se fixer à Valence, où ils occupèrent dans la maison Grand-Paccary-Richaud, des emplois, soit comme postillons de la Poste aux Chevaux, soit comme domestiques, etc.

Le 13 avril 1761, Pierre Collion vend à Etienne Grand le domaine des Marlhes sur Alixan.

Enfin, ledit Pierre meurt à Alixan le 11 septembre 1769.

— Du mariage de Pierre Collion et de Marie Vachier, sont issus :

- A. — Jacques ;
- B. — Pierre ;
- C. — Françoise ;
- D. — Marie-Magdeleine (appelée plus communément Marie) ;
- E. — Magdeleine.

A. — JACQUES COLLION

Postillon de la Poste aux Chevaux de Valence, se maria avec Laurence Reynaud.

Le 1^{er} juillet 1775, Etienne Grand vendit à Laurence Reynaud, alors veuve, un emplacement à bâtir au faubourg Saunière.

Jacques laissa :

I. — *Marie*, née à Valence en 1760 ; mariée à Valence, le 17 février 1778, à Joseph Françon, postillon de la Poste aux Chevaux, né à Valence le 24 mars 1758, et fils lui-même de Jean-Pierre Françon, aussi postillon, et de Françoise Pallier.

Marie Collion mourut à Valence, le 13 octobre 1809.

De ce mariage :

1^o *Pierre-Joseph Françon*, né à Valence le 6 janvier 1779, qui devint capitaine de cavalerie ;

2^o *Claude-Joseph*, né à Valence le 24 septembre 1780, qui se fit négociant ;

3^o *Marie-Anne*, née à Valence le 21 mars 1782 ; mariée le 3 décembre 1801 à Antoine-Augustin Perrin, baigneur, né à Valence le 23 février 1771, et fils lui-même de Gabriel Perrin et de Marie Albert.

Ils eurent pour enfants : Antoine-Joseph Perrin, né à Valence le 7 août 1813 ; il se maria à Marie-Catherine Buisson, et était, comme nous l'avons déjà dit, ancien chef de comptabilité à la Direction des Domaines à Valence, lors de son décès arrivé le 11 août 1878.

Les registres de correspondance et les mémoires de Championnet, nous montrent un *Perrin* qui était son aide-de-camp, et qu'il chargea, le 3 octobre 1794, de sommer la place de Julliers de se rendre ; le 12 avril suivant, Championnet demandait son avancement, et nous le retrouvons capitaine de grenadiers de la 92^{ème} demi-brigade, le 30 mai 1796 ; enfin, à la date du 26 juin 1798, il était officier du Génie, en résidence à Valence. — N'ayant trouvé nulle part les prénoms de ce Perrin, nous ne savons s'il doit être identifié à Antoine-Augustin, le mari de Marie-Anne Françon. Championnet aurait pu, très vraisemblablement, par sa situation et ses liens de parenté avec les Françon, favoriser un pareil mariage.

Quoi qu'il en soit, il est certain que, après la mort de Championnet, ou au moins après celle de Magdeleine Collion, sa mère, les Françon se sont trouvés détenteurs d'une partie des objets et des papiers ayant appartenus à Championnet, objets et papiers qu'ils ont transmis par héritage aux Perrin. C'est ainsi qu'Antoine-Joseph Perrin a fait don, à la Ville, des armes de Championnet. Nous connaissons en outre : 1^o Une bonbonnière en ivoire, dont le couvercle est orné d'une miniature peinte, très artistique, qui est le portrait de Championnet, général en chef de l'armée de Naples, très certainement l'œuvre du peintre Point, qui l'a gravée ensuite, et que les contemporains s'accordaient pour déclarer que c'était le meilleur des portraits de Championnet ; cette bonbonnière, de 0^m, 070 millimètres de diamètre, fut donné par Perrin à M. Louis Roux, des Balives,

décédé récemment, qui avait bien voulu nous la confier, en 1886, pour reproduire ce beau portrait qui fait partie des collections Villard. — 2° L'habit de général de Championnet, qui, hélas ! a été détruit pour en extraire les broderies d'or, qui ont été vendues il y a quelques années, nous ne savons à qui, ni pour quel prix !... — Enfin, 3° les papiers qui, communiqués à l'un de nous (M. Tavenas), ont provoqué la rédaction de la présente notice, et qui sont tout ce qui reste d'un lot considérable et précieux, à jamais perdu !...

Plus loin, nous reviendrons sur cette question des papiers et objets ayant appartenus à Championnet, et nous tâcherons d'en reconstituer l'histoire, malheureusement peu édifiante, et peu encourageante pour tous ceux qui s'intéressent aux choses du passé.

Nous devons enfin dire ici qu'une tradition constante établie à Valence, assure que la *souche* puissante, ou plant de vigne, d'une grosseur extraordinaire et peu commune dans notre pays, qui se trouve dans le jardin des « bains Perrin » situés rue des Repenties, et dont les beaux et forts rameaux couvrent toutes les tonnelles qui encadrent ce jardin, provient de Naples même, d'où Championnet l'aurait fait envoyer à ses parents à Valence.

II. — *Louise-Luce Collion*, née à Valence le 14 décembre 1761 ; y décédée le 20 du même mois. (Reg. G. G. 54, paroisse St-Apollinaire).

III. — Enfin, *Magdeleine*, née à Valence le 11 juillet 1767, mariée à Joseph Drevet, de qui elle n'eut pas d'enfants ; et décédée à Valence le 25 décembre 1819.

B. — PIERRE COLLION.

Se maria avec Marie Nouvelle, de qui il eut : *Jean-Pierre*, qui nous est connu par l'acte suivant, que nous reproduisons à titre de curiosité :

« Je, soussigné, Jean-Louis Charbonnel, maître-cordonnier
« à Alixan, déclare avoir reçu de M. Grand, avocat en la Cour,

« la somme de quarante-huit livres pour l'apprentissage de
 « cordonnier de Pierre Collion, fils à Marie Nouvelle, veuve
 « Collion, ma femme, ainsi amiablement convenu, réglé et
 « modéré avec led. Pierre Collion, qui a promis rester et
 « travailler de son mieux dans ma boutique, en qualité de
 « cordonnier, pendant le temps et l'espace de quinze mois,
 « à compter de ce jour, et auquel je m'oblige et me sou mets de
 « luy apprendre de mon mieux mon dit métier, et de l'occuper
 « pendant tout ce temps-là à travailler continuellement et sans
 « interruption, tant pour femme que pour homme, et d'avoir
 « pour lui tous les égards, ménagements, et toute la douceur
 « non-seulement d'un bon maître, mais d'un beau-père qui lui
 « est tendrement attaché, et ce pendant le susdit apprentissage,
 « pour lequel M. Grand m'a compté à la prière dudit Collion,
 « la somme de 48 livres, promettant à M. Grand de l'en faire
 « valablement décharger à la majorité dud. Pierre Collion, sur
 « la légitime dudit qui se trouve entre les mains de M. Grand,
 « le garantissant aussi de la susd. somme en la meilleure
 « forme, pour laquelle en tant que de besoin j'en fais obligation
 « envers M. Grand, à la forme du droit, et promets de tenir
 « quitte ledit Pierre Collion de toute plus-value d'apprentissage,
 « le tout à peine de tous dépens, dommages et intérêts. —
 « *A Valence ce 25 juin 1776.* — CHARBONNEL. »

Cette rédaction révèle le soin méticuleux qu'Etienne Grand apportait dans toutes ses affaires, et démontre qu'il étendait sa sollicitude sur tous les membres de la famille Collion.

C. — FRANÇOISE COLLION

Baptisée à Alixan le 9 octobre 1731 ; elle se maria avec Mouton Jean. Ils eurent pour enfant : *Marie*, dont le contrat de mariage avec Pierre Tortel est du 31 octobre 1778.

D. — MARIE-MAGDELEINE COLLION

Appelée plus communément MARIE. Née à Alixan, le 7 nov. 1737, fut mise en service de bonne heure, auprès de Françoise

de Richaud, veuve de Grand et de Paccary, où elle devint cuisinière ; mais, ayant eu le malheur de s'estropier, elle appela auprès d'elle, en 1756, une de ses sœurs, *Magdelaine*... etc. (A. de B , *loc. cit.* p. 312).

Le registre GG. 25, des archives de Valence, paroisse de St-Jean, porte textuellement : « Le 21 décembre 1757 a été « enseveli un enfant, qui avait été ondoyé à la maison, et dont « la mère s'appelle *Marie Collion*, laquelle a déclaré que « M^e *Etienne Grand* en étoit le père. — Présents : M. Marcial « Magne, prêtre, et Etienne Morin, signés avec moi. — « Cassanal, prêtre. »

On le voit, cet acte ne comporte aucune dissimulation de paternité, mais nous y relevons cette singularité : c'est que, quoique l'habitation d'Etienne Grand fût au faubourg Saunière, l'inhumation se fit à la paroisse St-Jean. Nous retrouverons la même singularité dans un autre acte de même nature.

— A partir de ce moment, Etienne Grand, dans divers actes de libéralité ou dans ses testaments, ne sépare pas Marie Collion de sa sœur Magdeleine ; aussi, pour ne pas allonger inutilement cette notice, renvoyons-nous l'analyse de ces actes aux articles suivants. Disons seulement que, dans son testament du 16 juillet 1788, Jean-André Colombier, exécuteur testamentaire d'Etienne Grand, légua une pension viagère de 600 livres à Marie Collion. Il n'est plus ensuite question d'elle jusqu'à son décès, arrivé à Valence le 19 mars 1823 : elle s'éteignit à l'âge de 86 ans, seize jours seulement après sa sœur Magdeleine qui suit !...

E. — MAGDELEINE COLLION

Elle fut la mère de Championnet, et, à ce titre, c'est l'un des personnages principaux que nous avons à identifier dans cette étude.

M. Bellon, membre de notre Société d'Archéologie a, en 1883, relevé son acte de baptême sur les registres d'Alixan :

« Le quinzième septembre 1740, j'ai baptisé Magdelaine

« Collion, fille légitime de Pierre et de Marie Vachier, mariés,
« née le jour d'hier. Le parrain a été Jean Vacher, et la
« marraine Françoise Combet. Le père ici pñt illetere selon
« sa decloñ. MALET, *vicaire*. »

Nous avons vu plus haut que Magdeleine Collion vint à Valence en 1756, pour suppléer sa sœur Marie, dans la maison de Françoise de Richaud, mère d'Etienne Grand. M. A. de B... a suffisamment établi ce point, pour que nous n'ayons pas à y revenir ici.

L'un de nous (M. Villard) a trouvé, en poursuivant ses recherches dans les archives de Valence, l'acte suivant, que nous croyons devoir transcrire textuellement :

Paroisse St-Apollinaire. Registre GG. 54 ;

« *Celion*, naturelle. — L'an 1760 et le cinquième may, a été
« baptizée Marie-Blandine, fille naturelle de *Magdelaine Celion*,
« fille à *Pierre Celion*, habitant au mandement d'Alixan, et
« d'un père incognu, selon la déclaration qu'elle en a faite
« par devant M. Jean-François Bernon, juge royal et ducal de
« la ville de Romans, en date du 17 avril de la présente année.
« Le parrain... etc. — MOREL, *vicaire*. »

Intrigués par la teneur de cet acte, nous avons fait de minutieuses recherches aux archives de la Drôme, dans la série B, pour retrouver la déclaration de grossesse dont il était question ; mais ces recherches ont été vaines. Quoiqu'il en soit, qu'on veuille bien considérer :

- Que *Celion* est l'altération à peine déguisée de Colion ;
- Que *Magdelaine* est bien le prénom de Magdeleine Collion ;
- Que *Pierre* est bien le prénom de son père :
- Qu'il habitait, en effet, à Alixan :
- Que la déclaration de grossesse a été faite devant le Juge de Romans, comme cela se produira lors d'une grossesse postérieure ;
- Que le baptême a eu lieu à St-Apollinaire, paroisse dont dépendait le faubourg Saunière ;
- Que, pas plus cette fois que dans semblable fait postérieur du 14 avril 1762, la mère n'a voulu nommer le père ;

— Qu'enfin le nom de *Celion* ne se retrouve nulle autre part dans les registres des archives de Valence ;

Et l'on conviendra avec nous, que tout ici indique une dissimulation, et qu'il n'y a pas invraisemblance à attribuer cette enfant à Magdeleine Collion et à Etienne Grand.

Ajoutons, pour en finir avec cet incident que, comme on l'a déjà vu et comme on le verra encore au cours de cette étude, la paternité de plusieurs enfants a été attribuée à Etienne Grand, et nous ne croyons pas irrespectueux pour sa mémoire de lui attribuer également celui qui fait l'objet de l'acte en discussion.

— Vingt mois environ après cet acte, intervient le suivant :

« du jeudi, 20 janvier 1762, devant nous, Jean-François Bernon, conseiller du Roi, juge royal-ducal et lieutenant-général de police de la ville de Romans, dans notre hôtel, écrivant le substitut de notre greffier,

« Est comparue Madeleine Vachier, fille à Pierre, travailleur de terre, habitant dans la commune de Charpey, ladite Madeleine âgée d'environ 23 ans, laquelle au moyen de son serment prêté à la main levée, à la manière accoutumée, nous a déclaré être enceinte d'environ sept mois, d'un garçon qu'elle n'a voulu nommer, et à laquelle ladite Vachier, après lui avoir donné à entendre les déclarations du Roi, nous lui avons enjoint et ordonné de veiller à la conservation de son fruit, ce qu'elle a promis et juré au moyen de son serment réitéré. — BERNON. » (Archives de la Drôme ; B. 1847).

— Puis nous lisons dans le registre de catholicité de la paroisse St-Jean (archives de Valence) :

« L'an 1762 et le 14^e avril, a été baptisé un garçon, né le même jour, à qui on a donné le nom de *Jean-Etienne*, fils naturel non légitimé de *Madelaine Vachier*, fille à *Pierre*, travailleur de terre, habitant dans la communauté de Charpey, laquelle a déclaré à M^{re} Jean-François Bernon, juge royal de Romans, le 20 du mois de janvier 1762, ne vouloir nommer le père. Le parrain a été Jean Faure, et la marraine, Marie-Anne Chaumat. FAURE. SYLVE, curé. »

C'est là l'acte de naissance et de baptême de Championnet, qui avait échappé à toutes les recherches jusqu'au moment où, nanti de papiers authentiques, donnant des indications précises, M. A. de B., put, en 1883, le découvrir.

L'attribution de cet acte à Championnet ne fait pas doute, après les éclaircissements donnés par M. A. de B., (*loc. cit.* pp. 316 et suiv.) ; mais, les documents que l'un de nous (M. Villard) a patiemment recueillis depuis, ainsi que les papiers récemment confiés à M. Tavenas, apporteront un nouveau contingent de preuves, et mettront dorénavant le fait à l'abri de toute discussion.

On remarquera que le baptême de l'enfant *Jean-Etienne* eut lieu à la paroisse St-Jean, et non à la paroisse St-Apollinaire dont faisait partie le faubourg Saunière : c'est là, en effet, une *singularité* que nous avons déjà signalée ailleurs, et qu'il faut attribuer au désir de dérouter toute espèce de curiosité indiscrète.

Dourille, dans son *Histoire de Championnet*, affirme qu'il reçut le jour dans une maison de campagne appartenant à Etienne Grand, et située au clos Martin, derrière la Poste aux Chevaux (Hôtel du Louvre et de la Poste actuel) ; d'autres le font naître au domaine de la « Maison Blanche », sur Alixan, ce qui est faux, puisqu'Etienne Grand n'acheta ce domaine qu'en 1787 ; d'autres encore penchent pour le domaine « du Prieuré », sur Alixan, ce qui est non moins faux, puisque c'est Championnet lui-même qui fit l'acquisition des domaines du Prieuré et de Laye, vendus comme biens nationaux en 1791.

Quant à nous, nous appuyant sur les dires que nous avons entendus dans notre enfance, nous persistons à croire que Championnet est né au faubourg Saunière, dans la maison formant aujourd'hui les numéros 18-20 de l'Avenue Victor-Hugo, maison qu'habitait Etienne Grand, et qui n'était qu'une faible partie de sa propriété qui comprenait alors presque tout l'ilot. Nous avons compulsé pour cela tous les cadastres et plans anciens, ainsi que tous les actes émanés d'Etienne Grand, et

nous avons déterminé, parcelle par parcelle, les origines et mutations des différentes portions de la propriété, et notamment ce qui constituait les habitations d'Etienne Grand, ou de sa mère Françoise de Richaud ; et nous avons reconnu que c'était précisément cet immeuble des numéros 18-20 actuels que, par une délicate attention, et comme souvenir précieux, Etienne Grand avait légué, dans ses premiers testaments, à Magdeleine Collion, la mère de l'enfant qu'il chérissait ; et c'est le résultat de ce travail que nous avons soumis aux délégués des Félibres et Cigaliers, lorsque, sur l'initiative de M. Maurice Faure, ils ont voulu honorer la mémoire de Championnet en plaçant la plaque commémorative en marbre, qui a été inaugurée avec solennité, le 10 août 1894.

A partir de ce moment, les divers faits de la vie de *Magdeleine Collion* sont intimement liés, d'abord à ceux d'*Etienne Grand*, jusqu'à la mort de ce dernier ; puis ensuite à ceux de *Championnet*, leur fils ; aussi, pour éviter des redites et mieux condenser les faits, en les rendant plus compréhensibles, passons-nous de suite à l'exposé particulier de la vie d'Etienne Grand.

ETIENNE GRAND

Etienne Grand naquit à Valence, le 2 janvier 1739, ainsi que le constate l'acte ci-dessous (arch. de Valence. — Reg. de St-Appollinaire, GG, 51) :

« L'an que dessus (1739) et le 4^e janvier a été baptisé *Etienne*,
 « né le 2 du même mois, fils légitime de sieur Claude Grand,
 « et de M^{lle} Françoise de Richaud. — Le parrain a été sieur
 « Louis Desmaret, marchand, la marraine D^{lle} Marianne
 « Bret-Laurens, qui ont signé avec moi.

« GRAND. — DESMARAI. — MARIANNE BRET-LAURANS.

« AYMAR, *vicaire*. »

Dans l'acte de mariage de sa sœur Marianne, avec Brohard, le 2 juin 1753, il est ainsi dénommé : « Grand Etienne, étudiant
 « au collège de Valence » ; et à propos de Brohard, nous avons

signalé que ce dernier prétendait « avoir présidé à l'éducation « de Grand... etc. » ; nous n'y reviendrons pas.

Dans le testament de Françoise de Richaud, sa mère, du 20 juin 1753, il est qualifié : « sieur Etienne Grand, étu-
« diant ès-droit en l'Université de cette ville » ; et dans un
contrat d'achat de propriétés, passé par M^e Morier, notaire,
le 21 juillet 1760, il l'est de : « Maître de la Poste aux Chevaux »,
ce qui prouve qu'à cette époque il avait déjà pu obtenir la
survivance de ce privilège, qui avait été primitivement concédé
à son père, Claude Grand, puis à son beau-père Paccary de la
Menorye, et que sa mère Françoise de Richaud avait conservé
quoique veuve une seconde fois. Nous n'avons pas pu retrouver
la date du « brevet de Maître de Poste » qui fut délivré à
Etienne Grand, ni à quelles conditions pécuniaires il l'obtint,
si ce fut par simple substitution, etc. : mais cela importe peu à
notre histoire. — Il nous suffit de rappeler une fois pour toutes,
qu'Etienne Grand ne fut ni « palefrenier », ni « postillon »,
comme certains l'ont écrit dédaigneusement, ou pour servir
leur thèse, croyant ainsi glorifier d'autant plus Championnet
qu'il aurait été de plus basse extraction !... Etienne Grand
était « Maître de Poste », comme d'autres, et non des moindres,
étaient « Fermiers du Sel » ; il exploitait l'un des mille privi-
lèges que l'Etat concédait moyennant finances, et voilà tout !

Par acte passé devant M^e Valdemer, notaire à Valence,
le 13 avril 1761, *Pierre Collion*, ménager au lieu d'Alixan,
vendit à sieur Etienne Grand, un petit domaine, situé au
mandement d'Alixan, « terroir de Mortdessé et les Marlies »,
d'environ 12 sétérées pour 1208 livres (papiers Tavenas et n^o 29
des affiches du Dauphiné, 1774).

Le 14 juillet 1761, Etienne Grand, « étudiant en droit »,
acquiert de Charles-Henry Roullié, mineur, héritier bénéficiaire
de M^e François-Henry Roullié, son père, procureur à Valence,
une terre labourable dépendant de ladite succession Roullié,
située au terroir de Valence, quartier de St-Victor, d'environ
13 sétérées, pour 2700 livres (n^o 36 des affiches du Dauphiné

de 1775). — Nous retenons ce nom de *Roullié* sur lequel nous aurons à revenir.

Un reçu du 25 septembre 1762, porte textuellement :

« Je, soussignée, déclare avoir reçu d'Etienne Grand, mon
« fils, la somme de 1500 livres pour 17 vieux chevaux de poste,
« 20 quintaux foin, 60 raz avoine, et quelques vieilles brides,
« selles, harnois, que je lui ai remis et laissé lors de son
« Brevet de Maître de Poste, » déclarant que le tout a été
« estimé à l'amiable à sa juste valeur, dont quitte, à Valence.
« De RICHAUD, veuve PACARY. »

(Papiers de Grand, communiqués par M. l'abbé Mazet).

Ce reçu constitue évidemment une pièce intéressée et destinée seulement à régulariser une situation, ou éviter des revendications ; mais enfin, tel qu'il est, il donne une idée de ce qui constituait alors le matériel d'exploitation de la Poste aux Chevaux.

Un autre reçu, trouvé dans les mêmes papiers, et délivré probablement pour les mêmes causes, porte : « Bon pour la
« somme de 4500 livres que je promets payer après ma
« mort (*sic*) avec intérêts à Etienne Grand, mon fils, valeur
« reçue en quittance de M. de Chalvet, qu'il a payée pour moi
« fin à ce jour. — Valence le 15 janvier 1765. — DE RICHAUD,
« veuve PACARY. » Il s'agit des intérêts payés à M. de Chalvet pour les sommes à lui restant dues sur le prix d'acquisition du domaine de Barlatier sur Alixan.

Le 23 janvier 1765, c'est-à-dire quelques jours avant sa mort, la « dame de Richaud », corroborant son testament du 20 juin 1758, faisait donation entre-vifs de tous ses biens, à Etienne Grand, son fils. « Maître de Poste ». — La procédure de cette donation, faite « en présence de Pierre Boveron, « juge-mage, écrivant François Mésangère, notaire roïal, « maison d'Etienne Grand, faubourg Saunière », fut très laborieuse, eu égard aux oppositions soulevées par Brohard, qui se voyait ainsi évincé de la succession de Françoise de Richaud. Néanmoins. et en raison de la persistance de la

donatrice, et de l'avis des témoins et alliés appelés, le juge passa outre aux oppositions de Brohard et homologua la donation.

Le 11 mai 1769, intervint un traité d'arrangement amiable entre Etienne Grand et Brohard, son beau-frère, aux termes duquel Brohard garda le domaine de Barlatier, et fut chargé de la dette de 12,000 livres restant dues à M. de Chalvet.

La brouille s'étant accentuée dans le ménage Brohard, au point de rendre impossible la vie commune, Marie-Anne Grand, quoique malade, quitte le domicile de son mari, et se rend chez son frère, Etienne Grand, le 21 septembre 1771, emportant avec elle ses hardes, ses bijoux, etc. Elle y meurt le 21 décembre suivant, et le 25 décembre Etienne Grand remet à son beau-frère Brohard, sur ses réclamations et contre reçu, les hardes et bijoux en question ! C'est du reste à la suite de ces événements que s'éleva le procès entre Grand et Brohard, procès dont nous avons déjà dit un mot et qui n'était pas terminé à la mort de Brohard, survenue à Aix-en-Provence, le 23 avril 1786.

A la date du 28 décembre 1771, il est accordé décharge du don gratuit à « Etienne Grand, gradué et Maître de Poste aux « Chevaux ».

Le 2 juillet 1772, Etienne Grand acquiert divers immeubles à Valence : une maison « rue de la Cayère », deux sétérées de terre à la Crozette, une sétérée à Vachette, une vigne « terroir « de la Maladerie », et enfin deux sétérées au « quartier appelé « les Pistoles » (n° 29 des affiches du Dauphiné de 1774).

Nouvel achat de propriétés par Etienne Grand, le 7 juillet 1774 : maison, jardin et cellier à la Basse-Ville, et vigne au quartier de Chambert, ayant appartenu à Jean Lombard, voiturier sur le Rhône, pour la somme de 120 livres (n° 11, *id.*).

Le 21 mai 1775, les experts rendent leur rapport sur le partage des biens entre Grand et Brohard : le domaine de Barlatier redevient la propriété d'Etienne Grand.

Etienne Grand voulant rendre productifs les emplacements

qu'il possédait au faubourg Saunière, en fait le lotissement et procède à plusieurs ventes, que nous allons analyser parce qu'elles intéressent la topographie du vieux Valence, dans un quartier qui s'est complètement transformé depuis un peu plus d'un siècle.

— « 7^e juin 1775. — *Benoît Blanc*, maître-maréchal, jouit,
« par acte reçu M^e Morier, notaire, ce jour, de 31 pieds de
« terre en façade sur la grande route du nord au midi, sur
« environ 12 toises et demie de profondeur, sur lesquels il a
« bâti deux maisons, boutiques éclairées au rez-de-chaussée
« sur ladite route par deux arcs, entre lesquels il y a deux
« portes d'entrées ; confrontant le tout, du levant ladite grande
« route, du couchant terre de la ville des hoirs du sieur
« Marchand (1), de bize maison, basse-cour et écurie du sieur
« Genin, du vent maison et jardin de Louis Bonnardel. Empla-
« cement dépendant des 14 pugnerées de terre des hoirs
« d'Antoine Chosy, au Pilon-Darmand, faux-bourg Saunière-
« lès-Valence. » Le prix de vente porté sur l'acte est de
300 livres ; mais une note manuscrite d'Etienne Grand nous
apprend que le prix réel était de 816 livres. (Papiers de Grand,
communiqués par M. l'abbé Mazet).

— « Par devant les conseillers du Roi, notaires royaux de la
« ville de Valence, soussignés, aujourd'hui, 1^{er} du mois de
« juillet 1775, a été présent M. Etienne Grand, avocat en la
« cour et Maître en la Poste aux Chevaux, lequel vend :

(1) La « Terre de la Ville » dont il est ici question, n'est autre que la *Promenade du Champ-de-Mars* actuelle. Par délibération du 13 avril 1773, les notables de la Ville décidèrent l'acquisition des propriétés Marchand, Vinay et Béranger, d'une contenance totale de 10 sétérées, « dans l'enceinte du petit tour de Beauregard », pour y faire, selon le désir de l'évêque, une promenade avec ombrage, et votèrent dans ce but un emprunt de 3,000 livres. Cette délibération fut homologuée par arrêt du Parlement du 6 mai suivant. L'acte d'acquisition de ces terrains est du 26 août 1773, reçu M^e Mésangère, notaire (*Annales Valentinoises*. — Marius VILLARD, pp. 130-131).

« 1° à *Louis Bonnardel*, un petit emplacement ayant de
« largeur en façade du nord au midi, 28 pieds ordinaires et sa
« profondeur sera de douze toises et demie Episcopales depuis
« le grand chemin dudit faubourg, jusqu'à la terre acquise
« depuis peu par la ville de Valence, du sieur Marchand.

« 2° à *Jean-Pierre Françon*, postillon de la Poste aux
« Chevaux, un emplacement de 20 pieds de façade du nord au
« midi, même profondeur, etc.

« 3° à *Laurence Reynaud*, veuve de Jacques Collion, à son
« décès aussi postillon, semblable longueur de 20 pieds et
« même profondeur, lequel confine, du levant la susdite grande
« route, du couchant la terre de la ville, du nord l'emplacement
« de terre ci-dessus vendu à Françon, et du vent terre restante
« aud. M. Grand, et ce pour et moyennant le prix et somme
« de cent soixante livres, qui demeure compensée avec sem-
« blable somme que M^e Grand s'est trouvé devoir aud. Jacques
« Collion pour sa portion légitimaire de feu Marie Vachier sa
« mère... etc. — Reçu Chorier, notaire. » (Papiers Tavenas).

— Du 21 janvier 1777, vente par Etienne Grand, à *Jean-
Pierre Lagneau*, fabricant de bas, d'un semblable emplacement
de 17 pieds de façade sur la grande route, et 12 toises et demie
de profondeur du levant au couchant, pour le prix de 300 livres.
— Acte Grézier, notaire. (*Idem*).

— Du 18 février 1777, vente par Etienne Grand, à *Claude
Genin*, d'un semblable emplacement de 31 pieds de façade sur
la grande route, et 12 toises et demie de profondeur du levant
au couchant, limitant, du levant la grande route, du couchant
la terre de la Ville, de bize maison, boutique et jardin de
M^e Grand, du vent maison et jardin de Benoît Blanc, maître-
maréchal ; « observant que ladite maison par réserve de
« M. Grand, ne pourra jamais être louée, ni habitée par aucuns
« charrons, chaudierniers, chaudronniers, maréchaux, ni par
« gens ayant enclumes et marteaux » ; pour le prix de 816 livres.
— Acte Morier, notaire. (*Idem*).

Une note manuscrite de M. Grand, dit qu'il s'est départi de

sa réserve des servitudes, moyennant 300 livres ; et que cette maison a été ensuite acquise par Riotord, suivant acte reçu M^{es} Mésangère et Bouvier, notaires, le 17 avril 1784.

— Du 21 avril 1779. Acte reçu Mésangère, notaire. Etienne Grand vend à la ville de Valence une parcelle de terrain pour agrandir le Champ-de-Mars et notamment pour lui donner un débouché, de 60 pieds de large, sur la grande route de Marseille. Grand mit pour condition à cette vente que, si la ville aliénait jamais une portion de la partie qui était derrière sa maison, il devrait avoir la préférence.

— Du 14 juin 1782. Acte Bouvier et Mésangère, notaires. —
 « Vente par Etienne Grand à *Marie et Madelaine Collion*,
 « sœurs, filles majeures, demeurant au faubourg Saunière,
 « d'un emplacement situé audit faubourg, dans lequel lesdites
 « sœurs se proposent de faire bâtir une maison à frais com-
 « muns, sur 60 pieds de profondeur du couchant au levant, à
 « mesurer de l'alignement formé par les angles des maisons à
 « Bresson, charron, et Beaumont, maréchal, et 45 pieds de face
 « sur la grande route... (suivent les conditions d'établissement
 « des murs mitoyens, etc.), moyennant le prix de 192 livres,
 « dont quittance... etc » (Archives de la Drôme. — Dossier
 famille Grand).

— Du 16 octobre 1782. Acte Mésangère, notaire. Vente par Etienne Grand à *Claude Premier*, marchand-fabricant de soieries, d'un emplacement au faubourg Saunière, au couchant de la grande route, et « vis-à-vis le nouveau cours ou promenade » ; savoir : 60 pieds de profondeur, et 19 pieds de façade sur la route, pour le prix de 360 livres. (Papiers de Grand, communiqués par M. l'abbé Mazet).

— Du 2 juin 1787. Acte Bontoux, notaire. Vente par Etienne Grand à *Laurent Giraudet*, fils, maître bourrelier, d'un emplacement au même lieu, ayant 26 pieds de façade sur la grande route, et 60 pieds de profondeur, pour le prix de 120 livres ; mais une note manuscrite de Grand, dit que le prix réellement payé a été de 624 livres. (*Idem*).

— Du 6 juin 1787, autre vente à *Ollier*, maître-maréchal : 17 pieds de façade sur 60 pieds de profondeur, pour le prix de 438 livres. (*Idem*).

Pour l'édification des maisons à élever sur ces divers emplacements, et sur le bord ouest de la grande route de Lyon en Provence, comme on l'appelait alors, Etienne Grand dut se pourvoir en autorisation auprès du « Bureau des Finances, « séant à Grenoble », lequel, après avis des Ingénieurs, lui délivra une ordonnance en date du 24 mai 1783, fixant l'alignement à suivre et autorisant les constructions projetées. (Papiers de Grand, communiqués par M. Mazet).

Par acte reçu M^e Grezier, notaire à Valence, le 9 février 1779, les Gerin père et fils, travailleurs de terre à Alixan, vendirent à « M^e Etienne Grand, avocat en la Cour, lieutenant en « l'élection de Valence », un fonds situé dans le terroir d'Alixan, quartier des Marlhies, pour 621 livres, outre la supportation d'une pension de 10 livres 4 sols en faveur du seigneur Evêque de Valence (n° 20 des Affiches du Dauphiné du 17 septembre 1779).

— En 1782, par acte du 13 septembre, reçu M^e Mésangère, notaire, « M. Etienne Grand, avocat en Parlement, conseiller « du Roy, lieutenant au bureau de, l'Election de Valence », vend « à sieur Jean-François Martin fils, fermier, demeurant « au château du Valentin, mandement de Bourg-lès-Valence, « son auberge du *Logis du Louvre*, située au faubourg « Saunière, y compris les boutiques du perruquier et du « coutelier, jardin, basses-cours, écuries, remises et magasins, « ensemble tous les meubles, batterie de cuisine et argenterie, « tels et les mêmes dont jouit le sieur Reboulet, fermier actuel « dud. logis .. et avec led. logis et emplacements, droits « récindants et récisoires vendus dans la censive ou directe « du seigneur mieux informant, sous la supputation de leurs « cens et charges royales, et d'une pension annuelle et foncière « de 37 livres 12 sols, en faveur des Hôpitaux de cette ville. « ... vend en outre led. Grand au sieur Martin, les trente

« chevaux de poste, selles, harnais, brides et autres ustensiles
 « de la *Poste aux Chevaux* dud. Valence, dont M. Grand était
 « pourvu. A la sollicitation dud. M. Grand, led. sieur Martin
 « en a obtenu le brevet depuis le 8 janvier dernier...

« La présente vente ainsi faite et convenue, tant pour lesd.
 « immeubles, meubles et chevaux dépendants de la poste et
 « ustensiles, qu'en considération de la démission volontaire du
 « brevet de la Poste faite par led. M. Grand, moyennant le prix
 « et somme de 70.000 livres. »

M. Dupré-de-Loire, à qui nous empruntons le libellé qui précède (*Bull. Archéol. Drôme*. IV. 1869, p. 299), le fait suivre des réflexions suivantes :

« Tous ces souvenirs sont de notre temps. Les enfants de
 « Valence qui peuvent remonter à quarante ans, se rappellent
 « tous la poste aux chevaux, si brillante à cette époque et si
 « bruyante, exploitée par M. Martin ; ils se rappellent ce mou-
 « vement incessant de chaises de poste et de voitures qui
 « abordaient jour et nuit à l'ancien hôtel du Louvre, mieux
 « dénommé l'hôtel de la Poste, et qui était bien connu et
 « apprécié des voyageurs. Ils se rappellent ce vaste clos
 « Martin (1) qui fut dépécé en plusieurs morceaux pour le clos
 « de Vernon et le pensionnat Segond. Celui-ci fut racheté par
 « la communauté de la Nativité, lorsque M^{lle} Segond transporta
 « son établissement près le boulevard du Cagnard. Le chemin
 « de fer est venu y opérer de nouvelles transformations, dont
 « une des plus remarquables est la grande valeur donnée à ces
 « terrains que le Bureau des pauvres, il y a 200 ans, appen-
 « tionnait à location perpétuelle pour la somme de 48 livres
 « 12 sols. »

(1) Le clos Martin comprenait alors, non-seulement les immeubles ayant fait l'objet de la vente ci-dessus du 13 septembre 1782, mais encore le domaine de Robin, ou « La Robinière », qui était attenant et au levant du logis du Louvre, et que Colombier, héritier d'Etienne Grand, vendit à Martin, le 18 octobre 1788 (note Villard).

— Le prix de la vente ci-dessus n'était pas encore payé au 26 janvier 1785 puisque, à cette date, M^e François-Henri Réalier-Dumas, procureur, faisait au nom d'Etienne Grand, opposition à toutes ventes qui pourraient être passées par J.-F. Martin. La quittance finale ne fut délivrée à Martin, par Colombier, héritier de Grand, que le 12 novembre 1793, comme nous le développerons plus loin.

— Par acte du 6 décembre 1786, reçu M^e Rochas, notaire à Châteauneuf-d'Isère, Antoine et Jacques Gilibert frères, travailleurs de terre au mandement d'Alixan, vendent à Etienne Grand une terre aux Marlhes sur Alixan, contenant 3 sétérées pour le prix de 600 livres (n^o 39 des affiches du Dauphiné du 26 janvier 1787).

— Le 3 janvier 1787, Alexandre-Louis, marquis de Lattier, chevalier de l'Ordre royal et militaire de St-Louis, colonel de cavalerie, résidant à Valence, vend à Etienne Grand, « Conseiller du Roi, lieutenant en l'Election de Valence », toutes les pensions qui lui sont dues sur les communautés de Châteauneuf-d'Isère, Alixan, Charpey et autres lieux, ensemble tous ses terriers, etc., le tout à partir du 2 février 1785. Acte Bouvier, notaire à Valence.

— Enfin, par un dernier acte, reçu M^{es} Mésangère et Bouvier, notaires, le 2 avril 1787, Etienne Grand achète de Jean-Pierre Bret, deux pièces de terre à la Maison-Blanche, sur Alixan, pour le prix de 264 livres.

Tel était ETIENNE GRAND, *homme d'affaires* ; car ce n'est encore qu'à ce titre que nous l'avons produit dans le présent article. Les nombreux actes émanés de lui, que nous avons patiemment compulsés, nous le montrent soigneux, scrupuleux. nous dirions presque méticuleux à l'excès. Tout est parfaitement et méthodiquement rédigé, classé et étiqueté : ne nous en plaignons pas, car c'est aux multiples précautions prises par Etienne Grand que nous devons la conservation de tant de pièces intéressant l'histoire de Valence ; et malgré cela, combien de disparues !...

Possesseur, dès sa majorité, d'une fortune déjà importante, il la géra avec intelligence et l'augmenta en biens-fonds et numéraire, dans une notable proportion, au point qu'à sa mort, il était considéré comme un des riches bourgeois de Valence ; et, quoique cette ville eût de son temps des notabilités dans la noblesse, la magistrature et l'Université, ses grades d' « avocat, « Conseiller du Roy et Lieutenant en l'Election », le classaient dans une situation de beaucoup au-dessus de la moyenne.

Quant au physique, l'un de nous, M. Villard, possède un portrait authentique, au pastel, d'Etienne Grand « où il est « représenté en habit bleu avec jabot de dentelles, cheveux « poudrés et bouclés. front large et haut, sourcils arqués et « peu fournis, nez retroussé, bouche fine et régulière, le menton « à double étage, teint rose et florissant, en somme, en élégant « bourgeois de l'époque. » (A. de B., p. 312).

Nous allons, dans l'article suivant, considérer Etienne Grand à d'autres points de vue.

MARIUS VILLARD.

JULES TAVENAS.

(A suivre)





Les Ponts Anciens et Modernes

SUR

LE RHONE A VALENCE

Ce n'est pas sans hésitation que nous avons adopté, pour cette modeste étude, le titre, surprenant pour nombre de lecteurs : « Les ponts anciens et modernes, sur le Rhône, à Valence. » Il ne reste, en effet, presque aucune trace, suffisamment probante, dans l'histoire si incomplète de cette très antique cité, d'un ou de plusieurs ponts, jetés en ce point du large et beau fleuve auquel elle a dû son primitif essor et son ancienne incontestable fortune.

Une tradition assez vague, s'étayant d'abord uniquement sur une appellation dont l'étymologie est discutable, donnée à l'un des plus anciens quartiers de la Basse-Ville et du Bourg-lès-Valence, celui dit de *Pont-péry* ou *Pont-péri*, et renforcée, il y a seulement quelques années, par la mise en lumière d'un document authentique, mais passablement obscur, voilà tout ce qui a permis de croire à l'existence d'un ouvrage ancien, depuis des siècles complètement disparu, ayant relié en face de Valence, les deux rives du Rhône, celle d'*Empire* à celle du *Royaume*. L'un des aboutis-

sants de ce pont se serait trouvé précisément à l'endroit désigné plus tard par la dénomination ci-dessus rappelée, c'est-à-dire en face de l'hôpital militaire actuel, près de la place Pont-péry.

Mais, en dehors de cet élément, plus que sommaire, rien ne subsiste, que de timides hypothèses, souvent contradictoires, tant sur la date de la construction, que sur celle de la disparition de cet ouvrage. Dans un cas aussi spécial que difficile, notre intention ne peut donc pas être de clore ce débat, car les preuves certaines, indubitables, font encore défaut. Notre unique désir est de rassembler le plus grand nombre possible de circonstances et de faits concordants, pour en former un faisceau capable de fixer peut-être l'opinion.

Une trace matérielle, de fortes dimensions et par cela même très visible, d'un deuxième (?) pont, en face de la Basse-Ville, devant aboutir non loin de la rue Pêcherie, avait, jusqu'à ces derniers temps, par un hasard au moins singulier, échappé aux investigations de tous ceux préoccupés de l'histoire de Valence. Elle nous fut signalée, il y a peu d'années, par un de nos amis, fort érudit, à qui nous faisons les honneurs de notre ville, qu'il ne connaissait pas. Arrivés à l'extrémité du Pont suspendu, du côté de la rive droite, regardant le merveilleux paysage de l'amont, notre hôte parut assez surpris de rencontrer, non loin de lui, les importants vestiges d'une *pile en rivière*, paraissant avoir fait partie, d'après sa forme bien caractéristique et suffisamment conservée, d'un *pont romain*. L'œil non averti d'un étranger, grand voyageur il est vrai, savant d'un rare

mérite et très au courant, de par ses études, des monuments du passé (1), venait d'apercevoir, comme cela, tout-à-coup, ce que des milliers et des milliers de Valentinois, passant là tous les jours, n'avaient jamais su *regarder*. On reconnaîtra que cette découverte, toute fortuite, par rien préparée, fut particulièrement pénible au cicérone improvisé, non dépourvu de la prétention de *posséder* sa propre ville et fort heureux de la montrer, *dans tous ses détails*, à un visiteur de marque.

C'est pourquoi, malgré son absence totale de banalité, la chose fut-elle assez humiliante pour notre amour-propre.

Dans la visite empressée, faite dès le lendemain du départ de notre hôte, il nous fut facile de constater que, sauf la qualification de romaine, — du point où nous étions la veille on pouvait se méprendre, — nous nous trouvions bien en présence d'une véritable pile de pont en maçonnerie, sans doute de l'époque du moyen âge, dont aucune mention ne se retrouve, soit dans la tradition populaire, et à plus forte raison dans des documents écrits, actuellement connus.

Pour ce *ou ces* ponts, qui ont su conserver, pendant des siècles, un aussi complet et aussi peu explicable anonymat, nous allons essayer de grouper tous les faits susceptibles de projeter un peu de clarté sur leur énigmatique état-civil, et de rechercher les causes plausibles ayant pu motiver, pour l'un d'eux au moins, une cons-

(1) Le très regretté M. Charles Durier, l'un des premiers et principaux fondateurs du Club Alpin Français, pendant longtemps son président et jusqu'à sa mort prématurée, son âme dévouée.

truction aussi considérable, ainsi que celles qui semblent avoir empêché son achèvement.

Quant à notre élégant Pont suspendu, auquel ou s'apprête à *fendre l'oreille*, après tant de bons et loyaux services, et qu'une cruelle ironie des choses rend témoin mélancolique des préparatifs de l'ouverture de sa succession, son histoire, toute récente, sera retracée ici, dans ses grandes lignes, uniquement dans le but d'en fixer, pour plus tard, le souvenir.

A propos de l'obscurité si profonde qui recouvre les faits, relativement peu anciens, d'un pays, dont une partie au moins du passé éclipsa, et de beaucoup, par sa splendeur et sa richesse, le très modeste état présent, il faut reconnaître que nous sommes peu fortunés en documents de notre histoire, et de plus, que la minime quantité en notre possession, est éparse, disséminée çà et là, au hasard des publications diverses, et manque d'une indispensable coordination. Les hommes de bon vouloir n'ont cependant pas fait défaut, surtout depuis la fin du XVIII^e siècle. A ce titre, et afin de ne pas les laisser oublier, ils méritent un rappel à notre reconnaissance.

La première association littéraire qui ait existé à Valence portait le nom de « Société académique et patriotique » (1). Elle fut instituée par lettres patentes du

(1) Son premier titre fut : Société royale et académique. Plus tard, sous la pression des événements, elle prit celui de Société académique et patriotique.

mois de décembre 1786, enregistrées au parlement de Grenoble le 5 juin 1787. Le nom de son fondateur, qui fut son unique président, fait revivre à Valence tout un monde de souvenirs, déjà embrumés. Jacques de Tardivon, abbé général du puissant ordre de St-Ruf, de 1761 à 1774, époque de la sécularisation de cette congrégation, joua un rôle fort en vue dans la Société Valentinoise, pendant la dernière moitié du XVIII^e siècle.

En premier lieu, la disparition d'un Ordre existant à Valence depuis environ l'an 1050, date de la fondation, dans la rue Saint-James (rue Saint-Jacques actuelle), du *prieuré* de Saint-Ruf, alors que l'Ordre proprement dit vint s'installer dans « l'isle de l'Eparvière », plus d'un siècle après, en 1158, date de la destruction de son abbaye à Avignon par les Albigeois, cette disparition, disons-nous, n'avait pas été décidée sans de nombreuses et grandes difficultés, soulevées par d'inévitables conflits d'intérêts, dont, pendant plusieurs années, les esprits furent, en sens divers, profondément agités. L'affaire, d'ailleurs, était d'importance, ainsi que cela ressort de la solution même qui lui fut donnée : « Les « chanoines de Saint-Ruf furent incorporés au chapitre « de St-Apollinaire, et leurs biens immenses passèrent « à l'Ordre de St-Lazare. Quand à l'abbé, Jacques de « Tardivon, il lui fut alloué sur ces biens une pension « viagère de six mille livres, la jouissance du somptueux « palais abbatial (l'hôtel actuel de la Préfecture) et d'une « partie de la riche bibliothèque qui y était déposée.

« Rendu à la vie privée et possesseur, outre sa « pension viagère, d'un patrimoine considérable, M. de

« Tardivon mena une existence luxueuse, toute consa-
 « crée au beau monde et aux amis des lettres. C'était
 « un homme d'infiniment d'esprit, possédant au suprême
 « degré ces nobles et élégantes manières des grands
 « seigneurs d'autrefois, manières qui n'existent guère
 « plus aujourd'hui qu'à l'état de tradition. Toute la
 « haute Société se donna rendez-vous dans son salon,
 « et l'on se rappelle encore à Valence, de ses dîners
 « fins et de l'urbanité exquise avec laquelle il recevait.
 « Parmi ses hôtes les plus assidus se trouvait un jeune
 « officier de la garnison, encore bien obscur, que l'on
 « appelait alors M. de Buonaparte... A ces brillants
 « dehors de l'homme du monde, l'abbé de Tardivon
 « unissait une instruction solide et variée. Il s'inté-
 « ressent vivement à toutes les hardiesses scientifiques
 « émises de son temps... Il suivait avec un vif intérêt
 « toutes les expériences, si nouvelles alors, faites sur
 « l'électricité, et il était regardé à Valence comme un
 « homme très avancé, presque comme un esprit fort,
 « parce qu'il avait fait placer un paratonnerre sur le toit
 « de son palais abbatial. De semblables dispositions
 « devaient lui faire rechercher la Société des amis des
 « lettres... » (1).

C'est de cette *recherche* que sortit la « Société acadé-

(1) Ces renseignements sur la Société académique, ainsi que ceux qui suivent, sont tirés d'un travail publié, en 1866, dans la revue : *le Dauphiné*, par M. A. Rochas. C'est, grâce à la complaisance de notre aimable collègue, M. Victor Colomb, l'heureux possesseur de l'*unique* tirage à part de l'étude de M. Rochas, qu'il nous est permis d'en reproduire quelques passages. Les lecteurs du Bulletin l'en remercieront certainement.

mique et patriotique de Valence », dont les membres se divisaient en trois classes : les *honoraires*, les *ordinaires* et les *associés*. « La première classe était composée de « grands personnages, presque tous étrangers à la province. Alors comme aujourd'hui (1866), les Sociétés « littéraires avaient le faible de vouloir, en tête de leurs « listes, des noms et des titres pompeux, sans s'inquiéter « beaucoup de savoir s'ils étaient portés par des hommes « cultivant les lettres, ou non...

« La deuxième classe, celle des *ordinaires*, comprenait les membres sérieux, laborieux, indispensables. « Ils étaient la base, la pierre angulaire, le nerf, la « condition *sine qua non* de la Société ; c'étaient eux, « en effet, qui, par des cotisations mensuelles, subvenaient à tous les frais. Leurs noms, dignes d'être « gravés en lettres d'or, sont tous insérés dans l'Almanach du Dauphiné pour 1790. Cette deuxième classe « se réunissait les vendredis de chaque semaine.

« La troisième classe, celle des *associés*, était formée « de littérateurs étrangers à la localité ou de simples « amis des lettres Et enfin, la Société avait pour « objet de contribuer par ses travaux aux progrès des « sciences, arts et belles-lettres, dans leur application « à tout ce qui pouvait être utile au Valentinois... Trois « de ses membres *ordinaires* avaient les fonds nécessaires pour trois prix de 300 francs, dont elle indiquait le sujet et qu'elle décernait chaque année en « séance solennelle... En même temps, elle s'occupait « de répandre et encourager l'instruction dans le peuple ; elle décernait aussi des prix aux serruriers, ma-

« çons, cordonniers, etc., qui se distinguaient dans leur
 « industrie. C'est par là qu'elle s'efforçait de mériter
 « son nom de *Société patriotique*. Elle ne publiait pas de
 « bulletin. Un extrait du procès-verbal de ses séances
 « était envoyé à l'imprimeur Giroud, de Grenoble, qui
 « le reproduisait dans les *Affiches du Dauphiné*. »

Il nous a paru utile d'insister, même assez longuement, sur cette phase intéressante de l'histoire de Valence, de cette ville dans laquelle se faisait encore sentir l'heureuse influence de son antique et célèbre Université, au moment même où cette utile institution, après une existence de plus de trois siècles, allait définitivement disparaître, succombant aux conséquences d'une incurable anémie.

La *Société académique et patriotique* survécut peu à son fondateur (1). Elle fut sans doute entraînée, submergée, comme tant d'autres institutions plus anciennes et mieux enracinées, par le tourbillon des événements politiques et militaires qui marquèrent si profondément cette époque. Et malheureusement, d'elle, il ne reste qu'un souvenir, ravivé pour un instant par M. A. Rochas, dans une *publication Grenobloise*. Il convenait donc de fixer ce souvenir, plus près de nous et pour toujours, dans le Bulletin, immortel, de notre Société.

(1) D'après M. Rochas, la dernière séance publique fut tenue le 26 août 1791. — Les archives de la préfecture de la Drôme et la Bibliothèque publique de Valence conservent une certaine partie des archives de la Société. — Les derniers documents s'arrêtent au 4 février 1792.

Voir aussi, sur Jacques de Tardivon, une intéressante étude de notre savant collègue M. Léon Emblard, parue dans le bulletin de notre Société, t. XXVI et XXVII.

C'est seulement en 1835, c'est-à-dire quarante-deux ans plus tard, que se constitua, à Valence, une deuxième Société savante. Mais dans ce laps de temps, deux manifestations d'une réelle importance historique et littéraire, s'étaient produites. La première en date fut l'apparition d'un volume portant ce titre : « Essai sur la statistique, l'histoire et les antiquités du département de la Drôme » (1), dû à M. Nicolas Delacroix, originaire de Mont-Blainville, près de Verdun, dans la Meuse, venu très jeune, comme fonctionnaire, dans notre département, pour lequel il s'éprit rapidement d'une réelle affection.

Malgré des lacunes, résultant inévitablement de la dispersion et de l'absence presque complète de classement de nos diverses archives, l'ouvrage de M. Delacroix, très documenté, fut le premier jalon solidement planté dans le champ d'études, jusqu'alors si délaissé, on pourrait même dire si dédaigné, de notre histoire locale.

Ajoutons que c'est de ce premier travail que sortit, dix-huit ans plus tard, en 1835, la « Statistique du département de la Drôme » (2), œuvre considérable, aussi complète que le permettait l'heure, et dont l'utile impor-

(1) A Valence, de l'imprimerie de Jacques Montal, imprimeur du Roi, 1817, in-8°, 474 p.

(2) A Valence, chez Borel, imprimeur ; Marc-Aurel frères, imprimeurs-libraires, et Charvin, libraire. — A Paris, chez Firmin-Didot, imprimeur-libraire, rue Jacob, n° 24. — In-4°, avec tableaux, cartes et dessins, 696 pages, 1835.

tance valut à son auteur une renommée bien méritée. Dans sa séance du 28 décembre 1835, l'Académie des sciences décerna à M. Delacroix une médaille d'or de trois cents francs, sur le prix de statistique fondé par M. de Monthyon. Plus tard, M. Delacroix fut nommé membre correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques. Enfin, la Société de statistique universelle lui attribua, le 8 juillet 1836, une médaille d'or de grand module. Nous terminerons en constatant que la « Statistique du département de la Drôme » est, jusqu'à ce jour, l'unique monument de ce genre consacré à notre département.

M. Delacroix mourut le 7 juillet 1843. En reconnaissance des services rendus, la municipalité de Valence, dont il avait été le chef pendant plusieurs années, fit élever sur sa tombe un monument qui est encore l'un des plus beaux ornements du cimetière, et mettre son portrait au Musée (1).

L'exemple si heureusement donné par M. Delacroix, devait rapidement porter des fruits.

Un Valentinois d'origine, M. Louis-Antoine-Jules Ollivier, né le 5 ventôse an XII (25 février 1804), et dont le père disait, à propos des études de droit qu'il lui faisait poursuivre à Paris ; « Il fréquente plus les « bibliothèques publiques que l'Ecole de droit, et il « n'y a pas de commis libraire qui ne le connaisse,

(1) Consulter pour plus amples détails sur M. Delacroix, l'un des personnages les plus importants de la Drôme, le « Dictionnaire biographique et biblio-iconographique » de M. Brun-Durand, Grenoble. Librairie Dauphinoise. Falque et Perrin, édit. 1901-1902.

« tandis que lui, le malheureux ! ne connaît pas même « le nom de ses professeurs » (1), M. Jules Ollivier, disons-nous, par la publication, en 1831, de ses « Essais historiques sur la ville de Valence », vint apporter une importante contribution à l'œuvre historique, commencée en 1817, par M. Delacroix.

Mais il faut bien le reconnaître, malgré de grandes qualités de documentation et de style, pas plus que l'ouvrage de M. Delacroix, paru en 1817, le travail de M. Jules Ollivier n'était tout à fait complet, par suite, cela vient d'être dit déjà, d'abord de l'insuffisance des éléments indispensables, et ensuite de l'absence, à peu près absolue, de collaborateurs actifs et dévoués, capables, chacun dans la sphère de ses connaissances, de rechercher et découvrir le vérité.

La publication des « Essais historiques », agita assez fortement la génération de cette époque, déjà attentive, de jour en jour plus avide des productions de l'esprit. Certaines appréciations, qualifiées de hardies en ce moment de transition, librement énoncées dans le livre de M. Jules Ollivier, surprirent d'abord, motivèrent ensuite des discussions assez vives, des controverses souvent ardentes, et furent ainsi la cause d'un salutaire réveil de l'intellectualité provinciale, quelque peu endormie (2).

(1) « Dictionnaire-biographique » Brun-Durand.

(2) M. Jules Ollivier mourut le 20 avril 1841. Consulter pour sa biographie le Dictionnaire Biographique de Brun-Durand.

En 1885, MM. Chenevier et Pessieux, imprimeurs-éditeurs à Valence, firent paraître une nouvelle et belle édition des « Essais historiques », très heureusement complétée par d'importantes et nécessaires additions,

Ce renouveau devait faire éclore une deuxième société savante, fille de celle de la fin du XVIII^e siècle, la « Société Académique et Patriotique » soudainement disparue pendant la tourmente révolutionnaire.

Le moment était d'ailleurs favorable. Tous les jeunes hommes ambitieux d'apprendre, se sentaient littéralement grisés par les odeurs capiteuses de la bouillonnante sève commençant à se précipiter dans le tronc et les rameaux de l'arbre de la science, enfin prêt à se tirer de l'engourdissement d'un trop long hiver. A plusieurs signes, se devinaient les promesses du printemps ensoleillé, pendant lequel devaient éclore, avec une profusion inouïe, les germes de tant de progrès jusqu'alors à peine espérés, tant d'améliorations, toutes les splendeurs, en un mot, de ce XIX^e siècle, qui étonnera les générations futures par l'immensité de son œuvre et les conséquences humanitaires de ses innombrables et parfois même déconcertantes découvertes.

Un de ces esprits ardents, de beaucoup de savoir, de très grande et quelquefois même hasardeuse initiative, M. Pierre-Ferdinand Johanys, né à Romans le 7 janvier 1795, élève de l'Ecole polytechnique en 1814, professeur de physique et de chimie au collège de Valence et nommé, en 1833, conservateur de la Bibliothèque de cette ville, « avec charge de faire rentrer tous les livres

dues à M. A. Lacroix, chevalier de la Légion d'honneur, le savant archiviste du département de la Drôme, l'infatigable et dévoué secrétaire de notre Société d'archéologie, dont il fut l'un des premiers fondateurs et dont il reste l'âme, ce qui lui vaut la reconnaissance et la vénération de tous ceux qui ont recours à son incomparable obligeance et auxquels il a rendu et rend encore tant de signalés services.

« et autres objets qui appartiendraient à la ville et se
« trouvent soit à Grenoble, soit à la préfecture, soit
« chez des particuliers » c'est-à-dire de former la biblio-
« thèque communale, s'acquitta si bien de sa mission,
« que, le 9 juin de l'année suivante, cette biblio-
« thèque fut ouverte au public (1) ».

Ce succès valut à M. Johans une notoriété suffisante pour lui permettre de constituer, en 1836, la « Société de Statistique des Arts utiles et des Sciences naturelles du département de la Drôme », qui, dès sa première année d'existence, comptait quarante-cinq membres *résidans* et vingt-deux membres *correspondans* (*sic*).

Cette première Société vécut jusqu'en 1849. Ses bulletins, qui réunis forment quatre volumes in-8°, constituent un recueil intéressant à consulter, à cause des nombreuses études scientifiques et historiques qu'il renferme, et de ses renseignements instructifs et utiles sur l'ensemble des connaissances de cette époque.

Presque au même moment, c'est-à-dire en 1837, et sous la direction de M. Jules Ollivier, l'auteur fort apprécié des « Essais historiques » et l'un des membres les plus actifs de la « Société de Statistique », parut un recueil périodique, la « Revue du Dauphiné », destinée « à réveiller les souvenirs nationaux du Dauphiné », à « fomentier le mouvement intellectuel de ses enfants, à « favoriser leurs efforts littéraires, en livrant leurs « travaux à la publicité ».

« La Revue du Dauphiné » — bien qu'ayant compté

(1) *Dictionnaire biographique de la Drôme*. Brun-Durand.

seulement six années d'existence — véritable événement littéraire, marqua une date se pouvant qualifier de glorieuse, dans cette étonnante période de la première moitié du XIX^e siècle, qui vit naître, grandir et rayonner sur le monde entier, quelle dominait de très haut par son talent et souvent par son génie, l'immortelle génération de 1830. Dans ce concert merveilleux de tant de bonnes volontés, d'intelligences et d'efforts, Valence, le berceau de la « Revue du Dauphiné », fit sa partie, fort convenablement, et il doit être permis aux Valentinois d'en ressentir quelque fierté, car en l'occurrence, dans cette œuvre de décentralisation artistique et littéraire, leurs pères donnèrent un honorable et fécond exemple.

Les travaux de la « Revue du Dauphiné » touchèrent principalement à la Philosophie, l'Histoire et la Littérature, sans oublier quelques jolies gerbes de poésies. Réunis en six forts volumes, ils méritent d'être consultés, non seulement à cause de leur valeur propre, mais aussi et surtout, parce qu'ils nous font connaître, presque dans son intimité, l'état d'âme spécial, pour ainsi dire, aux hommes de cette curieuse époque.

Comme toujours, et en vertu des lois naturelle, à cette brillante période de production intensive, à ces grandes envolées, succédèrent, à Valence comme ailleurs, un grand calme, et même un nécessaire et presque complet repos. Plus de vingt ans s'étaient déjà écoulés, quand se produisit enfin un nouvel et cette fois

plus durable effort. C'est en 1866, en effet, que fut fondée, à Valence, « La Société départementale d'Archéologie et de Statistique de la Drôme ».

Ce n'est pas ici la place d'un panégyrique, cependant bien mérité, de cette importante Société, qui nous fit l'ineestimable honneur de nous accueillir. Il suffira de dire qu'après trente six-années d'une laborieuse existence, alors que :

« Beaucoup mortes déjà, qui ne seraient pas vieilles »,

sa vitalité est toujours aussi grande, son activité aussi féconde. Sûre d'elle-même, consciente de la noblesse de son but, elle continue son œuvre utile, qui est d'amasser et de réunir, avec discernement, les matériaux d'un impérissable monument à élever à l'histoire, avant elle si peu connue, de notre cher pays, au milieu duquel se déroulèrent, heureux ou néfastes, tant d'importants événements.

Pour la confection des trente-cinq volumes actuellement complets de notre Société, se sont réunis, comme en une fraternelle et nécessaire communion, tous les fervents du pays natal, tous les amoureux de la petite patrie, qui lui donnent le meilleur d'eux-mêmes, en se consacrant à la recherche de ses gloires passées, dans l'intention louable de les faire connaître et d'inspirer à ceux qui viendront après, le désir de les accroître, l'ambition généreuse de les perpétuer.

Après cette énumération, à notre avis non superflue, des travaux relatifs à l'histoire locale, il convient de

revenir au sujet de cette étude, c'est-à-dire aux « Ponts sur le Rhône, à Valence. » Mais disons tout d'abord, que soit dans les ouvrages de MM. Delacroix et Jules Ollivier, soit dans la collection précieuse des œuvres de la « Société de statistique » et de la « Revue du Dauphiné », soit enfin dans notre Bulletin, pourtant si riche à cette heure, on ne trouve qu'une mention, une seule, de l'existence d'un pont ayant précédé le Pont suspendu actuel. Cette mention se trouve dans le tome IV (1869) du Bulletin de la Société d'archéologie, et c'est d'elle que date le réveil tardif de l'ancienne tradition d'après laquelle un pont sur le Rhône aurait été établi à Valence, on ignore quand, en face de l'hôpital militaire actuel, et donnant accès à celui des quartiers de la Basse-Ville qui aurait pris et conservé de ce fait le nom caractéristique de *Pont-péry*.

C'est précisément, en recherchant l'origine de ce nom de Pont-péry, que l'auteur d'un remarquable travail sur les rues de Valence, M. le docteur Bonnet, contribua beaucoup à la résurrection et peut-être même à la presque création de la légende (1).

Expression, souvent, du souvenir de faits importants et lointains, capables d'avoir frappé fortement l'imagination populaire, la tradition, au travers des âges transmise de générations en générations, malgré ses presque

(1) Nous risquons le mot *création*, car, ainsi que cela vient d'être dit, jusqu'à M. Bonnet, aucun auteur n'a mentionné l'existence d'un pont sur ce point. Il est fort possible d'ailleurs que l'étymologie de *Pont-Péry* ne soit pas celle qui lui est attribuée, et nous nous réservons d'en rechercher une autre.

toujours nombreux et troublants enguirlandages diaboliques ou poétiques, mérite assurément de retenir l'attention du chercheur, désireux d'en retrouver la trame primitive, c'est-à-dire l'histoire.

Il n'est pas inutile, pensons-nous, de donner ici la reproduction intégrale de la partie du travail de M. le docteur Bonnet; en dehors de son intérêt propre, il ressort de ce travail une explication paraissant au premier abord nette et précise du nom de Pont-péry, donné, depuis le xiv^e siècle, à l'un des plus anciens et jadis des plus importants quartiers de Valence :

« Ce nom de Pont-Péri rappelle, il est difficile d'en
« douter, un pont qui a existé sur le Rhône à la hauteur
« de ce quartier, et qui aura été détruit par quelque
« crue excessive, dans les temps reculés du moyen-
« âge. Il a fallu venir, jusqu'à ces derniers temps
« (1867), pour trouver une mention écrite de ce pont
« dans une charte extraite du *Cartulaire de Saint-Pierre*
« *du Bourg*, publié par M. C.-U.-J. Chevalier. Mais
« la tradition est univoque et constante encore aujour-
« d'hui chez quelques vieillards. Il y a plus : Votre
« rapporteur a entendu raconter autrefois et s'est fait
« répéter dernièrement encore par M. Victor (Baptiste),
« autrefois tourneur très habile, quoique manchot,
« qu'il est allé, dans sa jeunesse, sur la rive droite du
« Rhône, recueillir, par les basses eaux, des débris de
« pilotis en chêne, bois auquel un séjour séculaire sous
« les eaux avait donné la nuance et la dureté de
« l'ébène. A cette époque, des ouvriers travaillaient
« à détruire ces fondations de pilotis, comme plus tard

« on a aussi profité des basses eaux pour détruire par
 « le pic et par la mine les débris de l'ancienne tour de
 « Constance qui, plongeant à peine son pied dans
 « l'eau au commencement de ce siècle, a été plus tard
 « débordée, ébranlée par les inondations et comme
 « transportée presque au milieu du grand courant du
 « fleuve. Or, le témoin que je cite se le rappelle très
 « distinctement et m'en a donné la démonstration sur
 « le terrain même ; c'est juste, dans la ligne de prolon-
 « gement de l'ancien rempart crénelé et de la tour
 « de Constance qui le terminait à l'occident, que se
 « voyaient des fondations de pile ou de culée sur
 « l'autre rive. Notre honorable collègue, M. Than-
 « naron, à qui une mémoire toujours intacte fournit des
 « souvenirs rendus précieux par son âge vénérable,
 « vient de nous confirmer l'existence de débris de
 « constructions de ce genre que l'on rencontrait autre-
 « fois à la même hauteur, à très peu de distance de la
 « rive droite. » (*Des rues de Valence, par M. le*
D' Bonnet. — Bulletin de la Société départementale
d'archéologie et de statistique de la Drôme. Tome IV,
année 1869, p. 91.)

Afin de compléter les intéressantes explications don-
 nées par M. le docteur Bonnet, voici une traduction,
 aussi fidèle que nous avons pu la faire, de la partie de
 la charte de 1214, dans laquelle se trouve l'unique
 mention, connue jusqu'à ce jour, de l'existence d'un pont
 sur le Rhône, à Valence, au commencement du XIII^e
 siècle.

6-27 juin 1214 — *Donation du port du Rhône*
de BERNARD DE BELREGARD.

« Que tous ceux à qui la présente charte parviendra
« sachent que Bernard de Belregard a donné à l'église
« de Saint-Pierre du Bourg, pour le salut de son âme,
« la moitié de tout son avoir sur le port du Bourg,
« revenus donnés pour l'anniversaire de sa mort ; de
« Pâques à la Toussaint, on prendra sur ces revenus
« de quoi payer le prêtre, le diacre et le sous-diacre
« qui célébreront l'office vers les 9 heures. De même
« son épouse Sazie a donné l'autre moitié à l'église de
« Saint-Pierre du Bourg pour trois anniversaires de
« son père, de sa mère et le sien, et les redevances
« habituelles seront payées aux clercs et aux pauvres.

« Mais après la mort de Bernard, Aldebert de Crus-
« sol a soulevé une difficulté contre l'Eglise, au sujet
« dudit port, soutenant que Bernard et Sazie tenaient
« de lui la quatrième partie du port, qu'ils lui payaient
« le cens dû pour sa suzeraineté ; ils ne pouvaient par
« conséquent faire cette donation sans son assentiment.
« Cette affaire a été ainsi étouffée : L'Eglise de Saint-
« Pierre a donné à Aldebert quatorze livres de monnaie
« viennoise ou valentinoise qui lui ont été payées inté-
« gralement ; en conséquence de quoi, Aldebert a
« transmis tous ses droits sur la quatrième partie du
« port du Bourg, qu'il avait concédée à Bernard et à
« Sazie.

« Et il faut savoir que ledit Adalbert de Crussol
« a promis à l'Eglise que le droit qu'il a sur le port, il

« ne le transmettrait en aucune façon à l'*Hôpital du*
 « *pont, ni à aucune personne qui aurait charge de l'œuvre*
 « *du pont, ni à aucun habitant du Bourg, sans l'assen-*
 « *timent de l'Eglise.....* Le port et ses revenus s'éten-
 « dent du port de Mure jusqu'à Meïas. Acte passé dans
 « le palais de l'évêque de Valence ; présents : les cha-
 « noines Bertrand d'Etoile, Umbert de Beauregard,
 « Girbert, Guillaume de Clérieux, Jean de Toulard,
 « par le notaire du seigneur évêque, Jacob. »

Ainsi qu'on vient de le lire, il résulte des stipulations de cette chartre, si intéressante à beaucoup d'égards pour notre histoire, qu'en 1214, il existait à Valence un *hôpital du pont et une œuvre du pont*, et que les intérêts de l'hôpital et de l'œuvre étaient distincts de ceux, féodaux sans doute, de l'Eglise de St-Pierre du Bourg. C'est même cette distinction qui a inspiré la note dont M. C.-U.-J. Chevalier fait suivre le texte reproduit par lui dans le cartulaire de St-Pierre du Bourg, imprimé par les soins et aux frais de notre Société, en 1872.

Voici la note de M. Chevalier : « Romans, Grenoble, Lyon, etc. avaient des hôpitaux établis sur la pile principale de leurs ponts ; celui de Valence, construit dans ces conditions, n'est mentionné dans aucune chartre antérieure à celle-ci. *On peut conjecturer qu'il ne dépendait pas de Saint-Pierre du Bourg, et que le pont n'était point alors complètement achevé.* »

Nous ferons respectueusement remarquer que la rédaction de la fin de cette note manque de clarté et peut-être aussi de logique, car si, à l'exemple des hôpitaux de Romans, Grenoble, Lyon, etc., celui du pont de

Valence se trouvait sur la *pile principale* de ce pont, il est à présumer que ce pont était terminé en 1214. On ne voit pas très bien, en effet, un bâtiment quelconque et surtout un hôpital, édifié au *milieu d'un fleuve*, sur une pile principale, c'est-à-dire isolé des rives, alors qu'il était si facile, dans le cas où l'hôpital aurait été nécessaire pendant la construction, de l'établir sur l'un ou l'autre des bords du fleuve, comme cela se faisait souvent ailleurs dans de semblables circonstances.

Mais cet achèvement n'empêchait pas à *l'œuvre du pont*, c'est-à-dire à l'institution qui avait dû, suivant l'usage de l'époque, présider d'abord à la construction, de continuer ensuite d'exister pour veiller à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage, entretien et conservation toujours fort onéreux et nécessitant un appel permanent aux offrandes et aux aumônes. Il en fut ainsi, du reste, comme on le verra dans la suite de ce travail, et pour certaines pendant plusieurs siècles, des associations, connues sous le nom d'*œuvres du pont*, constituées pendant la période du moyen âge, pour la construction et l'entretien des ponts, des hôpitaux et des chapelles, qui en étaient alors les obligatoires auxiliaires.

(*A continuer.*)

ETIENNE MELLIER.





LA FAMILLE DE BRESSAC

Sa Généalogie, son Histoire



Je vais m'occuper d'une famille, un moment puissante, qui posséda à La Vache un des plus beaux châteaux de la province avec un parc superbe, et à Valence, des maisons, rue du Musée, des boutiques à sel appelées Lancelottes, le fief de Faventines, divers immeubles dans la banlieue, et côte des Chapeliers, un hôtel dans lequel se trouve actuellement installée l'Imprimerie Valentinoise. En haut du grand escalier, on voit encore ses armoiries ainsi décrites dans l'*Armorial du Dauphiné* :

D'argent à la fasce denschée et contre denschée de sable chargée de trois molettes d'argent et accompagnée de trois mouchetures d'hermine de sable.

Cette famille mérite d'être connue, tant par elle-même qu'au point de vue de l'histoire locale.

Un héritier des papiers de M l'abbé Vincent, l'historien de nombreuses communes de la Drôme, ayant bien voulu nous communiquer un manuscrit de 1760 sur sa filiation, nous allons en extraire les points intéressants tout en les complétant à l'aide des archives départementales (1).

L'auteur déclare avoir eu pour unique but d'instruire ses enfants, afin de les garantir du ridicule de se croire au-dessus de ce qu'ils sont. Ces sentiments fort louables, sans doute, ne sauraient influencer sur notre étude. Nous relaterons simplement les faits, n'ayant d'autre ambition que de faire connaître une famille illustrée par des magistrats et des écrivains de mérite.

(1) Cette communication nous a été faite à la demande de M. le chanoine Jules Chevalier.

L'auteur du *Mémoire* dit que les de Bressac sont originaires du Vivarais et divisés en deux branches : l'une noble et l'autre bourgeoise. Cette dernière s'établit dans le Valentinois, et Antoine de Bressac y albergea divers fonds d'Aimar de Poitiers, seigneur d'Etoile et de La Vache, en 1529 ; elle s'éteignit vers 1580.

Antoine appela à lui succéder, par son testament de 1574, la branche noble du Vivarais, représentée alors par Olivier ; celui-ci, s'étant fixé à La Vache, fut nommé commandant de cent hommes, en qualité de capitaine, le 17 décembre 1535, par Antoine Lambert, seigneur de Mions, en vertu de pouvoirs reçus du lieutenant général, duc d'Estouteville, comte de Saint-Paul. A son retour du service, comme il était veuf et avancé en âge, il maria son fils André, le 8 août 1550, avec Isabelle de Moneri ou Monier, famille que l'on trouve à La Vache et à Etoile. — Chorier cite Pierre, avocat au parlement de Grenoble, en 1532, et ensuite conseiller en la même cour ; Louis, lieutenant du gouverneur de Valence, en 1575, et Antoine de celui de Pierrelatte, quelques années plus tard.

André de Bressac, fils d'Olivier, laissa Charles, Jacques et une fille, Béatrix. L'aîné, à l'exemple de son père, resta au Valentinois, et le cadet, comme héritier des biens du Vivarais, alla s'y établir et y mourut sans enfants légitimes. Jean, son fils naturel, forma la branche de Bressac-Rollin, anoblie en 1649, en la personne de César, l'un d'eux.

L'auteur du *Mémoire* manuscrit attache une grande importance à un albergement consenti, le 11 mai 1571, par François de Bourbon, duc de Montpensier, prince dauphin d'Auvergne, gouverneur et lieutenant général du Dauphiné, en faveur de noble Jacques de Bressac, habitant à Baix (sur Baix), en Vivarais, mais faisant partie du domaine delphinal (1), de trois sétérées de terre herme près du château du lieu, appartenant au roi, sous la rente annuelle d'un sol tournois par sétérée, avec les lods et autres droits de seigneurie directe.

(1) *Bibliothèque historique et littéraire du Dauphiné*, publiée par GABRIEL, t. I, p. 110.

Cet acte qui constate la noblesse de l'emphytéote ne doit pas faire oublier la note suivante du même généalogiste de 1760 : « Charles de Bressac, dit il, s'est toujours contenté, ainsi que son père, de vivre de ses rentes ; ils ne sont entrés ny l'un ny l'autre au service du roy, et n'ont possédé aucune charge de robbe ! »

Charles de Bressac et Isabeau de Moneri firent leur testament à Valence, le 24 octobre 1575, léguant chacun aux pauvres de la ville et à ceux de La Vache, par moitié, six sétiers de seigle et six barraux de vin, 800 livres tournois et deux robes à chacune de leurs filles Marguerite, Marie-Reine et Suzanne, lors de leur mariage, et 800 livres à Béatrix, sœur et belle-sœur des testateurs, pour ses droits sur les biens d'André, de Jean et de Michel de Bressac. Henri, leur fils, était déclaré leur héritier universel.

Un certificat de Charles de Lorraine, duc de Mayenne, délivré le 20 novembre 1608, nous apprend que le jeune de Bressac, pendant la campagne de 1580, suivit toujours l'armée et commanda la garnison de Châteaudouble en l'absence du capitaine Raillet. Comme il avait fait mettre le château du lieu sur pilotis pour le ruiner, sur l'ordre du parlement de Grenoble ; il se retira dans un petit fort voisin, pendant que le feu dévorait les pilotis et que l'édifice tombait en ruines. Quelques années plus tard, en 1585 et en 1586, il alla servir en Guyenne avec un « bon équipage d'armes et chevaux sans aucune solde ni récompense », se trouva à plusieurs sièges et prises de villes et fit, au péril de sa vie, deux voyages en cour.

Alphonse d'Ornano, lieutenant général en Dauphiné, déclarait, à son tour, en 1608, que depuis 1597, le s^r de Bressac l'avait toujours honorablement servi, sans récompense ni solde, bien qu'il eût un fort bon équipage d'armes et chevaux.

A l'époque où Claude Brosse poursuivait avec un zèle admirable l'égalité devant l'impôt, les communautés où l'ancien militaire Henri de Bressac possédait des immeubles le déterminèrent, par leurs réclamations, à acquérir, le 24 janvier 1603, une charge de secrétaire de la maison et couronne de France.

Les lettres qu'il obtint de la chancellerie « fixent ses

« gages à trois sols parisis par jour ou dix livres par an, pour droit de manteau avec la moitié de la bourse des collations y appartenants. »

Il succédait à Isaac Lemaître par résignation et paya le marc d'or de sa nouvelle charge, le 10 janvier 1603, s'élevant à 72 écus sol, et ne l'ayant pas conservée vingt ans pour acquérir la noblesse, il demanda au roi des lettres d'anoblissement qu'il obtint en octobre 1608. Henri IV écrivit, à cette occasion, à M. de St-André pour l'inviter à tenir la main à leur vérification et à favoriser de son mieux Henri de Bressac, et à le traiter comme un serviteur particulier de S. M. (1^{er} décembre 1608).

Ces lettres le proclamaient lui et ses enfants légitimes nobles, avec droit « de porter le titre d'écuyers et de jouir « de tous les honneurs, privilèges, franchises, prérogatives, libertés, prééminences, dont jouissent et ont « accoutumé de jouir et user les nobles du royaume et « pays de Dauphiné, et comme tels posséder tous fiefs « et possessions nobles », tout ainsi que s'ils étaient nés de noblesse et ancienne race. De plus, il l'exonère de toute finance et indemnité et l'autorise à résigner son office de notaire et secrétaire de la maison et couronne de France, quand bon lui semblera en faveur d'autres personnes capables, sans qu'il soit tenu de payer aucune indemnité.

Le 21 juillet 1609, ces lettres furent enregistrées au parlement et à la chambre des comptes. L'auteur du Mémoire dit que Henri de Bressac, toujours prévenu sur l'ancienneté de sa noblesse et voulant la soutenir, n'avait acquis la charge de conseiller, notaire et secrétaire du Roy, maison, couronne de France que pour se mettre plus en état de se défendre contre les communautés qui prétendaient assujettir ses biens à la taille sans regarder l'acquisition de cette charge comme l'époque de sa noblesse ; aussi, quand il l'eut possédée quelques années, il prit la résolution de s'en défaire, et quoiqu'il ne l'ait pas exercée pendant vingt ans, temps nécessaire pour acquérir la noblesse, il demanda au roi des lettres de noblesse qui lui furent accordées au mois d'octobre 1608.

L'auteur du Mémoire ajoute : « il en fut blâmé avec raison par ses parents et amis, attendu que les premiers titres de noblesse ayant été brûlés en Vivarais, à la suite

d'incendie causé pour faits de religion, il pouvait demander à être réhabilité tout au moins du jour de la date de la commission de capitaine de cent hommes au régiment de Gueffres, donnée à Olivier de Bressac, son trisaïeul, l'an 1535, par Antoine Lambert, seigneur de Mions, par laquelle il est qualifié de noble; ce qu'il aurait obtenu sans difficulté. »

Henri de Bressac avait épousé, le 9 janvier 1605, Justine Costaing, fille de François, seigneur du Palais et de Pusignan, et de Catherine de Rostaing, le contrat reçu par M^e Jaquinel, notaire à Pusignan. Il eut d'elle :

1^o François-Maximilien, conseiller au parlement de Grenoble, marié avec Catherine de Pourroy, fille de Sébastien, seigneur de Vausserre, St-Albin et Montferrier, et de Béatrix-Marie-Robert de St-Germain, et n'a laissé qu'une fille nommée Marie-Justine de Bressac, qui fut mariée à François Manissy, comte de Ferrières, président à la chambre des comptes en Dauphiné, le contrat reçu par M^e Merlet, notaire à Grenoble, le 19 février 1667.

2^o Charles-Jacques ci-après.

3^o Laurent-Alexandre de Bressac, dit l'abbé de Bressac, « grand prélicateur, homme d'esprit et de sçavoir. »

Après avoir fait sa théologie et pris le grade de docteur en l'université de sa ville natale, il entra chez les Jésuites de Lyon, y fit sa profession et devint un de leurs meilleurs prédicateurs. Il abandonna ensuite la compagnie, croyons-nous, car, en 1662, il se qualifiait simplement conseiller et aumônier du roi. Il vivait encore en 1680. — On a de lui diverses *Oraisons funèbres*, notamment celle de 1^o Anne Baillif, dame de Pisançon, décédée à Grenoble, le 2 juillet 1662, et prononcée, le 10 du même mois, dans la chapelle des Dames de la Visitation; 2^o celle de très haut et puissant seigneur Messire François de Bonne de Créquy, duc de Lesdiguières, pair de France, gouverneur et lieutenant général pour le roi dans la province du Dauphiné, prononcée, à Grenoble, dans l'église cathédrale, le 21 janvier 1677; 3^o celle de haut et puissant seigneur Messire Charles-Louis-Alphonse, baron de Sassenage et d'Iseron, comte de Montellier et marquis de Pont-en-Royans, prononcée, à Valence, dans l'église cathédrale, le 25 octobre 1679; et enfin un ouvrage in-

titulé : *Caractères chrétiens, en Dieu et le monde, avec leurs expressions*. Grenoble, 1662, in-8° (1).

4° Justine de Bressac, mariée à Ennemond de Servien, président à la chambre des comptes du Dauphiné, et ensuite ambassadeur pour le roi à Turin.

5° Louise-Olympe de Bressac, unie à François de Beaumont d'Autichamp.

6° Virgine, femme de Pierre de Ventes.

Charles-Jacques de Bressac, seigneur de La Vache, conseiller au parlement de Grenoble, dont il fut le doyen, obtint un brevet du roi, le 30 avril 1654, le nommant conseiller d'Etat. Il épousa Marie du Lieu, fille d'un gentilhomme de Lyon, le 11 avril 1652.

Il laissa :

1° Ennemond-Bernard de Bressac, ci-après.

2° François-Philippe, qui fut abbé et prieur de Vagnas.

3° Jean-Baptiste de Bressac, colonel d'infanterie, tué à la tête de son régiment à l'affaire de Cassano.

4° Marie de Bressac, épouse de Philippe du Vivier, conseiller du roi, maître ordinaire en la chambre des comptes de Grenoble.

5° Françoise, religieuse à Sainte-Marie-d'en-Haut, à Grenoble.

6° Justine, religieuse ursuline à Valence.

Charles-Jacques de Bressac avait d'abord servi comme cornette ou porte-étendard au régiment de cavalerie de St-André-Montbrun ; il eut ensuite une compagnie dans le régiment de Sault ; puis, il passa dans une compagnie de cheveu-légers du régiment de Ferron et obtint, le 28 décembre 1649, un brevet d'aide de camp dans les armées de S. M., où sont rappelés ses services comme capitaine d'une compagnie d'infanterie au régiment de Sault pendant plusieurs années ; il se trouva aux sièges de Gravelines, de Rose, de Porto-Longone et de Crémone, et à la bataille de Réthel.

A la mort de son frère, qui avait été tué en duel, il

(1) D'après une note faisant partie des papiers du baron de Bressac.

quitta le service et la compagnie de cheveu-légers de Fer-ron, et, sur les désirs de sa famille, succéda au défunt.

Il fut un juge de mérite et devint doyen du parlement.

Ennemond de Bressac, seigneur de La Vache et Faventines, conseiller au parlement de Grenoble, dont il a été ensuite le doyen, épousa, le 16 mars 1688, Marie de Manissy, fille de François de Manissy, comte de Ferrières, président en la chambre des comptes du Dauphiné, et de Marie-Justine de Bressac, cousine germaine dudit Ennemond-Bernard de Bressac. Le contrat fut reçu par M^e Pouvain, notaire à Grenoble. Ils eurent :

1^o Jean-Baptiste de Bressac, chevalier de l'ordre militaire de St-Louis et ancien capitaine de cavalerie au régiment du commissaire général.

2^o Hugues-Humbert de Bressac de Faventines, major du régiment de la couronne, chevalier de Saint-Louis et ensuite major de la ville de Perpignan.

3^o Jean-Baptiste-Bernard de Bressac, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine au régiment de la couronne.

4^o Ennemond-Bernard de Bressac, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine d'infanterie au régiment de Montmorency, ensuite lieutenant de roi à Honfleur.

5^o Françoise-Philippe de Bressac, religieuse de Sainte-Ursule à Valence.

6^o Justine de Bressac, aussi religieuse ursuline en la même ville.

7^o Catherine de Bressac, épouse de Pierre-Simon de Cocquié, commissaire des guerres.

8^o Marie de Bressac, épouse de Jean-Baptiste d'Oyze, chevalier de St-Louis, ancien capitaine d'infanterie au régiment de Périgord.

D'un second mariage contracté, au mois d'octobre 1715, avec Catherine de Viennois de Visan, il eut Laurent-Espérance.

Jean-Baptiste de Bressac, seigneur de La Vache et de Faventines, chevalier de St-Louis et ancien capitaine de cavalerie au régiment du commissaire général, marié, le 29 janvier 1739, avec Françoise de Ponat, n'eut pas d'enfants de cette union.

Il fut d'abord destiné à occuper la charge de conseiller au parlement comme son père, mais celui-ci, après son second mariage, ne voulut pas s'en dessaisir, et Jean-Baptiste embrassa la carrière des armes. Le 4 mai 1748, il épousa Marie-Anne Aymon de Franquières, fille d'un conseiller vétérân du parlement, seigneur de Franquières, du Mollard et du Chatelet, et de Catherine-Antoinette de Vidaud-la-Tour. Il eut d'elle :

1° Marie-Anne-Catherine-Joséphine, née le 18 février 1749.

2° Marie-Hugues-Humbert, né le 3 mars 1750, mort quelques jours après. Il avait eu pour parrain et marraine Hugues-Humbert de Bressac de Faventinés, major de Perpignan, et M^{me} de Franquières.

3° Marie-Joséphine, née le 2 juin 1751, décédée à 8 ans, ayant eu pour parrain et marraine Gabriel-Aymon de Franquières, son grand-oncle, ancien capitaine de cavalerie, et M^{me} d'Oyze.

4° Jean-Baptiste-Bernard-Marie-Gabriel, né le 16 mai 1752, décédé le 6 nov. 1753; parrain, le chevalier de Bressac, ancien capitaine d'infanterie au régiment de la couronne, et marraine, M^{me} de Franquières de Mailly.

5° Ennemond-François-Marie, né le 25 septembre 1753, tenu au baptême par Ennemond-Bernard de Bressac, lieutenant de roi à Honfleur, et M^{lle} d'Agel.

6° Marie-Anne-Joseph-Gabriel-Laurent, né le 31 déc. 1754. Il eut pour parrain Laurent-Espérance de Bressac et pour marraine Gabrielle de Franquières, de Béziers. Décédé à La Vache.

7° Marie-Joseph-Gabriel-Laurent, né le 16 janvier 1756. Il eut pour parrain Laurent de Franquières et pour marraine M^{lle} Marie-Anne de Ferrières.

8° Marie-François, né le 9 oct. 1757, filleul de François de La Tour, conseiller clerc à Grenoble, et de M^{lle} Francoise de Franquières.

9° Marie-Jeanne-Madeleine, née le 1^{er} juillet 1760, et tenue au baptême par Emmanuel de St-Priest, intendant de Languedoc, et par M^{me} Marie-Madeleine de La Tour-Vidaud.

10° Marie-François-Dauphin, né le 26 avril 1762; par-

rain, M. François-Dauphin de Vernas, et marraine, M^{me} Françoise-Madeleine de La Tour de Chabon.

Le 28 août 1784, Marie-Anne-Joseph-Gabriel-Laurent de Bressac contracta mariage avec Marie-Louise-Gabrielle de Suarez d'Aulan. De cette union :

1° Marie-Denis-Laurent-Régis, né le 2 janvier 1787, baptisé le 3. Il eut pour parrain M. d'Aulan, son grand-père, et M^{me} de La Valette de Franquières.

2° Alfred-Marie-Laurent-Régis, né le 30 juillet 1788, tenu au baptême par M. de Franquières, son grand-oncle, et M^{me} de Petit-Val d'Harouard, sa grand'tante.

3° Emilie-Marie-Jeanne-Baptiste-Françoise, née le 17 nov. 1789, baptisée le même jour ; parrain, Jean-Baptiste d'Oyze de Vinsobres, son grand-oncle, et marraine, M^{me} de St-Sornin (Harouard), sa grand'tante.

Marie-François-Dauphin (1), dit le chevalier de Bressac, capitaine au régiment de Beaujolais, infanterie, fils de Jean-Baptiste et de Françoise de Ponat, mort à Valence en 1835, s'était marié, en 1802, à Eulalie de Sucy, sœur de M^{me} de Chièze et de l'ordonnateur en chef de l'armée d'Egypte, François de Sucy, jeune homme plein d'avenir, passionné pour l'érudition et pour les arts, misérablement massacré, à son retour en France, par la populace d'une petite ville de Sicile (2).

Il avait, à cette époque, d'après une note manuscrite, un cousin germain du même nom, attaché au service du roi de Naples en qualité de chambellan, chargé d'une mission auprès du roi de France en 1827. N'y aurait-il pas eu confusion entre ce personnage et Marie-François-Dauphin de Bressac ? Il portaient le même nom et le titre de chevalier.

LÉON EMBLARD.

(A continuer).

(1) Ce prénom de Dauphin n'est autre que le nom patronymique des Vernas.

(2) *Bulletin de la Société d'Archéologie*, 1876, t. IX.

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DES

COMTÉS DE VALENTINOIS ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 122^e à 139^e livraisons.)

V

Dès qu'on eut appris à Grenoble la nouvelle de la mort du roi, le gouverneur du Dauphiné, Jacques de Miolans, donna, par lettres du 6 septembre, une commission à Claude Bœuf, secrétaire delphinal, pour faire rentrer dans le domaine un certain nombre de terres et de seigneuries aliénées ou cédées sous le dernier règne. Le commissaire devait sans retard se transporter dans les diverses localités qui lui étaient désignées et en prendre possession ; ceux qui les détenaient auraient ensuite à faire valoir leurs droits. On lui signalait, entre autres, comme devant faire immédiatement retour au domaine, La Roche-de-Glun, Pisançon, Chabeuil, Saint-Nazaire, Rochefort-en-Valentinois, Pierrelatte, Baix aux Montagnes, Montclar, Beaufort, Quint, Pontaix, le sexterage de Valence, etc. Claude Bœuf exécuta aussitôt sa commission, car, le 12 septembre, nous le trouvons à Rochefort, prenant possession de cette place, que dix ans auparavant Louis XI avait donnée à Antoine de Saint-Priest (1).

(1) Archives de l'Isère, B, 3052, f^o 1 et suiv. — Tout ce volumineux registre des archives renferme les procès-verbaux des réunions au domaine des terres aliénées.

Anne de France, la fille aînée de Louis XI, femme de Pierre de Bourbon, sire de Beaujeu, à qui la tutelle du jeune roi et la régence du royaume avaient été confiées, tenait de son père une intelligence pratique, une volonté de fer ; elle devait reprendre avec une rare énergie l'œuvre de l'unité nationale un moment interrompue. Un de ses premiers actes fut de signer la révocation de toutes les aliénations du domaine royal, faites au profit soit de l'Eglise, soit des particuliers. Cette mesure allait avoir chez nous les plus graves conséquences. Le décret portant cette révocation est daté d'Amboise, le 22 septembre (1). Le parlement du Dauphiné s'empressa de l'enregistrer et de faire assigner Guillaume Ricci, gouverneur pour le pape des comtés de Valentinois et de Diois, à l'effet d'entendre le jugement qui déclarait restituées au domaine les places actuellement au pouvoir de l'Eglise, notamment Crest, Montélimar, Sauzet, Savasse, Upie, Montmeyran, Châteaudouble, Charpey, Grane, Saou, Gigors. Ricci et Martin Vidal, son procureur, n'ayant pas mieux répondu que la première fois à la citation, le parlement rendit une ordonnance, le 10 octobre, qui déclarait le retour au domaine de toutes les terres occupées par les officiers pontificaux, condamnait à une amende de 500 marcs d'argent ceux des habitants qui continueraient à reconnaître la souveraineté du pape, et chargeait Jean de Ventes, conseiller au parlement, du soin de rétablir dans les contrées l'autorité du monarque (2).

Dès le 15 octobre, Jean de Ventes, accompagné d'Etienne Laginet, notaire, d'Etienne de Beaupont, licencié-ès-lois et procureur fiscal, commençait sa tournée dans le Valentinois par le village d'Upie, où il ne rencontra aucune opposition. Les panonceaux du pape qui se trouvaient sur les portes du

(1) GODEFROY, *Histoire de Charles VIII, roy de France, par Guillaume de Saligny, André de la Vigne...* Paris, 1684, in-f°, p. 352.

(2) Archives de l'Isère, B, 3052, f° 46-7.

village furent enlevés avec respect, déposés dans l'église et remplacés par ceux du Dauphiné (1). Le lendemain, la ville de Crest reçut la visite du délégué. La remise de la place se fit avec une certaine solennité, en présence de noble Jean Aloys, de Jean d'Urre, d'Antoine d'Urre dit Cornillan, seigneur du Puy-Saint-Martin et d'autres personnages. Les clés du château furent livrées par Antoine de Montoison, et le commissaire confia la garde de la place et de la tour à Jean Blain, seigneur de Puy-Célar (2).

Le 17 octobre, Jean de Ventes passe à Sauzet, où il accomplit toutes les formalités de sa commission, puis de là se rend à Montélimar. Il pénètre, sans difficulté, dans la ville et fait publier dans les places et les carrefours l'ordonnance du parlement, pendant que Sébastien Ricci, châtelain du lieu, s'enferme avec quelques soldats dans la forteresse, appelée le château du pape, et se prépare à opposer une vive résistance. Le commissaire ne tarde pas à se présenter devant la porte du château, accompagné des gens de son escorte et d'une foule nombreuse, très désireuse d'assister à un émouvant spectacle. Il somme le capitaine d'avoir à lui ouvrir. C'est en vain qu'il appelle, qu'il menace. Pourtant, après plusieurs sommations, on voit apparaître aux créneaux Sébastien Ricci, qui déclare avoir reçu du pape la garde du lieu et qu'il n'ouvrira la porte que quand on lui aura montré un ordre formel, bien authentique, du roi de France, à qui il veut obéir. Il demande quelle est cette commission dont le conseiller delphinal se dit être investi ; il veut la voir. On

(1) Archives de l'Isère, B, 3052, f° 48 : *Rursusque prefatus commissarius, dictam executionem continuando, penuncellos, armis d. n. nostri pape depictos, in portis sive portalibus d. opidi... Upani, jussit per dictum servientem, cum debita reverentia, amoveri et ad ecclesiam ejusdem loci deferri, et in eisdem portis, sive portalibus penuncellos, armis delphinalibus depictos, in signum dicte restitutionis et reintegrationis... apponi.*

(2) Archives de l'Isère, B, 3052, f° 50.

s'offre aussitôt à la lui montrer. Mais, en homme avisé, Ricci ne consentira à sortir pour lire la pièce qu'on lui montre, que si on veut bien lui donner une sauvegarde. On s'empresse de la lui accorder. Aussitôt la porte s'ouvre et le capitaine pontifical s'avance quelques pas hors de la citadelle, lit l'ordonnance du parlement, puis déclare que ce ne sont point là des ordres émanés du roi. A son tour, il présente un document et va en donner lecture. C'est une protestation indignée, faite au nom de Guillaume Ricci, contre la violation des droits sacrés de l'Eglise : il y a plus de cent ans, y est-il dit, que l'Eglise romaine a la souveraineté du Valentinois et du Diois ; elle les possède en vertu du testament du dernier comte Louis de Poitiers ; ses droits ont toujours été reconnus, et Louis XI, en cédant les comtés au pape, n'a fait que restituer un bien qui ne lui appartenait pas. Quant à lui, ajoute-t-il, chargé par son maître de la garde de cette citadelle, il ne l'abandonnera que s'il y est contraint par la force des armes. Sur ces fières et énergiques paroles il se retire dans la place et attend qu'on vienne l'y attaquer (1).

(1) Archives de l'Isère. B, 3052, f° 67. Successive, anno et die proxime dictis, continuando dictam exequutionem, prefatus d. commissarius... (venit ad fortalicium) ville Montilii Adhemaris vulgariter nuncupatum castrum papale, et perventus ad primam et majorem portam ipsius castri, eam reperit clausam, adeo quod intrare non potuit. Interea accepto revera quod nonnulli erant in eodem castro intrûsi, pulsavit ut ex parte memorati regis et comitis dictarum comitatum, domini nostri, dicti castri sibi aperturam facerent, pro dicta ejus commissione exercenda... Ad cujus commissarii vocem, venit et apparuit in summitate muri dicti castri, desuper ipsam portam, quidam d. Sebastianus Rici, qui eidem domino commissario duxit respondendum quod ipse erat in ipso castro pro sanctissimo domino nostro papa et quod nullam faceret aperturam, nisi super hoc expressum mandatum regis haberet, cui paratus erat obtemperare, petens et requirens visionem dictarum litterarum commissionis, cui domino Sebastiano concessa... visione dictarum..., eidem et aliis in dicto castro inclusis, ipse dom. commissarius... precepit quatenus illico d. castrum

La situation devenait critique. Les Montiliens, accourus nombreux, se demandaient avec anxiété comment allait se terminer cette affaire. Jean de Ventes n'était pas homme à renoncer à la lutte; coûte que coûte il-remplira sa mission! Se tournant vers quelques-uns de ceux qui l'accompagnaient, Jean Aloys, Antoine et Aymar d'Urre, Guichard de Pra-comtal et autres, il leur commanda de lui prêter main-forte et de l'aider à forcer la porte du château pour en expulser la garnison pontificale. Il enjoignit aussi à Jean Valier, sergent delphinal, de se rendre aussitôt aux endroits accoutumés où se faisaient les proclamations et criées publiques, afin de transmettre aux habitants l'ordre de saisir leurs armes et de venir faire le siège du château. La garnison ne se défendit pas. Elle se contenta, en mode de protestation, de garder une attitude passive. Aussi le commissaire put, sans rencontrer de résistance, faire enfoncer à coups de hache les portes de la citadelle. Le brave et fidèle Ricci fut déclaré prisonnier, avec sa petite garnison, qui comprenait un certain nombre de Montiliens, parmi lesquels on signale en parti-

aperirent ... dicens insuper d. Sebastiano.... quod veniret visum ipsas dominicales litteras. Cui ipse d. Sebastianus duxit respondendum quod non auderet venire sine securitate ab eodem d. commissario. Qua securitate eidem d. Sebastiano concessa, ipse d. Sebastianus venit et exiit foras d. castrum, ibi juxta portam predictam, ubi ipse d. commissarius voluit quod ipse d. Sebastianus ipsas litteras videret et legeret. Quibus per dictum d. Sebastianum de verbo ad verbum ibidem voce alta et intelligibili, in presentia et audientiam omnium in magno numero adstantium lectis, atque visis, exhibuit... quamdam cedulam... cujus tenor sequitur: « Licet insignis curia parlamenti juris requisitionem pro parte egregii viri d. Guillelmi Rici, legum doctoris, domini Meynerbie, sacre aulæ consistorii advocati, et pro sanctissimo d. n. papa et sancta romana ecclesia in comitatibus Valent. et Dien. gubernator generalis, factam debuisset acquirere... actamen domini curiam ipsam tenentes, non animadvertentes quod grave sit jura, jurisdictionem, dominia, terras sancte romane ecclesie, que de patrimoniis domini nostri Jesu Christi existunt, usurpare et de eis cognitionem assumere velle... »

culier Antoine d'Ayguèche (1). La garde du château fut ensuite confiée à Robert Puissant, qui le lendemain était encore nommé clavaire ou receveur des péages de Montélimar, de Savasse et de la tour de Lène.

(1) Archives de l'Isère, B, 3052, f° 72. Prefatus autem commissarius, his auditis et attentis dictis rebellionibus, cupiens sibi commissa debite exequutioni demandare... jussit fieri apperturam d. castri et ipsum ingredi, vi et potentia, et ab eodem castro expelli et capi dictos in ipso intrusos via militari et armata, precipiendo propterea et ex parte d. n. regis dalphini et comitis... nobilibus Johanni Aloys, Anthonio et Aymaro de Urro, necnon nobili Guichardo de Pratocomitali, magistris Guillermo Charbonerii, Jacobo Curioli, Yvoni Herberti, Roberto Puissant et pluribus aliis personnis d. ville Montilii Adhemaris, ibidem in magno numero astantibus et existentibus, quatenus illico in armis se ponerent et ipsum d. commissarium, pro dicta ejus commissione exercenda et executioni debite demandanda fortem facerent et auxilium prestarent... et quod propterea dictum castrum vi et potentia apperirent et dictos intrusos caperent, pro de eisdem juxta casus existentes debita justitia ministranda, et ulterius precepit ipse commissarius supradicto Johanni Valerii, servienti generali delphinali, quatenus illico proclamaret per loca solita d. ville Montilii et preciperet quibuscunque incolis dicte ville quos reperiret, ex parte d. n. regis dalphini, sub gravis et formidabilibus penis, quatenus se in armis ponerent et incontinenti ad prestandum auxilium in premissis. . Demum paulo post, dicti nobiles et alii predicti supradictum castrum ingressi fuerunt vi et violencia, portam frangendo, et ingressi dictum castrum, in eodem intrusos reperierunt d. d. Sebastianum Rici, Anthonium de Ayguechio dicte ville et certos alios quos ceperunt, cumque ipsi dictos d. captos, quos in dicto castro intrusos reperierant, ad d. d. commissarium adduxerent, et ipse d. commissarius reverteretur ad d. castrum obviavit ipsis secum captos adducentibus jandictos d. Sebastianum Rici, Anthonium de Ayguechio et alios quos in d. castro reperierant... Qui d. commissarius ad d. castrum accessit et applicatus ante d. portam ipsius castri.. regem dalphinalem et comitem, in possessione sua pristina ipsius castri dictorumque comitatuum et maxime d. Montilii Adhemaris et castrorum ejusdem restituit et reposuit..., dictum magistrum Claudium Servonis, vice procuratorem piscalem dalphinalem... intra dictum castrum per dictam ejus portam introducendo et vectem ipsius parte per ipsum vice procuratorem quo supra nomine palpari faciendo...

Le 20 octobre, Jean de Ventes était à Loriol, où il reçut les préposés des péages de Baix et du Pouzin, qui firent toute sorte de protestations de fidélité au roi. Le 23, à Valence, il délégua plusieurs personnages de sa suite pour aller à Châteaudouble et à Charpey procéder à la réunion de ces places au domaine (1).

Ainsi dépouillé de son gouvernement, expulsé du Valentinois, Guillaume Ricci se hâta d'informer le pape de l'affront qui venait d'être fait, en sa personne, à l'Eglise romaine. Sixte IV en ressentit la plus vive irritation. Il pouvait du reste y voir un indice de la nouvelle orientation de la politique française à l'égard du saint siège. Répondre à cet attentat aux droits de l'Eglise par une sentence d'excommunication, comme il en eut d'abord la pensée, était une mesure pleine d'incertitudes et de dangers, qui pouvait mener loin : il ne se départit point de la modération, qui de tout temps aux heures critiques, a été dans les traditions romaines. Il crut prudent de réserver l'avenir ; il écrivit le 1^{er} décembre 1483 à Pierre de Bourbon, qui venait d'être fait connétable de France, et qui, en qualité d'époux de la régente, était censé avoir le plus d'influence dans les conseils de l'Etat. Il le pria de prendre sous sa protection la cause et l'honneur du saint siège. Voici le texte de cette lettre :

Duci Borbonii.

Hortamur nobilitatem tuam ut, pro solita tua et predecessorum ad nos et ecclesiam devotione, et pro justitiæ debito, omnem tibi possibilem operam adhibere procures per nostrorum officialium et castellanorum ad sua solita officia restitutionem, nec permittas tam gravem injuriam nobis et præfatæ ecclesiæ illatam in regno Franciæ, cujus reges et incolæ hujus sanctæ sedis et sedentis in ea cultores et fautores semper fuere, impunitam transire; distulimus usque modo publicare quibus censuris ecclesiasticis qui talia fecerint

(1) Archives de l'Isère, B, 3052.

et eis ad id auxilium, consilium vel favorem, directe vel indirecte, tacite vel expresse, prestiterunt, eorumque descendentes usque in tertiam generationem, ac loca dominii eorum, censuris et poenis ecclesiasticis irretiti sunt, juxta apostolicas constitutiones, non dubitantes regem ipsum, re hac intellecta; eos, qui talia perpetrarunt, condigna animadversione, puni-turum, in aliorum exemplum, et missurum ad apostolicam sedem a censuris prædictis, injuncta eis pœnitentia, absol-vendos. Alioquin expediens foret, pro juris dictæ ecclesiæ tuitione, ad opportuna a jure et constitutionibus prædictis data remedia recurrere, contra eos qui talia fecerunt, et alios qui, cum possint, illa negligent emendare: quod tandem faciemus, quanquam non libenter sed necessitate compulsi, ne nos præfatæ ecclesiæ, sponsæ nostræ, jura negligere videa-mur, qui alios in sua justitia confovemus. Datum Romæ, die I decembris MCDLXXXIII, pontificatus nostri anno XIII (1).

Ces plaintes, ces menaces du pape arrivaient à un moment où elles ne pouvaient produire aucun effet. L'opinion publique s'était prononcée avec une grande énergie contre les aliénations du domaine, les prodigalités de toute sorte du règne précédent. On n'avait point hésité à les abolir. Le 8 janvier 1484, la cour rendit un nouveau décret, pour replacer sous la main du roi toutes les terres aliénées (2). D'autre part, la régente et le duc de Bourbon, son époux, se voyaient aux prises avec de graves difficultés. Il fallait déjouer les intrigues de Louis d'Orléans, gagner ceux de sa faction et se créer des amis. Le comte de Dunois, tout d'abord hostile, fut rattaché au parti de la régente par le titre de gouverneur du Dauphiné qui lui fut octroyé le 13 novembre 1483, en même temps que par une somme de 3,960 ducats à prendre sur les revenus du Briançonnais (3). Tout ce qui avait souffert

(1) RAYNALDI, *Annales*, ad an. 1483, n° 40.

(2) Archives de l'Isère, B, 3052.

(3) *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, t. XIII (1740), in-4°, p. 670. — François d'Orléans, comte de Longueville, puis de Dunois, après la mort de son père. Né en 1444, il fut gouverneur de

tout ce qui avait été opprimé, justement ou injustement, sous Louis XI, requérait justice. Jean de Châlon obtint le 29 décembre 1483 des lettres données à Amboise, portant mainlevée de la principauté d'Orange et de ses autres terres qui avaient été confisquées (1). René de Lorraine vint à son tour réclamer la Provence. Mais de toutes ces revendications, il en est une qui intéresse plus directement l'histoire du Valentinois ; nous voulons parler de celle d'Aymar de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier.

En compensation des droits qu'ils prétendaient avoir sur l'héritage du dernier comte de Valentinois, les Poitiers-Saint-Vallier avaient reçu la seigneurie d'Etoile et quelques autres terres en Vivarais. Or, comme nous l'avons raconté plus haut, Louis XI désirant, dans un but politique, rattacher au domaine delphinal le château d'Etoile, avait fait proposer un échange à Charles de Poitiers ; celui-ci céderait ce château et recevrait une rente annuelle de 900 florins. L'offre ne fut point agréée. Le dauphin ordonna la saisie du fief en 1448, et son légitime possesseur, pour se soustraire aux tracasseries dont il était l'objet, se vit contraint de quitter la province et de se réfugier au château d'Arlende. Là, il tomba malade et pressé de mettre un terme à ses ennuis, en passa par toutes les conditions que le prince lui imposa, par une transaction du 28 novembre 1454. Charles de Poitiers était mort quelques jours après (2). Aymar, son fils et héritier universel, ne manqua pas de protester auprès de Charles VIII contre cette vente forcée. L'affaire devenait délicate. La terre d'Etoile avait été cédée en 1455 à Louis de Crussol, et il allait falloir maintenant en déposséder ses héritiers. La cour toutefois, qui tenait à contenter le seigneur de Saint-Vallier,

Normandie, puis du Dauphiné. Il ne garda pas longtemps ce dernier emploi, qui fut donné le 14 février 1485 à Philippe de Savoie, seigneur de Bresse.

(1) Archives de l'Isère, B, 2984, f° 349, et B, 3806.

(2) Voir plus haut, p. 168-9, 221.

fit expédier au gouverneur du Dauphiné et à la chambre des comptes des lettres royales datées de Mehun-sur-Loire, le 12 novembre 1483, pour soumettre à leur étude cette difficulté : tous les faits y sont longuement relatés (1). Le même jour, d'autres lettres de Charles VIII délèguent Philippe Baudet et Jean Palmier, pour recevoir les dépositions des témoins, que le seigneur de Saint-Vallier « entend produire » au procès qu'il a avec le sieur de Crussol, pour raison de « la terre et seigneurie d'Estoile et aultres choses qu'il prétend à luy appartenir, .. lesquels s'ils se mouroient, décéderoient, se absentoient ou perdoient leur mémoire pour estre ouys et examinés, le bon droict d'iceluy exposant seroit exposé en danger d'estre grandement empiré... » Le résultat des enquêtes, aussi bien que les observations personnelles des délégués, devaient être adressés au roi et à son conseil (2). Le 11 février 1484 le roi écrivait de Tours aux gens de son parlement de Grenoble, pour leur donner tout pouvoir pour régler l'affaire pendante entre le seigneur de Saint-Vallier et la couronne. Nous « vous enjoignons par ces présentes, leur dit-il, que si appelés nostredit procureur delphinal, le sieur de Crussol et aultres qui pour ce seront appelés, il vous appert lesd. comtés de Valentinois et de Diois avoir compété et appartenu aux prédecesseurs dud. suppliant, et du transport fait d'icelles a nostre dit feu ayeul par led. feu Loys de Poitiers, ayeul d'iceluy suppliant moyennant lad. recompense de 5,000 florins et que led. lieu d'Estoile eut esté bailhé pour lad. somme de 900 florins faisant partie de lad. somme de 5,000 florins, aussy que nostre dit ayeul eust promis, le jour que led. transport fut faict et passé, bailher led. lieu d'Estoile aud. feu ayeul dud. suppliant en perpétuelle assiette, et que au moien d'iceluy contract et transport led. ayeul et feu Charles de

(1) Archives de l'Isère, B, 2884, f° 594, et B, 3590.

(2) Archives de l'Isère, B, 3594.

« Poyctiers, père dud. suppliant, ayent jouy paisiblement de
« lad. terre et seigneurie d'Etoile, par le passé de trente ans
« environ, et que pareillement feu nostre tres chier seigneur
« et père, que Dieu absoille, luy estant dauphin, aye con-
« trainct par force led. exposant à soy despartir de sa récom-
« pense dessus dicte à luy baillée par nostre dit ayeul, ainsi
« que dessus est dit, et mesmement dud. lieu et place
« d'Etoile, et en venant contre lad. promesse de nostre dit
« feu ayeul, luy eust faict prendre la recompense non suffi-
« sant, ensemble si protestations faictes par led. feu père
« dud. exposant, alors qu'il fut contrainct de passer led.
« contract, si l'on l'a voulenté .., vous, audit cas, led. con-
« tract de transaction, accord et renonciation, ainsi faict par
« contraincte que dit est, rescindez, cassez et annulez..., et
« faictes, souffrez et laissez iceluy nostre cousin exposant
« joyr et user pleinement et paisiblement de lad. place et
« seigneurie d'Etoile et ses appartenances, ainsi baillée pour
« lesd. 900 florins partie desd. 5,000 florins. ., en rendant
« et restituant toutesfois par led. exposant de sa part lad.
« recompense que fut baillée à sond. feu père pour led.
« lieu d'Etoile..., et faictes contraindre led. sieur de Crus-
« sol... (1) »

Selon leur habitude en semblables circonstances, les gens de loi du parlement firent traîner les choses en longueur : l'arrêt qui mit fin à ces contestations ne fut rendu que cinq ans plus tard. En cette même année, ils eurent à instruire le procès de quelques personnages, un certain Salazar, Jean bâtard de Lastic et François Palmier, qui fomentèrent à Etoile des désordres, sur la portée desquels nous ne sommes qu'imparfaitement renseigné. On peut supposer que ce fut à l'instigation du sire de Crussol, peu disposé à se laisser enlever l'important fief d'Etoile, qu'ils se rendirent maîtres du château de ce lieu et résolurent de s'y maintenir. Sur l'ordre

(1) Archives de l'Isère, B, 3594.

du parlement, André de Claveyson, châtelain de Chabeuil, convoqua le ban et l'arrière-ban de dix-neuf communautés voisines et, à la tête de cette petite armée, se présenta sous les murs d'Etoile. Mais les séditeux n'osèrent affronter les périls d'un siège. Ils échappèrent par la fuite au châtimement. Une enquête fut faite le 10 mai 1484 pour établir les responsabilités. Les biens des coupables furent saisis et mis sous la main du roi (1).

Cependant, le conseil du roi avait décidé la convocation des Etats généraux à Orléans pour le 5 janvier 1484; le 10 décembre précédent, une lettre informait les habitants de Lyon que la réunion aurait lieu non pas à Orléans, mais à

(1) Chorier, t. II, p. 488. — Archives de l'Isère, B, 2984. — Une lettre de Charles VIII, datée de Tours, le 17 février 1484 (n. s.), nous révèle certains détails sur le péage d'Etoile. Le monarque écrit au gouverneur du Dauphiné ou à son lieutenant, pour dire qu'il a reçu des plaintes des habitants de Livron, au sujet des droits de péage qu'on exige d'eux à Etoile, malgré l'exemption dont jouissent tous les sujets de l'évêque de Valence, dans les divers lieux de péage des comtés de Valentinois, « pour leurs victuailles et aultres choses qui sont pour « manger et pour boire, excepté du sel... », exemption qui leur fut reconnue par une transaction de l'année 1248. Les habitants de Livron, ajoute le roi, ont bénéficié de cette exemption jusque dans ces derniers temps, où le seigneur de Saint-Vallier devint possesseur d'Etoile et « commist à la recepte du péage d'Etoile un lombart très rigoureux « et homme de mauilvaise comitence, lequel par fort arrests, empri- « sonnement ou détentions... contraigna... lesd. hommes de Livron... « passant par le terroir dud. Estoile à payer peage, tant des blés, vins « et aultres denrées pour manger... » Les habitants de Livron s'adressèrent bien à leur évêque, qui était pour lors, Jean de Poitiers, frère du seigneur de Saint-Vallier, qui ne voulut rien faire, pour ne pas se créer d'embarras avec son frère. En 1459, ils portèrent leurs plaintes au parlement. On commença un procès qui est encore pendant. Le roi veut qu'on termine cette affaire. Ce ne fut que trois ans plus tard, le 22 décembre 1486 qu'intervint un arrêt du parlement de Grenoble, donnant gain de cause aux habitants de Livron et les maintenant dans leurs droits séculaires. Archives de la Drôme, E, 3574.

Tours. Les intrigues du duc d'Orléans et de son parti, qui comptaient s'appuyer sur les représentants de la nation pour disputer le pouvoir à la régente, Anne de Beaujeu, furent sans doute le motif qui provoqua le transfert des Etats dans la ville de Tours. L'ouverture en eut lieu le 14 janvier (1). Pour la première fois, on put voir une représentation de la France entière : les paysans libérés furent appelés, aussi bien que les bourgeois des villes, à se concerter entre eux pour choisir les députés du Tiers. Le Dauphiné, auquel se joignit la sénéchaussée du Valentinois et du Diois, envoya treize députés (2). Le journal des Etats, les cahiers des trois ordres reflètent l'esprit des populations et nous font connaître les tendances, les vœux de l'assemblée. Tous s'accordent à demander le rétablissement de la Pragmatique Sanction, abolie par Louis XI, la liberté des élections ecclésiastiques. Les députés du clergé s'élèvent avec une particulière violence contre les agissements de la curie romaine, qui, au moyen des annates, des grâces expectatives, des réserves, des collectes, des provisions de bénéfices souvent à des étrangers, à des ambitieux et des illettrés, enlève au pays des sommes considérables et entraîne la ruine temporelle et spirituelle des églises cathédrales et des monastères. Les nobles se plaignent, entre autres choses, qu'on a laissé, confié quelquefois à des étrangers des places fortes et certaines parties du territoire (3).

Comme on le voit, l'opinion publique en France était fort mal disposée envers le saint siège. Le 2 avril 1484, le roi écrivait aux consuls de Lyon de recevoir avec honneur le

(1) *Journal des Etats généraux de France tenus à Tours en 1484...*, rédigé en latin par JEAN MASSELIN..., publié et traduit pour la première fois... par BERNIER. Paris, 1835, in-4°. (Collection des documents inédits.)

(2) CHORIER, t. II, p. 488.

(3) GODEFROY, *Histoire du roi Charles VIII*. Paris, 1684, in-f°, p. 404-6. — *Statuta Delphinalia*. Gratianopoli, 1619, in-4°, p. 33-5.

cardinal Balue, que le pape envoyait en France en qualité de légat (1). Ce ne fut pas sans peine que Sixte IV obtint pour ce haut dignitaire de l'Eglise l'autorisation de pénétrer dans le royaume : il demeura six mois au Pont-de-Beauvoisin, et encore ne put-il passer outre qu'à la condition de ne point exercer les pouvoirs qu'il tenait de sa légation (2). Sans cesser d'entretenir des relations sur un ton amical, les deux cours s'adressaient de mutuels reproches : le pape ne pouvait s'expliquer qu'on osât parler de réformer certains abus sans faire appel à son autorité (3); il avait aussi sur le cœur l'outrage fait à ses officiers dans le Valentinois et ne cessait de réclamer cette province. Le moment vint où le roi dut expliquer sa conduite sur ces divers points. Après les cérémonies de son sacre qui eurent lieu à Reims le 30 mai 1484, il se mit en devoir d'envoyer à Rome l'ambassade d'obédience, comme faisait alors tout prince chrétien, à son avènement. Il plaça à la tête de l'ambassade le Dauphin d'Auvergne, Jean d'Amboise, évêque de Langres, et Etienne Goupillon, évêque de Séz. Parmi ceux qui les accompagnèrent, il convient de nommer Jean Rabot, conseiller au parlement de Grenoble, l'auteur de nombreux et copieux mémoires pour soutenir les droits du dauphin sur le Valentinois. Des lettres du 21 juillet accréditèrent les ambassadeurs auprès du pape, des cardinaux et des princes italiens, car leur mission ne se bornait pas à présenter à Sixte IV les hommages du fils aîné de l'Eglise, mais encore elle avait pour but de travailler à rétablir la paix en Italie, toujours troublée par des guerres intestines. Selon l'usage, on leur donna d'amples *instructions* pour déterminer les points qu'ils auraient ou pourraient avoir à traiter avec la cour pontificale et diriger leur conduite dans le sens de la politique du conseil. L'affaire du

(1) PÉLICIER, *Lettres de Charles VIII*. Paris, in-8°, t. I (1898).

(2) FORGEOT, *Jean Balue, cardinal d'Angers*. Paris, 1895, in-8°, p. 112.

(3) RAYNALDI, *Annales*, ad an. 1483, n° 39, 36.

Valentinois étant une de celles dont le pape ne manquerait pas de les entretenir, leur rôle sur cette question fut nettement tracé : ils avaient à se tenir sur la plus grande réserve, à ne rien promettre et à gagner du temps. Voici, du reste, le curieux passage de ce document, qui nous intéresse :

« Puis reciteront la reception des briefs apostoliques
« escripts au Roy pour la restitution de la comté de Valen-
« tinois... Et sur ce diront que led. seigneur désire estre au
« vray informé du droit prétendu en icelle comté par nostre-
« dit saint Père.

« Car bien est vray que le feu roy Loys, que Dieu absoille,
« à la persuasion de ceulx qui disoient ceste comté de Va-
« lentinois compéter audit siège apostolique, ne vouloit en
« rien empescher le droit de l'Esglise, en cas que led. siège
« apostolique y auroit droit, auquel cas iceluy seigneur s'en
« departit pour aultant que le droict du saint Siège y seroit
« trouvé, et non aultrement, ne plus avant, ainsi que le son-
« nent les mots contenus ès lettres patentes dud. feu seigneur
« sur ce faictes.

« Et, pour icelles entendre, est assavoir que les advocats,
« procureurs et officiers delphinaux, tant du feu roy que du
« roy présent, par oppositions, appellations ou aultrement
« se sont tousjours mis en contradiction pour montrer que
« led. saint siège apostolique n'avoit jamais eu droit quel-
« conque en lad. comté de Valentinois, et que les lettres du
« feu roy ne donnoient point de nouvel droit. Pour laquelle
« contradiction, nostred. saint Père n'a jamais été paisible
« possesseur d'icelle comté. Et ne pouvoit led. feu roy bail-
« ler lad. comté, car, au temps qu'il la bailla, il n'y avoit
« rien, mais appartenoit à Monseigneur le Dauphin à pré-
« sent Roy, en étoit possesseur.

« Avec ce diront lesdits ambassadeurs que tous ceulx du
« Dauphiné en ont fait grant instance et encores continuelle-
« ment la poursuivent, disant que lad. comté est jointe,
« unie inséparablement aud. pays de Daulphiné, en manière

« que, quant ores les lettres patentes du feu roy seroient cou-
 « chées en la plus avantageuse forme que faire se pourroit
 « au profit du saint siège, si n'aurait-il été selon droit en la
 « puissance d'iceluy feu seigneur de séparer lad. comté ne
 « de icelle transporter aud. saint siège apostolique. Et pour
 « cette cause, ont lesd. du Dauphiné envoyé notable ambas-
 « sade devers le roy, qui est à présent, requérir que ceste dite
 « comté ne soit disjointe d'iceluy pays du Daulphiné, mais
 « demeure perpetuellement conjointe et unie avec led. pays
 « et luy ont expressément dit, en présence des seigneurs de
 « son sang et des autres de son conseil, que à parler en ter-
 « mes de raison, il n'est pas en son pouvoir de le faire
 « autrement.

« Et pour ce que lesdits du Daulphiné proposoient le tres
 « grant interest particulier et dommage qu'ils se disent avoir
 « en ceste partie, aussy que le roy qui ne vouldroit faire que
 « choses justes et raisonnables, ne leur doit dénier justice,
 « il a ordonné auxdits du Daulphiné envoyer de leurs gens
 « bien instruits avec lesdits ambassadeurs, afin que en toute
 « humilité et reverence, ils donnent à cognoistre à nostredit
 « saint Père ce que verité et justice vouldroit en ladite ma-
 « tière, pour après en estre fait ainsi que nostredit saint Père
 « et le roy verront estre bon et convenable (1). »

Les ambassadeurs ne tardèrent pas à se mettre en route. Le roi écrivait le 2 août au duc de Milan pour lui annoncer leur prochain passage dans ses Etats (2). Mais un événement que rien ne faisait prévoir, porta l'attention des deux cours de Rome et de Paris vers d'autres sujets : nous voulons parler de la mort de Sixte IV, arrivée le 12 août. Il eut pour successeur Innocent VIII, élu le 29 du même mois et couronné le 12 septembre, pontife d'un caractère faible, de peu d'expérience politique. Il se vit tout d'abord en présence de

(1) BALUZII, *Miscellanea*. Lucæ, 1761, in-f°, t. I, p. 363.

(2) PÉLICIER, *Lettres de Charles VIII*.

grosses difficultés en Italie, notamment du côté de Naples. La question du Valentinois, fort secondaire, fut remise à un autre temps.

Bien fixés sur les intentions de leur maître, les gens du parlement et de la chambre des comptes du Dauphiné poursuivaient les détenteurs des terres aliénées, les contraignaient à produire leurs titres et, peu soucieux de respecter les privilèges des localités, voulaient les soumettre à une sorte de droit commun. La terre de Châteauneuf-de-Mazenc fut réunie au domaine, par procédures du 3 décembre 1483, contre Gérentonne de Poitiers, veuve de Pons Guilhem, sire de Clermont-Lodève. On sait que cette dame tenait ses droits de Lancelot de Poitiers, son père, et qu'elle avait été mise en possession de ce fief par ordre de Louis XI, en 1466, malgré l'opposition du parlement. Elle entama un procès pour faire valoir ses droits et finit par le gagner : un arrêt du parlement du 14 juillet 1486 lui donna main-levée de cette saisie. Après sa mort, la terre de Châteauneuf fut de nouveau réunie au domaine delphinal le 12 novembre 1488, et sa fille, Jeanne de Clermont, épouse de Jean d'Urfé, baron d'Auroux, se mit en mesure de soutenir un nouveau procès (1). Nous verrons plus loin les suites de cette affaire.

(A suivre)

JULES CHEVALIER

(1) *Mémoire contre les consuls et communauté de Châteauneuf-de-Mazenc... contre Messire Pierre-Hyacinthe-Lazare de Ravel...* Grenoble, 1787, in-4° (45 et 22 pp.), p. 34-5. — Archives de l'Isère, B, 3510.



LE CARDINALAT

DE

CHARLES ANISSON

Religieux de Saint-Antoine

« On ne doit pas oublier Charles Anisson, homme de lettres et bon théologien. Il étoit natif de Saint-Marcellin, et religieux de Saint-Antoine, où son mérite lui fit avoir des emplois extrêmement importants : car il fut Commandeur d'Aubeterre et Vicaire général de l'Abbé à Rome. C'est en cette ville que se joignant aux sieurs d'Ossat et du Perron, depuis cardinaux, il travailla avec un zèle infatigable pour l'accommodement de Henri IV avec le Saint Siège ; et quand cette importante affaire fut terminée, il y fit élever à ses dépens une pyramide qui s'y voit encore, et qui sera un monument éternel et du zèle d'Anisson pour son prince, et de la piété de nos rois pour la Religion (1). Le pape Clément VIII, qui connoissoit son mérite et honoroit sa vertu la voulut récompenser par un chapeau de cardinal qu'il lui envoya ; mais une mort précipitée le ravit à la terre dans le temps qu'on lui portoit ces marques de dignité, dont d'Ossat et du Perron furent aussi favorisez (2). »

(1) M. Florian VALLENTIN a publié dans le *Bulletin de la Société*, en 1883 (t. XVII), un excellent article sur cette colonne. Cette notice « *De la colonne dite de Henri IV sur l'Esquilin* » est traduite de l'étude publiée en italien, en 1882, par M. le professeur Joseph Tomassetti.

(2) *Hist. de Dauphiné*, p. 734.

Cet éloge tracé par Chorier a été reproduit à l'envi par tous les écrivains qui ont rappelé la mémoire de Charles Anisson ; chacun s'est efforcé d'ajouter quelques détails précis pour confirmer ce premier témoignage de l'historien du Dauphiné.

Guy Allard (*Dict. du Dauphiné*, t. I, 38) a copié Chorier. — Perneti, dans *Les Lyonnais dignes de mémoire*, dit que « l'on conserve encore son portrait, avec ses armes d'un côté, et de l'autre le chapeau de cardinal sur une table. » — Dassy (*L'abbaye ...*, p. 366-7) résume ses devanciers. — M. A. Rochas (*Biogr. du Dauphiné*, t. I, p. 29) accuse « d'Ossat et Duperron ... d'avoir dissimulé le service de leurs coopérateurs afin de se rehausser d'autant. » Mais, ajoute-t-il, « la découverte de divers documents diplomatiques nous a révélé toute l'efficacité des soins de Ch. Anisson et de l'auditeur de rote, Séraphin Olivier, son ami. »

Le rôle important attribué à Charles Anisson dans l'abjuration d'Henri IV, et l'éminente récompense qu'il aurait reçue pour ce service signalé, mérite que nous cherchions à découvrir la vérité de ce point d'histoire. De plus, la famille Anisson eut de longs et multiples rapports avec l'abbaye de Saint-Antoine, qui reçut sept de ses membres aux xvi^e et xvii^e siècles. Nous devons donc esquisser sa généalogie.

La famille Anisson habitait *Saint-Antoine* dès le commencement du xv^e siècle. Le 28 octobre 1419, le chapitre du monastère acquit « de Catherine, vefve d'Etienne Anisson », quatre charges de vin de pension sur divers fonds siz à Chevrières, pour quatre anniversaires fondés en cette église par frères Bertrand Boni-

face, commandeur de Milan et Jean Vignay, religieux cloître (1).

Au XVI^e siècle, GUIGON ANISSON exerçait à Saint-Antoine la profession de cordonnier. Il épousa Catherine Falque, et en eut plusieurs enfants : Pierre (2), Claude, Jean, Charles, Antoine et Lionnet. Les trois derniers entrèrent dans l'ordre de Saint-Antoine.

Claude, d'abord héritier de la profession paternelle et membre de la confrérie de Saint-Crépin en 1565, était, l'année suivante, vichâtelain de Saint-Antoine. Il exerça l'office de châtelain pendant trente ans (1571-1601). Il épousa en premières noces Thoinette Yzérable, qui lui donna deux enfants (3) : Clauda, mariée à Claude Delegaux le 16 juin 1585, et François. Celui-ci suivit l'exemple de ses oncles et fut religieux de Saint-Antoine. Claude Anisson se remaria à Monde Granon, veuve du notaire Charles Rivail.

Jean, apothicaire, mourut au commencement de l'année 1593 (4). Il laissa de sa femme, Guigonne de Calignon, quatre enfants : Gabriel, Catherine, Louise, et, vraisemblablement, l'antonin Pierre Anisson. — Frère Pierre Anisson ne put obtenir des régents de l'abbaye de succéder à ses oncles Charles et Antoine en l'office d'ouvrier (1597). En 1599 et les années suivantes, on le voit poursuivant ses droits sur la commanderie de Pont-de-Ratz en Gascogne, qu'Antoine de Gramont lui avait

(1) *Invent. des titres et fondations*, art. 278.

(2) *Pierre* Anisson est mentionné comme *fils* de Catherine Falque dans deux actes des 6 et 17 mai 1585. *Min. d'Eust. PIÉMONT*.

(3) Le 6 sept. 1589, Benoîte Anisson était femme de Jehan Moyrod, de Viriville. Acte fait à Saint-Apollinard, près la maison de M^e Claude Anisson. *Min. de Melchior ALLARD*, not. de Dionay, fol. 68. — Antoine Anisson était apothicaire d'Allex en 1609.

(4) *Min. d'Eust. PIÉMONT*, vol. de 1593, fol. 32-4.

résignée moyennant une pension de 125 écus. — Louise épousa Jean Gigard, notaire et châtelain de Tullins. — Catherine, sa sœur, mariée d'abord à Claude Vourey, fils de Jean, épousa en secondes noces, le 21 janvier 1621, Michel Perrod, et mourut en 1635.

M^e Gabriel Anisson, habitant à Saint-Marcellin, était docteur en droit et avocat consistorial au parlement de Grenoble, lieutenant en la judicature du mandement de Montrigaud (1631). Marié à Marguerite Sellard, il mourut avant 1643, laissant plusieurs enfants : 1) Yzabeau, mariée à M^e Antoine Graillat, procureur héréditaire ; — 2) Henri, docteur en droit, avocat au baillage de Saint-Marcellin, et juge de Tullins et de Roybon, vivant encore en 1697. Il épousa le 8 septembre 1648, Marguerite Boisset, fille aînée de Jean, procureur héréditaire, dont il eut : 1) Melchior-Nicolas, avocat en la cour ; 2) Simon-Revol, qui était, en 1745, conseiller du roi, procureur en la maîtrise des eaux et forêts, et avocat au baillage de Saint-Marcellin ; 3) Louise, mariée le 8 juin 1692 à M^e Charles Jomaron, avocat, sieur de Tivoley, fils de feu Charles, bourgeois de Romans, et de Catherine Savoye, habitant à Mirebel de Valclérieux ; 4) Louis, qui, étant sous-diacre, fut nommé le 22 janvier 1676, recteur de la chapelle du Bousquet, au diocèse de Valence, par dame Louise de Pierregourde, veuve de Louis de Maugiron, patronne de cette chapelle fondée par son père.

Guigon Anisson eut trois autres fils, déjà nommés : Charles, Antoine et Lionnet.

Lionnet était, en 1576, religieux du petit Saint-Antoine de Paris. Le 3 décembre 1586, il résignait la commanderie générale de Saint-Victor, en laquelle lui succéda, le 21 avril suivant, Philibert de Montagut. Il fut également

commandeur de Reims (1579-90) et vicaire général et agent de l'abbé Louis de Langeac.

Frère *Antoine* Anisson, tonsuré à Saint-Antoine le 2 mai 1550, par Pierre Palmier, archevêque de Vienne, fit profession le 30 juillet de la même année (1). Le 1^{er} février précédent, il avait été pourvu de la sacristie de la commanderie de Saint-Médard de Piégros (2). Il fut capiscol du monastère pendant les années 1562 à 1570. Pourvu en cour de Rome de la commanderie de Chambéry le 19 septembre 1588, il en prit possession le 24 décembre suivant (3). Il la conserva jusqu'à sa mort, ainsi que l'office d'ouvrier, où il avait succédé à son frère Charles en 1572. Nommé en 1580 pour le remplacer comme vicaire général de l'abbé, il reçut, en cette qualité, le 25 mai 1596, Antoine Tolosain à l'habit de la Religion, et présida les chapitres généraux de 1596 et 1597. Les définites s'étant assemblés le 14 août 1597, renvoyèrent la clôture du chapitre au 22 du même

(1) *Arch. dép. des Hautes-Alpes*, G. t. II, p. 158.

(2) Not. Michel GOHART, Reg. II, fol. 1.

(3) *Arch. du Rhône, fonds de Saint-Antoine*, c. 136. — M. A. PERRIN, (*Mém. de l'Acad. de Savoie*, 1890, p. 134), dit que ces provisions étaient en faveur de Charles Anisson, et que le 24 déc., Antoine fut mis en possession comme procureur de son frère. Ce n'est pas exact : car Charles Anisson était commandeur de Chambéry en mai, août et septembre 1574 (*ibid.*, c. 125), en 1576, 1578, 1582. Au contraire, Antoine apparaît comme titulaire de cette commanderie, en 1589-90, et jusqu'à sa mort (1597). — M. Perrin (p. 197) mentionne lui-même, en « 1581-1588, Charles Anisson, commandeur » et en « 1588, Antoine Anisson, commandeur de Chambéry. » — P. 168-70, sont énumérés divers dons des frères Anisson à leur commanderie de Chambéry, reliquaires et ornements portant leurs armoiries. A la fin du xvii^e siècle les Anissons de Lyon seront qualifiés *nobles* ; au xvi^e, Guigon Anisson était un simple cordonnier de Saint-Antoine, et cependant ses enfants ont un blason : cette famille jouissait donc d'une certaine considération. Nous n'irions pas cependant jusqu'à lui donner dès lors rang dans la noblesse, comme le fait la *Biographie du Dauphiné*, loc. cit.

mois. Mais dans l'intervalle, Antoine Anisson vint à mourir ; « la définition (1) » ne put être prononcée : les décrets de l'assemblée furent approuvés et ratifiés par le premier chapitre général, le 25 mai 1599.

Parmi les papiers trouvés dans la maison de l'ouvrier défunt et inventoriés le 24 septembre, un grand nombre concernaient la commanderie de Gap et l'office de l'œuvre. Le châtelain Claude Anisson s'en chargea comme procureur de frère Pierre Anisson, son neveu, « moderne ouvrier ». Les parents du défunt avaient un grand désir de conserver cet office à un membre de la famille ; mais les régents de l'abbaye vacante avaient de bonnes raisons pour en ordonner autrement, et ils y nommèrent frère Gilibert de la Roche (22 avril 1598).

CHARLES ANISSON entra de bonne heure dans l'ordre de Saint-Antoine, où il fit profession en 1544 (?) (2) : ce qui reporte sa naissance à l'année 1530 environ. Il fut pourvu, en 1556, de l'office de l'œuvre par la voie ordinaire, c'est-à-dire par l'abbé ou son vicaire général. Mais un autre cloîtrier, Jean Vallet, obtint pour lui-même d'autres provisions du légat d'Avignon. Se prévalant sans doute du haut dignitaire auquel il devait sa charge, Vallet traduisit son concurrent devant le vibailli de Saint-Marcellin. Le magistrat rendit en sa faveur

(1) C'est-à-dire la clôture. Le président du chapitre général la prononçait en ces termes : « Et ita definimus. » *Les chapitres généraux*, passim, ult. sess.

(2) « Dans un des protocols de M^e Michel GOHART (notaire de Saint-Antoine) sont contenues les créations et professions des religieux du monastère de Saint-Anthoine, ... couvert de parchemin, contenant 31 feuillets écrits : au dernier feuillet est « professio fratris Caroli Anissonis » ; et led. prothocol est de l'année 1544. » *Arch. du Rhône*, fonds de Saint-Antoine, c. 214.

« une sentence de recréance et maintenue par provision moyennant caution. » Aussitôt Vallet se hâta de prendre possession. Mais Charles Anisson en a appelé au parlement, qui lui octroie à son tour « une sentence de recréance de l'office de l'œuvre », avec restitution des fruits perçus par Vallet « depuis qu'il avoit jouy dud. office en tiltre d'ouvrier. » Un arrêt du 30 juillet 1561 condamna en outre Vallet à rendre les meubles qui se trouvaient dans la maison de l'œuvre à l'époque de sa prise de possession, et qu'il s'était appropriés.

Les églises et les bâtiments de l'abbaye, deux fois dévastés par les huguenots, appelaient des réparations urgentes. C'était à l'ouvrier d'y pourvoir ; mais les revenus de la commanderie de Gap, unie à cet office, étaient alors fort diminués ; ils ne pouvaient plus suffire à leur destination, et leur perception était assez difficile. Charles Anisson venait d'être condamné, par un arrêt du 14 juillet 1572, « à rendre compte, à la forme des statuts, de tout le revenu de l'œuvre depuis l'an 1557 qu'il en avait esté paisible possesseur jusques audit an 1572. » Mais ne pouvant, ou, peut-être, ne voulant pas satisfaire à cette injonction, il prit le parti de résigner : il le fit, la même année, en faveur de son frère Antoine.

Charles Anisson était capiscol en 1570. En 1580, il était déjà sacristain de l'église de Notre-Dame, et, comme tel, curé ou recteur du grand hôpital. Il avait été commandeur général de Chambéry avant son frère Antoine, et mourut titulaire des commanderies de Marseille et d'Aubeterre.

Le 27 juin 1569, l'abbé Louis de Langeac le nomma son vicaire général par ses lettres insinuées au greffe épiscopal de Vienne le 19 septembre suivant, et en cette qualité il assista aux Etats du Dauphiné en 1573 (?).

Ayant reçu de cet abbé un vicariat pour Rome et l'Italie, il quitta l'abbaye en 1580, après avoir transmis à son frère Antoine ses pouvoirs de vicaire général. Le 15 mai, il visitait en passant sa commanderie de Chambéry. Il résida dès lors « la pluspart du temps » à Rome même, et ne reparut en Dauphiné qu'après de longues années.

Charles Anisson a laissé un « Mémoire pour instruire un vicaire nouveau au prieuré St-Antoine de Rome » (1). Notons seulement dans ce Mémoire : (fol. 25-32) les revenus du prieuré de Rome uni à l'abbaye de Saint-Antoine, et des commanderies ses annexes ; fol. 53-7, les dépenses annuelles ordinaires ; fol. 69, « avertissement de plusieurs affaires, comment s'y faut gouverner et conduire. » — Il procura également l'approbation pontificale d'un *Propre des Saints* à l'usage de son ordre. La dédicace de ce petit volume est adressée à l'abbé Louis de Langeac, et signée : *Fr. Carolus Anisson, Romæ, è tui Prioratus domo, Non. Iulii. 1592* » (2).

C'est pendant ce long séjour en la Ville éternelle que Charles Anisson, au dire des écrivains cités plus haut, aurait, de concert avec d'Ossat et du Perron, « coopéré d'une manière très efficace à une négociation devenue, sans motifs, des plus difficiles, » à la réconciliation d'Henri IV avec le Saint-Siège. Perneti dit même qu'« il fut envoyé à Rome pour négocier » cette affaire. Or, Charles Anisson résidait à Rome depuis 1580 ; l'abjura-

(1) Vol. ms. in-8° relié en parch., aux *Arch. du Rhône*, fonds de Saint-Antoine, c. 195.

(2) *Officia propria Ordinis Antoniani Viennensis apud Delphinates. Romæ, Ex typographia Ascanii Donangeli, 1592.* — Aux p. 3-4 le Bref de Clément VIII : « Quæcumque ad Sanctorum... Dat. Romæ ap. S. Petr. Die xv apr. M.D.XCII, p. n. an. 1. — M. Vestrius Barbianus. »

tion d'Henri IV n'eut lieu que treize ans après, en 1593, et son absolution par le pape Clément VIII en 1595. Aucun historien contemporain de l'événement n'a parlé de l'intervention du procureur de Saint-Antoine en cette affaire mémorable. La *Biographie du Dauphiné* se met en frais pour expliquer ce silence : « Beaucoup d'historiens, il est vrai, ne mentionnent pas son nom dans la relation de cette affaire, mais le plus grand nombre d'entre eux s'étant contenté de consulter les lettres et les mémoires imprimés des deux négociateurs officiels, on ne doit pas s'étonner qu'ils aient passé sous silence le modeste religieux de Saint-Antoine. Dossat et Duperron ont, en effet, suivant l'usage pratiqué par tous les hommes d'état dans leurs écrits et correspondances, dissimulé le service de leurs coopérateurs afin de se rehausser d'autant. C'est la découverte de divers documents diplomatiques qui nous a révélé toute l'efficacité des soins de Ch. Anisson et de l'auditeur de rote, Séraphin Olivier, son ami. »

Malheureusement pour cette précieuse « découverte », M. A. Rochas a oublié de préciser l'origine et la nature de ces « divers documents diplomatiques. » Il se contente, comme ses devanciers, d'affirmer sans citations ni preuves, et renvoie à « quelques écrivains appuyés par une tradition de famille. » Cette « tradition de famille » est rapportée par Perneti dans ses *Lyonnais dignes de mémoire* (t. II, p. 80).

Scévole de Sainte-Marthe a publié un volume d'*Eloges des hommes célèbres* de son siècle. Aux pages 401-5, l'auteur donne l'éloge du cardinal Arnault d'Ossat et parle de son ambassade à Rome avec Jacques du Perron ; mais il n'a pas même une allusion à notre antonin. Il faut

remarquer que Scévole de Sainte-Marthe publiait ses *Eloges* trente ans avant que parût l'*Histoire du Dauphiné* et quarante ans seulement après la mort de Ch. Anisson. Plus rapproché des événements, ce savant auteur ne pouvait ignorer un détail de cette importance survenu dans une affaire qui eut tout l'éclat que l'on sait.

« L'heureuse issue de cette affaire valut aux deux envoyés d'Henry IV le chapeau de cardinal. » Tout le monde est unanime sur ce point (1). — « Quant à Anisson, s'il faut en croire quelques écrivains [Pernetti et ses copistes], ses services ne demeurèrent pas non plus sans récompense. Le roi lui aurait aussi obtenu la même dignité, mais il n'en put jouir, la mort l'ayant surpris au moment de sa promotion. »

L'auteur ajoute en note une observation qui, toute négative qu'elle est, a bien quelque valeur : « *On ne trouve pas trace de sa nomination* dans les histoires des cardinaux ; » puis il continue : « La bibl. publ. de Lyon possédait une dissertation ms. de Delandine à ce sujet (mss n° 1382), mais le recueil qui la contenait *a disparu* DEPUIS LONGTEMPS et je l'ai *vainement* fait rechercher. »

L'auteur de l'étude citée sur « la colonne dite de Henri IV » prouve, d'après une découverte récente

(1) Ce point mérite cependant quelques explications. En effet, Henri IV fit son abjuration à Saint-Denis en 1593 et reçut l'absolution de Clément VIII en 1595. D'Ossat fut promu au cardinalat en mars 1598, et du Perron seulement en juin 1604 (cf. MAS LATRIE, *Trésor de chronol.*, col. 1224), neuf ans après le succès de la célèbre négociation en cour de Rome. La récompense, en cette affaire qui touchait personnellement le roi de France, se fit bien longtemps attendre ! Aussi, est-il plus exact de dire, avec Feller, que du Perron obtint la pourpre romaine à cause de la victoire qu'il remporta (1600) contre le célèbre calviniste Duplessis-Mornay, dans une conférence publique tenue en présence d'Henry IV.

(1875), que Charles Anisson avait fait dresser à ses dépens, en 1596, sur la place de Saint-Antoine à l'Esquilin, cette colonne commémorative de l'absolution du roi de France par Clément VIII. La médaille, retrouvée dans les fouilles pratiquées avant le transfert de la colonne, porte une longue inscription, dont voici la partie principale : « ... *Reverendus dominus Carolus Anisson, Gallus, ... vicarius in prioratu S. Antonii de Urbe suis propriis expensis posuit, sedente SS. dno nostro dno Clemente VIII pontifice opt. max. anno Domini MDXCVI.* »

C'est sans doute sur l'érection de ce monument par Charles Anisson que l'on aura appuyé son intervention efficace dans le retour d'Henri IV à la foi de ses pères, et le cardinalat qui *devait* en être la récompense. Le savant archéologue Romain, résumant ses recherches sur ce point de notre histoire nationale, s'exprime en ces termes (*loc. cit.*, p. 73) : « Quant aux mandataires d'Henri IV, d'après les documents complexes, *on peut déduire* que ce furent d'abord le duc de Nevers...; et après lui, M. de la Cliellé; le doyen des auditeurs de Rote, Séraphin Olivier; le duc de Guise; le cardinal d'Ossat; le cardinal Caetani; du Perron, qui fut depuis cardinal, *et l'abbé de St-Antoine de Viennois, Charles d'Anisson.* » Mais on n'apporte aucun témoignage nouveau et décisif.

Il faut donc avouer que les preuves positives et sérieuses en faveur de ce cardinalat font absolument défaut. Jusqu'ici, n'était le témoignage de Chorier, qui le premier en a parlé, on pourrait invoquer le silence absolu de l'histoire.

Quant à la mort de Ch. Anisson qui le « surprit au moment de sa promotion », disons que d'Ossat reçut la

pourpre en 1598, et que Ch. Anisson ne mourut qu'en 1600. Leurs « services » avaient concouru au même but, la récompense devait-elle se faire plus attendre pour l'un des négociateurs ? Aussi bien, Ch. Anisson ne méritait peut-être pas davantage cette éminente dignité que Jacques du Perron, qui en fut revêtu, il est vrai, en 1604, mais pour un autre service rendu à l'Eglise.

Le 4 août 1596, Ch. Anisson était présent à Saint-Antoine où il donne l'habit de l'ordre à Onofrius Lizet-Serra, clerc du diocèse de Perpignan. Le lendemain il écrit au commandeur de Perpignan Jean Porto, lui annonçant l'arrivée de Serra, avec injonction, en vertu de la sainte obéissance et sous peine d'excommunication, de le recevoir et de lui fournir le nécessaire comme aux autres cloîtres.

Charles Anisson passa dans l'abbaye les derniers mois de 1596 et le commencement de l'année suivante. Il assiste au chapitre conventuel le 7 janvier. Le 23 février, a lieu l'« acte de chargement d'inventaire des joyaux donnez à la ville de Saint-Anthoine pour l'usage de la chappelle de la cure dud. lieu, par vén. rel. frère Charles Anisson, secrestain de l'église Notre-Dame et commandeur d'Aubeterre ; lesquelz joyaux et habitz ont esté inventorizés à la requeste d'hon. Pierre Mignon, consul, pour les remettre entre les mains de frère Jehan Boisset, curé de la ville... » Le 26 février, il reçoit la profession de Michel Duport, neveu d'Antoine de Gramont.

Le 7 mars, en vertu de son vicariat, il se substituait comme procureurs et vicaires généraux et spéciaux Antoine de Gramont, commandeur de Vienne et Antoine Grillet, commandeur d'Aubenas, leur donnant le pouvoir de connaître et juger, tant au spirituel qu'au temporel,

de toutes les causes mues et à mouvoir en la cour spirituelle du seigneur abbé, tant au civil qu'au criminel, entre les religieux de l'ordre ou autres personnes demandant justice en cette juridiction. Charles Anisson exerça lui-même, peu de jours après (24 mars), ce pouvoir souverain. Michel Fère, maître des chapelles, et François Veyret se plaignirent « cum quidam malevoli et in eos male affecti libellos quosdam diffamatorios contra eos scripsissent. » Charles Anisson, en ayant eu connaissance, lança contre les diffamateurs des lettres citatoires. Ils vinrent au terme fixé. Après les avoir interrogés, le vicaire général aurait mis les inculpés en liberté si leurs accusateurs n'eussent promis contre eux « graviora facinora docere ». En attendant plus amples informations, Anisson leur interdit « exitum claustrum et reditum ad locum in quo habitare et claustrarias ad Deo inserviendum a R. dno abbate constitutas et ordinatas habebant », sans sa permission ou celle des autres vicaires généraux, les commandeurs de Vienne et d'Aubenas. Mais l'affaire traînant en longueur, les deux cloîtres s'adressèrent au chapitre général, disant qu'on les renvoyait toujours d'Hérode à Pilate, « ab uno horum iudicio ad alterum ». Le chapitre ordonna que les vicaires désignés pour les juger leur fissent bonne et prompte justice, « rogant ut eis æquum, justum et breve iudicium ministrare habeant. » Les accusés avaient à rendre compte de leur séjour en la commanderie de Ranvers. Nous ignorons la teneur de la sentence définitive.

Charles Anisson ne tarda pas à retourner en Italie.

DOM GERMAIN MAILLET-GUY,

Chan. rég. de l'Imm. Conc.

(A continuer.)

UN TORRENT LA DROME

(SUITE. — Voir les 127° à 140° livr.)

XI

DE CREST A LIVRON. — LA DROME ET L'ŒUVRE DE RIGAUD DE L'ISLE. — VAUNAVEYS ET EURRE. — ALLEX, SES CHATEAUX ET SES ILLUSTRATIONS. — RIVE GAUCHE : LES FÉLIBRES. — CHABRILLAN ET GRANE.

Entre le pont de Crest et le pont de Livron, qui soudent fort à propos les deux dernières contractions de la Drôme dans le calcaire, la surprise de rencontrer une région de bocages et de prairies est d'autant plus vive que la rivière accuse mieux ses traits de sécheresse. Elle atteint dans cette poche inférieure des largeurs telles qu'un crestois qui se vante n'oserait jamais les avouer devant un parisien : cinq cents, six cents mètres et plus. Dragées dures et sonores du galet, langues de sable inerte moirées par les grands souffles issus de la montagne, cuvettes de boue écaillées et même petits gours d'eau bleue où jouent des carpes méfiantes. A travers la solitude candide, un flot décharné rôde et pleure, le pauvre, sans apitoyer personne, car, tout là-bas, un grossier tombereau, lourd de gravats, s'apprête à lui passer sur le corps, et ses amies les bugadières, qui pourraient l'assister à ses derniers moments se sont laissées prendre aux grâces juvéniles d'un béal voisin.

Au XVIII^e siècle, ce désert qui coule avec je ne sais quel charme torride, était en quelque sorte illimité. Trop souvent, à gauche et surtout à droite, des terrains amphibies y ajoutaient le marais et la jungle, c'est-à-dire la pestilence et la misère, et ce sol, hésitant entre tous, semblait à jamais perdu pour l'homme quand *Michel Martin-Rigaud de l'Isle* (1) vint réfréner le sans-gêne de la rivière et changer la face des choses. *Divitavit pagum, frenans hoc aggere Drumam* (2), dit une inscription de Grane où l'on pourrait voir sa propre devise. Né à Alex, les horizons de torpeur qu'il avait sous les yeux, en pesant sur sa jeunesse réfléchie et studieuse, déterminèrent vraisemblablement sa vocation. Le fait est qu'il passa toute sa vie dans sa terre de l'Isle dont le nom s'est étendu peu à peu à l'écharpe de plaine jadis usurpée par le gravier, la tourbière, la bourbe, l'oseraie, la saussaie. Quinze cents hectares environ, dont onze cents sur la seule rive droite, représentent cette conquête que Rigaud a eu le mérite d'entreprendre sinon de parachever, et c'est à peine si, en cherchant bien, on trouverait aujourd'hui quelques taches de boue, vestiges d'anciens bas-fonds, sur la traîne opulente de la vallée.

Ce patriarche de l'agriculture — pour le saluer du même titre què Delacroix (3) — procède de Craponne et d'Olivier de Serres. Il ne se borne pas, en effet, à créer un sol au moyen de digues et de canaux, il l'habille aussi et le pare de toutes sortes de cultures. Afin de propager l'industrie de la soie, il entretient de vastes pépinières de mûriers blancs et, vulgarisant de tout son pouvoir la pratiques des engrais et des prairies artificielles, il indique les plus sûrs

(1) Déjà cité plus haut parmi les illustrations crestoises.

(2) « Il enrichit le pays en réfrénant la Drôme par cette chaussée. »

(3) *Statistique de la Drôme*.

moyens de parvenir à la prospérité agricole. Le domaine de l'Isle, agrandi et embelli en peu d'années, n'est pas seulement la ferme-modèle selon le cœur d'Olivier de Serres. C'est un véritable institut agronomique où l'agriculture a ses grands jours, ses assises solennelles. On s'y rend de toutes les parties du Dauphiné et les travailleurs des champs y reçoivent des récompenses proportionnées à leurs mérites. (1)

Assez unie, la rive droite avec ses châteaux ou demi-châteaux : *Beauregard, Vallons, Duvaure, Courrier, l'Isle, la Garde, Alex, les Ramières, Pergaud, la Rolière*, vise dans son ensemble à la grande propriété et ourle de riches cultures les communes d'Eurre et d'Alex, dont les agglomérations lointaines accompagnent le recul des collines. La *Saleine*, le *Merdari*, au vocable de vergogne, et la *Riaille*, sans compter la *Vaure*, gouttière artificielle, en sont les ruisseaux misérables et ils ne sauraient la vivifier sans les ponctions que l'on a fait subir à la Drôme en aval de Crest. Qui dit béal sous ce ciel brillant, dit verdure, jardins et douceur d'être. En remontant la *Saleine* jusqu'à sa tête orientale, on atteindrait Vaunaveys (Valnaves au XII^e siècle), autre village de ces versants fleuris. On croit qu'un rocher voisin, celui de St-Denis, simule le port d'un majestueux navire, d'où le nom donné à la vallée. Des javelots, des cassolettes et un Mercure nu, découverts dans les environs, permettent d'induire que le lieu fut accommodé à la romaine. De même Eurre, appelé Urre dans le pays, conformément à l'orthographe et à l'euphonie anciennes, et où l'on a voulu voir le mot *horreum*

(1) Ces fêtes avaient lieu chaque année le jour de la Saint-Michel, 29 septembre, patron de Rigaud.

qui désigne un entrepôt, un magasin de subsistances militaires. Ce que l'on sait mieux, c'est qu'une tour de la forteresse aujourd'hui à terre, portait au Moyen Age le nom des Arnaud de Crest, rappelant ainsi leur possession. Le château passa ensuite aux mains de la puissante famille d'Urre qui donna aux habitants une charte de libertés. *Claude d'Urre*, seigneur du Puy Saint-Martin, fut gouverneur de Gênes sous Louis XII et François I^{er}. Son petit-fils *Rostaing* fut gouverneur de Cazal et de Montferrat et lieutenant général au gouvernement de Provence. *Thierry*, tige d'une autre branche, plus connu sous le nom de *Tartarin*, c'est-à-dire l'Intrépide était un des meilleurs compagnons d'armes de François I^{er}. *Germain*, appelé le capitaine *Mollans* par les contemporains, se distingua dans maintes campagnes et notamment en 1537, lors de l'expédition de Charles-Quint en Provence. *Bertrand d'Urre*, seigneur de Brette, montra également une grande bravoure au cours de diverses entreprises militaires et on le cite également parmi les favoris de François I^{er}, Henri II et Charles IX.

C'est ici, aux portes de Crest et dans Crest même pour mieux dire, que s'affrontaient jadis Diois et Valentinois. Mais les deux diocèses s'y joignaient aussi, car Vaunaveys et Eurre étaient paroisses reconnaissant la crosse de l'évêque de Valence. En 1790, lors de la création du département, tout en tenant compte des anciennes divisions administratives et ecclésiastiques, on ouvrit la barrière au Diois qui semblait n'attendre que cette occasion pour échapper à ses montagnes, et on le laissa déborder dans la vallée inférieure jusqu'à mi-chemin d'Allex et de Livron. Loriol devint alors, le canton-tampon entre le nouvel arrondissement et le Rhône.

Allex (*Alisium* au x^e siècle, *Aleusia* et plus tard *Alex* et de *Alesio*), vieux bourg sur la grand'route des Alpes, compte près de quinze cents habitants. Il se divisait autrefois en deux parties : le bourg *Margerie* et le bourg de *l'Eglise*, et il était un fief de l'évêque de Valence dont les droits furent confirmés comme de juste par l'empereur d'Allemagne. Pris et repris pendant les guerres de religion, il eut beaucoup à souffrir des représailles des partisans. En 1574, les huguenots y mirent à mort le curé *Pierre Vions* occupé à donner les cendres à ses ouailles, et l'on raconte qu'ayant gardé un autre prêtre durant une semaine ils finirent par le saigner comme un mouton devant la porte de l'église. La soldatesque quand elle ne se battait plus se livrait de bon cœur à ces divertissements de boucher.

Pas de monuments anciens. Des prieurés rustiques, couchés tout de leur long dans les champs et à peine reconnaissables à quelques pierres effritées. Dans l'église, sous le badigeon égalitaire, perce par endroits la franchise romane, cette architecture sobre, tolérante, si conforme à l'esprit et aux goûts des anciens dieux. En revanche, Allex, terrasse en belle vue, déroule devant soi le tapis le plus rare, parsemé de villas et de gentilhommières, soulevé d'assombrissants massifs d'aulnes, de frênes, d'ormes et de chênes. De maladroites restaurations ont fait perdre son grand caractère au château édifié ici au xviii^e siècle par les la Tour du Pin Gouvernet. L'*Isle*, où Rigaud est mort après quelque cinquante ans au service du bien public, n'a n'a d'intéressant que l'inscription gravée (1) en son hon-

(1) Cette maison était l'habitation ordinaire de M. Michel-Martin Rigaud de l'Isle. De son vivant il fut un excellent citoyen, l'ami des hommes, et le père des pauvres. Ce marbre a été placé aux frais et par

neur par les populations reconnaissantes. Aux *Ramières*, propriété de M. de Gailhard-Bancel, tout est moderne sans vanité. L'air du pays se retrouve dans la demeure très simple, construite en molasse de Grane, cette pierre couleur feuille morte, raboteuse et piquée, qui ne semble jamais neuve et qui dore les granges comme d'un reflet du bon vieux temps. Je ne dirais rien de *Vermenelle et d'Aiguebonne*, fermes perdues parmi l'ondulation du plateau nord, si ce n'avaient été deux Bâties. *Rostaing d'Urre*, marquis de Treffort, tirait même son nom de la seconde de ces maisons-fortes, un petit fief à lui. Rochas peut-être trop engoué des hommes de guerre, consacre quelques lignes de biographie à *Aiguebonne*, mais il a complètement oublié son frère, *Chaudebonne*, né comme celui-ci à Alex, et figure autrement séduisante. M. Brun-Durand a consacré à Chaudebonne, galant coureur de ruelles et « le meilleur des amis de Madame de Rambouillet » une étude fort soignée, qui restera l'un des portraits les plus curieux de sa précieuse galerie.

Ajoutons à ces illustrations d'Alex, plusieurs membres de la famille des *la Tour du Pin Montauban* : *Lucretius Hector François*, dit *le Comte de Lachau*, (1675-1730), maréchal de camp et gentilhomme de la chambre du roi ; *Louis-Pierre*, évêque de Toulon, et qui lors de la peste de cette ville, se montra le digne émule de Belzunce, et enfin *Lucretius Henri François*, neveu du précédent, qui mourut évêque de Riez en 1772.

(A continuer.)

FÉLIX GRÉGOIRE.

les soins de ses voisins de tous les ordres qui ont voulu rendre hommage à ses vertus et en conserver la mémoire. Il était né le 4 avril 1704 ; il est mort le 21 février 1782.



PIERRE DAVITY

GÉOGRAPHE ET BEL ESPRIT DU XVII^e SIÈCLE

Parmi les beaux esprits qui se produisirent sur la fin du xvi^e siècle et au commencement du xvii^e siècle, fut Pierre Davity, seigneur de Montmartin, géographe et polygraphe, auquel la plupart des grands recueils biographiques ont consacré une notice. Quoique ce personnage n'appartienne pas au Dauphiné par sa naissance, étant originaire de Tournon, cependant il avait acquis droit de bourgeoisie et même de noblesse chez nous, par son séjour à Moras, où il avait des biens considérables, et dont la famille posséda quelque temps la seigneurie (1). Du reste, Tournon est trop près de nous, pour que nous puissions le considérer comme étranger. Aussi MM. Rochas, dans sa *Biographie du Dauphiné*, et Brun-Durand, dans son *Dictionnaire biographique de la Drôme* (2), lui

(1) Ce fut le fils de Pierre, Claude Davity, qui fut seigneur engagé de Moras, mais pour peu de temps, par subrogation à Melchior Mitte de Chevières. Il en fut ensuite mistral, depuis 1652, et ses descendants après lui. Pierre y possédait de grands biens, en considération desquels, et peut-être aussi de ses écrits, il fut anobli en 1610.

(2) M. Brun-Durand a suivi, pour sa notice sur Davity, l'éloge qu'en a donné Guillaume Colletet, et qui a été publié par M. Mazon dans ses *Petites notes Ardéchoises* (2^e série, Privas, 1874, pp. 23-35). Cet éloge littéraire, écrit *modo oratorio*, est plein d'erreurs au point de vue historique. C'est au siège de Casal (et non de Cassel) que notre héros se distingua, en compagnie du maréchal de Thoiras, en 1630. A cette date, il avait 57 ans et était anobli depuis longtemps. Son panégyriste dit que ce fut trois ans avant sa mort, et, sans s'apercevoir de la contradiction,

ont-ils fait chacun l'honneur d'un article. Le *Bulletin de la Société d'Archéologie* a eu aussi précédemment l'occasion de s'en occuper (1). On peut consulter ces différents recueils pour ce qui regarde les actes du personnage ; notre intention n'est que de donner ici un léger aperçu de sa littérature et d'ajouter quelques notes à sa bibliographie. Rappelons seulement, pour déterminer le cadre de notre sujet, que, né à Tournon en 1573, Davity est mort à Paris en 1635 (2). Nous ajouterons cependant, comme étant de nature à l'éclaircir, ce petit renseignement que nous donne Colletet : « Il apprit parfaitement la langue grecque et la latine, et il sceut depuis l'italienne et l'espagnole jusqu'à un tel point, qu'il fit douter si elles luy estoient étrangères. »

Il nous est tombé sous la main deux éditions inconnues des œuvres de notre auteur. L'intérêt de l'une porte sur l'ouvrage lui-même, qui était bien mentionné, mais dont aucun exemplaire n'avait jamais été signalé ; l'autre est

il le fait mourir dix ans après, en 1640. Colletet dit encore, contre toute évidence, que « cet autre livre fameux, des *Estats et Empires* », lui a été faussement attribué.

(1) Voir le tome IV (1869), pp. 99-102. M. Brun-Durand fait observer que la lettre sévère, adressée au jeune écolier de Paris le 26 novembre 1588, n'était pas de notre géographe à son fils, n'ayant alors que quinze ans, mais bien de son père, qui s'appelait Pierre, comme lui, à lui-même. Il était alors, paraît-il, turbulent, dépensier et paresseux.

(2) Il y a certainement erreur dans la date que donne M. Brun-Durand de la mort de Davity, d'après Colletet. C'est bien lui, Pierre Davity, et non son unique fils, qui s'appelait Claude, qui mourut « polmonique » à Paris le 2 mars 1635. Son continuateur Ranchin dit, en effet, que s'étant rendu dans cette ville pour l'impression de son grand ouvrage, il tomba malade en mars 1655 et mourut peu après. Colletet nous apprend que ce fut « dans la maison de Jean de Cordes, fameux chanoine de Limoges, son amy, avec lequel il s'estoit retiré à Paris, auprès de Saint-Etienne du Mont, où il fut ensevely. »

une édition absolument ignorée de ses *Travaux sans travail*, qui, avec l'ouvrage susmentionné, représente les deux genres où Davity s'est exercé, dans une mesure de production et de talent très inégale : la géographie et la poésie. Nous prendrons occasion de cette petite découverte pour faire sur ce quasi-compatriote une petite étude littéraire, qui, jointe à ses faits et gestes, que nous a retracés M. Brun-Durand, achèvera de nous faire connaître son caractère et sa véritable physionomie.

Le plus connu des ouvrages de Davity est *Les Etats ou Empires du monde*, qui a eu de nombreuses éditions. Michaud l'appécie en termes peu flatteurs, et nous en fait connaître les différentes métamorphoses : « C'est, dit-il, une compilation très médiocre, où l'on trouve cependant des morceaux qui n'avaient pas encore paru en français, tels que l'histoire abrégée des rois de Perse, d'après Mirkhond, que Davity traduisit de Texeira. Ranchin et Rocolles ont successivement porté cet ouvrage d'un volume à sept. Louis Godefroi le traduisit en latin sous ce titre : *Arcontologia cosmica*. Francfort, 1649, 3 vol. in-fol. Rocolles a fait précéder de l'éloge de Davity l'édition qu'il a publiée de ses *Estats ou Empires du monde*. Paris, 1660, in-fol. » (1). Hoefer dit de son côté : « Ce livre est une compilation mal choisie, que les augmentations n'ont pas améliorée. » (2).

(1) MICHAUD, *Biographie universelle*.

(2) *Nouvelle biographie générale*. Paris, Firmin Didot, 1852. — On trouve dans cet ouvrage deux articles sur notre géographe, l'un au mot d'*Avity*, et l'autre à *Davity*, qui est sa véritable orthographe. — Nous observerons toutefois que, dans la correspondance du ministre de Lionne, publiée par M. le Dr Chevalier, le nom du fils, qui se rencontre dans sept lettres différentes, est toujours écrit avec l'apostrophe. Peut-être les Davity eux-mêmes avaient-ils adopté cette orthographe depuis leur anoblissement.

Nous connaissons peu d'éditions publiées du vivant de l'auteur, qui paraît s'être désintéressé de son livre après avoir donné à différents libraires l'autorisation de le publier. La première en date est de St-Omer, Ch. Boscard, 1614, 2 vol. in-4°. Son titre est un peu différent de celui qu'on trouve généralement, pour les premières lignes, qui sont ainsi : *Les Empires, Royaumes, Estats, Seigneuries, Duchez et Principautez du monde...* Une autre parut à Paris, chez Olivier de Varennes, en 1619. M. Rochas en signale une in-folio de Paris, 1626, qu'il croit être la première. Mais ce fut surtout, après la mort de Davity, que les éditions de son livre se multiplièrent, sans modification d'abord, puis avec les augmentations indiquées ci-dessus : ce qui semble marquer que l'ouvrage avait eu un réel succès; car aucun imprimeur n'aurait entrepris de le rééditer, s'il avait eu crainte d'en être pour ses frais.

Parmi ces éditions posthumes, la plus répandue est, croyons-nous, celle de Rouen, 1649, demeurée in-4°. Il y en avait eu une publiée dans la même ville en 1628, avec frontispice gravé, (le même que nous décrivons plus bas). Mais la plus belle est celle de Genève, qui porte la marque des de Tournes, et dont voici la note exacte : *Les Estats, Empires, Royaumes et Principautez du monde, représentez, par l'ordre, et véritable description des Pays... Par le sieur D. T. V. Y., Gentilhomme Ordinaire de la Chambre du Roy.* — A. Genève pour Jean-Antoine et Samuel de Tournes, 1665. — In-folio de 4 ff. non ch., 930 pp. et 14 ff. n. ch. — En tête est une dédicace signée M. M. S. H., « à M. Henry de Mesmes, chevalier, seigneur d'Irval,... Président en la Cour de Parlement de Paris. »

Nous décrirons ici celle d'Olivier de Varennes, dont

nous avons parlé plus haut. Son titre, qui ne varie pas dans toutes les éditions de même format, est ainsi conçu : *Les Estats, Empires et Principavtez du monde, representez par la Description des Pays, mœurs des habitans, Richesses des Provinces, les forces, le gouvernement, la Religion et les Princes qui ont gouverné chascun Estat. — Avec l'origine de toutes les Religions et de tous les Chevaliers et Ordres militaires. — Par le s^r D. T. V. Y., gentilhome ord^{re} de la Chambre du Roy. — A Paris, chez Olivier de Varennes, rue Saint-Jacques, à la Victoire. M.DC.XIX.*

. In-4° de 10 ff. non chiffrés et 1467 pp., plus le Privilège du Roy.

Cette édition porte un titre gravé. Au sommet, on voit Louis XIII sur un trône fleurdelisé, tenant d'une main le sceptre, et de l'autre, la main de justice. Sur le baldaquin qui le surmonte, sont inscrits ces mots, disposés sur deux lignes : *Loys XIII, très chrestien — Roy de France et de Navarre*. Deux anges dans des nuages tiennent des banderolles sur lesquelles on lit, à gauche : *Omnes gentes servient ei*; à droite : *Dominabitur a mari usque ad mare*. — Quatre personnages agenouillés, deux de chaque côté du trône, représentent les quatre parties du monde, comme l'indiquent les mots : *Europa, Africa, Asia, America*, inscrits sous eux. L'Europe est richement vêtue, couronnée, pour marquer sa suprématie sur tout l'univers, et elle tient un glaive à la main; l'Afrique, presque nue, tient un soleil flamboyant à l'extrémité de la main gauche; l'Asie, bien drapée, tient le globe du monde sommé de la croix dans la main droite; l'Amérique, toute nue, porte des bijoux et des vases précieux dans les mains.

Au second plan, de chaque côté du cartouche qui renferme le titre, sont quatre guerriers, deux de chaque côté,

correspondant à chacune des parties du globe, et en costumes conformes à la région qu'ils sont censés représenter. Celui qui correspond à *Africa* est nègre. Au-dessus d'eux, autant d'anges volant, les jambes en l'air, tiennent une couronne suspendue sur leur tête. Sous les pieds des guerriers de gauche, on lit : *Avec privilège du Roy* ; sous ceux de droite : *Jaspar Isac fecit*. C'est le nom de l'auteur de cette gravure, qui est d'une assez médiocre conception artistique. — Dans le soubassement du portique figuré par cette composition sont représentés des animaux sauvages : lion, éléphant, tigre, etc.

Il n'y a pas d'autre titre simple après le titre gravé, comme cela se voit d'habitude. Par contre, un titre plus développé précède la table, qui est en tête du volume. A l'énoncé relevé ci-dessus et un peu amplifié, on a ajouté : « ... La vie des Princes qui ont gouverné chacun Estat spécialement pour la Perse, selon ce que les Historiens du pays en ont laissé par escrit, et commençant à Sem, fils de Noé, jusques à ce temps, non encore venuë en lumière. Avec l'origine de toutes les religions qui ont esté jusques à présent au monde, les autheurs d'icelles, sous quels Papes et Empereurs elles ont pris commencement. Ensemble les origines de tous les Chevaliers et Ordres militaires instituez par les Empereurs, Rois et Princes chrestiens, avec leurs blazons et devise. »

Le privilège du Roi, qui est à la fin du volume, porte la date du 13 janvier 1613. Il est accordé pour douze ans, « après que le livre sera parachevé d'imprimer », en faveur de Nicolas du Fossé, d'Olivier de Varennes et de Pierre Chevalier, marchands libraires de l'Université de Paris, lesquels, dit le document royal, « nous ont fait remonstrer qu'ils ont recouvert vn livre intitulé : *Les*

Estats... Par le sieur D. V. T. Y. (1), gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roy, lequel livre ils désiroient volontiers faire imprimer et mettre en lumière. Mais d'autant qu'il leur couste jà de grands frais et coustera pour l'achèvement dudit livre, ils doutent et craignent qu'après l'avoir mis en vente, autres imprimeurs et libraires de Paris, Lyon, Roüen ou autres villes de cestuy Royaume, le voulussent faire imprimer, ou suscitassent autres imprimeurs et libraires étrangers à ce faire, soit séparément ou le tout ensemble, ou par extraict, et par ce moyen, frustrer lesdits exposans de leurs frais et mises, et rendre leurs peine, diligence et travail inutiles, et leur faire recevoir perte et dommage. Pour à quoy remédier, et afin que lesdits supplians, qui ont travaillé et travaillent pour le bien public, ayant fourny ce qui estoit et est nécessaire pour avancer ledit livre, se ressentent du fruit de leurs labeurs, nous ont très humblement requis leur permettre faire imprimer ledit livre. . et interdire à tous imprimeurs et libraires le faire imprimer, tant dehors que dedans cestuy nostre Royaume, ny susciter semblablement aucuns estrangers à ce faire. »

Ceux qui, « sans le congé des supplians », auront fait imprimer cet ouvrage, en entier ou par extraits, seront condamnés à 3,000 livres d'amende, applicables par moitié à la cassette du Roi et aux libraires lésés. Même peine est édictée contre ceux qui auraient mis en vente des exemplaires autres que ceux qu'auront imprimés les titulaires du privilège, ou chez lesquels on en aurait saisi, outre la confiscation des volumes.

(1) On remarquera que, dans le titre du volume, ces initiales sont disposées : D. T. V. Y. L'ordre où elles sont ici est plus rationnel pour former le nom de Davity.

La même année, une édition frauduleuse fut imprimée à Genève, chez Pierre Aubert, sans doute le même que Pierre Albert, qui en publia une autre dans la même ville en 1634, un an avant la mort de l'auteur. Cette édition de 1619 est absolument identique, comme titre et comme texte, à celle d'Olivier de Varennnes, sauf que le titre n'est pas gravé et qu'elle ne porte point d'approbation ; mais l'impression en est plus compacte, et aussi plus soignée, de telle sorte que la pagination continue, qui est exactement la même dans les deux éditions, comprend, dans celle de Genève, le *Discours sur l'origine des religions*, lequel est avec une pagination à part dans celle de Paris, ce qui donne à celle-ci 75 pp. de plus. Sur l'exemplaire de Pierre Aubert que nous avons sous les yeux, le nom de Genève est effacé, sans doute pour couvrir autant que possible le délit de la contrefaçon. — Somme toute, cette édition de Genève est bien meilleure ; le papier est de bonne qualité pour l'époque, vergé dans le sens de la hauteur. On comprend que, si elle eût été de bon aloi, elle aurait pu faire à celle d'Olivier de Varennnes une désastreuse concurrence. Celui-ci avait bien besoin de son privilège pour s'en garantir.

Nous avons tout lieu de croire que l'édition de St-Omer de 1614 est aussi frauduleuse. N'en ayant pas vu d'exemplaire, nous ne pouvons qu'exprimer une conjecture ; il faudrait vérifier si elle porte une approbation ou une autorisation accordée par les bénéficiaires du privilège royal. Il y en a eu une autre dans la même ville, chez le même éditeur, Charles Boscart, en 1621, toujours en deux volumes in-4°.

Ces indications bibliographiques étant données, nous jetterons un coup d'œil sur l'ouvrage lui-même. En tête est la table des matières, suivie d'un *Avant-Propos* de

onze pages, où l'auteur expose le but, le plan et l'excellence de son ouvrage. Il y a là des considérations fort singulières, et qui dénotent chez Davity une tournure d'esprit très originale. Il démontre que de toutes les sciences, la plus nécessaire « est celle qui se nomme la science du monde, admirable livre du grand et religieux Antoine. C'est elle qui pousse plus que toutes autres choses les hommes aux honneurs et aux charges, qui fait florir les maisons et les républiques, qui rend les actions et les paroles de ceux qui la possèdent agréables aux grands et aux petits ; qui fait arriver presque toutes choses à souhait et à propos, et qui force, par manière de dire, la Destinée. » Puis, entrant dans le détail, il passe en revue tous les ordres de la société et démontre que son livre est indispensable : aux rois et aux princes, aux seigneurs, aux simples gentilshommes, qu'ils soient vieux, jeunes ou moyens, aux soldats, à ceux qui veulent s'introduire au maniement des affaires, aux avocats, aux marchands, aux artisans et gens de métier, etc. Les arguments qu'emploie l'auteur pour convaincre tout ce monde de l'excellence de ce qu'ils trouveront dans son livre sont des plus curieux : nous renonçons à citer, parce qu'il faudrait tout copier. Puis, il passe, presque sans transition, à l'histoire des premières monarchies du monde, pour servir d'introduction à l'ouvrage proprement dit. « Or, conclut-il, tout tel qu'est cet ouvrage, je vous l'offre fort volontiers, et désire que vous rapportiez autant d'affection à le voir que j'en ai eu à le tracer, et que, prenant quelque goust à cette lecture, vous y receviez autant de plaisir qu'il m'a donné bien souvent de peine... Et si quelque chose vous y désagré, ne blasmez pas tout un corps pour une tare ou pour un poireau. »

Le corps de l'ouvrage est une compilation un peu indi-

geste, mais assez intéressante, surtout pour l'époque, où la plupart des renseignements qu'elle contient étaient peu connus; et encore maintenant, il y a là bien des choses qu'on ne trouverait pas ailleurs. Elle renferme presque autant pour l'histoire que pour la géographie proprement dite. A chaque Etat, l'auteur étudie sa situation, son gouvernement, ses richesses et productions, ses forces de terre et de mer, le caractère et les mœurs de ses habitants, leur religion; il établit la succession de ses souverains. Cette dernière partie est ordinairement la plus étendue. Les contrées de l'Orient sont traitées avec ampleur, plus peut-être que celles d'Europe; la Perse surtout, grâce au document inédit annoncé dans le second titre, sur l'histoire de ses anciens rois, y prend les proportions d'une longue monographie. Elle comprend près de 200 pp, deux fois plus que ce que l'auteur consacre à la France. Il y a aussi la description de beaucoup de principautés disparues, tant en Europe qu'en Asie et en Afrique, comme les Etats du roi de Brême ou du Pégu, du Grand-Mogor (*sic*), de Calicut, de Narsinge, etc.; toutes les républiques ou duchés d'Italie : Florence, Urbino, Mantoue, Modène, Lucques, Gênes, Venise, Raguse (*sic*). Le chapitre consacré aux Etats de l'Eglise est des plus intéressants; on y trouve la chronologie des Papes, « ensemble l'ordre, les noms et les titres des cardinaux qui sont pour le jourd'huy vivants. » Il y a un chapitre spécial sur l'*Etat des Chevaliers de Malte*. L'histoire de chaque contrée est conduite jusqu'aux derniers événements et aux plus récents traités, comme on peut le voir par les titres suivants et par quelques autres : « De l'Estat des Pays-bas, possédés à présent par l'Archiduc Albert d'Autriche et Isabelle-Claire-Eugénie, sa femme, et la donation à eux faite par Philippes, Roy d'Espagne, peu

avant sa mort » ; — « Des Estats généraux des Provinces Unies des Pays-bas, et de ce qu'ils tiennent à présent, avec les articles de la Trefve qu'ils ont faite avec le Roy d'Espagne et l'Archiduc » ; — « Des Estats de l'Empereur, avec une briefve description des Empereurs d'Orient et d'Occident qui ont seigneurié jusques à présent » ; — « Du royaume de Hongrie, avec un sommaire récit des différens survenus audit Royaume depuis la paix faicte avec le Turc en l'année 1605 jusques à présent », etc.

L'Afrique n'occupe que peu de place. Les seules contrées qui s'y trouvent décrites sont les suivantes, qui ont cessé, depuis longtemps, d'exister comme gouvernemens autonomes : les Etats du Prête-Jan (pp. 1289-1307), du Monomotapa (pp. 1308-1311), du Congo (pp. 1312-1398) et du Maroc (*sic*) (pp. 1329-1372) ; plus les possessions qu'y occupent le roi d'Espagne (les îles Canaries, Sainte-Hélène, Madère, les Açores, St-Thomas, outre les Philippines, qui appartiennent à la Mélanésie), et le Grand Turc, de la souveraineté duquel dépendaient alors l'Algérie et la Tunisie (pp. 1208-1238). — Quant à l'Amérique ou Nouveau Monde, il n'en est fait mention que pour les régions qu'y possédaient les Espagnols (pp. 255-322). A cette époque, le roi d'Espagne pouvait se flatter encore, comme au temps de Charles-Quint, que le soleil ne se couchait jamais sur ses Etats (1).

(A continuer.)

CYPRIEN PERROSSIER.

(1) Davity s'étend tout particulièrement sur la religion des anciens peuples du nouveau monde et sur leurs dispositions par rapport à l'Evangile. Les titres suivans de quelques-uns des paragraphes pourront en donner une idée : « Comme le diable avoit contrefait quelques sacremens de l'Eglise » ; — « De quelques dispositions provenant de la malice du diable » ; — « De quelques prédictions de la future prédication de la Foy » ; — « De divers prodiges et sujets qui facilitèrent l'entrée de l'Evangile », etc.



BIBLIOGRAPHIE

HISTORIQUE DU 1^{er} RÉGIMENT DE HUSSARDS, *d'après le manuscrit du commandant Ogier d'Ivry, approuvé en 1890, revu et autorisé par lettre ministérielle du 23 janvier 1900, et d'après les documents réunis par les Officiers du Régiment. Ouvrage orné d'une aquarelle de Job, d'un dessin de David de Sauzée, de trois planches en couleurs, d'une héliogravure, d'une chromotypographie, de nombreuses similigravures, etc., etc. Illustré par le Capitaine-Instructeur, J. Magnin. — Régiment de Berckény. — Valence, typographie et lithographie de Jules Céas et fils. — In-4° de 404 p.*

Voilà un beau et bon livre, et qui fait honneur à son auteur et à ses dévoués collaborateurs. C'est l'histoire vraie, réellement vécue, du 1^{er} Hussards, que M. le Commandant d'Ivry a eu l'heureuse idée de retracer dans des pages pleines d'humour et d'esprit, et reflétant avec une scrupuleuse exactitude et un vif intérêt, tout un passé glorieux, qui suffit à attester que les nobles sentiments qui animèrent officiers et soldats d'autrefois en Berckény, se trouvent encore dans les hommes d'honneur et de bravoure qui sont leurs dignes successeurs aujourd'hui !

L'étymologie du mot *houzard*, *housard* s'est d'abord présentée et M. d'Ivry l'a résolue en exprimant l'idée

que ce mot « dérive du cri de guerre atavique de tous les barbares : oura au nord, oussa au sud, aoussa chez les Arabes. » Il ajoute : « Ce cri puissant, hurlé à toute gorge... s'accroissait d'une tonique enrouée qui fut le cri de : oussar. Les Daces et les Goths, les Gallo-Romains ou les Francs, fuyant l'invasion d'Attila, devaient clamer déjà : « Voilà les Houzards. » C'est peut-être remonter un peu bien haut, et je doute que l'Académie des Inscriptions, qui compte des linguistes de haute valeur, ratifie jamais une semblable étymologie. Le mieux sera encore de s'en tenir au sentiment si autorisé du *Dictionnaire général de la langue française* de Hatzfeld-Darmesteter, au mot *Hussard*, et surtout au savant *Traité de la formation de la langue française* (p. 32), placé en tête du Dictionnaire.

Avec l'histoire du Régiment, nous sommes sur un terrain plus solide, et M. d'Ivry y montre des qualités très remarquables d'information et d'exactitude ; le côté technique est irréprochable et si le style accuse parfois un peu de sécheresse, n'oublions pas que c'est un soldat qui parle avec ce ton bref, clair, précis, que donne l'usage du commandement.

Primitivement, le Régiment s'appelait Houzards, ou Housards de Bercheny, Berchény et Berchiny — on trouve ces trois formes — du nom du comte Ladislas de Berchény, gentilhomme Hongrois, rattaché au service de la France en 1712, premier colonel du régiment dont il était le créateur, et qui reçut plus tard le bâton de maréchal (1758). Ce fut en 1720 que Berchény sollicita de Louis XV la permission d'aller en Valachie lever un régiment de Houzards, ainsi qu'en témoigne une lettre par lui adressée au secrétaire d'Etat à la Guerre, et

conservée aujourd'hui au Dépôt de la Guerre à Paris. Le 12 juin de la même année, le roi signa un décret portant constitution du Régiment, à raison de quatre compagnies de 41 hommes chacune. Un peu plus tard, ce modeste effectif est sensiblement augmenté, car, en 1728, il compte 56 officiers et 800 sous-officiers et simples cavaliers. De nouveaux régiments de hussards se forment sur ce modèle, mais le 1^{er} garde fidèlement son nom de Berchény.

Maintenant, il entre de plein pied dans l'armée française, et il figure avec éclat dans les fastes militaires du XVIII^e siècle, de la Révolution, de l'Empire et de tout le XIX^e siècle. On comprendra bien que nous ne pouvons ici écrire l'histoire, même sommaire, de la glorieuse épopée du Régiment. Bornons-nous à en donner une simple énumération.

Tout d'abord, sa présence est constatée pendant la guerre de la Succession de Pologne (1732-35). Il est au passage du Rhin par Berwick, à la prise de Philippsbourg, après la paix de Vienne, il tient successivement garnison à Givet, Philippeville et en Franche-Comté.

Disons en passant qu'à cette époque la cavalerie n'était pas casernée comme les autres troupes, mais cantonnée et répartie hors des villes de garnison, où elle formait des cantonnements ou quartiers. De là, pour l'arme de la cavalerie le nom de *quartier* donné aujourd'hui de préférence à celui de *caserne*.

Pendant la guerre de la Succession d'Espagne (1741-48), le Régiment est en Bohême et se distingue au siège de Prague (1742) ; deux ans après, il prend part à la campagne de Flandre. Vient ensuite la guerre de Sept Ans (1756-63). Ce fut sa dernière campagne sous

l'ancien Régime, époque qui vit apporter au Régiment bien des modifications en fait d'effectif, d'armes et de costume. En outre, l'auteur fait connaître plusieurs de ses officiers dont les noms méritaient d'être tirés de l'oubli, à commencer par les Berchény, colonels propriétaires du Régiment, une vraie famille pour eux ! Outre le premier déjà cité, nous trouvons son fils, Nicolas-François de Berchény, qui commanda après la mort de son père, soit de 1751 à 1762. Il eut pour successeur son frère cadet, François-Antoine, troisième du nom, nommé par brevet du 2 mars 1762, et qui devait rester en fonctions pendant trente ans, jusqu'en 1792.

Cette année-là fut malheureuse pour Berchény. Un certain nombre d'officiers qui appartenaient à la noblesse, tous hommes d'honneur et de courage, iniquement mis en suspicion, dénoncés, destitués, durent abandonner cette vie militaire qu'ils aimaient passionnément, et prendre le chemin de l'exil. Malgré de si fâcheux contre-temps, le Régiment prend part à la campagne de 1792-93, sous Dumouriez, et se trouve à la bataille de Jemmapes (6 novembre 1792). Deux escadrons suivent Dumouriez dans sa défection, avec un escadron des hussards de Bourbon et 50 cuirassiers, et encore cet effectif fut-il réduit au dernier moment, à 209 hommes. Ce malheureux épisode a été souvent raconté et présenté sous des jours différents. Arthur Chuquet en a donné, avec sa compétence habituelle, un récit documenté qui semble bien être le dernier mot de l'histoire (1).

(1) *Les guerres de la Révolution. — V. La trahison de Dumouriez*, p. 196-233.

Quoi qu'il en soit, le Régiment, reconstitué à nouveau, voit son effectif porté à six escadrons de deux compagnies, formant un total de 58 officiers et de 1352 hommes. En 1794-95, il fait la guerre dans les Pyrénées ; en 1796-97, il est à l'armée d'Italie sous Bonaparte, et on le trouve aux principales batailles qui ont marqué les deux immortelles campagnes de 1796 et de 1800 : Mondovi, Lodi, Castiglione, Rovérédo, Chérasco, Arcole, Rivoli, Magnano, Alexandrie, Novi et Marengo. A Marengo, deux cents de nos Hussards étaient dans le corps d'armée de Desaix, et après la bataille, ce fut un de ces cavaliers qui releva le corps de l'héroïque Général tombé au champ d'honneur, dont l'intelligente intervention avait assuré la victoire. Savary, son aide de camp, a donné sur ce point des détails intéressants. Notons ici que le Général Marbot, l'auteur des fameux *Mémoires*, s'était engagé au 1^{er} Hussards en 1799, et que, l'année suivante, il était renfermé dans Gênes, pendant le siège mémorable soutenu par Masséna.

Vient ensuite pour le Régiment une période de paix de cinq années (1800-1805). A la campagne de 1805, il entre à Vienne le 19 novembre, sans pouvoir assister à la bataille d'Austerlitz. L'année suivante, à la campagne de Prusse, commandé par le baron de Bégougne de Juniac, il escorte Napoléon et se trouve à Iéna. — Cantonné en Pologne, il fait partie de la brigade Bruyère dans le corps de la cavalerie de Murat, brigade qui exécute plusieurs charges brillantes pour repousser une masse profonde de 6000 grenadiers russes qui faillirent enlever l'empereur. A la paix de Tilsit (8 juillet) la brigade Bruyère passe sous le commandement du maré-

chal Soult et va en Espagne, puis en Portugal (1808-13), où le Régiment partage les destinées de l'armée française dans une guerre qui finit tristement.

Pendant les campagnes de Saxe et de France (1813-1814), le Régiment se trouve à l'armée d'Italie, sous le prince Eugène, et assiste à la bataille du Mincio (8 février 1814).

Sous la première Restauration, il prend le nom de Hussards du Roi, et le colonel Clary est remplacé par le colonel Oudinot, puis, avec les Cent Jours, Oudinot est à son tour remplacé par Clary.

Au moment où s'ouvre la courte campagne de 1815, l'armée française comprend : 1° cinq corps : I Drouet d'Erlon, — II Reille, — III Vandamme, — IV Lobau, — V Gérard ; — 2° Garde impériale ; — 3° Cavalerie de réserve Grouchy, comprenant quatre corps : Pajol, Exelmans, Kellermann et Milhaud (1).

Le 1^{er} Hussards appartient au 1^{er} corps Pajol, 4^e division Soult, ainsi que les 4^e et 5^e Hussards, qui tous sont placés en avant-garde. Le 15 juin, Pajol enlève Charleroi, puis lance ces trois régiments sur la route de Bruxelles où ils sont appuyés par Lefèvre-Desnouettes, pendant que lui-même marche dans la direction de Namur. Bientôt nos Hussards ont rallié Pajol, lequel rejoint Grouchy, sans prendre part, dès

(1) Les renseignements les plus complets sur la composition des armées belligérantes ont été fournis par de nombreux auteurs, tels que Jomini, Clausewitz, Müffling, Von Ollech, Domitz à l'Etranger ; en France, par Thiers, Charras et Henry Houssaye. Quant aux opérations militaires, on sait combien elles ont donné lieu à des appréciations nombreuses et en sens très divers. Cependant, l'opinion remarquablement motivée de Houssaye semble avoir prévalu aujourd'hui.

lors, ni à la bataille des Quatre-Bras (16 juin), ni à celle de Ligny (même jour), ni enfin à celle de Waterloo (18). Après le désastre, Grouchy sut très bien manœuvrer et conserver intact son corps d'armée, par une habile retraite de Wavre et Limal sur Gembloux, Le Mazy, Temploux, Namur, Givet, Rocroy, Laon, Compiègne et Paris.

Nous ne suivrons pas le Régiment dans sa vie de garnison pendant la seconde Restauration, le Gouvernement de Juillet et la République de 1848; disons seulement qu'il parut non sans éclat à la campagne d'Espagne en 1823, et à celle de Belgique (1831-32), où il était commandé par le duc de Chartres.

Sous le second Empire, lors de la guerre de Crimée (1854-56), il s'embarque à Marseille le 12 juin 1854. Il séjourne à Varna, Andrinople, Constantinople et enfin sous les murs de Sébastopol. Un de ses escadrons, le 2^e, se distingua particulièrement le jour de la prise de la tour de Malakoff (8 sept. 1855).

En 1860, le 1^{er} escadron fait la campagne de Syrie où, par une marche rapide dans le Liban, il coopère efficacement au but principal de l'expédition, la protection des chrétiens, restés les fidèles amis de la France.

En 1864, le régiment est envoyé en Algérie pour aider à la répression d'une insurrection. Parmi ses officiers, on remarque alors le colonel de La Jaille, le lieutenant-colonel Rouher et le chef d'escadrons de Galliffet. Ce dernier s'était engagé au 1^{er} Hussards en 1848.

Vint l'année terrible ! Le régiment, alors à Niort, était commandé par M. de Bauffremont et fut rattaché au 6^e corps qui devait se réunir à Châlons, dans la divi-

sion de cavalerie Salignac-Fénelon, brigade Tilliard. Le 6 août, cette brigade est constituée, avec la brigade de chasseurs d'Afrique, en division de cavalerie sous les ordres du général Margueritte. On sait qu'à Sedan, Margueritte frappé mortellement au moment où il recevait du général Ducrot l'ordre de charger pour dégager le calvaire d'Illy, ce fut le général de Galliffet qui prit le commandement à sa place, et, l'épée à la main, s'élança à la tête de la cavalerie, dans un dernier et sublime effort qui arracha des cris d'admiration à l'ennemi lui-même. Le 1^{er} Hussards fut héroïque, comme tous les autres au reste, et ses pertes énormes attestèrent hautement combien, officiers et simples cavaliers avaient su faire leur devoir. Le lendemain 2 septembre, à l'appel, sur 505 hommes que comptaient les 5 escadrons du régiment, 200 à peine étaient présents, plus de 300 étaient tués, blessés ou prisonniers. C'est bien le cas de parler de l'éloquence des chiffres ! Parmi les blessés figuraient le lieutenant-colonel de Gantès, les capitaines de Bullet et Albaret, un Dauphinois, le sous-lieutenant de Chaléon, aujourd'hui lieutenant-colonel d'Etat-major à Paris, et un Ardéchois, le lieutenant de Farconnet, depuis religieux à la Grande-Chartreuse.

Après la guerre, un autre Dauphinois, M. d'Agoult, devint colonel du Régiment qui, à peine réorganisé, fut envoyé en Algérie, combattre l'insurrection. Il en revint en 1875 et fut désigné pour tenir garnison à Melun, puis à Epinal en 1880. L'année suivante, il s'embarquait à Marseille pour la Tunisie où il resta jusqu'à la fin de juin 1882. Marseille lui fut assignée comme garnison, il y resta dix ans, et en 1892, il vint à Valence, à la place du 9^e Hussards, et il y est encore aujourd'hui.

Cette aride nomenclature ne donne qu'une idée bien imparfaite de la partie historique et vraiment intéressante de l'ouvrage, qui se déroule avec tous les développements nécessaires. L'auteur est bien au courant de l'histoire militaire générale qui sert de cadre à son sujet. Sobre d'appréciations, quand il y a lieu d'en présenter, elles sont toujours justes, pondérées, exprimées en termes brefs et concis. Ce n'est pas un livre de pure érudition, ni de critique historique, mais, ce qui vaut bien autant, un livre toujours véridique et sincère, où l'on sent passer un souffle tout vibrant de patriotisme, de courage et d'honneur. Ces nobles sentiments ont été admirablement exprimés dans les pages finales sous ce titre significatif : *L'Histoire du 1^{er} Hussards reste toujours ouvert !* Celui qui les a signées, M. le capitaine Magnin, s'est fait, avec une éloquence émue, l'écho de tous, en montrant combien les exemples du passé étaient d'un heureux augure pour l'avenir, cet avenir qui, dans la bonne comme dans la mauvaise fortune d'un pays, verra toujours les vertus militaires briller d'un vif éclat et imprimer à l'âme humaine ce je ne sais quoi de viril et de fier qui fait les héros.

Ajoutons que la poésie a sa place dans ce volume d'allure si martiale : M. d'André et M. Balaÿ, *capitaines en Berchény*, ont su trouver, dans leur âme de poètes des accents guerriers qui montrent assez que, chez, eux, la muse est une grande dame dont ils n'ont pas à redouter la rigueur.

Enfin, nous nous reprocherions de ne pas faire l'éloge du livre sous le rapport matériel qui a aussi son importance. L'imprimeur-éditeur, M. Céas, lui a donné une

toilette irréprochable : beau papier, caractères très nets, correction typographique très soignée, le tout accompagné de trente-deux planches hors texte, où l'on remarque les portraits des trois Berchény, quatre aquarelles de M. Magnin, deux superbes reproductions de gravures représentant une revue passée par le duc d'Orléans en 1814, et le duc de Chartres colonel du régiment, etc. Toutes ces planches sont fort bien venues et ajoutent beaucoup à l'intérêt d'un livre dont l'éditeur valentinois peut être justement fier (1). L'œuvre de M. d'Ogier d'Ivry ne méritait pas moins. Grâce à lui donc, le 1^{er} Hussards a maintenant son histoire faite et bien faite, et il saura s'en inspirer !

CHARLES-FÉLIX BELLET.

(1) M. Céas avait déjà publié, en 1892, l'*Histoire du 9^e régiment de Hussards*. Décidément, Valence possède un éditeur *militaire* qui fait bonne figure, ce qui, pour la province, est plus rare qu'on ne croit.





NÉCROLOGIE

FILLET (JEAN-LOUIS-ALEXIS)

La vocation de notre regretté collègue se révéla de bonne heure, comme le prouve un cahier de notes prises, lorsqu'il était en rhétorique et conservé dans les archives départementales : C'est un recueil de renseignements historiques et géographiques sur le Dauphiné. Sa bibliothèque est peu riche encore et son plan d'études n'est pas arrêté ; mais l'idée s'y trouve et cette idée est la connaissance de la province natale. Peu à peu il élargira le cercle de ses investigations et laissera, en mourant jeune encore, 99 articles, brochures ou volumes, sans parler des notes manuscrites. Les lecteurs du *Bulletin* n'ont pas oublié son travail historique sur le Vercors et sur plusieurs paroisses de la Drôme. Il collaborait aussi à diverses revues et journaux de la région.

Né à St-Laurent-en-Royans le 24 novembre 1840, il est décédé à Grignan le 1^{er} février 1902, après avoir été ordonné prêtre le 26 mai 1866, vicaire de Grignan le même jour, et de St-Nicolas de Romans le 10 juin 1871, desservant de Montbrison le 28 mai 1873, et de St-Martin-en-Vercors le 25 décembre 1875, aumônier des religieuses Trinitaires à Valence le 27 octobre 1882, desservant d'Allex le 10 décembre 1884, chanoine honoraire de Valence le 22 juillet, curé de Grignan le 26 septembre 1899. La nature de ses travaux l'avait fait entrer dans notre Société le 12 septembre 1872, dans celle des Hautes-Alpes en 1886, dans celle de Vaucluse en 1897 et dans la Société de Statistique de l'Isère. Il fut aussi correspondant du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques et archéologiques depuis le 15 décembre 1894 et membre du Comité de rédaction du *Bulletin* d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers dès 1880.

Malgré ses travaux multiples, jamais son ministère évangélique ne fut en souffrance. C'était un prêtre dévoué, modeste et savant,

A. LACROIX.



CHRONIQUE

OUVRAGES REÇUS DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

— *Journal des savants* : Janvier et février 1902.

— *Annales du Musée Guimet : Le théâtre au Japon, ses rapports avec les cultes locaux*, par Alexandre Benazet, 1 vol. in-8°, 302 pages. Paris, E. Leroux, 1901.

— *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques. Section des sciences économiques et sociales. Congrès des Sociétés savantes, tenues à Nancy*. 1 vol. in-8°, 247 pag. Paris, Imprimerie nationale, 1901.

— *Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de France...*, par Robert de Lasteyrie. Tome III, 4^e livraison. Paris, 1901, Imprimerie nationale.

— *Romania, Recueil trimestriel consacré à l'étude des langues et des littératures romanes*, publié par Paul Meyer et Gaston Paris. T. XXX (octobre 1901 et janvier 1902). Paris, E. Bouillon.

— *Kongl. Vitterhets historie och antiquitets akademien Manadsblad*. Stockholm, 1901, 1 vol. in-8°, 174 pages.

— Académie delphinale, Documents inédits relatifs au Dauphiné. — *Lettres du cardinal Le Camus, évêque et prince de Grenoble (1630-107)*, publiées par le P. Ingold. Paris, A. Picard, 1 vol. in-8°, 667 pages.

— *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*. Nouvelle série, tome V, 2^e livraison, et *Bulletin* de la même Société, tome II, 3^e livraison. Genève, Jullien, 1901, in-8°.

DONS DES AUTEURS.

— *Histoire de Jaillans, Beauregard, Meymans pendant la Révolution*, par l'abbé Joseph Chabert, curé de Jaillans. Valence, 1901, J. Céas, 1 vol. in-8°, 144 pages.

L'histoire de l'une de nos communes rurales est présentée ici, appuyée sur de nombreux documents, avec précision, talent et impartialité. Elle montre l'attachement des populations rurales à leurs anciennes croyances et la lutte engagée alors contre elles. L'histoire de la paroisse s'y continue jusqu'en 1841, et comme le dit fort bien l'auteur, « elle paraîtra peut-être à plusieurs toute une révélation. » Elle mérite d'être lue avec d'autant plus de raison qu'elle est fort bien écrite.

— *Le saint Suaire de Lirey-Chambéry-Turin et les défenseurs de son authenticité*, par le chanoine Ulysse Chevalier, correspondant de l'Institut. Paris, A. Picard, 1902, broch. in-8°, 48 pages.

L'étude critique de l'auteur publiée en 1900 sur l'origine du saint Suaire de Turin, ayant obtenu l'approbation formelle des érudits les plus qualifiés, a trouvé un contradicteur dans le P. Sanna Solaro. Mais, sa réfutation repose uniquement sur une série d'affirmations et de suppositions dont aucune ne s'appuie sur l'ombre d'un texte. M. le chanoine Chevalier a une autre manière de procéder et ses vastes connaissances bibliographiques et paléographiques lui ont aisément permis de défendre la vérité historique à l'aide de documents certains et indiscutables, de faire voir dans le Suaire de Turin une peinture du xiv^e siècle représentant le corps du Sauveur, et de conclure que ce n'est pas là le Suaire même ayant servi à sa sépulture.

— Du même auteur : *Le chanoine Fillet*, Bio-bibliographie. On y trouve l'indication de 99 articles, brochures ou volumes de ce laborieux ecclésiastique.

— *Les Valentinois morts pour la patrie*, par Marius Villard, architecte de la ville de Valence, officier de l'Instruction

publique. Grenoble, librairie dauphinoise, H. Falque et Félix Perrin, 1902, 1 vol. in-12, 142 pages.

Obéissant à une idée des plus patriotiques, l'auteur, à force de recherches, est parvenu à recueillir, de 1791 à 1900, cent vingt-un noms parmi lesquels figurent un général en chef des armées de Rome, de Naples et des Alpes (Championnet), un ordonnateur en chef des armées d'Italie et d'Egypte (de Suty), un général de division (Brunet), un général de brigade (Argod), un colonel (Arbod), un chef de bataillon (de Brisis), 5 capitaines, 2 lieutenants, 2 sous-lieutenants et 106 sergents, caporaux et soldats. Pareille moisson constitue un nécrologe glorieux pour notre ville et pour ceux qui ont donné leur vie à la patrie ; il fait honneur au patriotisme et au savoir de M. Villard.

Le *Bulletin de l'Académie delphinale*, année 1896, a publié le *cartulaire* du temple de Vaulx, préparé par M. Delachenal, avec une introduction qui en révèle les renseignements utiles. Bien que la commanderie de la Valloire ou de Beaurepaire y soit nommée, le département de la Drôme profitera très peu de cette savante publication, l'Isère absorbant à peu près le texte en entier.

Le même *Bulletin* renferme aussi un éloge de M. Honoré Pallias, bienfaiteur de notre Société, décédé le 5 septembre 1896 à Lyon.

A. LACROIX.



SÉANCE DU 3 FÉVRIER 1902

M. le Président s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance pour cause de santé. La journée est d'ailleurs tout à la neige et peu de membres ont osé braver les rigueurs de la saison.

M. Henry MESSIÉ, présenté par MM. Vallentin et Lacroix, est proclamé *membre titulaire* en remplacement de son père, si justement regretté.

Une communication de M. Mailhet, pasteur à Saillans, annonce la découverte à Beauvallon (Lavache), vers 1890, d'une dizaine de camées en grès siliceux représentant des souverains des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles et notamment Guillaume III d'Orange, roi d'Angleterre. Le dernier porte l'inscription suivante :

Silex mirabilis | Eygari amnis |

Per Ludovicum Chapat | Auriacum elaboratus 1737.

Le *Cartulaire du Pont-St-Esprit*, de M. Bruguier-Roure, parle dans une note d'un domaine d'Auriac, près d'Orange et de la rivière d'Eygues, et le *Dictionnaire biographique* de Barjavel fait connaître Louis Chapat, comme graveur de mérite.

Il y a quelques années, M. le chanoine Perrossier signalait dans le *Bulletin de la Société* un caillou sculpté avec une inscription rappelant le comte de Suze et son fils, conservé à la cure de Cliousclat. Ne serait-ce point là une œuvre de Louis Chapat ? L'habile exécution du caillou de Guillaume III, trouvé à Beauvallon, semblerait l'indiquer.

A. LACROIX.

NOUVELLE ÉTUDE CRITIQUE

SUR

CHAMPIONNET

(SUITE. — Voir les 140^e et 141^e livraisons)

On a vu, dans l'article précédent, que la paternité de *trois* enfants était attribuée, avec plus ou moins de certitude, à Etienne Grand ; savoir :

1^o Celui du 21 décembre 1757, dont la mère était *Marie Collion* ;

2^o *Marie-Blandine*, née le 5 mai 1760, fille de *Magdelaine Celion* ;

3^o Celui que *Magdelaine Collion* qui, en cette circonstance, prit le nom de *Magdelaine Vachier* (*Vachier* étant le nom de sa mère), fit baptiser le 14 avril 1762, sous les prénoms de : *Jean-Etienne*, et qui fut *Championnet*.

En voici un *quatrième* dont l'existence nous est révélée par les registres de la paroisse St-Apollinaire :

« Ce 24^e may 1762, a été baptisé *Jean-Antoine-Etienne*, né
« ce jour, fils naturel de D^{lle} *Louize Rouillié*, qui a fait sa déclaration devant M. le Juge mage de cette ville, aujourd'hui,
« en faveur du s^r *Etienne Grand*, maître de poste de cette ville.
« Le parrain a été s^r *Jean-Antoine Guiremand*, et la marraine
« D^{lle} *Suzanne Gonthier*, qui ont signé avec nous.

« *Guiremand, Gontier, Morel, vicaire.* »

Quelques explications sont ici nécessaires.

François-Henry Roullié, « procureur-greffier de sénéchaussée et présidial de Valence », eut de Louise Grenet, son épouse, sept ou huit enfants, dont *Louise-Françoise-Charlotte*, née le 1^{er} janvier 1743, et qui, au 24 mai 1762, était par conséquent âgée de 19 ans.

Après la mort de F.-H. Roullié, survenue le 18 août 1760, les immeubles dépendants de sa succession bénéficiaire furent vendus, et nous avons dit plus haut que le 14 juillet 1761, Etienne Grand acquit, de cette succession, une terre au quartier St-Victor, attenante à celles du « Logis du Louvre ». Or, si on rapproche les dates des 14 juillet 1761 et 24 mai 1762, on voit qu'elles ne sont distantes que de dix mois et quelques jours !...

Nous ne voulons ici que consigner des faits, qui tendent à donner un accent de vérité à la déclaration formelle de Louise Roullié, contenue dans l'acte qui précède ; et, avec le colonel de Coston, nous concluons qu'à 22 ans, Etienne Grand menait ses amours aussi vite que la Poste.

Mais, ce qui est plus curieux, c'est que ce *Jean-Antoine-Etienne*, le *pseudo-frère* de Championnet, a absolument usurpé sa place pendant un demi-siècle, et ce n'est pas là l'une des moindres *singularités* de l'histoire de Championnet. Trompés par la quasi-similitude des prénoms, — par la date de 1762, — par l'acte lui-même passé à la paroisse St-Apollinaire, dont dépendait le faubourg Saunière, — et surtout par la mention du nom d'Etienne Grand, — Jules Ollivier et d'autres historiens n'hésitèrent pas à admettre cet acte comme celui de la naissance même de Championnet. Seul, M. de Coston (*Courrier de la Drôme* des 9 et 28 janvier 1845), qui avait en mains quantité de papiers de Championnet (nous dirons plus tard comment ils lui étaient parvenus), affirma que *Jean-Antoine-Etienne* était simplement un frère de Championnet, et que la naissance de ce dernier était du mois d'avril 1762. On passa outre à cette affirmation, et Jules Ollivier, le rédacteur des inscriptions du monument élevé à Championnet en 1843, y

consigna la date du 24 mai 1762 comme celle de sa naissance ; ce n'est qu'en juin 1893 que l'un de nous (M. Villard), chargé par la ville d'exécuter certaines réparations à ce monument, signala cette erreur à M. le Maire, et obtint l'autorisation de substituer la date exacte du 14 avril 1762 à celle reconnue erronée du 24 mai 1762.

C'est ainsi que les notices sur Championnet, données par Jules Ollivier d'abord, par Rochas ensuite dans sa *Biographie du Dauphiné* (I, 202), par le grand *Dictionnaire Larousse*, etc., sont inexactes en ce qui concerne les prénoms de Championnet et sa date de naissance, ces deux points n'ayant été définitivement fixés que par la publication, en 1883, de l'« *Etude* » de M. A. de B***.

Quant à Victor Hugo, il a bientôt fait de dépouiller Valence d'une de ses gloires, en faisant naître Championnet à Paris. Voici, en effet, ce qu'il écrit dans son œuvre « *Les Misérables* » (pp. 37-38 du chap. IX, 5^e vol., édition Pagnerre, 1862) :

« Championnet, qui brutalisait les miracles, était sorti du « pavé de Paris ; il avait tout petit inondé les portiques de « St-Jean-de-Beauvais et de St-Etienne-du-Mont ; il avait « assez tutoyé la châsse de Sainte Geneviève pour donner des « ordres à la fiole de Saint Janvier ! » (1)...

On sait que les poètes et les romanciers sont depuis longtemps brouillés avec l'Histoire ; aussi ne donnons-nous cette citation qu'à titre de curiosité bibliographique.

— Nous avons déjà mentionné l'épisode du voyage que Grand fit à Lyon avec sa sœur, la dame Brohard, en mai 1771. Brohard nous a appris que Magdeleine Collion qui était de ce voyage « manqua à la dame Brohard... ce qui occasionna une « brouillerie entre le s^r Grand et sa sœur. » On voit par là quel ascendant Magdeleine Collion exerçait déjà sur Etienne Grand.

Grand ayant hérité de sa sœur, décédée le 21 décembre 1771, et quoique poursuivant son procès avec Brohard, son beau-

: (1) Communication due à l'obligeance de M. Léon Emblard.

frère, mit ordre à ses affaires et rédigea, le 13 avril 1773, son premier testament, ainsi libellé :

« Je soussigné, Etienne Grand, avocat en la Cour et maître
 « de la Poste aux chevaux de cette ville de Valence en Dau-
 « phiné, déclare avoir fait mon testament mystique ou secret
 « comme cy-après ; scavoir j'élis ma sépulture à ma paroisse,
 « m'en rapportant pour mes œuvres pies, et frais funéraires à
 « la discrétion de mon héritier universel cy-après nommé. Je
 « donne et lègue à *Marie et à Magdeleine Collion, sœurs*, mes
 « deux gouvernantes, à la chacune une pension viagère de la
 « somme de cent cinquante livres qui leurs sera payée chaque
 « année et par avance, sans aucune retenue, et ce jusqu'à la
 « mort de l'une et de l'autre, et dans le cas cependant ou l'une
 « d'elle viendrait à décéder, je veux aud. cas que la susd. pen-
 « sion de cent cinquante livres de celle qui survivra, soit pour
 « lors et demeure fixée pendant toute sa vie à la somme de
 « deux cent livres par année, qui sera également payée par
 « avance et sans aucune retenue. Plus je donne et lègue aux
 « susd. *Marie et Magdeleine Collion, sœurs*, mes deux gouver-
 « nantes, un gobelets d'argent, trois couverts d'argent, une
 « grande cuillièrre à soupe d'argent, tout mon leinge de table,
 « tous mes draps, toute ma fayance, verres, ma bateries de
 « cuisine, tonnaux, vin, bouteilles, dames-jannes, liqueurs,
 « bois, bled, farines, ensemble tous mes meubles meublants,
 « et autres ustenciles, et finalement toutes autres danrées et
 « provisions de bouche qui se trouverons dans mad. maison
 « d'habitation située au fauxbourg Saunière-lès-Valence, vis-
 « à-vis mon Logis du Louvre, et tel que le tout y sera trouvé
 « à mon décès, excepté néanmoins deux petits coffrets conte-
 « nant en tout deux douzaines couteaux, l'une desquelles est
 « à lame d'argent, et l'autre à lame d'acier, et tous les meubles
 « qui se trouveront dans les deux chambres et cabinets de ma
 « susd. maison d'habitation, l'une desquelles n'a point de
 « cheminée, et sur le derrière à la gauche de mad. maison
 « lesquelles prennent jour au couchant, et tels qu'ils seront

« trouvés à mon décès dans le susd. appartement de réserve
« composé de deux chambres prenant jour au couchant, ayant
« en tout trois croisées, et un petit cabinet à côté éclairé au
« midy par une fenêtre formant un œil-de-bœuf. Plus je donne
« et lègue aux susd. *Marie et Magdeleine Collion, sœurs*, pen-
« dant la vie durant de l'une, et de l'autre, la jouissance de
« la *petite boutique voûtée joignant mon logis du Louvre, où*
« *était jadis ma chapelle* (1), laquelle prend jour sur la grande
« route, et par une fenêtre grillée en fert sur un passage

(1) Cette « petite boutique voûtée, où était jadis la chapelle » d'Etienne Grand, existe encore telle quelle dans l'Hôtel actuel du Louvre et de la Poste : c'est la pièce du rez-de-chaussée, servant de lingerie, et éclairée par la petite fenêtre qui se trouve à droite de la porte d'entrée. C'est peut-être là un des restes de l'ancien « *Hôpital Saint-Georges* », où étaient logés les pauvres passants et repassants, dénommé antérieurement *Hôpital Sainte-Marthe*, et qui comprenait aussi une chapelle. M. Dupré de Loire a, dans son travail sur les Etablissements de bienfaisance de Valence (*Bull. Arch. Drôme*, 1869, IV, 293 et suiv.), parfaitement identifié les lieux, en s'appuyant sur des actes qui vont de 1341 à 1545.

Plus tard, on édifia sur cet emplacement une auberge, dénommée d'abord : *Le Point du Jour* ; puis, un acte du 20 novembre 1645 nous apprend que Jean Vallon la Verduze vendit à Antoine Chol ce même emplacement, avec le « *Logis où pend pour enseigne : Le Petit Louvre*, hors la porte Saulnière. » Antoine Chol revendit le Petit Louvre, le 15 juillet 1666, à D^{me} Anne de Clauzel, veuve de noble Paul Pacius, pour 4,214 livres 10 sols, avec faculté de le reprendre dans neuf ans ; usant de cette faculté, Jean Chol, fils d'Antoine, le racheta à nobles Alexandre et Pierre Pacius frères. Il devint ensuite la propriété de M. Didon de Meysac, dont la veuve le revendit à Claude Grand, pour 6,000 livres, le 7 juin 1736, comme nous l'avons déjà dit. Enfin, par acte public du 13 septembre 1782, que nous avons cité aussi, Etienne Grand revendit le tout à Martin, fils, pour 70,000 livres, y compris le privilège et le matériel de la Poste aux chevaux (Papiers de Grand, obligeamment communiqués par M. le chanoine Mazet).

Au cours du siècle passé, l'Hôtel du Louvre et de la Poste passa aux mains de MM. Philippe et Laurent Vacher, dont les héritiers le possèdent encore aujourd'hui.

« vis-à-vis le puÿ de mond. logis du Louvre, et telle qu'elle est
 « louée au s^r Fourcat Faure, m^a coutelier, pour en prendre
 « possession après mon décès, et en jouir pendant leurs vies
 « comme de leurs choses propres. Plus je donne et lègue aux
 « susd. *Marie et Magdeleine Collion, sœurs*, pendant la vie
 « durante de l'une et de l'autre, la jouissance de la maison
 « qu'habite M. Beaumont, maréchal ferrant, joignant ma susd.
 « maison d'habitation au nord et à la droite.... avec la faculté
 « aux susd. *Marie et Magdeleine Collion, sœurs*, d'en prendre
 « possession immédiatement après ma mort, et en jouir via-
 « gairement comme de leur chose propre..... Plus je donne et
 « lègue aux susd. *Marie et Magdeleine Collion, sœurs*, toute
 « ma garde-robe consistant en ma montre d'or, boucles d'ar-
 « gent, et mes autres bijoux, et tous mes vêtements, leinges,
 « bas, cols, mouchoirs, et autres servant à ma personne jour-
 « naillièrement, et tel que le tout sera trouvé dans ma maison
 « d'habitation à l'époque de mon décès. Plus je donne et lègue
 « aux susd. *Marie et Magdeleine Collion, sœurs*, la jouissance
 « d'une petite vigne, d'environ six journaux, placée et plantée
 « dans une partie de la terre que j'ai acquis dans l'*hoirie de*
 « *feu M^e Roullié, procureur*, confrontant du levant, chemin
 « voisinai pour aller, en traversant le canal des moulins de
 « Valence, à un chemin placé entre la prairie du Griffon (1), et
 « celle de M. Faure de la Forest, du midy..... Voulant au
 « surplus que si les susd. *Marie et Magdeleine Collion, sœurs*,

(1) *La prairie du Griffon* était attenante à l'auberge du même nom, située sur le bord du canal des moulins, à l'entrée du faubourg Saunière, angle du boulevard Bancel et de l'avenue Victor-Hugo, sur l'emplacement où a été construite la maison Messié, et où se trouve aujourd'hui la *Brasserie Georges*, maison Chabert. — En 1793, cette auberge du Griffon était tenue par André Siccard, dont la fille aînée, Marie-Adrienne, fut élue « *Déesse de la Raison* ». — Sur ce curieux épisode de l'histoire de Valence, voyez le « *Journal d'un Bourgeois* », par Ad. Rochas, et « *Annales Valentinois* », par Marius Villard, pp. 175 et suiv.

« venoient à se marier, aud. cas l'une et l'autre se réserverons
 « expressément dans leurs contract de mariage tous leurs
 « droits et actions en paraphernaux, prohibant aud. cas à leurs
 « futurs époux tous les fruits et jouissances de tous les légats
 « que je leur ai fait dans ce présent testament, voulant qu'elles
 « ne puissent y renoncer sous quelque prétexte que ce soit,
 « comme aussi je veux que les susd. *Marie et Magdeleine Col-*
 « *lion, sœurs*, ne puissent répéter après ma mort, aucuns
 « gages, ny sommes résultantes de billets, mandats, n'y d'au-
 « cunes des libéralités dont j'avois été chargé oriculairement,
 « tant par feu ma mère, que par feu ma sœur, épouse de
 « M. M^e Claude-François Brohard, et qu'elles ne puissent
 « non plus répéter leurs portions légitimaires hypothéquées
 « sur mon petit domaine des Marthes près Bayanne. Je donne
 « et lègue à *Etienne-François* (1) surnommé *Championnet*, le
 « même qui a été élevé en partie à Soyons en Vivarais, et
 « enfin le même qui se trouve aujourd'hui en pension chez le
 « s^r Savary, greffier à Chabeuil, une pension annuelle de la
 « somme de trois cent livres, payable sans aucune retenue de
 « six mois en six mois et par avance jusqu'à son âge de vingt-
 « cinq ans accomplis et ce sur la simple quittance privée de
 « *Marie et Magdeleine Collion, sœurs*, mes deux gouvernantes,
 « auxquelles je veux confier l'entretien et l'éducation du susd.
 « *Etienne-François Championnet (sic)* jusqu'à ce qu'il ait atteint
 « l'âge de vingt-cinq ans accomplis, et ce sans aucun rende-
 « ment de comptes, et si de droit elles pouvoient y être tenues,
 « je leur en donne et lègue le reliquat, déclarant que le susd.
 « *Etienne-François Championnet* est né le *treize avril* (2) mil
 « sept cent soixante-deux; voulant au surplus que la susd.
 « pension de trois cent livres en faveur du susd. *Etienne-*

(1) Il y a là évidemment une erreur de mémoire; il faut lire : *Jean-Etienne*.

(2) Autre erreur évidente, car l'acte de baptême du 14 avril 1762 porte bien : « né ce jour ».

« François Championnet soit, et demeure éteinte à la majorité
 « de vingt-cinq ans, et dans ce dernier cas je lui donne et
 « lègue une somme de deux mille livres que le susd. Etienne-
 « François Championnet pourra acquitter valablement à sad.
 « majorité, et sera tenu dans ce cas d'en faire un employ utile
 « comme en les appliquant sur un immeuble, office, charge
 « ou maîtrise, et s'il ne trouvoit pas tout de suite à sa majorité
 « à appliquer les susd. deux mille livres, je veux aud. cas
 « qu'on lui en paye l'intérêt au quatre pour cent sans aucune
 « retenue, et ce jusqu'à son âge de trente ans accomplis, temps
 « auquel il pourra acquitter valablement la susd. somme de
 « deux mille livres, et en faire l'employ qu'il jugera à propos.
 « Plus je donne et lègue au susd. *Etienne-François Cham-*
 « *pionnet* tout mon enclos de vigne « appelé *Micicipy* au ter-
 « roir de Championnet, dans lequel il y a une petite maison
 « environ au milieu, confrontant lad. vigne, du levant la
 « grande route de Lyon à Marseille, du midy et vent le béal
 « de la cascade, du couchant et du nord les chemins du petit
 « tour de Beauregard (1), et telle enfin qu'elle se trouvera à
 « mon décès, et à la majorité du susd. Etienne-François
 « Championnet, substituant la susd. vigne ou enclos de Mici-
 « cipy aux enfants légitimes dud. Etienne-François Cham-
 « pionnet par substitution vulgaire et fidéi-commissaire, et
 « dans le cas que led. Etienne-François Championnet décède
 « sans enfants légitimes, et qu'ayant des enfants, ceux-ci vien-
 « nent à décéder sans enfants légitimes, en l'un ou l'autre de
 « ces deux cas je veux que la susd. vigne ou enclos appelé
 « *Micicipy*, terroir de Championnet çy-dessus confiné et dé-
 « taillé, fasse retour à mon héritier universel, ou à celui qui le

(1) Cet « enclos de *Missisipy* » est celui que Claude Grand avait acquis par acte du 23 août 1736. Nous avons déjà dit, dans la première partie de cette Etude, que cet enclos, appelé aussi « *Terre de Cham-pionnet* », était devenu le clos Doyon, acheté récemment par la ville pour l'édification du collège communal.

« représentera à mon décès, sans distraction de quarte en
« aucun cas, voulant que le susdit Etienne-François Cham-
« pionnet ne jouisse des deux mille livres cy-dessus, et de
« l'enclos de vigne appelé *Micicipy*, qu'à son âge de majorité,
« c'est-à-dire lors de l'extinction de la pension de trois cent
« livres. Je donne et lègue à *Etienne-François* (1) *Brohard, fils*,
« mon neveu, la somme de *trois livres* outre et par-dessus
« toutes les libéralités que j'ai faites en plusieurs occasions à
« la dame Brohard, sa mère, tant en argent, nipes, bijoux;
« qu'en sommes abandonnées lors de la cession du domaine
« de Barlatier le 11 may 1769, déclarant au surplus qu'ayant
« été institué héritier universel par la dame Brohard, ma sœur,
« dans son testament mystique ou secret du 30 juin 1771, dont
« l'acte de suscription a été reçu le lendemain par M^e Bouvier,
« notaire de cette ville, et qu'ayant obtenu sentence en août
« dernier de M. le Sénéchal de Valence à l'encontre de
« M. M^e Claude-François Brohard père, et administrateur des
« biens de sondit fils, mon neveu, par lequel le susd. testa-
« ment clos et solennel a été enteriné, et led. M^e Brohard en
« ayant appelé par-devant la Cour, je veux si le parlement, en
« prononçant sur la question dont s'agit, confirme la susd.
« sentence, et ordonne l'exécution entière du testament de feu
« la dame Brohard, ma sœur, à l'effet que je jouisse paisible-
« ment et sans trouble des deux tiers de la susd. hérédité,
« dans ce cas, et non autrement, je veux que le susd. Etienne-
« François Brohard fils, mon neveu, jouisse de la pension de
« six cent livres par année, payable de six en six mois, après
« ma mort, et ce jusqu'à son âge de trente ans accomplis, dont
« les fruits sont et demeurent prohibés aud. M^e Brohard père,

(1) C'est par une sorte d'obsession inexplicable qu'Etienne Grand persiste à employer les prénoms d'*Etienne-François*, qu'il a déjà donné nombre de fois à Championnet, et qui n'étaient pas les siens, et qu'il donne encore à Brohard fils, qui s'appelait en réalité *Etienne-Alexandre*. — Voir la première partie de cette Etude.

« comme aussi je veux que la susd. pension de six cents livres
 « en faveur dud. Etienne-François Brohard fils, mon neveu,
 « soit et demeure éteinte à son âge de trente ans accomplis,
 « audit cas je lui donne et lègue alors la somme de quinze
 « mille livres à la charge par le susd. Etienne - François
 « Brohard, fils, mon neveu, de les hypothéquer sur un im-
 « meuble solide placé dans le mandement de cette ville de
 « Valence, ou à une, deux ou trois lieues au plus dud, Va-
 « lence, prohibant expressément audit M^e Brohard père tous
 « les fruits de la susd. somme de quinze mille livres dont
 « s'agit ; substituant..... J'institue pour mon héritier universel
 « M. M^e Pierre Teyssonier, avocat du roy au présidial de
 « Valence, et professeur en droit françois dans l'université de
 « cette ville, et à son défaut celui de ses enfans qui sera son
 « héritier, et en cas de décès *ab intestat*, j'institue l'ainé de ses
 « enfans qui sera vivant à mon décès, et par préférence l'ainé
 « des mâles, par lequel je veux que ma succession soit re-
 « cueillie, mes dettes et légats payés et acquittés. Ceci est mon
 « dernier testament mystique ou secret... à Valence, ce treize
 « avril mil sept cent soixante-treize. » — GRAND.

Suit l'acte de suscription, reçu M^e Mésangère, notaire, « du
 « présent papier clos et entrelassé avec un ruban non pareille
 « bleu, scellé aux quatre extrémités avec cire rouge ardente
 « d'Espagne, d'un cachet formant l'empreinte des armes de sa
 « famille, et dont il se sert ordinairement, azur ayant une patte
 « d'ours posée en bande, etc. (1). »

(Papiers de Grand, communiqués par M. Mazet).

Quoique ce premier testament donne déjà des indications précieuses sur Championnet, nous attendrons, pour les grouper, celles données dans le deuxième, du 1^{er} octobre 1786.

(1) Ou plutôt les armes de famille des Richaud, à laquelle appartenait Françoise de Richaud, mère d'Etienne Grand. — Voir la première partie de cette Etude.

Nonobstant les stipulations du testament transcrit ci-dessus, Etienne Grand délivre la déclaration suivante aux deux sœurs Collion, le 20 janvier 1779 :

« Pour la décharge de ma conscience et pour rendre témoi-
« gnage à la vérité, je soussigné, Etienne Grand, avocat en
« la Cour, conseiller lieutenant au Bureau de l'Election de
« cette ville, déclare que feue ma mère voulant donner, dans
« son testament, aux nommées *Marie et Magdeleine Collion*,
« sœurs, ses deux gouvernantes, la somme de *deux mille livres*
« à la *chacune*, pour bons et agréables services qu'elles lui ont
« rendues, payables après sa mort sans intérêt jusqu'alors, et
« que, pour éviter des frais de contrôle, je lui promis que
« j'acquitterois fidèlement ses intentions après mon décès,
« soit en leur faisant un legs beaucoup plus considérable, soit
« en leurs léguant, dans mon testament, la susd. somme de
« quatre mille livres, ce qui détermina ma mère à s'en rap-
« porter à ma parole : je déclare aussi que feue la dame
« Brohard, ma sœur, dont je suis héritier, me chargeait de
« même verbalement de compter une année après sa mort, à
« la *chacune* desd. *Marie et Magdeleine Collion*, la somme de
« trois cents livres, avec intérêt jusqu'à effectif payement, à
« l'effet qu'elles pussent disposer du montant dudit legs ainsi
« qu'elles jugeroient à propos ; en conséquence, je déclare de-
« voir aux susd. *Marie et Magdeleine Collion*, par moitié, la
« somme de quatre mille six cents livres que je promets leur
« payer dans les temps et la forme ci-dessus. Expliqué pour
« cause du contenu de la présente déclaration que lesd. Collion
« m'ayant témoigné vouloir ni me gêner, ni moins mon
« héritier, nous sommes convenu entre nous de ce qui suit,
« scavoir : que si lesd. Collion me survivent, je leur payerai
« par moitié la somme de six mille livres en tout ; que si l'une
« d'elles vient à mourir avant moi, je ne payerai alors que
« quatre mille livres à celle qui aura survécue, ayant gagné
« par là une partie de la portion de celle décédée avant moy ;
« que si, au contraire, elles meurent toutes les deux avant

« moy, je gagnerai tout le montant des susd. deux legs qui,
 « dans ce cas, seront éteints, supprimés et annulés ; convenu
 « aussi que j'aurai la faculté à mon choix d'éteindre, si mieux
 « j'aime, le montant des deux legs dont s'agit, en leurs léguant
 « dans mon testament, au moins une pension viagère de cent
 « cinquante livres par année à la chacune pour leur tenir lieu
 « d'aliments, payables une année d'avance, et un petit mo-
 « bilier. Convenu qu'au cas de cette option, si l'une d'elle
 « venait à mourir avant moy, pour lors la pension viagère et
 « alimentaire de celle qui survivra sera au moins de deux cents
 « livres par année, en y joignant un petit mobilier à ma dis-
 « crétion, à laquelle elles se rapportent, lesquelles pensions
 « seront toujours payées un an à l'avance pendant toute la vie
 « desd. Collion, ou de l'une d'elles, ainsi que le tout est ci-
 « devant expliqué. — Ainsi convenu et accepté par les parties,
 « qui ont soumis tous les biens présents et à venir, pour l'en-
 « tière exécution des présentes, et ce à peine de tous dépans,
 « dommages et intérêt, et ont les parties signé sur tous les
 « originaux. Fait triple à Valence en Dauphiné, ce 20 janvier
 « 1779. — Grand. — Magdeleine Collion. — Marie Collion. »
 (Papiers Tavenas).

— La sollicitude d'Etienne Grand pour Marie et Magdeleine Collion se traduit encore par une nouvelle déclaration du 3 septembre 1781, laquelle nous apprend que les *bénéfices nets* de la Poste aux chevaux excédaient *trois mille livres par an* :

« Je soussigné, Etienne Grand, déclare que m'étant obligé
 « envers les *demoiselles Marie et Magdeleine Collion, sœurs*,
 « de leur délivrer et payer à chacune une portion *dixième* des
 « profits nets que je faisois toutes les années sur la manuten-
 « tion de ma Poste, tant pour leur tenir lieu de gages ou
 « appointements, que pour les encourager à continuer leurs
 « peines et soins multipliés que leur occasionne naturellement
 « la desservance qu'elles en font pour mon compte, depuis que
 « j'ai l'honneur d'être lieutenant à l'Election, soit de jour et

« souvent pendant une partie de la nuit, nous avons amiable-
 « ment arrêtés que les bénéfices nets dont s'agit ont excédé la
 « somme de *trois mille livres par année*, à compter du 1^{er} août
 « 1778, ce qui fait que par l'événement de ce compte, je leur
 « dois à la chacune la somme de neuf cents livres fin au
 « 1^{er} août de cette présente année 1781, et en conséquence, je
 « déclare et promets payer pour les causes ci-dessus aux de-
 « moiselles Marie et Magdeleine Collion, sœurs, desservantes
 « de ma Poste, la somme de 1,800 livres et par moitié à la
 « chacune, dans quatre années prochaines, à compter de ce
 « jour, néanmoins avec intérêt jusqu'à effectif payement,
 « ayant retiré et biffé toutes pièces résultantes de ce présent
 « compte, et ce sans préjudice de ce que je leur dois d'ailleurs.
 « Fait double à Valence, le 3 septembre 1781. — Grand. »
 (Papiers Tavenas).

Cette sollicitude s'affirme de nouveau dans la lettre suivante :

« A Valence, le 12^e janvier 1786. — Monsieur. — Etant
 « pressé de partir pour Aix (1), je n'ai pas le temps de refaire
 « mon testament, pour augmenter mes libéralités envers *mon*
 « *fil* *Championnet*, receveur à La Roche, et envers *Madeleine*
 « *Collion*, ma gouvernante ; mais je compte avec la plus
 « grande confiance sur votre parole de faire pour tous deux
 « après moi comme si vous étiez leur père ; en conséquence,
 « je viens vous rappeler que mon intention est de donner aud.
 « Championnet, outre et par-dessus tout ce que je lui ai
 « donné, dans mon dernier testament, ma maison en pro-
 « priété, et telle que je l'occupes, excepté la partie des meubles
 « légués, dans mon dernier testament, à *Marie Collion* ; que
 « je donne aussi aud. Championnet mon petit domaine de
 « Robin, et tel que j'en jouis aujourd'hui, y compris le jardin
 « affermé à Peralis, le tout situé au levant du Logis du Lou-

(1) Il y allait pour soutenir son procès contre Brohard, son beau-frère.

« vre, terroir de St-Victor. Et que je donne à *Magdeleine*
 « *Collion, sa mère*, ma gouvernante, la somme de trois cents
 « livres de pension par an, outre et par-dessus tout ce que je
 « lui ai légué dans mon dernier testament : voilà mes vraies
 « intentions, que j'aurais réellement exécuté avant de partir, si
 « vous ne m'aviez donné parole, il y a quinze jours, de les
 « exécuter sur un simple avis. C'est donc avec confiance que
 « je n'ai pas refait mon testament, parce que j'ai pensé que
 « vous exécuteriez tout le contenu dans la présente, et que je
 « réalliserai au premier moment, s'il ne m'arrive aucun acci-
 « dent dans mon voyage. Vous êtes honnête homme et nous
 « comptons sur vous. — Grand. A Monsieur Teyssonnier,
 « avocat du Roy au Présidial, et professeur en droit françois
 « en l'Université, et *mon héritier*, à Valence. » — (Papiers Ta-
 venas).

— Enfin, nous arrivons au *deuxième* testament d'Etienne Grand, daté du 1^{er} octobre 1786. Nous le reproduisons ici en entier, tel que M. A. de B*** l'a donné dans son « *Etude* », car il éclaire les points obscurs de la naissance et de la jeunesse de Championnet.

« D'après ce testament, déposé aux minutes de M^e Char-
 « bonnel, notaire à Alixan (1), le 6 décembre même année, il
 « stipule qu'il veut être enterré en sa paroisse, léguant aux
 « pauvres d'icelle une somme de 150 livres, s'en rapportant
 « pour le surplus de ses œuvres pies à la discrétion de son
 « héritier universel.

« Donnant et léguant à *Marie Collion*, son ancienne cuisi-
 « nière, qui a eu le malheur de s'estropier au service de sa
 « mère, une pension viagère et alimentaire de 300 livres par
 « année, hypothéquée sur ses domaines de Barlatier et des

(1) Pourquoi à Alixan, plutôt qu'à Valence, comme pour le premier testament?... Etais-ce parce que les Collion étaient d'Alixan?... Mystère !...

« Marlhès, situés au mandement d'Alixan, avec la jouissance
« sa vie durant de la maison qu'il possède au fauxbourg Sau-
« nière-lès-Valence, située au nord de son habitation et louée
« actuellement à la veuve de Thomas Giraud, marchande, au
« prix de 288 livres, confrontant : du levant la grande route,
« du couchant un tinal réservé, du nord l'auberge de Reboulet
« des hoirs de Félix Romeyer, et du vent et midi son habita-
« tion, avec différents meubles et objets mobiliers et ustensiles
« de ménage.

« Donnant et léguant à *Magdeleine Collion, ma gouvernante*,
« sœur de Marie, une pension viagère de 800 livres, hypothé-
« quée également sur lesdits domaines, et qui devra être payée
« exactement par celui auquel il laisse lesdits domaines ; plus
« la jouissance de sa maison d'habitation aux fauxbourg Sau-
« nière, excepté le jardin situé sur le derrière et les quatre
« boutiques qui y prennent jour, et qui sont placées sur la
« grande route au midi de mon habitation, l'emplacement que
« la ville de Valence doit lui vendre, devant faire partie du
« même legs, ainsi que tout le mobilier de son habitation,
« argent monnayé, bijoux, linges, etc., provisions de toute na-
« ture, sauf sa bibliothèque avec ses livres, ses contrats et
« billets ; stipulant qu'au moyen desdits legs et pensions faits
« tant à Marie Collion qu'à sa sœur Magdelaine, celles-ci ne
« pourront répéter, après sa mort, aucuns gages de près de
« trente ans, ni sommes provenant des libéralités que leur
« avait faites sa mère et sa sœur, M^{me} Brohard, non plus leurs
« portions légitimaires hypothéquées sur le domaine des Mar-
« lhies, ni aucunes créances ou sommes résultant de billets,
« conventions, déclarations ou autres engagements quelcon-
« ques.

« Je donne et lègue, dit-il, à *Jean-Etienne, surnommé Cham-
« pionnet*, receveur des fermes du Roi au bureau de La
« Roche-de-Glun, mon domaine appelé Barlatier, circonstances
« et dépendances, situé au mandement d'Alixan, avec tout le
« mobilier, capital de bestiaux, etc., voulant qu'il soit affranchi

« de la créance de M. de Chalvet (1) et de tout ce qui pourra
 « lui être dû, et qui sera à la charge de mon héritier universel ;
 « expliquant que ce domaine est celui qui lui a été expédié
 « dans la procédure de partage des biens de sa sœur, feue
 « M^{me} Brohard, et que dans le cas où les héritiers du mari de
 « celle-ci auraient à répéter le tiers dudit domaine, son héritier
 « universel devra payer audit Championnet, à sa majorité, une
 « somme de 16,000 livres avec les intérêts.

« Je donne et lègue à *Jean-Etienne, surnommé Championnet*,
 « mon domaine des Marlhies, circonstances et dépendances,
 « situé à Bayanne, mandement d'Alixan, ensemble tous meu-
 « bles, exempt de toutes créances, à la seule charge par ledit
 « Championnet de payer les 1,100 livres de pensions viagères
 « laissées aux deux sœurs Marie et Magdeleine Collion.

« Je donne et lègue au susdit *Jean-Etienne Championnet*, le
 « terrier et tout ce qui en dépend, capitaux de pensions, droits
 « seigneuriaux imposés sur les communautés de Châteauneuf-
 « d'Isère, Alixan, Charpey et autres lieux, tel que j'ai acquis
 « le tout du marquis de Lattier, par conventions du 24 octo-
 « bre 1784 (2), et le tout exempt de toutes répétitions, hypo-
 « thèques ou autres droits qui restent à la charge de mon
 « héritier.

« Plus je donne et lègue au susd. *Jean-Etienne Championnet*,
 « mon bureau, ma bibliothèque bois noyer et tous mes livres ;
 « ma maison d'habitation, circonstances et dépendances,
 « ensemble toute la maison qui y est contigüe et celle occupée
 « par la veuve de Thomas Giraud, situées fauxbourg Saunière,
 « et dont j'ai laissé la jouissance à Marie et Magdelaine Col-
 « lion, ainsi que les quatre boutiques situées au midi, et le

(1) Nous avons vu plus haut qu'il restait dû une somme de 12,000 livres à M. de Chalvet, sur le prix de la vente faite par lui à Pacary de la Menorye, en 1748.

(2) Il s'agit évidemment ici de conventions sous seing-privé, car l'acte public ne fut passé que le 3 janvier 1787, comme nous l'avons signalé à l'article précédent.

« jardin y attendant, etc., déclarant que *Jean-Etienne*, dit
« *Championnet*, est né le 13 avril 1762 (1), qu'il est fils naturel
« de *Magdelaine Vachier*, fille à *Pierre*, suivant l'extrait de son
« baptême de l'église paroissiale de St-Jean à Valence; qu'il
« est le même, dit-il, que j'avais mis en nourrice aux Pécoulets
« près d'Etoile, et que j'ai ensuite tenu à Soyons en Vivarais;
« le même qui a resté près de trois ans en pension chez le
« s^r Sarary, greffier à Chabeuil; le même qui est aujourd'hui
« receveur des Fermes du Roi au bureau de La Roche-de-Glun,
« dont il fait faire par intervalle le service par M^e Feugier,
« notaire audit lieu et autres, et enfin, le même que j'habille,
« j'entretiens, qui mange à ma table, qui me sert d'homme
« d'affaires, et dont j'ai toujours pris soin dès le berceau; et
« voulant récompenser sa douceur et lui donner des marques
« particulières de l'estime qu'il mérite, je veux, en consé-
« quence, qu'il porte à l'avenir mon nom et qu'il puisse se servir
« de mon cachet de famille (2) tout comme s'il en était. Vou-
« lant au surplus que les susd. *Marie et Magdelaine Collion*,
« sœurs, et ledit *Jean-Etienne*, surnommé *Championnet*, demeu-
« rent et puissent habiter tous ensemble, pendant quatre mois
« après ma mort, dans ma maison d'habitation, et s'y nour-
« rissent en commun des provisions qui s'y trouveront, sans
« qu'à raison de ladite faculté leurs susdites pensions et legs,
« puissent être diminués ni retranchés de quoi que ce soit;
« voulant aussi qu'il leur soit fourni gratuitement à la cha-
« cune, ainsi qu'audit *Jean-Etienne Championnet*, un extrait
« en forme de mon présent testament, un mois après mon
« décès, et qu'il ne leur en coûte, ni à l'un, ni aux autres,
« aucunes sommes quelconques à raison desdits legs les con-

(1) Nous avons déjà dit que l'acte de baptême de Championnet, dressé le 14 avril 1762, porte textuellement : « né ce jour ».

(2) C'était le cachet de *Françoise de Richaud*, sa mère, avec les armes de la famille des Richaud, dont se servait communément *Etienne Grand*.

« cernant, mon intention étant au contraire qu'ils en jouissent
 « paisiblement et sans contribuer à aucuns frais, de quelque
 « nature qu'ils puissent être

• J'institue, pour mon héritier universel, M. M^e Pierre Teys-
 « sonnier père, avocat du roi au Présidial de Valence et pro-
 « fesseur en droit français dans l'Université de la même
 « ville (1), et à son défaut celui de ses enfants qui sera son
 « héritier, etc..... Ceci est mon dernier testament clos et
 « solennel, etc..... — Signé : GRAND.

(1) Pierre Teissonnier ou Teyssonnier (car les actes de l'Etat civil donnent ces deux orthographes), qui était le confident d'Etienne Grand, lequel l'institua son héritier universel en 1773 et en 1786, était fils d'autre Pierre, avocat du Roi, etc., et de Suzanne Vinand. Né à Valence (paroisse St-Jean), le 11 octobre 1723, il devint successivement avocat, professeur en droit français et recteur de l'Université; échevin en 1769 et 1783; maire de Valence en 1774 et en 1785, magistrature qu'il occupait encore au moment de son décès, survenu le 7 juin 1787.

Le 11 juin 1777, Claude Brohard, professeur en droit civil et canonique à l'Université, lui fit signifier défense d'assister, à l'avenir, aux examens, thèses, etc., de droit civil et canonique, « le professeur en droit françois devant se borner à l'explication du droit françois contenu dans les ordonnances en langue françoise; tous les exercices qui se font en langue latine étant étrangers à son état, etc... »

Dans son long mémoire en réponse, Teissonnier dit « qu'il ne s'attachera pas à faire remarquer l'indécence de l'acte contenant assignation, que M^e Brohard a fait signifier; on est accoutumé à ces sortes de procédés de sa part, et ce n'est pas en usant de représailles que le suppliant veut le combattre, mais uniquement par les faits. » — Nous ne connaissons pas l'issue de ce curieux procès.

De son mariage avec Catherine-Claude Darest, Pierre Teissonnier eut six enfants, dont quatre garçons. L'aîné des garçons mourut avant 1790, et les trois autres émigrèrent en 1791, ce qui amena l'arrestation de leur mère. Par ordre du « Comité de surveillance », elle fut enfermée comme « suspecte », au couvent ci-devant de Notre-Dame, le 12 juin 1794.

La maison patrimoniale des Teyssonnier était celle portant aujourd'hui le n^o 15 de la rue Madier-de-Montjau, autrefois : rue Saint-Félix, contiguë et au levant de la rue des Etables

Aux actes que nous venons de transcrire, nous devons ajouter les deux suivants, qui établissent d'une manière définitive l'état civil de Championnet :

I. — « *Certificat de notoriété. — Du 22 novembre 1794*
(vieux style).

« Par-devant moy, Antoine Bonthoux, notaire public du
« département de la Drôme, à la résidence de Valence, et les
« témoins soussignés, ce jourd'hui, second frimaire, troisième
« année de la République française, une, indivisible et démocra-
« tique, après-midi, a comparu le citoyen Jean-André
« Colombier, habitant audit Valence, agissant pour et au nom
« du citoyen Jean-Etienne Championnet, général de division à
« l'armée de Sambre-et-Meuse, lequel m'a exposé que l'acte
« de naissance dudit Championnet ne luy donne d'autre nom
« que celui de *Jean-Etienne*, ainsy que conste de l'extrait dudit
« acte qu'il a représenté pour être joint au présent et qui est
« ainsi conçu : *Extrait des registres des actes de naissance de la*
« *commune de Valence*, département de la Drôme. — L'an mil
« sept cent soixante-deux et le treize avril (1) a été baptizé un
« garçon, né le même jour, a qui on a donné les noms de
« *Jean-Etienne*, fils naturel non légitime de *Madelaine Vachier*,
« fille à Pierre, travailleur de terre, habitant dans la commu-
« nauté de Charpey, laquelle a déclaré à M. Jean-François
« Bernon, juge royal de Romans, le 20 du mois de janvier
« 1762, ne vouloir nommer le père. Le parrain a été Jean
« Faure et la marraine Marie-Anne Chaumat. — Signé : Faure,
« Silve, curé.

« Collationné sur les registres de la paroisse de St-Jean, en
« exécution de la loi du 20 septembre 1792. — Signé : Moulas,
« secrétaire.

« Et comme il intéresse audit Championnet d'établir qu'il est

(1) C'est une erreur du copiste, car le registre original porte bien : quatorze avril. (Note Villard.)

« la même personne dénommée dans ledit acte de naissance,
 « le citoyen Colombier me requiert d'en faire acte de notoriété
 « d'après l'attestation des citoyens Claude-Antoine Boveron-
 « Pontignac, chef de légion et commandant temporaire de la
 « Place en cette ville ; Marcelin-René Béranger, président au
 « tribunal criminel du département de la Drôme ; Jacques-
 « Philippe Tisson, officier municipal ; Louis Charlon, agent
 « national de la commune ; Jean-Antoine Debeaux, greffier du
 « tribunal civil ; Jean-Claude-François Paquet, membre du
 « comité de surveillance du district ; Pierre-Augustin Bou,
 « administrateur du district ; et Louis Figuet père, entrepre-
 « neur de bâtiments, tous habitants audit Valence ; le plus
 « jeune d'eux excédant l'âge de quarante-cinq ans, qu'il a
 « convoqués, à cet effet, devant moy dit notaire, et lesdits
 « citoyens Boveron-Pontignac, Béranger, Tisson, Charlon,
 « Debeaux, Paquet, Bou et Figuet étants icy présents, ils
 « m'ont attesté, tant en particulier qu'en commun, qu'ils con-
 « noissent très particulièrement ledit *Championet*, qu'ils l'ont
 « suivi depuis son enfance, lors de laquelle les personnes
 « chargées de son éducation luy donnèrent le nom de *Cham-*
 « *pionet* qu'il a conservé jusques à présent, et qu'il est réelle-
 « ment la même personne que celle de *Jean-Etienne*, dénommé
 « dans l'acte de naissance fait par Silve, curé de la ci-devant
 « paroisse de St-Jean, commune de Valence, le 13 avril 1762,
 « qui est sustranscrit, et dans lequel ledit *Championet* est qua-
 « lifié de fils naturel non légitime de *Madelaine Vachier*, fille à
 « feu Pierre, et qu'il est généralement reconnu pour le même,
 « tant à Valence qu'autres lieux circonvoisins, de laquelle
 « notoriété moy dit notaire ay donné acte, etc..... (Collections
 « Villard.)

II. — « Notoriété.

« Du sept ventose au huit (26 février 1800) de la République
 « française, à deux heures de relevée, devant nous Claude-
 « Joseph Colombiez, juge de paix du canton de Valence. —
 « Est comparue la citoyenne Madelaine Collion, veuve d'Etienne

« Grand, à son décès, homme de loy, habitante à Valence,
« laquelle a exposé que le citoyen Jean-Etienne Championnet,
« son fils, général en chef de l'armée d'Italie, est décédé à
« Antibes, au mois dernier; qu'ayant voulu se procurer son
« acte de naissance, elle a fait compulser les registres des
« ci-devants paroisses de la commune de Valence, mais *inuti-*
« *lement, puisqu'il ne s'y est pas trouvé* (!...), et comme elle a
« intérêt de faire constater que ledit Championnet est l'enfant
« dont elle accoucha le 14 avril 1762 et auquel elle donna les
« noms de Jean-Etienne Championnet (*sic*), qu'elle le plaça
« en nourrice et a pourvu à sa nourriture, entretien et éduca-
« tion, elle a invité plusieurs personnes voisins de son domi-
« cille, à l'effet de constater la filiation, et comme ils sont ici
« présents, la comparoissante requiert qu'il nous plaise rece-
« voir leur déclaration, et n'a signé à cause de la faiblesse de
« sa main, ainsi qu'elle l'a déclaré.

« Sont comparus le citoyen Pierre Brian, cultivateur, habi-
« tant à Soyon, département de l'Ardèche, âgé de 60 ans, et
« la citoyenne Jeanne Putiaux, son épouse, âgée de 64 ans,
« après serment, déclarant individuellement et collectivement
« qu'en l'année 1763 ou 1764, la citoyenne Collion, lors gou-
« vernante du citoyen Grand, mit en nourrice chez le citoyen
« Jean Tromparent, de Soyon, un enfant mâle auquel on don-
« noit le nom de Championnet, qu'il resta en nourrice environ
« deux ans, que, pendant ce temps, ils ont vu ladic. cit. Collion
« venir souvent voir ledit enfant; qu'elle leur fit l'aveu que cet
« enfant lui appartenait; qu'environ deux ans après, lad. Col-
« lion pria les déclarants de se charger de la nourrice dudit
« enfant, ce qu'ils firent, et l'ayant pris, ils l'ont gardé et
« nourri jusqu'à l'âge de neuf ans; que, pendant ce temps,
« lad. Collion venait le voir une fois tous les mois; que c'est
« elle qui fournissait à son entretien et payait aux déclarants
« les mois de nourrice; que lad. Collion l'ayant retiré, ils
« menèrent led. enfant dans sa maison; qu'elle les reçut et dit
« aux déclarants qu'elle allait le placer au collège de Chabeuil.

« Lecture persistent; n'ont signé pour ne scavoir de ce enquis,
 « observant que le susdit Championnet est le même qui étoit
 « général de l'armée d'Italie.

« Est comparu le s^r Pierre Bresson père, cultivateur, habi-
 « tant à Valence, fauxbourg Saunière, âgé de 77 ans; déclare
 « qu'il est de sa parfaite connoissance qu'il y a environ 37 ans
 « que la citoyenne Collion, lors gouvernante du cit. Grand,
 « s'accoucha d'un enfant mâle auquel on donna le nom de
 « Championnet; qu'elle mit ledit enfant en nourrice, ne sça-
 « chant où; que depuis lors, il a vu lad. Collion donner à cet
 « enfant tous les soins maternels, ce qui est de notoriété publi-
 « que à Valence. Lecture persiste.

« Est comparu le citoyen Pierre Garnier, perruquier, habi-
 « tant à Valence, fauxbourg Saunière, âgé de 62 ans. Déclare
 « qu'il y a environ 38 ans qu'il habite le fauxbourg Saunière;
 « qu'à cette époque, la cit. Madelaine Collion, ici présente,
 « était gouvernante chez le cit. Grand, qui fréquentait journal-
 « lement la maison de ce dernier par son état de perruquier;
 « il est de sa parfaite connaissance que lad. Madelaine Collion
 « fit un enfant mâle auquel on donna le nom de Championnet;
 « que cet enfant fût mis en nourrice par lad. Collion chez un
 « particulier de Soyon où il resta plusieurs années; que pen-
 « dant ce temps, il fût souvent le voir avec lad. Collion, sa
 « mère, qui, chaque fois, lui portoit des vêtements; que lors-
 « qu'il s'est trouvé dans la maison de la cit. Collion, avec elle
 « et ledit Championnet, celui-cy l'appelait sa mère et celle-cy,
 « son fils; que cette filiation est d'ailleurs de toute notoriété
 « publique; qu'enfin, ledit Championnet est le même qui était
 « général en chef de l'armée d'Italie. Lecture persiste.

« Est comparu le s^r Jean-Baptiste Format, maréchal, habi-
 « tant à Valence, âgé de 61 ans. Déclare qu'il est de notoriété
 « publique et à sa parfaite connaissance que le citoyen Cham-
 « pionnet était le fils de la cit. Madelaine Collion, pour l'avoir
 « vu, dès sa tendre enfance, chez elle, lorsqu'on l'amenait de
 « nourrice; que lad. Collion disait publiquement que c'était

« son enfant ; que led. Championnet l'appelait sa mère ; que
« les soins qu'il recevait d'elle journellement ne permettent pas
« de douter qu'il ne fût son enfant. Lecture persiste.

« Est comparu le s^r Jean Borel, maréchal expert, habitant à
« Valence, fauxbourg Saunière, âgé de 68 ans. Déclare qu'il
« est de notoriété publique et de sa parfaite connaissance que
« le cit. Championnet était le fils de la cit. Madelaine Collion ;
« que souvent il l'a vue et entendue appeler son fils ; qu'il était
« avec elle et l'appelait sa mère, recevant de lad. Collion tous
« les soins maternels. Lecture persiste.

« Est comparu le citoyen Jean-François Martin père, pro-
« priétaire, habitant à Valence, fauxbourg Saunière, âgé de
« 50 ans. Déclare que, par tous les soins qu'il a vu employer
« par la cit. Madelaine Collion envers le cit. Championnet, il
« s'est convaincu d'une manière non équivoque qu'elle était
« sa mère, qu'elle l'appelait son fils et celui-cy, sa mère ; que
« souvent la cit. Collion étant dans le domicile du déclarant,
« le cit. Championnet venait l'appeler sa mère, et souvent
« aussi la mère venait y appeler et y amener son fils ; que c'est
« le même qui était général en chef de l'armée d'Italie. Lecture
« persiste.

« Est comparue la citoyenne Madelaine Vernet, veuve du
« cit. Pierre Aurel, libraire, habitante à Valence, âgée de
« 58 ans. Déclare qu'étant intimément liée avec la cit. Made-
« laine Collion, celle-cy luy fit l'aveu que ledit Championnet
« était son enfant ; qu'elle l'a vue maintes fois le traiter comme
« tel ; que Championnet l'appelait publiquement sa mère ; que
« tout cela est de notoriété publique ; qu'enfin, c'est elle qui
« pourvoyait à ses besoins. Lecture persiste.

« Sont comparus les citoyens Jacques Jullien, cultivateur,
« âgé de 65 ans, et Jean Riotor, cultivateur, âgé de 58 ans,
« tous deux habitants à Valence. Déclarent individuellement et
« collectivement qu'il est de notoriété publique et à leurs con-
« naissances particulières que le cit. Championnet était le fils
« de la cit. Madelaine Collion ; qu'il l'ont vu habiter avec elle

« et traiter maternellement ; que Championnet l'appelait sa mère, et celle-cy son fils. Lecture persistent.

« Est comparue la cit. Madelaine Salin, veuve de Laurens Faron, boulanger, habitante à Valence, âgée de 45 ans. « Déclare que depuis environ 24 ans qu'elle connaît et est intimement liée avec la cit. Madelaine Collion, elle lui a entendu dire que le cit. Championnet était son fils ; qu'elle l'a nourri, logé et élevé ; que souvent elle l'a entendu appeler son fils et celui-cy sa mère ; ce qui, d'ailleurs, est de notoriété publique. Lecture persiste.

« Nous, dit juge de paix, avons donné acte de tout ce que dessus, pour servir et valoir ce que de raison, et avons signé : Colombiez aîné. — Et à l'instant est comparu le citoyen Jean-Charles Savary, employé au département de la Drôme, habitant à Valence, âgé de 60 ans, déclare qu'il y a environ 27 à 28 ans, qu'étant précepteur à Chabeuil, la citoyenne Madelaine Collion plaça chez lui en pension le cit. Championnet, son fils, que, pendant environ six à sept ans qu'il y a resté, c'est elle qui a pourvu à ses besoins ; que souvent elle est venue l'y voir. Lecture persiste et a signé, en observant que c'est le même qui était général. — Savary. — Colombiez aîné. »

(Archives de la justice de paix de Valence. — Délibérations et actes divers. — N° 47).

Grâce aux documents qui précèdent, nous pouvons maintenant établir, d'une façon certaine pour quelques-unes et très approchée pour les autres, les diverses dates de la jeunesse de Championnet.

MARIUS VILLARD.

JULES TAVENAS.

(A suivre)

Les Ponts Anciens et Modernes

SUR

LE RHONE A VALENCE

(SUITE. — Voir la 141^e livraison)

Mais avant d'aller plus loin, il ne sera pas inutile de rappeler quelle fut l'origine probable et le fonctionnement des institutions si connues au moyen âge, par l'importance des services rendus, sous les noms d'*Œuvres des ponts, de Confréries des Frères pontifes, du St-Esprit*, etc.

D'après M. Charles Lenthéric, le savant ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, en même temps que l'incomparable érudit auquel nous devons tant d'importantes œuvres historiques, et littéraires, notamment celle, considérable, parue en 1892 sous ce titre : « Le Rhône, histoire d'un fleuve, » d'un puissant intérêt, et cette autre, la dernière, d'un charme poétique si retentant : « L'Homme devant les Alpes », d'après M. Lenthéric, disons-nous, l'une de ces institutions fut d'origine romaine :

« Le nom de Pontifes (*Pontifices, de pontem facere*,
« constructeurs de ponts) fut donné sous les premiers
« rois de Rome, aux membres du Collège des prêtres,
« *Collegium pontificum*, qui construisirent le pont Subli-
« cius, et restèrent chargés de l'entretien de tous les
« autres ponts en charpente établis sur le Tibre, pour

« mettre en communication les temples construits sur les
 « deux rives ; et de même que l'organisation de nos
 « routes modernes a été calquée sur celle des grands
 « chemins de l'empire romain, c'est bien dans l'institu-
 « tion du Collège des Pontifes qu'il faut rechercher la
 « source de toutes les confréries religieuses du moyen
 « âge spécialement affectées à la construction et à l'entre-
 « tien des ponts, dont les statuts se sont sans doute
 « beaucoup modifiés avec les changements de mœurs
 « et de religion, mais qui ont cependant conservé, à
 « travers les siècles, le même but et des moyens d'action
 « analogues.

« La formation de ces confréries apparaît un peu
 « partout en Europe dès la fin du dixième siècle.

« Vers le milieu du siècle suivant, dans la capitale de
 « la Toscane, douze nobles florentins, renonçant à leurs
 « richesses et à l'éclat de leur rang, se vouèrent, pour
 « l'amour de Dieu, au service des voyageurs. Sous la
 « direction d'un simple gardeur de bestiaux que l'Eglise
 « vénère sous le nom de saint Alluccio, ils établirent un
 « *hospice* et un *grand pont* sur l'Arno, au pied de la
 « colline que couronne aujourd'hui la gracieuse église
 « de San-Miniato.....

« Quelques années plus tard, dans le nord de l'Espa-
 « gne, Dominique de Calzada et son disciple Jean
 « d'Ortogo construisirent, à la tête de missionnaires
 « spéciaux, des ponts sur l'Ebre et sur plusieurs rivières,
 « et organisèrent des confréries pour la conservation de
 « ces ouvrages, l'administration des hospices et l'entre-
 « tien des *maisons de secours* bâties aux abords.....

« Pendant toute la durée du onzième et du douzième
 « siècle, on retrouve des associations à peu près iden-
 « tiques dans le Nord et l'Occident de l'Europe, en

« Ecosse, en Allemagne, en Suède, en Norvège, en
« Pologne, formées de volontaires animés par le même
« esprit de charité, dévouées au service des voyageurs,
« affectées spécialement à ce qu'on appelait « l'Œuvre
« des ponts », véritable œuvre pie regardée comme
« méritoire aux yeux de Dieu, et dont le budget était
« alimenté par des quêtes, des aumônes et des donations
« souvent considérables.

« Les documents concernant les Frères pontifes sont
« trop rares et souvent trop incertains pour qu'il soit
« possible de reconstituer l'histoire de leurs travaux,
« mais on peut regarder comme à peu près certain que
« ces corporations étaient toutes *indépendantes les unes*
« *des autres* et surtout de l'autorité civile, qu'elles ne
« reconnaissaient d'autre inspiration que celle de Rome,
« et que leur principale force était dans les services
« qu'elles rendaient dans tous les pays où elles s'établis-
« saient au lieu et place des pouvoirs laïques, impuis-
« sants à maintenir la sécurité des communications. Ce
« n'était pas des Ordres religieux dans le sens véritable
« et canonique du mot.... Elles avaient chacune leur vie
« propre, leur réglementation et leurs mœurs distinctes,
« leurs chefs, leur budget... C'était purement et simple-
« ment des associations volontaires d'hospitaliers, tantôt
« moines, tantôt laïques, constitués librement pour la
« construction et l'entretien des ponts sur les rivières....
« pouvant vaquer à leurs affaires personnelles lorsqu'ils
« n'étaient pas dérangés par le travail en commun, et ne
« recevant pour ce travail aucune rémunération, « leur
« salaire, disaient-ils, devant consister dans l'attente
« des récompenses éternelles ».

« De toutes ces confréries disséminées un peu par-
« tout en Europe, celle des Frères pontifes de France

« fut certainement la plus puissante, la mieux organisée,
 « la plus illustre tant par sa durée que par le nombre de
 « ses travaux. Les constructeurs, presque toujours
 « anonymes, souvent même inconnus, d'un grand nom-
 « bre de ponts qui existent encore en France, étaient
 « incontestablement des ingénieurs du plus grand
 « mérite (1).

Il était difficile, on le reconnaîtra, de faire en moins de mots, l'histoire de l'institution des Frères pontifes, dont la légende, d'abord, l'histoire, ensuite, se sont beaucoup occupées, surtout au xix^e siècle. Il convient d'ajouter que nombre d'historiens se sont assez largement trompés, sous la foi de certaines erreurs antérieurement commises par leurs devanciers, et surtout aussi, parce qu'il leur manquait les authentiques documents, depuis retrouvés et consciencieusement traduits.

M. Lenthéric lui-même nous semble se trouver dans ce cas, en ce qui concerne la « Confrérie des Frères pontifes de France, « qui fut certainement, écrit-il, la plus
 « puissante, la mieux organisée, la plus illustre.... »

D'après les chartes recueillies un peu partout, il est reconnu, depuis environ une vingtaine d'années, qu'il n'y a jamais eu une Confrérie des Frères pontifes de France, ayant construit ou fait construire, sous une impulsion et une direction générale, unique, comme cette dénomination semblerait l'impliquer, un grand nombre de ponts, en France, pendant la période du moyen âge. En suivant M. Lenthéric lui-même, dans les exemples qu'il énumère, on apprend que « l'un des pre-

(1) DU SAINT-GOTHARD A LA MER. — LE RHONE, HISTOIRE D'UN FLEUVE, par CHARLES LENTHÉRIC, *ingénieur en chef des Ponts et Chaussées* — 2 vol. gr. in-8°, Paris, Plon, Nourrit et C^{ie}. 1892, t. II, p. 146 et s.

« miers ponts, le premier peut-être, bâti par les Frères
« pontifes, fut celui de Bonpas sur la Basse-Durance.
« Un modeste et pieux personnage du nom de Sibert,
« *aidé de quelques compagnons*, établit d'abord un petit
« oratoire (1076), dédié à la Vierge-Mère sur la com-
« mune de Maupas ; puis, il quêtà à la ronde pour
« avoir l'argent nécessaire à l'entretien d'une *maison de*
« *secours* (1) ; et, après avoir vu plusieurs fois ses chan-
« tiers détruits et bouleversés, il finit par assurer, au
« moyen d'un pont en maçonnerie, le passage de la
« rivière, et par apporter une sécurité relative sur ces
« grèves désertes et inhospitalières. Le lieu maudit
« changea de nom et est devenu Bonpas.

« Ces ouvriers firent bientôt des recrues. Ils entre-
« prirent alors et presque simultanément des œuvres
« analogues sur tout le cours de la Durance... Puis,
« élargissant le champ de leur bienfaisante activité, ils
« remontèrent le Rhône ; et c'est à eux que l'on doit la
« reconstruction du pont de Vienne sur les ruines de
« l'ancien pont romain établi deux siècles avant notre
« ère (2), les premiers travaux du pont de la Guillotière

(1) Il est à présumer que ces « maisons de secours » devaient d'abord servir d'abri aux ouvriers employés à la construction du pont, et aussi, à l'occasion, aux pèlerins, voyageurs et marchands, surpris par la nuit ou le mauvais temps, dans ces parages le plus souvent déserts.

(2) La construction du pont de Vienne, sur le Rhône, a été attribuée à Gracchus Tiberius Sempronius, pendant un séjour qu'il aurait fait à Vienne, l'an 175 avant Jésus-Christ, alors qu'il se rendait en Espagne. Mais ce n'est évidemment là qu'une légende : 1° parce que lorsque le père des Gracques se rendit en Espagne, contrée devenue le « Tombeau des Légions », il n'aurait guère eu le loisir de construire un ouvrage semblable ; 2° parce que, en outre, l'Allobrogie, dont Vienne était la capitale, n'avait pas encore été conquise par les Romains, et que Gracchus ne put donc la traverser : il suivit la route directe des Alpes à Arles et à Narbonne pour se rendre au plus vite en Espagne ; 3° parce qu'enfin, « Lugdunum » n'existait pas alors, et que, par con-

« à Lyon, après l'écroulement du vieux pont en char-
 « pente qui eut lieu en 1190, et surtout le célèbre pont
 « d'Avignon.

« D'autres *groupes* de Frères pontifes, agissant tan-
 « tôt de *leur propre initiative*, tantôt sous l'impulsion du
 « pouvoir local, laïque ou religieux, mais toujours avec
 « *le concours des aumônes et le produit de leurs quêtes*,
 « installaient presque en même temps des chantiers,
 « fondaient des hospices et constituaient ce qu'on
 « appelait partout, à cette époque, l'« œuvre » ou la
 « fabrique du pont », sur les principaux affluents du
 « Rhône.

« Les deux ponts de Montélimar, le pont de l'Aygu
 « sur le Roubion, et le pont de Fust sur le Jabron, ont
 « la même origine... Sur l'Isère, le vieux pont de
 « Romans, qui avait été emporté par l'inondation de
 « 1219, mentionnée dans les Chroniques sous le nom
 « de « déluge de Grenoble », fut rétabli à l'instigation

séquent, aucune route militaire ne nécessitait la traversée du Rhône.

Ce qui a contribué probablement à créer cette légende, c'est que Caius Sempronius Gracchus, fils du précédent, et tribun du peuple, fit, vers 125 avant Jésus-Christ, voter la loi *Sempronia* qui ordonnait de construire des ponts sur les cours d'eau, au passage des voies romaines, et de placer des « milliaires » sur ces voies ; mais cette loi ne s'appliquait qu'à l'Italie proprement dite : « *Lex sempronia de viis Italiæ.* »

Lorsqu'Agrippa, gendre d'Auguste, fit établir la voie romaine de Lyon à Arles (20 ans avant Jésus-Christ), cette voie traversait le Rhône, à la Guillotière, sur un pont de bateaux, et, suivant la rive gauche du fleuve, allait directement à Vienne. Ce n'est que plus tard que fût créée sur la rive droite une voie nouvelle, mieux appropriée, qui nécessita alors la construction d'un premier pont sur la Saône, à Lyon, et d'un deuxième pont sur le Rhône, à Vienne.

Bergier (histoire des grands chemins, p. 697) a démontré que le pont de Vienne fût édifié l'an 111 de notre ère, sous le consulat de C. Calpurnius Pison et de M. Vettius Bolanus. On s'accorde, du reste, à reconnaître que ce pont, bâti en pierre, était l'un des plus beaux ouvrages de l'empire romain. (*Note manuscrite de M. Marius Villard.*)

« de Jean de Bernin, archevêque de Vienne et abbé de
« Romans, qui *appela à son aide une brigade de Frères*
« *pontifes* » (1).

M. Lenthéric cite ensuite la construction d'un pont sur le Gardon, en un point situé aux deux tiers environ de la route reliant Nîmes à Uzès, qui était, jusqu'au XII^e siècle, un des passages les plus redoutés du Languedoc, sous le vocable de Saint-Nicolas de Campagnac ; un prieuré ayant été fondé en ce lieu par des religieux Augustins, un pont devint nécessaire pour le service du couvent et la facilité des communications.

Pour parvenir à l'édification de ce difficile ouvrage, on s'adressa, toujours d'après M. Lenthéric, à « la
« *confrérie du Saint-Esprit*, établie depuis un certain
« temps à quelques kilomètres de là, dans la seigneurie
« de Blanzac (2). » On fit appel à *ses lumières*, à son dévouement. Des aumônes furent recueillies, des indulgences accordées à tous ceux qui « apporteraient le
« secours de leurs bras, ou qui contribueraient de leurs
« deniers... Et en quelques années, un des ouvrages les
« plus élégants et les mieux bâtis qui soient sortis des
« mains des Frères pontifes relia les deux falaises
« escarpées du Gardon...

« Mais l'œuvre incomparable des Frères pontifes,

(1) M. Lenthéric cite seulement à ce sujet : la « Notice historique sur le pont de Romans » (Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme, 1867) de notre regretté collègue, M. le docteur Ulysse Chevalier. Or, dans cette intéressante notice, il n'est aucunement fait mention de « l'appel à une *brigade de Frères pontifes*. »

(2) Déjà avant le moyen âge, les hôpitaux étaient le plus souvent dédiés au Saint-Esprit. Un grand nombre de villes avaient des hôpitaux mis sous le vocable du Saint-Esprit, et des confréries organisées sous cette même dénomination, pour le soin des malades. Valence avait son hôpital du Saint-Esprit, à la Basse-Ville.

« et qui suffirait à elle seule pour les immortaliser, a été le Pont Saint-Esprit sur le Rhône. »

Dans ces trois dernières lignes visant spécialement le Pont Saint-Esprit, beaucoup mieux encore que dans celles concernant les ponts de Bonpas, de la Guillotière, de Montélimar, de Romans, de Campagnac, etc., l'éminent auteur du *Rhône* semble de plus en plus se complaire à perpétuer, par le fait de son incontestable autorité, une évidente erreur historique. En effet, si, dans les « Mémoires de l'Académie de Nîmes », année 1890, il a pu faire paraître — par une coïncidence sans doute fortuite — sous ce titre : « La vallée du Rhône et le Pont Saint-Esprit, fragment », une étude dans laquelle il réédite les légendes, *jusqu'à ce moment* très accréditées, sur la Confrérie des Frères pontifes, il ne lui était plus permis de persévérer dans cette voie, déjà reconnue suspecte en 1892, par la mise au jour, en cette même année 1890, dans le même volume des Mémoires de l'Académie de Nîmes, du « Cartulaire des Eglises, Maison, Pont et Hôpitaux du Saint-Esprit (1265-1790 », par M. L. Bruguier-Roure, Cartulaire publié sous le patronage de cette Académie, avec l'appui du Gouvernement.

Pour la démonstration de ce qui vient d'être énoncés prenons d'abord M. Lenthéric lui-même. Après la construction du pont de Bonpas — sans doute le premier de tous — dont la date exacte, inconnue croyons-nous, peut se fixer vers la fin du onzième siècle, puisque l'oratoire élevé par Sibert, avant cette construction, est de 1076, les ouvriers qui venaient de la terminer, remplis d'une généreuse ardeur, firent des recrues. « Ils entreprirent alors et presque *simultanément* des œuvres, analogues sur tout le cours de la Durance... Puis,

« élargissant le champ de leur bienfaisante activité, ils
« remontèrent le Rhône, et c'est à eux que l'on doit la
« reconstruction du pont de Vienne (Isère), sur les rui-
« nes du pont romain..., les premiers travaux du pont
« de la Guillotière, à Lyon..., et surtout le célèbre
« pont d'Avignon... » (*Le Rhône, t. II, p. 151.*)

L'énumération qui précède ne suit pas l'ordre chronologique. Après le pont de Bonpas, vint celui d'Avignon, commencé en 1177, *c'est-à-dire plus d'un demi-siècle* après l'achèvement du premier, et terminé en 1188, quatre ans après la mort de son fondateur, saint Benezet. A l'occasion de ce pont, M. Lenthéric s'exprime dubitativement sur le rôle *probable* des Frères pontifes dans sa construction. D'après lui, Benoît appartenait *probablement* à l'une de leurs corporations (*Le Rhône, t. II, p. 330*) ; mais en l'absence de documents certains, il n'est déjà plus aussi affirmatif que page 151.

D'autre part, le laps de plus de cinquante ans, écoulé depuis l'achèvement du pont de Bonpas, qu'on peut supposer remonter, au plus tard, vers les premières années du XII^e siècle, jusqu'en 1177, date du commencement du pont d'Avignon, permet de douter de la « presque simultanéité » des Frères pontifes, dans l'accomplissement de leurs multiples ouvrages. Bien peu des « ouvriers » de la première heure, ceux du pont de Bonpas, durent pouvoir contribuer à l'édification de celui d'Avignon. Par ordre de dates, vient ensuite le pont de la Guillotière, à Lyon, construit *vers* 1180 — l'acte le plus ancien, le concernant et non daté, étant attribué à cette époque.

Dans une étude très poussée, due à M. C. Guigue, l'archiviste lyonnais bien connu par ses nombreux et

savants travaux archéologiques : « Recherches sur Notre-Dame de Lyon, Hôpital fondé au vi^e siècle. — Origine du pont de la Guillotière et du Grand-Hôtel-Dieu (*Lyon, N. Scheuring, 1876*) » ; nous lisons, page 23 : « Le pont commencé alors s'élevait par les « soins d'une société de constructeurs laïques, appelés « Frères du Pont, sous la direction d'un Frère nommé « Etienne. Le 5 septembre 1183, le pape Lucius III « accorda une bulle en faveur de ce frère Etienne qui « avait entrepris, dit-il, la fabrique du pont du Rhône : »

Il semble résulter de ces quelques lignes qu'à Lyon, de même qu'à Avignon, il surgit tout d'abord, dans chacune de ces deux villes, un être vraiment inspiré, devenu bientôt l'irrésistible et principal promoteur de l'œuvre colossale, à cette époque, qu'il fallait accomplir : saint Benezet, le Frère Etienne. A leur appel, accoururent de partout d'autres hommes, empressés de contribuer, de leur argent ou de leurs bras, à l'amélioration utile et secourable entre toutes, et de profiter des indulgences, avec profusion accordées par les chefs de l'Eglise, toujours à la tête du mouvement civilisateur, à tous ces ouvriers, ambitieux de gagner le ciel, en faisant le bien sur cette terre.

Ces réunions, plus ou moins importantes, sur un même point, c'est-à-dire sur un point où le grand besoin d'une communication au travers d'une rivière ou d'un fleuve se faisait vivement sentir, nécessitaient, dès les premiers jours, des abris pour le logement et le repos, des hospices pour les malades et les blessés, des maisons pour la réception, la conservation des aumônes et pour la prière, et enfin des cimetières pour l'inhumation des morts. A ces agglomérations, momentanées d'abord, persistantes souvent par la suite, il fallait une indispen-

sable organisation sociale, en un mot une règle, une discipline. C'est là que se doit rechercher, selon nous, l'origine de ces multiples confréries spéciales du moyen âge, formées par la force même des choses, en des endroits divers, dans le but de conduire, à bonne et utile fin, une seule et même œuvre bienfaisante, celle de la construction, pendant des siècles jugée souvent impossible, d'un pont destiné à faciliter, parfois quelque célèbre pèlerinage, mais toujours les transactions si nécessaires au commerce, c'est-à-dire au bien-être des habitants d'une même contrée, séparés par l'infranchissable barrière d'un grand cours d'eau. Les membres volontaires de ces associations prenaient naturellement le nom de Frères du pont, puisqu'ils s'étaient rassemblés uniquement pour la construction d'un de ces ouvrages. Ce n'est que plus tard, en présence des ouvrages et en l'absence complète de documents historiques, que l'imagination populaire, enthousiasmée par la grandeur du but et le dévouement de ceux désireux de l'atteindre, créa la légende, non dénuée d'une certaine poésie, de la Confrérie des Frères pontifes, en souvenir, peut-être, des *Pontifices* de la Rome antique.

Il convient donc de faire, dans l'intérêt de la vérité, le départ entre la légende et l'histoire, car, ainsi que M. Lenthéric le reconnaît lui-même. « ces corporations « étaient surtout locales ; elles étaient toutes indépen-
« dantes les unes des autres ; elles avaient chacune
« leur vie propre, leur réglementation et leurs mœurs
« distinctes, leurs chefs, leur constitution, leur bud-
« get. » (*Le Rhône*, t. II, p. 148.) D'autre part, malgré la documentation si complète de M. M.-C. Guigue, on ne trouve rien dans son livre sur le pont de la Guillotière, qui permette d'établir une relation quelconque

entre les constructeurs, pourtant contemporains, des ponts d'Avignon et de Lyon, car la construction de ce dernier fut certainement entreprise presque en même temps, c'est-à-dire à environ trois ans d'intervalle, que celle du premier (1177-1180 ?). A deux cents et quelques kilomètres de distance, Avignon a le bonheur de posséder le pâtre Benoît, tandis qu'à Lyon, le Frère Etienne remplit un même rôle. Rien ne dit cependant que ces véritables apôtres du bon travail se soient jamais connus, et qu'entre eux, il y ait eu des échanges. Les deux ouvrages diffèrent d'ailleurs notablement dans leurs détails principaux. C'est un fait constaté et voici ce qu'écrit à ce sujet M. Bruguier-Roure : « Quand
 « on compare les ponts d'Avignon, du Saint-Esprit,
 « de la Guillotière et de Saint-Nicolas de Campagnac,
 « jetés aux XII^e et XIII^e siècles, les trois premiers sur
 « le Rhône, et le dernier sur son confluent, le Gardon,
 « on remarque de trop profondes différences de struc-
 « ture pour les attribuer à une même inspiration et les
 « croire bâtis par des ouvriers qu'une règle commune
 « aurait soumis aux mêmes traditions architecturales. »
 (*Cartulaire du Saint-Esprit*, 1894, p. 10).

Dans son étude déjà plusieurs fois mentionnée, *écrite en 1876*, M. M.-C. Guigue, répétant la légende plusieurs fois séculaire, attribue lui aussi la construction première du pont de la Guillotière aux Frères pontifes, mais sans appuyer son assertion d'aucune preuve. La date exacte du commencement des travaux de ce pont étant encore ignorée, les actes qui ont précédé et préparé ces travaux manquent naturellement aussi, ce qui explique l'absence des documents essentiels, seuls capables de permettre de déterminer historiquement quels en furent les promoteurs, les premiers ouvriers.

Il n'en a pas été de même, très heureusement, pour le Pont Saint-Esprit et pour le pont de Vienne, ainsi qu'on le verra bientôt.

M. Lenthéric cite aussi la reconstruction du pont de Romans par les Frères pontifes. On sait que ce pont fut emporté par la terrible inondation du 14 septembre 1219, dite *le déluge de Grenoble*, causée par la rupture du barrage qui retenait les eaux du lac Saint-Laurent, dans l'Oisans. (*Annales valentinoises*, par M. Villard.)

Il fut reconstruit, disent MM. le docteur Ulysse Chevalier et A. Lacroix, par les soins de Jean de Bernin, archevêque de Vienne et abbé de Romans, et les travaux, commencés vers 1240, furent achevés environ douze ans après, vers 1252. Mais, soit dans l'intéressante « *Notice historique sur le pont de Romans*, par M. le Dr Ulysse Chevalier, parue dans ce Bulletin en 1867, soit dans le magnifique ouvrage « *Romans et Bourg-de-Péage, avant 1790*, par M. A. Lacroix » (Valence, imprimerie de Jules Céas et fils, 1897), il n'est pas question de l'intervention des Frères pontifes pour cette réfection. Les documents contemporains manquent d'ailleurs, puisqu'il a été impossible, jusqu'à ce jour, de savoir si « *le pont, rétabli par Jean de Bernin*, était entièrement en pierre » (1).

(1) Il convient de reproduire la partie du travail de M. le docteur Chevalier, dont une trop rapide lecture, sans doute, a permis à M. Lenthéric de croire à l'intervention des Frères pontifes dans la réparation ou la reconstruction du pont de Romans détruit en 1219.

« On envoya à Lyon, dans le mois d'avril (1388), Talmet Noble, « maître de l'œuvre, pour examiner et étudier les plans suivis et les « procédés employés pour la construction du pont en pierre sur le « Rhône. Jacques de Beaujeu, architecte de ce pont, vint à son tour à « Romans pour voir les travaux et donner des conseils. Les commis- « saires payèrent sa dépense à l'hôtel et le gratifièrent de onze florins « d'or et d'une paire de galoches, *parem gallicarum*. »

Une aussi regrettable obscurité ne nous dérobe pas les origines du fameux pont du St-Esprit, grâce au Cartulaire ou Chronique de cette œuvre, vraiment colossale pour son époque, heureusement conservé à travers les âges et publié en son entier dans les « *Mémoires de l'Académie de Nîmes* », de 1889 à 1895, par M. L. Bruguier-Roure. Au moyen de cet important recueil de chartes, il est facile de connaître l'histoire du pont de Saint-Saturnin-du-Port, depuis avant même la pose de sa première pierre, qui eut lieu le 12 septembre 1265.

Ici, il convient de citer M. Bruguier-Roure lui-même, dans son « *Introduction au Cartulaire* », 1895 :

« Le 25 mars 1265, le collège électoral de Saint-Saturnin se présenta au prétoire seigneurial. Le prieur, dom Jehan de Thyanges, y reçut lui-même ses vassaux. Sur la liste des notables présentés par ceux-ci, après mûre délibération et d'un commun accord, on choisit huit *habitants* pour jeter les bases de l'entreprise et l'administrer : quatre maîtres de l'œuvre, Guillaume Artaud, Clair Tharan, Jacques Bérenguier, Pons de Gaujac ; quatre conseillers, Raymond de Piolenc, Guillaume André, Raymond

Il ressort clairement de ce texte que c'est en 1388, c'est-à-dire à l'occasion d'une autre réparation, que vint à Romans l'architecte du pont de Lyon, tandis que la reconstruction de celui de Romans, dont le principal promoteur fut Jean de Bernin, eut lieu de 1240 à 1252, c'est-à-dire au moins 140 ans plus tôt. Rien ne dit, en outre, dans le travail de M. le Dr U. Chevalier, que Jacques de Beaujeu et les autres artisans de l'œuvre appartenissent à la confrérie des Frères pontifes, ce qu'on n'eut pas manqué de faire, s'il en avait été autrement, à cause de la notoriété si grande *attribuée* depuis à cette confrérie.

La mention du cadeau d'une paire de *galoches* est au moins suggestive, car elle semble indiquer l'existence à Romans, à cette époque lointaine, d'une industrie locale devenue, dans la suite, des plus florissantes.

« des Moulins et Laurent du Port. *Des pouvoirs leur*
« *étaient donnés pour une année, à l'expiration de laquelle*
« *ils devaient rendre compte de leur administration.*

« Aux premiers, sans doute, incombait le soin de choisir l'emplacement du Viaduc, d'en dresser le plan, de réunir les matériaux nécessaires, d'appeler les ouvriers et de leur distribuer le travail ; aux seconds revenait plus particulièrement la mission de provoquer des dons, de les administrer et de pourvoir au logement et au vivre des nombreux collaborateurs que rassemblait l'annonce d'un travail aussi considérable.

« La réalisation en était autrement difficile que la construction des ponts d'Avignon et de Lyon, moins encore à cause du peu de crédit de cette bourgade de quelques centaines d'âmes que par suite de grandes difficultés topographiques..... Tandis que des criées, faites au loin par le soin de leurs messagers, informaient de la prochaine ouverture des travaux, les artisans de profession et les ouvriers bénévoles, des acquisitions de terrains, en amont de la ville du Bourg-Saint-Andéol, mettaient à leur disposition des carrières d'une pierre de grès fort résistante, dont les bancs se présentant presque à fleur d'eau, permettaient de rouler commodément sur des barques plates les blocs lamellaires, de quatre mètres de longueur, qui gardent des affouillements les avants et arrières-becs des piles... Des trains de bois achetés dans les vallées des Alpes descendirent, à la fonte des neiges, par l'Isère et le Rhône, un approvisionnement suffisant pour la construction des charpentes et des pontons. Des fours, installés ou agrandis pour la circonstance, permirent de tirer du voisinage, peut-être de Saint-Paulet-de-Caisson ou de Saint-

« Alexandre, la grande quantité de chaux, cuite au bois,
 « exigée par les bétons compris dans le massif des piles
 « et de la chaussée.

« Cependant que se faisaient ces préparatifs, le sei-
 « gneur prieur avait fait valoir un droit de directe sur
 « l'Oratoire ou Maison du Saint-Esprit (1). Les recteurs
 « déclarèrent ne pas le reconnaître. De là aurait pu
 « naître un conflit capable de retarder la construction
 « du pont pendant des années... Jehan de Thyanges vit
 « la question d'intérêt public, car, moins d'un mois
 « après la protestation des recteurs, au jour anniver-
 « saire de la pose de la première pierre du pont d'Avi-
 « gnon par saint Bénézet, le prieur bénédictin posait
 « la première pierre du pont Saint-Esprit sur la rive
 « gauche du Rhône (12 septembre 1265). »

La citation qui précède offre au moins un double inté-
 rêt : le premier, parce qu'elle fait connaître les moyens
 employés à cette époque, déjà lointaine, trop souvent
 accusée d'une ignorance presque absolue, pour la con-
 ception d'abord, la construction ensuite, d'un ouvrage

(1) « Dès longtemps, avant la construction du pont et vraisemblable-
 « ment entre les rocs de la falaise qui porte aujourd'hui la citadelle
 « du Pont-Saint-Esprit, s'élevait un édifice champêtre, objet de la
 « vénération particulière des voyageurs. Comme sur toute route dan-
 « gereuse d'alors, au moment de se livrer au courant impétueux du
 « fleuve, les voyageurs venaient déposer leurs offrandes dans cette
 « chapelle : celui-ci pour demander à Dieu une bonne traversée ;
 « celui-là pour le remercier d'un secours providentiel. Ce n'était point
 « un sanctuaire consacré qu'on vénérât de la sorte. Aucun prêtre n'y
 « venait jamais célébrer le saint sacrifice de la messe. Cependant, on
 « l'appelait déjà l'Oratoire, peut-être même la Maison, *Domus*. Ainsi,
 « Clément III parlait de l'œuvre de Bonpas On avait dit de même, à
 « Avignon, à l'origine de l'entreprise de saint Bénézet. De même aussi
 « à Lyon, quand s'organisa l'œuvre du pont de la Guillotière. On dit
 « de la sorte, partout où s'élevèrent des Maisons-du-Saint-Esprit, des
 « Maisons-Dieu. » (BRUGUIER-ROURE, *Mém. de l'Acad. de Nîmes*, 1894,
 p. 36.)

aussi considérable que l'était et que le serait encore aujourd'hui, le pont Saint-Esprit. Ce viaduc, vraiment colosse, comptait au début vingt arches supportant une chaussée large de 5^m 40 sur une longueur de plus de neuf cents mètres. Jusqu'à la publication du Cartulaire, ces voies et moyens usités aux XII^e et XIII^e siècles, nimbés de légendes miraculeuses, étaient à peine soupçonnés, et il faut remercier M. Bruguier-Roure d'avoir contribué, par un travail de plus de vingt-cinq années, à les faire enfin authentiquement connaître. Le second intérêt découle naturellement du premier, en apportant la démonstration certaine, indiscutable, de l'absence de la *fameuse Confrérie des Frères pontifes de France*, à Saint-Saturnin-du-Port, lors de la construction du pont Saint-Esprit.

La lecture de la charte du 26 mars 1265, qui est le premier acte authentique concernant le pont Saint-Esprit, suffit pour ne laisser subsister aucun doute à cet égard. En voici d'ailleurs la traduction littérale, inédite, car nous la devons à l'obligeance de notre savant et vénéré collègue, M. A. Lacroix :

« I. — 26 mars 1265.

« Jean de Thyanges, prieur, dans un conseil de ville
« formé des prud'hommes de la communauté, nomme
« quatre ouvriers : Guillaume Artaud, Clair Tharanus
« (Taran), Jacques Bérenger et Ponce de Gaujac, et
« quatre conseillers ou conciliateurs : Raymond de
« Piolenc, Guillaume André, Raymond de Molines et
« Laurent du Port, lesquels jurent, dans les mains du
« prieur, de diriger l'œuvre du pont fidèlement et
« entrent en fonctions le dimanche des Rameaux, pour
« un an complet. Les quatre ouvriers devront rendre
« compte au prieur ou à son remplaçant et aux prud'-

« hommes de leur gestion. Le tout en réservant les
 « droits des parties, d'après les actes passés entre le
 « monastère et la ville, les bons usages et les coutumes
 « de ladite ville. »

Une autre charte, datée du 12 septembre 1265, mérite d'être citée, parce qu'elle indique sous quelle protection fut placé l'ouvrage à construire :

« 12 septembre 1265 : Jean de Thyanges pose la
 « première pierre du pont... *au nom de la Sainte-*
 « *Trinité*, et sous la réserve de tous ses droits et les
 « clauses d'un acte reçu par Etienne de Budaillan,
 « notaire. Il *autorise* la construction du pont, à la condi-
 « tion que le travail sera bien fait. »

Il paraît évident que les personnages dont les noms sont mentionnés dans la première charte, n'appartenaient pas, tout au moins aux dates des 26 mars et 12 septembre 1265, à la Confrérie des Frères pontifes de France, car, s'il en eût été autrement, cette charte l'aurait expressément spécifié, dans le plus grand intérêt de la future œuvre, fort difficile, d'une réussite douteuse, à cause de l'énormité de l'effort nécessaire, et ne pouvant que gagner à ce glorieux parrainage. La construction, relativement récente (1177-1188), du pont d'Avignon, attribuée, sans preuves certaines, une à Confrérie dirigée par Bénézet, par cet humble prêtre dont la reconnaissance et l'admiration populaires devaient bientôt amener la canonisation, avait causé partout une telle émotion, que le prieur de Saint-Pierre et les notables de Saint-Saturnin-du-Port, bourgade séparée d'Avignon par seulement quarante kilomètres, ne pouvaient l'ignorer. Il semble donc tout naturel que si la Confrérie, auteur d'un ouvrage aussi considérable, — il fut tout d'abord tenu pour miraculeux, — existait encore en

1265, elle eût été appelée la première, pour étudier et mener à bien un travail semblable à celui si triomphalement édifié soixante-sept ans plus tôt. La compétence reconnue de cette Confrérie, son organisation spéciale, sa renommée universelle, ses colossales ressources, tout l'indiquait aux hardis novateurs du pont Saint-Esprit. Et si cela s'était ainsi passé, le rédacteur de la charte constitutive de 1265 n'aurait pas négligé de signaler le fait, à cause de sa très grande importance, de son action prépondérante, si nécessaire au succès du grand œuvre dont la réalisation était ardemment désirée.

L'intervention continue du prieur de l'abbaye de Saint-Pierre est aussi fort significative, car elle prouve la non-intervention de la Confrérie des Frères pontifes dans la construction du pont St-Esprit — toujours en supposant son existence, dans les conditions rapportées par tant d'auteurs. — Très puissante elle-même, jamais elle n'aurait eu recours à l'influence — peut-être rivale — du monastère. Il est cependant avéré que, grâce à cette influence, l'appui de la papauté, des puissants de l'époque, le concours de la chrétienté tout entière, furent rapidement et fructueusement acquis à la nouvelle œuvre.

Et pour en finir avec le pont Saint-Esprit, il importe de constater que dans la charte du 12 septembre 1265, mentionnant la pose de la première pierre par le prieur Thyanges, celui-ci a soin d'indiquer que c'est sous la *protection de la Sainte-Trinité* qu'il met le pont à construire et qu'il accorde son autorisation. Le fait est à signaler, parce que les ouvrages de cette nature étaient généralement placés sous la protection du Saint-Esprit, et construits sous la direction de Confréries *locales*, qui portaient ce nom.

Parmi les ouvrages réparés ou reconstruits par les Frères pontifes, d'après M. Lenthéric, figure le pont de Vienne, d'origine romaine. Les seuls documents certains concernant ce pont, pendant le moyen âge, remontent à 1302. Voici, d'ailleurs, ce que nous lisons à son sujet dans un travail de M. J. Leblanc, inséré dans le compte-rendu des séances du « Congrès Archéologique de France », XLVI^e session, tenue à Vienne (Isère) en 1879, par la Société Française d'Archéologie.

« Depuis 1302 jusqu'en 1402, les registres consulaires de Vienne nous montrent que, par suite des grandes eaux, ce pont avait subi quelques dégâts ; afin de les réparer, les habitants de Vienne firent des quêtes et choisirent, pour diriger les travaux, *quatre d'entre eux*, qui furent nommés *maîtres et recteurs généraux de l'œuvre et de la fabrique du pont du Rhône*. Pierre Berger, Jacques Isambard, Guillaume de Chamseaux et Jean de Bourbon furent les *premiers* appelés à cet emploi. Leurs ordres furent exactement suivis et la réparation réussit. Le 2 février 1402, le Rhône ayant causé de grands ravages au pont, Guigues Millereux, recteur de la fabrique du pont, acheta, en juillet, une maison sur la place de Sainte-Colombe pour y entreposer les matériaux nécessaires à l'entreprise dont il était chargé. »

Il fut établi un pont en bois sur trois piles en pierre. En mars 1407, le Rhône l'emporta. Nouvelles quêtes. Les réparations furent confiées, le 2 mai 1412, à François Lansard, au prix de 1,800 florins d'or. En 1422, nouvelles réparations, et ainsi de suite, pendant de longues années. En 1500, « afin d'obtenir de l'argent, Antoine de la Colombière, grand vicaire de l'archevêque Angelo Cato, fit publier une ordonnance por-

« tant permission de manger de la viande le lundi et le
« mardi du carême prenant, pourvu néanmoins que
« tous, indifféremment, et même les enfants au-dessus
« de sept ans donnassent trois deniers à la réparation
« du pont. De plus, il donna à tous ceux qui feraient
« cette aumône, quarante jours de vrai pardon, en
« rémission de leurs péchés. Cette ordonnance fut
« renouvelée en 1506, 1507, 1510, 1555, etc. »

On le reconnaîtra, pas une seule fois, pendant toutes ces tribulations, il n'est fait mention, à Vienne, de l'intervention des Frères pontifes. Il est donc permis de croire qu'à Vienne, pas plus qu'à Saint-Saturnin-du-Port, — les documents authentiques retrouvés en font foi, — la légendaire Confrérie, représentée comme en pleine action à cette époque, demeura étrangère à la construction et aux nombreuses réparations des ponts dans notre région.

Nous allons enfin revenir, pour ne plus nous en éloigner, à notre sujet. Mais cette trop longue digression ne nous semble pas inutile, car elle a permis de rappeler comment se construisaient les ponts au moyen âge, et les moyens, tout spéciaux, employés pour y parvenir, et aussi de projeter quelque lumière sur un point historique dont la vérité était depuis trop longtemps méconnue. Les affirmations récentes (1892) de l'éminent ingénieur Ch. Lenthéric paraissant destinées à la perpétuation de cette erreur, nous avons cru utile, malgré toute notre déférence pour un aussi grand talent, et malgré surtout notre modeste personnalité, de produire les documents certains, seuls capables de la dissiper.

(A continuer.)

ETIENNE MELLIER.

MÉMOIRES
POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DES
COMTÉS DE VALENTINOIS ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 122^e à 141^e livraisons.)

Le 15 octobre 1484, un auditeur des comptes, accompagné de Fortuné Bonneton, procureur fiscal du Dauphiné, sénéchal du Valentinois et Diois au siège de Crest, et Claude Pina, secrétaire delphinal, sont à Châteaudouble, à l'auberge de Michel Giraud, et reçoivent les dépositions de nombreux témoins, afin de réunir au domaine toutes les terres cédées par le feu roi à divers particuliers. Nous avons le dénombrement des biens possédés alors par les héritiers de Gaubert des Massues, personnage qui avait largement bénéficié des libéralités de Louis XI. L'enquête faite, à cette occasion, nous apprend qu'une partie de ses biens avaient été autrefois confisqués sur Jean d'Arbalestier par Louis de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier, qui s'intitulait alors comte de Valentinois; il accusait d'Arbalestier de trahison et de félonie pour s'être attaché au parti de Savoie. Ajoutons que les témoins entendus vengent la mémoire de Jean d'Arbalestier de tout reproche et nous révèlent que celui-ci, ayant porté plainte au conseil delphinal et demandé la restitution de ses biens, le seigneur de Saint-Vallier, prévoyant que la chose tournerait mal pour lui, produisit de faux documents, obtint que d'Ar-

balestier fût déclaré coupable et privé de ses terres et de ses maisons (1).

Mais ce n'était pas seulement les particuliers qui avaient alors à se défendre des exigences des officiers delphinaux,

(1) Archives du château de Châteaudouble. Communication de M. l'abbé Magnat... Item, similiter est verum quod pro eo quia d. nobilis Johannes Albaresterii castra fortalicia Gigorcii, Bellifortis et Montisclari reddidit et tradidit in manibus domini ducis (Sabaudie), et pro etiam quia ipse nobilis fuit conscius et fuit presens quando fortalicium Castri Duplicis capi voluit et reduci ad manum d. n. ducis prefati, quod tamen fieri non potuit, dominus S. Vallerii asserens se pro tunc dominum d. loci Castri Duplicis et pretendens d. d. Johannem esse suum hominem, quia hereditatem habebat in dicto loco et ejus mandamento, et per consequens prodicionem predictam faciendo, eundem nobilem Johannem citari fecit compariturum personaliter apud Castrum Duplum coram judice dicti loci ad certam diem ac visurum declarationem certorum pariorum necnon commissionem bonorum suorum, que ipse nobilis in dicto loco C^{ia} et ejus mandamento habebat. Et quia idem nobilis non comparuit die citationis, omnia bona predicta per d. judicem ipsius loci fuerunt declarata fuisse commissa d. domino S. Valerii, necnon bona omnia et singula que idem nobilis Johannes habebat in retrofeudo in comitatibus Valent. et Dien. — Item, quod d. nobilis a declaratione predicta et sententia d. judicis, de precepto et consilio dni Monteysonis et Nicodi Gonelli, pro tunc judicis d. d. nostri ducis (Sabaudie), appellavit coram domino judice appellationum delphinalium Gratianopolis, et ibi fuit diu ventilata lis inter d. dominum S. Valerii et nobilem predictum. Et cum causa fuit ad sententiam, d. dominus Sancti Valerii, sentiens quod jus faceret contra ipsum et quod sententia daretur pro dicto nobili, procuravit erga dominos de consilio dalphinali quod dicta sententia proferetur prout et lata fuit per quemdam notarium falsarium in favorem d. d. Sancti Valerii, quoniam si aliter et prout debuisset, lata fuisset, hoc fuisset, ut dicebant in favorem domini nostri ducis et prejudicium Delphini; a qua sententia procurator d. nobilis Johannis non fuit ausus appellare, quoniam fuit sibi inhibitum et fuit sibi clausa manus, et processus d. nobilis ab eodem procuratore fuerunt ablati, esto quod fuissent bene soluti. — Item, dicta lis et questio ventilata fuerunt et duraverunt tribus annis et ultra in curia, in cujus prosecutione d. nobilis implicavit et consumpsit ultra III^o florenos.

gens de loi, âpres et tenaces, dont le roi plus d'une fois dut calmer le zèle. intempestif. Les habitants de Châteaudouble, de Charpey et de Rochefort s'unirent pour refuser de payer un droit de mutation qu'on leur réclamait, à l'occasion de la mort de Louis XI, leur seigneur. Un procès s'engagea entre eux et les officiers du fisc. Les choses traînèrent en longueur. Ils eurent beau établir sur les meilleures preuves que, sous le régime de leurs anciens comtes, ils n'avaient jamais payé, à la mort de ceux-ci et à l'avènement d'un nouveau prince, le droit de muage ou mutation, ils n'en furent pas moins condamnés à le payer, par arrêt du parlement du 7 avril 1487. Il en a été de même à toutes les époques, un changement de régime et de maître n'apporte jamais aux populations une augmentation de bien-être et de liberté (1).

La réaction contre les actes et la politique de Louis XI avait atteint un Valentinois que le défunt monarque honorait d'une particulière confiance ; sa charge lucrative de général des finances dans les provinces de Languedoc, Dauphiné, Provence et Roussillon lui fit sans doute bien des envieux. Nous voulons parler de François de Genas. A l'avènement de Charles VIII, il fut destitué de sa place, et la tradition rapporte que Guillaume Briçonnet, son successeur, fut redevable de cet emploi à un dauphinois Etienne de Vesc, dont

(1) Archives du château de Châteaudouble. Communication de M. l'abbé Magnat. Archives de l'Isère, B, 2984. — Ces droits de mutation variaient selon les localités et étaient souvent fort élevés (voir plus haut, p. 148). Comme les habitants avaient des propriétés relevant de divers seigneurs, les nouvelles exigences des officiers delphinaux leur créèrent une situation difficile. Le 5 février 1487, à Châteaudouble (in aula nobilis Philippi de Massues), fut passée une transaction entre les syndics et procureurs des communautés de Châteaudouble, de Charpey et de Marches, d'une part, et Jean Bérenger, abbé de Léoncel, Jean de Montclar, prieur de Beaumont, et les nobles de ces localités, d'autre part : ces derniers prétendaient exiger de leurs vassaux un double droit de mutation.

nous verrons bientôt la prodigieuse fortune (1). Genas avait été mis en demeure de verser sans retard au trésor une somme de six mille huit cents livres tournois. Il la devait, prétendait-on, et comme il se montrait lent à s'exécuter, « partie de ses héritaiges assis en Dauphiné » furent « mis en criées et subhastation. » Il porta l'affaire devant le parlement de Paris. On ne vit là qu'une « occasion de délais et subterfuges. » Le 1^{er} septembre 1485, le roi écrivit à « maistre Jourdain d'Eurre, président de la chambre des comptes du Dauphiné », de faire rentrer cette somme au trésor le plus tôt possible (2).

Il fallait, en effet, beaucoup d'argent à « Madame de Beaujeu », qui gouvernait alors le royaume en vraie fille de Louis XI, pour déjouer les calculs et réprimer les audaces de la faction d'Orléans. Ces troubles, qui rappellent ceux de l'ancienne ligue du bien public et dans lesquels des princes et des seigneurs français sollicitèrent contre leur roi l'appui de la Bretagne, de l'Angleterre et de l'Allemagne, n'intéressent que très indirectement l'histoire de nos pays. Les événements se passaient sur un théâtre lointain. Voici, par ordre de date, les seuls faits que nous croyons devoir signaler. Le 8 janvier 1485 (n. st.), Charles VIII écrit de Montargis pour avertir le ban et l'arrière-ban de la province du Dauphiné de se tenir prêts, pour marcher contre les brigands qui causent des troubles dans le royaume (3). Voulant punir le duc d'Orléans et les chefs de sa faction, la régente qui a su s'attacher Paris, les fait destituer de leurs états et emplois de guerre. Le gouvernement du Dauphiné, dont avait été pourvu le comte de Dunois, est maintenant donné

(1) DE BOISLISLE, *Notice biog. et hist. sur Etienne de Vasc.* Paris, 1884, in-8°, p. 38-9.

(2) PÉLICIER, *Lettres de Charles VIII*, t. I, p. 91-2.

(3) LANCELOT, *Eclaircissement sur les premières années du règne de Charles VIII*, dans *Mémoires de l'Académie des inscriptions...*, t. VIII, p. 722.

à Philippe de Savoie, seigneur de Bresse. Les lettres sont datées de Paris, le 14 février 1485 (n. st) (1). Philippe accompagne le roi dans son voyage en Normandie, et le 12 mars, à Evreux, il obtient la seigneurie de la Côte-Saint-André. Le 27, de la même ville, partent des lettres royales adressées au parlement du Dauphiné, pour lui enjoindre de mettre en possession de la charge de gouverneur le prince savoisien, « quoyque absent, n'estant son plaisir à luy Roy » qu'il s'éloigne d'entour sa personne, obstant les grans charges et occupations qu'il a en la conduite et direction de ses plus grans lois et affaires. » Deux jours après, le roi fixe le traitement du gouverneur à 2,500 livres par an (2). Une ordonnance datée de Rouen le 26 avril détermine l'emploi des deniers provenant des lods et des ventes de terres ou fruits du domaine ; ils devront être employés à la réparation des places fortes du Dauphiné (3). L'année suivante 1486 et le 14 juin, le roi, étant à Troyes, envoyait l'ordre au gouverneur, au parlement et à la chambre des comptes de faire assembler les États pour la levée de 500 hommes de pied qui seraient employés dans la guerre contre Maximilien, archiduc d'Autriche (4). Les habitants des comtés de Valentinois durent, à la même époque, fournir un contingent de troupes dans une expédition contre le duc de Savoie qui convoitait la possession du marquisat de Saluces. Jacques, baron de Sassenage, qui commandait la petite armée dauphi-

(1) Archives de l'Isère, B, 3291. Philippe de Savoie, frère de Charlotte de Savoie, épouse de Louis XI, était fils de Louis I^{er}, duc de Savoie, et d'Anne de Lusignan de Chypre. Il devint lui-même duc de Savoie le 16 avril 1496 et mourut le 7 novembre 1497. Son entrée à Grenoble comme gouverneur de la province eut lieu le samedi 2 septembre 1486, à 4 heures de l'après-midi.

(2) LANCELOT, l. c., p. 724, 725.

(3) CHEVALIER, *Ordonnances des rois de France...*, p. 66.

(4) LANCELOT, *Eclaircissement sur les premières années du règne de Charles VIII*, dans *Mémoires de l'Académie des Inscriptions...*, t. VIII, p. 732.

noise, vendit sa terre de Pont-en-Royans pour trouver l'argent nécessaire à cette expédition (1).

En 1485, la peste avait éclaté violente à Grenoble. Elle fit dans la province de nombreuses victimes. Le parlement qui avait jugé prudent de se transporter à Moirans, y rendit le 23 août 1485 un arrêt, défendant à Antoine de Balsac, évêque de Valence, de connaître par ses juges des affaires civiles et criminelles des sujets delphinaux qui résidaient sur ses terres. C'était une grave atteinte portée aux droits de l'évêque, le traité de pariage reconnaissant au prélat le jugement en première instance des causes des vassaux de ses Eglises. L'évêque ne manqua pas de protester, et le procureur fiscal du Dauphiné opposa à ses plaintes un mémoire, où s'étaient les doctrines gallicanes sur la séparation absolue des deux pouvoirs, l'indépendance, la souveraineté de l'Etat. Cependant, le parlement revint, en partie, sur ses premières décisions, et, par un arrêt du 7 avril 1487, laissa l'évêque jouir paisiblement de ses droits, en attendant sur l'objet du débat le jugement du conseil du roi (2).

Il est à remarquer que les gens de loi du parlement et de la chambre des comptes (et cela n'est point particulier à notre province) nourrissaient une certaine animosité contre le clergé et la curie romaine, dont ils se donnaient la mission de combattre « les empiètements. » Le haut clergé, qui avait souvent à se plaindre des gens de loi, se trouvait néanmoins

(1) CHORIER, t. II, p. 492.

(2) Archives de l'Isère, B, 2184, f° 555-70. L'évêque se plaint « super eo maxime quod, cum a duobus annis citra, per vestras reverendas sublimitates, inhibitum fuerit ne aliquis cujuscunque status et conditionis existat, audeat aliquos subditos delphinales per curias spirituales jamdicti domini episcopi prosequi neque per simplicem querelam conveniantur layci coram officialibus spiritualibus ejusdem. Que quidem proclamationes fuere facte in magnum dispendium et detrimen tam suarum ecclesiarum et totius libertatis ecclesiastice et ipsius d. episcopi suorumque successorum...

d'accord avec eux, quand il s'agissait de défendre, contre « les prétentions romaines », ce qu'on appelait les libertés et les privilèges de l'Eglise de France, dont le palladium à leurs yeux était alors la Pragmatique. Dans sa lettre du 18 avril 1485, Innocent VIII annonçait au roi qu'il avait reçu l'ambassade d'obédience, ayant à sa tête le cardinal Balue. Il voyait dans cet acte de déférence une marque du respect que le nouveau monarque, à l'exemple de ses ancêtres, conservait pour le pontife romain (1). Mais deux mois plus tard, le ton de la correspondance échangée entre les deux cours n'était plus le même. Le 18 juin, le pape se plaignait des agissements des officiers royaux en Provence, qui, sous le prétexte de servir les intérêts de leur nouveau maître (la Provence venant d'être réunie à la couronne), violaient toutes les libertés ecclésiastiques et ne respectaient ni prêtres, ni évêques, ni cardinaux (2). Une nouvelle lettre au roi, en date de Rome le 25 juillet, est relative à l'assemblée du clergé de France, annoncée pour le 1^{er} août, dans laquelle devait se traiter l'affaire du rétablissement de la Pragmatique. Le pape y voit une atteinte grave à son autorité ; il rappelle au roi les services que ses prédécesseurs ont rendus à l'Eglise romaine et en retour la protection divine que leur a valu cette conduite pleine de respect et de dévouement ; il ne peut s'empêcher de redouter les malheurs qui viendront fondre sur la France et sur la personne du prince, si celui-ci s'écarte de la voie que lui ont tracée ses ancêtres (3).

Ces pathétiques exhortations firent-elles impression sur l'esprit de Charles VIII ? Nous l'ignorons. L'année suivante, le pape, voulant se débarrasser d'un ennemi, Ferrant, roi de Naples, songea à lui opposer un prince français, René de

(1) RAYNALDI, *Annales*, ad an. 1485, n° 36.

(2) RAYNALDI, *Annales*, ad an. 1485, n° 37. — Cf. GODEFROY, *Hist de Charles VIII*, p. 537.

(3) RAYNALDI, *Annales*, ad an. 1485, n° 37.

Lorraine, qui prétendait avoir sur Naples et la Sicile des droits provenant de l'héritage de son grand-père, le roi René. Il jugea que ses dispositions bienveillantes envers la France l'autorisaient peut-être à tenter une démarche auprès du roi pour obtenir la main-levée des comtés de Valentinois et de Diois, réputés toujours terre de l'Eglise romaine. Raynaldi assure qu'il en fit la demande en 1486, et que le roi répondit que la querelle qui les divisait au sujet de cette portion de la vallée du Rhône devrait être tranchée par des voies pacifiques et au moyen d'un arbitrage. Innocent insista alors auprès du prince pour que, de part et d'autre, fussent nommés des gens autorisés et experts, d'une probité au-dessus de tout soupçon (1). Nous ne voyons pas qu'à cette date on ait donné plus de suite à cette affaire. Deux ans plus tard, les négociations furent reprises et cette fois aboutirent à quelque résultat.

Tout préoccupé de ses projets de croisade contre les Turcs qui menaçaient l'Italie, Innocent VIII avait fait appel aux princes chrétiens. Le 16 novembre 1487, partaient de Rome, en mission spéciale auprès de la cour de France, Lionello Chieragato, de Vicence, évêque de Trau, et l'espagnol Antonio Florès (2). C'étaient d'habiles diplomates. Le pape les

(1) RAYNALDI, *Annales*, ad an. 1486, n° 45. Rinaldi, après avoir parlé de la demande du pape, ajoute : Cui cum respondisset Carolus controversiam ex æquo et bono constitutis arbitris diremptum iri, instituit Innocentius ut viros probitate conspicuos ad cognoscendum causam designaret. — M. Pilot, qui a sous la main les archives de l'Isère, écrit : « Le pape Innocent VIII qui avait succédé à Sixte IV réclama de nouveau la possession du Valentinois le 24 août 1484, et obtint même du roi Charles VIII des lettres patentes le 15 mars 1485 (n. st.), qui prononçaient en sa faveur la main-levée des terres de ce comté qui avaient été réunies au domaine delphinal ; mais nouvelles oppositions. » (PILOT, t. II, p. 330, note.)

(2) Lionello Chieragato, que Gams appelle à tort *Clericato* et dont le nom a été également ignoré d'Ughelli, était de Vicence. Il complimenta, dans un discours latin, que nous possédons encore, Marco Barbo, évêque de Vicence, lors de la prise de possession de son siège.

avait chargés d'amener le roi à prendre en main la défense de la chrétienté. Mais avec ce but premier de leur ambassade, il y en avait d'autres qui pour être plus secondaires n'en tenaient pas moins au cœur du pontife. Les ambassadeurs devaient combattre les menées du parti antiromain qui faisait tous ses efforts pour maintenir en vigueur les dispositions de la Pragmatique ; ils devaient enfin obtenir du roi l'abandon des comtés. De nombreux obstacles se dressèrent devant eux. Sur ces entrefaites, le pape ayant fait menacer la Flandre d'un interdit pour s'être soulevée contre Maximilien d'Autriche, les esprits en France furent très surexcités, parce qu'on considérait la Flandre comme une dépendance du royaume (1). Le roi écrivait le 8 février 1488 à Laurent de Médicis, qui était alors dans les meilleurs termes avec le pape, pour le prier d'user de son influence auprès de la cour pontificale et d'empêcher Maximilien d'être reconnu roi des Romains (2). Mais grâce à l'habileté des diplomates les esprits se calmèrent. La question de la croisade semblait entrer en bonne voie : un des vœux du pontife venait d'être exaucé ; le frère cadet du sultan, le fameux prince Djem, plus connu chez nous sous le nom de Zizim, allait être envoyé à Rome, et l'on comptait bien se servir de lui pour mettre la désunion parmi les Turcs.

On sait que ce prince, à la suite de contestations avec son frère Bajazet, empereur de Constantinople, avait cru prudent de se réfugier à Rhodes, où il avait débarqué en 1482.

le 1^{er} octobre 1464 (PASTOR, t. IV, p. 113). Le 20 janvier 1488, le nonce Chieragato prononça, dans le palais du roi à Paris, une chaude allocution sur la question turque (PASTOR, t. V, p. 286). On a récemment publié les dépêches de cet ambassadeur du pape : LUBICS (S.), *Dispacci di Luca de Tollentis, vescovo di Sebenico, et di Lionello Chieragato, vescovo di Traù, nunzi apostolici in Borgogna et nelle Flandre 1472 sine 1488*. Zagreb, 1876.

(1) PASTOR, t. V, p. 287.

(2) PÉLICIER, *Lettres de Charles VIII*.

Le grand maître de l'ordre, Pierre d'Aubusson, lui fit bon accueil, pensant que la Providence venait de lui mettre entre les mains une arme avec laquelle il tiendrait en échec le sultan. Celui-ci, en effet, conclut bientôt avec les chevaliers un traité, par lequel il s'engageait à ne point attaquer Rhodes et à leur payer une rente annuelle de quarante-cinq mille ducats, en échange de la promesse qu'ils lui firent de garder son frère dans une maison de l'ordre (1). Craignant que ce prisonnier si précieux ne leur fût enlevé, les chevaliers de Saint-Jean l'embarquèrent pour la France, sous la conduite de Charles Alleman de Rochechinard : il passa à Messine le 2 octobre 1482, gagna Nice, puis le Piémont, d'où il fut dirigé par Exiles, Saint-Jean-de-Maurienne et Chambéry, sur le château de Rumilly, qui était une propriété des religieux. C'était au mois de février 1483. On dit que le duc de Savoie, touché des infortunes de ce prince, résolut de le délivrer et de le faire passer en Hongrie, où les guerriers de ce pays, sans cesse en lutte avec les Ottomans, pourraient l'aider dans ses querelles avec son frère Bajazet. Voulant déjouer ces projets, les chevaliers emmenèrent leur captif dans le centre de la France. Le 26 juin 1483, on s'embarqua sur l'Isère. A partir de ce moment jusqu'à son arrivée à Bourga-neuf, dans la Marche, l'itinéraire de Djem ou Zizim est fort difficile à établir. Le mémoire de Sead-Eddin, historien arabe (2), assure qu'on suivit le cours de l'Isère jusqu'au

(1) THUASNE, *Djem-Sultan, fils de Mahomet II, frère de Bayezid II, 1459-1495, d'après les documents originaux en grande partie inédits. Etude sur la question d'Orient à la fin du quinzième siècle*. Paris, 1892, in-8°, xiii-457 pp. — BOUGY (Alfred de), *Djem, ses prisons, ses amours et ses aventures*, dans *Le Dauphiné*, 3^e année, 1860. (Voir l'article du même auteur dans la *Nouvelle biographie générale*, DIDOT.) — ROCOLES jésuite, devenu plus tard ministre protestant), *Vie du sultan Gemes*, Leyde, 1683, in-12. — GODEFROY, *Hist. de Charles VIII*, p. 585-7.

(2) MICHAUD, *Bibliothèque des croisades*, t. III, p. 471. « Ce duc (de Savoie) qui possédait quelques terres en Caramanie, prit de l'amitié pour le prince et chercha les moyens de le tirer des mains des cheva-

Rhône, que le prince ottoman fut conduit au *Pouyat en Delphinat*, de là à Rochechinard, puis par diverses étapes à Bourgneuf, patrie du grand maître. Quelle est cette localité, *Pouyat en Delphinat* ? Ce ne peut être que Poët-Laval, nous dit M. l'abbé Robin, qui a fait de nombreuses recherches historiques sur Dieulefit et les environs. Les raisons sur lesquelles il s'appuie nous paraissent fort plausibles. Poët-Laval était une des riches commanderies de l'ordre en Dauphiné ; Charles Alleman, qui avait la garde de Zizim était précisément à cette époque commandeur de Poët-Laval, et chose digne de remarque, son nom qu'on ne rencontre pas dans les documents du pays les années précédentes, reparait en cette même année 1483 : il soutient un procès contre les habitants de Châteauneuf-de-Mazenc au sujet de certains pâturages à Ezahut, qu'il disait appartenir à sa commanderie (1). Ce serait donc de Poët-Laval que Charles Alleman aurait conduit le prince à Rochechinard, château qui appartenait à son neveu, Barachin Alleman. Quoi qu'il

liers de Rhodes ; mais ceux-ci, s'étant aperçu de son dessein, enlevèrent Gem de là (Rumilly), le 21 de Gioumazi ul-evel de la même année (26 juin 1483), le firent embarquer sur la rivière de Grenoble, gagnèrent le fleuve du Rhône, qui passe par la ville de Lyon, et après lui avoir fait traverser plusieurs villes, ils le firent débarquer à Dolaknat et le menèrent au Puy en Dauphiné... On le garda environ deux mois dans le même château (du Puy en Dauphiné) ; après, on le transporta à celui de Derchinou (Rochechinard), situé au haut d'un rocher, où il resta le même laps de temps. De là, on le conduisit à un autre château, nommé Sassenage. Le gouverneur de ce château avait une fille extrêmement belle, qui devint amoureuse du prince. Djem répondit à son ardeur, et bientôt il y eut, entre les deux amants, un commerce de lettres que suivirent des entrevues passionnées. Après qu'il eut séjourné en ce lieu deux autres mois, on le fit passer par plusieurs villes, et on le mena enfin au château de Bourgalou (Bourgneuf), patrie du grand maître de Rhodes... »

(1) ROBIN, *L'empereur Zizim a-t-il habité Poët-Laval* ? dans *Bulletin de la soc. Arch. Drôme*, t. I. (1866), p. 103-4.

en soit, le séjour de Zizim à Rochechinard a laissé dans le pays des souvenirs toujours vivants. Le gracieux épisode des amours de ce disciple de Mahomet avec une jeune fille chrétienne, Hélène de Sassenage, n'est sans doute pas de toute pièce un produit de l'imagination populaire. Hélène de Sassenage n'est point un personnage fictif ; nous savons qu'elle épousa dans la suite Aymar de Bressieu, d'une des plus nobles familles du Dauphiné (1), et longtemps avant que Guy Allard eût écrit son roman fade et touffu, qui n'a d'autre intérêt que celui que lui prête l'excessive rareté du livre (2), un chroniqueur dauphinois, Aymar du Rivail, le filleul de Barachin Alleman, seigneur de Rochechinard, avait recueilli l'épisode que la légende s'est plu dans la suite à embellir (3).

Mais reprenons le cours de notre récit. Ce fut donc au mois d'octobre 1488 que le roi autorisa le départ de Zizim pour Rome. Le 13 de ce mois, il écrivait au sénéchal de Provence pour lui recommander de favoriser de toute manière le voyage du prince, « tiré hors de nostre royaume, » ajoute-t-il, pour estre mené ès terres de l'Esglise et en « faire quelque bon et grant service à la chrétienté, comme « les ambassadeurs de nostredit saint Père et ceux de ladite « religion ayant cette charge le nous ont dit et affirmé (4). »

(1) CHORIER, *Hist. de la maison de Sassenage*, p. 66.

(2) Zizimi, prince ottoman, amoureux de Philippine-Hélène de Sassenage, *histoire dauphinoise*. Grenoble, Jean Nicolas, M.DC.LXXIII, in-12, de 10 f.-382 p. et 1 p.

(3) AYMARI RIVALII, *De Allobrogibus libri novem*. Viennæ Allobrogum, 1844, in 8°, p. 533. Regnante hoc principe, Zizimus Turci frater Rhodum venit, ne a fratre sibi principatum eripi timente occideretur. Et a Rhodiis militibus in Delphinatum ductus est, et in Rupe Canina Barrachinus Alamandus, Caroli Alamandi majoris Provinciæ prioris nepos, custodiam ejus habuit. Et tanto pulchritudinis et morum Philippæ Berengariæ amore capiebatur ut eam desponsare et christianam legem suscipere voluerit.

(4) PÉLICIER, *Lettres de Charles VIII*, t II, p. 246-8. — Sur le séjour de Zizim à Bourgneuf, voir : ARBELOT, *Zizim à Bourgneuf et à Rome*, dans *Bulletin de la Société archéol. du Limousin*, t. XI (1892), p. 11.

Le roi qui atteignait l'âge de dix-neuf ans, avait subi jusqu'alors l'heureuse direction de sa tutrice « Madame Anne » ; il se sentait pressé maintenant de s'en affranchir et de suivre l'impulsion de jeunes seigneurs, à l'imagination aussi ardente que la sienne. Il n'est nullement téméraire de supposer que les ambassadeurs pontificaux, résidant en France, gens expérimentés et habiles, surent profiter de ces dispositions et agir sur l'entourage du prince pour le succès de leur mission. Ils venaient d'obtenir que Zizim fût livré au pape ; ils obtinrent encore, quelques semaines après, le 30 décembre 1488, que la fameuse affaire du Valentinois fût remise à l'étude et que Jean Palmier, président du parlement de Grenoble, et Jean Rabot, conseiller à la même cour, fussent autorisés par le roi à discuter avec eux les raisons alléguées par les deux parties. Jean Palmier, savant jurisconsulte, était universellement estimé. Quant à Jean Rabot, que le lecteur connaît déjà et que nous retrouverons encore sur notre route, il était parfaitement instruit de l'affaire et nul ne pouvait avec plus de science défendre les intérêts du roi-dauphin. Lionello Chieragato, le principal des ambassadeurs du pape, jouissait de la confiance de son maître qui l'avait employé dans diverses négociations et venait de lui donner un témoignage de satisfaction en le transférant, par bulles du 22 décembre 1488 du siège épiscopal de Trau à celui de Concordia (1). Antonio Flòrès se lia d'amitié avec Jean Rabot, et quand celui-ci demeurera captif au royaume de Naples, il lui fournira les moyens de supporter la fortune adverse (2). Les conférences entre les délégués du pape et du roi commencèrent à Paris le 14 janvier 1489 et se poursuivirent dans les autres villes où se transporta successivement la cour : on en

(1) GAMS, *Series episcoporum Ecclesiæ catholicæ*, Ratisbonnæ, 1873, in-4°, p. 788. — UGHELLI, *Italia sacra*, Venetiis, in-f°, t. V (1720), col. 364. Concordia est un évêché de la province de Modène.

(2) DE BOISLISLE, *Notice biog. et hist. sur Etienne de Vesc*. Paris, 1884, in 8°, p. 293.

rédigeait soigneusement les procès-verbaux qui remplirent bientôt un gros volume in-f° de 618 feuilles (1). Ce lourd dossier nous dit assez par lui-même combien fut laborieuse cette controverse. Le 27 juin, les délégués n'avaient pu encore s'entendre : le pape et le roi renouvelèrent leurs pouvoirs (2). Dans le même temps le roi ayant besoin d'argent pour les guerres de Bretagne et de Flandre, fit demander au pape de lever une décime sur les biens de l'Eglise de France, ce que le pape s'empressa d'accorder, désireux dans la conjoncture de se le rendre favorable (3).

Pendant que ces diplomates rivalisaient de science et d'habileté, le parlement de Dauphiné termina le procès, soulevé dès le début du règne de Charles VIII, au sujet de la terre d'Etoile. Par un arrêt du 28 juin 1488, il cassa le traité conclu en 1454 entre Louis dauphin et Charles de Poitiers, rendit la terre d'Etoile et le péage de Parpaillon aux Poitiers-Saint-Vallier, condamna ces derniers à restituer au dauphin les châteaux de Chalençon, Saint-Fortunat et Durfort en Vivarais et les péages de Crest, Vaulnaveys et Auriplès, qui leur avaient été assignés en compensation d'Etoile, et stipula que le roi-dauphin payerait à Jacques de Crussol la somme de 16,360 écus d'or, qui était due à ce seigneur et pour laquelle on lui avait engagé la terre d'Etoile (4). Jacques de Crussol

(1) Inventaire des titres de la maison de Poitiers (Ms. du château de Peyrins), n° 87. « Un gros registre couvert de parchemin, contenant 618 feuillets, intitulé *Processus inchoatus in civitate Parisiis*, et fait par révérend père en Dieu, évêque de *Concordiensis*, et Antoine Florès, protonotaire apostolique, commissaires députés par le pape, et Jean Palmier, président, et Jean Rabot, conseiller delphinal, députés par le Roy, sur les droits appartenant au roy-dauphin, aux comtés de Valentinois et Diois, commencé le 7 janvier 1489. »

(2) Même Inventaire, n° 431.

(3) PÉLICIER, *Lettres de Charles VIII*, t. II, p. 348. Le parlement fit, à cette occasion, savoir au monarque « qu'on n'avoit pas accoustumé d'en mettre sus sans appeler l'Eglise et l'assembler, pour ce qu'il estoit levé sur les gens de l'Eglise. » GODEFROY, p. 78.

(4) Archives de l'Isère, B, 3589.

forma opposition à ce jugement, mais le roi tint à ce qu'il fût respecté, et non content de le confirmer solennellement, il voulut encore par lettres patentes de mars 1490 (n. st.), donner à son « chier et féal cousin, conseiller et chambellan, « Aymar de Poitiers, chevalier, seigneur de Saint-Vallier, « grand sénéchal de Provence », un témoignage de sa haute estime, en érigeant en sa faveur les terres d'Etoile et de La Vache en vicomté. Nous « voulons et ordonnons que « doresnavant perpétuellement nostredit cousin et ses succes- « seurs... soient tenus, réputés et appelés vicomtes de « l'Estoille et jouissent en tous cas des droicts, noblesses, « auctorités et prérogatives dont les autres vicomtes, tant de « nostre royaulme que du pays de Dauphiné, jouissent et « usent et ont accoustumé de joyr et user... (1). »

Ces lettres d'érection en vicomté de la terre d'Etoile furent données à Roanne au commencement de mars. Le roi se rendit ensuite à Lyon, où sa présence est constatée du 8 au 21 du même mois (2). Le bruit s'étant répandu qu'il descendrait jusqu'à Valence, le conseil de cette ville s'assemble et décide d'écrire à Lyon pour connaître si ce bruit avait quelque fondement. En attendant, les consuls nomment des commissaires pour veiller aux logements et aux approvisionnements de bouche ; ils font publier des règlements de police pour le nettoyage des rues, sous peine, contre les contrevenant, d'une amende de 3 florins et demi, et de la confiscation des fumiers (3). Mais ce ne fut que quelques mois plus tard que Charles VIII, revenant par Moulins à Lyon, se résolut à visiter son Dauphiné qu'il ne connaissait pas encore. Ce n'était point, toutefois, un simple motif de curiosité qui guidait ses pas vers notre province. D'une

(1) Archives de l'Isère, B, 3591 et 3594.

(2) U. CHEVALIER, *Le mystère des trois Doms*, p. 787.

(3) OLLIVIER (Jules), *recherches hist. sur le passage de quelques rois de France à Valence*, dans *Revue du Dauphiné*, t. II (1837), p. 205.

complexion délicate, frêle, malade, il avait été en proie à de longues souffrances et s'était voué à Notre-Dame d'Embrun, pèlerinage célèbre, que son père Louis XI avait visité et comblé de ses dons. Parti de Lyon, il arriva à Grenoble le samedi 6 novembre 1490, vers dix heures du matin ; on lui fit une entrée solennelle (1). Le lendemain, il se mit en route pour Gap, où il fit son entrée le 8 (2). Sa visite à la Vierge d'Embrun aura donc eu lieu le 9 ou 10 novembre. A son retour, il passa à Romans, où dès le 7 novembre on faisait de grands préparatifs pour le recevoir (3). Peut-être, voulut-il aller jusqu'à l'abbaye de St-Antoine, où les peuples accouraient en foule vénérer le corps du patriarche des cénobites. Ce qui le ferait supposer, c'est que par son intermédiaire les religieux du monastère firent alors des démarches auprès du pape, afin qu'il leur fût octroyé une bulle les déclarant les vrais possesseurs du corps de ce saint, possession que leur disputaient avec acharnement les moines de Montmajour près d'Arles. Une bulle répondant à ces desirs leur fut en effet expédiée : elle est datée de Rome, le 6 des ides de février 1491 (4). C'est en novembre 1490 que Charles VIII, sur la demande des habitants de St-Donat leur accorda trois foires franches, chaque année, la première le 15 septembre, la seconde le 14 décembre, et la troisième le 2 mai, et un marché le samedi de chaque semaine (5). Le roi était rentré à Lyon le 21 novembre.

Le mercredi, 1^{er} décembre, Charles VIII faisait son entrée à Vienne par la porte de Mauconseil. Après avoir reçu l'hom-

(1) PRUDHOMME, *Hist. de Grenoble*, p. 289.

(2) GUILLAUME (abbé Paul), *Documents inédits relatifs à la dévotion de Louis XI envers St-Arnoux de Gap, et au premier pèlerinage de Charles VIII à N.-D. d'Embrun*, dans *Bulletin eccl. de Valence*, t. I^{er} (1881), p. 84-9.

(3) *Le mystère des trois Doms*, p. 787.

(4) Archives de l'Isère, B.

(5) Archives de l'Isère, B.

mage des habitants, il assista à une série de représentations allégoriques. Les Etats de la province avaient été convoqués dans cette ville et tenaient leurs séances au prieuré de Saint-Pierre. Le jeudi, au palais de l'archevêque, séance solennelle, où le roi entouré d'une brillante noblesse et ayant auprès de lui Philippe de Savoie, gouverneur du Dauphiné, entendit la harangue du chancelier et reçut le don gratuit de 20,000 francs, votés par les délégués. Ceux-ci s'assemblèrent le vendredi pour délibérer sur le don de joyeux avènement qu'il conviendrait d'offrir au monarque et l'on convint de le fixer également à 20,000 francs, de telle sorte, qu'avec les autres dépenses que nécessitaient les affaires du pays, les sommes votées cette année par les Etats s'élevaient à un total de 42,678 francs 15 sols, 4 deniers tournois. Le nombre des feux de la province étant de 4599, la taille pour le recouvrement de cette somme fut mise à raison de 7 livres, 6 sols, 4 deniers poitevins, soit en monnaie courante 15 florins, 2 gros, 4 deniers tournois. Charles VIII se plaisait à Vienne et y demeura environ huit jours. C'est pendant qu'il était dans cette ville que sa chancellerie expédia des lettres de protection au chapitre de Valence (1).

(A suivre)

JULES CHEVALIER

(1) *Les deux entrées et séjours du très chrétien roi de France Charles VIII en la cité de Vienne, les années 1491 et 1494*, dans *Revue du Dauphiné et du Vivarais*, t. V (1881), p. 25-39. — Les détails sur les présents offerts par les Etats ont été conservés par le secrétaire de la ville de Die, qui était un des députés. *Le mystère des trois Doms*, p. 787.

LA FAMILLE DE BRESSAC

Sa Généalogie, son Histoire

(SUITE. — Voir la 141^e livraison).

J'ai donné, dans la livraison précédente, la généalogie de la famille de Bressac (1), la description de ses armoiries, et des notes biographiques sur certains de ses membres. Je vais les compléter en m'occupant plus particulièrement d'Henri de Bressac.

Le 8 novembre 1599 « Pierre-André de Léberon, « évêque et comte de Valence et de Dye, le nomme bailli « et courrier des évêsché, comté et cité de Valence et son « ressort, aux honneurs, prééminences, franchises, libertés, séances et charges, gages, debvoirs, proufits, estats, « revenus et émoluments accoustumés. » (2). Cette nomination est écrite sur un parchemin scellé. On trouve, à la même date, aux archives, une pièce curieuse à consulter. Elle donne le détail du cérémonial complet suivi pour la prise de possession et l'installation d'Henri de Bressac comme « bailli et corrier » : « L'évêque étant « dans le lieu accoustumé de ses audiences et au siège de « sa justice dans l'auditoire, en présence d'avocats et de « procureurs, fait jurer à Henri de Bressac, la main sur

(1) Obligeamment communiquée par M. l'abbé Barnaud.

(2) Archives départementales, E, 250. Notes de M. Lacroix

« les saints évangiles, de bien et fidèlement remplir les
« devoirs de sa charge et de respecter les franchises et im-
« munités de la ville. »

Cette nomination fut confirmée le 11 décembre 1601. Le titre de bailli fut donné à Henri de Bressac, sa vie durant, aux gages de 40 écus d'or par an, à prendre sur les émoluments du greffe de Valence avec pouvoir d'assister aux assemblées générales et particulières de la ville, à cause des bons services rendus à lui et à son évêché en recouvrant nombre de titres et de papiers.

Je crois devoir indiquer quels étaient les pouvoirs des baillis et leur compétence. Ils étaient chargés de la juridiction temporelle et de l'administration des biens ecclésiastiques qui composaient les bénéfices des évêques et abbés. Ils ne différaient en rien des baillis ou prévôts nommés par les seigneurs séculiers. Ils appliquaient la procédure des cours féodales et jugeaient d'après la coutume locale.

Les baillis ou prévôts ecclésiastiques qui subsistèrent, au moins en partie, jusqu'à la Révolution, ne doivent pas être confondus avec d'autres officiers de justice chargés de la juridiction spirituelle dévolue aux dignitaires ecclésiastiques. Ces officiers composaient les tribunaux nommés *Officialités* ou Cours d'Eglise, qui avaient une compétence spéciale, appliquant le droit et la procédure canoniques. Ils relevaient pour l'appel de leurs supérieurs ecclésiastiques et de ceux-ci au pape (1).

Voici, maintenant, en ce qui concerne les pouvoirs des

(1) Paul FOURNIER, *les Officialités au moyen âge*. — BEAUMANOIR. *Livre de justice et de Plet*, chap. XI, Cours d'Eglise. — Friedberg *De Finium inter ecclesiam regundorum iudicio quid medii evi doctores et leges scripserint*. — Documents communiqués par M. Perrin, avocat.

baillis, ce que je lis dans le *Dictionnaire* de Ferrières, t. 1^{er}, pp. 184-85-86.

« Les baillis, étaient dans l'origine des commissaires « envoyés par le roi dans les provinces pour examiner « si la justice était bien rendue par les comtes qui étaient « alors les juges ordinaires. Ces commissaires étaient « appelés baillifs et sénéchaux. » La juridiction des baillis est ordinaire et extraordinaire. Ils connaissent en première instance savoir :

1° Des causes du domaine du roi, confiscation, droits d'aubaine, de bâtardise, de déshérence, de réception de foi, hommage, etc.

2° De toutes les causes en matières civile, personnelle et possessoire, des nobles vivant noblement, tant en demandant qu'en défendant.

3° De la dation de tutelle ou curatelle, bail de gouvernement, confection d'inventaire de biens de mineurs.

4° De la création des foires et marchés.

5° Des matières bénéficiales, du crime de lèse-majesté divine et humaine, assemblées illicites, port d'armes, émotions populaires.

La juridiction extraordinaire des baillis consiste à juger en appel de toutes les sentences rendues par les juges inférieurs de leur ressort (prévotés, châtelainies, vicomtés et vigueries). En 1789 le bailliage épiscopal fut réuni à la justice-mage.

La nomination d'Henri de Bressac comme bailli et courrier, excita les susceptibilités de certains personnages, qui rédigèrent une protestation. Il y est dit que Henri de Bressac est *notoirement de condition roturière* et que cependant il prétendrait comme bailli et courrier de commander en quelque sorte et précéder lesd. gentilshommes,

lesquels tiennent leur qualité de noblesse immédiatement du Roy. En quoi ils seraient de pire condition que les autres gentilshommes de la province, qui n'ont jamais reconnu les officiers du roy de robe courte; ils ajoutent que cette condition serait supérieure à celle des baillis royaux; sur la remontrance faite à Moulins, et depuis à Blois, Sa Majesté aurait ordonné que nul ne serait pourvu auxdits estats qu'il ne fût personnage de respect, gentilhomme de nom et d'âme. Cette protestation avait pour but de sauvegarder toutes les qualités et prérogatives de noblesse des signataires :

Antoine de Dorne, conseiller du Roy en sa cour de parlement de ce pays de Dauphiné, pour l'intérêt de ses enfants; Barthélemy Marquet, pour même cause; Chastelier, de Rostaing, Antoine du Cluzet, Beaulieu, Antoine Rostaing, St-Marcel, du Mouchet (1).

Nous avons eu déjà, dans d'autres circonstances, l'occasion de faire observer le rôle important que la vanité jouait dans les affaires de ce monde. Il n'est pas sans intérêt de faire remarquer que deux aux moins des signataires ne pouvaient pas opposer à Henri de Bressac une noblesse de date bien ancienne.

Antoine de Dorne, professeur, puis doyen de l'université de Valence, de 1520 à 1550, appartenait à une famille de cette ville, anoblie en 1530, il fut père de Jean de Dorne, régent de la même université.

Nous avons dit que le trisaïeul d'Henri de Bressac était déjà qualifié noble dans la commission de capitaine de cent hommes d'armes au régiment de Gueffres en 1535. S'il était qualifié noble dans cette commission, ses titres

(1) Armorial du Dauphiné.

étaient évidemment bien établis avant cette date. Dans tous les cas nous avons vu dans une livraison précédente, qu'Henri de Bressac s'était vaillamment comporté dans divers sièges.

Quant à Barthélemy Marquet, docteur agrégé de l'université de Valence en 1575, conseiller de la chambre de l'édit en 1582, puis président de la même chambre en 1603, il a acquit la noblesse par vingt-deux ans d'exercice de sa charge.

François Marquet, l'un des premiers zélateurs de la réforme, fut pendu à Valence en 1560.

Voilà encore un noble dont les titres n'étaient pas bien anciens. Quant aux autres signataires, j'ai vainement cherché leurs noms dans *l'Armorial du Dauphiné*. Je dois ajouter que je vois la nomination de du Cluzet comme lieutenant particulier en la judicature de Valence et de son ressort. Est-ce le même qui a signé la protestation ? c'est ce que je n'ai pas pu vérifier.

Nous savons qu'Henri de Bressac était secrétaire de la maison et couronne de France. En 1599 Pierre de Léberon, l'avait nommé bailli et cette nomination avait été confirmée en 1601.

Mais le 25 octobre 1603, nous trouvons la nomination de Fabien de Léberon, frère de l'évêque, aux fonctions de bailli : Il y est dit que l'évêque « estant à plein informé
« et se confiant dans la suffisance, loyauté, prudhomie,
« expérience et bonne diligence de noble Fabien de Lébe-
« ron, escuyer, seigneur de Montfavignat, à iceluy, pour
« ces causes avons donné, donnons, octroyé et octroyons,
« par ces présentes estats et offices de bailli et courrier de
« notre ville de Valence et son ressort, vacant par la pro-
« motion de sieur Henri de Bressac, possesseur d'iceux

« en l'estat de conseiller, notaire et secrétaire du Roy,
 « maison et couronne de France, pour iceux estats et,
 « offices de bailli et courrier estre dorénavant jouys et
 « exercés par ledit sieur de Léberon, aux honneurs,
 « prééminences, prérogatives, franchises, charges, droits,
 « proufits, émoluments et gaiges accoutumés, mandant à
 « nos fermiers du greffe présents ou à venir, ou autres
 « nos fermiers généraux, de payer audit baillif et corrier
 « les gaiges de cent livres tournois pour chacune année
 « accoutumée, payable cartier par cartier, à la charge
 « d'acquitter à l'accoutumé les gaiges dudit corrier » (1).
 Prise de possession 28 juin 1604.

Il est certain que l'évêque devait être très désireux de pourvoir de cette charge de bailli son frère, car elle lui assurait le premier rang parmi les officiers de justice de la ville. Henri de Bressac avait dû s'adresser au roi pour obtenir d'exercer les deux offices simultanément, et nous avons aux archives une lettre d'Henri IV lui donnant satisfaction sur ce point « les deux charges n'étant pas incompatibles ». (2)

Cette dignité excitait bien des jalousies, car nous voyons que Jacques de Michallon, lieutenant de du Passage, gouverneur de la ville et citadelle de Valence, prétendait avoir droit à la préséance sur Henri de Bressac dans les assemblées générales et particulières. Ce dernier fit parvenir une requête au maréchal de Lesdiguières, gouverneur et lieutenant général pour le roi en Dauphiné, avec un mémoire établissant « ses droits d'après ceux de
 « l'évêque, seigneur spirituel et temporel de la ville (3). »

(1) Archives départementales, E, 250.

(2) Archives départementales. Id.

(3) Archives départementales. Id.

Lesdiguières répondit « en maintenant la préséance au
« profit de de Bressac sur de Michallon, quoique gou-
« verneur de la ville, avec défense et inhibition de l'y
« troubler. »

Nous savons que les de Léberon se rattachaient à la
famille de Montluc ; ils avaient le tempérament autori-
taire et batailleur. Nous en avons la preuve dans l'enquête
à laquelle procéda Fiquel, commissaire du parlement de
Grenoble, sur l'agression de Fabien de Léberon, frère de
l'évêque, contre Henri de Bressac :

« Au commencement de décembre 1604, après la tenue
« des Etats généraux de la province, à Valence, le seigneur
« de Lesdiguières, qui s'y était trouvé, fut accompagné
« jusqu'au pont de la Roche-de-Glun, sur l'Isère, par
« nombre de personnes à cheval, comme Frère, conseiller
« du roi et maître des requêtes en son hôtel, de Léberon
« de Genas, de Rostaing, de Vocance, de Bressac, bailli ;
« au retour noble Fabien de Léberon, accompagné du
« capitaine Gouvernet, frappa Bressac d'un coup d'épée ;
« Charles Jullien, appelé comme témoin, dépose qu'étant
« aumônier et domestique de l'évêque, il avait entendu le
« prélat dire à de Bressac : d'autant que vous êtes pourvu
« d'un office de secrétaire du roi, je veux que vous vous
« dépouillez de l'office de bailli ; parce que ce sont deux
« offices incompatibles ; et comme celui-ci répondait que
« la justice en déciderait : « Par la mort de ma vie, lui
« dit l'évêque, vous êtes un méchant homme (1). »

Le roi Louis XIII évoqua le procès de noble Henri de
Bressac, bailli de Valence, avec Jacques de Léberon, évê-
que du diocèse et renvoya les parties à se pourvoir devant
le parlement de Bourgogne (2). Il y a aux archives un

(1) Archives départementales, E, 250.

(2) Archives départementales, E, 251.

volume contenant les décisions rendues par ce parlement. J'y ai vainement cherché celle qui intéresse ce différend, il m'a été impossible de la découvrir ; ce que nous savons c'est que par une transaction entre Léberon et Henri de Bressac, ce dernier fut maintenu dans l'exercice de ses fonctions de bailli et de courrier de Valence et son ressort et qu'il lui fut alloué 300 liv. t. « pour aucunes causes ou considérations que l'évêque ne veut être ci-exprimées et de la preuve desquelles il a relevé Henri de Bressac.

C'est, je crois, le cas de donner quelques détails sur l'évêché de Valence. Il est fort ancien, puisque dès l'an 300 il y avait un évêque appelé saint Emilien (1).

Les évêques ont eu le haut domaine de leur ville jusqu'en 1449 ; à cette époque Louis de Poitiers reconnut la souveraineté de Louis, Dauphin de Viennois, comte de Valentinois et Diois. Il ne resta à l'évêque que la seigneurie utile, c'est-à-dire la jouissance, sans le titre, de la propriété directe (2). Tel est le domaine du vassal, ou du preneur à cens ou à emphytéose. Frédéric Barberousse, roi de Bourgogne et d'Arles, donna la propriété et la seigneurie absolue de la ville de Valence à l'évêque nommé Eudes. Il voulut que les monastères et autres églises fussent soumis pour la juridiction temporelle à ce prélat, qui ne devait reconnaître au-dessus de lui, pour la ville de Valence et pour tout ce qui appartenait à son évêché, que l'empereur seul. Depuis ce temps les évêques prirent le titre de comte de Valence qu'ils conservaient encore au temps de cet auteur.

Quant aux discussions entre le prélat et Henri de

(1) *Dictionnaire géographique et critique*, par BRUZEN DE LA MARTINIÈRE, t. VI, p. 15.

(2) *Dictionnaire de Ferrières*.

Bressac, elles ne paraissent pas avoir continué, soit que ce dernier ait opposé à Charles-Jacques de Léberon la transaction intervenue entre lui et son prédécesseur, soit pour tout autre motif ; ce qu'il y a de certain c'est que le même Charles-Jacques de Léberon érigea en fief la terre de Faventines et la grange de Rousset au profit d'Henri de Bressac, ce qui n'indique pas qu'il fût animé de mauvaises intentions à son égard, ni qu'il y eut désaccord entre eux. Je crois devoir citer, au moins en partie, ce document qui est du 30 novembre 1632 :

« Faisant considération sur les fidèles et longs services
« qui nous ont esté rendus à nous et à nos prédécesseurs
« en lad. dignité, par le s^r Henri de Bressac, écuyer, etc.,
« nous lui avons accordé par les présentes, signées de
« notre main, la justice haute, moyenne et basse dans
« les fonds qui lui appartiennent, dépendant de sa maison
« de Faventines et grange de Rousset, qu'on appelle
« nommément le Vol du Chapon, nous réservant la grande
« et à notre juge-mage la cognoissance des cas royaux
« et l'appellation de toutes autres matières devant notre
« juge-mage d'appel établi audit Valence ; et la foi et
« hommage dudit fief, qui consistera en un baise-main à
« genoux, à chacune mutation de seigneur et quand il n'y
« aura point de changement, de dix ans en dix ans, si
« bon nous semble ; — ensemble les lods de ladite justice
« à chacune fois qu'elle sera rendue. Voulant qu'actes
« authentiques lui en soient expédiés lorsqu'il le requerra. »

Ce fief était ce que l'on nommait un fief honorifique.

Henri de Bressac plaida en maintenue de sa charge de bailli contre Aimar de Dorne. Le 14 août 1604 le parlement de Grenoble lui donna droit en lui laissant l'office de bailli de Valence et son ressort, pour en jouir en la

forme de ses provisions du 11 décembre 1601, « à la charge de ne s'entremettre aucunement de la juridiction contentieuse, civile ou criminelle, ni y porter aucune voix délibérative et concluante, et que les sentences qui se rendront dans ledit ressort, tant de vive voix que par écrit, se feront à la forme ancienne et accoustumée, sauf audit bailli de se pouvoir seoir, entrer et présider au dit siège, tant en audience que au conseil et autres assemblées générales ; fait inhibition audit de Dorne et à tous autres qu'il appartiendra, de troubler et de molester ledit de Bressac à l'exercice de ladite charge de bailli, à peine de mille livres d'amende et autres arbitraires, dépens compensés ». (1)

Aimar de Dorne prétendait, comme Mgr de Léberon, que les offices de bailli et de secrétaire de la maison et couronne de France étaient incompatibles. Dans les Considérants qui figurent en tête de l'arrêt, les magistrats du parlement de Grenoble rappellent la lettre du roi Henri IV qui avait déclaré que Henri de Bressac pouvait simultanément exercer les deux offices, « car ils n'étaient pas incompatibles ».

Les affaires contentieuses civiles ou criminelles étaient réservées au juge-mage.

LÉON EMBLARD.

(A continuer).

(1) Archives départementales. Notes de M. Lacroix.



LE CARDINALAT

DE

CHARLES ANISSON

Religieux de Saint-Antoine

(SUITE. — Voir la 141^e livraison.)

Depuis longtemps le chapitre de Saint-Antoine était en désunion avec le procureur de Rome, qui demandait une rétribution pour ses services, et avait pour divers sujets suscité de nombreux procès à ses confrères de l'abbaye. Ceux-ci tentèrent d'y mettre un terme au moyen d'une transaction. Le 28 mai 1597, ils s'adressèrent à Antoine Anisson, procureur de son frère, et l'on convint de ce qui suit : « Pour récompenser Charles Anisson des peines qu'il a prises pour les affaires du chapitre au pays d'Italie, spécialement pour avoir poursuivi l'adjudication de la pension annuelle de 25 ducats due par ceux de Venise, ils lui remettent tous les arrérages de cette pension depuis l'année 1581, et à l'avenir tant qu'il s'emploiera à leurs affaires en Italie. » Moyennant cette concession, « tous les procès intentés par le commandeur d'Aubeterre contre les sieurs du chapitre en corps de chapitre, tant au parlement de Grenoble qu'au parlement de Paris, demeurent dès à présent assoupis. »

L'abbé L. de Langeac étant mort le 24 septembre de cette année, son vicaire général perdait en même

temps les pouvoirs qu'il tenait de lui. A sa demande et bien qu'on n'eût pas lieu de se féliciter de son administration, les régents, par une procuration du 31 mars 1598, lui continuèrent ses pouvoirs pour administrer au temporel et spirituel le prieuré de Rome et ses dépendances, et recevoir tous les revenus d'Italie appartenant à l'abbaye, et même les rentes de la commanderie de Naples.

L'un des régents, Antoine Grillet, entre plusieurs autres, pouvait à bon droit témoigner son mécontentement de la conduite du procureur de Rome. A la mort d'Antoine Anisson, arrivée au mois d'août 1597, Antoine Grillet fut pourvu, « par la voie ordinaire », de la commanderie de Chambéry et en prit possession. Mais Charles Anisson, sans se soucier des statuts et privilèges de l'ordre, demanda et obtint du pape cette commanderie pour frère George des Marquets, sous prétexte que le pape était en droit de pourvoir aux bénéfices venant à vaquer pendant le mois d'août « rière les terres d'obéyssance. » Lorsque, le 7 janvier 1598, Antoine Grillet demanda en l'assemblée du chapitre conventuel, si ce qui s'était ainsi passé était conforme aux statuts, tous répondirent que non, ajoutant que l'abbé ou ses vicaires ont toujours, et « dans tous les mois », pourvu aux bénéfices de l'ordre vacants en France, en Savoie et dans les autres provinces circonvoisines, les conférant à « des religieux profès, capables et qui ont longuement servi à la religion. » Messieurs du chapitre ne craignirent pas de blâmer le procureur, qui avait « agi contre son devoir (1). »

Le commandeur d'Aubeterre vécut à Rome jusqu'à

(1) *Min. d'Eust. PIÉMONT*, vol. de 1598, fol. 9-10.

la fin de l'année. Mais le 3 janvier suivant (1599), les régents de l'abbaye, usant de la plénitude de leurs pouvoirs, eurent recours à une mesure que les supérieurs n'employaient que dans les cas les plus graves. Ils lancèrent contre le procureur de Rome des « lettres de *cilets* », le citant à comparaître en la maison abbatiale dans les trente jours à compter de la notification de ces lettres, pour répondre aux questions qui lui seront posées, et cela sous peine d'excommunication et autres portées dans le livre de la Réforme.

Quels motifs pouvaient donc requérir l'emploi d'une telle mesure ? Un acte postérieur nous le laisse entrevoir. Le 27 avril, les trois régents, François Roy, Balthazard du Cluzel et Antoine Grillet, donnaient procuration à Claude Goujon pour régir le prieuré de St-Antoine de Rome, les commanderies de Florence et de Naples et les membres en dépendants au-delà des Monts, et « spécialement pour avancer l'expédition des bulles en faveur de R. P. frère Antoine Tolosain, abbé élu. »

Il n'est pas fait ici mention de Charles Anisson ; néanmoins, en voyant le but principal de cette procuration aussi nettement exprimé, on se croit autorisé à regarder ce religieux comme la cause immédiate du retard des bulles. Il n'avait sans doute pas accueilli avec faveur l'élection du nouvel abbé, que l'on disait être un saint, mais qui pourrait bien, pour cela même, ne pas tolérer longtemps une conduite rien moins qu'irréprochable. Il trouvait donc son intérêt, sinon à empêcher, du moins à retarder cette expédition. Et, en effet, en donnant au nouveau procureur le temps de se rendre à Rome, on voit les bulles accordées aux premières démarches, le 4 août de la même année.

Peu de temps après, le 24 mai, les vicaires généraux,

de concert avec les définiteurs du chapitre général, s'adressèrent à M. l'Abbé élu, comme à leur suprême ressource, « le suppliant avec instance d'employer tous ses efforts et d'exhorter le commandeur d'Aubeterre, qui depuis longtemps a laissé subsister des procès surtout entre les religieux de ce monastère, à mettre ses soins à les faire disparaître entièrement, afin d'avoir la paix avec tout le monde et que l'on voie peu à peu se relever au moins le chef d'ordre, que toutes ces causes de trouble rendent si faible et si languissant (1). »

Telles sont les causes et les circonstances qui obligèrent Charles Anisson à quitter Rome pour rentrer à l'abbaye. Les bulles de M. Tolosain une fois reçues, les régents voyaient approcher le terme de leur administration ; le nouvel abbé ne tarderait pas à prendre en mains les rênes du gouvernement : dès lors, personne ne se soucia plus de faire subir à l'ancien procureur l'interrogatoire pour lequel il avait été cité. Chacun connaissait le caractère peu accommodant du personnage : on crut avoir assez fait pour le moment en lui donnant un successeur qui assurerait à l'avenir la bonne administration du prieuré de Rome.

Le 13 janvier 1600, M. Tolosain, élu depuis 28 mois, prit enfin possession de son abbaye ; il sanctionna d'une manière générale les actes des régents et commença aussitôt à remplir les devoirs de sa lourde charge.

Le 28 janvier il confirma le vicariat donné à Claude Goujon pour Rome et l'Italie. Mais ce n'était point suffisant : il fallait régler le passé.

Le 3 février, il se rend dans la maison de la sacristie

(1) *Min. d'Eust. PRÉMONT*, vol. de 1599, chap. gén.

de Notre-Dame, où habite Charles Anisson. Le sujet qui provoque cette démarche devrait être traité en assemblée capitulaire, car il intéresse l'abbaye et l'ordre entier ; mais il n'y a pas de temps à perdre, et peut-être le commandeur d'Aubeterre a-t-il refusé de comparaître. Pour tous ces motifs, le seigneur abbé se fait accompagner du sous-prieur Antoine de Gramont et de sept autres cloîtres.

M. l'abbé lui demande de rendre les comptes de son administration du prieuré de Rome, pendant la vie et depuis la mort du dernier abbé, car l'abbaye est présentement dans une grave nécessité, et elle a besoin, pour payer ses dettes et pourvoir aux nombreuses réparations dont le besoin se fait partout sentir, de tous les revenus qui lui sont dus. — Charles Anisson, sans s'émouvoir, répond que les comptes doivent être reçus sur les lieux pour que la vérification en puisse être faite. — L'abbé réplique que ce prétexte est inadmissible. Son prédécesseur lui a arrenté le prieuré de Rome pour huit cents écus par an. En 1597-98, il a passé plusieurs mois dans l'abbaye ; depuis, à son départ définitif de Rome, il a dû rapporter ses comptes pour les remettre aux régents ; néanmoins six ou sept mois se sont écoulés et il ne l'a point encore fait. Ainsi pressé et ne cherchant qu'à gagner du temps, le commandeur d'Aubeterre demande copie de la sommation qui vient de lui être faite, afin de pouvoir répondre.

M. Tolosain, comprenant le dessein du rebelle, le lui déclare ouvertement : « Il a appris, lui dit-il, qu'il est sur son départ pour aller hors du monastère ; il lui défend, sous peine de désobéissance et d'excommunication, de partir sans que ses comptes ne soient vus, clos, et affinés. Il sait aussi qu'il a fait transporter plusieurs meu-

bles hors de la maison de la sacristie qu'il habite, et d'autres encore hors de la maison de Rome ; en son absence il ne saurait à qui s'adresser pour ce sujet. » — Charles Anisson n'est point arrêté par cette défense de son supérieur. Il répond qu'il a besoin d'aller à Lyon voir les médecins « pour l'indisposition qu'il a de la gravelle. » Il demande copie de la sommation du seigneur abbé pour répondre plus amplement, et proteste « que le commandement qui lui a été fait et l'excommunication dont on le menace ne peuvent lui nuire ni l'empêcher de chercher remède pour sa santé (1). »

Bravant l'excommunication de son abbé, il partit en effet pour Lyon ; mais, selon toute apparence, il ne vit pas cette ville et mourut en chemin...

Dans les premiers jours du mois de mai (3-10 mai), l'on procédait à Saint-Antoine à « l'inventaire de la dépouille de feu frère Charles Anisson, commandeur d'Aubeterre », frère Flori Nicolet poursuivant au nom du seigneur abbé, et Antoine Collet, prieur du Pont-en-Royans, y assistant pour le chapitre conventuel (2).

Le 22 juillet suivant, l'abbé Tolosain interrogea Guigonne de Calignon, belle-sœur du défunt, maintenant remariée au sieur de Gallez, de Voreppe, qui avait assisté à Voiron, en la maison du sieur de la Blache, le commandeur d'Aubeterre, « dès le dimanche jusqu'au mardy suivant et demeura auprès de lui jusques à son décès. »

L'acte (3) qui nous fournit ces détails, ne précise pas

(1) *Min. d'Eust. PIÉMONT*, vol. de 1600, fol. 38-9.

(2) *Ibid.*, fol. 84-92.

(3) *Ibid.*, fol. 182-3. — On voit par cet acte que Ch. Anisson avait une certaine quantité de joyaux, « plusieurs chapelles [chapelets] de cassidoine, jaspes et autres, et dix à douze bagues d'or », et de l'argenterie « cuilhères et forgettes ».

la date de sa mort. Toutefois elle doit être placée, sans doute possible, entre le 3 février et le 3 mai 1600. « L'inventaire de la dépouille » d'un religieux était dressé au plus tôt, parfois le jour même, lorsqu'il mourait en l'abbaye. Charles Anisson étant décédé à Voiron, à 8 ou 10 lieues de Saint-Antoine, et son inventaire ayant été commencé le 3 mai, on ne saurait placer sa mort avant les derniers jours du mois d'avril.

Charles Anisson avait encouru l'excommunication en désobéissant à l'ordre formel de son abbé. Il mourut sans avoir été relevé de cette censure. En effet, pendant sa dernière maladie il avait résigné la commanderie de Marseille en faveur de Charles Vignon, qui obtint de Rome des lettres de provision. Mais, peu après la mort du résignant, M. Tolosain l'avait de plein droit accordée à Antoine Collet. Celui-ci, « pour n'estre troublé en sa possession », s'adressa à l'abbé pour obtenir de « lever les actes et procédures par lesquelles appert des censures et excommunication encourues par ledit Anisson, lesquelles le rendoient du tout incapable de pouvoir résigner ou permuter audit Vignon (1) ».

Telles furent ses dernières années, telle fut sa mort.

Si Charles Anisson ne reçut pas le chapeau de cardinal pour récompense de son « concours efficace » à l'absolution d'Henri IV, ce ne fut donc point une mort prématurée qui lui ravit cet insigne honneur. Est-il nécessaire d'ajouter que, eût-on jamais songé à lui pour la pourpre, sa conduite des dernières années aurait pour jamais détourné le pape de mettre ce dessein à exécution ? Dès lors, que reste-t-il de l'opinion émise par Chorier relativement à son cardinalat ?

(1) *Ibid.*, fol. 37.

FRANÇOIS ANISSON, fils de Claude châtelain de Saint-Antoine, entra de bonne heure dans l'ordre de Saint-Antoine. Comme ses oncles Charles et Antoine, il fut capiscol, charge qu'il résigna en 1588. En 1601, il se démit de la commanderie de Rouen en faveur de son cousin, frère François Gigard, fils de Jean, capitaine-châtelain de Tullins. Il posséda pendant près de trente ans la commanderie de Paris et celle de Bailleul, son annexe, dont il fut pourvu à la mort de Claude Borrel, dit Butéo (1591) (1).

Confiné dans sa commanderie de Paris, il ne reparut jamais à l'abbaye. Son père l'y rejoignit « pour certaines affaires » au mois de septembre 1601, et mourut dans la capitale.

D'après les statuts le commandeur de Paris devait assister au chapitre général, en personne ou par procureur, tous les trois ans : François Anisson n'y vint jamais. Déjà le 3 janvier 1599, les régents de l'abbaye lancent contre lui des lettres citatoires pour comparaître dans les trente jours sous peine d'excommunication (2). Le chapitre général de 1601 fit deux nouvelles citations (5 juin et 7 septembre) ; ce fut inutilement.

Le 18 avril 1618, l'abbé Ant. de Gramont nomme Louis Duport son vicaire pour administrer la commanderie de Paris, parce que François Anisson est âgé et impotent, « *infirmiore esset valetudine ob ingravescentem jam ætatem* », et pour prévenir les maux qui pourraient

(1) Fr. Anisson fut pourvu, il est vrai, en cour de Rome de la commanderie de Bailleul, mais il ne put en jouir, non plus que son prédécesseur et ses successeurs. Cf. Ign. de COUSSEMAKER, *Notice sur la Commanderie de St-Antoine de Bailleul*, p.38.

(2) *Min. d'Eust. PIÉMONT*, vol. de 1599, fol. 15.

résulter de sa mort inopinée. Le même jour, il cite le commandeur de Paris « qui n'a jamais paru au chapitre général, contrairement aux statuts. ». Cette dernière citation eut le même résultat que les précédentes.

François Anisson, qui témoignait si peu d'empressement à obéir, avait donné sa confiance à un nommé François Lemonier. Déjà il l'avait chargé de retirer les terriers et autres titres de la commanderie de Pont-de-Ratz (1). Il ne tarda pas de résigner en sa faveur la commanderie de Paris, sous la réserve de 800 livres de pension (16 sept. 1617).

Le successeur de M. Tolosain avait déclaré ouvertement, dans le chapitre général de 1616, son intention de réformer l'ordre. Il fallait premièrement ouvrir « un séminaire » ou noviciat, où seraient reçus les nouveaux religieux ; mais l'opposition des anciens ne permettait pas de faire cet établissement dans l'abbaye même. M. Tolosain avait songé à Romans, puis à Bourgoin ; mais ces deux projets avaient été successivement abandonnés :

M. de Gramont porta alors ses vues sur la commanderie de Paris. François Anisson venait de résigner en faveur de Fr. Lemonier. Mais le résignataire était « un homme du tout incapable pour n'estre religieux dud. Ordre, ni pas mesme prestre, mais homme de mauvaise vie, » qu'un arrêt de la Cour condamna deux ans plus tard (18 mars 1619) « à estre pandu et estranglé. »

(1) François Lemonier, bourgeois de Paris, était depuis longtemps en relation d'affaires avec les Anisson. Le 29 mai 1604, il transigeait, comme procureur de fr. Pierre Anisson, avec Ant. de Gramont et Michel Duport, au sujet de la jouissance et de la perception des fruits de cette commanderie de Pont-de-Ratz. *Ibid.*, vol. de 1604, fol. 77.

Il n'était point difficile d'écarter cet homme manifestement indigne ; il fallait du même coup éloigner l'ancien commandeur, plus que sexagénaire, dont l'incapacité était aussi notoire et qui avait résigné « sur la considération de sa caducité et indisposition de maladie perpétuelle » (1).

Pour arriver plus sûrement à ses fins, l'abbé obtint une bulle, en date du 3 avril 1618, confirmée par le Roi au mois de juin suivant. Cette bulle supprimait la commanderie de Paris, pour y ériger « un séminaire de religieux » du même ordre. Au mois de septembre, M. de Gramont se rendit à Paris avec seize religieux, parmi lesquels « le dévot » Pierre de Sanejan et Claude Allard, qui furent l'un après l'autre préposés au noviciat.

L'église et les bâtiments du Petit-St-Antoine étaient dans un état lamentable, François Anisson s'étant contenté de jouir des revenus qui montaient à plus de 8000 livres. L'abbé lui ordonna de faire les réparations les plus urgentes à l'église, où il pleuvait en plusieurs lieux. Il lui demanda de fournir le nécessaire, selon qu'il y était tenu, aux six religieux qui avaient leur mansion dans la commanderie et y célébraient l'office divin. Anisson prétendit que la bulle alléguée était contraire aux statuts ; que l'abbé, en séjournant plus de six mois dans la commanderie abusait étrangement du droit qui l'autorisait à y demeurer une semaine, etc.

L'abbé obtint divers arrêts de la Cour, qui confirmaient les réformés dans le droit de continuer leur résidence au Petit-St-Antoine. Mais Anisson s'opiniâtra dans sa résistance. Il alla jusqu'à faire apposer les scellés

(1) Sur l'introduction de la réforme au Petit-Saint-Antoine, cf. *Arch. du Rhône*, fonds de Saint-Antoine, c. 166.

de la justice sur le grand autel de l'église, pour empêcher les réformés d'y dire la messe.

M. de Gramont séjourna à Paris jusqu'au printemps de 1620 : sa présence et son autorité avaient été jusqu'alors indispensables. Mais le bien de l'ordre et de la réforme l'appelaient ailleurs : il laissa sous la conduite du Père de Sanejan les religieux qu'il avait amenés. La Providence n'allait pas tarder à leur donner la paix en faisant disparaître l'auteur de tous ces troubles, qui mourut au mois de juin.

Par ses lettres datées de Chambéry le 8 juillet, l'abbé de Saint-Antoine conféra à Pierre de Sanejan la commanderie de Paris vacante par la mort de François Anisson. Sans doute la Réforme allait bientôt supprimer les titres des commanderies et rendre triennales ces dignités jusque-là perpétuelles ; mais il fallait au plus tôt empêcher les étrangers de s'emparer de cette maison : car, outre Lemonier, plusieurs autres avaient déjà élevé des prétentions sous prétexte de résignation faite en leur faveur.

• LES ANISSONS DE LYON.

Au xvii^e siècle, les relations non seulement de l'abbaye, mais encore des familles de St-Antoine, étaient fréquentes avec Lyon, où plusieurs de leurs membres avaient émigré.

Quel lien rattachait les Anissons de Lyon à ceux du Dauphiné (1) ? On ne saurait le dire d'une manière précise, encore que leur parenté paraisse certaine.

(1) A partir de cette époque la famille Anisson n'habite plus Saint-Antoine ; plusieurs de ses membres sont établis à St-Marcellin : de là l'erreur des écrivains qui ont fait naître Charles Anisson dans cette dernière ville.

Selon Perneti (1), LAURENT Anisson fut le premier de son nom qui se soit distingué dans la librairie. Echevin de Lyon en 1670, il mourut avant le 23 octobre 1673. D'après le même auteur, il aurait eu pour oncle l'ancien procureur de Rome. Le synchronisme demande qu'il ait été le petit-neveu, sinon l'arrière-petit-neveu, de Charles Anisson mort en 1600.

Noble Laurent Anisson, sieur d'Hauteroche, fut marié deux fois. Sa seconde femme, Charlotte Guyot, vivait encore en 1687. Il laissa une nombreuse famille :

1) Jean, l'aîné, qui continua la profession de son père et imprima, entre autres ouvrages, le Glossaire grec de du Cange. « En 1690, il fut fait directeur de l'Imprimerie royale » (2). Il mourut en novembre 1721, laissant deux fils et une fille : « M. d'Hauteroche, l'aîné, conseiller au parlement, qui mourut sans avoir été marié ; M. l'abbé Anisson », et Marie, qui épousa Jean Posuel, échevin de Lyon, en 1709 ;

2) Jacques, échevin en 1711, décédé en 1714, père de : Louis-Laurent, mort en 1761, Jacques et deux filles.

Les autres enfants de Laurent Anisson furent :

3) Louis, 4) Pierre, 5) André, 6) *Laurent*, 7) *Guillaume*, 8) Joseph, 9) Antoinette, 10) Marie, 11) Jacqueline, et 12) Charlotte (3).

Deux d'entre eux, Laurent et Guillaume, furent Antonins : ils testèrent avant leur profession, le premier le

(1) *Les Lyonnais dignes de mémoire*, t. II, p. 80.

(2) Il habitait « à Paris, rue de la Harpe, au-dessus de Saint-Cosme, à la fleur de Lys de Florence. »

(3) « Un descendant (de Laurent Anisson) Alexandre-Jacques-Laurent, a été directeur de l'Imprimerie Imp. en 1809 et pair de France en 1844. » *Biogr. du Dauphiné*, t. I, p. 29, note.

23 octobre 1673 (1), et le second le 30 avril 1687 (2). Laurent était, en 1695, religieux du Petit-St-Antoine à Paris. Le 22 février 1714, il fut pourvu de la cure de St-Marcellin, au diocèse de Vienne, et la desservit jusqu'en 1720, « ayant demandé à la quitter à cause de ses infirmités » (3).

D'après Perneti, les Anissons portaient : « d'argent au vol de sable, au chef d'azur chargé de deux coquilles d'or ».

Rectification au 1^{er} article, p. 186, dernière ligne :

Au lieu de : Charles Anisson « assista aux Etats du Dauphiné en 1573 (?) », *lisez :* « ... en 1576, le 13 janvier. Il protesta contre l'entreprise de l'archevêque d'Embrun, qui s'était ingéré de présider à cause de la mort de l'évêque de Grenoble. L'assemblée reconnut et déclara que le droit de présider aux Etats appartenait à l'évêque de Grenoble, et, à son défaut, à l'abbé de St-Antoine ; et en l'absence des deux, à leurs vicaires généraux. » (*Arch. du Rhône*, fonds de St-Antoine, c. 10, ms.)

DOM GERMAIN MAILLET-GUY,

Chan. rég. de l'Imm. Conc.

(1) *Minutes* de Gab. FOURNET, vol. de 1672-3. — Dans ce testament, Laurent nomme tous ses frères et sœurs, à chacun desquels il lègue la somme de onze livres. On y voit aussi que Jean était « le frère aîné consanguin » du testateur.

(2) *Min. d'Ant.* PIÉMONT, vol. de 1687-8, fol. 38-9.

(3) *Arch. du Rhône*, fonds de Saint-Ant., cc. 166, 285 et 286.



PIERRE DAVITY

GÉOGRAPHE ET BEL ESPRIT DU XVII^e SIÈCLE
(SUITE. — Voir la 141^e livraison).

L'Europe, tient, comme il convient, le premier rang, et occupe plus de la moitié du volume. L'auteur place en tête, nous ne savons pour quel motif, l'Angleterre, et au second chapitre seulement, la France. La description qu'il donne de notre patrie est intéressante, plus encore maintenant que toutes les institutions qu'il mentionne ont disparu, qu'à l'époque où ses lecteurs pouvaient en vérifier de leurs yeux le fonctionnement. Il passe en revue toutes les provinces, avec leurs principales régions ; il en énumère les villes, les rivières, les curiosités et les particularités remarquables et en rappelle les principaux souvenirs. Le vieux Paris est placé sous les yeux du lecteur avec ses hôtels, ses monuments et ses innombrables églises et monastères. On aurait peine à s'orienter maintenant au milieu de tous ces noms disparus. Par une bizarrerie singulière, Davity ne dit mot de Lyon et n'a que cinq lignes sur le Lyonnais, qu'il mentionne seulement pour la beauté de la vallée de la Saône, « où il y a force bonnes terres, et quantité de vignes et mesme de prairies ».

La Lorraine et la Savoie sont traitées dans des *discours* à part, (pp. 330-6 et 445-60), ces deux provinces étant autrefois des duchés indépendants et n'appartenant point

encore à la France. Compris ces deux chapitres qu'il faudrait maintenant y ajouter, la description de la France occupe cent cinq pages (1).

Nous ne citerons ici de la monographie des provinces que ce qui a rapport à la nôtre. L'auteur en détermine les limites et l'étendue, puis la décrit en ces termes :

« Le Parlement de Grenoble comprend tout le Dauphiné qui a pour ses bornes, du côté du Midy, la Provence, et la ville d'Ambrun est la métropolitaine de ceste contrée, qu'on nomme le haut Dauphiné ; du Nord, il a le pays du Lyonnois et la Bresse, et de ce costé est le bas pays de Dauphiné, duquel la ville archiépiscopale de Vienne est métropolitaine ; il a du costé d'Occident le Rhosne, qui le sépare du Lyonnois et du Vivarez, et du Levant, la Savoie. Sa principale ville, c'est Grenoble, siège du Parlement, assise presque au milieu de la Province. Les villes du long du Rhosne ou bien près, sont Terway, Vienne, Rossillon, Saint-Vallier, Theim (*sic*), la Roche, Valence, Montélimart ; dans les pays et en la plaine, Quirieu, Crémieu, Bourgoin, la Tour-du-Pin, la Coste-saint-André, Saint-Marcellin, Voyron, Saint-Anthoine de Viennois, Moretel, Beaurepaire, Moras, Romans sur l'Isère, Lorient, Cabeul (*sic*), Crest, Die. Aux montagnes, Ambrun, ville archiépiscopale, Gap, Talart, Briançon, Choges (*sic*), Serre, Monbrun, la Mure, Essilles. Il y a aux montagnes les pays de Triesves, les Baronnie, le Gapençois, et le Briançonnois. Les principaux pays de la plaine sont le Graisivodan, qui est près de Grenoble, le Viennois, qui a de longueur environ dix lieues, la Valoire où sont les villes de Moras, Beaurepaire et la Coste St-André, l'un des meilleurs endroits du Dauphiné, et le Valentinois, qui

(1) Nous avons adopté la pagination de l'édition de Genève de 1619.

est aussi de grande estenduë. Le Roy Philippes de Valois acquit d'Humbert Dauphin de Viennois ceste Province l'an 1340, à condition que le fils aîné de France porteroit le nom de Dauphin » (1).

Comme on le voit, Davity n'a garde d'oublier la *ville* de Moras et la belle Valloire parmi les lieux remarquables du Dauphiné. Puis il en énumère les productions.

« Le Dauphiné produit en ses montagnes beaucoup de bled, principalement du seigle. Il y a force bons pasturages, où l'on nourrit un nombre incroyable de bestail, et par conséquent il y a beaucoup de laitage. Quant aux vins, tout ce pays de montagnes n'en porte que bien peu. Pour le regard du plat pays, il est presque tout bon et fertile du long de la rivière du Rhosne, et porte de très bons vins, dont les plus renommés sont ceux de Vienne, Teim, Valence et Montélimar. Bien avant dans le pays et près de Grenoble, il y a le Graisivaudan, qui abonde en bleds et porte d'excellends vins, principalement près de Grenoble, où l'on faict grand estat de ceux qu'on nomme de Saint-Martin (2). A trois ou quatre lieuës de là, vous avez de fort bonnes terres et de belles prairies près de Moyrans. Vous trouvez après la Valoire, qui ne cède à pays de France en abondance de froment et beauté de grain, ny semblablement en quantité de foins, veu que de tous costez on void en une grande pleine les plus belles prairies du monde meslées parmy quelques terres, et les unes et les autres sont arrousées de l'eau d'une petite rivière nommée Veuse, qui engraisse merveilleusement les terres, et la rivière d'Oron, au moins depuis la ville

(1) *Les Etats...*, p. 65

(2) Appelé pour ce motif Saint-Martin-le-Vinoux, à quatre kilomètres de Grenoble.

de Beaurepaire, en tirant vers le Rhosne. La manne vient aussi au pays de Briançonnois » (1).

Enfin, Davity dépeint le caractère de ses compatriotes d'adoption. Il montre les avoir bien connus :

« Les Dauphinois, à en parler généralement, sont fort affectionnés à leur prince, mais fort jaloux et soigneux de leur liberté, constans à la poursuite de leurs affaires, soigneux à conserver le leur. Les habitans des villes y sont courtois, affables et de bon et gentil esprit, capables de sciences, et surtout des mathématiques, curieux chercheurs des secrets naturels, libres en paroles et sociables, mais un peu dissimulez et hauts la main, ayans bonne opinion d'eux-mêmes, et se vantans volontiers. Que si nous voulons voir ce peuple plus particulièrement, il le faudra diviser en celui des montagnes et celui du plat pays. Celui des montagnes est rude et grossier, peu né aux lettres, et propre aux armes, et surtout adonné au trafic et au travail. Ces montagnars ont une coustume, qu'ainsi que l'hyver approche, ils envoient au loin ceux qui sont capables de travailler, tellement qu'il ne demeure au logis que les vieilles gens, et les enfans qui ne peuvent marcher ou gagner leur vie. On appelle Bics ou Bisoiards tous ceux qui vont dehors, et qui reviennent à Pasques ; et quelquefois ces Bics, qui sont pénibles (2), et pour la plupart accorts, deviennent riches marchands avec leur espargne. Quant à la Noblesse des montagnes, elle se sentoît autresfois de la rudesse de sa demeure ; mais maintenant qu'elle pratique Grenoble, elle ne doit guère

(1) *Ubi supra*, p. 73. — Ce passage a été reproduit en partie dans un mémoire sur le Dauphiné rédigé au XVII^e siècle, et publié dans le *Bulletin de la Société Archéologique de la Drôme*, t. X (1876), p. 262.

(2) Cette expression doit se prendre ici dans le sens de durs à la peine.

en gentillesse à celle du plat pays, qui est aussi accomplie en toutes choses, qu'aucune qu'on puisse voir en tout le reste de la France. Celle des montagnes est aussi fort épargnante, et tasche d'avoir du bien en plusieurs sortes, principalement par le moyen du bestail qu'elle nourrit, au lieu que celle du plat pays, qui est gentille et généreuse, despence son revenu honnestement, et se fréquente plus qu'aucune qui soit en France ; et pour conclure, toute la Noblesse se soustient au possible, de sortes qu'encores qu'au fort de la guerre un Gentilhomme soit logé dans une maison, au milieu d'un bois, il arrivera peu souvent qu'on luy aille faire de l'ennuy, pourveu qu'il ait bien sçeu vivre auparavant avec ses voisins ; elle est aussi toute vaillante et courageuse. Pour le regard du peuple du plat pays, il est plus civilisé que celui des montagnes ; mais il aime fort peu le travail, principalement aux lieux fertiles, et se plaist extrêmement à la fainéantise. Il est courtois et respecte fort les Gentil-hommes, qui y ont autant de pouvoir qu'en pays de France. On peut tirer des montagnes de bons soldats, mais il ne s'en tirera pas de moindres au plat pays, où les personnes semblent presque aussi peu nées aux lettres, qu'aux montagnes. Les hommes n'y sont pas si aspres au gain qu'ailleurs, et se contentent pourveu qu'ils puissent couler leurs jours sans incommodité ; non pas qu'il n'y en ait quelques-uns qui bruslent d'avarice, aussi bien qu'aux autres contrées ; mais ce que je dis, c'est ce que l'on y pratique d'ordinaire. A Grenoble et aux autres bonnes villes, comme à Vienne, Valence, Romans, les femmes se plaisent fort d'estre parées, et depuis quelque temps, ceste vanité s'est glissée par toute la Province. Je diray ce mot à la louange des Demoiselles de Dauphiné, que l'on en voit fort peu en France qui les égalent en esprit et gentillesse, et que

parmy leur franchise et familiarité, qui est fort grande, elles ont l'honneur en recommandation sur toutes les femmes du monde ; tellement que c'est presque une merveille d'ouyr parler d'une femme qui face l'amour au désavantage et au préjudice de sa réputation. » (2)

Il ne sera pas sans intérêt de mettre en regard de cette photogravure des Dauphinois celle des vrais compatriotes de Davity. Le portrait est peu flatté. On trouvera peut-être qu'il est toujours ressemblant.

« Que si nous venons au Vivarez, nous y trouverons, au plat pays, qui est fort estroict, un peuple qui n'est nullement affectionné aux délices ny à l'oisiveté, qui aime le travail et qui fait valoir le mieux qu'il peut le peu de terres qu'il possède. Le paysant y est principalement adonné à cultiver les vignes qui luy sont ordinairement de grand rapport. Il fait bonne chère, va mal vestu, au contraire de tout le reste du Languedoc. Les femmes mesmes et les enfans y travaillent, et aux terres et aux vignes. On voit au reste en ce pays de fort bons esprits, et en assez grand nombre, et ces esprits s'exercent volontiers à quelque chose de gentil, et font paroistre en leur discours et en leurs actions qu'ils ne doivent porter envie à ceux des autres provinces de France. La Noblesse y est civile et reçoit si courtoisement les estrangers, principalement ceux qui se rendent recommandables par quelque belle partie, qu'on diroit que la vertu mesme a choisi ce pays pour sa demeure. Quant à sa valeur, elle est tellement recogneüe d'un chacun, que ce seroit douter de la vérité mesme d'en vouloir débattre, tant ceste noblesse a rendu de preuves de son courage. Mais ce n'est pas seulement la Noblesse qui monstre la valeur dont elle est remplie ;

(1) *Les Estats*, p. 86

veu que, parmy le peuple, on trouvera selon la grandeur du pays plus de soldats qu'en pays du monde, et si hardis, que les plus grands et plus manifestes dangers servent à faire roidir et paroistre leur courage, et non pas l'esbranler. Ils sont grands pétardiers et industrieux, et hardis pour faire le coup qu'ils entreprennent. Tout y fourmille de personnes nées à la guerre, et dans peu d'espace, on trouvera tant de soldats déjà faits, et mesme tant de gens qui ont eu commandement dans les troupes, qu'on jugera que ce pays est le vray lieu où il faut dresser des armées, au moins pour ce qui est de l'Infanterie. Tout le mal qu'on y trouve, c'est qu'ordinairement le pays des montagnes est plein de querelles et de meurtres, et qu'il s'y fait bien souvent des assemblées, comme si l'on voulait donner quelque bataille, et ces assemblées, qui sont quelquesfois dissipées par ceux qui ont quelque pouvoir dans le pays, sont aussi parfois et trop souvent rompuës avec effusion de sang. Et quant aux singuliers combats ils y estoient avant l'Edict du Roy si fréquents, qu'on n'oyoit parler d'autre chose. Pour dire encore quelque chose des montagnes, la Noblesse y est fort courtoise et se plaict à faire bonne chère à ceux qui surviennent; mais elle n'est pas du tout si polie que celle du plat pays, excepté quelques-uns qui ont vue la Cour et y ont appris la gentillesse. Mais quant au paysan, il y est rude en ses actions; mais nullement grossier d'e-prit, veu qu'il fait dextrement ses affaires, et parle avec jugement des choses qui sont de sa cognoissance. Il est extrèmement laborieux, tellement qu'il grattera trois jours un rocher, afin d'y pouvoir planter un cep de vigne. Et ce travail est cause de sa richesse. »

(A continuer.)

CYPRIEN PERROSSIER.



CHATILLON ET SES ALENTOURS

I. — Topographie et Origines

En s'éloignant de Die, du côté des Alpes, le voyageur n'abandonne ni la voie ferrée, ni la vallée de la Drôme, toujours dominée depuis Crest par des montagnes aux formes multiples; mais, arrivé à Aix ou Pont-de-Quart, ainsi nommé de ses quatre milles de distance de la cité vocontienne, il doit gagner Châtillon en voiture, dans la direction du nord-est, à 8 kilomètres de là. Son attention n'est guères sollicitée d'abord que par l'imposante masse de rochers du mont Glandasse (1), souvent couronnée à son sommet de neige ou de nuages (2). A Saint-Roman, modeste village, bâti sur le flanc méridional du colosse diois, il perd de vue au midi une partie d'un gracieux panorama, il découvre à l'est, par compensation, le cirque verdoyant de Menglon, protégé de trois côtés par de hautes collines ou montagnes d'où s'extrait la calamine, et ensuite, au nord, un vallon fertile, couvert d'arbres à fruits et de cultures diverses, arrosé par le Bez, affluent de la Drôme. Bientôt quelques maisons apparaissent et, près d'une tuilerie, les restes d'un prieuré bénédictin, dépendant d'Aurillac, appelé Guinaise ou Guignaise, dont

(1) Les formes anciennes sont uniformément *Glandassie* et Glandasse.

(2) Son altitude varie de 1.760 à 2.025 mètres.

un de Castellane, insigne bienfaiteur des pauvres de la contrée, était titulaire en 1695. On a dès lors le profil du bourg de Châtillon, couronné de quelques débris de fortifications anciennes.

La route de Die à Grenoble par Glandage et Luc le traverse, et tandis que ses maisons inférieures descendent jusqu'au bord de la rivière, les autres montent vers le vieux château dont « il ne reste plus rien que des ruines « informes et un rocher taillé à pic au-dessus des vieilles « ruelles. Ce devait être là une position militaire de « premier ordre et le guetteur au sommet du donjon « pouvait facilement découvrir toute la vallée. » Avec le château, ses jardins et ses terrasses ont aussi disparu.

Bâti au pied du Glandasse qui l'abrite au couchant et au nord, le bourg dans son ensemble, avec la verdure de ses prairies et le teint grisâtre de ses rochers, ne manque ni de charmes ni de poésie, au point que M. Darly y a vu « l'hymen du ciel bleu de la Provence et de la nature plus grande et plus puissante du sol dauphinois. » (1)

A Mensac, hameau de Creyers, tout voisin de Châtillon, un chemin côtoyant la rivière d'Archiane conduit à Treschenu, et un autre le long du Bez, à Creyers et à Ravel, assis en face l'un de l'autre sur des hauteurs cultivées ou boisées. Une bifurcation à l'entrée du curieux défilé des Eygats aboutir, au nord-est, à Glandage et Lus, et, à l'est, à Soubreroche, Boulc et Bonneval.

Tous ces noms reparaitront plus d'une fois dans l'excursion historique entreprise ici.

Il y eut peut-être, dans les âges préhistoriques, quelques familles de chasseurs et de pêcheurs installées soit dans les grottes de Glandasse, transformées plus tard en refuges

(1) *Journal de Die*, du 19 octobre 1901.

de bergers ou de carriers, soit dans celles du massif de rochers dominant Mensac. L'abondance du gibier dans ces vals étroits et des truites de l'Archiane, renommées encore aujourd'hui, justifierait fort bien ces habitats inexplorés s'ils existèrent jamais.

Sous les Vocontiens, les patientes recherches du savant docteur Long, n'ont révélé aucun monument de leur époque à Châtillon et il faut remonter aux Romains pour y recueillir des traces d'une civilisation avancée. L'habile archéologue n'est pas éloigné de croire à l'identité de *Geminæ*, ville perdue, avec Mens en Trièves, et à l'étymologie du nom de la vallée tiré de ses trois routes, (*Trivie*) placées sous la protection de Diane et se dirigeant à Grenoble; celle de Gap, celle de Die et celle de Provence par Luc, Poyols, La Motte, Remuzat et Nyons. La première demeure évidemment en dehors de notre étude: celle de Die franchissant le Glandasse au col du Haut-de-Gras, par un sentier bordé de précipices, est presque inconnue de nos jours; mais celle de Provence qui traverse Châtillon, se dirigea d'abord vers Treschenu et les Nonnières et ensuite vers Glandage et Lus.

L'ancienneté de cette voie résulte de la fondation au ^{vi}^e siècle d'un monastère de filles aux Combeaux, sur Treschenu, par une élève de S^{te} Radegonde, et de sa ruine par les Sarrazins, au ^{viii}^e. Mais prouve-t-elle suffisamment l'existence de Châtillon à ces époques reculées? Tout d'abord l'absence complète d'inscriptions romaines semble infirmer l'hypothèse affirmative; cependant comme il y a eu jadis vers Guinaise, une villa patricienne, centre d'une importante exploitation agricole, on peut en conclure que les Romains habitèrent le pays. M. Long rappelle, en effet, la découverte en 1826, d'une caisse en plomb renfermant une urne en verre, des os brûlés et une médaille en argent

de Trebonianus Gallus (252 de notre ère) et tout près du tombeau, de neuf petites fioles ou lacrymatoires en verre, dont deux contenaient un extrait pharmaceutique d'odeur résineuse et quatre ustensiles en bronze semblables à la garniture d'une crosse de fusil. L'année suivante, au même endroit, les travaux de la route mirent à jour des médailles, des vases en verre de formes variées et une urne bien conservée en albâtre blanc veiné de gris. « Elle « paraissait renfermer les restes d'une femme, car elle était « entourée de petites boîtes en bronze, dans lesquelles se « trouvaient des cylindres noirâtres, semblables, pour la « forme et la grosseur, à des crayons d'une consistance un « peu ferme, restes d'un nécessaire de toilette, analogue « aux boîtes à mouches des dames des premières années « du XVIII^e siècle, à l'usage de la défunte. Ce lieu était « destiné aux sépultures publiques qui étaient presque « toujours placées sur le bord des grands chemins » (1).

Ces détails permettent de reconnaître-là une riche habitation, détruite probablement par les Sarrasins ou tous autres envahisseurs, et peut-être aussi, un peu plus haut, l'existence d'une tour ou d'un fort qui donna son nom au bourg naissant (2). Les auteurs affirment, en effet, que les Romains employèrent souvent ce mode de défense. Une charte de 1509 mentionne même une autre tour, alors ruinée, à Charrociels, près du Bez, ayant une destination pareille.

Si les invasions barbares qui se ruèrent sur le Midi ne pénétrèrent pas toutes dans cette région montagneuse, il y en eut d'autres sans doute inconnues encore, également fatales à ses habitants, car il n'est pas question d'eux sous

(1) *Mémoires sur les antiquités du pays des Vocontiens*, p. 162.

(2) *Castellio*, en latin, pour *Castellum*, châtelet, castel, petit château.

les Gallo-Romains, les Burgondes, les Francs et les rois de Bourgogne, successeurs de Bozon, élu à Mantaille en 879. Il faut même remonter aux comtes de Die pour trouver les premières pages de l'histoire de Châtillon, c'est-à-dire au XI^e siècle.

II. — Les comtes de Die et les Artaud.

Les empereurs romains appelaient *comtes* leurs conseillers et, si au IV^e siècle, des fonctions militaires leur furent confiées, ils devinrent gouverneurs des villes au siècle suivant. Les rois de France des deux premières races leur conservèrent cette mission en y joignant l'autorité judiciaire (2). Charles-Martel, pour récompenser ses compagnons d'armes, créa de nouveaux bénéficiers et, en 877, les uns et les autres obtenaient l'hérédité de leurs charges et de leurs droits. Dès lors, ni Bozon, élu roi de Bourgogne, ni son fils, Louis l'aveugle, ne peuvent arrêter leurs empiètements. Aussi, à la mort de Rodolphe III, dit le Fainéant (1032), les comtes de Die, de Valence et autres villes se regardaient-ils comme souverains.

Dès 1027, du vivant même du dernier roi de Bourgogne, Aleyris, épouse de Guillaume, comte de Forcalquier, issu en ligne directe de Rotbold, vainqueur des Sarrasins, prenait le titre de comtesse de Die. On lui donne pour fils et pour successeur Bertrand et pour petit-fils Guillaume-Bertrand et Geoffroy ou Ponce. Après eux Guillaume fut remplacé par Isoard I^{er}, dont les historiens de la première croisade louent le courage et la sagesse (1099). Il aurait vendu, d'après Chorier (1), la plus grande partie de son

(1) Quantin, *Dictionnaire de diplomatique*, au mot comte.

(2) *L'allodialité dans la Drôme*, par M. de Pisançon, p. 218.

patrimoine aux évêques de Die, pour couvrir les frais de son voyage en Palestine.

Jaucerand, son héritier, n'est guères connu que par deux chartes d'Isoard II, bienfaiteur de la chartreuse de Durbon et vassal de l'évêque de Die pour Luc (1159 et 1168). Ce comte laissa Pierre Isoard, Roais, Isoarde et, selon le judicieux et savant auteur des *Mémoires sur les comtés de Valentinois et de Diois*, la légendaire comtesse de Die, illustre par sa beauté et par ses compositions poétiques. A l'appui de cette opinion, il est permis d'invoquer un ancien manuscrit la qualifiant épouse de Guillaume de Poitiers, auquel une bulle de 1165 attribue des possessions dans le Diois (1)

Pierre Isoard mourut peu de temps après son père, sans laisser de postérité. Roais, sa sœur, en donnant sa main à Hugues Artaud d'Aix, lui porta Châtillon en dot.

Ce nouveau seigneur, qui descendait aussi des anciens comtes de Die, devint puissant dans la contrée ; mais, à la mort de son épouse, le dégoût des grandeurs l'obsédant, il se fit chanoine régulier à Saint-Marcel, dans le chef-lieu de ses états (1211).

De ses deux fils Guigues et Guillaume Artaud, l'aîné avait cessé de vivre en 1223 et transmis son héritage à Guillaume, auquel à cette occasion l'évêque de Die réclama l'hommage, en qualité de seigneur supérieur en partie d'Aix, Molières, Ravel, Borne, Glandage et Lus.

Comme il s'y refusait, Guillaume de Bourdeaux et Rambaud d'Ozasèche, arbitres du différend, le condamnèrent à remplir ce devoir en 1224. Ce qu'il fit encore, en 1239, pour Châtillon, Treschenu, les Nonnières et Archiane.

(1) M. Jules Chevalier, *Mémoires*.

Isoard II et Pierre-Isoard, fils de Guillaume Artaud, se partagèrent sa succession : l'aîné obtint les châteaux et fiefs de la baronnie de Châtillon et Pierre Isoard, la seigneurie d'Aix et des terres de Trièves.

Isoard II octroya des libertés à ses vassaux, dont le texte est perdu, et eut de Draconnette de Montauban, son épouse, une fille appelée Malbérione, Malberjone et Malbergone, et Raymond dit de Montauban.

Malbérione s'unit en 1239 avec Raymond I^{er} de Baux, né du mariage de Guillaume I^{er} de Baux, prince d'Orange et d'Ermengarde de Mévouillon. M. le docteur Barthélemy, qui a si heureusement analysé les chartes des de Baux, ne croit pas à leur descendance des rois mages, ni à celle des Balthes, Wisigoths et Goths puissants, et les fait remonter seulement à Pons-le-Jeune, dont les fils Geoffroy et Hugues vivaient en 1059. Toutefois il ne rejette pas absolument la filiation de Pons-le-Jeune depuis 997.

Hugues laissa Guillaume-Hugues ; celui-ci, Raymond I^{er} seigneur de Berre (1095-1159), père de Bertrand I^{er}, prince d'Orange (1130-1181), par suite de son mariage avec Tiburge d'Orange qui lui donna plusieurs enfants et entre autres Guillaume dont un des fils, Raymond I^{er}, s'unit avec Malbérione Artaud.

Châtillon, d'après ces détails, a eu des possesseurs connus dans l'histoire dès l'origine de la féodalité, et bien que son château fort n'ait pas été leur demeure de prédilection, ils n'ont pas laissé d'en éterniser le souvenir.

(A continuer.)

A. LACROIX.

UN TORRENT LA DRÔME

(SUIRE. — Voir les 127° à 141° livr.)

Sur quatre lieues de trajet, un chemin, un seul, pour passer de la rive droite sur la rive gauche. Souvent, des villageois, traversent à même le lit de la Drôme, pour couper court. Rien n'est paradoxal et joli comme ces blaudes d'azur féroce en marche dans la rivière chauffée à blanc. On songe aux caravanes, au Sahara, au mirage, d'ailleurs non décevant, car, à travers les sables, ce sont les rives verdoyantes qui le suscitent. Le chemin que l'on a eu le bon esprit de confier à un pont de cinq arches en pierre brûlée de Grane, relie Alex à ce bourg et trace ainsi dans sa plus grande largeur la coupe de la vallée. Il offre un développement de quatre kilomètres environ.

Cette rive gauche est plus agreste, plus mouvementée. Elle a aussi moins de plaine arrosable le long de la Drôme. A la parcourir on la trouverait remplie de cachettes pour bergers idylliques, de vallons d'églogue aux fontaines doucement murmurantes, de jardins et de bois suspendus. La plus belle fille de ses roches rousses s'appelle *Granette*, rivièrette aux bords délicieux, et fort rarement méchante. Quoi d'étonnant après cela qu'elle ait mis au monde la *Joyeuse Troupe félibréenne*, dont j'évoquai tantôt les mérites et l'action salutaire. J'ai dit combien j'aimais ces butineurs de rêve qui n'ont pas cessé d'être agriculteurs,

artisans ou pâtres et qui, en se jouant, acheminent le pays vers une sage décentralisation. Je pense, comme Almoríc, que la remise en honneur du vieux langage peut être, dans une certaine mesure, la remise en honneur de la terre que nos aïeux fécondèrent de leurs sueurs.

*Lou paysan amo sa terro
Que li semound toujour de pan
En bien trimant ;
Amo sa maisou soulilairo
Amo veire soun viei cubert
Soun calabert.*

Le paysan aime sa terre — qui lui donne toujours du pain, — en bien trimant ; — Il aime sa maison solitaire — il aime à voir son vieux toit — son hangar.

Que n'aime-t-il pas ce paysan qui célèbre la toiture grise de son clocher — pas trop pointu — plus souvent tronqué — comme en dressent tant les vallées du Diois ?

*.... la tèuligno griso
De soun cluchié pas bien pounchu
Plus lèu moutu.*

Qui est faraud en même temps, qui se sent quelqu'un et a le courage de l'affirmer.

*Lou paysan sus sa montagno
Ac'eis un rei sulide e fier
Pas rei d'ahier ;
Un rei bouchas, un rei d'eigagno
Plus matinié que lou soulé,
Lou rei soulé.*

Le paysan sur sa montagne, — c'est un roi solide et fier — pas roi d'hier ! — Un roi agreste, un roi de rosée — plus matinal que le soleil — le roi soleil

Avec Divajeu (*Deus adjuvat*), situé en face de Crest et d'où descend jusqu'à la Drôme le ravin de *Lambres*, souvent opaque et toujours charmant, les communes de Chabrillan, et de Grane accaparent la rive gauche. Chabrillan, *Chabreilhe* au Moyen-âge et dans le langage

populaire, était un fief des comtes de Valentinois. La terre achetée par Louis XI, fut presque aussitôt échangée contre le domaine de Pierrelatte, possédé par les Moreton. Ces derniers acquirent de si grands biens que les commères pensent flétrir encore certains dissipateurs en disant d'eux qu'ils *mangeraient la fortune à M. de Chabrilan*. Chabrelhe, un moment chef-lieu de canton du district de Crest, en 1790, a gardé l'aspect féodal. De la colline d'où dévalent follement ses maisons rousses, on jouit d'une belle vue sur le bassin de la Drôme et les monts de la Forêt de Saou empilés les uns sur les autres, à l'orient. Le château, à peu près complètement ruiné, protège de ses pans charitables l'épine et le chardon contre les vents du nord. L'église n'a pas même la pauvreté touchante de beaucoup de paroisses rurales. Par contre, la chapelle du cimetière, sous le vocable de *St-Pierre*, reste d'un prieuré d'Augustins, filiation de St-Thiers, a mérité d'être classée parmi les monuments historiques. C'est l'un des nombreux exemplaires du style roman campagnard en usage dans nos régions pendant trois siècles.

*Au soulé dōu meijour (1)
lou chabrelhan bouligo.*

Il n'est nullement question du village dans cette devise un peu singulière ; il s'agit ici d'un frelon assez commun sur les rives de la Drôme. Mais en la prenant pour emblème, Almorice n'a-t-il pas voulu symboliser du même coup son pays natal ?

Delacroix assure que le nom de Grane vient de *Granée*, nymphe des bois, par allusion aux forêts dont le territoire était couvert. D'autres, avec l'abbé Vincent, préfèrent le tirer de *granum* (grain, céréales), c'est-à-dire fertilité, abondance. Quelle que soit l'opinion suivie, notre

(1) Au soleil de midi, le chabrelhan prend son essor (Devise de la Joyeuse Troupe félibréenne des rives de Granette)

bourgade peut s'en accroître. Les Comtes de Valentinois, qui avaient à Grane une de leurs résidences favorites, donnèrent en 1370 une charte de libertés aux habitants. Quarante-six ans plus tard, la forteresse était le théâtre d'un événement fort curieux et j'ai raconté comment l'évêque Jean de Poitiers, ami de Jean Sans Peur, s'y montra le digne émule du duc de Bourgogne. Son crime, d'ailleurs ne lui profita guère, car la terre entra dans le domaine delphinal en 1419. Comprise dans la dotation de Diane de Poitiers au siècle suivant, elle fit partie en 1642 du Duché de Valentinois constitué en faveur des princes de Monaco.

Grane a son importance. Nœud des routes qui mènent à Crest et à Loriol d'une part ; de l'autre à Allex, puis à Roynac et Marsanne par le pittoresque village de la Roche-sur-Grane et le col forestier de *Tartaiguille* (466 m.), c'est un *passage*, comme disent les ruraux, un centre, un point où la montagne — qui n'est plus l'Alpe, on l'entend bien — aime à prendre contact avec la plaine. Le bourg est propre, un peu dégingandé par tradition féodale et combien curieux avec son clocher armoricain, ses maisons chenues, sa tour aux tons chauds, pan de mur en bossage suspendu sur l'abîme ! Pour se rendre compte du choix heureux des Poitiers, il suffit d'escalader la fière colline qu'ils fortifièrent et qu'ils marquèrent de leurs mœurs. On voit des lierres vigoureux étreindre les murailles, des vignes se cramponner aux talus jonchés de débris, et l'on vous montre un espace vide qui porte le nom de *Chambre de la Dame* et qui fut, dit-on, l'appartement de Diane de Poitiers. On surveille de cette terrasse presque toute l'ancienne terre de Grane arrosée par *Granette*, *Béonette*, et encore un *Merdari* ; *Combe-Maure*, dont les manants jugés infidèles à cause de la brûlure de leurs traits, étaient frappés d'une sorte de flétrissure ; la *forêt de Filan*, si précieuse aux maîtres de céans ; ici près, *Notre-Dame-d'Andéa*, prieuré célèbre, dévoré peu à peu par les exigences d'une exploitation rurale.

Le clocher de Grane mérite l'attention. C'est une pièce

rare et quasiment unique, je crois, dans un pays comme le nôtre si fortement imprégné de civilisation latine. Imaginez la plus trapue, la plus campagnarde des tours, pointant tout à coup dans le ciel la grâce effilée d'une flèche. Flanquez cette tour d'une tourelle guerrière du côté qui regarde la bise. Ornez cette flèche de crosses végétales et couronnez d'un lis le sommet ogival de ses fenêtres lilliputiennes. Enfin, baguez-la à mi-hauteur d'un anneau discret et amortissez d'une croix légère sa cime tout épanouie de bulbes, et vous aurez une idée de ce monument, à la fois grâce et rudesse, comme le moyen âge en a fait tant fleurir dans la lande bretonne. Il est fâcheux qu'un tire-ligne sans art ait empâté dans la maçonnerie, déformé sous le badigeon le bel et léger octogone de la tourelle sous prétexte de consolidation. Veuf de son église depuis plus de trente ans, le clocher sert maintenant de beffroi communal. Des parties de celle-ci ont servi à construire un Hôtel de ville dont une porte basse, fort ancienne, est remarquable. Rien à dire de la nouvelle église bâtie sur un belvédère qui domine la vallée de la Drôme. Elle affirme, en dépit des tons agréables de la belle molasse exploitée ici, le néant pompeux de l'architecture religieuse de notre temps.

Bourg agricole et sans ambition, fier à bon droit de son hôtellerie réputée à plusieurs lieues à la ronde, Grane possède cependant trois filatures et moulinsages de soie. Sa rivièrette y fait aussi mouvoir plusieurs artifices. Elle roule en moyenne un peu plus d'un mètre cube à la seconde, eau rieuse que gaspille la Drôme imbécile, comme si elle attendait d'autres tributs, comme si ce n'était pas son dernier affluent. Née à la Répara, *Granette* descend très rapidement par des ravins les territoires d'Auriples et d'Autichamp, se double d'un ruisseau au-dessous de la Roche-sur-Grane ; puis elle débouche en plaine où, moins pressée elle se mêle aux rondes enfantines des saules, aux farandoles éperdues des peupliers. Elle se perd enfin dans la Drôme en face d'Allex, après quinze kilomètres de cours.

FÉLIX GRÉGOIRE.



NÉCROLOGIE.

M. le chanoine CYPRIEN PERROSSIER

ARCHIVISTE DU DIOCÈSE DE VALENCE ET CURÉ DE BAYANNE

Décédé le 21 Mai 1902

La mort, qui ne se lasse pas d'éclaircir les rangs de notre société, vient d'y faire un nouveau vide, en frappant, il y a quelques jours, presque subitement, un de nos collègues les plus estimés et les plus aimés. C'est de M. le chanoine Cyprien Perrossier qu'il s'agit. Ecclésiastique savant et pieux, dont la passion pour les livres et les études historiques était presque légendaire dans notre région, et dont les nombreux travaux, justement appréciés, sont trop connus pour que je les énumère ici, il avait trouvé, après quelques changements, le poste qui lui convenait tout à fait dans cette petite cure de Bayanne, sorte d'ermitage assez rapproché de Valence pour lui permettre d'aller chaque semaine se plonger, — le mot n'est pas trop fort, — dans les archives dont il avait charge, assez loin de la foule et du bruit pour qu'il put y mener tout à la fois, la vie d'un anachorète et celle d'un bénédictin, qui furent l'une et l'autre siennes ; autrement se confiner dans l'étude et dans la prière. Et de fait, c'est bien là, je crois, qu'il a passé ses meilleures années, vivant dans un continuel commerce avec les livres, les manuscrits et les papiers de toutes sortes qu'il accumulait sans cesse autour de lui ; toujours déchiffrant quelque vieux document, consultant quelque volume ou condensant en quelques pages le résultat de

ses recherches, et ne se distraisant jamais de cet absorbant labeur, qui faisait sa joie, que pour remplir avec la plus scrupuleuse ponctualité ses devoirs de prêtre et de pasteur d'âmes, devoirs auxquels il ne manqua certainement jamais, non plus, attendu qu'il était avant tout et par dessus tout homme de devoir. C'est même à cela qu'est due sa fin relativement prématurée, car il est mort des suites d'une fatigue contractée en allant voir un malade, par une nuit pluvieuse, alors que son corps épuisé par les macérations était incapable de supporter semblable secousse. Du reste, il ne pourrait y avoir de plus éloquent témoignage de la sollicitude avec laquelle il veillait sur le petit troupeau qui lui avait été confié, que les larmes répandues sur son cercueil par ses paroissiens.

En un mot, c'est en ouvrier de la vigne du Seigneur ayant rempli sa tâche que notre regretté collègue s'en est allé de ce monde, et c'est une perte d'autant plus sensible pour la Société d'Archéologie et de Statistique de la Drôme, dont il faisait partie depuis sa fondation, qu'il était un de ses membres les plus dévoués et les plus laborieux, avec cela d'une bienveillance et d'une obligeance rares, et d'une modestie peut-être plus rare encore ; enfin, un érudit de mérite en même temps qu'un saint prêtre et, pour tout dire, un de ces hommes qui ne doivent rencontrer que des sympathies, parce qu'ils sont eux-mêmes pleins de sympathies pour toutes les créatures humaines.

Personnellement, j'ai été d'autant plus rudement atteint par le coup qui a frappé M. le chanoine Cyprien Perrossier, que mes relations avec lui remontaient au temps lointain où il était professeur au collège ecclésiastique de Crest, nous étions même déjà fort liés lorsqu'il dit sa première messe, à laquelle j'assistai, dans la chapelle de cet établissement, et notre liaison, naturellement amenée par la similitude des goûts, se fortifia ensuite peu à peu, jusqu'à devenir une véritable amitié. Tellement que, tout en ne méconnaissant

pas, de bien s'en faut, les services que m'a rendu cet infatigable chercheur, dont le concours me fut souvent précieux pour mes travaux, c'est encore l'ami que je regrette le plus en lui

Homme de cœur dans le sens le plus élevé du mot, les consolations de M. Perrossier ne me firent, en effet, pas plus défaut que ses prières aux heures douloureuses de ma vie, et les témoignages d'attachement qu'il me prodigua en toutes circonstances ne sauraient pas plus être nombrés qu'oubliés par moi, du moment que je ne suis pas un ingrat. Partant, on ne s'étonnera donc pas que j'aie mis dans ces lignes, dictées par une affectueuse reconnaissance, quelque chose de l'émotion sous laquelle je croulai, en quelque sorte, l'autre jour, en saluant sa dépouille au seuil de l'église de Bayanne.

Abstraction faite d'une amitié meurtrie, ce n'est d'ailleurs jamais, ce me semble, sans quelque tristesse qu'un homme sur son déclin voit un de ses compagnons de route le précéder dans cet insondable au-delà, qui est cependant le suprême espoir des hommes de foi ; car, pour ce qui me regarde, il en est d'autant plus toujours ainsi, que je refais chaque fois, en me l'appliquant, cette mélancolique et si juste réflexion d'un grand penseur de notre temps, au lendemain de la mort d'un de ses amis : « Ce qu'il y a de plus « triste dans la vieillesse ce n'est pas de vieillir, mais de sur-
« vivre ; ce n'est pas de voir diminuer nos forces et croître
« nos infirmités, mais de sentir grandir la solitude autour de
« notre pensée et l'indifférence autour de notre cœur. »

J. B.-D.

Crest, le 10 juin 1902.

M. LUDOVIC VALLENTIN

Le 10 juin une nombreuse assistance accompagnait à sa dernière demeure M. Ludovic Vallentin, ancien magistrat, et président de notre Société, enlevé presque subitement à la science, ainsi qu'à l'affection de sa famille et de ses confrères.

Le deuil était conduit par MM. Humbert Vallentin, capitaine au 52^e d'infanterie, et Roger Vallentin, receveur de l'enregistrement à Saint-Péray.

Deux délégués de la Société se trouvaient dans le cortège et ont adressé un dernier adieu au regretté défunt.

M. Nugues s'est exprimé ainsi :

« Au nom de la Société d'Archéologie et de Statistique de la Drôme, je viens rendre un hommage ému à son vénéré Président, M. Ludovic Vallentin, emporté si rapidement et si cruellement ravi à l'affection des siens.

« Pendant quatre années M. Vallentin, que son érudition profonde avait désigné à nos suffrages, a présidé nos séances avec une sûreté de vues, une science parfaite en toutes matières archéologiques, et toujours une grande aménité de formes.

« La Société d'Archéologie présente à sa famille si cruellement éprouvée l'expression bien sincère de sa douloureuse condoléance

« Adieu, cher M. Vallentin, au revoir dans un monde meilleur. »

Voici l'allocution de M. Lacroix :

« Aux larmes d'une très ancienne famille, cruellement frappée, la Société d'Archéologie de la Drôme se fait un devoir de venir joindre les siennes. Des voix plus autorisées rendront

hommage à la science juridique, à l'élocution facile et à la haute intelligence du magistrat ; pour nous, c'est le maître, c'est l'antiquaire érudit et obligeant que nous pleurons. Initié de bonne heure aux secrets du passé par son grand-père Edouard de Laplane, membre de l'Institut, et par M. Denis Long, l'habile archéologue de Die, le cher défunt s'éprit encore bien jeune d'un vif enthousiasme pour la connaissance approfondie des institutions, des monuments, des richesses artistiques de la province, et travailla chaque jour à enrichir ses collections et celles du Musée de Montélimar. Aussi aucun ami de l'antiquité ne passait-il dans cette ville sans visiter ses vitrines et sans recourir à son érudition.

« Entré l'un des premiers dans la Société fondée à Valence en 1866, il en fut constamment le guide éclairé et contribua ainsi à assurer quelque renom à ses 35 volumes d'études locales. Il faisait également partie des Sociétés savantes de l'Isère, des Hautes-Alpes et de Vaucluse, prouvant ainsi l'intérêt qu'il prenait à la décentralisation littéraire et scientifique, et de la Société des antiquaires de France, et de la Société française d'archéologie. Possesseur d'une riche bibliothèque et de documents importants sur le Dauphiné, il aurait pu laisser de nombreux ouvrages ; il a préféré tout en consacrant à l'armée un de ses fils, destiner les deux autres à la science historique, où l'un, M. Florian, décédé avant l'heure, a brillé glorieusement, et où l'autre, M. Roger, tient aujourd'hui en numismatique et en archéologie un rang des plus distingués.

« Ces souvenirs à eux seuls justifient amplement nos regrets et nous font espérer des érudits futurs la même fidélité à sa mémoire que celle de ses contemporains. Le passé n'est-il pas la leçon de l'avenir et n'est-ce pas une œuvre méritoire que de recueillir pieusement les noms et les actes des ancêtres.

« Adieu donc, cher maître, ou plutôt au revoir. »

SÉANCE DU 30 JUIN 1902

PRÉSIDENTENCE DE M. NUGUES

La lecture de la lettre de M. BRUN-DURAND dans laquelle il exprime le désir de se retirer de la Société est suivie d'un vote unanime le proclamant président d'honneur, en considération de ses remarquables travaux sur l'histoire locale.

Le même témoignage de haute estime est accordé à M. le chanoine Ulysse CHEVALIER, correspondant et lauréat de l'Institut, si justement renommé dans le monde savant.

Une discussion s'engage ensuite, au sujet des termes un peu vagues de la circulaire de convocation sur le but précis de l'élection qui doit avoir lieu le 30 juin. Les membres présents décident, à la majorité, qu'elle comprendra le bureau et le comité de publication et non pas seulement le trésorier.

Le vote a lieu aussitôt après constatation de la présence de treize membres et de dix-neuf procurations régulières, et donne les résultats suivants :

<i>Président.</i>	M. Charles MOSSANT . .	28 suffrages.	
<i>1^{er} Vice-Président</i> . .	M. NUGUES	26	—
<i>2^e</i>	Mgr BELLET	25	—
<i>3^e</i>	M. EMBLARD	21	—
<i>Secrétaire-adjoint</i> . .	M. COLOMB (1)	29	—
<i>Trésorier.</i>	M. MELLIER	27	—
<i>Trésorier-adjoint.</i> . .	M. TRACOL	25	—

Comité de publication :

MM. GUILLEMINET	27 suffrages.	
Jules CÉAS	27	—
le chanoine MAZET	27	—
Marius VILLARD	27	—

Il est décidé, en dernier lieu, que désormais les cotisations seront reçues par le Crédit Lyonnais et que celles de l'année courante, non réclamées encore, le seront au mois d'août prochain.

(1) Le 19 octobre 1896, M. LACROIX a été déclaré secrétaire perpétuel.



CHRONIQUE

La liste des membres de la société et celle des sociétés correspondantes ne pourront être publiées, faute de place, que dans la prochaine livraison.

OUVRAGES REÇUS

— *Nordiske fortidsminder Udgiune af det K.Gl. nordiske olds kriftselskab*, in-4°, avec des résumés français.

— *Mémoires de la société royale des antiquaires du Nord*. Copenhague 1901, in-8°.

— *Journal des Savants*, mars et avril 1902.

— *Annales du musée Guimet. L'exploration des nécropoles gréco-byzantines d'Antinoë*, par Gayet. — *L'aile nord du pylone d'Amenophis III à Karnak*, par MM. Legrain et Naville. Paris 19,202, 2^{me} livr. in-4°.

— *Bulletin archéologique du comité des travaux historiques et scientifiques*. Année 1901, 3^{me} livraison.

— *Bulletin historique et philologique*, 1901, n° 3 et 4.

— *Saint Thomas d'Aquin. Le saint, le penseur, son œuvre et sa destinée. Discours prononcé pour la fête patronale de l'Institut catholique de Lyon, avec des notes historiques et bibliographiques*, par Charles-Félix Bellet. — Paris, 1902. Broch. in-8°. Etude aussi savante que bien écrite.

• — Maurice Herbette. *Une ambassade turque sous le Directoire*, avec neuf planches hors texte. Paris, librairie académique, Didier, 1902, 1 vol. in-8°, 343 pages. L'auteur raconte en historien fidèle l'arrivée triomphale d'Esséid Ali

Effendi en 1797, l'émeute de curiosité qu'il souleva, et son retour à Constantinople, en 1802, après avoir assisté à la rupture des relations de la France avec la Turquie et laissé à son remplaçant le soin de signer la paix. Cette curieuse et savante étude se lit avec un véritable plaisir.

— Colonel E. Perrossier, mainteneur de l'Académie des Jeux floraux. *Constantin, Drame en trois actes*. Tulle, Mazeyrie, 1901, broch. in-8°, 58 pages. Notre compatriote appartient à l'école de Racine et de Corneille ; sa rime est toujours riche, et son style élégant. Le caractère de ses personnages est bien tracé et son drame, au théâtre, serait certainement applaudi.

— *La suite de la Chronique d'Uzerche (1320-1373)*, tirée du Reg. lat. 303, par Georges de Manteyer, Paris, 1902.

Curieuses révélations historiques.

A. LACROIX.





TABLEAU DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE
ET DE STATISTIQUE

de la Drôme en 1902

Présidents d'honneur :

M. le Préfet de la Drôme.
Mgr l'Evêque de Valence.
M. le chanoine Ulysse CHEVALIER.
M. BRUN-DURAND, ancien magistrat.

Membres du Bureau :

M. MOSSANT (Charles), *Président*.
M. NUGUES (Alphonse),
Mgr BELLET (Charles),
M. EMBLARD (Léon),
M. LACROIX (André), *Secrétaire*.
M. COLOMB (Victor), *Secrétaire-Adjoint*.
M. MELLIER (Etienne), *Trésorier*.
M. TRACOL, *Trésorier-Adjoint*.

Membres titulaires

MESSIEURS,

ARCES (le marquis d'), à Mercurol.
AURIC, ingénieur des ponts et chaussées, à Valence.

BABOIN (Henri), ancien député, au château d'Alivet, près Renage.

BARBIER, avocat, à Valence.

BELLIER DU CHARMEIL, ancien magistrat, avocat, à Valence.

BERNON (J. DE), docteur en droit, à Paris.

BONY (M^{me}), née de Gallier, à Tain.

BOUCOD (Auguste), à Saint-Vallier.

BOUFFIER (Amédée DE), à Livron.

CÉAS (Jules), imprimeur, à Valence.

CHABRIÈRES-ARLÈS (Auguste), à Lyon.

CHABRILLAN (le comte DE), à Paris.

CHABRILLAN (le comte Paul DE), à Saint-Vallier.

CHATENIER, directeur de l'Ecole supérieure, à Bourg-de-Péage.

CHEVALIER (le chanoine Jules), professeur au Grand-Séminaire, à Romans.

CLÉMENT (Emile), à Romans.

DU PORT-ROUX, à Romans.

FAURE-BIGUET, conseiller à la Cour de cassation, à Paris.

FAURE, ancien président du tribunal, à Valence.

FAVIER, pharmacien de 1^{re} classe, à Pierrelatte.

FLORANS (le marquis DE), à la Roque-d'Anthéron.

FONTGALLAND (Anatole DE), à Die.

FORQUET DE DORNE, conseiller honoraire à la Cour de cassation à Angers.

FROMENT (l'abbé), curé de Mercurol.

GAILLARD, avoué, à Valence.

GAILLARD-BANCEL (DE), député, à Alex.

GALLE, agent-voyer en chef des Hautes-Alpes.

GALLIER (Humbert DE), à Paris.

GAUDEMARIS (le Marquis de), au domaine de Massillan,
par Orange.

GIRARDON, avocat, à Divajeu.

GUILLEMINET, ancien professeur, à Valence.

ISNARD (le chanoine), curé à Suze-la-Rousse.

LA BAUME (DE) marquis du Puy-Montbrun, à la Garde-
Adhémar.

LATUNE (Charles), à Crest.

MAS (le comte Pierre DE), à Tain.

MAURIN (Alcide), docteur en médecine, à Crest.

MAZET (le chanoine), aumônier, à Valence.

MEAUDRE (Lodoïs), ancien magistrat, à Paris.

MESSIÉ, avocat, à Montélimar.

MONIER DE LA SIZERANNE (le comte), à Béausemblant.

MONTEYNARD (le comte DE), à Montelier.

MONTLUISSANT (DE), capitaine d'infanterie, officier d'or-
donnance du général commandant le 14^e corps
d'armée, à Lyon.

MORIN-PONS, auteur de la *Numismatique féodale du
Dauphiné*, à Lyon.

MORIN (Henri), à Dieulefit.

NOYER (Charles), conseiller général, à Dieulefit,

POITOUX, architecte à Valence.

PROMPSAL (Emile), à Châteaudouble.

REBOUL DE LA JUILLIÈRE, ancien auditeur au Conseil
d'Etat, au château de Vaire, par Roche-les-Beaupié.

REY, architecte, à Valence.

REYNAUD, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat,
maire de Die, à Paris.

ROUX, conservateur des Eaux et Forêts, à Valence.

RUZAN, directeur du Crédit foncier, à Lyon.

SABATIER (Paul), à Crest.

SAYN (Gustave), à Montvendre.

SOUBEYRAN DE SAINT-PRIX, juge, à Paris.

TAVENAS (l'abbé), professeur à la Maîtrise de Valence.

THOMÉ, ancien notaire, à Lyon.

TOURNIER, directeur du Crédit Lyonnais, à Valence.

TRACOL, architecte, trésorier adjoint de la Société, à Valence.

URTIN (Marc), avocat, maire de Bourg-lès-Valence, à Valence.

VALLENTIN DU CHEYLARD (Roger), receveur de l'enregistrement, à Saint-Péray.

VILLARD (Marius), architecte-voyer de la ville, à Valence.

Membres correspondants :

MESSIEURS,

ADHÉMAR (le comte Victor d'), à Toulouse.

AUTANE (le comte d'), au prieuré d'Ardènes, à Mane (Basses-Alpes).

BATTENDIER (le chanoine), directeur de la *Semaine religieuse*, à Viviers.

BAUME-PLUVINEL, (M^{me} la marquise DE LA), à Paris.

BELMONT, à Lyon.

BENOIT D'ENTREVAUX, à Lyon.

BENOIT D'ENTREVAUX, au château d'Entrevaux, près Privas.

BERNARD, conseiller à la Cour d'appel, à Grenoble.

BERTHIN (Eolde), à Beaurepaire (Isère).

BERTRAND (l'abbé Isidore), à Bar-le-Duc.

BÉTHOUX (l'abbé), à Saint-Michel-en-Beaumont (Isère).

BEYLIÉ (Jules DE), ancien magistrat, à Grenoble.

BLANCHET (Augustin), manufacturier, à Rives.

BLANCHET (Victor), à la papeterie, à Rives.

BOISGELIN (le marquis DE), à Aix (Bouches-du-Rhône).

BOISSIEUX (Maurice DE), à Lyon.

BOURG (Gontran DU), au château de l'Ile-Vieille, près Montdragon.

BROSSET-HECKEL (Edward), à Lyon.

BOYER DE BOUILLANE, avocat, à Paris.

CAIZE (Albert), membre de la Société des gens de lettres, au Havre.

CHAPER, à Grenoble.

CHAMPAVIER (Maurice), à Paris.

CHAPON (Jules), à Paris, (agence Parisienne de la *Gironde* et la *Petite Gironde*).

CHENAVAS, député, conseiller général de l'Isère, à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs.

COLAS DE LA NOUE, ancien magistrat, à Angers.

DUPRÉ-LATOURE, ancien magistrat, avocat, à Paris.

FALAVEL, notaire, à Saint-Marcellin.

FAUCHER (Paul DE), à Bollène.

FAURE (Maurice), député de la Drôme, à Paris.

FAYARD, ancien conseiller à la Cour d'appel de Lyon, à Lyon.

FLACHAIRE DE ROUSTAN (Marcel), à Lyon.

FRANCLIEU (Mlle Aimée DE), au château de Longpratur-Saint-Geoirs.

FUZIER (Louis), à Lavoulte.

GAP (Lucien), instituteur, à Villars (Vaucluse).

GAUDUEL, ancien greffier à la cour de Grenoble, à Grenoble.

GRÉA (R. P.), supérieur des chan. réguliers, à Rome.

GRÉGOIRE (Félix), publiciste, à Paris.

GUILLAUME (le chanoine), archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.

GUILLEMIN (Paul), inspecteur de la navigation et des ports de la Seine, à Paris.

JOUFFROY (A.), chef d'escadron d'artillerie, sous-directeur de la manufacture d'armes, à Saint-Etienne.

JUIGNÉ DE LASSIGNY (DE), à Lyon.

LAGIER (l'abbé), curé de Saint-Antoine (Isère).

LAVAUDEN, ancien préfet, avocat à Grenoble.

MAIGNIEN (Edmond), bibliothécaire de la ville, à Grenoble.

MANTEYER (Georges DE), membre de l'Ecole française, à Manosque.

MARBEI DE GOOMENS, pasteur, à St-Fortunat (Ardèche).

MASIMBERT, avocat, à Grenoble.

MAZON, publiciste, à Paris.

MIRIBEL (comte DE), à Villard-Bonnot (Isère).

MONTCLAR (le marquis DE), consul général à Caracas.

MONTALIVET (Georges DE), à Paris.

MONTRAVEL (le vicomte DE), à Joyeuse.

MONTs (le comte DE), au château d'Armanais, à Balbin, près la Côte-Saint-André.

MOREL (Louis), à Chazay-d'Azergues (Rhône).

MOULIN (Martial), à Paris.

PARISOT DE LA BOISSE (Jules DE), à Montpellier.

PAYAN (DE), ancien capitaine de frégate, à Paris.

PERRIN (Félix), libraire, à Grenoble.

PERROSSIER (Ernest), colonel en retraite, à Toulouse.

PERROT, chef de division en retraite de la préfecture de l'Isère, à Grenoble.

POIDEBARD (William), à Lyon.

PONCINS (le comte DE), à Feurs.

PRUNIÈRES (le comte DE), au château de la Baume-Seyssins, près Grenoble.

REYNAUD (Horace), avocat, ancien magistrat à Lyon.
ROBERT (l'abbé Louis), à Paris.
ROMAN (Joseph), avocat, à Gap.
SAGNIER, de l'Académie de Vaucluse, à Avignon.
SAINT-GENIS (Victor DE), ancien conservateur des hypothèques, au château de la Rochette, par Semur.
SAINT-VICTOR (Ch. DE), à Lyon.
SAUREL (le chanoine), trésorier à l'Académie de Montpellier, à Montpellier.
SOLLIER (Léon), docteur-médecin à Aspres sur Buesch.
TERREBASSE (DE), à Ville-sous-Anjou.
TOUR-DU-PIN-CHAMBLY (marquis DE LA), au château d'Arrençy par Festieu.
TOUR-DU-PIN-LA-CHARCE (Humbert, comte DE LA), au château de Bezonville, par Sermaize.
TOUR-DU-VILLARD (marquis DE LA), à Nîmes.
TRUCHET (l'abbé), curé de Four (Isère).
VACHEZ, secrétaire de l'Académie de Lyon.
VASCHALDE, directeur de l'établissement de Vals.
VELLOT (A.), avocat, à Grenoble.

Communes abonnés :

ANNONAY (Bibliothèque). — AOSTE. — BARBIÈRES. —
BOURG-DE-PÉAGE. — CREST. — GRENOBLE (Bibliothèque). — MONTÉLIMAR. — MONTRIGAUD. —
ROMANS (Bibliothèque).
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ISÈRE. — MUSÉE
CALVET, A AVIGNON.

NOUVELLE ÉTUDE CRITIQUE SUR CHAMPIONNET

(SUITE. — Voir les 140^e à 142^e livraisons)

LA JEUNESSE DE CHAMPIONNET

Résumant les documents qui précèdent, nous formons ainsi la suite des dates de la jeunesse de Championnet :

— 14 avril 1762. — Sa naissance, constatée par son acte de baptême du même jour à la paroisse St-Jean de Valence.

— 1762-1763. — Il est mis en nourrice au hameau des Pécoulets, près d'Etoile (Drôme).

— 1763-1765. — Il est mis en nourrice chez Jean Tromparent, à Soyons (Ardèche).

— 1765-1771. — Il est confié aux soins de Pierre Brian, cultivateur, et de Jeanne Putiaux, son épouse, à Soyons.

— 1771. — Il est mis en pension chez Jean-Charles Savary, greffier de la justice ducale et royale de Chabeuil (Drôme), et précepteur dans cette même ville.

— 13 avril 1773. — Dans son testament de ce jour, Etienne Grand, son père, dit que Championnet « se trouve aujourd'hui « en pension chez le s^r Savary, greffier à Chabeuil. »

— Août 1773. — A cette date, Brohard écrit, dans son factum, que « le fils naturel du s^r Grand est actuellement en « pension au collège de Chabeuil. » — M. A. de B*** (*loc. cit.*) dit que cette ville possédait, en effet, à cette époque, une maison d'éducation appelée : « Collège - pension - académique »,

mais que Championnet n'y entra pas. Le document qui suit, signé de Savary et non du directeur du collège de Chabeuil, donne raison, croyons-nous, à l'appréciation de M. A. de B***.

« Depuis le 1^{er} décembre 1776, je reste devoir à M. Grand,
« sur le mois de la pantion du s^r Championnet. 2 liv. 8 s 6 d.

« Plus reçu 48 » »

50 liv. 8 s. 6 d.

« Depuis le 1^{er} décembre 1776 jusqu'au 1^{er} octobre pro-
« chain, qui fait dix mois, à raison de 15 liv. par mois,
« monte 150 liv.

« A distraire. 50 8 s: 6 d.

« Reste. 99 liv. 11 s 6 d.

• « Reçu le restant de la somme ci-dessus pour la pantion
« dont s'agit, fins au 1^{er} octobre prochain.

« A Valence, ce 8^e septembre 1777. — Signé : SAVARY. »

(*Papiers Tavenas*)

Les termes de ce reçu autorisent à croire que Championnet quitta Chabeuil le 1^{er} octobre 1777, ce qui concorde, du reste, avec la déposition de Savary que Championnet serait resté en pension chez lui pendant environ six à sept ans.

A partir de cette date, nous perdons la trace du jeune Championnet; il dut revenir à Valence, auprès de son père et de sa mère, mais fit-il, à la suite d'une incartade quelconque, un voyage à Grenoble, comme on l'a prétendu (1)?... Nous en sommes, sur ces points, réduits aux conjectures. Toujours est-il que nous retrouvons Championnet à Barcelone (Espagne), d'où il écrit à son père la lettre suivante, donnée par M. A. de B***; cette lettre autographe est conservée chez M. Faure, propriétaire du château de Grignan, où elle a été copiée avec soin par M. Devès, greffier de la justice de paix; l'original, paraphé par le soigneur M. Grand, porte l'empreinte

(1) *Bull. de la Soc. d'Etudes des Hautes-Alpes*, 2^e année, n^o 2.

d'un cachet espagnol, et l'écriture flamande adoptée par Championnet ne laisse aucune place au doute sur son authenticité ; elle démontre d'ailleurs la faiblesse des études grammaticales et littéraires de son auteur et n'a pas jusqu'ici excité l'attention.

En voici le texte :

« A Monsieur Grand, avocat en Parlement, maître de la
« poste aux chevaux, à Valence en Dauphiné.

« *Barcelonne, le 29 avril 1780.*

« MONSIEUR, il faut donc que je vous fasse par de leureuse
« condition que j'ai trouvé à mon avantages, les gages sont
« petit : mais les amitié qu'ils ont pour moi mes les font
« trouvé grand, je crois que ces bonnes gens me perdrons de
« chés eux, il y a 20 jours que je suis en leur conditions et
« pour m'éprouvé, pendant ces 20 jours, ils on été toujours
« plus ou moins 8 à 10 ; et ils sont été très content de mon
« travail, tout Barcelonne sait que mon maître a un cuisinier
« français et à tous ceux que M. le trésoriers en parlent, il
« leur dit plus que je suis en état d'en faire.

« Lundit 24 dudit, deux maitres d'autel vinrent chés nous,
« me demandant au portier, voir si getoit, le portier leur
« répondit que oui, ils desendirent à la cuisine et il me dire
« que si je vouloit aller chés eux, leur maître donnait 24 pie-
« cettes pas blanchis, je leur répondit que jetois sensible de
« leur honncteté : mais si je venois avoir quelque difficulté
« avec mes maitres, je leur en donnerés la préférence, j'en
« gagnent plus la ou je suis....

« Nous avons de tres bon legumes meilleurs qu'en France,
« il y a toute l'année de petit poit, la viande est très mau-
« vaises, il y a point de veau, nous avons que bœuf, mouton,
« agneau.

« Je ne vous avoit pas parlés de *Reynaud* dans ma première
« lettre, attendu que je ne savoit qu'en dire, il se comporte
« très mal avec son maitre, le premier cuisinier qu'on trou-

« vera, on le mettra à la porte pour une fille qui se sont donné
 « leur amitié l'un l'autre, Reynaud, monté la nuit pour la
 « fenêtre de la fille sans M. le gouverneur, on l'auroit mis en
 « prison ; et il seroit déjà marié sil on le met dehors, il va
 « partir pour Madris. Cependant, s'il vouloit rester à Barce-
 « lonne, il se trouveroit bien a se placé....

« Les filles sont fort joly, ils portent toutes des voelle blanc
 « et il vous courent après comme en France les garçon cou-
 « rent après les filles. Sil vous avés à faire avec une filles, ils
 « se va plaindre aux inquisiteur et dans deux heureux après,
 « ils vient deux cavalier de marechaussée qui vous conduisent
 « en prison et vous en sortés pas jusque que vous soyés
 « marié, soyés assurés et vous jurent sur ma paroles que je
 « vous donnerés pas ce désagrément Je ne sort de chés mon
 « maître qu'à cinq heureux, et cependant, si je voulois sortir
 « à 2 h. et demie, jen seroit le maitre : mais pour ne faire
 « aucun rencontre, je lis depuis 3 jusque à 6 heures, et puis,
 « je vais chés M. Livoin, de fois il se va promener avec mois,
 « et d'autre fois je vais tout seul. Je ne veut encore faire
 « aucune connaissance avec aucun cuisinié, parce que la plus
 « part il sont tous gaté, et ne peuvent pas se passé de voir
 « des filles, les meaux sont de très mauvais guérir, et de 100
 « il y en a pas 10 qui en guerisse, par consequent je tacherai
 « de me rendre digne de les promesses que je vous ai fait,
 « tant à vous qu'à mes chères tantes.

« Je suis avec une sincere consideration et avec un profond
 « respect.

« Monsieur, votre tres humbles et tres obeissant serviteur.

« CHAMPIONNET. »

« Je voit tous les jours M. Livoin qui me charges de vous
 « assurés de sont respect de même qu'à mes chères tantes et
 « à sa mère, et moi en particulier assurés de mes respec-
 « tueuses civilites a mes cheres tantes, je conte que j'aurai le
 « plaisir de vous voir plutôt que M. Livoin, voyant les entre-

« prises qui fait me fait douté que jamais vous le verrés jamais
 « établit à Valence. Je compte dans peu d'avoir une payise à
 « Barcelonne, je n'en dis pas davantage.

« Il y a un superbe port ou l'on voit tous les jours quel-
 « ques choses de nouveau. La ville est fort grande et très jolie,
 « le climat est assés bon, pour moi il me semble que je me
 « porte mieux ici qu'à Valence. »

M. A de B*** donne, à la suite de cette lettre, un document non moins authentique, dû à l'obligeance de M. de Coston, et dont voici le texte :

« Nous, Etienne Grand, conseiller du Roi, lieutenant civil
 « et criminel au bureau de l'Election de Valence, en Dauphiné,
 « soussigné, certifions et attestons à tous qu'il appartiendra
 « que le nommé Etienne *Championnet*, fils d'autre Etienne,
 « natif de cette ville, âgé de 19 ans, taille 5 pieds 5 pouces,
 « blondin, le nés un peu gros et grand, est de bonne vie et
 « mœurs, professant la religion catholique, apostolique et
 « romaine, étant parti, depuis quinze mois, pour Barcelonne
 « en Catalogne, d'où il se propose de revenir. En foy de quoy,
 « j'ai fait et délivré le présent pour lui servir et valoir ce que
 « de raison. A Valence en Dauphiné, dans notre hôtel, le
 « 5 may 1781. « GRAND. »

D'après le certificat ci-dessus, Championnet dut arriver à Barcelone vers la fin de janvier 1780 et en repartir fin mai 1781 pour revenir à Valence. Il s'efface de nouveau, et le 10 octobre 1782, nous le retrouvons Receveur des Fermes à la Roche-de-Glun, près Valence, emploi pour lequel il prête serment le 9 décembre 1782 :

« Du neuvieme décembre 1782, par devant nous, Pierre-
 « François Rollet-Delisle, conseiller du roi, président au bureau
 « de l'Election de Valence, et audit Valence dans le bureau
 « de ladite Election, à dix heures du matin, écrivant le greffier.
 « A comparu sieur Jean-Etienne Championnet, Bourgeois,

« natif de cette ville, et à présent habitant au lieu de la
 « Roche-de-Glun, dépendance de cette Election, âgé d'environ
 « vingt et un ans, lequel, après nous avoir présenté la com-
 « mission de Receveur qui lui a été accordée par s^r Nicolas
 « Salzard, adjudicataire général des Fermes unies de France,
 « sous la date du dixième octobre dernier, pour la perception
 « des droits qui se lèvent au bureau de la Roche-de-Glun
 « relatif à ladite ferme générale, nous a requis de vouloir bien
 « recevoir et lui donner acte du serment qu'il offre de prêter
 « en sadite qualité de Receveur, aux formes ordinaires ; à quoi
 « satisfaisant, Nous, vu la commission dont s'agit, dûment
 « enregistrée, avons reçu le serment tout présentement prêté
 « par ledit sieur Championnet, ayant la main levée aux formes
 « ordinaires, au moyen duquel il a promis de bien et fidèle-
 « ment remplir les devoirs de son emploi de Receveur, confor-
 « mément à sa commission, duquel serment nous lui avons
 « donné acte, et au surplus l'avons resaisi de sa commission,
 « et a signé avec nous et le greffier du bureau.

« CHAMPIONNET. — ROLLET-DELISLE. — COLOMBIER. »

(*Papiers Tavenas*).

★ ★

Nous devons nous arrêter un instant sur cette époque de la jeunesse de Championnet, et discuter sa présence au siège de Gibraltar, affirmée par plusieurs historiens.

Romieu, l'ami de Championnet et son aide-de-camp jusqu'à sa mort, dit (1) :

« Il s'arracha des bras paternels et fût servir en Espagne dans les gardes-valonnes. Il servit au siège de Gibraltar, comme volontaire, dans le régiment de Bretagne, où il trouva, parmi les officiers, plusieurs amis d'études, et entre autres Duperreau, son compatriote, pour lequel il a conservé toute sa vie l'amitié la plus vive, etc.... »

(1) *Championnet*, par ROMIEU. — Paris, 1803, et Périgueux, 1843.

Châteauneuf écrit lui aussi (1) que Championnet fut au siège de Gibraltar.

Corbeau de Saint-Albin, qui était à très peu près du même âge que Championnet, et qui, officier d'artillerie à Valence avant la Révolution, l'y avait connu étant ensemble membres de la société des amis de la Constitution, dit (2) :

« Il abandonna la maison paternelle, parcourut le midi de la France et passa en Espagne un an avant le siège de Gibraltar. Ses ressources épuisées, trop indépendant pour en solliciter d'autres de parents qu'il avait si légèrement quittés, en un mot, voulant être libre, il s'engagea et prit du service dans les gardes wallones, sous le nom de *Belle-Rose*. Plusieurs officiers du régiment de Bretagne, ses amis d'enfance et de collège, entre autres, M. Duperron, de Valence, reconnurent leur compatriote au camp de St-Roch, qui s'était formé devant Gibraltar; ils se concertèrent pour le retirer des gardes wallones. A la paix, il revint en France. Son père ouvrit ses bras au jeune militaire qui avait déjà fait deux campagnes, et dont la martiale attitude excusait l'étourderie.... Il fût l'ami et le compagnon de La Tour d'Auvergne, et le duc de Crillon, qui aimait à l'avoir à ses côtés, répétait souvent en parlant de lui : « Les enfants naturels sont heureux à la guerre ! »

Le « *Dictionnaire universel* » de Prudhomme, 1810, dit :

« A quatorze ans, humilié de s'entendre reprocher sa naissance illégitime, il s'expatria, s'engagea dans les gardes wallones, et servit comme volontaire dans le régiment de Bretagne au siège de Gibraltar. »

Dourille écrit (3) :

« Las d'entendre plaisanter l'illégitimité de sa nais-

(1) *Championnet*. — *Suite au Nepos français*, par A.-D. CHATEAUNEUF. — Paris, 1806.

(2) *Championnet*, par ST-ALBIN. — Editions de 1861 et 1873.

(3) *Championnet*, par DOURILLE. — Valence, 1839 et 1844.

« sance par quelques oisifs du pays, Championnet s'expatria.
 « Enrôlé d'abord dans les gardes wallonnes, il passa, sur sa
 « demande, au régiment de Bretagne, qui faisait alors le siège
 « de Gibraltar. Il y devint l'ami et le compagnon d'armes de
 « La Tour d'Auvergne, et le duc de Crillon, qui aimait à
 « l'avoir à ses côtés, répétait souvent : « Les bâtards sont
 « heureux à la guerre. » Après la paix, Championnet revint
 « dans ses foyers comme il était parti, c'est-à-dire sans avan-
 « cement, etc..... »

Jules Ollivier s'exprime ainsi (1) :

« A l'âge de quatorze ans, une lâche plaisanterie sur
 « la tache de son origine gonfle le cœur de cet enfant ; il s'ex-
 « patrie, s'engage dans les gardes wallonnes du régiment de
 « Bretagne, et, compagnon de La Tour d'Auvergne, va faire
 « le siège de Gibraltar, sous le commandement du duc de
 « Crillon ... »

On se rappelle le quatrain du vieux rimeur Fourquet d'Ha-
 chette (2) :

« A Gibraltar, pendant ce siège mémorable
 « Dont toujours on reparlera,
 « Du brave Championnet, la valeur admirable
 « En tout pays se citera.

Le « *Grand Dictionnaire Larousse* », au mot : *Championnet*,
 paraphrase les auteurs précédents.

Adolphe Rochas écrit (3) :

« Son père le destinait au barreau et lui fit faire ses
 « études au Collège de Chabeuil, mais vers l'âge de 14 ans, à
 « la suite de quelques étourderies, ou blessé, comme on l'a dit,
 « d'une lâche plaisanterie sur son origine, le jeune homme

(1) *Championnet*, par Jules OLLIVIER. — Valence, 1845.

(2) *A la mémoire du général Championnet, sa vie et ses exploits en vers libres*. Lyon, 1845.

(3) *Biographie du Dauphiné*, tome, I^{er}, page 202. — Paris, 1856.

« changea tout-à-coup de direction. Il s'engagea comme simple
 « soldat dans les gardes wallones du régiment de Bretagne, et
 « alla servir en Espagne sous le duc de Crillon. Il assista, entre
 « autres opérations militaires, au siège de Gibraltar (1782), et
 « revint ensuite, après la paix, dans sa ville natale, simple
 « soldat comme il en était sorti..... etc. »

Gæpp dit (1) :

« Le jeune Championnet, une fois sorti du collège,
 « mena une vie assez dissipée et bientôt il quitta la maison
 « paternelle pour courir les aventures. Il alla d'abord dans le
 « midi, puis passa en Espagne vers 1781, et s'engagea dans
 « les gardes wallonnes sous le nom de Belle-rose. Il avait alors
 « 19 ans. En 1782, il était au camp de Saint-Roch et servait
 « sous les drapeaux du roi d'Espagne. Des officiers du régiment
 « de Bretagne, qui faisait partie du même corps d'armée, ayant
 « appris qu'il était français, le décidèrent à quitter sa compagnie
 « et à entrer, comme volontaire, dans leur régiment.. C'est en
 « cette qualité qu'il assista au siège de Gibraltar. Il y fit la
 « connaissance de La Tour d'Auvergne. A la paix. Championnet
 « revint en France... etc. »

Marcellin Pellet, dans son *Livre du Soldat français* (2), attribué faussement, du reste, à Championnet, s'exprime à peu près dans les mêmes termes que Gæpp.

Telles sont les sources principales, plus ou moins dérivées les unes des autres, où l'on trouve affirmée, avec des variantes sensibles, mais sans preuves à l'appui, la présence de Championnet au siège de Gibraltar.

Or, Mermillod, l'ami d'enfance de Championnet, qui fit avec lui les campagnes d'Allemagne, qui fut ensuite son chargé d'affaires, et qui prononça son éloge funèbre à Valence, le

(1) *Les Grands hommes de la France. — Championnet.* — Paris, 1881.

(2) *Recueil des actions héroïques, ou le livre du soldat français*, par CHAMPIONNET. — Publié par Marcellin Pellet. Paris. Quantin, éditeur. Sans date (vers 1885).

20 fructidor an VIII (7 septembre 1800) (1), ne parle pas du tout de cette équipée de Championnet, ni de ses relations avec Crillon, La Tour d'Auvergne, etc. ; et, si cela eût été exact, il n'eût pas manqué d'en parler, pour rehausser encore la gloire de son héros.

Le notaire Savoye, de Romans, qui avait en mains tous les papiers de Championnet, que lui avait confiés sa mère alors vivante, fit en 1810 une *Notice historique* (2) dont la préface contient seulement ces mots : « Quelques passions agitèrent la « jeunesse de Championnet. Il parcourut l'Espagne, et sa « correspondance avec son père annonce la bonté de son caractère, le désir de s'instruire et son goût pour les armes ; à « son retour en France, ce goût devint un besoin : des ennemis « coalisés menaçaient la patrie, on lui déclarait la guerre ; sur « le champ il entra dans les camps pour la défendre. » — Or, celui-là non plus n'eût pas passé sous silence les faits d'armes glorieux de la jeunesse de Championnet, et, répétons-le, la mère de Championnet était là pour lui en donner tous les détails.

Les « *Etats de services* » mêmes de Championnet, déposés au Ministère de la guerre, ne le font débiter que : « *Grenadier*, « dans la garde nationale de Valence, le 14 juillet 1789 ». — Est-il admissible que Championnet ait négligé d'y faire insérer sa campagne de Gibraltar ?...

Dans ses mémoires autographes, Championnet lui-même ne fait aucune allusion à son voyage en Espagne, ni au siège de Gibraltar ; ni à ses relations avec Crillon et La Tour d'Auvergne : comment croire que si Championnet avait eu d'aussi illustres amis, il les ait négligés au point de ne jamais correspondre avec eux, de n'en jamais parler ?...

(1) *Eloge funèbre et historique du général Championnet, prononcé lors de la translation de son cœur dans le monument érigé en sa mémoire à Valence.* — Valence, imprimerie Bénistant.

(2) Le manuscrit de cette notice qui n'a pas été publiée, est actuellement déposé à la bibliothèque publique de Grenoble.

Voyons maintenant les dates.

Le blocus de la place de Gibraltar fût commencé en 1779 par les flottes espagnole et française ; le duc de Crillon fut chargé des attaques du côté de la terre : plusieurs tentatives faites en 1780 et 1781 échouèrent, et la place ne put être forcée.

Le blocus fut renouvelé dans le courant de 1781 à l'aide d'une division composée des régiments de Lyon, Bretagne, Bouillon, et Royal Suédois, auxquels s'étaient joints des volontaires de distinction accourus de tous les points de l'Europe, pour partager les périls et la gloire de cette entreprise ; mais malgré l'emploi du système de batteries d'attaque de l'ingénieur français d'Arçon, malgré la bravoure des assiégeants, il fallut renoncer à vaincre cette place, et les négociations entamées dès le mois de juin 1782 se terminèrent par le traité de paix du 3 septembre 1783, qui assura définitivement Gibraltar à l'Angleterre.

Le duc de Crillon, qui avait échoué à Gibraltar, reporta ses efforts contre la place de Mahon, qu'il parvint à emporter en 1782, malgré les efforts des Anglais. C'est à ce dernier siège que s'illustra La Tour d'Auvergne qui, capitaine en France, était passé à l'armée espagnole comme simple volontaire : le duc de Crillon lui offrit le commandement des volontaires pour le restant de la campagne, et une pension qu'il refusa. La Tour d'Auvergne ne revint en France qu'après la paix de 1783.

— Le simple rapprochement de ces dates montre bien que Championnet, dont la présence est constatée à Barcelone de fin janvier 1780 à fin mai 1781, et à Valence en 1782, n'a pas pu assister au siège de Gibraltar, ni servir sous les ordres de Crillon et la Tour d'Auvergne. Ce n'est donc là qu'une légende qui ne résiste pas à la critique historique ; et nous nous en consolons facilement, du reste, car la gloire militaire de Championnet est assez grande pour n'avoir pas besoin de l'appoint de cet épisode.

Et, pour en finir avec cette question, rappelons qu'au commencement de cette étude, nous avons dit que *Louis Grand*, frère aîné d'Etienne Grand, et par conséquent *oncle naturel* de

Championnet, s'était engagé à l'âge de 16 ans dans le *Régiment-Infanterie de Bretagne* : qui nous dit que ce souvenir de famille n'a pas été raconté par Championnet à Romieu, et que ce dernier, par erreur de mémoire sans doute, n'aura pas ensuite attribué le fait à Championnet lui-même ? Puis, l'imagination aidant, Romieu aura rattaché cela au *siège de Gibraltar*, auquel le Régiment de Bretagne avait brillamment coopéré. Ainsi pourrait être née la légende, que Romieu a, croyons-nous, répandue le premier de tous les historiens de Championnet.

*
* *

Quelque temps après son retour à Valence, Championnet tomba sérieusement malade, ainsi que nous l'apprend la lettre suivante d'Etienne Grand, son père :

« De Valence, ce dimanche 30 mai 1784 à 8 heures du soir. »

« Mon premier soin a été de voir M. Ruel (1), et d'après
« mon exposé le plus détaillé sur la conduite et la maladie de
« Championnet, *notre enfant*, il n'a pas jugé à propos, ma
« chère amie, d'aller jusqu'aux Marhies, en m'assurant que
« cette maladie durerait peut-être encore quelques temps, mais
« de mieux en mieux, que sur le tout ce n'étoit qu'une *fièvre*
« *billeuse* qui en affaiblissant beaucoup le malade ne montre
« aucun danger : Voici le régime à suivre, sauf à en indiquer
« un autre dans huit jours, selon les circonstances (Suivent
« des prescriptions minutieuses pour l'alimentation, les soins,
« des médicaments, etc.). Tu garderas ta cuisinière jusqu'au
« décoconnage, et tu l'enverras tantôt ici, tantôt à Romans
« pour les provisions ; j'ai pris pour la remplacer ici la petite

(1) Jean-Charles Ruel, médecin, décédé à Valence le 5 avril 1796, âgé de 65 ans.

« Madelon. Prends donc patience, elle seule guérira notre
« malade, et j'irai te voir de temps en temps.

« Adieu, ma chère amie, ménage-toi et je suis pour la vie
« tout à toi. »

« GRAND »

« A mademoiselle Magdeleine Collion, en son domaine des
« Marlhies, près Bayane ».

(*Papiers Tavenas*).

A la date du 17 janvier 1785, Etienne Grand, qui était alors à Aix-en-Provence pour son procès avec Brohard, son beau-frère, écrit à Championnet, à Valence ; la lettre possédée par M. de Coston, ne donne pas de détails intéressants pour nous ; elle montre seulement qu'Etienne Grand, qui avait le privilège de la Poste aux chevaux, de nombreuses maisons et de grandes propriétés au faubourg Saunière, outre cela un office dans le bureau de l'Election, avait associé son fils à la gestion de ses affaires, tout en lui faisant remplir en même temps l'emploi de Receveur des Fermes à la Roche-de-Glun. Et à ce propos, c'est le cas de donner ici, pour montrer la sollicitude de Grand pour son fils, la lettre suivante, qui appartient aussi à M. de Coston, et qui fait suite et complète celle du 12 janvier 1786 que nous avons déjà publiée plus haut.

« A Mademoiselle Madelaine Collion, chez M. Grand,
« à Valence :

« Aix, le 30 janvier 1786.

« Je ne te parlerai point d'affaires, *ma chère femme*, j'ai bien
« d'autres choses à te dire depuis le temps que je t'ai quitté.
« *Ton fils* te détaillera où j'en suis avec Brohard, je l'en instruit
« amplement par ce courrier.

« Quand j'examine, ma plus chère amie, combien ma présence étoit nécessaire ici, je regrette moins l'instant fatal qui
« nous a séparés pour quelques temps, mais l'espérance de te
« revoir en bonne santé est pour moi la plus douce consolation. Il faut sçavoir prendre son mal en patience, et sans

« doute le mien est plus sensible que le tien. Je suis ici au
 « milieu des affaires, éloigné de toi, objet de ma consolation et
 « de ma tranquillité, tandis que toi tu es sur ton foyer avec ta
 « sœur et *notre enfant*, avec lequel tu peus un peu te dédom-
 « mager de mon absence, mais n'importe, il faut finir tout
 « procès, pour te donner un bien-être que je partagerai jusqu'au
 « tombeau avec toi. Il me sera bien plus doux, si par tes
 « leçons et ta douceur tu maintiens *ton fils Championnet*, qui
 « *est aussi le mien*, dans le sentier de la vertu ; je l'invite à
 « beaucoup lire, pour achever de se former. Il en savait peut-
 « être plus que je n'en connoissois à son âge, mais je sens
 « qu'il est fort éloigné de ce que je désire qu'il apprenne. J'en
 « suis on ne peut plus content, néanmoins je l'invite à l'étude ;
 « il doit être tranquille sur son sort, qui doit faire le tien. Je te
 « dois tout, et pourquoi penserois-tu qu'avec toute la recon-
 « naissance et l'amitié inviolable que je te dois pour la vie, je
 « ne travaille incessamment à ta tranquillité et à la mienne.
 « Adieu donc, ma plus chère amie, ménage tes jours pour un
 « mari qui t'aimera jusqu'à la mort. »

« GRAND ».

Comme le dit M. A. de B. : « Sans nul doute alors le futur
 « général mit à profit ses loisirs, puisque ses mémoires, sa
 « correspondance et ses proclamations annoncent un homme
 « assez lettré. St-Albin prétend, sans en fournir la preuve,
 « qu'il s'instruisit particulièrement dans la société des officiers
 « de l'Ecole d'artillerie. »

Enfin, Championnet est encore « Receveur des Fermes » au
 bureau de la Roche-de-Glun, à la date du 1^{er} octobre 1786,
 ainsi que cela est consigné dans le deuxième testament d'Etienne
 Grand, que nous avons donné plus haut.

* * *

Voici maintenant le *dernier testament d'Etienne Grand*. Ce
 document avait jusqu'ici échappé à toutes les recherches faites ;

nous avons été assez heureux pour le retrouver dans les archives de M^e Clément, notaire à Valence, qui a eu l'extrême obligeance de nous en délivrer la copie textuelle que nous reproduisons ci-après :

« Du 26 mars 1788. — Testament.

« Je soussigné, Etienne Grand, avocat en la cour, Conseiller
« du Roi, Lieutenant en l'Election de Valence, habitant au
« fauxbourg Saunière de ladite ville, ai fait mon testament
« clos et solennel comme suit.

« Après avoir recommandé mon âme à Dieu et l'avoir sup-
« plié de la recevoir dans son saint Paradis par l'intercession
« de la très-sainte Vierge, j'ai institué comme j'institue pour
« mon héritier en l'universalité de mes biens, M^e Jean-André
« Colombier, licencié en droit, procureur aux cours de Valence,
« habitant de lad. ville, par lequel je veux mon entière succes-
« sion être recueillie et mes dettes acquittées.

« Ceci est mon dernier testament clos et solennel, cassant
« et révoquant tous autres testaments que j'ai ci-devant faits ;
« voulant que le présent seul ait son effet, et qu'il vaille tant
« pour testament que comme donation à cause de mort, codi-
« cille et toute autre disposition que mieux pourra valoir.

« Lecture par moi prise dud. présent testament, que j'ai fait
« écrire par une personne de confiance, je déclare qu'il contient
« mes véritables intentions, que j'y persiste, sans vouloir y
« ajouter, ni diminuer, et j'ay signé à Valence dans ma maison
« d'habitation au fauxbourg Saunière, ce jourd'hui, vingt-six
« mars mil sept cent quatre vingt huit, au matin. »

« GRAND. »

« Contrôlé à Valence le 28 août 1788. Reçu 45 livres.

« Enregistré à la suite de la procédure d'ouverture du testa-
« ment ci-contre faite devant M. le Juge Mage au requis du
« procureur fiscal le 17 juin 1788 jour dudit.

« Par devant Joseph Bouvier, conseiller du Roi, notaire à
« Valence, et en présence de M^r M^e Marcellin René Béranger,
« Procureur du Roi en l'Election de Valence : sieurs Louis
« Gaudy, cuisinier, natif de la ville de Montélimar ; François
« Malossane fils, cordier ; Philibert Debeaux, bourrelier ;
« Jacques Giraud dit Thomas, marchand ; et Joseph Guibert,
« cordonnier, tous demeurant audit Valence ; aujourd'hui
« vingt six mars mil sept cent quatre vingt huit, avant midi, a
« comparu M^r M^e Etienne Grand, conseiller, lieutenant au
« bureau de l'Election de cette ville, y demeurant au faubourg
« Saunière, lequel sain d'esprit, mémoire et entendement,
« ainsi qu'il a apparu aux dits notaire et témoins, a présenté
« auxdits le présent papier, clos et entrelacé d'un ruban non
« pareille noir, scellé aux quatre extrémités avec cire rouge
« ardente d'un cachet formant l'empreinte des armes de sa
« famille et dont il se sert, *azur ayant une patte d'ours* posée en
« bande, et a déclaré auxdits notaire et témoins, à haute et intel-
« ligible voix, que ledit papier renferme son testament mystique
« et solennel, écrit par une personne de confiance sur une page
« de lui signée au bas, contenant ses dernières volontés, qu'il
« veut être exécutées en tout leur entier, de tout quoi il a requis
« acte que nous, dit Notaire, avons fait, dressé et écrit de notre
« main, audit faubourg Saunière, dans la maison dudit
« M^r Grand, auquel nous avons lu, relu, mot à mot et en entier
« la présente carte de suscription, en la continuelle présence et
« assistance desdits témoins auxquels il a déclaré, et à nous.
« Notaire, à haute et intelligible voix, qu'il y persiste. Dont acte
« requis et octroyé audit M^r Grand, qui a signé avec les notaire
« et témoins, *après avoir retiré des mains de nous, Notaire, le*
« *testament clos dont l'acte de suscription a été par nous reçu le*
« *vingt un de ce mois.*

« Signé : GRAND, Béranger, Gaudy, Malossanne, Debeaux,
« Thomas, Giraud, Guibert, Bouvier, ce dernier notaire.

« Contrôlé à Valence, le 16 juin 1788. Reçu 15 sols.

« signé : DU COLOMBIER »

Le document qui précède donne lieu à plusieurs observations.

Rappelons tout d'abord, que Pierre Teyssonnier, l'ami et le confident d'Etienne Grand, et son héritier d'après les testaments antérieurs, était décédé le 7 juin 1787 ; mais cela n'explique pas pourquoi Etienne Grand n'a pas maintenu au fils aîné de son ami la confiance qu'il avait mise sur le père, pour l'exécution de ses dernières volontés.

D'autre part, l'acte de suscription du testament ci-dessus dit qu'Etienne Grand retira des mains du notaire un premier testament de 21 du même mois, c'est-à-dire antérieur de *cinq jours seulement*. Que contenait ce testament annulé ?

Enfin, le testament du 26 mars 1788 ne fait aucune mention ni des sœurs Collion, ni de Championnet ; et il faut supposer que, en raison des lois existantes, Etienne Grand n'avait pu, à ce moment, les faire valablement héritiers, mais qu'il avait fait part de ses intentions à leur égard, à son nouvel exécuteur testamentaire, et que ce dernier s'était engagé à les exécuter intégralement. Nous verrons par la suite ce qu'il en advint.

* *

Le 12 juin 1788 a lieu le mariage *in-extremis* d'Etienne Grand et Magdeleine Collion :

« L'an 1788 et le 12 juin, la dispense de trois bans ayant été
« accordée par M^r Chantemerle, vicaire général de ce diocèse...
« aucun empêchement canonique ou civil n'étant venu à notre
« connaissance, ont reçu la bénédiction nuptiale, M^r M^e Etienne
« Grand, avocat en la Cour,.... fils légitime de feu M. Claude
« Grand, et de défunte noble Françoise de Richaud, d'une
« part ; et D^{lle} Magdeleine Collion, native du mandement
« d'Alixan, habitante en cette ville et paroisse depuis environ
« 24 ans (sic !), fille légitime de feu Pierre Collion et de défunte
« D^{lle} Marie Vachez, d'autre part.

« Les parties agissant comme personnes libres en présence

« de MM. Charles François Ruel, docteur agrégé en la faculté
 « de médecine ; Marcellin René Béranger, procureur du Roi en
 « l'Election ; François Réalier-Dumas, licencié en droit, procu-
 « reur ; Jean-Louis Gallet, m^e cordonnier ; signés avec nous,
 « ainsi que l'époux et l'épouse. (*Etat civil de Valence ; actes de*
 « *la Paroisse St-Apollinaire.* »

Cet acte de mariage provoque lui aussi de tristes réflexions.

A son lit de mort, Etienne Grand élève jusqu'à lui la mère de son fils : il légitime leur union, mais n'en légitime pas le fruit !... Et cependant, il aimait Championnet et en avait donné des preuves nombreuses. Quelles raisons supérieures le forçaient donc à l'abandonner à cette heure suprême ?... Lui était-il réellement impossible de légitimer par le mariage et la mère et l'enfant, et leur laisser directement et nominalement tout ou partie de sa fortune, ainsi que ses précédents testaments l'ordonnaient expressément ?...

Seuls les jurisconsultes, versés dans le droit ancien, pourraient éclaircir ce mystère.

Or, la réponse à ces questions paraît donnée dans un « *Mémoire à consulter* », délibéré à Grenoble par des hommes de loi, et portant la date du 14 fructidor an III (31 août 1795), mémoire que nous produirons en son temps seulement, pour ne pas anticiper sur les événements.

— Enfin, Etienne Grand meurt le 14 juin 1788, et il est inhumé le lendemain. (*Etat civil de Valence. — Actes de la paroisse St-Apollinaire.*)

*
* *

Voilà donc Championnet, à 26 ans révolus, sans père, — sans nom, — sans fortune !... Comme l'avait écrit Brohard :
 « *C'est un citoyen que les loix mêmes désavouent !* »

Cependant, dans les premières années, Colombier, exécuteur testamentaire de Grand, paraît vouloir remplir fidèlement les intentions du testateur. Après avoir déclaré la succession

« *comprenant six maisons et plusieurs fonds de terres, estimés*
 « *97,000 livres (1)* », il fait lui-même son testament à la date
 du 16 juillet 1788, c'est-à-dire un mois après la mort d'Etienne
 Grand. L'analyse de cet acte a déjà été donnée par M. A. de
 B***; mais nous transcrivons ici intégralement les paragraphes
 qui intéressent plus particulièrement notre « *Etude* ».

« Je soussigné, Jean-André Colombier, licencié ès-droits,
 « procureur en la sénéchaussée et siège présidial de Valence,
 « habitant la même ville, voulant disposer de mes biens, j'ai,
 « par mon présent testament mystique, écrit sous ma dictée
 « par une main de confiance, fait l'ordonnance de mes der-
 « nières volontés, de la manière suivante :

« Article 1^{er}. —

« Art. 3. — Il lègue 600 livres de pension à demoiselle
 « Marie Collion.

« Art. 4. — Donne et lègue à dame Magdelaine Collion,
 « veuve de M. Etienne Grand, une pension viagère de 800
 « livres, payable par le s^r Championnet, avec la jouissance
 « des deux maisons déjà précédemment léguées à la même
 « par M. Grand, ainsi que celle du mobilier qui les garnissent,
 « stipulant que cette jouissance devra cesser, si la susdite se
 « remarie en deuxiemes noces, et que, dans ce cas, elle devra
 « les rendre tels quels audit Championnet, *ancien receveur des*
 « *Fermes du Roi*.

« Art. 5. — Donne et lègue audit Jean-Etienne Cham-
 « pionnet, ancien receveur des Fermes du Roi au bureau de
 « La Roche-de-Glun, à *présent Bourgeois habitant à Valence*,
 « les choses suivantes, savoir :

« 1^o Mon domaine appelé *Barlatier*, appartenances, etc ,
 « situé sur les mandements d'Alixan et autres lieux circonvoi-
 « sins, plus mon domaine appelé *Les Marlhies*, près Bayane,

(1) Valeur de déclaration au fisc, bien entendu, mais non *valeur*
vénale qui était, nous en sommes convaincus, de beaucoup supérieure.

« appartenances et dépendances, situé sur les mandements de
« Châteauneuf-d'Isère et Alixan ; plus le domaine, composé
« de bâtiments et terres labourables, m'appartenant et situé
« au mandement de Valence, terroir de St-Victor, contigu au
« logis du Louvre, ensemble les attraites aratoires, vases,
« ustensiles vinaires, capitaux de bestiaux, fourrages et autres,
« ainsi que tous les meubles, effets, linges et fruits de toute
« espèce, etc., qui se trouveront de même m'appartenants à
« mon décès, dans chacun desdits trois domaines, ainsi que
« les arrérages de prix des fermes desdits.

« 2° Mon terrier et les capitaux de pensions, droits et devoirs
« seigneuriaux en dépendants, assis sur plusieurs fonds des
« communautés de Châteauneuf-d'Isère, Alixan et autres lieux,
« ainsi que le tout avait été acquis par ledit feu M. Grand, de
« M. le marquis de Lattier de Bayane, ensemble les laods,
« arrérages de cens, pensions et autres droits en résultants.

« 3° La maison, fonds de terre et vigne m'appartenant,
« appelés *Missisipi*, situés au mandement de cette ville, et les
« fruits de toute espèce en dépendants.

« 4° *Les six maisons* attenantes les unes aux autres, basse-
« cours, jardins et aisances en dépendants, que je possède au
« fauxbourg Saunière de Valence, avec toutes leurs apparte-
« nances et dépendances, etc., et les loyers échus.

« 5° La somme de 57,000 livres en capital qui m'est dûe
« par s^r Jean-François Martin, maître de poste aux chevaux
« de cette ville, en reste du prix de la vente à luy faite par
« ledit feu M. Grand, du *Logis du Louvre*, à la date du 13 sep-
« tembre 1782, avec les intérêts qui seraient dûs.

« 6° Et finalement, la propriété des meubles meublants,
« linges de table, batterie de cuisine, argenterie, etc., qui se
« trouveront à mon décès dans la maison où est décédé ledit
« M. Grand, dont j'ay ci-dessus légué la jouissance à la dame
« Collion, veuve dudit M. Grand ; voulant que les titres et
« papiers étant en mon pouvoir qui établissent la propriété
« des différentes choses par moi icy léguées aud. s^r Cham-

« pionnet, et les droits en dérivants soient délivrés par mon
 « héritier, cy-bas nommé, au s^r Championnet, incontinent
 « après mon décès.

« Le legs des différents objets cy-devant n'est pas moins
 « fait audit s^r Championnet, qu'aux charges et conditions sui-
 « vantes :

« 1^o Qu'il paiera les pensions sus-énoncées tant à Marie
 « Collion, qu'à sa sœur, dame Magdelaine Collion, veuve
 « Grand ;

« 2^o Qu'il acquittera tous les droits du Roi et autres ;

« 3^o Qu'il paiera les capitaux de pensions qui peuvent être
 « dûs sur les immeubles qui lui sont légués, ainsi que les
 « charges et arrérages d'iceux ;

« 4^o Qu'il acquittera toutes les autres dettes de la succes-
 « sion, sauf les droits légitimaires paternels et maternels,
 « et intérêts ou arrérages dont je pourrai être débiteur à
 « M^{lle} Jeanne-Gabrielle Colombier, ma sœur, et qui resteront
 « à la charge de mon héritier ;

« 5^o Qu'il laissera jouir la dame veuve Grand des legs
 « ci-dessus à elle faits ;

« 6^o Enfin que le s^r Championnet paiera la somme de *vingt*
 « *mille livres* à mon héritier ci-après nommé, avec intérêts du
 « jour de mon décès.

« »

On remarquera tout d'abord que, toujours par crainte des lois existantes, Colombier s'est bien gardé de qualifier Championnet comme étant fils d'Etienne Grand et de Magdeleine Collion ; à part cela, cet acte est précieux pour nous en ce qu'il nous fixe d'une manière certaine, on peut dire, sur les véritables intentions d'Etienne Grand, quant à sa femme et à son fils, et aussi sur sa fortune au moment de son décès. Mais, au bas de la première feuille qui contient l'acte de suscription de son testament ci-dessus, Colombier a écrit, entièrement de sa main, la révocation suivante :

« Le quinze pluviôse l'an troisième de la République
« (3 février 1795), j'ay retiré le présent, attendu que mon
« intention est aujourd'hui de ne point le laisser subsister, les
« causes qui m'avaient engagé à le faire ayant absolument
« changées. Mon héritier ou mes héritiers trouveront dans
« mes papiers tous les éclaircissements nécessaires. »

« COLOMBIER. »

Ces « éclaircissements », nous les découvrirons en partie, nous aussi, au cours de cette *Etude*.

— Le 20 juillet de la même année, Colombier envoie Championnet à Aix, pour « rendre une visite aux citoyens Paschali et Barbeli, hommes de loi, et prendre leurs avis sur divers « objets », et le 2 octobre suivant, Colombier et Championnet se rendent ensemble à Grenoble, pour consulter Piat des Vials et Barthélemy d'Orbanne, autres hommes de loi, sur « la « meilleure manière de donner du bien à quelqu'un sans « inconvénient », lesquels déclarèrent « qu'en pareil cas, le « mieux était de donner de la main à la main, ou de faire « acheter ou d'acheter un bien quelconque au nom de celui à « qui on veut donner. »

Enfin, Colombier envoie ensuite Championnet à Lyon, pour perfectionner son instruction et s'habituer aux affaires : Championnet ne resta à Lyon que huit ou neuf mois environ, puis-que nous le retrouvons à Valence en juillet 1789. (*Procédure de 1796. — Papiers Tavenas.*)

Le 18 octobre 1788, Colombier vend à « Jean-François Martin, maître de la Poste aux chevaux de Valence, le domaine « de *La Robinière* et ses dépendances, situé au terroir de « St-Victor sur Valence, près et derrière le faubourg Saunière « de Valence, moyennant le prix et somme de 12,000 livres, « et sous les clauses et conditions y énoncées, domaine provenant de la succession de M. Etienne Grand. » (*Acte Bonthoux, notaire.*)

Intervient ensuite, à la date du 23 novembre 1788, l'acte

suivant, curieux à plus d'un titre, et que, pour l'intérêt de cette « *Etude* », nous croyons utile de donner *in-extenso* :

« Constitution de rente viagère. — Par devant moi, Anthoine
 « Bonthoux, conseiller du Roi, notaire à Valence, et les
 « témoins soussignés, ce jourd'hui, vingt-troisième novembre
 « 1788, après-midi, se sont personnellement établis dame
 « *Magdelaine Colion*, veuve de *M^e Etienne Grand*, conseiller
 « du Roi, lieutenant en l'Election de Valence, habitante au
 « fauxbourg Saunière de ladite ville, d'une part ; et *M^e Jean-*
 « *André Colombier*, licencié ez-droits, procureur ez-cours de
 « ladite ville, y habitant, héritier dudit *M^e Grand*, suivant le
 « testament solennel de celui-ci, dont la carte de suscription
 « a été reçue par *M^e Bouvier*, notaire, d'autre part ; lesquelles
 « parties ont dit que la dame Colion, veuve Grand, était sur
 « le point de faire assigner ledit *M^e Colombier*, en la qualité
 « qu'il agit d'héritier de *M^e Grand*, par devant le juge mage
 « de Valence, en expédition et délivrance du quart des biens
 « délaissés par ledit *M^e Grand*, avec restitution des fruits telle
 « que de droit ; pour le fondement de cette demande, elle se
 « proposait d'observer que *M^e Grand*, ne suivant que les mou-
 « vements de l'inclination qu'il avait conçue pour elle, l'avait
 « épousée sans dot et sans fortune, que l'ayant élevée jusqu'à
 « luy, il l'avait tirée de son premier état pour luy donner celui
 « de l'épouse d'un magistrat qui était dans l'opulence : mais
 « qu'il ne luy reste de cette élévation que le seul nom de son
 « mary, puisque *M^e Grand* ne luy a fait aucun avantage de
 « mariage, et qu'il est décédé sans avoir même pourvu à sa
 « subsistance ; que ce n'est point là un oubli qu'elle ait à luy
 « reprocher, puisqu'il est de fait que s'il n'eût été surpris par
 « la mort, il aurait satisfait ses sentimens pour elle en exécu-
 « tant, quant à ce, le dessein très formel qu'il en avait mani-
 « festé ; que n'eût-il pas manifesté ce dessein, on doit présumer
 « que s'il est décédé sans assurer un sort à sa veuve, c'est
 « qu'il a voulu laisser à la disposition du droit la répartition

« qui doit être faite de ses biens entre elle et son héritier ins-
« titué ; que fût-il possible d'admettre que M^e Grand l'eût
« absolument oubliée, cet oubli ne serait pas moins pour elle
« un titre à la protection des loix, et que, si elle la réclame,
« c'est moins pour se sauver de l'indigence dont elle est
« menacée, que pour empêcher que la mémoire de son mari
« n'en soit flétrie ; que, dans le droit, le mari riche est obligé
« d'alimenter sa femme pauvre, que c'est là une obligation
« qu'il laisse à son héritier, lorsqu'il décède avant elle. Que si
« l'un des conjoints laisse, en mourant, un patrimoine consi-
« dérable, le survivant qui est sans biens a droit d'en exiger
« une portion, non par voye de succession, mais comme d'un
« bien commun destiné à soulager sa misère ; que cet avantage
« qui est commun entre le mari et la femme est réglé au quart
« en usufruit, s'il y a trois enfants au moins, à une portion
« virile de même en usufruit, s'il y a plus grand nombre d'en-
« fants, et s'il n'y en a point à un quart en propriétés et fruits ;
« qu'il résulte de ces principes que M^e Grand étant décédé
« sans enfants (!...), la dame Colion est autorisée à demander
« le quart de la succession, pareillement en propriétés et fruits.
« Que s'il est vrai que M^e Colombier luy a fourni un habit de
« deuil et luy a donné jusqu'à ce jour des aliments et son
« logement dans la maison de feu M^e Grand, il n'a que très
« incomplètement rempli ses obligations envers elle, puisqu'il
« a tellement borné les aliments qu'il luy a fourni, qu'elle n'a
« pu conserver l'état que luy a donné son mari, et que, comme
« elle doit en porter le nom avec l'honneur et la décence qui
« luy sont dûs, elle est très fondée à demander la vuidange
« du quart de l'hérédité, avec restitution de fruits depuis le
« décès dudit M^e Grand, et l'offre d'imputer ce qu'elle a reçu
« de M^e Colombier pour aliments, le tout à estimations et
« liquidations d'experts. — Que ledit M^e Colombier aurait
« deffendu à cette demande, en soutenant que les principes
« implorés par la veuve Grand n'étaient relatifs qu'au cas
« auquel le mari était décédé *ab intestat*, mais que ne recevant

« aucune application au cas auquel il existait un testament,
 « il était autorisé à se prévaloir de l'entière hérédité, sans
 « partage quelconque, et telle que M^e Grand la luy avait défé-
 « rée; qu'il n'avait rien dû à la dame Colion au delà de son
 « habit de deuil et de son année de viduité; que celle-cy
 « convenant d'avoir reçu de luy et son habit de deuil et son
 « logement et des aliments jusqu'à ce jour, dont elle s'était
 « contentée, elle n'avait rien de plus à prétendre, sauf son
 « logement et ses aliments jusqu'à l'expiration de son année
 « de deuil, ce que ledit M^e Colombier ne lui refusait pas. Et
 « d'autant que toutes ces difficultés pourraient jeter les parties
 « dans un long et dispendieux procès, pour y obvier, elles ont,
 « par la médiation de leurs amis communs, et par transaction
 « entr'elles à jamais irrévocable, suivant la forme de l'Edit
 « bien connue par M^e Colombier, et donnée à entendre à la
 « dame veuve Grand, portant que contre pareil acte passé
 « entre majeurs, nul recours n'est admis, si ce n'est par dol
 « personnel, qu'elles déclarent n'être icy intervenu, traité,
 « transigé et accordé comme suit.

« Ledit M^e Colombier, en la qualité qu'il agit, promet, se
 « soumet et s'oblige de payer et servir annuellement, à compter
 « dès ce jour, *une pension viagère de la somme de mille livres* à
 « ladite dame Colion veuve Grand, dont la moitié payable de
 « six mois en six mois et d'avance, en la ville de Valence, sans
 « aucune retenue de Tributs Royaux, laquelle pension annuelle
 « et viagère de mille livres demeurera éteinte et supprimée au
 « décès de ladite dame Colion veuve Grand; et de suite ledit
 « M^e Colombier a réellement et comptant payé ez espèces
 « de cours, au vu de nous notaire et témoins, la somme de
 « 500 livres à ladite dame veuve Grand qui l'a reçue et en a
 « fait quittance pour les premiers six mois de ladite pension.
 « Ledit M^e Colombier a d'ailleurs, toujours au vu de nous
 « notaire et témoins, expédié et délivré à ladite dame Colion
 « veuve Grand, les effets formant partie de ceux délaissés par
 « ledit M^e Grand, savoir; — 1^o un lit bourre de soye couleur

« verte, piqué en dedans d'une étoffe en soye, garni de son
 « bois de lit, paillasse, deux matelas, un duvet et de ses couver-
 « tures d'hiver et d'été, où ladite dame veuve Grand couche ;
 « — 2° une glace qui se trouve dans le trumeau du salon
 « prenant jour sur la grande route ; — 3° une paire flambeaux
 « argentés ; — 4° une petite commode à un tiroir ; — 5° un
 « autre lit pour coucher sa domestique, garni de ses paillasses,
 « matelas et couvertes ; — 6° douze chaises et deux fauteuils
 « garnis en paille ; — 7° dix paires draps de lit. — 8° huit
 « douzaines serviettes ; — 9° une douzaine torchons ; —
 « 10° une glace de toilette ; — 11° un feu complet ; — 12° six
 « tasses à café et un sucrier : — 13°, quatre couverts et une
 « grande cuillère argent ; — 14° une poêle à frire ; — 15° un
 « moulin à café et sa poêle ; — 16° deux rideaux indienne
 « pour fenêtre ; — 17° une marmite ; — 18° trois casseroles
 « cuivre ; — 19° une paire chenets pour le feu ; — lesquels
 « effets dont la valeur en tout est au-dessous de la somme de
 « 500 livres, ont été reçus par ladite dame veuve Grand qui les
 « a de suite fait sortir de la maison de l'hérédité et emporter
 « dans celle qu'elle se propose d'habiter, et desquels effets elle
 « fait quittance, Ladite dame veuve Grand a au surplus de
 « suite fait sortir et emporter de ladite maison les linges, nippes
 « et effets servant à sa personne, ainsi qu'une garde-robe et
 « une toilette luy appartenants comme les aiant achetés avant
 « son mariage, dont également elle fait décharge audit
 « M^e Colombier, les derniers effets ci-dessus estimés aussi être
 « de valeur en tout, au-dessous de la somme de 500 livres, et
 « au moien de la création de pension ci-dessus et de la déli-
 « vrance aussy ci-dessus faite de mobiliers par ledit M^e Colom-
 « bier, ladite dame Colion veuve Grand a déclaré se départir,
 « comme elle se départ, de toutes espèces d'actions, demandes
 « et prétentions quelconques, d'où qu'elles dérivent et puissent
 « dériver contre ledit M^e Colombier et l'hérédité dudit M^e Grand ;
 « déclare que dans ladite pension et payement à elle fait des
 « premiers mois d'icelle, se trouve compris tout ce qui lui reste

« dû de son année de viduité ; au surplus ladite dame Collion
 « veuve Grand a promis d'évacuer la présente maison sous trois
 « jours. — Les parties déclarent encore que la valeur des actions,
 « demandes et prétentions desquelles la dame Colion veuve
 « Grand s'est cy-dessus départie ne sçaurait en tout excéder la
 « somme de dix mille livres. — Ainsi passé et accepté entre
 « les dites parties, fait et récéité dans la maison d'habitation où
 « est décédé ledit M^e Grand, au fauxbourg Saunière de
 « Valence, etc..... »

(*Papiers Villard*).

Si on compare cet acte aux testaments de Grand et de Colombier que nous avons déjà donnés, on voit que la rente viagère de Magdelaine Collion se trouvait élevée de 800 à 1000 livres, mais qu'elle perdait la jouissance des deux maisons du faubourg Saunière.

— Nous voici arrivés au 14 juillet 1789 : c'est une ère nouvelle qui commence.

Les protecteurs, les amis de Championnet, son tuteur lui-même, Colombier, saluent avec joie ce jour, « *aurore de la Liberté* ! ». — Plus encore que les autres, Championnet avait à se plaindre de l'ancien régime, pour le passé et pour le présent ; aussi n'hésita-t-il pas à s'encadrer dans le mouvement généreux qui agitait toutes les Provinces.

Nous allons le suivre dans cette nouvelle phase de son existence.

MARIUS VILLARD.

JULES TAVENAS.

(*A suivre*)



MÉMOIRES
POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DES
COMTÉS DE VALENTINOIS ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 122^e à 141^e livraisons.)

Cependant, subissant de plus en plus l'influence des jeunes seigneurs de son entourage, le roi s'abandonnait au courant d'une politique nouvelle, qui n'était pas sans inspirer des craintes à tous ceux qui auraient tenu à conserver fidèlement les traditions de Louis XI. La délivrance du duc d'Orléans, le mariage du roi avec l'héritière de Bretagne, événements dans lesquels prirent une large part Etienne de Vesc, Jacques de Miolans et quelques autres favoris du prince, accentuèrent encore ce mouvement et contribuèrent à donner à ces derniers un plus grand crédit, une influence plus décisive sur la marche des affaires. Disons tout d'abord qu'ils surent admirablement, pour leur propre intérêt, tirer parti de la confiance que leur accordait le prince. Etienne de Vesc, dauphinois rusé et pratique, valet de chambre de Charles VIII encore dauphin, était devenu bailli, chambellan, maître des eaux et forêts, membre du conseil, sénéchal de Beaucaire et de Nîmes (1). Les gratifications et les dons de deniers qui lui venaient sans cesse en aide, lui permirent d'acquérir, tant

(1) Sur ce personnage, il faut lire l'excellente *notice* publiée par M. de Boislisle, dont nous avons donné plus haut le titre. Malgré les plus minutieuses recherches, on n'a point encore réussi à rattacher

en Dauphiné qu'en d'autres provinces, des seigneuries nombreuses. C'est ainsi que le 10 décembre 1480, moyennant 10,000 livres, il fit l'acquisition de Châteauneuf-de-Mazenc, que lui cédèrent les héritiers du bâtard Lancelot de Poitiers. Il obtint en octobre 1492 la création de deux foires annuelles et d'un marché hebdomadaire, « pour plus grandement réédifier et repopuler led. lieu (1). » Quant à Jacques de Miolans, il se fit réintégrer dans sa charge de gouverneur du Dauphiné, par lettres données à Beaugé le 3 octobre 1491, et à sa requête, Antoine de Meuillon, seigneur de Ribiers, fut nommé son lieutenant (2). Le 30 du même mois, le roi lui

d'une manière précise, en indiquant le nom de son père, le célèbre Etienne de Vesc à l'une des nombreuses branches de la noble et ancienne famille de Vesc. Qu'il appartienne à cette famille, c'est incontestable. Voir notre *Essai hist. sur Die*, t. III, p. 47-8; — LACROIX, *L'arrondissement de Montélimar*, t. II, p. 71; — DE BOISLISLE, p. 3-4.

(1) Comme nous l'avons dit, Gérentonne de Poitiers, fille et héritière de Lancelot, avait obtenu de Charles VIII de n'être point troublée dans la possession de Châteauneuf-de-Mazenc. Cette dame mourut peu de temps après. Dès que le procureur général eut connaissance de cette mort, il fit réunir au domaine delphinal la terre de Châteauneuf par procédure du 12 novembre 1488, ce qui occasionna un procès entre le procureur et Jeanne de Clermont-Lodève, fille et héritière de Gérentonne. Cette Jeanne de Clermont était mariée avec Jean d'Urfé, seigneur d'Aurose. Un arrêt du parlement du 20 février 1492 accorda à Jeanne de Clermont la main-levée de la terre et imposa silence perpétuel au procureur général. Jeanne avait eu aussi des difficultés, au sujet de cette même terre, avec les descendants mâles de Lancelot de Poitiers, qui étaient alors Jean de Poitiers, coseigneur d'Allan, Louis Mermet et Jean cadet de Poitiers, ses frères, aussi coseigneurs d'Allan. Ce furent ces derniers qui vendirent Châteauneuf à Etienne de Vesc.

(2) *Mémoires de l'Académie des inscriptions...*, t. XIII (1740), p. 670. — Signalons ici deux enquêtes qui furent faites en cette dernière année du gouvernement de Philippe de Savoie. La première est relative aux prétentions des habitants d'Ezahut, qui se disaient appartenir à la Provence et non au Valentinois et Diois : les témoins entendus déclarèrent que Bertrand de Taulignan, autrefois seigneur d'Ezahut, faisait foi et hommage pour sa seigneurie aux Adhémar de Grignan ; qu'il vendit plus tard une partie de sa terre aux hospitaliers de Poët-Laval, etc. —

fit don de La Côte Saint-André et le nomma capitaine de cent gentilshommes de sa maison (1). Le 3 novembre 1471, mourut Antoine de Balzac, évêque de Valence et de Die. Trois ans auparavant (11 novembre 1488), le roi avait donné l'ordre aux chanoines de ne procéder à aucune élection épiscopale, avant d'avoir reçu de la cour les noms des trois candidats sur lesquels, aux termes de la Pragmatique, pouvait se porter leur choix. Les chanoines de Valence et de Die élurent, le 14 novembre, Jean d'Epinay, frère de l'archevêque de Bordeaux, alors en grand crédit auprès du monarque et qui leur avait été particulièrement recommandé (2).

Philippe de Comines reproche à Etienne de Vesc et à Guillaume Briçonnet, « deux hommes de petit estat et qui « de nulle chose n'avaient eu expérience », d'avoir poussé le roi à la conquête du royaume de Naples. Comines nourrissait

La seconde enquête fut ordonnée le 7 février 1491, sur la demande des habitants de Crest, qui voulaient déplacer leur cimetière. On y trouve quelques détails intéressants : « ... Quod platea in qua est cymeterium est in meliori loco dicti loci et magis apto et sufficienti pro foro tenendo quod sit in toto loco Criste, et quod, occasione istius platee et fori ibidem tenendi, multi mercatores ibidem affluunt, in quibus princeps percipit leydas, pedagium et alia emolumenta, et etiam res publica augmentatur, et locus ubi est sita domus ubi ipsum cymeterium mutare et transportare ipsi consules cupiunt dictum cymeterium est locus quasi inhabitabilis et de retro ipsam ecclesiam, et nulla est careria publica sed est circumdatus ortis et rupe, ob quod sibi videtur... » Ces lignes sont extraites du rapport présenté à la cour du parlement de Grenoble, par Pierre de Chabeuil, notaire et secrétaire de la sénéchaussée. (Archives de l'Isère, B, 3510.)

(1) PILOT, t. II, p. 322.

(2) Archives de l'Isère, B, 3510. Il fit hommage pour la temporalité de son Eglise, le 22 mars 1492, par procureur. La famille d'Epinay était de la Bretagne. André d'Epinay, frère de l'évêque de Valence, avait rendu à Charles VIII l'éminent service de le prévenir du projet qu'avait conçu le duc François de Bretagne de donner sa fille et héritière Anne à Maximilien, et il avait aidé le roi à déjouer ce dessein. Voilà l'explication de la haute fortune à laquelle il parvint et qu'il fit partager à ses frères. Cf. notre *Histoire de Die*, t. II, p. 473.

contre Etienne de Vesc et Briçonnet une certaine animosité ; il se complait à rejeter sur eux la plus lourde part de responsabilité dans cette aventureuse entreprise. Qu'ils aient secondé, encouragé les rêves de gloire du jeune monarque, il n'y a pas lieu d'en douter ; ils étaient trop habiles courtisans pour faire le contraire. Charles VIII, la tête pleine de romans de chevalerie, n'avait pas de peine à se laisser entraîner ; il céda, du reste, comme toute la jeune et brillante noblesse, à l'attrait mystérieux que commençait alors à exercer sur les esprits cette Italie, terre classique de la littérature et des arts, ardent foyer de civilisation. Les malheurs de la maison d'Anjou, les révolutions politiques qui agitaient ce pays, avaient depuis longtemps attiré les regards de la France ; il fallait s'attendre à ce que des princes, moins prudents que Louis XI, ne se contenteraient pas d'un rôle de pacificateur, mais caresseraient des idées de conquêtes. Quoi qu'il en soit, dès l'année 1489, on entend parler d'un projet de conquérir Naples. Ce projet prend des formes très nettes, quand le pape Innocent VIII, en butte aux vexations perpétuelles du roi de Naples, recherche l'alliance française et se montre disposé à favoriser l'entreprise. D'actives négociations s'engagent alors entre la France et les diverses cours italiennes, en vue de préparer les voies à la future conquête.

Au mois de septembre 1491, une ambassade française, composée de l'évêque de Lombez, du grand prieur d'Auvergne, de l'abbé de Saint-Antoine et de Jean Rabot, était envoyée à Rome. Elle avait pour mission de discuter les bases d'un nouveau concordat en matières bénéficiales, de traiter de l'affaire toujours pendante du Valentinois, et d'exiger du pape l'accomplissement de ses promesses concernant le prince ottoman Zizim. Selon l'usage, des instructions écrites furent remises aux ambassadeurs. Elles nous apprennent que les conférences entre les plénipotentiaires touchant la revendication des comtés avaient eu pour résultat de décider le roi à en demeurer le maître, sauf à donner au pape une somme d'argent, en compensation de ce qu'il pourrait y prétendre.

Voici les termes mêmes de l'instruction : « Et après, lesdits
 « ambassadeurs parleront du fait des comtés de Valentinois
 « et de Diois, selon l'information qu'en a maistre Jean Rabot,
 « l'un desdits ambassadeurs, qui de par le Roy a esté
 « commissaire avec le président du Dauphiné à former
 « procès de cette matière en la compagnie des orateurs de
 « nostredit saint Père, ayant puissance suffisante quant à
 « ce : par quoy n'est plus besoin de disputer de ladite
 « matière, attendu qu'elle a été longuement traitée par ceux
 « que dit est, tellement que le tout est rédigé deuement par
 « escrit en bonne forme, et ne reste qu'à scavoir de quelle
 « somme nostredit saint père se voudra contenter par ma-
 « nière d'accord et transaction, pour le droit que le saint
 « siège y prétend et sur ce lesdits ambassadeurs escriront
 « incontinent la responce finale de nostredit saint père avec
 « leurs avis » (1).

Les ambassadeurs étaient à Rome au mois de février 1492. Quelle fut la réponse de la cour romaine à cette proposition d'indemnité pécuniaire ? Aucun document ne nous renseigne à cet égard, mais nous pensons que rien ne fut alors réglé, car nous verrons, six ans plus tard, revenir l'affaire du Valentinois, qui recevra alors, du consentement des deux parties, une solution peu conforme aux intérêts de l'Eglise. Quant au véritable objet de la mission, préparer l'expédition de Naples, les ambassadeurs ne le perdirent pas de vue. Guy-Allard, auteur d'une *Vie de Jean Rabot*, où les faits ne sont pas toujours bien rapportés à leur véritable date, affirme que « Rabot demeura quelque temps en Italie. Il alloit de province en province, il prenoit langue partout, il s'instruisoit des affaires particulières où le roi avoit intérêt ; il estudia les sentiments des peuples, la politique de ces nations, le penchant qu'ils avoient à la guerre ou à la paix, et il discerna ceux qui avoient l'inclination française avec ceux qui

(1) GODEFROY, *Hist. de Charles VIII*, p. 619.

« ne l'avoient pas ; il prévint mesme les esprits et il les « préoccupa en faveur de son maître... » (1).

Les armements en vue de la future expédition furent poussés avec activité. Les Etats votèrent des subsides ; on emprunta aux banquiers des sommes considérables, en leur laissant en gage des diamants et des bijoux ; enfin on vendit quelques domaines de la couronne. C'est ainsi que le 21 août 1494 fut aliénée la terre de Charpey en Valentinois, pour le prix de 3500 livres, en faveur de Jean Lattier (2). Au mois de mai de cette même année, les troupes commençaient à affluer dans le Viennois et le Valentinois. Le 3 mai 1494, Antoine de Ville, chevalier, seigneur de Donjullien et de Beaupré, chambellan du roi, capitaine de Montélimar, accordait certaines indemnités à des habitants de Pierrelatte et de La Palud, qui avaient eu à souffrir du passage de cinquante hommes d'armes et d'une troupe de quatre cents arbalétriers, destinés à l'armée d'Italie (3). Dès le mois de mars, le roi était venu s'établir à Lyon avec la reine et toute la cour. Charles VIII et Anne de Bretagne descendirent en bateau de

(1) GUY ALLARD, *La vie de Jean Rabot*, publiée par GABRIEL, *Delphinalia*, mai 1852, Grenoble, in-8°, 40 pp. La famille Rabot était originaire d'Upie, et Bertrand Rabot, père du célèbre Jean Rabot, exerçait la charge de notaire à Crest. Voir pour plus de détails notre édition de l'*Histoire généalogique de la maison de Rabot*, par JEAN DE RABOT, conseiller au parlement de Grenoble, Valence, 1886, in-8°, 110 pp. (Extrait du *Bulletin de la Soc. arch. Drôme*, année 1884-5).

(2) Archives de l'Isère, B, 2985, f° 347. Le 24 août 1496, Guillaume de Poitiers, seigneur de Clérieu, marquis de Cotron, en Calabre, vendit à Jean Lattier, seigneur de Charpey, la terre et la seigneurie d'Egluy pour la somme de 3,000 livres.

(3) DE BOISLISLE, op. cit., p. 292. Rappelons ici un fait bien connu Antoine de Ville est le premier qui, au mois de juin 1492, avec quelques intrépides compagnons, fit l'ascension du mont Aiguille, réputé une des sept merveilles du Dauphiné. On sait que cette montagne du Trièves, dont parlait déjà au XII^e siècle Gervais de Tilbury, maréchal du royaume d'Arles, a été chantée en beaux vers latins par Salvaing de Boissieu. Il en est également question dans les écrits de Rabelais.

Lyon le 29 juillet et entrèrent à Vienne vers 6 heures après-midi ; ils ne quittèrent cette ville que le 22 août pour se rendre à Grenoble. Ils se séparèrent le 29, et pendant que le roi s'acheminait vers Embrun et le mont Genève (1), la reine, avant de retourner à Lyon, fit un pèlerinage à Saint-Antoine, pour mettre sous la protection du patriarche des cénobites le voyage de son époux.

L'histoire de cette facile et éphémère conquête de Naples est connue. Disons seulement que les comtés de Valentinois et de Diois fournirent à la célèbre expédition un contingent considérable de nobles et vaillants guerriers, qui s'illustrèrent en maintes circonstances, notamment à la bataille de Fornoue. Aymar du Rivail, dont le père, alors âgé et infirme, voulut se faire représenter dans cette campagne, a transmis à la postérité les noms de plusieurs d'entre eux : Philibert de Clermont-Montoison, qui commandait cinquante lances (2) ; Pierre de Vesc, qui avait sous ses ordres Aubert Rosset et François Champier ; Jean de Poitiers, le jeune fils d'Aymar de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier ; Claude d'Urre, seigneur du Puy-Saint-Martin, et son frère Tiers d'Urre, seigneur de la Baume, surnommé Tartarin ; Gaspard Adhémar ; Antoine de Meuillon, sénéchal du Valentinois et Diois, qui s'illustra à la prise de Novarre ; Charles Allemand, seigneur de Vaux, Pierre de Sassenage, seigneur de Sassenage, et Barachim Allemand, seigneur de Rochechinard (ce dernier parrain d'Aymar du Rivail), qui périrent au siège de cette ville (3). Les rôles des *montres* ou revues, les listes conservées par Guy Allard donnent quelques autres noms, qu'il est

(1) GODEFROY, *Hist. de Charles VIII*, p. 195.

(2) Philibert de Clermont s'illustra à la bataille de Fornoue. « Le roi, dit Chorier, courut danger d'être pris ou tué, s'étant trop engagé avec Mathieu bastart de Bourbon. Dans ce péril, il appela Monteson, qui courut en même temps pour le dégager : *A la rescousse, Montoisson*, lui cria-t-il. Aussitôt dit, aussitôt fait. Depuis, ce commandement exécuté avec tant de bonheur est devenu à cette maison une devise... »

(3) AYMARI RIVALII, *De Allobrogibus*, p. 535.

juste de tirer de l'oubli : Guillaume de Poitiers, seigneur de Clérieu, qui obtint en récompense de ses services le marquisat de Cotron en Calabre (1), Jean et Georges Lattier, Claude d'Arbaletier, etc. Etienne de Vesc, personnage indispensable au jeune roi, fut fait duc de Nole, gouverneur de Gaète : c'est à lui que fut confiée la garde de Zizim, quand le pape eut livré ce prince au roi de France, qui avait encore rêvé d'aller de Naples à Constantinople ; mais l'infortuné Zizim mourut à Naples, le 25 février 1495, quelques jours après l'entrée des Français dans cette ville, et sa dépouille mortelle fut portée à Gaète sans pompe et sans bruit (2).

Jean Rabot, que nous avons vu si affectionné aux affaires du monarque, lui rendit de signalés services, notamment à Pise et à Florence, grâce à la connaissance parfaite qu'il avait acquise du caractère italien. Il négociait encore à Rome, pendant que le roi entrait à Naples. « Le roi, lisons-nous « dans la vie de cet illustre Valentinois, qui l'aimait et qui « ne vit personne plus propre à administrer la justice en ce « pays que luy, l'en nomma chef que les Napolitains appellent « *Logbthète*, qui vaut autant à dire comme chancelier. Cette « charge lui fut donnée aux gages de soixante ducatz d'or par « jour, et il l'exerça avec prudence et exactitude unze mois « de suite... » Il demeura à Naples après le départ du roi, mais quand la ville se souleva contre les Français, il devint prisonnier des Aragonais et endura pendant un an les souffrances de la captivité, « comme le plus criminel des hommes, « dans une sombre et étroite prison. Il n'avoit ni argent, ni « aucunes hardes ; il ne vivoit que de ce que quelques amys « qu'il s'estoit acquis luy donnoient par aulmone... » (3).

(1) Guillaume de Poitiers, baron de Clérieu, sire d'Aramon, avait été chambellan et capitaine de Montlhéry sous Louis XI ; il obtint en 1496 le gouvernement de Paris. Charles VIII l'employa dans de nombreuses négociations, où il ne fut pas toujours heureux, notamment dans celle de Castille en 1497, où il se laissa berner par la diplomatie de Ferdinand et d'Isabelle. COMINES, t. II, p. 179-82.

(2) DE BOISLISLE, op. cit., p. 120-1.

(3) GUY ALLARD, *Vie de Jean Rabot*, p. 29-30.

Son sort toutefois fut un peu moins rigoureux sur la fin. Une lettre du 15 mai 1496 donne ce renseignement : « Rabot » a cuydé estre deslivré ; mais il est encore à Naples, où il « est assez bien traictié par ung serviteur du pape son ancien » amy, nommé Florès, qui lui fait plusieurs plaisirs. » (1) Il s'agit sans doute ici de l'espagnol Antonio Florès, qui fut un des deux délégués, chargés de traiter avec Rabot et Palmier l'affaire des comtés de Valentinois. C'est peut-être par l'intermédiaire de cet ami dévoué qu'il put aviser de sa triste situation le cardinal de Saint-Malo, qui était à Rome, et recevoir l'argent nécessaire à sa rançon. Dès qu'il fut libre, il se hâta de revenir à Grenoble. Le roi, pour l'indemniser de ses pertes, lui fit don de 1500 livres à prendre sur le grenier à sel de Valence (2). Ce ne fut point, du reste, la seule libéralité qu'il reçut du monarque. « Charles VIII, dit Comines, ne fut » jamais que petit homme de corps et peu entendu, mais » estoit si bon qu'il n'est point possible de voir meilleure » créature. » Il sut récompenser tous ceux qui lui avaient été utiles ou qui avaient mérité ses faveurs par quelque action d'éclat. Jean Blain, seigneur de Poët-Célard, qui pendant cette guerre lui avait rendu de grands services, fut gratifié d'une pension de 300 livres à prendre sur les revenus de la terre de Montmeyran (3).

Parti de Naples le 20 mai 1495, Charles VIII arrivait à Grenoble le 26 octobre et se trouvait à Lyon le 7 novembre. « Il se tint à Lyon longtemps, dit Comines, à faire tournois » et joustes. » C'est dans cette ville qu'il apprit la nouvelle de la maladie, puis de la mort du dauphin Charles-Orland, dont la naissance, trois ans auparavant, avait été fêtée sur tous les points du royaume (4). Avec cet enfant, tout l'espoir de la race descendait dans la tombe. Le roi ne fit pas de

(1) DE BOISLISLE, op. cit., p. 293.

(2) *Hist. général. de la maison de Rabot*, p. 9.

(3) CHORIER, t. II, p. 497. — Archives de l'Isère, B, 2985, f° 246.

(4) Charles-Orland était né le 10 octobre 1492 ; il mourut à Amboise le 6 décembre 1495.

grands sacrifices pour secourir ceux des Français qui étaient restés au royaume de Naples : « Nulle peine ne vouloit prendre pour entendre à son affaire..... et alloit de Lyon à Moulins, et de Moulins à Tours, et partout faisoit des tournois et des joustes et ne pensoit à aultres choses. » Il revint à Lyon, en avril 1496, et comme le bruit se répandit qu'il descendrait jusqu'à Valence, le conseil de cette ville, assemblé le 8 mai, prit des mesures pour les solennités d'une réception et décida qu'on lui offrirait « une tasse d'argent dorée de la valeur de quinze écus, et dans laquelle seroient déposées huit pièces d'or, aux armes du Dauphiné, de la valeur chacune de vingt écus... » Détail qui reflète bien les idées mesquines d'une bourgeoisie de marchands, il fut convenu qu'on ferait la tasse petite, afin que les pièces fussent plus apparentes (1). On ne voit pas que le roi soit venu à Valence. Peut-être est-ce à cette même date que les habitants de Montélimar offrirent de leur côté au monarque *un monde d'or*, c'est-à-dire une coupe en forme de sphère, dont le couvercle s'élevait et qui était montée sur un pied; elle pesait autant que 200 écus (2). Les finances s'étaient un peu rétablies, semble-t-il, car des lettres royales de 1496 ordonnent au trésorier de Dauphiné de payer à Philippe des Massues une somme de 2,000 écus d'or et de retirer de ses mains la terre de Châteaudouble, cédée autrefois à son père Gaubert des Massues, comme garantie d'emprunt (3).

(1) OLLIVIER (Jules), dans *Revue du Dauphiné*, t. II, p. 206.

(2) DE COSTON, *Hist. de Montélimar*, t. II, p. 98. — Le 8 février 1496, le parlement rendait un arrêt d'ajournement « contre les maîtres et ouvriers de la monnaie de Montélimar, parce que, dans les espèces d'or et d'argent par eux fabriquées, ils ne mettaient que le coin des simples armes de France, sans les escarteler de Dauphiné. » — Au mois de mars de cette même année, fut fait un règlement pour le péage de Montélimar et Savasse.

(3) Archives de l'Isère, B, 2985, f° 375. — Le 7 juin 1496, Claude de Salignon achetait, au nom du roi-dauphin, un *chasal* dans le lieu de Châteaudouble, pour y faire un grenier et y déposer les blés et autres grains appartenant au roi.

Durant les dernières années de Charles VIII, le Valentinois ressentit l'influence d'une hérésie, qui, depuis longtemps, dominait dans certaines vallées alpêtres du diocèse d'Embrun, et contre laquelle étaient venus inutilement se heurter les efforts combinés des inquisiteurs et du parlement de Grenoble ; nous voulons parler de l'hérésie vaudoise. Le centre de la secte paraît avoir été certaine région d'Italie : c'est de là que partaient des missionnaires ou *barbes* comme on les appelait, généralement de nationalité piémontaise. Ils arrivaient déguisés en marchands, la balle sur l'épaule, et s'introduisant dans les familles, présentaient, avec leurs denrées de colportage, les enseignements de la secte (1). En 1492, le diocèse de Valence comptait un assez grand nombre de vaudois. L'hérésie s'était implantée à Chabeuil, d'où elle n'avait pas tardé à se répandre dans les paroisses qui s'étendent le long de la montagne, depuis Châteaudouble jusqu'à Saint-Nazaire. On trouvait alors des vaudois à Charpey, à Saint-Vincent, à Barbières, à Samson, à Beauregard.

Ce n'était pas assurément sans danger que les barbes menaient la vie de missionnaires errants. En 1492, deux d'entre eux, François de Gérondin, dit barbe Martin, et Pierre Jacob, dit barbe Jean, furent arrêtés au col de Coste-Plane. Les pièces de leur procès se trouvent actuellement dans la bibliothèque de l'université de Cambridge ; elles ont été en partie publiées par Allix, dans ses recherches sur les anciennes églises du Piémont (2). Perrin, qui les avait eues en sa possession, les a le premier signalées : « Enquis pour-
« quoy la secte des vaudois pulluloit si fort et s'espandoit
« dès longtemps en tant de lieux, ce moine (*l'inquisiteur*
« *François Plovier, de Valence*) fait coucher ainsi la response
« du barbe Gérondin : que la vie dissolue des prestres en

(1) Voir notre *Mémoire historique sur les hérésies en Dauphiné avant le XVI^e siècle*, Valence, 1890, in-4°, 164 pp., p. 110.

(2) ALLIX (P), *Some remarks upon the ecclesiastical history of the ancient churches of Piedmont*. London, 1690, in-8°, p. 306-17.

« estoit la cause, et que parce que les cardinaux estoient
 « avares, orgueilleux et luxurieux, estant chose notoire à un
 « chascun (1)... »

Antoine Faure, chanoine d'Embrun, et Christophe de Saillans, chanoine, vicaire général et official de Valence, reçurent commission du pape pour informer contre les hérétiques du Valentinois. Deux documents nous ont transmis quelques détails intéressants sur les travaux de ces inquisiteurs. Le premier, publié en partie par Colombi, nous fait connaître les réponses d'un certain Monet Rey, de Saint-Mamans. Celui-ci avait été mis en relation avec les barbes vaudois par un de ses parents qui habitait Beauregard, nommé Telmont Pascal : c'était chez ce dernier que les missionnaires hérétiques s'arrêtaient de préférence, quand ils visitaient la région. Rey expose longuement les croyances vaudoises. Nous l'avons publié ailleurs cette déposition si curieuse (2). Le second document est le procès fait à une femme de Beauregard, nommée Peyronnette, veuve de Pierre Béraud. Le texte original latin est à Cambridge : un fragment en a été publié par Allix ; une analyse en est donnée par Perrin, dans son *Histoire des Vaudois*. Nous la reproduirons d'autant plus volontiers que ces sortes de documents sont rares et jettent une vive lumière sur un mouvement des esprits dans nos régions, particulièrement intéressant à étudier à la veille de la grande révolution religieuse du xvi^e siècle.

« L'an mil quatre cent nonante-quatre, Anthoine Fabri,
 « docteur et chanoine d'Embrun, et Christofle de Saillens,
 « chanoine, vicaire et official de l'evesque de Valence, eurent
 « commission du pape pour agir contre les vaudois de Dau-
 « phiné, autrement dits chagnards. Fabri, inquisiteur, et un
 « nommé Gobaudi, notaire d'Embrun et secrétaire desdits
 « inquisiteurs, portèrent à Embrun un certain procès formé

(1) PERRIN (Jean-Paul), *Histoire des Vaudois*. A Genève, 1618, in-8°, p. 134.

(2) COLUMBI (S.-J.), *Opuscula varia*. Lugduni, 1668, in-f°, p. 330-1.

« contre Peironnette, de Beauregard, en Valentinois, relai-
« sée d'un certain Pierre Béraud, de laquelle nous ne faisons
» point mention pour sa constance, mais parce qu'elle dit en
« ses responces plusieurs choses lesquelles peuvent servir
« pour l'histoire. Enquise donc si elle avoit veu ou entendu
« quelques barbes vaudois, elle respond au commencement
« que non, et persistant en tous interrogats de respondre par
« négative, les inquisiteurs ordonnèrent que, pour avoir trop
« suffisamment respondu, elle seroit conduite ès prisons de
« l'evesché de Valence, où estant menacée d'estre appliquée
« à la question, confessa qu'il y avoit vingt-cinq ans que
« deux hommes vêtus de gris estoient venus en la maison
« de son mari et qu'après soupper, l'un d'iceulx luy demanda :
« *N'avés-vous jamais auvi parler d'un plein pung de monde*
« *que si non era, tot lo monde seria a fin ?* c'est-à-dire si elle
« n'avoit point entendu parler d'une poignée de gens qui sont
« au monde, sans lesquels le monde prendrait fin. Après
« avoir respondu qu'elle n'en avoit jamais ouy parler qu'a
« mosen André, curé de Beauregard, lequel disoit souvent
« qu'il y avoit un petit nombre de gens au monde sans les-
« quels le monde périroit. Et que lors ce personnage luy
« auroit dit qu'il estoit là pour luy parler de ce petit trou-
« peau-là et le luy faire cognoistre, scavoir que c'étoient
« ceulx qui avoient appris, par les commandements de Dieu,
« comment il le falloit servir et qu'ils alloient par le monde
« pour apprendre aux hommes comment il falloit l'adorer et
« honorer et pour réformer les abus de l'Esglise romaine.
« Item, qu'il luy avoit dit, entre plusieurs autres choses,
« qu'il faloit point faire à aultrui ce que nous ne voulons
« point nous estre fait à-nous-mesme ; qu'il faut adorer un
« seul Dieu comme estant celuy seul qui nous peut aider et
« non point les saints décédés ; qu'il ne faloit point jurer ;
« qu'il faloit garder fidélité au mariage ; qu'il faloit observer
« le jour de dimanche ; et qu'il n'estoit necessaire de garder
« les autres festes ; que les ecclésiastiques possédoient trop

« de richesses, qui estoient cause qu'ils entretenoient des
 « putains et vivoient scandaleusement, et que du pape, il
 « disoit en son langage : *Autant crois et autant mauvais es*
 « *lo papa coma nengu autre et per co non a gès de poissance*,
 « c'est-à-dire que le pape est aussi pervers et méchant qu'au-
 « cun autre et partant qu'il n'a aucune puissance. Item, qu'il
 « enseignoit qu'il n'y a aucun purgatoire, ains seulement le
 « paradis pour les bons et l'enfer pour les méchants. Et par-
 « tant que tous les chantats et suffrages des prestres pour les
 « âmes des deffuncts ne servoyent de rien, ni les alées et
 « venues des prestres dans les cœmetieres disant *kyrieleison*.
 « Item, qu'il valoit mieux donner aux pauvres que d'offrir
 « aux prestres ; que c'étoit chose vaine de fléchir le genouil
 « devant les images des saints.

« Elle fut renvoyée en prison, puis rappelée le lendemain :
 « elle persista en son dire, adjoutant que lesdits barbes luy
 « avoient dit que les prestres qui recevoient de l'argent pour
 « les messes qu'ils chantoient, estoient semblables à Judas
 « qui vendit son maistre pour de l'argent, et que ceulx qui
 « bailhoient de l'argent pour des messes sembloient les juifs
 « qui avoient achepté Christ pour de l'argent » (1).

Ces quelques lignes peuvent, dans une certaine mesure, permettre au lecteur d'entrevoir déjà l'œuvre de décomposition qui commençait à s'accomplir au sein de la société chrétienne : plusieurs des faits qu'il nous faudra maintenant recueillir et placer sous ses yeux lui feront saisir sur le vif quelques-unes des causes qui ont puissamment contribué à accélérer cette œuvre, qui ont divisé la famille du Christ en deux camps ennemis et qui ont creusé entre nous un abîme que Dieu seul pourra combler.

(1) PERRIN, op. cit , p. 134-7.

(Fin du second Mémoire).

JULES CHEVALIER.

LA FAMILLE DE BRESSAC

Sa Généalogie, son Histoire

(SUITE. — Voir les 141^e et 142^e livraisons).

Nous avons vu, dans la précédente livraison, que malgré l'opposition d'Aimar de Dorne, Henri de Bressac avait été maintenu dans sa charge de bailli de Valence par un arrêt du parlement de Grenoble. Au mois de février 1587, Charles de Bressac mourut, laissant à son fils Henri, qu'il avait institué son héritier, une succession grevée « de telles charges et dettes » qu'il ne l'accepta que sous bénéfice d'inventaire.

Il résulte de diverses pièces aux archives, à la date de 1594, qu'une demoiselle Barbe Peyrolier, qui avait épousé un nommé Charles Montoisson, intenta contre Henri de Bressac une action devant l'officialité, tribunal compétent en la matière, en exécution de promesses de mariage verbales, puis renouvelées par écrit. De Bressac nia énergiquement avoir fait aucune promesse de ce genre. Il articula même contre la demanderesse des faits extrêmement graves. Il prétendit que celle-ci aurait eu des relations avec M. de Mirabel ; et qu'alors que son mari avait été, pendant longtemps, absent du domicile conjugal, et n'avait pu avoir aucune relation avec elle, elle aurait accouché. Il faut reconnaître que Henri de Bressac était le bien reçu dans la maison de la femme Montoisson, car, au décès du mari, il fut

nommé tuteur des enfants du premier lit. La femme Montoison prétendit que de Bressac avait profité de ses allées et venues dans la maison, pour faire disparaître la promesse écrite de mariage, souscrite en sa faveur. De Bressac affirma à son tour qu'il ne s'était jamais engagé ni verbalement ni par écrit. Il soutint même que la déclaration écrite que lui opposait la femme Montoison constituait un faux, que ce n'était ni son écriture ni sa signature, et que, dans sa position, il n'aurait jamais contracté pareille alliance. Il est certain qu'avec les idées qui avaient cours à cette époque, et, après toutes les démarches faites pour obtenir les lettres d'anoblissement, il est difficile d'admettre que Henri de Bressac ait songé un seul instant à déroger de la sorte. Dans tous les cas, il y eut un monitoire (1) et une enquête devant l'official devant lequel Henri de Bressac fut cité à comparaître. Il avait dû épouser une demoiselle de Breuil de Crest ; Barbe Peyrolier, informée de ce projet d'union, n'en témoigna aucun ressentiment. En cas de condamnation, l'officialité ne pouvait prononcer qu'une amende.

Malgré mes recherches dans les papiers de famille, aux archives, je n'ai pas pu arriver à connaître quelle fut la conclusion de ce procès.

Ce qu'il y a de certain, c'est que, en 1605, Henri de Bressac contracta mariage avec Justine de Costaing. Le contrat de mariage fut reçu par M^e Jaquinel, notaire à Pusignan, le 9 janvier 1605 (2). En voici les stipulations :

(1) Le monitoire est un mandement de l'official adressé à un curé pour avertir tous les fidèles de venir à la révélation sur les faits y mentionnés à peine d'excommunication. — *Dictionnaire de Ferrière*, tome II, pp. 210 et suiv.

(2) Voir dans l'*Armorial du Dauphiné* la généalogie de la famille de Costaing.

« Contrat de mariage de noble Henri de Bressac, conseiller du roy, notaire et secrétaire de la maison et couronne de France, balif de Valence et de son ressort, d'une part.

« Et demoiselle Justine de Costaing, fille de feu noble François de Costaing, chevalier de l'ordre du Roy, et gentilhomme ordinaire de sa chambre, seigneur de Palex et de Pusignan, et de dame Catherine de Rostaing, d'autre part.

« Étaient présents et assistaient ladite demoiselle de Costaing :

« 1° Noble Pierre de Monery, son cousin ; 2° noble Jacques de Costaing, seigneur de Pusignan, son frère ; 3° messire Jean de Lacroix, seigneur de Brye, conseiller du roi et maître auditeur en la chambre des comptes ; 4° François et Alexandre de Gournet de St-Laurent, alliés et amis de ladite demoiselle épouse.

« Pour aider à supporter les charges du mariage, Jacques de Costaing, frère de ladite demoiselle future épouse, a donné et constitué, donne et constitue en dot à ladite demoiselle Justine de Costaing, épouse future, et pour elle, audit sieur de Bressac, son futur époux, présent et acceptant, la somme de douze mille livres ; pour tous les droits, réclamations légitimes ou suppléments à elle appartenant et escheux par les deceds desdits s^r de Palex, de demoiselle Catherine de Rostaing, ses père et mère, de feu demoiselle Izabeau de Costaing, sa sœur, de noble de Costaing, son frère, de dame Louise de Costaing, sa sœur ; par testament reçu M^e Azard, notaire à Grenoble, du dix-neuvième novembre dernier, et tout ce qu'elle pourrait avoir à prétendre pour le présent et pour l'avenir, elle ou les siens, sur les biens du s^r de Palex. Sauf et réservé toutefois le

droit et légitime paiement comptant, par ledit s^r de Palex audit s^r de Bressac, en escus testons et autre monoye de poids, en présence de moi, dit notaire.

« Et dans le cas où il n'y aurait pas d'enfants, elle en disposera à sa volonté en tant, comme il est dit qu'elle survivra audit de Bressac et non autrement. Dans le cas contraire, ledit augment sera acquis au s^r de Bressac, sans que ladite constitution de douayre puisse empêcher la restitution de dot.

« Ledit s^r de Bressac a en outre donné à sa future épouse, pour bagues et joyaux, la somme de dix-huit cents livres de laquelle elle pourra disposer à la vie, à la mort, qu'elle ait enfants ou non. »

Suivent les formules d'usage : « Serment d'observer les clauses et stipulations du contrat de mariage sous peine de tous dépens et dommages-intérêts, et pour sûreté, les parties ont soumis et obligé tous leurs biens présents et à venir quelconques sous la juridiction des cours royales delphinales, souverains parlements dudit pays, baillage de Valence et de Vienne.

« Ledit contrat fait publiquement, écrit dans le château dudit lieu de Pusignan, en la salle basse d'iceluy. »

Suivent les noms des parents déjà nommés et des témoins qui sont des hommes de service ou des clercs. Il est constaté que l'un des témoins n'a pas su signer.

Antérieurement à son mariage avec Justine de Costaing, le 27 mars 1602, noble Gabriel de Chastelier, seigneur de Milieu, général des finances en Dauphiné, reconnu devoir à M. de Bressac 6,200 écus dont 2,000 que lui et Charles de Chastelier, son frère, lui devaient par acte du 14 août 1600 et 188 écus par autre acte du 29 octobre 1601 ; 3,000 écus que ledit s^r de Chastelier lui devait payer pour noble Bertrand Manuel,

s' de la Fay, sur le prix de la terre et seigneurie de la Vache, que le s' de la Fay lui avait vendue par acte du 19 juin 1601. De Bressac acquitta de la Fay de 4,000 écus, dont 3,000 de dettes, de 1,000 cédés par de Chastelier sur le prix de la Vache.

La même année et à peu près à la même date ou quelques jours avant, noble Bertrand Manuel, seigneur de la Fay et l'Aubespain, demeurant à la Fay en Lyonnais, avait transporté à Henri de Bressac les 1,000 écus à lui dus par Gabriel-Philippe de Chastelier sur le prix de la terre de la Vache.

En 1615, Henri de Bressac acquit, dans l'Ile n° 14 (1), rue des Bans ou des Bancs, rue actuelle du Musée, une maison, dite maison du Bos, d'Ennemond du Bos et de Sébastienne de la Rivière (2), veuve de noble Louis de Calignon, contrôleur général des gabelles, pour 3,600 livres, et les années suivantes, lui ou sa femme, d'autres emplacements voisins de la citadelle, le tout allant à 12,550 livres.

Nous avons déjà dit que cette famille possédait des boutiques à sel nommées Lancelottes, le fief de Faventines, côte des Chapeliers, un hôtel dans lequel se trouve l'imprimerie Valentinoise, une maison près de la côte Sylvante et divers immeubles dans la banlieue. Nous avons trouvé aux archives des documents qui établissent que Henri de Bressac sut habilement administrer sa fortune. Au moyen âge et surtout à l'époque de la renaissance, les protecteurs des lettres et des arts étaient des banquiers ou de grands commerçants.

Nous avons dit, dans une livraison précédente, que

(1) Note de M. Villard. — Acte de M^e Calvin, notaire, du 12 mars.

(2) Note de M. Lacroix.

de son mariage avec Justine de Costaing, Henry de Bressac eut :

1° François-Maximilien de Bressac, qui fut conseiller au parlement de Grenoble ; 2° Charles-Jacques, ci-après ; 3° Laurent-Alexandre de Bressac, dit l'abbé de Bressac, « grand prédicateur, homme d'esprit et de savoir ». J'aurai de nouveau occasion d'en parler ; 4° Justine de Bressac, mariée à Ennemond de Servient, président à la chambre des comptes du Dauphiné et ensuite ambassadeur pour le roi à Turin. Je donnerai plus loin sa biographie ; 5° Louise-Olympe de Bressac, unie à François de Ventes ; 6° Virgine, femme de Pierre de Ventes.

En 1620, le 7 avril, Henri de Bressac fit son testament à Grenoble :

« Quant aux dispositions à prendre pour les obsèques, il s'en rapporte à demoiselle Justine de Costaing, sa bien aimée épouse, et recommande qu'il n'y ait pas une trop grande pompe funèbre. Il donne et lègue, en rémission de ses péchés, aux pauvres de l'hôpital de Valence la somme de six cents livres ; à ceux de la Vache, près d'Etoile, cent livres ; à ceux de Loriol, cent livres ; à ceux de Montélégier, autres cents livres ; aux PP. Minimes de Valence, pour leur aider à continuer leurs bâtiments, cent cinquante livres ; aux PP. Jacobins de Valence, cent livres ; toutes lesdites sommes payables un an après le décès du testateur. Item, il donne et lègue par droit de particulière institution, délaisse à noble Alexandre de Bressac, son fils naturel et légitime, la somme de autres mille livres, payables en obligations liquides, solvables et exigibles, alors que le s' Alexandre aura atteint l'âge de vingt-cinq ans accomplis, pour tous ses droits de légitime et autres qu'il pourra prétendre sur ses biens et héritages.

« Item, à demoiselles Justine, Anne et Marie de Bressac, ces filles naturelles et légitimes, à chacune d'icelles comme à chacun des posthumes naturels et légitimes, soit chacun des mâles ou femelles qu'il pourrait avoir cy-après, le s^r testateur donne et lègue par institution particulière la somme de quinze mille livres, payable aux filles, quand elles seront colloquées en mariage, et aux mâles, quand ils auront atteint l'âge de vingt-cinq ans complètz ; il ordonne qu'ils seront nourris et élevés convenablement aux études des lettres et de la jurisprudence.

« Item, a ainsi ordonné ledit de Bressac, testateur, les gaiges de ses serviteurs ou chambrière qui se trouveront à son servisse l'année de son décès devront être doublés à la charge de prier Dieu pour lui.

« Et parce que le chef et le fondement de tout testament est l'institution d'héritier universel, à ceste cause, ledit de Bressac a institué et institue, de sa propre bouche, nomme héritier universel, noble François-Maximilien de Bressac, son fils aîné, par lequel il veut que tous ces debs et légats estre payés sans figure de procès et cas advenant que sondit héritier meure sans enfants ou encore ses enfants sans enfants, leur substitue vulgairement et pupillairement ou par fidei-commis le s^r noble Laurent-Alexandre de Bressac, prefférant les mâles aux femelles.

« Et quant auxdits mâles, aux puînés et enfin les posthumes que ledit testateur pourrait avoir cy-après et lesdits enfants, à leur défaut, lesdites demoiselles Justine, Anne, Marie, Claudine et posthumes femelles que ledit testateur pourrait avoir par esgalle part et portion auquel le s^r Maximilien, héritier, cy-dessus et autres enfants ledit testateur a nommé délaissé pour

tutrice et curatrice jusqu'à ce qu'ils ayent atteint l'âge de vingt-cinq ans completz ou que lesdites filles soient mariées, ladite Justine de Costaing, leur mère, à laquelle la moitié des fruits appartiendra pendant ledit temps à la charge de les nourrir et élever, comme cy-dessus il a été dict et ordonné, payer les réparations ordinaires et pour les frais funéraires sans demander aucun remboursement à son dit héritier ; pour l'autre moitié, veut qu'elle soit convertie en une constitution de rente ; prie et requiert messire Jean-Louis Rosset, bachelier ès-droits, chanoine aux églises de Valence et Bourg, et M^e Charles Bertrand, chanoine de Die et prévôt à l'église de Valence, d'être coadjuteur à ladite tutelle et curatelle, ladite faveur, il s'assure que ledit Rosset lui accordera en considération de l'étroite amitié qui a existé entre eux, et aussi s'assure que ledit s^r Bertrand, son neveu, aura mémoire des soins que ledit testateur a pris pour son advancement. Défend expressément à ses enfants de contracter mariage, que par l'express avis et consentement de ladite demoiselle de Costaing ; désignera d'autres parents et par un escript qu'il laissera et que ladite demoiselle trouvera dans sa liette. Le testateur déclare que cecy est son dernier testament noncupatif qu'il veut et ordonne valoir par droit de testament parfait ou imparfait, codicille, donation, à cause de mort ; a cassé, casse et révoque tous autres testaments et codicilles que cy-devant il pourrait avoir fait, voulant que cestuy soit le dernier et valable à toujours ; priant et requérant les témoins cy-après nommés d'en estre mémoratif, et par moi, dit notaire, en faire acte et instrument public, ce qui a esté fait et récité publiquement dans la maison d'habitation de noble Paul Pourroy, à Grenoble, ledit Paul Pourroy.

receveur des Etats du Dauphiné, le septième jour du mois d'avril, avant midy, année mil six cent vingt.

« En présence de noble Jean-François Raynaud, avocat à la cour, et noble Paul Pourroy, Estienne Leporix, professeur ès-droits, habitant audit Grenoble, noble Mathieu Daurive, au lieu d'Anselles, en Gapençois, Charles Thureau, clerc chez le s^r Pourroy, Jean Malizy et Clermont Galien, tous bien cogneu et nommés par le testateur, témoins requis appelés à signer avec le testateur, sauf ledit Galien qui a dit ne savoir escrire. »

Nous trouvons aux archives, à la date de 1629, un testament de Charles Bertrand, prêtre de l'église de St-Apollinaire, abbé de l'église collégiale de St-Pierre du Bourg, en faveur de Henry de Bressac. En voici les clauses :

« Je demande à être inhumé dans l'église cathédrale de St-Apollinaire ; je lègue 130 livres à l'hôpital de St-Jacques (1), qui seront payées dans l'année de mon décès, et en outre la somme de cent huitante-cinq livres qui me sont dues par le chanoine de Sauvent, de Notre-Dame de Grenoble, abbé de St-Synian.

« Je donne et lègue à mon oncle et bienfaiteur, Henry de Bressac, baillif de Valence, tout ce que j'ai dans le Valentinois, en quoi qu'il puisse consister et tout l'argent qu'on trouvera riére moi, exceptant les obligations pour dettes que M. Jacques Liotard, mon beau-frère, me doit ; de tout quoi ledit s^r de Bressac pourra disposer à sa volonté à la charge qu'il délivrera

(1) Cet hôpital était situé dans la rue St-James actuelle. Voir l'inventaire de St-Apollinaire et les minutes de Valette, notaire, 1680 : « Ile 64, l'église et tènement du prioré St-Jacques, qui était l'hospital où l'on était obligé de recevoir tous les pèlerins » — Documents de M. Villard ; *Rues de Valence*.

à demoiselle Justine de Costaing, sa très honorée femme, de mes biens, cent livres, pour une fois, pour estre par elle employées, de quoi je les supplie humblement de faire célébrer, durant 13 mois, le saint sacrifice de la messe, et aultre trois grandes messes à la fête de la Sainte-Trinité et aux trois fêtes des Trépassés ;

« Aux révérends PP. Jacobins, au cas qu'ils ne puissent continuer (ce qu'à Dieu ne plaise), aux révérends PP. Minimes lui plaira délivrer quinze livres pour faire célébrer un trentain après mon décès et aux révérends PP. Cordeliers (1), ledit de Bressac fondera une chapelle dans quelque église que ce soit ; il prendra sur le loyer de la maison où pend comme enseigne : la Mule — de vingt-quatre livres, que j'ai acquis de M. de la Gamelle, et quatre escus de pension annuelle que ledit sieur ajoutera de mes biens et l'acquerra. Dans le cas où ledit s^r de Bressac ne fonderait aucune chapelle, il donnera vingt-quatre livres aux pauvres et douze livres à la confrérie du Saint-Sacrement. »

En tête du testament se trouve une invocation à Dieu et à la Sainte Vierge Marie. La première ligne est le signe de la croix en latin. Ces invocations se retrouvent même dans les testaments des gens du monde. Les notaires de cette époque les inséraient d'office dans les testaments. C'était comme une formule. De nos jours, on se préoccupe surtout des questions d'intérêt.

LÉON EMBLARD.

(A continuer).

(1) Il était question de la réforme de l'ordre des Jacobins. — Note de M. Lacroix.

Les Ponts Anciens et Modernes

SUR

LE RHONE A VALENCE

(SUITE. — Voir les 141^e et 142^e livraisons)

Ainsi que cela a été dit au commencement de ce travail, la première mention authentique de l'existence d'un pont sur le Rhône à Valence, se trouve dans une charte des 26-7 juin 1214, dont on a pu lire la traduction complète dans la 141^e livraison de ce Bulletin, pages 151-152. On se souvient que cette charte, extraite du *Cartulaire de Saint-Pierre du Bourg*, concernait la donation du Port du Rhône, par Bernard de Belregard, qui en était un des possesseurs, à l'Eglise de Saint-Pierre du Bourg, sous certaines conditions dont il convient de retenir la suivante, à cause de son intérêt spécial : « Et il faut savoir que ledit Adalbert de Crussol — propriétaire de la quatrième partie du port en question — a promis à l'Eglise que le droit qu'il a sur le port, il ne le transmettrait en aucune façon à l'hôpital du pont, ni à aucune personne qui aurait charge de l'œuvre du pont, ni à aucun habitant du Bourg, sans l'assentiment de l'Eglise ». —

Cette rédaction, il convient de le reconnaître, laisserait le champ libre à nombre d'hypothèses, y compris celle d'un simple projet de construction, n'ayant pas été

exécuté par suite de n'importe quelles circonstances ignorées, si la preuve de la matérialité de l'existence d'un pareil ouvrage ne ressortait du fait même de sa disparition.

En effet, cette disparition inopinée, amenée sans doute par l'une de ces crues terribles, trop souvent habituelles au rapide, presque torrentueux fleuve du Rhône, dut être un désastre considéré à cette époque comme irréparable, bien fait pour *s'incruster* profondément dans la mémoire de ceux qui en devinrent, du jour au lendemain, les victimes. Les infortunés riverains, accoutumés aux avantages d'un facile et fructueux *trait d'union* entre deux rives habitées et relativement éloignées l'une de l'autre, devaient garder le souvenir d'un aussi terrible événement. Ce qui tendrait à démontrer ce dire, c'est la désignation très caractéristique donnée, *presque de suite*, au quartier de Valence appelé depuis *quartier de Pont-péri*. Notre intention n'est pas de rechercher les étymologies, de remonter aux sources originelles de cette appellation, c'est-à-dire de l'association des deux mots : Pont péri. On le sait trop, le résultat de ces recherches, presque toujours incertain, ne réussit jamais à rallier toutes les opinions, et donne lieu, par conséquent, à des controverses stériles. D'après notre savant et regretté confrère, M. le D^r Bonnet, l'auteur d'un remarquable travail sur « les rues de Valence », publié dans ce bulletin et déjà cité par nous, *pont péri*, doit être compris dans le sens de *pont détruit*, *pont disparu*. L'interprétation, malgré le commentaire dont son auteur croit devoir l'accompagner, est susceptible de discussion. Voici d'abord ce qu'écrivait M. Bonnet : « C'est donc avec une vraie confiance que nous adoptons la tradition et

l'orthographe de *Pont péri*. Remarquons cet exemple de la manière aisée dont nos ancêtres employaient sans auxiliaire le participe passé de certains verbes neutres : Cela répond aux grammairiens qui ont reproché à Racine d'avoir dit : *Ce héros expiré.* »

On le reconnaîtra, tout cela n'a rien de bien probant pour la détermination exacte de ce que veut dire le mot *péri* accolé à *pont*, En effet, s'il y a des présomptions sérieuses en faveur de l'interprétation du D^r Bonnet, ceux qui prétendent que Pont-péri peut aussi bien signifier Pont en pierre, — Pompierre, — Pont-pierre, etc., ont le droit de ne pas être convaincus. C'est pourquoi, ce qu'il importe surtout de retenir, c'est que dans tous les cas il est question d'un *pont*, d'un *pont* ayant existé, ayant rendu de grands services et dont la disparition causa une telle émotion que la tradition s'en est conservée, perpétuée au travers des âges. Les souvenirs des hommes se transmettent d'autant plus tenaces qu'ils se rapportent à des calamités publiques, à d'affreux et par conséquent inoubliables malheurs. Les populations de nos contrées, dont les arrière-ancêtres eurent tant à souffrir de l'invasion des Maures, stigmatisent encore de l'épithète de *Sarraïns*, les fauteurs de dévastation et de ruine. De même, les luttes entre Louis XI et Charles-le-Téméraire ont laissé dans les souvenirs des paysans des régions qui en furent les témoins et les victimes, des rancunes très persistantes, puisque le nom de *Bourguignon* est donné encore aujourd'hui au quadrupède grognon et peu gracieux, mais si excellemment bon, dont la légende fit le compagnon du grand saint Antoine dans le désert, et que, plus récemment, le littérateur Monselet célébrait avec un véritable enthousiasme de fin connaisseur des choses de la bouche.

Il semble donc clairement résulter de la concordance de l'acte de 1214, mentionnant expressément un *Hôpital du pont* et une *œuvre du pont*, susceptibles, suivant les usages de l'époque, de recevoir des legs et des dons pieux, avec l'appellation caractéristique donnée depuis au moins l'année 1388 (1) au quartier de Valence, — qui a su la conserver jusqu'à nos jours, — qu'un *pont*, c'est-à-dire un ouvrage permanent, reliant les deux rives du Rhône, a existé à Valence.

La preuve de cette existence se retrouve encore en 1292 : « *Guigues Pagan*, seigneur d'Argental et de Mays, lègue par testament 20 sols à l'œuvre des ponts de Lyon, Vienne et *Valence* » (*Annales Valentinoises*), et plus tard encore, en 1446, le 8 juin : « *Hugues Fialin* paraît comme témoin dans un acte passé à Valence par Caroline de Champignolles, veuve de Jacques du Boys, monnoyeur et receveur du Pont du Rhône, à Valence .. » (*Armorial du Dauphiné*, par G. de Rivoire de la Bâtie.)

Remarquons, au sujet de ces mentions de 1292 et

(1) Il a paru utile de rechercher, dans les anciens documents conservés, d'abord à quelle époque se rencontre, pour la première fois, le nom de Pont-péri, et ensuite les différentes variations de l'orthographe de ce nom. La première mention connue de nous se trouve dans les *Annales Valentinoises*, par M. Marius Villard, à la date de 1388. De nombreuses autres ont été prises dans la *Table alphabétique des Nobles Archives de Saint-Apollinaire (Archives de la Drôme)*. Voici les diversités d'orthographe : *Pontpéry* : 1388-1391-1564. — *Pompéry* : 1419-1457-1547-1558-1578-1586-1591-1595-1598. — *Pomperio* : 1476. — *Pomperri* : 1499. — *Pontperry* : 1547. — *Pompierre* : 1547-1588-1594-1596. Au sujet de *Pont-pierre*, les ruines d'un pont construit sur le Rhône par les romains, à environ 40 kil. au-dessus de Lyon, non loin du village du *Sault*, ont conservé le nom de Pont-pierre. Les départements d'Indre-et-Loire et de la Moselle ont chacun une agglomération portant le nom de Pont-pierre.

1446, que si le pont de Valence fut emporté en 1219, comme on le croit, par la terrible crue connue sous le nom de *Déluge de Grenoble*, la reconstruction de cet ouvrage dut être au moins *tentée* par l'emploi du moyen le plus usité au moyen âge, celui d'une *œuvre du pont*. Nous reviendrons sur ce point spécial, d'une réelle importance pour la suite de notre sujet.

Dans le but d'être aussi complet que possible, nous allons essayer de réunir, de grouper ici tous les éléments plus ou moins discutables, rencontrés dans nos recherches.

Voici d'abord une note curieuse, extraite du fameux manuscrit de Péliisson, qui fut le premier principal du collège de Tournon. Ecrit en 1565, ce manuscrit était destiné à démontrer l'antiquité de la famille de Tournon, démonstration nécessitant des recherches historiques, au cours desquelles Péliisson réussit à se persuader que l'ancienne cité des *Medves* (Mauves), mentionnée par Strabon, occupait tout l'emplacement ardéchois de Mauves à Châteaubourg et à Tournon. Mauves devait être le centre de la cité et le rocher de Tournon, la citadelle. La cité avait un pont sur le Rhône (?) sur lequel *avait dû passer*, 121 ans avant Jésus-Christ, l'armée de Bituit, roi des Arvernes, venu au secours des Allobroges, et qui se fit tailler en pièces par les Romains, au confluent de l'Isère avec le Rhône. A propos de ce pont de Mauves, Péliisson écrit : « On dit encore à Valence que les Romains voulurent en faire un semblable au bout de leur ville, mais que tout ce qu'ils y firent périt, dont le faubourg qui se fit alors en cet endroit a esté depuis toujours appelé par nom corrompu *Pomtpiéry* au lieu de *Pont-péri*. » Cette citation est au

verso du folio 289. Au folio 290 commence le chapitre intitulé : QU'A MAULVES AVOIT UNG PONT DE PIERRE SUR LE RHÔNE AUSSI BIEN QU'A VIENNE (1).

Dans ce chapitre, Péliſſon cite les auteurs latins au sujet du passage de Bituit. Celui-ci, considérant qu'un seul pont ne suffisait pas au passage de ses troupes, qui comptaient, paraît-il, plus de 200,000 hommes, en fit construire un autre avec des bateaux reliés par des chaînes. Il suppose que si Bituit fit faire cet autre pont, c'est parce que le premier en pierre, ne servant qu'au passage du Rhône, ne serait pas de grande utilité pour franchir l'Isère. C'est pourquoi il en fit établir un autre au-dessous du confluent de cette rivière.

Au folio 284, Péliſſon croit que les pierres de la ville de *Medves* détruite ont servi à construire les murs de Valence, « car il est évident que ces murs ne sont bâtis que de pierres ayant servi en autres bastiments et autre maçonnerie, et on ne saurait dire d'où ils auraient pu avoir ladite pierre, si ce n'est de Maulves, car s'ils l'eussent prise aux rocs de Crussol, on le reconnaîtrait bien à la couleur blanche et épaisseur et dureté du Choin. »

Strabon parle de la cité des *Medves* et ne parle pas de Valence. Péliſſon en conclut que Valence est moins ancienne. Il ajoute qu'on lui a montré à Valence même « un vieux écrit : *Quod Valentia ædificata fuit a ruinis civitatis Malvarum*, ce qui est d'un livre fait du temps des Goths, auquel temps la mémoire était fraîche du temps des Romains, mais le latin est gothique et bar-

(1) Il existait encore, du temps de Péliſſon, des gens qui disaient avoir vu, étant jeunes, les vestiges de ce pont, quand ils plongeaient au temps où le Rhône était bas.

bare, mais par lequel on entend bien *Valentiam in agro Cavavorum non procul a Medualis extructam fuisse a rudereis urbis earum* (1). »

Ce bon Pélisson nous paraît avoir été doté par la nature d'une très vive imagination, et ses déductions historiques, si risquées qu'elles paraissent parfois, n'en sont pas moins, sur des points divers, une utile contribution à notre histoire locale.

Mais revenons au *Pont-péri*.

En outre des arguments qui précèdent, d'où résulte la certitude de l'existence d'un pont *ancien* à Valence, il convient de serrer de plus près la question, de tenter la recherche de la date approximative de son établissement et d'examiner si cet ouvrage d'art, nécessairement important, était utile, c'est-à-dire s'il était motivé par les besoins de la région qu'il devait desservir.

Plusieurs raisons qui vont être successivement exposées, nous incitent à croire à la véritable antiquité de ce pont, gaulois peut-être, mais presque sûrement romain. De l'époque gauloise, dans ce pays, on sait fort peu de choses, pour ne pas dire à peu près rien. De la période d'occupation par les Romains, au contraire, s'il y a pénurie de documents écrits, de nombreux vestiges subsistent, qui ouvrent un vaste champ aux conjectures et permettent de dire que Valence, dans ces temps déjà

(1) C'est à la grande obligeance de notre savant confrère, M. Mazon (Dr Francus), que nous devons les notes concernant le manuscrit de Pélisson. Ce manuscrit, qualifié de *fameux*, probablement à cause du mystère relatif qui l'entoure, — il est la propriété de la famille de Tournon, — a été communiqué à M. Mazon, qui a bien voulu, très spontanément, nous écrire pour nous faire connaître la partie concernant le pont *présupposé* de Mauves, et les autres détails sur Valence. Nous ne saurions trop l'en remercier.

lointains, formait une agglomération d'une importance beaucoup plus considérable que celle que certains historiens, même locaux, ont bien voulu *condescendre* à lui accorder.

Si des origines toutes premières de cette ville, rien n'est connu, il semble cependant probable, que dès les temps préhistoriques, les premiers humains ayant occupé, momentanément d'abord, de façon permanente ensuite, le territoire de Valence, s'établirent dans les grottes qui donnèrent plus tard son nom au ravissant quartier des *Baumes*.

Ces grottes, primitifs et naturels abris, dont actuellement ne subsistent que de vagues vestiges, étaient certainement, à ces époques si éloignées, beaucoup plus spacieuses et très susceptibles de recevoir quelque une des nombreuses peuplades, que la nécessité de vivre, faisait quitter leur première patrie, à cette heure encore très ignorée, car la science n'a pas réussi à projeter, sur ces points obscurs, une satisfaisante lumière. Il est pourtant admis que l'occident de l'Europe et le midi de la France actuelle, furent primitivement occupés, dès l'époque quaternaire, par les *Ibères*, peuplades appartenant à une race dolichocephale — dont la boîte crânienne, vue par sa partie supérieure est fortement ovalisée, — et venues on ne sait pas de quel pays.

A une époque aussi inconnue, les *Ibères* furent refoulés par les *Ligures*, race brune et de petite taille, brachycéphale, c'est-à-dire au crâne présentant, vu d'en haut, la forme d'un œuf, mais plus court ou tronqué, arrondi par derrière. Les *Ligures*, venus de l'extrémité sud de l'Europe, par la vallée du Danube, se fixèrent

dans les massifs des Alpes et dans les régions environnantes, quand les grandes invasions japytiques et aryennes les submergèrent ou les chassèrent à leur tour.

Dans leurs pérégrinations, les Ibères avaient obligatoirement suivi la route naturelle et facile que leur offrait la vallée du Rhône, alors fleuve immense, dont le lit actuel n'est qu'un minuscule diminutif. Vivant de chasse et de pêche, les bords de ce cours d'eau constituaient pour eux d'indispensables réserves tout à la fois pour leur vêture et leur alimentation.

Les abris plus ou moins propices, creusés dans les massifs calcaires par les puissantes érosions glaciaires et les corrodations de l'acide carbonique, furent d'abord utilisés, surtout ceux orientés vers le midi ou le couchant, ainsi garantis des âpres souffles du vent du nord.

Les grottes des Baumes, dont ce qui reste actuellement ne peut donner qu'une très imparfaite idée, reçurent donc les premiers arrivés dans la région Valentinoise. Le Rhône baignait leurs bases, car à cette époque, le niveau de ses eaux dépassait celui actuel d'environ soixante et dix mètres. Les forêts giboyeuses recouvrant le plateau non immergé, les ondes du fleuve riches en poissons, devaient amplement suffire à leurs besoins primitifs.

Vers 1873, des grottes creusées dans le gré de la montagne de Soyons, c'est-à-dire sur la rive droite du Rhône, presque en face de celles des Baumes, à une altitude sensiblement égale (170 m. environ), ayant servi d'habitats préhistoriques, furent explorées. Des fouilles intelligemment dirigées et surveillées par MM. le comte Lepic et de Lubac, surtout dans la plus vaste, celle dite de *Néron*, y firent découvrir de fort

nombreux spécimens du type dit « de Moustiers », qui ont permis d'assigner à leur première occupation par l'homme, une date relativement précise, celle de la plus ancienne époque des cavernes.

Grâce aux investigations patientes de MM. Lepic et de Lubac, à leurs trouvailles soigneusement inventoriées et cataloguées (1), les grottes de Soyons sont classées dans la science archéologique et prouvent définitivement que les bords du Rhône furent habités dès les premiers temps de l'humanité (2).

Si ces preuves irrécusables font totalement défaut dans ce qui reste des grottes des Baumes, il n'en faut pas conclure qu'elles ne furent pas occupées à la même époque. D'autres indices, suffisamment probants, permettent d'avancer, sans trop de témérité, qu'elles aussi servirent d'habitat à quelques-unes des tribus nomades, pourchassées plus tard par les bandes aryennes, qui, au hasard des sentiers et des directions, s'échelonnèrent le long des deux bords du fleuve.

Tous ceux qui ont eu la curiosité d'examiner du haut de l'un des sommets qui dominent la vallée du Rhône, la

(1) MM. Lepic et de Lubac avaient fait don au Musée de Valence d'une fort intéressante collection d'objets trouvés par eux dans les grottes de Néron. Cette collection a disparu, jetée à la rue, dit-on, comme pierres banales, par un ancien conservateur (?) ignorant des choses préhistoriques.

(2) Les explorateurs des grottes de Soyons publièrent un intéressant résumé de leurs travaux, très bien documenté par dix grandes planches gravées. La Bibliothèque de la Société d'Archéologie de la Drôme possède cet ouvrage, devenu fort rare.

Sur la même rive droite du Rhône, mais plus au Nord, entre Cornas et Châteaubourg, existait aussi, dans le ravin sauvage de *la Goule*, une assez vaste grotte ayant servi d'habitat préhistorique, et non explorée, croyons-nous. Elle fut malheureusement détruite, il y a quelques années, par l'exploitation d'une carrière.

configuration des rives de ce cours d'eau, ont reconnu, sans peine, les successives étapes descendantes, accomplies par les eaux au cours des âges. Ces étapes sont, en certains points, fort visiblement écrites, au moyen de terrasses étagées, et formant une succession de véritables et énormes gradins. Les ruptures, lentes ou brutales, des barrages rocheux, morainiques ou compacts, plus ou moins espacés entre eux — tels ceux de Saint-Vallier et de Donzère, dans notre région, — dont les retenues d'eau formaient le chapelet des lacs occupant le thalweg de la grande rainure rhodannienne, approfondie peu à peu par l'effort de l'ancien et colossal glacier du Rhône (1), ces ruptures, disons-nous, amenèrent progressivement l'assèchement de ces lacs et l'abaissement forcé du niveau des eaux qu'ils contenaient. Pour ne citer qu'un exemple, à une époque difficile à préciser, le Rhône recouvrait la crête supérieure de la montagne voisine de Crussol (environ 400 m. d'altitude). On retrouve, en effet, sur l'étroit plateau de *Saint-Estève*, un dépôt de terre végétale, probablement d'origine glaciaire, mêlée de cailloux, très caractéristiquement *roulés*. Une vigne pousse dans cet humus, égaré au dessus des roches calcaires.

Si on reporte la côte d'altitude du sommet de la montagne de Crussol, à droite et à gauche, sur les Cévennes et les Alpes, c'est-à-dire sur les deux lèvres de la large vallée, on s'aperçoit que la nappe d'eau s'épandait, en certains points, sur une largeur moyenne d'au moins

(1) D'après M. Ch. Lenthéric, le glacier primitif du Rhône, s'étendait probablement jusqu'à Valence, où il se réunissait à ceux de l'Isère, et c'est à partir de ce point qu'apparaissait le fleuve du Rhône (*Le Rhône*, t. I^{er}, page 43).

vingt-cinq kilomètres, et que ses alluvions recouvraient toute la plaine de Valence, jusqu'à mi-hauteur du beau cirque de Peyrus.

Mais peu à peu la diminution d'abord, la disparition ensuite, des lacs *longitudinaux*, occasionnées par l'usure des seuils de ces réservoirs, en abaissant le niveau de la masse liquide, amena, sous la poussée des eaux demeurées dans les cavités des terrasses latérales, aux points faibles, des érosions par où ces eaux s'écoulèrent, empressées de rejoindre le thalweg de la vallée.

Sur la rive gauche du fleuve, au-dessus de Valence, une de ces érosions, relativement importante, après avoir culbuté une partie de la couronne de poudingues bordant la *grande terrasse* qui allait des Baumes à Saint-Marcel-lès-Valence, entraîné les graviers sur lesquels reposaient ces poudingues, a produit une dénivellation (1), longue de plusieurs kilomètres, et mis ainsi à découvert, par le retrait forcé des eaux, les alluvions si riches de la plaine de Valence. Par suite d'actions locales postérieures, d'autres érosions se produisirent dans l'érosion première, abaissant encore, en des points divers, son nouveau niveau. C'est par une d'elles qu'a dû se former, au pied même de la haute terrasse des Baumes, le charmant et verdoyant vallon de La Pra, qui conserve encore, sur ses pentes, des blocs de poudingue écroulés, demeurés là comme des témoins irrécusables du minuscule cataclysme. Les graviers entraînés à ce moment sont allés rejoindre ceux qui les

(1) Cotes dues à l'obligeance de M. M. Villard : Point culminant des Baumes, plateau de Lotagne : 179 m. — Réservoir des eaux de Valence, séminaire : 146 m. — Coteau du Valentin : 154 m. — Coteau de St-Marcel : 192 m. — Chabeuil, pont sur la Véore : 204 m.

avaient précédés à la suite de la première érosion, exhausant de quelques mètres la terrasse au pied de laquelle on a construit les nouveaux abattoirs de Valence.

Et c'est précisément, dans un *emprunt* fait à cette terrasse par l'entrepreneur des abattoirs, que furent trouvés des cailloux diversement *travaillés* par l'homme, et des ossements d'animaux d'espèces aujourd'hui disparues. La Société d'Archéologie et nous-même possédons quelques spécimens de ces objets, dont l'usage ne semble pas encore avoir été bien déterminé. Tels sont, par exemple, nombre de petits cailloux, percés d'un trou. Certains archéologues croient les reconnaître pour des *pierres de fronde*; d'autres, et nous pensons comme eux, pour des poids destinés à faciliter l'enfoncement des filets de pêcheurs. De même pour d'autres cailloux, plus volumineux, de formes ovales, plus ou moins évidés sur une de leurs surfaces ou même sur les deux. « Quelques antiquaires supposent qu'on les tenait entre le pouce et le doigt, et qu'on s'en servait en guise de marteau. La profondeur de la cavité varie beaucoup; quelquefois même la pierre est entièrement percée, ce qui vient à l'appui de l'hypothèse que ces instruments étaient des pierres à enfoncer les filets, ou des petites têtes de marteau (1). »

La découverte de ces instruments rudimentaires semble venir à l'appui de notre supposition des Baumes habitées antéhistoriquement. Les êtres humains qui s'abritaient sous ces roches, vivaient de chasse et de pêche. Ils jetaient donc leurs filets, munis des poids

(1) *L'Homme préhistorique*, par sir John LUBBOCK, tome 1^{er}, p. 93-98-101. — *Bibliothèque scientifique*.

indispensables à leur pénétration, dans le fleuve coulant à leurs pieds, et c'est probablement quelques-unes des pierres patiemment percées pour cet usage, qui ont été retrouvées et recueillies dans les graviers *remaniés* de l'emprunt de l'abattoir (1).

Mais nous avons hâte de le déclarer bien haut, ce sont là de vagues hypothèses, émises peut-être imprudemment, dans le seul but d'attirer l'attention des savants sur ces phases si lointaines de notre histoire locale, trop peu connue, et d'appeler sur elles la contradiction, c'est-à-dire un peu de lumière.

(A continuer.)

ETIENNE MELLIER.

(1) Nous n'ignorons pas que les *petits* cailloux troués, recueillis en assez grande quantité dans le *diluvium remanié* de la terrasse du nouvel abattoir de Valence, ont pu avoir été perforés, dès les temps géologiques, par les *Pholades*, mollusques *marins* qui se creusaient et se creusent encore, au fond des mers, des logements dans les matières sédimentaires, moins résistantes que leurs coquilles, extrêmement dures, armées en avant de crêtes imbriquées, disposées en rapes. Sur ce point, la discussion est possible, bien que l'*habitat marin* du diluvium alpin ne soit pas, croyons-nous, bien nettement établi. En admettant même qu'il le soit, ne peut-on pas croire à la possibilité de la recherche d'abord, de l'utilisation ensuite, de ces pierres percées, si propices au meilleur emploi de filets de pêche, et dans certains cas aussi, toutes préparées pour la confection rudimentaire des premières parures, colliers et bracelets, dont se satisfaisait la coquetterie, déjà éveillée, de nos extrême arrière-grand'mères ?

Ce qui vient à l'appui de cette hypothèse, c'est que dans nos visites assez heureuses, quoique tardives, aux grottes de Soyons, nous avons trouvé mêlés à une grande quantité de silex, de pierres et d'ossements *travaillés*, de véritables approvisionnements de galets *bruts*, ramassés sur la grève du Rhône, et soigneusement emmagasinés à cause de leurs formes naturelles qui les rendaient susceptibles de faciliter la confection, alors combien laborieuse, des instruments et des armes dont l'homme des premières heures avait un si impérieux besoin.



CHATILLON ET SES ALENTOURS

(SUITE. — Voir la 142^e livraison.)

III. — Les de Baux.

L'existence de Raymond de Baux, le nouveau seigneur, fut loin d'être paisible et heureuse. Comme Malbérione, son épouse, avait reçu en dot 10,000 sols viennois, Condorcet, Montjoux, Marsenne (1) et d'autres terres des Baronnie, Draconet Artaud dit de Montauban ou de Mondragon ne tarda pas à revendiquer diverses seigneuries, venues de Draconette de Montauban, et de déclarer la guerre à Isoard d'Aix, à sa fille et à son gendre. Le seigneur de Châtillon assiégé dans Condorcet ne dut son salut qu'à la fuite. Toutefois, les belligérants consentirent à un arbitrage et Raymond de Mévouillon, choisi par eux, les convoqua au château de Treschenu le 3 mai 1242. Draconet ne se présenta pas ; cependant, l'arbitre donna raison à son mandataire, et obligea Isoard II, Raymond de Baux et Malbérione à renoncer aux biens réclamés par Draconet de Montauban et à toutes poursuites contre lui. Dans ces conditions, le prince d'Orange se trouvait dépouillé de la dot de son épouse et Isoard II dut partager ses biens entre elle et Raymond Artaud, ses deux enfants ; Malbérione obtint la

(1) Marsenne près de Sahune a été souvent confondu à tort avec Marsanne.

baronnie de Châtillon et ses dépendances, et Raymond, les biens situés dans le diocèse de Gap.

L'importance de cet acte du 16 août 1246, dont le savant historien de l'église et du diocèse de Die a publié le texte, réclame quelques détails utiles à cette étude. Ainsi, Isoard II cède à Raymond de Baux ses droits de justice et de propriété sur Châtillon et son château, le haut domaine sur celui de Mensac (*Mazensac*) et sur Boulc, sur le château de Treschenu et sa vallée, sur les mandement et collet de Glandage (*Glandaies*), sur le château de Borne, sur Grimone, Creyers (*Crisiers*) et Bonneval avec leurs dépendances et ses droits sur Valdrôme et autres terres. Il ajoute que si la donation venait à être contestée, elle serait considérée comme augment de dot à sa fille. Les chanoines de Die, qui tenaient sans doute leurs droits des évêques, obtinrent en même temps d'Isoard II la reconnaissance de sa vassalité pour Châtillon, Mensac, Creyers, les Nonnières, Archiane et les autres seigneuries nommées dans l'acte de 1246.

De son côté, Raymond Artaud, frère de Malbérione, émancipé en 1248, recevait de son père, à cette occasion, la propriété des châteaux et mandements de Boulc, de Borne, de Grimone, de Bonneval, du collet de Glandage, etc., sous réserve de l'usufruit. C'était, on le voit, annuler en partie la donation faite à Malbérione deux ans auparavant. Malgré cela, Raymond Artaud ne se montra pas satisfait, et une véritable guerre éclata entre lui, Raymond de Baux et Isoard II. Le jeune seigneur ne craignit même pas de porter les armes contre son père, qui le déshérita, pour crime de félonie, et lui enleva les biens donnés en 1248, pour en accroître la dot de Malbérione.

Isoard II survécut peu de temps à l'acte d'exhérédation du 11 novembre 1261 ; mais sa mort ne rétablit nullement la paix dans la famille, car en 1266, Raymond d'Agoult, seigneur de Luc, était appelé à terminer un nouveau

différend. L'arbitre, après avoir ouï les parties, décida que les châteaux de Châtillon et de Condorcet appartiendraient à Raymond de Baux et à son épouse, tandis que ceux de Montmaur et de Volvent iraient à Raymond de Montauban. Il était réglé en outre, qu'il tiendrait la seigneurie de Boulc sous la suzeraineté de Raymond de Baux et que le restant de la dot de Malbérione compenserait une partie de la dot de Draconette, mère de Raymond de Montauban, assignée sur le château de Châtillon. Cette sentence reçut l'adhésion des deux parties. Raymond de Montauban prit ensuite part à la croisade de saint Louis (1270), et la matrice de son sceau a été retrouvée naguères en Tunisie dans le harnachement du cheval d'un chef arabe, où elle servait d'amulette. Il mourut sans enfants et Mabille, sa sœur, épouse de Guillaume Artaud, seigneur d'Aix, hérita de ses biens.

Quant à Raymond I^{er} de Baux, enseveli à Orange en 1282, il eut pour successeur Bertrand IV, son fils. Sa veuve lui survécut et emprunta 500 livres viennoises au chapitre de Die avec le château et le bourg de Châtillon pour gage. Bertrand IV s'en plaignit ainsi que des préparatifs de défense que faisaient les prêtres, comme s'ils redoutaient un siège. Le château appartenait à lui seul, disait-il, et le chapitre, en le fortifiant, avait perdu son haut domaine sur la baronnie. Celui-ci, de son côté, accusait Bertrand d'avoir occupé Châtillon, sans prêter l'hommage dû par tout vassal et sans en demander l'investiture. Pendant que les objections et les reproches se succédaient, la question de Châtillon se compliqua de celle de Condorcet que le prince avait pris à Malbérione. Pour terminer ce différend, le chapitre, la princesse d'Orange et son fils choisirent comme arbitre Raymond d'Agoult, seigneur de Luc. Le jugement du 5 avril 1294 adjugea à titre viager à Malbérione la baronnie de Châtillon avec ses dépendances : Treschenu, les Nonnières, Archiane,

Mensac, Boulc, Soubreroche, Ravel, Esparron et la Bâtie-des-Fonts, qu'elle avait reçues en dot de son père, avec le droit d'en disposer après la mort de son mari ; condamna Bertrand à rendre au chapitre de Die les 500 livres empruntées par sa mère et à lui payer 1,000 livres à la mort de celle-ci. Une dernière clause portait que le prince d'Orange deviendrait alors seul propriétaire de la baronnie de Châtillon, sous la suzeraineté de l'église de Die, mais qu'il ne pourrait ni la distraire de la principauté d'Orange, ni la donner en gage pour emprunt, ni la livrer aux ennemis du chapitre ou aux bourgeois de Die, à peine de confiscation.

Parvenue à un âge avancé, Malbérione abandonna alors à son fils l'administration de ses biens, et le prince, en 1303, confirma aux habitants de Châtillon les franchises que leur avaient concédées son aïeul et son père. L'année suivante, il convenait, avec le procureur des anniversaires de l'église de Die, que les 31 setiers de blé dus au chapitre seraient payés avant le prince lui-même.

Dans le dernier acte connu de Malbérione, elle réduisait à 20,000 sols viennois les 34,000 que son fils s'était engagé à payer, et sa mort dut suivre de près. A son tour, Bertrand de Baux, en 1314, instituait héritier son fils Raymond et lui donnait la baronnie de Châtillon et les seigneuries qu'il possédait au diocèse de Die, sauf Condorcet, St-Ferréol, Guisans et Gumiane, et le nouveau seigneur, en 1315, recevait l'hommage de Guillaume de Ravel. Toutefois, le souvenir des anciennes difficultés causées à sa famille par une terre éloignée de la principauté d'Orange et peut-être aussi le besoin d'argent ne tardèrent pas à lui inspirer le désir de la vendre. Le 3 mars 1321, il entra en pourparlers avec Guillaume de Roussillon, évêque de Die et de Valence, et le prix fut fixé à 15,000 livres viennoises ; Boulc, St-Ferréol, Guisans, Gumiane et Condorcet n'entraient pas dans la vente et

l'acquéreur était tenu de laisser au chapitre la faculté d'accepter ou de rejeter les conventions, tout comme de payer les 32 setiers de blé des Anniversaires avec les revenus du péage de Châtillon. Une fois, le marché conclu, les 15,000 livres du prix se tirèrent de l'aliénation de quelques biens ecclésiastiques, autorisée par le pape Jean XXII.

Le 15 octobre 1324, le prélat faisait son entrée solennelle à Châtillon et confirmait le même jour les libertés et franchises de ses habitants (1).

Jusqu'ici, le savant ouvrage de M. J. Chevalier nous a fourni les principaux détails sur les comtes de Die, les Artaud et les de Baux ; mais à partir de l'acquisition de Châtillon par les évêques diois, l'auteur, dans un autre ouvrage non moins bien documenté, donne d'intéressants détails sur les prélats, mais s'occupe moins de Châtillon. Par conséquent, l'histoire du bourg devient plutôt celle des vassaux que celle des seigneurs. Nous l'entreprendrons néanmoins, après avoir constaté que le fief ne sortit des mains épiscopales qu'à la révolution et, de 1591 à 1636, époque où il passa dans celles de La Tour-Gouvernet, seigneurs d'Aix, héritiers des Artaud-Montauban. Leur histoire aura donc sa place naturelle dans la notice historique sur Aix.

Il paraît utile cependant de rappeler ici qu'un arrêt du parlement de Toulouse du 10 janvier 1636 obligea Charles de La Tour-Gouvernet, baron d'Aix et d'Auberive, sénéchal du Valentinois, à délaisser la seigneurie de Châtillon à M^{re} Charles-Jacques de Leberon, évêque de Valence et Die, contre remboursement des 4,050 écus du prix, des loyaux coûts, des réparations et améliorations et à la condition de la réunir à sa table, sans pouvoir l'aliéner.

(1) J. CHEVALIER, *Mémoires pour servir à l'histoire des comtés de Valentinois et de Diois*, t. I. — BARTHÉLEMY, *Inventaire chronologique et analytique des chartes de la maison de Baux*.

Guy Allard, dans ses notes manuscrites, attribue une partie de Châtillon à la famille de Bourdeaux et cite un Joffrey qui en aurait fait hommage à l'évêque en 1289 et Raissande, sa veuve, qui aurait cédé ses droits au prélat en 1300.

Le même auteur ajoute qu'Henri d'Herbeis, conseiller au parlement de Dauphiné, dénombrâ en 1540 et rendit hommage au Dauphin l'année suivante pour une portion du fief.

Mais comme, d'après lui, Charles de La Tour-Gouvernet, en 1645, et Barthélemy de La Tour, en 1687, remplirent le même devoir féodal et que les archives locales sont muettes à cet égard, il suffira de mentionner les faits et les dates en ajoutant que cette portion avait appartenu à Guillaume Auger, vassal du Dauphin, en 1352 (1).

IV. — Les Vassaux

Dès lors que sous Trébonien Galle, l'an 252 de notre ère, Châtillon possédait une villa, une partie de son territoire devait appartenir à quelque famille riche et puissante qui la faisait cultiver par des esclaves. Il serait donc à propos d'étudier les étapes successives suivies par les patriciens romains et gallo-romains jusqu'à la féodalité, et par les esclaves, devenus serfs de la glèbe et mainmortables. Mais, d'après le savant M. Guérard, pendant les quatre premiers siècles de la monarchie en France, peuples, états, institutions, intérêts, tout est discordant, hétérogène et aucune démarcation n'existe entre les hommes libres, les lides, les colons et les esclaves. Sous Charles-le-Chauve, emplois et territoires deviennent héréditaires, et chacun fait de sa tenure un fief perpétuel. Les

(1) Copie aux archives de la Drôme.

hommes libres, en choisissant leurs maîtres s'astreignent à des conditions honnêtes et faciles ; le fief infime des colons, d'abord grevé de redevances, leur constitue à la fin du x^e siècle un véritable droit de propriété ; les lides, moyennant des tributs et des services personnels jouissent d'une petite partie du sol, et les serfs eux-mêmes voient la liberté et la propriété entrer par quelque coin dans leur humble cabane, malgré les tributs fixes et les services arbitraires auxquels ils sont assujettis. (1)

Quand la féodalité s'installa à Châtillon, les comtes de Die respectèrent les situations acquises et la transition s'opéra sans secousse. Puis, lorsque la population du bourg se fut accrue, elle réclama des franchises et notamment le droit de tester et celui d'élire des procureurs ou syndics pour la gestion des affaires communes à tous. Un extrait d'acte authentique de 1552 mentionne la libre disposition des biens autorisée depuis une époque lointaine, et dans la charte de 1303, Raymond de Baux s'adresse à des syndics ou représentants de leurs concitoyens, ce qui suppose une concession antérieure, non retrouvée.

Quoi qu'il en soit, les deux premiers articles des libertés connues rappellent encore d'anciennes servitudes personnelles, telles que 1^o la faculté au seigneur et à ses officiers de justice de requérir les ânes et autres bêtes « de faix » des habitants pour faire leurs vendanges un ou plusieurs jours, à la condition de laisser ouvertes les portes du château et de ne gêner en rien le transport des raisins ; 2^o la faculté de prendre l'herbe des prés et les pâtures (mélange de paille et de foin) des granges ; 3^o et celle de vendre ou de prêter les deux corvées de bœufs qui lui étaient dues. Il est vrai qu'à titre de compensation, Bertrand de Baux exonère ses sujets de toute taille, tolte

(1) Guérard, *Polyptique d'Irminon*. Introduction.

et exaction injuste, se contentant des deux seules corvées de bœufs et des cavalcades ou chevauchées (courses à cheval). Il abolit aussi les privilèges octroyés par Malbéronne, sa mère, à quelques habitants, de ne contribuer au bien commun ni de leurs conseils, ni de leur bourse, ni de leurs bras et promet de ne plus accorder de semblables faveurs. Il ajoute que lorsqu'un étranger ne payera pas sa dette, son créancier pourra lui faire saisir un gage dont la cour de justice autorisera la vente ; que cette cour n'aura pas le droit d'informer contre quiconque fournira caution de se présenter devant elle et d'accepter sa décision, et que tout accusé aura trois jours pour se justifier ; qu'enfin, il ne sera permis à aucun lombard (banquier italien) de s'établir dans le lieu sans avoir promis au seigneur d'être son vassal, après un an de séjour, de lui rendre hommage et de faire le guet et la garde comme les autres habitants.

A ces franchises personnelles, le prince d'Orange en ajouta d'autres plus spéciales à la communauté, comme 1° la défense d'introduire dans le bourg du vin étranger lorsque celui du cru suffira à la consommation ; 2° le droit de s'imposer un vingtain ou la vingtième partie des récoltes pour achat d'armes et pour les fortifications, pourvu que cet impôt soit voté en assemblée générale et ne puisse être employé contre lui ou ses officiers.

Le prince confirme toutes les franchises antérieures non modifiées par sa charte et autorise toute assemblée pour l'accepter.

A une époque où la législation criminelle n'était pas fixée, le prince, à l'exemple d'autres seigneurs, détermine les amendes encourues pour délits ordinaires : 10 sols pour coup de poing suivi d'effusion de sang, soufflet, coup de pied, prise aux cheveux, violation de saisie et vol de légumes, la nuit ; 5 sols pour coup de poing léger et vol la nuit, dans un jardin ; 15 deniers pour vol de paille, d'herbe ou de légumes, le jour, et pour achat à

crédit de vin ou de comestibles dans les auberges. Si le coupable n'a rien, il est emprisonné un jour. Les appels du juge ordinaire vont au juge supérieur ou juge mage, qui, en 1789, connaissait en première instance des affaires civiles et criminelles de Châtillon, avec droit d'appel au parlement (1).

En prenant possession de la seigneurie acquise des princes d'Orange, Guillaume de Roussillon, évêque de Valence et Die, confirma les 30 mai et 15 octobre 1321, la faculté des habitants de s'assembler et d'élire des syndics et procureurs devant son châtelain qui s'opposerait à tout empiètement sur ses droits. A son exemple, Aimar de Lavoulte, en 1331, Henri de Villars, peu après, Pierre de Chastellus ou de Chalus en 1343, Louis de Villars en 1354, le vicaire général de Guillaume de Lavoulte, en 1378 et Amédée de Saluces en 1385 ratifièrent cette faveur et à leur tour, les juges mages de Die, les châtelains, notaires, bedeaux et officiers de justice jurèrent solennellement, de 1364 à 1427, de la maintenir.

Le cercle restrictif de ces libertés s'élargit encore dans la suite, à des époques inconnues, témoin la disparition des corvées de bœufs, des cavalcades et du prêt de bêtes de somme pour les vendanges. Les reconnaissances générales en 1517 à Gaspard de Tournon, en 1670 à Daniel de Cosnac et en 1770 à Gaspard de Plan des Augiers, n'en font effectivement aucune mention. Dans ces trois actes les habitants se bornent à promettre aux prélats de défendre leur personne et leurs biens, à proclamer leurs droits de justice haute, moyenne et basse, et d'exiger les lods (droit d'enregistrement d'aujourd'hui) au 5^e denier pour les fiefs, censes et rentes soumis à ce devoir et au 6^e pour les autres, en cas de vente et la moitié moins en

(1) Archives de Châtillon, AA. 1, et *Almanach du Dauphiné* de 1789.

cas d'échange. Ils les reconnaissent propriétaires des eaux et aiguages, des chemins publics, des moulins banaux, ainsi que de leurs canaux et écluses, du bois de Piémarc, du château, de ses plateformes, régaillies, circuits et fossés, du péage sur les marchandises et denrées (1) et du pulvérage sur les troupeaux de Provence à raison de 2 sols 6 denier par 30 têtes. A l'évêque appartient également le droit d'interdire la chasse et la pêche, de faire marquer à ses armes, les poids et mesures (2) et d'exiger les langues des bœufs et des vaches tués dans le mandement et de recevoir trois deniers de cense pour la maison consulaire, sise dans la grand-rue au-dessus du four et de la fontaine, depuis 1533 ; une poule et demie pour la place de Reviron depuis 1524 ; une perdrix pour la rue établie sur les fossés de Reviron jusqu'à la porte neuve, depuis 1533, et une moitié de poule et trois deniers pour la fontaine de la place de Reviron.

- Ces prélats avaient aussi le pouvoir d'empêcher toute aliénation de fiefs, censes et rentes de leur mouvance, à des privilégiés et gens de main-morte, sans permission et indemnité, et de réclamer l'hommage et le dénombrement de tous possesseurs dans le lieu de fiefs nobles et roturiers. Or, cette obligation permet de reconnaître la noblesse locale à des époques déjà reculées : ainsi Pierre Claret figure, en 1332, pour le château de Treschenu, des biens à Châtillon et les vallées d'Archiane et des Nonnières ; Artaud de Fourcinet et Raymond Jaumard, la même

(1) Le *Bulletin*, livraison de janvier 1902, a fait connaître les droits de péage exigés à Châtillon.

(2) Les mesures pour les grains comprenaient le setier, l'émine, le quartal, le civayer et le quarton ou leydaire ; celles du vin, la charge ou sommée, le barral ou setier, l'émine, le quart, le quarteron, le pot et la feuillette. Le civayer équivalait à quatre quartons et douze civayers faisaient le setier ; le pot valait deux feuilletes et trente-deux pots un barral comme soixante-quatre une charge du poids de 208 livres.

année ; Guy de Morges pour Creyers, Mensac et Rachas en 1355, Aïmar d'Ambel pour les mêmes terres en 1398, Louis de Marol en 1465 et 1469 ; Jacques de Châtillon, fils d'Aïmar en 1475 ; Pierre Fauchet, héritier de noble Antoine Brun ; Guillaume de Villette pour Mensac et Creyers et Mermet de Claret, fils de Pierre, pour Tres-chenu, en 1475.

Toutes ces obligations et redevances n'excitèrent pendant longtemps aucune réclamation ; mais, en 1770, la possession des eaux souleva de grosses difficultés entre l'évêque et les habitants, désireux d'accroître leurs récoltes au moyen de l'arrosage ; ils voulaient aussi la liberté de la chasse et de la pêche et la possession des terres gastes ou incultes (1).

Si à l'origine les droits féodaux étaient légers, leur poids devint intolérable quand la royauté eut ses armées, ses tribunaux et son administration payés avec le produit des tailles et autres impôts et que les seigneurs eurent confié la perception de leurs revenus à des gens d'affaires plus enclins à grossir leurs recettes qu'à se rendre utiles. Alors s'accrut la résistance des communes et des particuliers et une organisation nouvelle s'imposa.

Toutefois, il reste à faire connaître le rôle des administrateurs communaux pendant les siècles antérieurs, car il honore les hommes de cœur, alors au pouvoir.

(A continuer.)

A. LACROIX.

(1) Archives de Châtillon, AA, 1-3 ; C, 44. FF, 11.



UN TORRENT LA DRÔME

(SUITE. — Voir les 127° à 142° livr.)

XI

VUE DU RHÔNE. — LIVRON, SON ASPECT, SON HISTOIRE, SES CÉLÉBRITÉS. — LE PONT SUR LA DRÔME. — LORIOL ET LE LORIOT. — LA FIN DE LA DRÔME. — CONCLUSION.

D'ici l'on entend respirer le Rhône.

Il faut venir de la montagne, il faut déboucher, comme nous faisons, de quelque long couloir de vallée, pour avoir la vision réelle de cette force lâchée à travers notre Sud-Est, bête en folie courant droit devant elle et dont s'écartent en mainte passe les collines éperdues. Le fleuve se révèle soudain dans la souveraineté de son rôle. On le sent l'élément actif de la région, le dispensateur, et tout bas on lui rend grâces. Et puis, il n'y a pas à dire, en dépit des préférences que l'on peut manifester, le Rhône c'est le Rhône. Nul fleuve, en France, n'a ses reins, sa fierté frémissante. Nul surtout, n'a vu ruisseler sur ses bords, depuis qu'il est une histoire, plus d'hommes de toutes couleurs en mal de gloire ou d'affaires.

Décor superbe et bien trop vieux jeu pour plaire aujourd'hui. Voyez plutôt. Le fleuve, ici desserré et gonflé d'îles, tend à s'épancher galamment avec la terre précieuse de ses alluvions anciennes. Au couchant, les falaises du

Vivarais, lui impriment, toutes sinuosités, toutes fantaisies à part, une direction qu'il ne quittera plus. Entre ces roches méchantes, et romantiques certes, dont les morsures dans le ciel de soie racontent les fureurs millénaires et nos avant-monts alpestres, beaucoup plus timides, qui se sauvent au Levant, il y a place pour un peuple. C'est l'immense plaine du Valentinois (1). Jalouse du Rhône, de son dieu, elle fuit avec lui tout là-bas vers une porte de mystère, happant vallons et plaines au passage. Ce n'est pas tout à fait la Provence, mais ce n'est déjà plus le Dauphiné. En cherchant bien, on découvrirait à l'aissellé des collines fauves ou noires de la gueuse Ardèche le pâle olivier, tandis que, baignée de lumière, la plaine foisonne de couleur et de vie. Souvent le mistral miaule par l'espace clair et trousse hommes et choses. Le paysage, ainsi accoutumé aux révérences et orienté vers le midi, en garde plaisamment une sorte d'infirmité. Que d'arbres, que de mûriers surtout ! Aussi cela peine fort, en juin, de voir pleurer seul parmi la nature en fête, le protégé d'Henri IV. On l'a dépouillé sans pitié de ses feuilles et, tout honteux à cause de sa tête ridicule, il s'incline devant le soleil qui peut tout et qui lui rendra sa parure.

Encore que les Valentinois plaisantent sur leur accent leurs voisins de Montélimar, ils se rangent à l'occasion du côté du soleil :

A Valence

Le midi commence,

chacun sait ça. Par exemple :

A Livron

Il est fanfaron,

(1) Elle commence à Tain pour finir à Lachamp-Condillac, soit une longueur de 53 kilomètres, d'un étranglement à un autre.

ce midi en l'honneur duquel j'ajoute, tout en m'excusant, une réplique au vieil adage. Aussi bien c'est de la faute... aux nuées, oui, aux nuées. Que de fois je les ai surprises poussant vers la Grande-Bleue leurs lentes, leurs virginales théories ! Tout à coup, elles s'immobilisaient sans raison au-dessus de la rive droite de la Drôme, comme prises de crainte et une féerie se passait dans le ciel. D'une part, l'horizon doux et attristé d'un orage perpétré au loin ; de l'autre, le firmament libre et dur, exaltant dans un air de braise le chant des cigales en folie. De drame, point. Le plus souvent, les nuées, impuissantes et formidables, continuaient de monter en neige en présence de la terre promise. Livron est donc un de ces endroits assez singuliers où le nord et le midi se regardent en chiens de faïence. M. Lacroix, qui pousse vraiment la conciliation jusqu'au bout, appelle le pont de la Drôme un trait d'union entre ces deux entités.

Face au fleuve, deux monstres de pierre, d'inégale stature, et fort tronqués depuis, gardaient notre avenue d'Alpe. J'ai cité Livron et Loriol qui doivent dater de longtemps si l'on en juge par les avantages de leur double position sur la Drôme et sur le grand chemin des peuples. Mais des deux cités huguenotes, Livron a gardé seule l'air en dessous. Elle est aussi la plus célèbre.

Sagement, nous n'avons pas débaptisé cette ville, qui s'appelait ainsi dans la première moitié du XII^e siècle (1). L'abbé Moutier se demande si le mot ne vient pas de *libra*, en raison de la livre qui pouvait être exigée au passage de la Drôme. Il semble toutefois plus rationnel d'admettre que

(1) *Castrum Liberonis* (en 1113) ; de *Liurone* (en 1157) ; *Livro* (1233) ; *Lyvron* (1512).

le lieu devint l'occasion du péage et n'eut pas par conséquent à lui faire cet emprunt. Aymar du Rivail y place l'antique *Aeria* que les textes situent, sans plus s'expliquer, sur une haute colline, dans la vallée du Rhône. D'autres affirment l'existence d'un *oppidum* celtique et même d'un camp romain. Entre ces différentes opinions, le choix est libre, comme Livron même où la croyance de la Réforme voyait un symbole d'affranchissement et de liberté.

Le Moyen Age. Notre petite ville, malgré son appareil formidable, n'est pas, heureusement, à l'abri du prodige. La légende, évadée des sylves ténébreuses du voisinage, sinon sortie de l'onde héroïque que hante le Drac, démon redouté (1), y pousse une jolie pointe bleue. Cette fois c'est un anglais à l'âme d'enfant, quoique maréchal du royaume d'Arles, le doux Gervais de Tilisbery (2), qui s'est laissé éblouir. Il y a, dit-il, à Livron, une tour merveilleuse, car les sentinelles qu'on y place, invinciblement charmées par un sommeil étrange, sont, chaque nuit, transportées par des génies au pied du cône. A leur réveil, quand le lait des aubes se met à couler, chassant la peur, elles n'ont aucun souvenir de leur aventure. Gervais ajoute qu'il a été témoin de l'enchantement. En ce temps, on fréquentait beaucoup chez les *trêves*, chez les fées, et sans doute Maugiron fit cesser pour toujours le prodige en rasant les murailles en 1585. Elles furent toutefois relevées par les protestants, et derechef abattues. En 1683, Louis XIII fit démolir le château qui avait jusque-là, tant bien que mal, résisté à toutes les révolutions. Désormais le monstre n'avait plus de tête.

(1) Sorte de dragon qui passait pour fasciner les lavandières du Rhône et les attirer dans sa retraite au fond de l'eau.

(2) Gervais de Tilisbery ou de Tilbury vivait au xiii^e siècle à la cour de l'empereur Othon IV.

Il y aurait beaucoup à dire de Livron, ancienne terre de l'évêque de Valence et dont l'église de St-Prix, érigée en collégiale, entretenait quatorze prêtres outre le curé. Pillé plus souvent qu'à son tour, même pour cette époque aux floraisons de sang (1), puis brûlé en 1350, il est sans doute des lieux célèbres à meilleur compte. Livron pourtant n'entre pas dans l'histoire avant la Réforme et même alors l'intérêt de sa chronique se concentre tout entier dans le fameux siège de 1574. Cette défense qui fut beaucoup mieux qu'un trait d'héroïsme, puisqu'elle fut un trait d'esprit, efface en effet, tous les événements qui précèdent. C'est un bibelot à placer dans les jeunes mémoires à côté des épisodes antiques que l'on apprend à vénérer.

On n'a pas oublié Jean de Montluc. Avec ce singulier prélat qui, la mître en tête, parle et fait les gestes comme *un ministre de la religion*, le bourg, assez proche de Valence, et l'un des premiers influencés par les idées nouvelles, devient rapidement un des remparts de la Réforme. Catholiques et protestants de s'acharner à la possession de cette place, admirablement défendue par sa position naturelle et par un donjon qui ne le cède en rien à la tour de Crest. Lesdiguières y tient si fort, que pour la garder, dit-il, il y emploiera « jusques à sa propre vie. » Mais, de leur côté, Maugiron, Gordes et Henri III lui-même prétendent s'en servir pour faire un exemple.

Bien loin de désespérer les protestants, comme l'avait calculé sans doute Catherine, la Saint-Barthélemy ne fit qu'accroître leur audace et leur colère. Dès la nouvelle du massacre, Montbrun prompt comme la foudre, fait irruption dans la plaine, ramasse des partisans, fortifie des

(1) Il s'agit de la fameuse guerre dite des Épiscopeaux entre les comtes de Valentinois et les évêques de Valence, et qui dura plus de cent ans.

postes, proclame la liberté du commerce — autant dire la révolution. Tandis qu'il s'empare de Loriol, Mirabel, un de ses lieutenants, relève Livron démantelé par Gordes. Le Diois court aux armes. Partout la lutte s'annonce sans merci.

Il s'agit d'en finir avec les huguenots. A cet effet, Henri III, qui vient de succéder au falot et sombre Charles IX, rassemble à Lyon une véritable armée. Tout d'abord, elle emporte, pour se faire la main, quelques bourgades, et quand elle se croit suffisamment aguerrie, elle vient camper devant Livron, le morceau de résistance. Par bonheur, un Crestois, le brave Roysses ou Roesses, a eu le temps de se jeter dans la place. Il a en tout et pour tout un fauconneau, joujou d'artillerie quasiment inoffensif, mais chacun de ses quatre cents hommes en vaut dix. Et d'ailleurs, non seulement les citadins, mais encore les femmes s'en mêlent, Dieu donc semble avec lui. Au bout de quelques jours, la ville ayant reçu sans broncher 660 coups de canon, le duc de Montpensier, qui commande en chef les troupes royales, se replie sur Etoile, déjà découragé. Bellegarde lui succède. A son tour, « ce torrent de la fortune » (1) s'y épuise de rage et d'impuissance. En réponse à ses assauts, ne lui envoie-t-on pas des rébus ? C'est, suspendus au bout d'une pique : un fer à cheval, un chat et des moufles. — *Maréchal, on ne prend pas un tel chat sans moufles.* — L'injure est doublement cruelle car elle vise aussi Henri III qui se sent mal quand il voit un chat. Le roi, dans le fond, eût peut-être consenti à la paix, autant par ennui que par regret du Louvre et fringale de luxe, mais Montbrun, grisé par ses entreprises, n'entendait pas de cette oreille.

(1) Surnom du Maréchal de Bellegarde.

Durant sept mois, la ville fut investie par près de vingt mille reîtres. Rien n'en put venir à bout, ni l'aboi meurtrier des canons, ni les assauts répétés. Enfin Henri III accourt d'Avignon dans une nuée odorante et rose de courtisans. Il pense tout réparer par sa présence. A cette vue, la population hâve et famélique n'y tient plus. Elle se précipite aux murailles et décharge sa bile en mots terribles sur le roi et son armée (1). Même, pendant que des coups s'échangent entre assaillants et assiégés, une vieille femme, assise sur le rempart, file tranquillement sa quenouille — farce inouïe !

Le roi, déjà poignardé par le ridicule, s'enfuit précipitamment. C'est de ce moment dit Sully, qu'on peut dater ses malheurs et son ignominie.

Ce Livron, vu de la plaine — car il y a aussi une ville basse — paraît encore joliment noir de peau, sinon conforme à sa prouesse. On y montera, ne fût-ce qu'en souvenir du fameux siège. Et d'ailleurs, ses rues sont assez scabreuses pour que, l'imagination aidant, l'on croie que les fumées de 1574 viennent à peine d'en sortir. Le cimetière, suspendu sur le bourg, lui rappelle trop qu'il n'est que poussière. Par exemple, retenez-en la vue que masquent à peine les cyprès incorruptibles, ces cyprès du midi d'autant plus beaux qu'ils se nourrissent de la mort. C'est la vallée du Rhône chevauchée par le fleuve fier, ses lônes d'un vert dense, ses terres qui respirent en ondulations infinies, ses vergers, ses vignes et ses bois, ses granges innombrables — commères trapues, le ventre au

(1) *Hau ! massacreurs, vous ne nous poignarderez pas dans nos lits comme vous avez fait l'amiral (Coligny). Amenez-nous ces mignons godronnés et parfumés, et ils apprendront à leurs dépens qu'il n'est pas si aisé qu'ils pensent de ravir l'honneur de nos femmes !*

soleil, le dos dans le châle tiède des peupliers ou des sycamores, l'espace dru, rempli de la bonté du ciel. D'un côté, ce site féodal trempe dans la prairie ; de l'autre, il glisse brusquement jusqu'aux grèves de la Drôme. Les eaux affouillaient souvent ce talus rougeâtre et qui semble à vif. On les a disciplinées. Ce sont les nourrices ponctuelles, quoique machinales, d'un vignoble qu'elles trouvèrent un beau matin dans leur lit (1). Mais si la vigne renaît partout, le vin ne se reconnaît guère. *Brézème* et *La Rollière*, dont on voit le château s'écarter au large, valaient presque l'*Hermitage* aux yeux du connaisseur. Question de nuances dans le velours. Le crû qui a la prétention de les remplacer est évidemment estimable, mais il se ressent trop de sa roture.

L'industrie de Livron est assez active. On y compte quatre filatures de cocons ou moulinages de soie, un martinet à cuivre, trois fabriques d'instruments aratoires, une scierie de marbre, une tannerie et deux fabriques de tuiles et de briques. Le bourg commence à exporter ses savoureuses cerises printanières, recherchées à Londres et même en Allemagne.

Guillaume de Livron, archevêque de Vienne pendant vingt-deux ans (2) ; les familles *Corbières de la Tour* et *La Rollière*, dont les membres s'illustrèrent surtout dans les armes, sont originaires de cette localité. Suivant l'opinion commune, *Jean de Montluc*, seigneur de *Balagny*, aurait également vu le jour sur les bords de la Drôme. Né du péché d'un évêque (3) avec une belle livronnaise, *Anne*

(1) Ce vignoble important, l'un des premiers traité par l'irrigation hivernale, appartient à M. Morin-Latour.

(2) De 1283 à 1305.

(3) Il s'agit encore de Jean de Montluc, évêque de Valence et de Die, de 1553 à 1579, conseiller de Catherine de Médicis et plusieurs fois ambassadeur.

Martin, que l'on fait abbess de Soyons, ce Balagny fut, pour un bâtard, plutôt malheureux à la guerre. Mais son père, comme disent finement les Dauphinois, avait eu la chance de naître avant lui. Aussi devint-il prince de Cambrai et maréchal de France. Quant au prélat, ses tournées extra pastorales et ses vices se cachent à peine sous l'améthyste qui ne sait pas rougir. Cette figure, trop ternie, ne manque point de grandeur et il convient de lui faire place à travers la foule historique. Passons deux siècles. Talleyrand, c'est Montluc tout craché. Comme lui il boîte, il confirme, il revêt tous les costumes, il touche du doigt toutes les affaires. Seulement, l'évêque d'Autun dépasse de plusieurs mîtres l'évêque de Valence pour l'audace et la fourberie.

Rigoriste et austère comme un bon huguenot, Livron se dresse et s'ennuie à demi-lieue de sa gare principale. Ce n'est pas la première fois qu'un vieux bourg, voyant venir de loin le progrès avec ses grandes jambes, lui aura fait peur. A la longue toutefois, un chemin de fer, la ligne des Alpes, se coulant vers la Drôme, a fini par contourner la roche féodale et gagner le Diois étonné. Mais Livron, ne regarde même pas cette halte ridicule que l'on a déposée en courant sous un pont.

Ce pont, dû à l'ingénieur Bouchet (1) se porte comme le Pont-Neuf. Tel n'était pas celui de 1513, édifié sans doute avec trop de hâte, par des ingénieurs manquant des ressources indispensables à la construction d'un pont jeté sur une rivière aussi torrentielle que la Drôme. L'ouvrage, qui d'ailleurs en remplaçait un autre ruiné

(1) Bouchet était en 1789 chef des turcies et levées de la Généralité d'Orléans,

par les inondations au Moyen Age, s'écroulait vers 1521.

Le pont actuel a trois arches, celle du milieu un peu plus ouverte pour permettre le dos d'âne, toujours si joli. Ni ornement, ni luxe, bien que les contemporains y aient dépensé, sans reproche, 1,005,000 livres, soit deux beaux millions de notre monnaie. La chose plaît par sa seule force, barrant d'un jubé blanc la nef de la vallée. Le 2 avril 1815, les gardes nationales de la Drôme et l'armée royale venant du midi l'empourprèrent de sang en une cognade furieuse.

Le pont franchi, en vingt minutes on atteint Loriol dont le clocher pointe au-dessus des platanes de la route, comme une croix en tête d'une procession.

Moins peuplé et peut-être plus compact que son voisin de la rive droite, Loriol ne se donne pas l'air d'être de la religion. C'est un bourg d'apparence tout à fait moderne avec ses bonnes grosses maisons avenantes de propriétaires-cultivateurs ou de rentiers campagnards. Le jeu de boules y est en honneur et sur les places ombrées, les discoboles en bras de chemise, nerveux et narquois, font des jaloux autant par leurs bons mots que par leur adresse. Est-ce une caractéristique du midi triomphant ? Le « fulobre » plus qu'à Livron abonde, s'agite, régale la rue avide de potins.

Si l'on a la curiosité de gravir la colline perforée de cavernes d'où le bourg a glissé peu à peu jusqu'à la plaine, le pied pourra broncher contre des pierres fauves, mais l'œil, en compensation, ne découvrira rien qui vaille. Antoine de Balsac lui-même, l'évêque de Valence dont Loriol fut le séjour préféré, n'y retrouverait plus l'emplacement du palais et de la prison édifiés par ses soins au

xv^e siècle, — les deux choses n'allaient guère alors l'une sans l'autre.

On sait que le château et les murailles furent rasées en 1581. Des ruelles de souffrance, sur lesquelles, sans façon, des étages ont sauté, sont tout ce qui reste de l'ancien Loriol, pelotonné comme tous les bourgs de l'époque. Une de ses rues n'a pas peur. Elle s'appelle tout bonnement rue *d'Aurélien*. Pur cabotinage municipal. Aurélien, sans doute, malgré son surnom aventureux (1), n'a jamais eu affaire ici, et peut-être vaut-il mieux, après tout, descendre d'un oiseau que d'un empereur. Qui ne sait en effet que le loriol (2), *oriolus*, le gentil oiselet à la livrée d'or, chante Loriol à plein gosier et figure dans ses armes ingénues ? Eh bien, les savants eux-mêmes sont sans égard pour cette étymologie charmante. L'un dérive Loriol d'*Orreum*, pour donner un frère à Eurre ; l'autre le fait surgir de *Loron*, d'un ruisseau où un merle ne trouverait pas à boire. Nous voilà bien avancés !

Terres jumelles du domaine de l'évêque de Valence, Loriol et Livron eurent des destinées pour ainsi dire identiques. A toutes les époques de l'histoire, ces deux gardes du corps de notre vallée se font des signes à travers la Drôme, obéissent ou désobéissent aux mêmes maîtres. Quand Livron se déclare pour la Réforme, Loriol pour ne pas demeurer en reste, s'offre un pasteur et, à tour de rôle, les deux partis y jouent le drame au réel. On en connaît les péripéties et il n'est pas utile de les rappeler. A voir Loriol si neuf, si candide dans ses arbres, on ne se douterait guère qu'il a vécu. Il ne garde même pas

(1) *Aurelianus manus ad ferrum*, Aurélien Fer-en-Mains.

(2) Sorte de merle assez commun dans cette région. Son nom est une onomatopée.

rancune au chemin de fer de lui avoir soustrait une partie de ses moyens. Loriol était alors un plaisant et bruyant embarcadère de pataches jaune d'œuf, de cabriolets, de tapecus, de carrioles de tous les âges et de toutes les formes. L'on vous y transportait pour tous pays chaque jour et à toute heure, en vous recommandant, sans doute, de prendre garde à la secousse. Rien n'allait plus vite dans le département, et rien n'était plus économique. Ces carrioles, mon grand-oncle m'en parlait souvent en me racontant des histoires qui n'étaient pas toutes inventées. Elles étaient le *tron* (1), aimait-il à dire, le diable les emportait et Loriol soulevait de la poussière sur toutes les routes !

C'est un monopole qui ne reviendra plus. Mais le loriot d'or familial, posé sur la colline comme sur l'épaule de la contrée, chante toujours la terre et berce la peine du laboureur. Les descendants de l'oiselet symbolique se livrent donc surtout à l'agriculture et leurs terres légères, faciles, sont de celles qui payent. Avec cela, quand les cocons réussissent, on bâtit des granges qui ne sont pas toujours en Espagne.

Les établissements industriels comprennent : deux moulins, deux scieries de bois, deux tuileries et deux filatures de soie.

Jadis, dans la saison chaude, gens de Loriol et de Livron, principalement des femmes, allaient à la *Gardette* boire sans modération d'une eau purgative, afin d'*obtenir*, comme on dit. Des bois fort discrets dissimulaient, paraît-il, les effets impérieux de cette médecine naturelle. La source est délaissée et rien n'y marque la reconnaissance des ventres, mais le joli site de la Gardette, ancienne gentilhommière des Arbalestier, n'a rien perdu de sa grâce

(1) Le tonnerre.

et de sa fraîcheur rustiques. Assez loin de là, dans la plaine quadrillée de pourettes et de haies vives, s'élève une autre demeure populaire. On la reconnaît aux beaux arbres qui l'enveloppent pudiquement dans leur mante. Saint-Fond évoque une face patiente et appliquée, un savant désintéressé qui, tout jeune, écoutait déjà les confidences de nos volcans et que la science salue comme l'un des pères de la géologie moderne. J'ai nommé *Barthélemy Faujas*, dit *Faujas de Saint-Fond*, professeur et administrateur du Jardin du Roi. Buffon lui avait légué son cercelet, relique fort propre à exalter une âme moins tourmentée que la sienne par les grands problèmes de la nature. Faujas, né à Montélimar le 19 mai 1741, aimait beaucoup Saint-Fond où il mourut le 18 juillet 1819 après avoir disposé lui-même sa sépulture dans la paix des grands arbres. On lui doit, outre de nombreux ouvrages spéciaux, la découverte de plusieurs mines, celle de Lavoulte entre autres, ouverte à ses frais.

Quelques célébrités du crû méritent aussi une mention. A côté des *Chancel* (1) et des *Blancard* (2), braves généraux perdus dans le lac rouge de l'héroïsme, il suffit de citer cet âpre *Lafaye*, né à Lorient en 1610 et pasteur de son église en 1636. Son livre, l'*Anti-moine*, lancé comme un brûlot en pleine société catholique, dans un Etat à peine remis des troubles religieux et humilié au fond des conséquences de l'Edit de Nantes, devait le faire condamner à ramer toute sa vie sur les galères de Sa Majesté. Mais déjà Lafaye ramait pour son plaisir sur les eaux du Léman, et

(1) Chancel (Jean Hugues Théophile), général, prit part à de nombreuses campagnes sous la République et sous l'empire.

(2) Blancard (Aimable), fils d'un député du Tiers-Etat du Dauphiné à l'Assemblée Constituante, fit les guerres de la Révolution de 1792 à l'an XI et devint lieutenant-général et baron de l'Empire.

la Rome protestante, qui l'avait accueilli, eut sa dépouille (1679).

M. Brun-Durand donne également le jésuite Sautel (1) comme enfant de Loriol. En ce cas nous devons rendre hommage à l'un des derniers de nos poètes latins, au représentant endurci et attardé de ces vieilles écoles, qui n'estimaient rien d'honnête hors les productions dans la langue d'Homère ou de Virgile. Contemporain de Lafaye, le bon Père, à la différence du fougueux pasteur, dédaigne la controverse et ignore le maniement de ses flèches cruelles. Il voit tendre, il voit doux. Tout rose du baiser d'Erato, il s'en va par les chemins du rêve cueillir la fleur capiteuse. C'est ainsi qu'il compose ses *Lusus poetici allegorici*..... d'un mot *Jeux Poétiques*, latineries ingénues, délicates et parfumées dans la manière d'Ovide. On y voit des abeilles tendrement secourables à l'homme, n'est-ce pas ? distiller du miel dans le carquois de l'Amour pour que ses traits désormais ne blessent... et l'Amour ne se doute de rien.

La Drôme va mourir. Elle va mourir sans beauté, elle qui a imprimé au Diois ses grands gestes et qui lui a donné le meilleur d'elle-même. Elle va mourir à la façon de ces rivières paradoxales et ardentes qui semblent rouler avec leur flot la fatalité de l'Orient. Sous Loriol, elle est à l'abandon. Nul pont ne la saute et nul enfant ne joue sur ses rives incapables de sourire ; on s'étonne presque de la voir durer encore, tellement sa vallée se confond avec la vallée

(1) Sautel (Pierre Just), né le 12 mai 1613 à Loriol. Chalvet le fait naître à Romans et Rochas à Valence. Il entra de bonne heure dans la C^{ie} de Jésus et professa dans l'important collège de l'Ordre à Tournon. Il mourut en 1662.

du Rhône. Ce n'est plus qu'un grand chemin de lumière que les digues accompagnent jusque là-bas par distraction sinon par politesse. *Mançanarez; Rivière loufoque; Eau de la soif; Fleuve pour chameaux*, on la ménage peu au passage, que l'on descende de la vallée par terre ou par eau. — C'est ça la Drôme, ai-je ouï dire, qu'on la balaye ! — Pardon, riposte un autre, qu'on l'arrose tout d'abord ! — Eh ! tu es comme Drôme, crie la paysanne à son enfanton goulé dont le mourre jusqu'aux yeux se régale de confiture noire, tu as donc peur que terre te manque ?

Pauvre et bonne rivière, il ne lui manquait plus que d'être bafouée à l'égal d'un simple mortel ! Après cela, si elle ne nous devient pas tout à fait chère, c'est que nous n'avons aucune pitié, c'est que nous n'aimons ni la couleur, ni une belle gueuse. Depuis que nous vivons en compagnie de la Drôme, nous nous sommes fait un peu à son genre d'existence, à ses façons en dehors et un brin canailles. Dites, il ferait beau voir qu'un torrent comme celui-ci, en qui les nomades de la grand'route reconnaissent et saluent l'ami des vieux peuples, l'introducteur dans nos monts bourrus des premières humanités errantes, aille s'embarrasser de vertus bourgeoises. Cela est bon pour les cours d'eau sans tempérament. Nous lui pardonnerons aussi ses rapines, car elle est d'autre part assez naïve, assez prompte à s'ouvrir le flanc. Songez à toutes ses ponctions : canaux à Luc, à Die, à Saillans (1), à Crest, à Livron, à Loriol, béals qui lui soutirent le plus clair de sa vie sans jamais rien lui rendre, ou si peu de chose. On serait pauvre à moins. Encore un coup, nous ne lui en voudrions pas, sous le vain prétexte que le soleil, plus en-

(1) L'un des deux canaux de Saillans, appelé canal Souvion, a été creusé en 1830 et irrigue la rive gauche.

core que l'eau, lui est nécessaire. Il lui en faut si peu d'onde pour charrier d'or, pour faire son Pactole ! Voilà pourquoi, ce me semble, la cigale bohème, symbole de félibres et des fulobres, de poésie et de paresse, recherche l'ombre frivole de ses bords, les rameaux d'acacia ou de tremble que la moindre brise se fait un jeu d'émouvoir,

La Drôme, contre toute apparence, tire beaucoup d'eau pure de ses calcaires poreux. Cinquante mètres cubes environ à la seconde en moyenne, d'après les statistiques. Bien de nos pesantes matrones du nord, en servitude et portant bateaux, se montreraient fières d'un pareil module. Mais en vain giclent les fontaines splendides dans cette urne décevante. La Drôme est un peu comme le tonneau des Danaïdes. A Livron, j'ai vu parfois son étiage immédiatement au-dessous de zéro, mais quel déluge par contre, lorsque le vent lombard a crevé sur les montagnes ! Dix-huit-cents mètres cubes à la seconde. La contrée en tumulte devant l'effroyable galopade d'un flot couleur de fiel hurlant à ses ponts, arrachant ses rivages. Un fleuve de quelques heures, ironique et vertigineux. L'eau en remonterait à tous les larrons ensemble et nulle force humaine ne saurait arrêter dans ses exploits ce cambrioleur souple qui tout d'abord se glisse dans votre jardin comme s'il voulait vous éviter la peine de l'arroser, puis regarde sous la porte du logis, où il entre sans rien forcer. C'est ainsi qu'en 1856, les populations béantes assistèrent à leur propre déménagement. Aux sons horribles d'un orchestre combiné par le vent et par la vague : des commodités poursuivies par des moutons, des potirons convoités par des porcs, et des chaises, et des tables, et des troncs d'arbres tournaient sans répit sur le flot frénétique. Dans leur danse, tout à coup ces choses se joignaient, se collaient le temps d'une embrassade, puis se séparaient violemment

se rejetaient l'une derrière l'autre comme pour on ne sait quelle diabolique farandole. Mais, hâtons-nous de le dire, l'Ardèche et de moindres torrents cévenols, ont bien d'autres crimes sur la conscience, car, outre que la Drôme est fort ample depuis Crest et pourrait quasiment tenir le Rhône, ses délires s'espacent de plus en plus et sont de moins en moins funestes.

La Drôme se perd entre La Voulte et le Pouzin, villettes ardéchoises, par environ 90 mètres d'altitude. Le Rhône a parcouru 557 kilomètres. Il vient d'entraîner *l'Erieux* féroce (1) un peu au-dessous d'un gouffre bien connu des pêcheurs (2), et il s'apprête à réduire *l'Ouvèze* de Privas — morne Seine de cette obscure capitale. Logiquement, il devrait passer presque au ras de Livron et de Loriol, dont les territoires constituent un champ traditionnel d'inondation. Cependant, il préfère infléchir à l'ouest, et, tel un bel animal jaloux, gronder dans les jupes grises de la chaîne cévenole, si bien que, sur une carte, notre rivière, sous l'effort d'un delta inscrit entre la ligne de Livron à La Voulte et la belle chaussée de Loriol au Pouzin, a l'air de l'acculer toute seule aux montagnes.

Et ainsi la Drôme rend l'âme en hurlant la soif.

Mon Torrent, je suppose, n'aura fait de tort à personne. Il raconte la nature et ne vise pas à la science. Il dit ce que j'aime et ce que j'ai senti. En un mot, il sort tout entier de mes promenades dans une région de la vieille Gaule,

(1) L'Erieux (70 kilom.), affluent de la rive droite du Rhône, a roulé jusqu'à 4,500 mètres cubes à la seconde.

(2) C'est l'abîme le plus profond du Rhône, 25 mètres au-dessous des plus basses eaux.

miraculeusement ignorée. On trouve de tout dans cette nature inachevée : le désert qui fait peur, la forêt qui apaise et laisse un goût de mystère, le serein pacage communautaire, enfin tous les types et toutes les tailles de la montagne. Encore que mon souhait drape ici et là bien des croupes nues, bien des vallons teigneux, repeuple et restaure, j'aime cette aridité et cette opulence, ce perpétuel contraste de vie et de mort. O les rochers enflammés, les nids d'aigle laissés par le Moyen âge à la garde du ciel bleu, et les fontaines jaillissantes et la mélodie verte des hêtres ! Souvent je songe à tout cela, puis ma pensée sourit. Elle vient de rencontrer la Drôme qui mène à la vallée terminale, à la grande plaine Sous-le-Vent, la Drôme sauvage qui a parfois toute la saveur d'une caricature...

A l'heure où la plupart des Français, imitant en cela les oiseaux, tendent aux migrations périodiques et fortifiantes, un pays pauvre et neuf, beau et rude comme celui-ci, ne devrait-il pas aimer quelques cingles d'hommes sages, déserteurs de casinos et chercheurs de solitude ? Certes, sur ses hautes terrasses, sous ses hétraies et sapinières suspendues dans les plis de ses vallons, où l'eau jase comme une femme, la fatigue d'un peuple pourrait s'étirer. Mais qui sait ? le privilège du Diois, c'est peut-être de demeurer un pays perdu.

FÉLIX GRÉGOIRE



PIERRE DAVITY

GÉOGRAPHE ET BEL ESPRIT DU XVII^e SIÈCLE(SUITE. — Voir les 140^e à 142^e livraisons).

Nous trouvons encore, dans le volume que nous analysons, les renseignements suivants sur notre province :

Commerce d'exportation. — « Le Dauphiné tire force deniers du bled qu'il envoie en Espagne et en Italie. Ceux des montagnes se rendent aussi riches par le moyen des mulets, des chevaux et d'autres bestes qu'ils vont vendre en Piedmont et en Italie. Ils ont aussi leurs chamois, qui leur portent de l'argent. »

Contributions pour l'année 1609. — Pour l'octroi ordinaire, compris le taillard. 20,160 l.

En outre, pour subvenir aux affaires du dit pays 30,000 l.

Pour le taillon 2.753 l.

Somme (1), ... 77,673 l.

Places fortes. — En Dauphiné, du long du Rhosne, vous avez Vienne, qui est une bonne place, où il y a les forts de Pippet et de la Bastie, qui commandent de tous costés. Vous avez plus bas Valence, une des meilleures villes de guerre de France, et qui a une forte citadelle. Encore plus bas, à demie lieuë du Rhosne, vous avez la ville et le chasteau de Montélimar, capables de grande

(1) Davity n'explique pas le sens de ce mot, qui doit représenter une autre variante de contribution, et non pas le total des trois précédentes car les chiffres exprimés ne le donnent pas.

deffence. Dans le pays, on trouve Romans, sur la rivière de l'Isère, qui est moyennement fort ; vous avez les chasteaux de Moras (1) et de Guirieu, dont le dernier est beaucoup plus fort que l'autre ; après cela, vous avez Grenoble, ville fortifiée à la moderne par Monsieur de Lesdiguières, gouverneur de Dauphiné, qui en a fait une des bonnes places de France. Vous avez après cela le fort de Baraut, près de la Savoye, pour servir de guide de ce costé-là aux ennemis. Vous y avez d'autres places fortes au possible comme Die, Gap, le chasteau de Serre (2), Nyons, Ambrun, Briançon et le chasteau d'Essilles, sur les frontières. De sorte que l'ennemy n'auroit pas peu affaire quand il entreprendroit d'entrer en Dauphiné, veu toutes ces barrières. »

Administration de la justice. — « Le parlement de Dauphiné séant à Grenoble a sous luy les sièges qui s'ensuivent : Le baillage de Graisivaudan ; — le baillage de Vienne ; — le baillage de Valence ; — la Sénéchaussée de Montélimar ; — le baillage d'Ambrun ; — le baillage de Gap ; — le baillage de Nyons ; — le baillage de Die ; — le baillage de Crest ; — le baillage de Chabeuil ; — le baillage de St-Marcellin ; — le baillage de Briançon » (3).

Statistique religieuse. — « Le diocèse de Vienne, 800 paroisses ou clochers ; — celui de Valence, 325 ; — celui

(1) On voit que Davity n'oublie pas son cher village, qui n'a jamais été cependant qu'une bien petite place de guerre.

(2) Nous pensons qu'il s'agit ici du bourg de Serre, dans les Hautes-Alpes, et non pas du Grand-Serre ; les noms qui accompagnent, et qui sont tous de lieux circonvoisins, semblent l'indiquer. Cependant le Grand-Serre était aussi alors un lieu fortifié.

(3) Davity commet ici quelques inexactitudes. Valence et Crest étaient chefs-lieux de sénéchaussée, et non de baillage. Il n'y avait à Chabeuil qu'une judicature royale, qui avait son style particulier, mais qui ressortissait de la sénéchaussée de Valence. Le siège du baillage des Baronnie n'était pas à Nyons, mais au Buis. On remarquera que cette ville n'est pas nommée une seule fois par Davity, non plus que la région dont elle était la capitale.

de Gap, 204 ; — celui d'Ambrun, 211 ; — celui de Die, qui est maintenant joint à Valence, 147 ; — celui de Briançon, 170, celui de St-Paul, 92 ; — celui de Viviers, 155.

Ces chiffres doivent être rectifiés par les suivants, extraits des anciens annuaires ecclésiastiques de la France, et notamment de celui de 1789 : Vienne, 430 paroisses ; Valence, 205 ; Gap, 200 ; Embrun, 98 ; Die, 210 ; Saint-Paul-Trois-Châteaux, 37 ; Viviers, 224.

Par suite d'une prodigieuse distraction, Davity a oublié le diocèse de Grenoble ; par contre, il place un évêché à Briançon, où il n'y en a jamais eu. On voit que notre géographe laisse fort à désirer au point de vue de l'exactitude.

Davity avait compris, sans doute, l'imperfection de ce premier travail ; car, en vue de le corriger et de l'amplifier, il entreprit un voyage à travers l'Europe pour recueillir des documents et faire de nouvelles observations. Il parcourut l'Italie et le royaume de Naples, dont il visita les principales villes pendant huit mois de l'année 1620 ; puis il passa en Allemagne, en 1626. Ce fut sans doute dans cet intervalle que, par manière de diversion à ses expéditions de touriste, il fit acte de gentilhomme en prenant les armes pour son roi, et en s'enrôlant dans la campagne du maréchal de Schomber contre les Espagnols, en guerre avec la France ; et c'est peut-être alors qu'il « leva à ses dépends, des compagnies de gens de pied, qui ne furent pas ny les moins lestes, ny les moins vaillantes de l'armée royale », à ce que nous apprend Colletet. Ce ne fut vraisemblablement qu'au retour de cette expédition du Montferrat, après la levée du siège de Casal, vers 1630, qu'il se mit sérieusement à son ouvrage, pour la composition et l'impression duquel il se rendit à Paris ; mais la mort ne lui laissa pas le temps de le terminer. Il lui restait encore à mettre au net quelques contrées de l'Europe, qu'il avait réservées pour la dernière partie, lorsqu'il tomba

malade. Il confia alors à un de ses amis, François Ranchin, en même temps que ses notes pour continuer son travail, le soin de le faire imprimer. C'est donc à celui-ci que revient, en grande partie, le mérite de cette édition, qui parut en 1637, deux ans après la mort de l'auteur principal, en sept volumes in-fol (ordinairement reliés en cinq). Nous donnons ici la description de cet ouvrage, d'après l'exemplaire qui existe à la Bibliothèque de Grenoble; duquel M. Edm. Maignien, le très érudit et très obligeant bibliothécaire, a bien voulu nous envoyer le signalement. Le titre disposé en caractères rouges et noirs, est ainsi formulé :

Le monde | ou la description | générale de ses | quatre parties | avec tous ses Empires, Royaumes, Estats et Républiques | où sont déduicts et traictez par ordre, leurs noms, assiette, confins, mœurs, richesses, forces gouvernement et religion. Et la généalogie des Empereurs, Roys et Princes | Souverains ; lesquels y ont dominé jusques à nostre temps. — Avec un Discours Vniversel, comprenant les considérations générales du monde céleste et terrestre, et un estat de tous les ordres, tant ecclésiastiques que militaires, | et de toutes les hérésies anciennes et modernes. Composé par PIERRE D'AVITY, seigneur de Montmartin, gentilhomme ordinaire de la Chambre au Roy.

— A Paris, chez Pierre Billaine, rue Saint-Jacques, à la Bonne Foy, devant Saint-Yves. — M.D.C.XXXVII. — Avec privilège du Roy. —

Titre gravé, où sont représentés des personnages de toutes les parties du globe, et au milieu une mappe-monde (Jean Picard, incidit.) — Cette gravure est reproduite à tous les autres volumes, quoique ce titre général n'y soit pas répété.

CYPRIEN PERROSSIER.

(A continuer.)

SÉANCE DU 4 AOUT 1902

PRÉSIDENCE DE M. MOSSANT

L'allocution suivante de M. le Président ouvre la séance :

MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

« J'ai été aussi surpris que flatté de l'honneur que vous avez bien voulu me faire en m'appelant à la présidence de notre Société. Rien, dans mon passé, ne me désignait pour cette faveur, si ce n'est peut-être ma curiosité passionnée pour l'histoire de notre province, en même temps que mon grand désir de m'instruire auprès des érudits distingués, tels qu'en a compté et tels que notre Compagnie en compte encore.

« Vous avez jugé, je crois, que ma bonne volonté à suivre vos travaux et l'activité que je pourrais mettre au service de ce qui concerne plus spécialement la partie économique de notre Société étaient des titres suffisants pour m'appeler à votre tête.

« Vous avez d'ailleurs pourvu à ce qui me manque, au point de vue scientifique, en élisant Présidents d'honneur, deux des plus distingués de nos membres, dont les beaux et bons travaux sont appréciés non seulement dans les limites de notre Dauphiné, mais aussi dans le monde savant européen.

« J'adresse, en votre nom, des remerciements bien sincères à MM. Brun-Durand et Ulysse Chevalier pour le haut patronage dont ils veulent bien nous honorer.

« Messieurs, j'espère que vous trouverez tout naturel que j'associe à ces deux noms, ceux des trois Vice-Présidents que vous avez choisis, M. Nugues d'abord dont les talents artistiques et le savoir aussi agréable que solide, joints au privilège hiérarchique de membre fondateur, méritaient bien le fauteuil

de la présidence ; de Monseigneur Bellet, dont l'érudition aussi grande que variée n'est point celle d'un simple curieux comme sa modestie aime à le dire ; de M. Emblard, dont les lecteurs du Bulletin suivent depuis longtemps les intéressantes recherches qui le placent au premier rang de nos dévoués et sympathiques collaborateurs.

« Aucun de vous, Messieurs, ne me pardonnerait de ne point prononcer le nom de notre vénéré collègue, M. Lacroix, à côté de ceux que je viens de citer. Tous nous savons qu'il est la véritable cheville ouvrière de la Société d'Archéologie de la Drôme depuis sa fondation, en 1866, et tous nous connaissons sa profonde érudition qui n'est égalée que par son dévouement absolu à tout ce qui concerne nos travaux. Aussi le titre de secrétaire perpétuel qui lui fut décerné à l'unanimité en 1896 est-il encore amplement mérité.

« Laissez-moi maintenant, avant de terminer ce que mon devoir me commandait de vous dire, vous exprimer le regret, regret que vous partagez tous, de ne plus voir parmi nous M. Vallentin, notre dernier Président. Donnons à sa mémoire l'hommage qui lui est dû et consolons-nous en pensant que son fils, M. Roger Vallentin, rendra à notre Société tous les services que l'on peut attendre de son nom et de sa science déjà considérable. Enfin, Messieurs, les morts prématurées de M. le chanoine Cyprien Perrossier et de M. Fillet, chanoine et écrivain de mérite comme lui, laisseront aussi un vide très grand qui sera difficile à combler. Cependant, le souvenir de leurs travaux ne périra pas de sitôt et nous encouragera à poursuivre notre tâche qui est de continuer avec autant d'ardeur que de patience l'étude toujours plus complète de notre histoire locale.

« C'est là une œuvre de décentralisation qui, pour modeste qu'elle soit, n'est pas moins méritoire. Puisse-t-elle être le point de départ de beaucoup d'autres ! Notre civilisation moderne ne peut rien perdre à ce que, sur les points les plus reculés de la France, il y ait des esprits indépendants et curieux, animés du désir de rendre toujours plus grand le cercle des connaissances humaines. »

Après cette allocution vivement applaudie, M. le Président et M. Mellier présentent comme nouveaux membres titulaires :

Messieurs :

BARBIER, avocat, à Valence,

POITOUX, architecte, à Valence.

ROUX, conservateur des eaux et forêts, à Valence,

RUZAN, directeur du Crédit Foncier, à Lyon,

TOURNIER, directeur du Crédit Lyonnais à Valence.

VALLENTIN DU CHEYLARD, receveur de l'enregistrement à Saint-Péray, déjà membre correspondant.

Ces nouveaux collaborateurs sont reçus à l'unanimité avec une réelle satisfaction.

Sur la demande expresse de M. Mellier, trésorier, et dans le but de faciliter sa tâche, l'assemblée décide qu'à partir de ce jour toutes les opérations de caisse de la société seront faites par l'intermédiaire du Crédit Lyonnais également chargé de l'encaissement des quittances et de la garde des valeurs et des fonds.

Les chèques tirés sur le Crédit Lyonnais pour les besoins de la société devront être obligatoirement signés par le Président et le Trésorier.

M. le Président ayant réclamé des membres présents leurs observations et communications relatives au bon fonctionnement de l'œuvre commune, M. le chanoine Mazet, membre du comité de publication, signale quelques expressions d'un article qui lui a été soumis et obtient l'assurance de voir le Bulletin toujours disposé à éviter ce qui pourrait blesser les susceptibilités d'autrui.

Il est rappelé ensuite que dans une séance précédente, un cultivateur des environs de Valence et de Portes, est venu offrir le restant d'un trésor, découvert dans une de ses terres, composé d'oboles de Marseille à la tête

d'Apollon et de quelques monnaies à la tête de cheval, toutes en argent et de petit module.

En l'absence de découvertes archéologiques pendant le trimestre, M. le Secrétaire présente un résumé des travaux de quelques sociétés en relations avec la nôtre afin d'en obtenir de semblables pour le département.

Ainsi le *Bulletin archéologique du comité des travaux historiques et scientifiques* contient sur les horloges publiques du sud-est de la France une étude de M. le chanoine Fillet, notre laborieux collègue, récemment décédé, mentionnant celles de Valence, de Romans, de Montélimar et d'un grand nombre de communes de la Drôme.

Les plus anciennes remontent aux premières années du xv^e siècle et se trouvaient à Valence, Romans et Montélimar.

Voici les dates de quelques autres : Dieulefit vers 1542, Taulignan vers 1550, Etoile en 1562, Grignan en 1567, Nyons vers 1568, le Buis vers 1600. C'est aux xvii^e et xviii^e siècles que furent construites celles de Châteauneuf-de-Mazenc, Vinsobres, Rousset, Alixan, Montbrun, etc.

A Valence, il ne reste plus que le bourdon-timbre, la flèche et le Jacquemard ayant disparu en 1786. Romans a été plus heureux et son automate, plusieurs fois réparé, existe encore. Ce travail dû à un horloger fribourgeois appelé Cudrifin, coûta assez cher à la ville.

Le même *Bulletin archéologique* renferme un article de M. Giraud, conservateur du musée de Lyon, sur l'acier appelé *carne* et un autre de M. Guigues sur les méreaux ou palettes de l'Eglise de Lyon.

Dans la *Revue des langues romanes* le chansonnier de Bernart Amoros, reproduit le texte de deux pièces de la comtesse de Die, fort peu ressemblant à celui de Raynouard.

Les *Mémoires de l'Académie de Vaucluse* donnent une

excellente étude de M. Labande, conservateur du musée Calvet, sur les églises romanes de la Provence et du Bas-Languedoc avec des plans, gravures et photographies. N'y aurait-il pas lieu d'entreprendre un semblable travail pour la Drôme, où le monument d'Aleyrac serait révélé et quelques autres avec lui. — De savantes recherches sur les marques monétaires de l'atelier de Narbonne au vi^e siècle par M. Amardel se lisent dans le *Bulletin de la commission archéologique de cette ville*.

M. Roman, dans le *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, est d'avis que la famille Rivière est originaire du Dauphiné et non de l'Espagne et M. Michel y écrit l'histoire de la presse gapençaise.

De leur côté, les *Annales des Alpes*, de M. le chanoine Guillaume, nous font connaître l'industrie laitière de son département.

Mgr Milon a trouvé un biographe dans M. le chanoine Mazet et la sœur Henri dans M. le chanoine Perrossier, avec les *Annales Dauphinoises* de Grenoble.

En examinant avec attention les publications de quelques sociétés voisines, il est facile de reconnaître que toutes s'occupent activement et avec succès de l'histoire locale. Celle de la Drôme ne restera pas plus inactive à l'avenir que par le passé : *noblesse oblige*.

A. LACROIX.





CHRONIQUE

OUVRAGES REÇUS DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Journal des Savants : Juillet et août 1902.

Discours prononcés à la séance générale du Congrès des Sociétés savantes le samedi 5 avril 1902, par MM. Vidal de la Blache et Bouquet de la Grye.

Comité des travaux historiques et scientifiques. — Liste des membres titulaires, honoraires et non résidents du Comité, des correspondants honoraires et des correspondants du Ministère de l'Instruction publique, des Sociétés savantes de Paris et des départements (en 1902).

Bulletin archéologique du Comité, 3^e livraison de 1901 et 1^{re} de 1902. La dernière contient le travail de M. le chanoine Fillet sur les horloges publiques et la première des notes de M. Gauckler sur quelques mosaïques romaines de Provence et sur celle de St-Paul-Trois-Châteaux, découverte en 1884, représentant la délivrance d'Hésione.

Romania (avril et juillet 1902).

DONS DES AUTEURS.

I. Chanoine Ulysse Chevalier : *Le saint Suaire de Turin, Histoire d'une relique*. Paris, 1902, br. in-8°, 19 pages.

« Jamais, de mémoire d'homme, dit M. l'abbé Martin, une question d'ordre scientifique n'avait autant passionné la presse. Le nombre des articles parus sur cet incident doit dépenser trois mille, à l'heure qu'il est. » En 1898, M. Pia ayant pris la photographie du Suaire de Turin, les épreuves obtenues ont donné lieu à la polémique. M. le chanoine Chevalier soutient brillamment ses premières conclusions, basées sur des documents authentiques.

Le chanoine Fillet. Bio-Bibliographie, in-8°, 12 pages. L'auteur arrive à 99 livres ou brochures dus à ce laborieux ecclésiastique.

L'abjuration de Jeanne d'Arc au cimetière de Saint-Ouen et l'authenticité de sa formule, Etude critique. Paris, Picard, 1902, grand in-8°, 88 pages. Ce grave sujet a été abordé et traité magistralement par notre savant président. Il prouve que la formule d'abjuration insérée dans le procès-verbal de condamnation n'est point celle qu'on a lue à la pucelle et qu'elle a signée; que la formule authentique ne constituait pas une abjuration canonique en matière de foi, et enfin qu'en s'y soumettant, Jeanne a contrevenu à ses voix, mais son acte manqua des conditions essentielles de connaissance et de volonté.

II. Chopin (Hippolyte). — *Le saint Suaire de Turin, photographie à l'envers*. Paris, Picard, br. in-8°, 13 pages.

III. Morel (L.-B.). — *Notes et réflexions archéologiques, sur Chazay d'Azergues*. Villefranche, 1902, br. in-8°, 64 pages.

L'auteur du *Temple du Châtelet*, d'une *Etude sur l'église de St-Pierre de Champagne* et d'une *Visite à l'église de St-Sorlin de Serrières* était tout désigné pour décrire sa propre demeure, son village et les curiosités qu'il renferme : il l'a fait en artiste et en archéologue habile.

IV. Nicod (Emmanuel), président de la Société de lecture. — *Bibliothèque d'Annonay, Catalogue de la collection ardéchoise*. Annonay, broch. in-8°, 65 pages.

Peu de villes ont songé, comme celle-ci, à former une collection pour l'étude de l'histoire locale. Grâce à une intelligente direction et à d'heureuses rencontres, elle offre aujourd'hui des ressources immenses aux chercheurs.

A. LACROIX.

TABLE ALPHABÉTIQUE DU TOME XXXVI

(ANNÉE 1902)

BIBLIOGRAPHIE, par MM. Louis ROBERT, BRUN-DURAND et A. LACROIX	105
BIBLIOGRAPHIE, par Mgr Charles-Félix BELLET	210
CARDINALAT (LE) DE CHARLES ANISSON, RELIGIEUX DE SAINT-ANTOINE, par Dom Germain MAILLET-GUY. 180,	297
CHATILLON ET SES ALENTOURS, par M. A. LACROIX . .	317, 409
CHRONIQUE, par M. A. LACROIX 111, 221, 335,	447
ESSAI DE BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE, par M. le chanoine Cyprien PERROSSIER	95
FAMILLE (LA) DE BRESSAC, SA GÉNÉALOGIE, SON HISTOIRE, par M. Léon EMBLARD	154, 287, 385
IMPRIMEURS (LES) ET LES JOURNAUX A VALENCE, par M. Léon EMBLARD	49
INVASION (L') DU DUC DE SAVOIE EN 1692, par M. A. LACROIX	102
LETTRE (UNE) D'ÉTUDIANT DAUPHINOIS AU XVI ^e SIÈCLE, par M. A. LACROIX	103
MÉMOIRES POUR SERVIR A L'HISTOIRE DES COMTÉS DE VA- LENTINOIS ET DE DIOIS, par M. le chanoine Jules CHEVALIER	5, 163, 270, 371
NÉCROLOGIES, par M. A. LACROIX	109, 220

